

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° **72**

MARS 1991

dustrielle et pétrolière du pays, flanquée d'une énorme militaire, la deuxième de l'Irak, dont les installations s'étalent sur une aire de 25 km de long, 10 km de large.

A partir du 14 mars, les Peshmergas (guérilleros) du Front uni du Kurdistan qui avaient pris, avec plusieurs jours de retard, le train des soulèvements populaires en marche, furent mobilisés pour la libération de cette ville symbole à plus d'un titre, soumise depuis 1975 à une politique intense d'arabisation de la part du régime irakien. Après 4 jours d'affrontements, très meurtriers la ville et une grande partie de la base militaire tombèrent aux mains des combattants kurdes. La population en liesse, Kurdes, Turcoman, Arabes confondus, fêta ce moment inespéré de liberté. Les dirigeants kurdes parlent d'un événement sans précédent dans l'histoire kurde de ce siècle et dans leur euphorie invitent les chefs de l'opposition irakienne arabe à se rendre au Kurdistan afin de mieux coordonner la lutte pour le renversement de la dictature de Saddam Hussein et son remplacement par une démocratie parlementaire pluraliste.

L'objectif des Kurdes d'Irak est bien celui-là : instauration de la démocratie en Irak et obtention d'un statut d'autonomie dans le cadre de cet Etat. De très nombreux correspondant de la presse internationale qui, à partir du 16 mars, parviennent à entrer enfin dans ce pays jusque là interdit témoignent tous que, bien que contrôlant la totalité de leur territoire, ni la population, ni les leaders kurdes n'envisagent la création d'un Kurdistan indépendant.

Le régime irakien, très occupé par la répression sanglante des soulèvements populaires du Sud de l'Irak, commence à partir du 18 mars à tester la réaction des Alliés en envoyant d'abord 2 hélicoptères, puis le 20 mars 1 bombardier Sukhoï larguer des bombes au napalm et au phosphore sur la population civile de Kirkouk. Le premier Sukhoï est abattu le 20 mars, puis un second du type SU-22 le 22 mars, mais les hélicoptères opèrent sans problème. Leur nombre sera donc progressivement augmenté les jours suivants dans le seul but de terroriser la population civile, évidemment sans défense anti-aérienne. Dans cette période de relative accalmie, où la contre-offensive irakienne n'est pas encore lancée, les observateurs occidentaux présents sur les lieux

dénombrèrent une cinquantaine de morts, et plusieurs centaines de blessés par jour dans la seule ville de Kirkouk, à la suite des mitraillages et bombardements des hélicoptères militaires irakiens.

Le 19 mars, le porte-parole du Département d'Etat américain Philippe Boucher tout en confirmant, sur son ton d'apparente neutralité, que les Kurdes contrôlent désormais « de larges secteurs de leur territoire » s'abstient étrangement de la moindre condamnation de l'usage par Bagdad de ses hélicoptères contre les civils. En principe, dans l'accord provisoire du cessez-le-feu, un tel usage était interdit. Les Américains affirment qu'ils ont finalement dû accéder à la requête du gouvernement irakien demandant l'autorisation d'utiliser ses hélicoptères pour permettre les déplacements des officiels vers les provinces coupées de la capitale en raison du mauvais état des routes. Cette explication prosaïque convainc d'autant moins que nombre d'observateurs ont relevé qu'à la suite des pressions d'origine saoudienne et sans doute également soviétique, le commandement allié avait déjà laissé sortir de la nasse plusieurs divisions de la Garde républicaine, utilisées plus tard dans la répression intérieure. On parle aussi d'une rencontre, à la mi-mars à Genève, entre Barzan Tikriti, demi-frère de Saddam Hussein et son homme des missions secrètes, et une haute délégation saoudienne pour définir les règles du jeu dans l'après-guerre. Préférant une dictature baasiste affaiblie, donc sans danger pour ses voisins, à une démocratie comportant un risque évident de contagion, l'Arabie Saoudite usera de toute son influence, qui est considérable aux dires même de la presse américaine sur Washington pour le persuader de laisser à Saddam Hussein les moyens de « rétablir l'ordre et empêcher l'éclatement du pays ». Se faisant l'écho de ces « arrangements » dans la plus pure tradition de la Realpolitik, Joseph Fitehett prédit, dans l'*International Herald Tribune*, que les Alliés laisseront Saddam faire le « sale boulot de la répression », quitte à se débarrasser de lui plus tard, une fois sa besogne achevée. Le 26 mars, Marlin Fitzwater porte-parole de la Maison Blanche précisait de son côté que les Etats-Unis n'interviendraient pas dans la guerre civile irakienne et n'empêcheraient pas l'usage par le gouvernement de ses hélicoptères », cela au nom de la neutralité et du souci « de l'intégrité de l'Irak ».

AVIS AUX LECTEURS

Pour la première fois depuis 1975 de très nombreux journalistes de la presse internationale ont pu se rendre au Kurdistan irakien qui était jusque là une enclave interdite aux étrangers et y travailler en toute liberté. Cela a donné lieu à beaucoup d'articles et de reportages dont nous publions dans ce numéro du Bulletin une sélection représentative.

Sommaire

- ❑ **LE PRINTEMPS KURDE**
- ❑ **LA CONFERENCE KURDE DE STOCKHOLM**
- ❑ **LE CONGRES DE L'OPPOSITION KURDE IRAKIENNE**
- ❑ **NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT KURDE**
- ❑ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

LE PRINTEMPS KURDE

Le peuple kurde vient de vivre, ce mois-ci, l'un des moments les plus intenses et les plus libres de son histoire. La défaite de l'Irak dans la guerre du Golfe, l'affaiblissement de la dictature de Bagdad, la démoralisation de ses troupes ont donné lieu à une puissante lame de fond. Des soulèvements populaires spontanés ont éclaté un peu par tout en Irak. La population longtemps muselée et terrorisée, a ainsi exprimé massivement son rejet de la dictature de Saddam Hussein, qui a apporté tant de malheurs à son pays et aux pays voisins, et son aspiration à la liberté et à la démocratie.

Principales victimes du régime de Bagdad, les Kurdes sont également le fer de lance du combat pour la liberté. Toutes les couches de la population, y compris les milices d'auto-défense mises sur pied et financées

par le gouvernement depuis la guerre irako-iranienne et des milliers de déserteurs de l'armée irakienne ont pris part aux soulèvements contre la dictature. Le mouvement est parti le 6 mars de Ranya, située à quelques dizaines de kilomètres de la frontière iranienne et promise depuis juin 1990 à être rayée de la carte comme tant d'autres villages et villes du Kurdistan. En quelques heures la population a pu s'emparer des postes de police et de la caserne et arrêter les responsables locaux, militaires et civiles du gouvernement. Le succès de cette opération a rapidement fait tache d'huile et a été suivi par des insurrections dans d'autres villes kurdes, qui en une huitaine de jours tombèrent toutes, y compris les grands centres urbains comme Arbil, Soulaïmanieh et Dohuk, aux mains des forces kurdes.

Seule exception, de taille : Kirkouk, la métropole in-

Après un feu vert aussi explicite, le régime irakien avait les coudées franches pour lancer dès le 27 mars sa contre-offensive. Celle-ci, en raison de l'insuffisance de troupes terrestres ou tout simplement pour aller vite en besogne, a été principalement basée sur l'usage de l'aviation et de l'artillerie lourde à longue portée, armes redoutables de terreur contre lesquelles ni la population, ni les Peshmergas kurdes n'avaient aucune parade. Dans ces villes kurdes à forte densité, où en raison de la destruction des villages kurdes tous les habitants du Kurdistan étaient regroupés, chaque obus ne manquait pas de faire plusieurs dizaines de victimes, chaque raid aérien aux bombes phosphoriques des centaines de morts. D'après une estimation de source kurde, dans la seule ville de Kirkouk, du 27 mars au 1er

avril, il y aurait eu 23.000 morts. Tout s'est passé comme si les soldats irakiens, humiliés dans la guerre du Golfe, voulaient se venger sur les civils kurdes.

Ces massacres perpétrés, sous l'œil des avions de reconnaissance occidentaux, dans l'indifférence des troupes alliées occupant le sud de l'Irak ont ressuscité dans la population kurde le spectre de Halabja, de l'holocauste par les armes chimiques commis lui-aussi dans l'indifférence de l'Occident et resté totalement impuni, commença à nouveau à hanter le peuple kurde qui, terrorisé et moralement à bout, se lançait début avril dans ce qui allait devenir le plus grand exode de son histoire tourmentée (cf. numéro d'avril du Bulletin).

LA CONFERENCE KURDE DE STOCKHOLM

Sur l'initiative du Comité Suédois pour les Droits de l'Homme du peuple kurde, une conférence internationale sur le thème de la «Reconnaissance des droits des Kurdes» s'est tenue les 15-17 Mars 1991 à Stockholm. Plus de 240 participants venant de 20 pays ont participé à cette conférence qui a analysé les rapports concernant les droits de l'homme dans les territoires kurdes d'Iran, d'Irak, de Turquie, de Syrie et de l'URSS.

Dans sa déclaration finale la Conférence a précisé que l'«oppression de plus de vingt millions de Kurdes ne doit plus être tolérée par la communauté mondiale» et ajouté qu'aussi longtemps que les injustices dont les

Kurdes sont victimes se perpétueront «il n'y aura pas de paix véritable au Moyen-Orient».

La conférence qui a formulée toute une série de demandes à adresser aux cinq pays en question a également adopté plusieurs principes qui serviront de base de travail dans l'avenir dans le soutien à apporter à la lutte pour les droits de l'homme des kurdes et a invité le Secrétaire général de l'ONU «à inclure le problème kurde dans les discussions en cours sur les initiatives de paix au Moyen-Orient». Elle a également décidé d'encourager les initiatives gouvernementales et non-gouvernementales en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme au Kurdistan et de développer le dialogue avec les représentants des Kurdes.

LE CONGRES DE L'OPPOSITION IRAKIENNE

L'ensemble des formations de l'opposition irakiennes, kurdes et arabes, se sont réunies en congrès les 13, 14 et 15 mars 1991 à Beyrouth. Des personnalités kurdes irakiennes en exil se sont également rendu à titre d'observateurs à ce congrès qui a exprimé sa solidarité avec les soulèvements populaires, décidé l'«élimination des discriminations politiques» et accepté le règlement du problème

kurde dans le futur Irak démocratique sur la base de l'accord du 11 mars 1970. Le Congrès a également souligné la nécessité d'organiser, dès la chute de la dictature, des élections libres afin d'élire une assemblée constituante.

Toutefois, extrêmement hétérogène, ne pouvant en outre pas échapper au pesant patronage de Téhéran et

de Damas, le congrès s'est montré incapable d'élaborer une plate-forme gouvernementale ou de faire oublier les divergences de ses multiples composantes. Réuni en plein solèvement populaire contre le régime de Saddam, il aura permis toutefois d'amorcer un dialo-

gue. Il a aussi donné la possibilité à certains intervenants peu accoutumés à la langue de bois de critiquer l'ensemble des Etats du Proche-Orient et de souligner la nécessité d'une démocratisation de la région, dépassant de loin les cadres étatiques de l'Irak.

NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT KURDE

— La sixième livraison de *Studia Kurdica*, publiée par l'institut kurde, comprend plusieurs textes en langue turque. Ces textes portant sur des thèmes variés (Diyarbakir sous les Ottomans, les publications kurdes en Irak, la culture kurde en Turquie, les relations arméno-kurdes) sont suivis d'une riche bibliographie de kurdologie et d'une chronologie de la période 1983-1989. Le prix de vente de cette livraison de 134 pages et de 50 francs français.

— L'Institut kurde vient de publier également la sixième livraison de *Hevî/Hîva*, revue culturelle en langue kurde. Ce numéro, tri-dialectal de 208 pages comporte un texte nécrologique sur le kurdologue soviétique Hecîyê Cindî, plusieurs nouvelles et poèmes, des recueils des chansons populaires ainsi que plusieurs études historiques. Le prix de vente est de 60 francs français.

REVUE DE PRESSE

TURQUIE: VIOLENCES CONTRE LES KURDES. LES FORCES DE L'ORDRE TURQUES ONT TIRÉ JEUDI À SIRNAK, SUR UNE FOULE DE MANIFESTANTS KURDES. La répression aurait fait sept morts. (*Libération, Méridional, Liberté de l'Est, Quotidien de Paris, Paris Normandie, Voix du Nord, Reuter*, 1.03.91). p. 1, 2, 3, 4 & 5.

LE SORT DES KURDES. APPEL DE DANIELLE MITTERRAND EN FAVEUR DES KURDES LORS DE LA CONFÉRENCE DE WASHINGTON. (*Quotidien de Paris*, 1.03.91). p. 3.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR SE DÉPLACE DANS UNE VILLE DU SUD EST DE LA TURQUIE OÙ DE VIOLENTES MANIFESTATIONS ONT LIEU. (*Reuter*, 1.03.91). p. 5.

L'OPPOSITION IRAKIENNE TENTE DE S'ORGANISER. LES KURDES ET LES SCHIITES SONT AUJOURD'HUI LES PILIERS PRINCIPAUX DE L'OPPOSITION IRAKIENNE. (*Libération*, 1.03.92). p. 6.

POUR LES KURDES, PAS DE FIN HEUREUSE. MASSACRÉS PAR SADDAM, TRAHIS PAR LES PUISSANCES MONDIALES RÉSOLUES À LES MANIPULER, LES KURDES SONT LA PIÈCE OUBLIÉE DU PUZZLE DU MOYEN ORIENT. Du déluge à un voile de pleurs. (*The Independent*, 2.03.91). p. 7 & 8.

VIOLENTES ESCARMOUCHES EN TURQUIE: 7 KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE. (*La Repubblica*, 1.03.91). p. 9.

TURQUIE: «UNE CHANCE HISTORIQUE DE PAIX DANS LA RÉGION», DECLARE LE PRÉSIDENT TURGUT OZAL. (*Le Monde*, 2.03.91). p. 9.

LE KURDISTAN TURC EN ETAT DE SIEGE. AU NORD DE L'IRAK, DANS LE KURDISTAN TURC, LES ARMES SE REMETTENT À FAIRE DES VICTIMES. LES SIGNES D'INSURRECTION SE MULTIPLIENT. (*Le Figaro*, 2-3.03.91). p. 10.

LES KURDES DANS LA TOURMENTE. ENTRETIEN AVEC JAFARGULY, PORTE PAROLE DU PARTI DÉMOCRATIQUE DU KURDISTAN D'IRAK. (*Témoignage Chrétien*, 2.03.91). p. 11.

MANIFESTATION DEVANT LE CONSULAT DE TURQUIE. (*Le Progrès*, 3.03.91). p. 13.

LES MANIFESTATIONS CONTRE LE RÉGIME SE POURSUIVENT. Les troubles se multiplient dans certaines villes d'Irak. (*Agence Centrale de Presse*, 3.03.91). p. 14.

DEUX MORTS DANS UNE ESCARMOUCHE AVEC LES FORCES DE SÉCURITÉ DANS LE SUD EST DE LA TURQUIE. (*Reuter*, 4.03.91). p. 14.

TROIS KURDES MENACÉS D'EXPULSION. UN COMITÉ POUR LE DROIT D'ASILE ET LA LIGUE DE DROITS DE L'HOMME SE MOBILISE. (*Dauphiné Libéré*, 3.03.91). p. 15.

UN APPEL EN FAVEUR DES KURDES DE TURQUIE. Une

mission s'est rendue au Kurdistan turc. (*Quotidien du Médecin*, 4.03.91). p. 15.

RESOUDRE LE PROBLEME KURDE. Les Kurdes, victimes en 1988 de bombardements irakiens à l'arme chimique et aux gaz, réclament aujourd'hui, après la défaite militaire de Saddam Hussein, une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient. (*La Croix*, *Var Matin*, *Nice Matin*, *Havre Presse*, *Quotidien de Paris*, 4.03.91). p. 16, 17, 18 & 19.

TURQUIE: «LES KURDES MENACES DE «PACIFICATION». La débacle de Saddam a été un signal pour les Kurdes. Pour Ankara aussi, qui prépare une opération contre les indépendantistes du PKK. (*Le Figaro*, 4.03.91). p. 18.

TROUBLES DANS LE SUD DE L'IRAK QUE LES ETATS-UNIS CONSIDERENT COMME SERIEUX. (A.F.P., 4.03.91). p. 20.

LES KURDES AFFIRMENT AVOIR «LANCE UNE INSURRECTION» DANS LE NORD DE L'IRAK. (A.F.P., 4.03.91), (*Est Républicain*, 5.03.91). p. 21 & 23.

LE PEUPLE KURDE A FAIT UN REVE. (*L'Opinione*, 5.03.91). p. 22.

LA NATION KURDE. (*L'Opinione*, 5.03.91). p. 25.

PERSECUTION CONTRE LES KURDES. La plus ancienne plaie du Proche-Orient — 25 millions d'hommes partagés entre quatre Etats — Génocide par Saddam Hussein — Le droit à l'autodétermination. (*Le Figaro*, 6.03.91). p. 26.

L'EPINE KURDE. Les Chiites au sud, les Kurdes au nord, le régime de Saddam Hussein semble pris en tenaille. (*24 Heures*, 6.03.91). p. 27.

«LA QUESTION KURDE, CAUSE D'INSTABILITE CHRONIQUE». Selon Kendal Nezan, les Kurdes pourraient très rapidement prendre des initiatives si le pouvoir central irakien venait à vaciller. Les composantes kurdes ont déjà pris contact avec les autres parties de l'opposition irakienne pour mettre sur pied une relève à Saddam Hussein et au parti Baas. (*Libération*, 6.03.91). p. 28.

SELON LES KURDES, DES TROUBLES ONT ECLATES DANS LE NORD DE L'IRAK. Une ville a été prise. (*Reuter*, 6.03.91). p. 29.

LA REVOLTE KURDE CONTRE SADDAM SE PROPAGE (*El País*, 6.03.91) p. 30.

LE PENTAGONE CONFIRME L'ETENDUE DES TROUBLES EN IRAK. (*Le Monde*, 6.03.91). p. 31

IRAK: LA REBELLION ANTI-SADDAM S'ETEND. Rebelles et Kurdes disputent aux partisans de Saddam Hussein le contrôle des principales agglomérations. (*Le Figaro*, 6.03.91). p. 31.

LES KURDES SE REBIFFENT. Les combats à Souleimayyah sont une chance historique pour les Kurdes irakiens, persécutés depuis 30 ans par Bagdad. (*Le Figaro*, 6.03.91). p. 32.

LES KURDES: LE SECOND FRONT. Les Kurdes affirment avoir «lancé une insurrection» dans le nord de l'Irak. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 6.03.91). p. 33.

LES KURDES AFFIRMENT QUE DES OFFICIERS IRAKIENS SE SONT RENDUS AUX REBELLES qui contrôlent des villes dans le nord de l'Irak. (*Reuter*, 7.03.91). p. 33 & 34.

UN MORT, SEPT BLESSES AU COURS DE TROUBLES EN TURQUIE. (*Reuter*, 7.03.91). p. 34.

L'APPEL DE BUSH POUR UN PACTE DANS LE MOYEN-ORIENT SIGNIFIE QUE L'IRAK A GAGNE LA GUERRE, Selon un quotidien irakien. (*Reuter*, 7.03.91). p. 35.

LES KURDES: LE PEUPLE EN TROP. Turquie: massacrés comme les Arméniens; Irak: une longue suite d'atrocités; Iran et Syrie: tenus à l'oeil. (*Ouest-France*, 7.03.91) & (*Sud Ouest*, 10.03.91) p. 36 & 49.

LE BOURREAU DES KURDES CONTRE LES CHIITES. (*L'Alsace*, 7.03.91). p. 37.

UN JOUR, UN KURDISTAN INDEPENDANT? Opposés au régime d'Ankara, des Turcs et des Kurdes jouent la carte de l'union dans notre ville. (*Le Progrès*, 7.03.91). p. 38.

L'OBJECTIF DES KURDES EST LA DEMOCRATIE. (*Il Manifesto*, 8.03.91). p. 39.

LE KURDISTAN IRAKIEN AUX MAINS DES INSURGES. (*Il Manifesto*, 8.03.91). p. 40.

LES REBELLES SHIITES AFFIRMENT CONTINUER LE COMBAT. Tirs entre groupes du Baas irakien, selon Radio Téhéran. (*El País*, 8.03.91). p. 40.

QUI SE SOUVIENT DES PAUVRES KURDES? (*Europeo*, 8/22.03.91). p. 41.

NE JOUEZ PAS AVEC LES KURDES. Les Kurdes d'Irak frappent sans retenue le dictateur qui a autrefois gazé leurs villages. (*International Herald Tribune*, 8.03.91). p. 42.

PROLONGATION DE L'ETAT D'URGENCE AU KURDISTAN TURC. (*Lyon Matin*, 8.03.91). p. 42.

LE PEUPLE OUBLIE. L'histoire tragique des Kurdes au cœur d'une conférence organisée par l'Université Inter-Ages. (*Dauphiné Libéré*, 8.03.91). p. 44.

MESSAGES CODES, diffusés par une radio des rebelles kurdes irakiens à des «cellules armées». (*24 Heures*, 9.03.91). p. 44.

ET MAINTENANT NE NOUS OUBLIEZ PAS! (*Il Gazzettino*, 9.03.91). p. 45.

LES KURDES IRAKIENS DE NOUVEAU SUR LE SENTIER DE LA GUERRE. L'or noir part toujours en fumée. (*Le Bien Public*, 9.03.91). p. 46.

TURQUIE: L'EPINE KURDE. A mesure que leurs «frères» d'Irak font parler d'eux, les Kurdes du Sud-Est anatolien se prennent à rêver de libérer à leur tour leur patrie. (*Le Monde*, 9.03.91). p. 47.

LE MECONTENTEMENT GAGNERAIT L'ENTOURAGE DU PRESIDENT IRAKIEN. (*Le Monde*, 10/11.03.91). p. 47.

LE DRAME KURDE. Est-ce vraiment l'Elysée qui a empêché Bernard Kouchner de participer à un grand colloque sur la question Kurde à Washington? (*Midi Libre*, 10.03.91). p. 48.

L'OPPOSITION IRAKIENNE APPELLE AU SECOURS. (A.F.P., 10.03.91). p. 50.

LA MENACE DE L'ARME CHIMIQUE. La rébellion kurde s'intensifie. (A.C.P., 10.03.91). p. 51.

IRAK: POURSUITE DE LA REBELLION. (*La Montagne*, 11.03.91). p. 51.

IRAN ET ETATS-UNIS METTENT EN GARDE BAGDAD CONTRE LA REPRESSION CHIMIQUE. L'opposition accuse le régime irakien d'avoir déjà utilisé l'arme chimique à Najaf. Les rebelles kurdes et chiites progresseraient partout en Irak. (*Midi Libre*, 10.03.91). p. 52.

POURSUIVE DE L'INSURRECTION DANS LE KURDISTAN D'IRAK. L'opposition à Saddam Hussein a annoncé au cours des derniers jours la chute de plusieurs villes du Kurdistan. (*Journal de la Réunion*, 11.03.91). p. 53.

NOUVEAUX DEUILS. Saddam Hussein a tourné ses canons contre son peuple... (*L'Humanité*, 11.03.91). p. 54.

SELON LES KURDES IRAKIENS EN TURQUIE, ARBIL EST PRISE PAR LES REBELLES. (*Reuters*, 11.03.91). p. 55.

LES DIRIGEANTS KURDES ANTI-SADDAM SONT EN POURPARLERS AVEC LA TURQUIE. (*Reuters*, 11.03.91). p. 56.

L'OPPOSITION IRAKIENNE REUNIE A BEYROUTH. Espoirs irakiens: mettre fin à la dictature, combattre la partition de l'Irak, former un gouvernement provisoire comprenant toutes les forces hostiles à Saddam Hussein. (*Nice Matin* 11.03.91) & (*L'Humanité* 12.03.91) & (*La Croix* 12 & 15.03.91). p. 57, 59, 61 & 79.

SADDAM LE DOS AU MUR. Les Kurdes marquent des points, alors que le secrétaire d'Etat américain s'apprête à effectuer en Israël l'étape la plus délicate de sa tournée dans la région pour discuter de l'avenir du Proche-Orient. (*Est Républicain & Le Provençal*, 11.03.91). p. 57 & 58.

LE PRINTEMPS S'ANNONCE CHAUD DANS LE KURDISTAN TURC. (*Gamk*, 11/12.03.91). p. 60.

CHIMIQUE: L'AVERTISSEMENT AMERICAIN. (*La Croix*, 12.03.91). p. 61.

UN GESTE DES TURCS POUR LES FAUTEURS KURDES. Proposition pour alléger les restrictions sur la langue au parlement à Ankara. (*The New York Times International*, 12.03.91). p. 62.

CE PEUPLE SANS AMIS. Dans le nord de l'Irak, un peuple sans terre, lutte depuis des générations. Mais il est peu probable que son sort soit inscrit dans les discussions sur le futur du Moyen-Orient. (*The Globe and Mail*, 13.03.91). p. 64.

LES REBELLES AFFIRMENT CONTROLER LES TROIS QUARTS DU KURDISTAN D'IRAK. Les Kurdes clament victoire malgré des divergences au congrès de l'opposition, à Beyrouth. (*Reuters, Var Matin & 24 Heures* 13.03.91). p. 65, 67 & 73.

SADDAM MENACE DE MASSACRER 5000 FEMMES ET ENFANTS. Selon radio Téhéran, le régime irakien utilise massivement des bombes au napalm pour réprimer le soulèvement populaire. (*Midi Libre & Le Figaro*, 13.03.91). p. 66 & 72.

BAGDAD AFFIRME QUE L'ARME CHIMIQUE NE SERA PAS UTILISEE. L'insurrection semble s'étendre au Nord et diminuer au Sud. (*Le Monde*, 13.03.91). p. 68.

LES PLAIES DU PROCHE-ORIENT. Chronologie d'une lutte pour l'autonomie. (*Agence Centrale de Presse*, 13.03.91). p. 68 à 70.

BEYROUTH: LES KURDES SE JOIGNENT AUX CHIITES POUR LE CONGRES DE L'OPPOSITION IRAKIENNE. Un accord en trois points. (*Le Monde*, 13.03.91). p. 71.

RESISTANCE KURDE EN IRAK: TENIR JUSQU'A QUAND? (*Le Courrier*, 14.03.91). p. 71.

KURDES: LES AMBITIONS DE TURGUT OZAL. (*Quotidien de Paris*, 13.03.91). p. 72.

SELON LE PENTAGONE L'ARMEE IRAKIENNE RESTE TOUJOURS FIDELE A SADDAM. (*El País*, 13.03.91). p. 73.

LES TURCS DISCUTENT AVEC LES REBELLES KURDES D'IRAK. (*The Christian Science Monitor & La Croix*, 15.03.91). p. 74 & 79.

LES KURDES DENONCENT DES CENTAINES DE MORTS DANS DES MASSACRES. (*The Toronto Star & The Globe Mail*, 15.03.91). p. 75, 76 & 77.

LES KURDES D'IRAK AFFIRMENT CONTROLER LE PASSAGE A LA FRONTIERE TURQUE. (*Reuters*, 15.03.91). p. 77.

MORT D'UN HOMME AU COURS DE TROUBLES DANS LE SUD EST DE LA TURQUIE. (*Reuters*, 15.03.91).

APPEL DES DIRIGEANTS KURDES AU PRESIDENT MITTERRAND. (A.F.P., 15.03.91). p. 78.

LES TROUPES PRO-SADDAM FUIENT LES REBELLES KURDES VERS LA TURQUIE. (*Reuter*, 15.03.91). p. 78.

LA PACIFICATION SANGLANTE DU KURDISTAN TURC. Depuis 7 ans, l'engrenage tragique des manifestations nationalistes et d'une répression de plus en plus brutale traumatise le sud de l'Anatolie. (*Le Figaro*, 15.03.91). p. 80.

L'OPPOSITION KURDE PREPARE SOIGNEUSEMENT LE TERRAIN. Les forces qui tentent d'expulser Saddam rencontrent de nombreux problèmes. (*The Guardian*, 16.03.91). p. 81.

LES KURDES PRENNENT UNE VILLE FRONTIERE STRATEGIQUE DE L'IRAK. (*The Independent*, 16.03.91). p. 81.

LES KURDES ONT ENGAGE LA BATAILLE POUR LE CONTROLE D'UNE ROUTE CLE. (*The Guardian*, 16.03.91). p. 82.

L'ARMEE TIRE SUR DES MANIFESTANTS AU KURDISTAN: UN MORT ET CINQ BLESSES, SELON LE COMITE DU KURDISTAN. (A.F.P., 16.03.91). p. 82.

LES INSURGES KURDES GAGNERAIENT DU TERRAIN. L'essentiel des régions nord de l'Irak seraient sous contrôle des rebelles, selon le secrétaire général de l'Union patriotique kurde, Jalal Talabani, exilé à Damas. (*Libération*, 16.03.91). p. 83.

APRES LES COMBATS A BASSORA, LA GUERILLA KURDE SE DURCIT DANS LE NORD DE L'IRAK. (*El País*, 16.03.91). p. 84.

LES KURDES NE VEULENT PAS ETRE LES OUBLIES DE L'APRES-GUERRE DU GOLFE. La communauté kurde de la région Belfort-Montbéliard suit avec un intérêt mêlé d'inquiétude l'évolution de la situation en Irak. (*L'Alsace*, 14.03.91). p. 85.

DES UNITES DE L'ARMEE IRAKIENNE TUENT DES MANIFESTANTS DANS UNE EMEUTE A BAGDAD. Selon les rebelles de l'opposition, des combattants kurdes gardent le contrôle sur des quartiers de Kirkuk et dans le nord. (*The Wall Street Journal & The Globe and Mail*, 14.03.91). p. 86.

CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE POUR L'AUTONOMIE. (*Agence Centrale de Presse*, 14.03.91). p. 86.

SELON LES KURDES D'IRAK, LES TURCS LEUR ONT PROMIS UN SOUTIEN POLITIQUE. (*Reuter*, 14.03.91). p. 88.

L'ARMEE EST EN PASSE D'ECRASER LA REBELLION CHIITE ET L'EMPORTERA «PROBABLEMENT» CONTRE LES KURDES, déclare un haut responsable américain. (*Le Monde, Le Quotidien de Paris & La Croix*, 14.03.91). p. 89.

LE PRESIDENT TURC JUSTIFIE SON OFFENSIVE DE CHARME AUPRES DES KURDES. (*Le Monde*, 14.03.91). p. 89.

LES KURDES FONT PLIER LA GARDE DE SADDAM. Vigilance

accrue pour l'armée américaine. (*Le Journal du Dimanche*, 17.03.91). p. 91.

LE RETOUR MEDIATIQUE DE SADDAM HUSSEIN. Dans un discours radiotélévisé, le Président irakien a accusé samedi Téhéran d'être à l'origine de la révolte chiite, qu'il affirme avoir «matée» au sud du pays. (*Libération*, 18.03.91). p. 92.

DES TEMOIGNAGES FONT ETAT DE VERITABLES MAS-SACRES, EN IRAK. (*Agence Centrale de Presse*, 18.03.91). p. 93.

LES TROUPES AMERICAINES REOCCUPENT CERTAINES POSITIONS AMERICAINES. La rébellion kurde progresse en Irak. (*Le Monde*, 18.03.91). p. 94.

«LES KURDES SOUHAITAIENT SE JOINDRE A LA COALITION.» (*El Mundo*, 18.03.91). p. 95.

LE VICE-PRESIDENT IRAKIEN EN REUNION AVEC LES CHEFS KURDES. (*El País*, 18.03.91). p. 96.

LE PRESIDENT IRAKIEN A MENACE DE «REGLER LE COMPTE» DES REBELLES KURDES. (*Le Monde*, 19.03.91). p. 96.

VICTIME POURCHASSEE OU VAINQUEUR RELATIF. Enhardis par la guerre du Golfe, des guérilleros kurdes irakiens ont commencé, pour la première fois depuis 1988, à s'infiltrer à travers les montagnes, depuis la Turquie et l'Iran. (*Le Courrier*, 19.03.91). p. 97.

LA REBELLION KURDE MARQUE DES POINTS. (*Agence Centrale de Presse*, 19.03.91). p. 99.

LE «JOKER» DE LA REBELLION KURDE CONTRE SADDAM HUSSEIN. Saleh hadji Hossein dirige une armée de 7000 combattants peshmergas réfugiés en Turquie. Près de Diya Bakir, ce chef de guerre attend avec impatience l'autorisation de se joindre aux combats. (*Le Figaro*, 19.03.91). p. 99.

LES KURDES ANONCENT LA PRISE DU CENTRE PETROLIER. (*International Herald Tribune*, 20.03.91). p. 100.

LA REBELLION DES KURDES PREND DE L'AMPLEUR. Alors que Saddam Hussein annonçait, samedi, avoir écrasé l'insurrection, il semble que les rebelles contrôlent de larges parties des régions à prédominance kurde dans le nord et le nord-ouest de l'Irak. (*Libération*, 20.03.91). p. 101.

LA CHASSE AMERICAINE ABAT UN AVION IRAKIEN. (*Agence Centrale de Presse*, 20.03.91). p. 101.

KURDES: LE COMBAT DES OUBLIES DE L'HISTOIRE. Les combattants kurdes contre Saddam Hussein annoncent chaque jour des victoires contre l'armée fidèle au raïs. Kirkouk serait aux mains des rebelles mais Bassorah aurait été reprise par les troupes de Saddam. (*Le Figaro*, 20.03.91). p. 102.

DEUX JOURNEES DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE. En souvenir des massacres à l'arme chimique. (*L'Humanité*, 20.03.91). p. 104.

LES KURDES ONT CONQUIS LA VILLE DE KIRKOUK. (*La Repubblica*, 5.03.91). p. 105.

LE DRAPEAU FLOTTE SUR KIRKOUK. Saddam annonce un référendum constitutionnel et un nouveau gouvernement. (*Corriere della Sera*, 20.03.91). p. 106.

LES KURDES ENCERCLENT SADDAM. 20 millions de sans patrie. (*La Stampa*, 20.03.91). p. 107.

LA CAPITALE PETROLIERE AUX MAINS DES KURDES. (*La Stampa*, 20.03.91). p. 108.

LES KURDES, CES OUBLIES DE L'HISTOIRE. Kendal Nezan évoque la situation militaire au Kurdistan d'Irak. Les Kurdes seuls ne pourront pas provoquer la chute de Saddam Hussein. (*Actualité Juive hebdo*, 21.03.91). p. 109.

LES AMERICAINS PLAQUENT BAGDAD AU SOL. En abattant un chasseur bombardier irakien au-dessus de Takrit, où les combats font rage, les Etats-Unis signifient qu'ils n'ont pas l'intention de laisser Bagdad utiliser ses avions pour écraser la révolte interne. (*Libération & Le Figaro*, 21.03.91). p. 112 & 113.

L'OPPOSITION KURDE AFFIRME QUE LES INSURGES CONTROLENT LA MAJEURE PARTIE DE KIRKOUK. De violents combats opposent l'armée irakienne aux insurgés kurdes. (*Le Monde*, 21.03.91). p. 114.

POURQUOI LE ROYAUME DES KURDES EST MORT AVANT D'AVOIR VECU. (*L'Événement du Jeudi*, 21.03.91). p. 115.

PAS DE QUOI FETER LE NOUVEL AN. Turquie: pour la première fois, le Newroz (premier jour de l'an) est chômé, aujourd'hui. Mais les Kurdes considèrent les concessions faites ces temps par Ankara comme de la «poudre aux yeux». Entretien avec le directeur de l'Institut Kurde de Paris. (*La Tribune de Genève*, 21.03.91) & (*24 Heures*, 22.03.91). p. 116 & 133.

LES KURDES D'IRAK PRENNENT UN POINT FRONTIERE AVEC LA TURQUIE. Les rebelles affirment contrôler 95% du Kurdistan. (*The Globe and Mail*, 16.03.91). p. 118.

REPRESSION CONTRE LES KURDES. Insurrection en Irak: le nord résiste mieux que le sud. (*Le Courrier, La Liberté*, 21.03.91). p. 119.

LE CERCLE INFERNAL DANS LE CIEL: la répression des Kurdes. (*La Vanguardia*, 21.03.91). p. 120.

LES KURDES PREPARENT UN GOUVERNEMENT PROVI-
SOIRE ET ETABLISSENT LEUR QUARTIER GENERAL DANS
LES ZONES DE CONFLIT. (*El País*, 21.03.91). p. 123.

SADDAM AU BORD DU GOUFFRE. La situation en Irak au dire du conseil national, est «la plus grave» qu'ait affrontée le pays. Les Kurdes dansent dans Kirkouk. (*Dauphiné Libéré, Haute Marne Libérée & Ouest-France*, 22.03.91). p. 124 & 125.

KENDAL NEZAN, KURDE DE PARIS: L'INDEPENDANCE N'EST PAS REALISTE. (*Ouest-France*, 22.03.91). p. 126.

60000 PRISONNIERS IRAKIENS AU KURDISTAN. (*Le Courrier*, 22.03.91). p. 126.

LA TRISTE CONDITION DES KURDES. La France s'appête à accueillir 48 réfugiés irakiens, soit quatre familles réfugiées en Turquie depuis les bombardements chimiques de 88. (*L'Alsace*, 22.03.91). p. 127.

SAMEDI: LE NOUVEL AN KURDE. L'association «Solidarité et culture Franco-kurde» fêtera samedi la nouvelle année. (*Est Républicain*, 26.03.91). p. 127.

LE PROBLEME DU KURDISTAN. Une question qu'il faut résoudre. (*La Marseillaise*, 24.02.91). p. 128.

SADDAM DE PLUS EN PLUS ETRANGLE PAR LES REBEL-
LIONS KURDE ET CHIITE. (*Centre Presse*, 24.02.91). p. 129.

L'INSURRECTION SOUS LES BOMBARDEMENTS. Le parlement irakien A admis l'ampleur de la guerre civile. Au Kurdistan, les rebelles font état de nouvelles victoires et dénoncent les bombardements au napalm dont ils seraient victimes. (*Libération & Le Figaro*, 22.03.91) & (*Le Monde*, 23.03.91). p. 130, 131 & 137.

LES OUVERTURES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
TURQUE. 12 millions de Kurdes de Turquie ont pu fêter
publiquement le Nouvel An, hier, sans incidents majeurs. Une
grande première alors que Turgut Özal multiplie les gestes en
direction de la communauté kurde. (*Libération*, 22.03.91). p. 132.

LES REBELLES IRAKIENS REVENDIQUENT LE LANCE-
MENT DE RAIDS ECLAIRS DANS BAGDAD. (*International
Herald Tribune*, 23-24.03.91). p. 134.

UN SECOND AVION DE COMBAT IRAKIEN EST ABATTU
PAR LES ETATS UNIS. Washington ferme les yeux sur les
attaques par hélicoptères contre les rebelles. (*The Globe and Mail*,
23.03.91). p. 134.

LES REBELLES KURDES S'ATTENDENT A UNE CONTRE-
OFFENSIVE IMMINENTE DES FORCES DE BAGDAD. (*Le
Monde*, 23.03.91). p. 135.

BAGDAD ENCERCLE LES REBELLES KURDES. (*La Repubblica*,
23.03.91). p. 136.

LA TROISIEME GUERRE DE M. SADDAM HUSSEIN. (*Le
Monde*, 23.03.91). p. 137.

- LE DESEPOIR DES KURDES. (*El Mundo*, 23.03.91). p. 138.
- LE SOULEVEMENT KURDE EST AIDE PAR LES CONTACTS DE L'ARMEE CLANDESTINE. (*International Herald Tribune*, 23.03.91).
- UN AVENIR DE LIBERTE SANS SADDAM. (TV *Radiocorriere*, 17-23.03.91). p. 139.
- L'EMBARGO CONTRE L'IRAK EST ASSOULI. Les insurgés kurdes marquent des points. La Guerre civile et les menaces de famine. (*Le Monde*, 25.03.91). p. 140.
- SADDAM SE RAIDIT CONTRE LA GUERRE CIVILE. «L'ouverture» promise la semaine dernière par le leader irakien, n'a pas présidé à la formation du nouveau cabinet, nommé samedi: un gouvernement de combat pour faire face à l'intensification de la rébellion kurde, composé des durs du parti Baas et dirigé par le chiite Saadoun Hammadi. (*Libération*, 25.03.91). p. 141.
- L'IRAK UTILISE LE NAPALM CONTRE LES REBELLES KURDES. (*El País*, 25.03.91). p. 142.
- EPINE KURDE: QUELLE POSSIBILITE? (*Panorama*, 24.03.91). p. 143.
- OZAL JOUE L'OUVERTURE. (*Gamk*, 25-26.03.91). p. 146.
- SUR LES GRAVIERS DU KURDISTAN. De Zakho aux ravins de Direk, reportage sur la vie des Kurdes, rebelles à Saddam Hussein qui désormais, contrôlent l'essentiel de la région. Leur leader, le docteur Kamal, raconte l'insurrection et ses succès. (*Sud-Ouest*, 26.03.91). p. 147.
- LES KURDES INSISTENT AUPRES DES ALLIES POUR QU'ILS FASSENT STOPPER LES RAIDS AERIENS IRAKIENS SUR LES REBELLES. (*The Guardian & Libération*, 26.03.91). p. 148 & 150.
- L'IRAK UTILISE DES AVIONS ET DES HELICOPTERES CONTRE LES KURDES, A KIRKOUK. La situation à Bagdad est «sur le point d'exploser» affirme Radio Téhéran. (*La Vanguardia*, 26.03.91). p. 149.
- VIOLENTS COMBATS DANS LA REGION DE KIRKOUK. L'aviation irakienne aurait bombardé Kirkouk, tenue par les Kurdes. Selon les rebelles, les troupes de Saddam Hussein utilisent de l'acide pour mater l'insurrection. (*Le Figaro*, 26.03.91). p. 149.
- LES KURDES APPELLENT A L'AIDE LA COALITION MULTINATIONALE. (*El País*, 26.03.91). p. 151.
- LES PILOTES AMERICAINS ONT REÇU POUR INSTRUCTION DE NE PAS ABATTRE LES HELICOPTERES IRAKIENS. (*Le Monde*, 26.03.91). p. 151.
- UN COMMANDANT KURDE INVITE LES ADVERSAIRES DE SADDAM A UN MEETING EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 27.03.91). p. 152.
- L'ARMEE DE SADDAM HUSSEIN QUITTE LE TERRAIN DE LA DEFAITE AU KURDISTAN. Un dirigeant kurde à la recherche d'un mot de l'occident par rapport aux décisions. Les Kurdes entendent former un gouvernement intérimaire. (*The Guardian*, 27.03.91 & *La Montagne*, 28.03.91). p. 153 & 157.
- LA NON-INGERANCE DE WASHINGTON. Au nom de «l'intégrité de l'Irak», la Maison Blanche a annoncé hier soir que les hélicoptères de Saddam n'étaient pas interdits de décollage. Irak: guerre civile et confusion. (*Libération & Le Figaro*, 27.03.91). p. 154 & 155.
- LA VILLE DE ZAKHO CELEBRE SA «LIBERATION». Accueil triomphal pour le chef de l'Union patriotique du Kurdistan dans la ville frontalière conquise par les peshmergas sur les troupes de Saddam Hussein. (*Le Figaro*, 27.03.91). p. 155.
- CA SERA L'ANNEE DE LA GRANDE OFFENSIVE KURDE EN TURQUIE. (*El País*, 27.03.91). p. 156.
- IRAK: L'INSURRECTION DANS LE NORD. Avec l'un des chefs de la rébellion kurde dans Zakho «libérée». (*Le Monde*, 27.03.91). p. 158.
- DANS L'OEIL DE LA TURQUIE. Entrevues entre Turgut Özal et les dirigeants kurdes d'Irak. (*Rouge*, 28.03.91). p. 158.
- LE SECRETAIRE D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE EXPRIME SON INDIGNATION ET RECLAME UNE AIDE POUR TOUTES LES POPULATIONS D'IRAK. (A.F.P., 28.03.91). p. 159.
- LES KURDES S'INSTALLENT. Le nord de l'Irak échappe à Saddam Hussein. (*Nouvelle République des Pyrénées*, 28.03.91). p. 160.
- SELON LES KURDES, SADDAM EST PRET A UTILISER DES SCUDS. (*Financial Times-London*, 28.03.91). p. 160.
- APPEL PRESSANT DES KURDES D'IRAK A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET A L'EUROPE. (A.F.P., 28.03.91). p. 161.
- LES KURDES SONT AUX PORTES DE BAGDAD. Descendus de leurs montagnes, 230000 guerriers affrontent la garde républicaine. Leur rêve, qu'ils partagent avec leurs frères de Turquie et d'Iran: la chute de Saddam Hussein et la création d'un Kurdistan indépendant. (*Vendredi Samedi Dimanche*, 28.03.91). p. 162.
- KURDES: CETTE FOIS L'ESPOIR. Ils ont donné au monde une civilisation, une poésie, une musique. Le peuple du Kurdistan tente aujourd'hui de conquérir les armes à la main, une place dans l'Irak de l'après-Saddam. (*Le Nouvel Observateur*, 28.03.91). p. 164.
- AL'HEURE OU KIRKOUK ETAIT LIBEREE PAR LES KURDES. La télévision irakienne a annoncé, hier, la reprise de Kirkouk, aux mains des Kurdes depuis une semaine. L'exode se poursuit et les hôpitaux regorgent de blessés. Les cinq membres permanents du

Conseil du Conseil de Sécurité sont d'accord sur un projet fixant les termes d'un arrêt total des hostilités. (*Libération*, 29.03.91). p. 166 & 167.

LA REBELLION EN IRAK TROUBLE LES ALLIES. (*Libération*, 28.03.91). p. 168.

LES REBELLES KURDES PRETS POUR LA BATAILLE DECISIVE. (*The Guardian*, 28.03.91). p. 169.

LES NATIONS UNIES IMPOSENT UNE PAIX STRICTE A SADDAM. Le dirigeant irakien doit s'arranger avec les rebelles kurdes et chiïtes et un planing serré pour s'organiser. (*The European*, 29.03.91). p. 170.

LES KURDES APPELLENT L'ONU AU SECOURS. Un responsable kurde irakien reçu au ministère des Affaires étrangères. (A.F.P., 29.03.91). p. 171.

POUR FAIRE CESSER UN MASSACRE, DITES «GELEZ!». Mr. Bush sera le troisième président américain à avoir vendu les kurdes. L'Irak annonce qu'il a repris Kirkouk. (*International Herald Tribune*, 29.03.91). p. 172.

M. BUSH CRITIQUE POUR SON REFUS D'AIDER LA REBELLION EN IRAK. (*Le Monde*, 29.03.91). p. 173.

LES KURDES PARLENT DES ENFANTS VICTIMES DES TORTIONNAIRES IRAKIENS. (*The Independent*, 29.03.91). p. 174.

SADDAM FAIT FEU SUR KIRKOUK AVEC DES SCUDS. Il se peut que les Etats Unis aident déjà les rebelles. (*The Independent*, 29.03.91). p. 175.

LE DRAME DES KURDES. (*El Independente*, 29.03.91). p. 176.

IRAK: LA BATAILLE DU KURDISTAN. Zakho, ville libérée et sinistrée. (*Le Figaro*, 30.03.91). p. 177.

LES KURDES RECONNAISSENT AVOIR PERDU UNE VILLE CLE AU PROFIT DES IRAKIENS. Les Etats Unis refusent de prendre pour excuse la prise de Kirkouk pour intervenir. (*International Herald Tribune*, 30.03.91). p. 178.

KIRKOUK: LA GRANDE BATAILLE DES PESHMERGAS. Des semaines durant, Kirkouk dans le nord de l'Irak, a été l'objet de violents affrontements entre les forces de Bagdad et les rebelles kurdes. (*Libération*, 30.03.91). p. 179.

APPEL KURDE A BUSH. L'insurrection semble perdre du terrain. (*Le Courrier*, 30.03.91). p. 180.

LES REBELLES KURDES ABANDONNENT KIRKOUK A L'ARMEE IRAKIENNE. Bush rejette l'appel des insurgés alors que les forces aériennes permettent à Saddam à reprendre le contrôle de la cité pétrolière. (*The Independent*, 30.03.91). p. 181.

IRAK: LA BATAILLE DE KIRKOUK CONTINUE. la rébellion kurde accuse Bagdad d'organiser des déportations massives. (*Le Figaro*, 30.03.91). p. 182.

A L'INTERIEUR DE L'ETAT TRANSFORME. Des milliers de gens fuient la tyrannie politique et le danger qui menace leur vie. Les Kurdes luttent pour la reconquête de la ville stratégique de Kirkouk. (*The Guardian*, 30.03.91). p. 183.

COMMENT SADDAM A CONSTITUE SON MAGOT. (*Journal du Dimanche*, 31.03.91). p. 184.

LES FORCES KURDES PILLONEES PERDENT DU TERRAIN DEVANT LES TROUPES DE SADDAM. (*The Washington Post*, 31.03.91). p. 185.

SELON LA REBELLION, SADDAM AURAIT CAPTURE 100000 KURDES. (*El Pais*, 31.03.91). p. 186.

BAGDAD ET LES KURDES S'ATTRIBUENT LA VICTOIRE A KIRKOUK. (*El Pais*, 31.03.91). p. 187.

Retour à Halabja

EN CE TEMPS LA

Vint un exode plus grand que d'habitude

puis vinrent les massacres précoces

les Ordres venaient de la grande Ville au bord du Fleuve

le Monde se taisait.....

puis vinrent les massacres

*nous étions bien plus jeunes que l'été
et grande était notre Douleur*

*puis vinrent les grands nuages jaunes
et les charniers grandirent
puis vinrent des brûlures que nul ne connaissait
et les oiseaux tombèrent*

*même les arbres sont morts
disait l'enfant aveugle*

*pour supporter la Nuit
on jetait dans le feu de grandes brassées de neige
le matin on lavait les couteaux
on nettoyait les égorgoirs
et on les attendait.....*

*il faudra mettre à bas la Ville au bord du Fleuve
disait l'enfant aveugle
alors le Monde nous entendra.....*

Halabja, mars 1989

Tristan CABRAL

(extr. de l'Enfant de Guerre, La Table rasc, 1991-Droits de reprod. Institut Kurde).

Libération 1^{er} mars 1991

TURQUIE

Violences contre les Kurdes

Les forces de l'ordre turques ont tiré, jeudi à Sirnak, sur une foule de manifestants kurdes. La répression aurait fait sept morts.

Combien de manifestants kurdes ont été tués, jeudi matin à Sirnak, petite ville au sud-est du plateau anatolien, lors de heurts avec les forces de l'ordre? Un représentant local du comité pour la défense des droits de l'homme parle d'au moins sept morts fauchés par balles quand les groupes des «forces spéciales de la gendarmerie» ont ouvert le feu sur une foule de quelques milliers de manifestants. A Paris et à Bruxelles, les comités de soutien pour le Kurdistan parlent de vingt morts, mais leur enthousiasme militant les portent volontiers à exagérer les bilans. L'agence semi-officielle turque Anatolie ne reconnaît qu'un mort — un membre des forces de l'ordre — et quatre manifestants gravement touchés.

Les autorités, le ministère de l'Intérieur et la «superpréfecture» de Dyarbakir, chargée de la mise en application dans les quatorze départements du sud-est des lois de l'état d'urgence proclamé en 1987, ne donnaient encore aucun chiffre, jeudi soir, et reconnaissent qu'il y avait effectivement eu des «incidents» à Sirnak, sans en préciser la nature. Ces sanglantes manifestations, les plus graves dans le sud-est de la Turquie depuis mars dernier, traduisent le climat de tension de cette région, peuplée en majorité de Kurdes, frontalière de l'Irak, où stationnent, depuis le début de la crise du Golfe, quelque 180 000 hommes de l'armée turque.

Un incident sanglant entre soldats et mineurs a suffi à mettre le feu au poudre. Des habitants de Sirnak ont l'habitude de ramasser des morceaux de charbon autour des puits de mine, près de la petite ville, pour les revendre. Un commerce illégal, toléré, mais de temps à autre les forces de l'ordre interviennent pour faire respecter la

loi. Ils saisissent le charbon, arrêtent et tabassent les contrevenants. Les choses ont mal tourné hier matin.

«Les soldats sont venus à la mine et ont tué plusieurs dizaines de mules», ont raconté à l'AFP des témoins interrogés par téléphone. «Deux mineurs qui résistaient aux forces de l'ordre ont été également tués par balles.» Selon un communiqué du comité du Kurdistan, des militaires ont à nouveau «attaqué les villageois qui ramassaient du charbon, faisant deux morts». Une centaine d'autres villageois ont organisé alors une marche de protestation vers Sirnak. La foule a commencé à grossir. Certains témoignages parlent de mille personnes; d'autres évoquent plusieurs milliers de manifestants. Ils scandaient: «Vive le Kurdistan! A bas la République turque!» Certains criaient simplement: «*Biji PKK!*» (Vive le PKK!), le parti des travailleurs du Kurdistan, groupe marxiste, considéré comme «terroriste-séparatiste», menant depuis sept ans une guérilla qui a fait 2 200 morts.

La police antiterroriste «a ouvert le feu contre la foule», selon un photographe local, qui précise avoir pris des photos de cinq personnes «tombées sous les balles». Un autre témoin affirme: «J'ai vu deux personnes touchées par balles et restées à terre, mais je ne sais pas si elles étaient mortes.» Le maire de la ville, Aydın Aslan, a appelé la population de la ville «à ne pas céder aux provocations et à rester calmes». D'importantes forces de police et de l'armée avec des automitrailleuses quadrillent la ville et bloquent toutes les routes d'accès.

Il y a un mois, des incidents similaires, mais beaucoup moins graves (un mort, huit blessés) s'étaient déroulés dans la ville de Tatvan. Plusieurs milliers de personnes avaient tenté de former un cortège, après la prière du vendredi à la mosquée, pour protester

contre la guerre. Aux cris d'«Allah est grand» se mêlaient les slogans pour «la liberté du Kurdistan». Les forces de l'ordre ouvrirent le feu après les sommations d'usage.

La législation de l'état d'urgence instauré en 1987, renforcée en mai 90 pour faire face au terrorisme du PKK, interdit toute manifestation de rue et réprime tout ce qui pourrait être assimilé à de la «propagande séparatiste». Mais l'intransigeance du pouvoir et son refus d'une reconnaissance du «fait kurde» ont eu pour effet de transformer le PKK, malgré son recours systématique à la violence et ses positions extrémistes, en symbole pour bon nombre de Kurdes du sud-est de la Turquie.

La crise du Golfe et la volonté du gouvernement d'Ankara d'accroître son rôle dans la région ont amené le président turc, Turgut Ozal, à commencer une timide reconnaissance des Kurdes, en amendant une législation jacobine jusqu'à la caricature. «Si nous ne reconnaissons pas l'existence du fait kurde d'autres le feront», affirmait le chef de l'Etat turc, pour dépasser les réticences du gouvernement et de son parti, l'ANAP, inquiets de cette violation des tabous hérités de Mustapha Kemal, le fondateur de la République turque.

Le 25 janvier dernier, le gouvernement abolissait le décret 2932, instauré pendant la dictature militaire en 1983 interdisant l'emploi du kurde. Une mesure symbolique pour une loi aussi absurde qu'inapplicable. «Les Kurdes du sud-est ne savaient même pas qu'ils n'avaient pas le droit de parler leur langue», ironisent les intellectuels kurdes. Mais il leur est toujours interdit d'avoir des journaux, des radios, des télévisions et des écoles dans leur langue.

M. S. avec AFP, Reuter

Mérional 1^{er} mars 1991

Turquie : les soldats tirent sur les Kurdes

De violentes manifestations ont eu lieu en Anatolie. Il y aurait au moins sept morts

Au moins sept personnes auraient été tuées blessées par balles hier matin à Sirnak dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde lors de heurts avec les forces de l'ordre, selon des témoignages recueillis par un correspondant de l'AFP contacté par téléphone depuis Istanbul.

Les forces de l'ordre tentaient de disperser des manifestations spontanées protestant contre des violences de l'armée survenues plus tôt dans la matinée près des mines de charbon de Sirnak, selon cette source.

Aucune confirmation officielle n'avait pu être obtenue sur le nombre de victimes auprès des autorités contactées par téléphone de cette région frontalière de l'Irak.

Le ministère de l'intérieur à

Ankara a confirmé qu'il y avait eu des incidents sans en préciser la nature. Cette région est sous état d'urgence depuis 1987. Les forces armées turques y ont déployé près de 200.000 hommes depuis la crise du Golfe.

Un incident sanglant se serait déroulé entre des forces de l'ordre et des mineurs de charbon près de la mine de Sirnak hier matin, selon ces témoignages. "Les soldats sont venus ce matin à la mine et ont tué plusieurs dizaines de mules", selon des témoins. "Deux mineurs qui résistaient aux forces de l'ordre ont été également tué par balles", a-t-on affirmé de même source, sans pouvoir préciser l'origine du conflit entre les mineurs et les soldats accusés d'avoir tué ces mules qui transportaient du charbon.

Plus de dix mille habitants sont descendus dans la rue pour protester contre les forces de l'ordre, scandant "vive le Kurdistan, à bas la république turque", selon les témoignages recueillis.

La police "anti-terroriste" qui est intervenue "a ouvert le feu contre la foule", selon un photographe local qui précise avoir pris des photos de cinq personnes "tombées sous les balles". La situation dans la ville était encore incertaine en début d'après-midi, hier.

Le ministre de l'intérieur, Abdulkadir Aksu, s'est contenté de déclarer qu'il "suivait avec attention les événements de Sirnak" et qu'il était en "contact permanent" avec les autorités locales.

Liberté de l'Est 1^{er} mars 1991

□ étranger

Dans le Sud-Est de la Turquie

Violentes manifestations à Sirnak : au moins 20 Kurdes tués

Au moins vingt personnes auraient été tuées blessées par balles hier matin à Sirnak dans le Sud-Est de l'Anatolie à majorité kurde lors de heurts avec les forces de l'ordre. Les forces de l'ordre tentaient de disperser des manifestations spontanées protestant contre des violences de l'armée survenues plus tôt dans la matinée près des mines de charbon de Sirnak.

Le ministère de l'Intérieur à Ankara a confirmé qu'il y avait

eu des incidents sans en préciser la nature. Cette région est sous état d'urgence depuis 1987. Les forces armées turques y ont déployé près de 200 000 hommes depuis la crise du Golfe.

Un incident sanglant se serait déroulé entre des forces de l'ordre et des mineurs de charbon près de la mine de Sirnak hier matin, selon des témoignages. "Les soldats sont venus ce matin à la mine et ont tué plusieurs dizaines

de mules", selon des témoins. "Deux mineurs qui résistaient aux forces de l'ordre ont été également tué par balles", a-t-on affirmé, sans pouvoir préciser l'origine du conflit entre les mineurs et les soldats accusés d'avoir tué ces mules qui transportaient du charbon.

Plus de dix mille habitants sont descendus dans la rue pour protester contre les forces de l'ordre, scandant "vive le Kurdistan, à bas la république turque", selon les témoi-

gnages recueillis.

La police "anti-terroriste" qui est intervenue "a ouvert le feu contre la foule", selon un photographe local qui précise avoir pris des photos de cinq personnes "tombées sous les balles".

Le ministre de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, s'est contenté de déclarer qu'il "suivait avec attention les événements de Sirnak" et qu'il était en "contact permanent" avec les autorités locales.

Anatolie : affrontements meurtriers

AU moins sept personnes auraient été tuées par balles hier matin à Sîrnak dans le sud-est de l'Anatolie à majorité kurde lors de heurts avec les forces de l'ordre, selon des témoignages recueillis par un correspondant de l'AFP contacté par téléphone depuis Istanbul.

Les forces de l'ordre tentaient de disperser des manifestations spontanées, protestant contre des violences de l'armée, survenues plus tôt dans la matinée près des mines de charbon de Sîrnak, selon cette source.

Aucune confirmation officielle n'avait pu être obtenue sur le nombre de victimes auprès des autorités de cette région frontalière de l'Irak.

Le ministère de l'Intérieur à Ankara a confirmé qu'il y avait eu des incidents, sans en préciser la nature. Cette région est sous état d'urgence depuis 1987. Les forces armées turques y ont déployé près de 200 000 hommes depuis la crise du Golfe.

Un incident sanglant se serait déroulé entre des forces de l'ordre et des mineurs de charbon près de la mine de Sîrnak jeudi matin,

selon ces témoignages. « Les soldats sont venus ce matin à la mine et ont tué plusieurs dizaines de mules », toujours selon des témoins. « Deux mineurs qui résistaient aux forces de l'ordre ont été également tués par balles », a-t-on affirmé de même source, sans toutefois pouvoir préciser l'origine du conflit entre les mineurs et les soldats accusés d'avoir tué ces mules qui transportaient du charbon.

Plus de dix mille habitants sont descendus dans la rue pour protester contre les forces de l'ordre, scandant « vive le Kurdistan, à bas la République turque », selon les témoignages recueillis.

La police « antiterroriste » qui est intervenue « a ouvert le feu contre la foule », selon un photographe local qui précise avoir pris des photos de cinq personnes « tombées sous les balles ». La situation dans la ville était encore incertaine en début d'après-midi.

Le ministre de l'Intérieur, Abdulkadir Aksu, s'est contenté de déclarer qu'il « suivait avec attention les événements de Sîrnak » et qu'il était en « contact permanent » avec les autorités locales.

PARIS NORMANDIE 1^{er} mars 1991

Turquie : au moins 20 morts dans une manifestation de Kurdes

Des manifestations à Sîrnak (Kurdistan turc) ont fait au moins vingt morts et une centaine de blessés, a affirmé hier à Bruxelles le comité du Kurdistan, organisation belge de soutien aux Kurdes. Les incidents ont eu pour origine le fait que les Kurdes récupèrent des morceaux de charbon près des mines de houille proches de Sîrnak pour les revendre. Les militaires ont pris l'habitude de saisir ce charbon, de tuer les mules permettant de le transporter et de faire subir des violences aux Kurdes, affirme le comité. Hier, des militaires ont à nouveau « attaqué les villageois qui ramassaient le charbon, faisant deux morts », une centaine d'autres villageois ont organisé alors une marche de protestation et attaqué des bâtiments officiels. Les soldats turcs ont alors tiré sur la foule faisant de nouvelles victimes.

Le sort des Kurdes

Mme Danielle Mitterrand, épouse du président Mitterrand, a lancé mercredi à Washington un appel au monde pour que la voix du peuple kurde ne soit pas « étouffée par les bruits assourdissants de la guerre du Golfe ». « N'oublions pas qu'ils sont 25 millions et partie prenante de la vie dans l'organisation de la paix et du développement de cette région », a-t-elle déclaré devant une conférence parlementaire internationale sur les droits de l'Homme et les Kurdes, au Congrès des Etats-Unis.

Mme Mitterrand, qui préside une Fondation consacrée à la défense des droits de l'Homme dans le monde et s'était déjà exprimée au Congrès américain sur le sort des Kurdes en 1989, a appelé la conférence à dégager des solutions concrètes pour que le peuple kurde recouvre « le plus élémentaire des droits : le droit à la vie et à la dignité ». Mme Mitterrand a également appelé les Kurdes à parler d'une même voix à l'intérieur de chacun des pays où ils vivent, afin d'accroître leurs chances d'être entendus. Les Kurdes constituent une minorité en Turquie, en Iran et en Irak et dans une moindre mesure en Syrie et en Union soviétique.

Voix du Nord 1^{er} mars 1991

TURQUIE

Manifestations sanglantes au Kurdistan

Des manifestations dans la ville minière de Sîrnak (Kurdistan turc) ont fait au moins vingt morts et une centaine de blessés, a affirmé hier à Bruxelles le Comité du Kurdistan, organisation belge de soutien aux Kurdes. Selon des témoignages recueillis auparavant par l'AFP en Turquie par téléphone, le bilan est d'au moins sept morts.

Le Comité explique que les incidents ont eu pour origine le fait que les Kurdes récupèrent des morceaux de charbon près des mines de houille proches de Sîrnak pour les revendre. Les militaires ont pris l'habitude de saisir ce charbon, de tuer les mules permettant de le transporter et de faire subir des violences aux Kurdes, affirme le comité.

Hier, des militaires ont à nouveau « attaqué les villageois qui ramassaient le charbon, faisant deux morts », ajoute-t-il. Une centaine d'autres villageois ont organisé alors une marche de protestation et attaqué des bâtiments officiels. Les soldats turcs auraient alors tiré sur la foule.

Depuis le début de la guerre, les opposants au régime irakien, notamment les Kurdes et les chiites, réfléchissent à l'avenir de leur pays sans Saddam. Ils ont établi leur quartier général à Londres.

Londres, de notre correspondante
 Quatre jours après le déclenchement de la guerre, deux dirigeants de l'opposition irakienne, l'un kurde, l'autre chiite, prenaient le chemin du Foreign Office. Ils venaient de Damas et de Téhéran. D'autres sont venus.

D'autres encore, réfugiés dans la capitale britannique depuis longtemps, ont ébauché, à leur tour, derrière une porte muette du ministère des Affaires étrangères, les contours de l'Irak après Saddam.

Londres est depuis longtemps le quartier général des opposants libéraux et pro-occidentaux au régime de Bagdad. Mais, depuis le début de la guerre, la capitale britannique est devenue le canal privilégié des groupes et des partis d'opposition, disparates mais unis par la même volonté de mettre fin à vingt-deux années de dictature de Saddam Hussein.

Même les islamistes irakiens, traditionnellement méfiants à l'égard du petit Satan, reconnaissent aujourd'hui, en côtoyant les rives de la Tamise, que Londres a l'oreille la plus fine pour comprendre les subtilités de la vie politique irakienne et est, à leurs yeux, la capitale la mieux à même d'influencer Washington sur le règlement qui, sous peu, déterminera l'avenir de la région.

Les opposants redoutent les vues simplistes de Washington. Le rôle des Britanniques par le passé n'a pas toujours été à leur goût, mais les années de mandat britannique sur l'Irak et de leur présence dans la région ont le mérite d'avoir peuplé le Foreign Office d'interlocuteurs qui savent de quoi ils parlent et qui, dans les semaines écoulées, ont encouragé, en privé, les visiteurs qui venaient leur parler d'un gouvernement démocratique.

L'accélération brutale de la guerre et l'irruption de la paix ont fait de la survie ou de la succession de Saddam Hussein la question brûlante. Elle accélère aussi la partie qui se joue à Londres, à Damas, «base» des 17 partis d'opposition depuis décembre dernier, et à Riyad.

Les Kurdes et les islamistes sont actuellement la clé de voûte de l'opposition irakienne. Les Kurdes, et particulièrement le Parti du Kurdistan démocratique (KDP) de Masoud Barzani, ont eu un rôle central dans l'élaboration d'une stratégie commune de l'opposition.

Les Kurdes en exil ont réussi à convaincre les islamistes d'oublier leur hostilité à l'égard des groupes non arabes ou non musulmans de l'opposition. Tous se sont retrouvés le 27

décembre à Damas pour signer la «déclaration des forces de l'opposition irakienne», qui se prononçait contre la guerre (une position logique quand on prétend représenter le peuple irakien) et s'engageait à rétablir la liberté démocratique en Irak et un «gouvernement s'appuyant sur un Parlement et en accord avec la volonté du peuple».

Depuis, Damas est considéré comme la base des 17, qui ont constitué un Comité exécutif conjoint composé du Front du Kurdistan, qui coiffe six organisations kurdes, du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, qui coiffe les partis chiites basés en Iran, des communistes irakiens, de baassistes dissidents.

Ce Comité exécutif conjoint a une tête de pont à Londres, où se trouve également le deuxième pôle de l'opposition irakienne, constitué par ceux qu'on appelle «les indépendants». Politiques, intellectuels et quelques militaires. Pour tenter de les regrouper, le nouveau parti UMMA, de Saad Salih Jabr, le plus occidental des mouvements d'opposition, établi à Londres, a gelé ses activités, le 9 février dernier, pour créer le Free Irak Council, Conseil pour l'Irak libre.

Ces derniers sont en ce moment même à Riyad à l'invitation des Saoudiens. Ils ont été précédés, début février, par le Comité exécutif conjoint des 17, qui s'est rendu à la conférence organisée par les autorités saoudiennes.

Les entretiens du Free Irak Council à Riyad rendent les représentants londoniens des 17 de Damas soupçonneux. Cheik Mohammad Ali, l'«officier de liaison» dans la capitale britannique du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, se méfie «de ces discussions séparées» et de la présence d'officiers au sein du Free Irak Council: «La conférence actuelle à Riyad pourrait préparer un gouvernement imposé, composé pour moitié de militaires, pour moitié de personnalités ou d'anciens politiques, mais qui n'ont aucun soutien populaire», dit-il.

Les 17, en revanche, assure-t-il, «pourront au moment opportun donner les noms de ceux qui seront dans le gouvernement de transition. Au moment précis où Saddam Hussein disparaîtra, ce gouvernement se déclarera». Les 17 prônent un gouvernement de transition de deux ans, le Free Irak Council se prononce pour un gouvernement intérimaire de six mois à un an.

Tous se disent persuadés que l'administration militaire qui prendrait nécessairement le relais dans les jours qui suivraient la chute de Saddam

Hussein serait obligée de s'ouvrir aux civils ou mieux encore de leur céder la place. «Les militaires auront besoin du parapluie des politiques. Ils ne peuvent plus diriger le pays après deux guerres perdues», ajoute Cheik Mohammad Ali. Sauf à prendre le risque de désordres civils. «Nous devons impérativement arriver à "un homme = un vote", conclut-il, sinon, d'ici six ans il y aura une autre guerre.»

Le pire des scénarios pour l'opposition irakienne est que Saddam Hussein réussisse à se maintenir au pouvoir. «Nous avons préparé des mesures préventives pour un cas de crise», souffle l'homme qui accompagne Cheik Mohammad Ali et qui peut dire officieusement ce que son représentant ne peut pas dire officiellement, «nous nous sommes préparés militairement du nord au sud le long de la frontière avec l'Iran, avec les Kurdes au nord et nous plus bas.»

«Dans les vingt-quatre heures qui suivraient le départ de Saddam, le front kurde prendrait le contrôle du Kurdistan en Irak», affirmait de son côté Sami Rahman, ancien ministre des Affaires kurdes (de 1970 à 1974) et aujourd'hui membre influent des 17, dans un article du *Independent*.

L'establishment militaire, estimait-il, «aime la bonne vie», ce qui le rendait optimiste sur un gouvernement transitoire et largement apolitique qui entamerait des discussions avec l'opposition.

Depuis le début, les Britanniques ont fait l'analyse que les Kurdes seraient l'élément de stabilité de l'après-Saddam. Les rounds de discussion au Foreign Office ont commencé avec eux et ils ont été les plus représentés de tous les groupes de l'opposition.

Mais, gens prudents, les Britanniques ont pris soin de mettre des œufs dans tous les paniers sans s'avancer publiquement à soutenir une solution plutôt qu'une autre. «La solution ne sera pas facile, tous les contacts seront utiles», dit un diplomate du Foreign Office. Même dans l'hypothèse d'un coup militaire, «l'opposition nous aiderait à être en contact avec celui qui aurait pris le pouvoir».

La paix soudaine est venue réjouir les opposants irakiens et les inquiéter. Les 17 avaient prévu de se rencontrer le 10 mars prochain à Beyrouth. Or, tout se joue dès maintenant.

Marie GUICHOUX

Groupes ethniques et religieux en Irak
 Population: 18 millions
 Musulmans chiites: 51 % de la population et 60 % parmi la population arabe.
 Musulmans sunnites: 23 % de la population.
 Kurdes: 20 % de la population.
 A quoi s'ajoutent de nombreuses minorités chrétienne, turque, iranienne...

THE INDEPENDENT
WEEKEND
SATURDAY 2 MARCH 1991

Slaughtered by Saddam, betrayed by world powers bent on manipulating them, the Kurds are the forgotten piece of the Middle East puzzle, writes Harvey Morris

For the Kurds, no happy ending

"The Kurds," so the proverb goes, "have no friends except the mountains." They are a nation that has been cheated by history, divided by other people's frontiers and exploited in the interests of outside powers. But in no place and at no time has their suffering been greater than in the Iraq of Saddam Hussein.

Now that the Baghdad regime is in retreat, perhaps even heading for collapse, the Kurds are beginning to sense that their moment may at last have come. And for the first time the argument is being raised outside the region that a comprehensive settlement in the Middle East must include not only a solution to the Arab-Israeli conflict but also must address the Kurdish question if there is to be lasting peace.

With some 25 million people spread across the territories of five states, the Kurds are the largest nation on earth that has yet to win the right of self-determination. By all the usual criteria, they are a separate and unique people: they have their own language, customs, literature and folklore and an awareness of their distinct origin and history. Yet in the states that they inhabit their existence as a nation is, to a greater or lesser extent, denied.

In the outside world, the Kurds have failed to insert the idea of their distinct identity into the international consciousness as have, say, the Palestinians. "They don't speak enough about the Kurds," said the late Iranian Kurdish leader Abdul Rahman Qassemilou, "because we have never taken any hostages, never hijacked a plane. But I am proud of this." However noble the sentiment, Qassemilou's explanation only tells half the story. For if it is true that the Kurds have no friends, it is also true that they have been their own worst enemies. They have allowed themselves to be used as the cat's-paws of competing regional states and of the world powers that in the twentieth century have sought to dominate the affairs of the Middle East. The Kurdish movement in Iraq has accepted the help of successive regimes in Iran, even as those regimes were oppressing their fellow Kurds across the bor-

der. The same has happened in reverse. Kurdish rebels in Turkey have even accepted the help of Saddam Hussein, that most notorious butcher of the Kurds.

Invariably, it is the Kurds who have ended by losing out from these pragmatic alliances and the regional states and outside powers that have gained. In the process, Kurds in any given state have earned the reputation of being potential traitors. When Iraq slaughtered 5,000 Kurdish civilians by dropping chemical weapons on the border town of Halabja in March 1988, it was an act of revenge against the treachery of a people that had allied itself with the enemy, Iran. This Arabocentric view of the Kurds as essentially treacherous was one shared by Iraq's erstwhile allies in the Gulf war. When a Kurdish delegation appealed to Kuwait to protest against innocent civilians at Halabja being sprayed with poison gas, they were asked by a Kuwaiti official: "What did you expect to be sprayed with, rose-water?"

Yet, more often than not, it is the Kurds themselves who have been the victims rather than the perpetrators of treachery. When, in Vienna in 1989, Qassemilou tried to negotiate a peaceful settlement of the Kurdish question in Iran, he was murdered by the emissaries from Tehran who had been sent to meet him.

The modern history of the Kurdish revolt dates from 1908, when the Young Turks took power in the Ottoman Empire in a military coup and granted limited national rights to minorities such as the Kurds, the Arabs and the Albanians. But the new pan-national mood in the empire was swiftly overtaken by the Turkish ultra-nationalism of those who had taken power. It was a process that was to lead to the disintegration of the empire, the fate of which was finally sealed by defeat in the First World War. Kurds fought on both sides in the war alongside Ottoman and Russian forces. By Kurdish accounts some 700,000 were massacred by the Turks.

It was the post-war settlement, dominated by the imperial concerns of the victorious European powers, Britain and France, which was to seal the fate of the Kurds and led to their present plight. In

1918, President Woodrow Wilson set out his Fourteen Points Declaration before the US Congress, which included a promise to the Kurds of "an absolute unmolested opportunity of autonomous development". At the Treaty of Sèvres in 1920, the allied powers agreed that the Kurdish provinces should be allowed to break away from Turkey if a majority of the population so desired. The population of the Mosul Governate (northern Iraq), by now occupied by the British, was to be allowed to join the new independent state of Kurdistan. The League of Nations was mandated to test the will of the Kurdish people and to judge whether it was capable of independence.

The treaty was never ratified; the colonial powers had quite different plans for the future of the region. The British coveted the rich oil reserves of the Mosul region and in November 1920, three months after Sèvres, annexed the region to the new state of Iraq to be governed by an Arab king, Faisal, the Sharif of Mecca. The Kurds rose up under Sheikh Mahmoud, who declared himself King of Kurdistan, in the first of a series of abortive revolts against the authority of Baghdad.

In ensuing years, the British mandate powers discovered the virtues of air power in taming the rebellious Kurds. The RAF bombed and destroyed Kurdish villages and developed the use of time-delayed bombs that would explode after fleeing villagers had returned to their homes.

The fate of the Kurds in the twentieth century has been to be in conflict with the more powerful rival forces of Arab, Turkish and Iranian nationalism. Iraq pro-

claims itself as — and is widely accepted to be — an Arab state, and yet of its 17 million inhabitants at least 3.5 million are Kurds and a further half million are Turkomans. In Turkey, the very existence of a distinct Kurdish community has been denied, although Kurds account for some 12 million of the 57 million population. In Iran, Kurdish guerrillas under the leadership of Qassemilou rose in support of the 1979 revolution only to be brutally suppressed by the regime of the ayatollahs.

Describing the situation of the Kurds of Iraq, Hoshiyar Zebari, the European representative of the Kurdish Democratic Party, said this week: "A Kurd has no land, according to the official Baathist ideology, because the land does not belong to him, even if he had lived on it from ancient times, but to the Arab nation."

The period of the Iran-Iraq war, in which the Kurdish *pehmerga* renewed their intermittent revolt against Baghdad, saw a systematic attempt to annihilate Kurdish separatism through killings, deportations and the forced Arabisation of Kurdish lands. By 1988, more than 5,000 Kurdish villages had been destroyed along with their cattle and crops and their surviving populations relocated in strategic hamlets. In one operation alone, 8,000 members of one tribe were rounded up, taken away and never seen again.

The Eighties rebellion followed a nine-year revolt in the Sixties under the leadership of Mulla Mustafa Barzani, the Kurds won a measure of autonomy from Baghdad under a 1970 agreement brokered by Yevgeny Primakov, now Mikhail Gorbachev's Middle East adviser. But the deal broke down



by 1974 and the war resumed, with the Kurds accepting backing from the Shah of Iran and indirectly from the CIA. This aid was suspended in 1975 when Saddam Hussein signed a treaty with the Shah on regulating the Iran-Iraq border at the Shatt-al-Arab. Barzani's revolt collapsed and he died in exile in the United States.

The war was the result of cynical manipulation by Washington and Tehran to undermine the Soviet-backed regime in Baghdad. According to a CIA memorandum of 1974: "Both Iran and the US hope to benefit from an unresolvable situation in which Iraq is intrinsically weakened by the Kurds' refusal to give up their semi-autonomy. Neither Iran nor the US would like to see the situation resolved one way or the other."

This experience helps to explain why the Kurds, whose *peshmerga* guerrillas are the only armed opposition force in Iraq, stayed out of the Gulf war. They had no desire to be seen once more as agents of the Americans against their Arab fellow citizens. Baghdad had also made it clear that there would be more Halabjas if the *peshmerga* joined the allied struggle against Saddam.

In the post-war era that attitude may change. Many in the Kurdish opposition believe that Saddam can only be toppled if an internal armed struggle is mounted against him. If the Baathists are toppled, the Kurds want a re-establishment of autonomy under the terms of the 1970 agreement and Kurdish participation in the central government in Baghdad. In short, they want recognition of the reality that Iraq is a multinational rather than a purely Arab state.

Kurds have, of course, taken part in the war. They make up 20 per cent of Saddam's armed forces and Kurds were among the bedraggled conscripts who surrendered so willingly to the allied forces. Others opted to flee to the mountains and to the *peshmerga* before the ground war began.

The Kurds in Iraq seek autonomy within the borders of the present state rather than aspiring to the distant dream of independence for a Greater Kurdistan. In Turkey, the militant Kurdish Workers' Party (PKK), seeks outright independence and has shown it is ready to use terror tactics to further its aims. It is just one of the internal differences that continue to divide the Kurdish movement both within and beyond state boundaries. A constant

tear is that in an upsurge of unrest in Kurdistan, Kurds may, as so often in the past, find themselves fighting Kurds -- to the benefit of outside powers.

However just the claim to statehood, there is a pragmatic recognition among most Kurds that the time is not yet right. In the current state of international relations, the idea of a new state that would control most of the oil resources of Iraq, Syria and Turkey and the headwaters of the Tigris and the Euphrates is geopolitically unthinkable. The competing interests of both regional and world powers would see to it that such a state never came into being.

But if lesser demands for autonomy are also stifled, the Kurdish leadership may not be able to restrain a younger generation of Kurds from following the PKK's lead and turning to terrorism.

Among the claims now being put forward by the Kurdish leadership are a right to representation in any post-war Middle East conference and observer status at the UN, a privilege long accorded to the less-numerous Palestinians. It is a concept that would offend Turkey, Iran and the Arab states, but one that whatever friends the Kurds have outside the mountains believe should not be ignored.

From Noah's flood to a veil of tears

THE mountainous border region of Turkey, Iran, Iraq, Syria and the Soviet Union was settled between the twelfth and eighth centuries BC by Indo-European tribes who were the forefathers of the modern Kurds, principally the Medes who came to rule an extensive empire and the Scythians, whose origins were in what is now the Ukraine.

Their language was closely related to Persian and according to Herodotus, the Greek historian, Kurdish and Persian were mutually comprehensible in ancient times. The languages have since developed separately and Kurdish itself is now split into two main dialects. The Kurds practised the Mazdean religion of the Persians until the Arab invasions of the seventh century after which Islam was adopted, although Kurdish culture and language were preserved.

The folkloric account of the Kurds' origin is more romantic. It relates how Noah's ark came to rest after the flood on the peak of Mount Judi in Iraq, 4,490 years before the birth of the Prophet, and there a great city was built that came to be governed by Melik Kurdim of the tribe of Noah. When Melik Kurdim reached the age of 600 he invented a new language, and the people called it Kurdim, the language of the Kurds.

The Kurds were a significant power in the early Middle Ages and at the time of the Cru-

sades. The Arab nationalist view of history has tended to obscure the fact that in medieval times Kurdish and Turkish military elites were the prime movers in the region, ruling over the destinies of Arab majorities. By the tenth century, four Kurdish principalities had emerged in what is modern Kurdistan and Kurds extended their influence well beyond their mountain borders.

Saladin, who mobilised the forces of Islam to defeat the Christian crusaders, was a

Arab nationalists tend to obscure the fact that in medieval times Kurdish and Turkish military elites were the prime movers in the region

Kurd from Iraq. He replaced the Fatimid dynasty in Egypt in 1171 and established the Ayyubid dynasty, which ruled over much of the fertile crescent, including Syria and western Arabia until the thirteenth century.

The power of the Kurds was curtailed by a series of invasions from the east by Turkish tribes sweeping down from the central Asian steppes. It was the Turks, adopting the religion of the Arabs and the culture of the Persians, who were to dominate the Middle East

until modern times. In the thirteenth and fourteenth century, invasions by Mongol tribes and the Tatar armies of Tamberlané the Great ended the era of Kurdish hegemony. From the sixteenth century onwards, Kurdish history was linked inextricably with that of the Ottoman empire. The Kurds allied themselves with the Turks, their fellow Sunnis, against the empire of the Shia Shahs. The Ottomans allowed the Kurds autonomy in return for military support against Persia.

The first nationalist stirrings among the Kurdish subjects of the Sublime Porte came in the mid-nineteenth century, influenced by revolutionary doctrines spreading from Europe. There were some 50 insurrections but early attempts to establish an independent Kurdistan were crushed by the Ottomans with German and British help.

In a foretaste of what was to happen in the next century and continues to the present day, the Kurdish insurrections were uncoordinated and disunited. In the words of the Kurdish historian Kendal Nezan: "Faced with a danger that threatened all of them, the Kurdish chieftains nonetheless went into battle as a disjointed force. Despite themselves, they played into the hands of the Sultan, who deployed great ingenuity in playing them off one against the other, so as to subordinate them all."

Durante una manifestazione di protesta Violenti scontri in Turchia sette curdi uccisi dai soldati

ANKARA - Violenti e sanguinosi scontri ieri in Turchia tra una folla di manifestanti curdi e forze di polizia: almeno sette persone sono rimaste uccise. Gli incidenti sono iniziati ieri mattina nella città di Sirnak, nel sud est dell'Anatolia.

I primi due manifestanti sono stati uccisi in mattinata durante uno scontro, per cause non accertate, che ha opposto i soldati turchi ad un gruppo di minatori. Le altre cinque hanno perso la vita sotto il fuoco delle forze dell'ordine nel pomeriggio, nel corso della manifestazione indetta dagli abitanti di Sirnak, una città di centomila abitanti la cui popolazione è in maggioranza curda, per protestare contro le violenze dell'esercito.

Il ministero dell'Interno ad Ankara ha confermato le notizie degli incidenti, senza tuttavia precisarne il motivo. Nella regione di Sirnak dallo scoppio della guerra sono stati dislocati duecentomila soldati, per il timore che potessero scoppiare attentati o disordini.

Secondo diverse testimonianze, ieri mattina i soldati turchi per motivi che nessuno è stato in grado di chiarire hanno aperto il fuoco contro decine di muli, impiegati per il trasporto di legna e carbone, uccidendoli insieme con due minatori che hanno tentato inutilmente di impedirlo. Non appena la notizia si è diffusa nella città e nelle zone circostanti una folla si è radunata per protestare contro l'assurdo omicidio e la manifestazione è stata sciolta con la forza dai soldati che non hanno esitato a sparare. È stato nel corso di questi ultimi incidenti che altri cinque manifestanti sono stati uccisi.

LE MONDE 2 mars 1991

Turquie : « Une chance historique de paix dans la région » déclare le président Turgut Ozal

ISTANBUL

de notre correspondante

Le président turc, M. Turgut Ozal, a exprimé, jeudi 28 février, sa satisfaction à l'annonce de la suspension des hostilités et de la victoire des alliés. La crise « s'est terminée exactement de la façon dont je l'avais prédit à de nombreuses reprises » a-t-il déclaré. « Toutes les mesures doivent être prises pour éviter qu'une telle crise se reproduise. C'est une chance historique de paix dans la région. »

Le chef de l'Etat a prédit un boom économique d'après-guerre dans son pays. Les autorités estiment néanmoins que la Turquie a perdu 5 milliards de dollars en 1990, et qu'elle en perdra probablement autant cette année, en raison de la crise du Golfe. Les estimations des diplomates se situent dans une fourchette de 5 à

7 milliards de dollars au total. Ankara a déjà reçu 1 milliard de dollars de compensations en 1990, et une assistance supplémentaire de 2,5 milliards a été promise par divers pays pour cette année.

Politiquement, les gains obtenus par la Turquie en raison de son attitude résolument pro-alliée durant la crise restent difficiles à évaluer. Le président Ozal continue d'offrir les services de son pays, mais il n'est pas certain pour l'instant que la Turquie aura un rôle actif à jouer pour le maintien de la sécurité dans la région.

Mais alors qu'elle songe à contribuer à la stabilité hors de ses frontières, la Turquie affronte, une fois de plus, des problèmes sur le « front » intérieur, dans le sud-est du pays. Un incident violent a eu lieu, jeudi 28 février, à Sirnak, petite ville kurde située en plein cœur de la zone d'acti-

vité du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste), où un jeune homme de dix-sept ans a été tué par balle et un soldat a été électrocuté par un câble tombé sur le sol, lors de violents affrontements, qui ont duré plusieurs heures, entre un millier de manifestants et les forces de l'ordre.

Il semble que les troubles aient débuté lorsque des soldats ont tenté d'empêcher des habitants de Sirnak d'extraire du charbon d'une mine située près de la ville, en tirant sur les mules qui devaient transporter le combustible. La population locale est descendue dans les rues pour protester, attaquant les troupes avec des pierres et des bâtons, aux cris de « Biji PKK ! » (« Vive le PKK ! »). Le comité du Kurdistan à Paris fait état d'au moins vingt morts mais d'après certains témoignages il y en aurait sept. Cet incident est le plus violent

depuis la vague de manifestations populaires dans la région il y a tout juste un an, qui furent réprimées grâce à l'imposition de lois exceptionnelles introduites par décrets présidentiels.

D'autre part, un lieutenant-colonel de l'armée de l'air américaine, M. Alvin Macke, âgé de quarante-quatre ans, a été blessé par deux hommes armés qui lui ont tiré une balle au visage après l'avoir suivi jusqu'à son appartement, à Izmir. Cet attentat a été revendiqué par le groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol, qui avait déjà reconnu sa responsabilité dans une quinzaine d'actions dirigées contre des intérêts étrangers en Turquie, y compris l'assassinat d'un Américain travaillant à la base d'Incirlik, le 7 février dernier.

NICOLE POPE

Le Kurdistan turc en état de siège

Au nord de l'Irak, dans le Kurdistan turc, les armes se remettent à faire des victimes. Les signes d'insurrection se multiplient.

CIZRE :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER.

Judi, 11 heures, sur la place centrale de la petite ville de Sirk, à l'extrême sud-est de la Turquie. Une foule compacte de villageois, arrivés des hameaux voisins, manifeste devant le palais du gouvernorat. Ce sont les familles de 4 000 mineurs de charbon qui viennent de se voir notifier leur prochain licenciement, selon les témoignages, ce qui représenterait leur arrêt de mort. D'autres parlent de protestations contre les violences de l'armée.

La foule fait pression. La troupe, déployée pour protéger le *Vali* (gouverneur), tire dans le tas. Quatre personnes au moins sont tuées sur le coup. La fusillade de Sirk, dont la nouvelle a parcouru la région comme une traînée de poudre, aurait fait vingt morts, affirme un correspondant local du journal semi-clandestin kurde *Ülke*. Un militaire aurait également été tué.

Dans le Kurdistan turc, quelque chose a commencé. Mais quoi ? Personne ne peut le dire exactement. Neuf « terroristes » ont été tués mardi dernier à la frontière turco-syrienne. Une escarmouche entre forces de l'ordre et séparatistes aurait fait plusieurs victimes cette semaine près de Mus. Le supergouverneur Hayri Kozakcioglu, responsable du Sud-Est, a réactivé l'état d'urgence dans toute la région.

Situation intenable

Cette opération de pacification prend en tout cas une tournure sans pareille. Mercredi et jeudi, la route de Cizre à Habur, quasi déserte depuis deux semaines (l'armée turque s'étant reculée à 30 kilomètres du front après l'annonce du président Özal selon laquelle il n'attaquerait pas l'Irak), était sillonnée par des convois chargés de forces paramilitaires et de commandos de gendarmerie. Les observateurs ont pu compter au moins quinze poids lourds chargés de troupes en

armes, de matériel lance-roquettes et de mortiers, se dirigeant vers la zone frontalière critique. L'état-major de l'armée turque au front s'empresse de leur préciser : « Ces mouvements n'ont rien à voir avec la guerre du Golfe. »

Pour la population locale, le but ne fait aucun doute : « Sans avoir même tiré un coup de feu, la Turquie entend avoir sa part de victoire. Elle veut profiter de la défaite de Bagdad pour régler la question du Kurdistan », commente précipitamment Yachar B., un activiste affiché de la cause kurde, à Cizre. « Des précisions ? J'ai bien trop peur pour vous en donner. »

Que cette petite ville, qui profitait avant la guerre du transit routier vers Bagdad, vive sous le régime de la terreur n'a rien de nouveau. Le couvre-feu y est quasi permanent depuis dix ans. Et dès que tombe le crépuscule, la bourgade de maisons de brique et de torchis prend des airs hallucinants de Belfast, avec des automitrailleuses sillonnant les rues désertes, et des blindés gardant les carrefours.

Mais, depuis le début de la guerre du Golfe, « la situation est devenue intenable », témoigne Yachar B. Selon lui, les tortures ont repris, et on arrête les gens sous les motifs les plus arbitraires. Conséquence : de tendue, la situation est devenue explosive.

La semaine passée, sept Kurdes ont été tués par la gendarmerie entre Cizre et Nusaybin, à la frontière turco-syrienne. « Des terroristes qui tentaient de fuir vers la Syrie », affirme le capitaine responsable de la gendarmerie locale, Omer Tolgay. « De pauvres contrebandiers qui tentaient de passer des jeans et des montres en toc côté syrien », rectifie la population. Panique ou non, la nervosité des « jandarmas » est compréhensible.

Journalistes expulsés

Une demi-douzaine de jour-

nalistes occidentaux venus à Cizre, à la frontière irakienne, couvrir le conflit du Golfe ont été expulsés jeudi manu militari vers Diyarbakir, à 150 kilomètres plus au nord, et priés de ne plus en bouger. La raison ? « Une opération antiterroriste a commencé, qui pourrait être préjudiciable pour la sécurité de la presse », a justifié l'antenne locale du ministère turc de l'Information. En clair, contre le mouvement séparatiste kurde PKK (parti marxiste du Kurdistan), extrêmement actif aux confins de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie.

A l'automne dernier, le PKK a occupé le centre-ville de la sous-préfecture de Silvan pendant quatre heures, laissant une quinzaine des siens sur le carreau, et après avoir tué un nombre inconnu de membres des forces de l'ordre. Durant ces huit dernières années, la guerre civile larvée qui sévit entre Diyarbakir, Cukurca et Cizre, aurait tué — dans l'indifférence quasi générale — quelque 3 000 personnes.

le PKK le vent en poupe

Les autorités turques contrôlent de moins en moins la situation. Le PKK et son leader, Abdullah Hocalan, dit Apo, jouissent auprès de la population locale (4,5 millions de Kurdes vivent dans la région) d'un soutien important. Ankara le sait. La question kurde est l'épine dans le pied de ce régime par ailleurs en voie rapide de démocratisation.

La Turquie a-t-elle profité de la débandade de Saddam Hussein pour régler une fois pour toute la « question kurde » ? A Ankara, au début de la crise du Golfe, un scénario courait dans les chancelleries occidentales : les Turcs envieraient dès que possible leurs troupes nettoyer les camps retranchés du Kurdistan irakien, où les rebelles du PKK ont l'habitude de se réfugier après leurs opérations contre les installations turques. En « pacifiant » au passage les

villages prétendument gagnés à la cause séparatiste.

Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois. Jusqu'en 1983, les gendarmes et les troupes paramilitaires turques (appelés ici « special teams ») s'étaient octroyés le droit de poursuite des « terroristes » sur le territoire irakien. Avec la bénédiction de Bagdad.

« Cette fois-ci, il n'y a que d'une opération de routine », prétend le supergouverneur Kozakcioglu.

Ce n'est pas, en tout cas, l'impression sur le terrain. Dans les montagnes infestées de partisans kurdes, les « special teams » tremblent de peur. Mercredi dernier, un petit groupe de journalistes s'enfoncent à l'intérieur de la région frontalière du Botan, à la recherche de réfugiés irakiens. Ils tombent sur un campement de ces « tueurs de Kurdes », chargés de contrôler les défilés et les vallées. « Notre situation est intenable. Ils sont au moins mille ou deux mille à nous harceler sans cesse », leur a confié le lieutenant Nisih, commandant d'un « platoon » de vingt-deux Rambos perdus au fond d'une ravine. Avant de lâcher : « Nous ne pouvons rien faire contre eux. »

Aux yeux de ce lieutenant de vingt-cinq ans, une seule solution : « Liquider les bases stratégiques du PKK simultanément en Turquie et en Irak. » Et, sortant une carte d'état-major parcelée de taches, traçant un croissant de l'autre côté de la frontière irakienne : « Nous savons exactement où elles se trouvent. »

Selon ce spécialiste de la guerre psychologique (et licencié d'anglais), l'équation kurde est simple. Il la développera toute une soirée, dans sa cabane en tôle ondulée perdue aux confins de la Turquie : « Les Américains et les Britanniques veulent créer un Kurdistan au nord de l'Irak, tant mieux. Mais, pour la Turquie, ce serait une catastrophe. Ce qu'il faut faire, c'est pulvériser le PKK et annihiler les leaders des Pesh-Merges irakiens. »

Négociateur pour annihiler

C'est exactement la stratégie que semble actuellement poursuivre Ankara. Le président Turgut Özal a entamé ces dernières semaines des pourparlers avec les leaders kurdes modérés (et en perte de vitesse) Massoud Barzani et Jelal Talabani. En entendant au passage — demande d'adhésion à la Communauté européenne oblige — la porte de la légalisation de la langue

kurde. Face au PKK, au contraire, c'est la politique de la poigne de fer : marxiste et violent, il est doublement dangereux pour l'État-nation turc.

L'hiver touche à sa fin. Les prairies du Kurdistan reverdisent. Les neiges, au sommet des pics à la beauté époustouflante du Botan et des Cudi, commencent à fondre. Et les rebelles d'Apo reprennent leurs opérations. Ils sont de plus en plus forts. On parle de 50 000 activistes gagnés à leur

cause. Les jeunes hommes se font de plus en plus rares dans les villages.

« 1991 sera l'année du Kurdistan », a récemment promis un leader du PKK en exil à Athènes. Et le 21 mars prochain, c'est la fête du « Newroz », le premier de l'an kurde. Un jour de souvenir, de manifestations, et d'émotions de moins en moins contrôlées au fil des années.

X. G.

Témoignage Chrétien 2 mars 1991

LES KURDES DANS LA TOURMENTE

UN ENTRETIEN AVEC JAFAR GULY, RÉALISÉ LE MARDI 26 FÉVRIER

La déclaration de retraite de Saddam Hussein lundi 25 février à minuit a surpris plus d'un observateur. Nous avons demandé à Jafar Guly, porte parole du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, ce qu'il en pensait. Les Kurdes constituent le tiers environ des habitants de l'Irak. Le Front du Kurdistan d'Irak, dont le PDK est l'un des principaux partis, est allié aujourd'hui à tout ce que l'Irak compte d'opposants au maître de Bagdad. Ils ont constitué ensemble un gouvernement qui se présente comme une alternative démocratique. Nous avons demandé à Jafar Guly de nous résumer les projets de ces opposants de Saddam Hussein depuis des décennies.

● **Que pensez-vous de la décision de l'Irak de se retirer du Koweït, de sa référence au plan de paix soviétique qui peut lui permettre de sortir du conflit ?**

— Nous ne sommes pas étonnés par cette décision de Saddam Hussein. Chaque fois qu'il a été menacé directement depuis 1968, il a cédé. C'est une défaite militaire et politique cuisante pour lui en Irak. Mais il tient d'abord à sauver son régime, sa tête. Aux yeux des Arabes dans la région en revanche, cela passera pour une victoire politique.

● **Est-ce vraiment une décision qui lui est propre ou bien a-t-il dû tenir compte de pressions politiques au sein du Conseil de la révolution, voire d'oppositions internes au parti Baas ?**

— Il n'existe pas d'opposition politique organisée à l'intérieur de l'Irak, aucune force politique intérieure apte à faire face à Saddam. Il n'y a que son régime et son parti. S'il s'en sort ainsi, il reste victorieux, de toute façon. Même s'il part du Koweït.

● **Quelle serait la solution la plus positive, selon le PDK, pour les Kurdes d'Irak. Un accord de paix contrôlé par l'Onu, ou bien la poursuite de l'offensive militaire terrestre jusqu'au renversement de Saddam Hussein ?**

— Si Saddam Hussein reste au pou-

C. Simon/AFP



Un soldat saoudien conduit des prisonniers irakiens, le 24 février au Koweït
Le maintien au pouvoir de Saddam Hussein est très dangereux pour les Kurdes

voir, il sera comme une bête blessée, toujours aussi dangereux. Pas seulement pour nous. La seule solution favorable serait d'organiser une conférence internationale qui mette en place des solutions équilibrées pour toute la région. Le problème kurde doit naturellement faire partie des questions examinées. Sans solution de cette question, la stabilité est en effet impossible au Moyen-Orient et a fortiori en Irak.

En ce qui concerne une éventuelle poursuite de l'offensive, je le précise nous ne sommes pas dans la guerre. Cela est vrai depuis le début. Nous sommes pour des solutions de paix négociées. C'est Saddam Hussein, lui-même, qui a imposé la solution guerrière. S'il cherche à se retirer aujourd'hui, c'est bien. Tout le monde souhaite cela. Les Kurdes compris. Dès le début le Front uni du Kurdistan s'est prononcé pour le retrait des troupes irakiennes du Koweït.

Il n'en reste pas moins que le maintien de Saddam Hussein au pouvoir est très dangereux.

● **Pensez-vous qu'il faudrait ajouter d'autres conditions au plan de paix proposé par les Soviétiques auquel se réfère Saddam Hussein ?**

— Il faudrait vraiment le neutraliser. Imposer le désarmement de l'Irak particulièrement en ce qui concerne les armes non conventionnelles, chimiques, bactériologiques.

Nous sommes contre Saddam. Nous ne pouvons souhaiter qu'une chose : nous débarrasser de lui. Notre seule alternative est la démocratie. C'est pourquoi nous avons constitué une alliance de tous les partis et organisations d'opposition irakiens, en exil. Elle rassemble dix-sept partis dont le Parti communiste irakien, les nationalistes arabes, les Kurdes, les religieux. Nous avons adopté une plate-forme commune et nous voulons mettre sur pied un gouvernement démocratique. Nous proposons une constitution qui garantisse les droits des Kurdes, l'autonomie. Les accords qui avaient été signés le 11 mars 1970 entre Moustafa Barzani, leader du PDK et Saddam Hussein, restent un bon modèle.

● **Comment la situation peut-elle évoluer selon vous ?**

— J'en suis réduit aux hypothèses, comme tout le monde. Il y a, en gros, deux possibilités. Soit on peut neutraliser rapidement Saddam Hussein. Soit il résiste et les alliés peuvent forcer la situation et rentrer en Irak.

● **Jusqu'à Bagdad ?**

— On risque alors de voir l'Irak transformé en deuxième Liban. Est-il possible de modifier la carte de la région ? Cela paraît peu probable. L'Iran, pas plus que la Turquie ne peuvent être d'accord.

● **L'opposition kurde et irakienne en exil dont fait partie le PDK se considère-t-elle comme alliée aux forces coalisées ? Comment définissez-vous vos rapports avec la Syrie, qui**

vous accueille à Damas ? Vous êtes contre Saddam, ce que je comprends parfaitement. Mais en vous trouvant aux côtés des armées qui l'attaquent vous vous placez aussi contre les masses arabes qui ont tendance à prendre position de façon croissante pour Bagdad, contre les armées alliées. N'est-ce pas là une position inconfortable pour vous ?

— La Syrie a toujours facilité l'expression de l'opposition irakienne, les Kurdes compris. Mais nous ne sommes pas un satellite syrien. Pas du tout. Le PDK est un parti totalement libre. Il n'accepte pas la moindre condition à la défense de son programme. Nous ne sommes les alliés de personne, nous ne nous battons pas aux côtés des pétromonarches, les valets de l'impérialisme.

En toute indépendance

Mais si un Kurde veut accéder au Kurdistan d'Irak il lui faut au moins avoir l'accord d'un pays voisin. La Syrie, la Turquie ou l'Iran. Lorsque nous avons été alliés avec l'Iran, nous l'avons fait en toute indépendance.

● **C'est tout de même un sacré problème car lorsque vous étiez alliés de l'Iran — ce que vous avez fait dans certains cas pendant la guerre Iran-Irak — vous vous retrouviez du même coup dans le camp de ceux qui oppriment vos frères kurdes d'Iran ?**

— Nous ne pensons pas comme cela. Tous ceux qui veulent aider les Kurdes, l'opposition irakienne, sont les bienvenus. Nous étions obligés de faire alliance avec l'Iran contre Saddam Hussein. Comme nous des Kurdes d'Iran ont fait alliance avec l'Irak contre l'Iran. Eux aussi savent ce qu'ils doivent faire. Ils profitent de la situation. Nous faisons la même chose.

● **Vous n'avez pas l'impression qu'en fait vous vous gênez mutuellement ?**

— Il y a eu des problèmes pendant sept ans environ au début des années quatre-vingts, maintenant c'est terminé. Il fallait forcément neutraliser un pays contre l'autre. Mais nous n'avons jamais cherché à nous gêner. Il y a toujours une entente entre nous.

● **Comment résoudre la question kurde ? Vous êtes vingt cinq millions, répartis dans quatre pays et votre accès à l'autonomie bouleverserait complètement la région.**

— Nous savons parfaitement que s'il y a des changements de frontières aujourd'hui ce sont les mêmes qui les feront que ceux qui les ont établies à l'origine. Les frontières qui divisent le Kurdistan ont été tracées par les Britanniques, les Français, les Américains. Les colonialistes restent les colonialistes. Ils ne veulent pas changer au fond les conditions de départ des conflits dans la région.

Nous savons tout cela, mais nous voulons que le problème kurde soit

inclus dans tout règlement des problèmes de la région. S'il n'est pas résolu il s'aggravera sans cesse. Les jeunes surtout auront tendance à radicaliser de plus en plus leur combat. Après la guerre il sera déjà bien tard.

● **Que pensez-vous de la proposition d'indépendance du Kurdistan qu'avance le Parti des travailleurs du Kurdistan en Turquie ?**

— Je ne suis pas contre, mais il faut être raisonnable aujourd'hui. L'indépendance est impossible. Mais on doit au moins nous accorder l'autonomie du Kurdistan dans les frontières des pays tels qu'ils sont, la Turquie, l'Irak, l'Iran. Personne ne peut justifier le refus de l'autonomie du Kurdistan en Irak.

● **Vous savez bien que les Turcs, par exemple, ne veulent pas entendre parler d'un Kurdistan d'Irak autonome. Cela donnerait un point d'appui indiscutable aux Kurdes de Turquie et de fil en aiguille l'indépendance devient le produit de l'autonomie accordée aux Kurdes de chaque pays. On ne peut pas abuser ainsi les régimes autoritaires qui règnent sur les cinq pays dans lesquels vous vivez.**

— Mais si nous restons les pieds sur terre l'Irak ne peut pas être démantelé aujourd'hui. Et si le pays garde son intégrité, nous pensons que la revendication d'autonomie du Kurdistan est viable dans ce cadre. Elle est acceptée par tous les partis politiques avec lesquels nous avons fait alliance.

● **Ne pensez-vous pas qu'il vous manque une organisation commune à vous les Kurdes. L'OLP par exemple est certainement pour les Palestiniens un moyen de se faire reconnaître. Même si des forces contraires se confrontent en son sein ?**

— C'est vrai. Mais nous avons souvent fait des expériences d'accords unitaires avec des partis kurdes d'autres pays qui finalement n'ont pas abouti.

● **Est-ce impossible d'envisager à terme que cela réussisse ?**

— Il faut faire l'expérience à nouveau et voir si c'est plus convaincant.

● **Avez-vous des nouvelles de la situation en Irak après plus d'un mois de guerre ?**

— Les bombardements se déroulent des frontières turques et syriennes à la frontière koweïtienne. Toute l'infrastructure du pays est visée. Même les objectifs très secondaires. Une banque. Un poste de douanes à la frontière turque, les ponts, les usines et bien sûr toutes les bases et cibles « militaires ». On évaluait déjà début février le nombre des victimes civiles à au moins 10 000, dont 3 000 parmi les Kurdes.

Au Kurdistan tous les points militaires ont été bombardés, même les centres nucléaires. Selon les informations dont nous disposons, les sources d'eau seraient polluées, radioactives. Les bombardements sur ces centres nucléaires peuvent évidemment avoir des conséquences écologiques dramatiques.

La vie quotidienne au Kurdistan d'Irak est très dure. Les prix des pro-

duits de consommation courante ont fortement augmenté. Une pénurie croissante se conjugue à un chaos total. Il n'y a plus d'électricité. Chaque famille doit payer 500 dinars pour contribuer à l'effort de guerre. Il faut préciser en outre qu'il y a environ 450 000 Kurdes enrôlés dans l'armée irakienne et que la plupart sont concentrés sur les premières lignes au Koweït. Un mécontentement populaire apparaît.

● **Au Kurdistan seulement ou bien également en Irak en général ?**

— Le mécontentement apparaît même à Bagdad.

*Propos recueillis
par Michel VERRIER*

Le Progrès 3 mars 1991

RÉFUGIÉS KURDES

Manifestation devant le consulat de Turquie

Une soixantaine de réfugiés politiques Kurdes, répondant à l'appel du bureau européen de l'ERNK (Front de Libération Nationale du Kurdistan), se sont rassemblés hier matin devant le Consulat de Turquie, 87, rue de Sèze (6è). Aux cris de « *A bas le régime fasciste en Turquie* », « *Ozal assassin* » ou encore « *Vive la lutte de libération nationale kurde* », les manifestants entendaient ainsi alerter l'opinion publique française d'affrontements survenus jeudi, entre les soldats de l'armée turque et les habitants de Sirnak, une localité minière du nord Kurdistan. Sept personnes auraient trouvé la mort au cours de cette seule journée, de nombreuses autres auraient été blessées, d'autres encore seraient portées disparues.

Dans un communiqué diffusé par les manifestants, l'ERNK explique « *que la poussière de charbon est une ressource vitale pour la population de cette région* », mais que la « *gestion féodale des mines, protégées par des gardes armés, exclue les paysans d'un partage équitable* ». « *Ces derniers*

temps poursuit le communiqué, la pression exercée sur cette population a pris une dimension plus importante. Les autorités feraient déshabiller les paysans appréhendés dans les mines et les promèneraient ainsi jusqu'au centre ville ».

Jeudi, devant la résistance des paysans, les « *soldats colonisateurs* » auraient abattu 200 de leurs mules avant de désigner deux villageois et de les cribler de balles. Ce double assassinat a provoqué « *la réaction violente de plusieurs centaines de paysans* » qui s'en sont alors pris aux établissements publics de la ville (Poste, lycée, monuments, banque agricole, etc).

« *Les lieux ont été transformés en lac de sang, mais personne n'avait peur. Le nombre des manifestants a atteint au moins 20 000 personnes. Les commerçants, les étudiants, les personnes âgées, les femmes et les enfants : tout le monde se tenait main dans la main. Le peuple s'est révolté !* » précise encore l'ERNK. Deux personnes sont mortes dans les mines, cinq autres durant la manifestation, toutes « *tuées par balles* »; cependant, les témoins de ces événements précisent que le bilan doit être revu à la hausse et parlent « *de vingt morts, d'une centaine de blessés et de plusieurs disparus* ».

Avant de d'enflammer symboliquement un drapeau turc, les « *Kurdes lyonnais* » ont encore expliqué que la Turquie, malgré la cessation des combats dans le Golfe, « *continue de masser ses troupes au Kurdistan, dans le but de détruire les combats et les progressions du mouvement de libération nationale* ».

« *Sous prétexte de combattre l'Irak conclut le communiqué de l'ERNK, la Turquie a modernisé son armée et canalise aujourd'hui ses forces sur le Kurdistan et ses combattants. Les états qui livrent des armes et envoient des soldats en Turquie se rendent complices des crimes tels que ceux perpétrés à Sirnak* ».

E. M ■



Alerter l'opinion publique à propos de la « pression » du gouvernement turque

ACPO37 FR:03 PEXIGNW GOLFE 369
 .SITUATION POLITIQUE EN IRAK ENCADRE AVEC 35
 LES MANIFESTATIONS CONTRE LE REGIME SE POURSUIVENT
 Paris, 3 mars - Si Saddam Hussein doit inévitablement perdre le pouvoir en Irak, il est encore trop tôt pour le dire. Qu'il soit contesté à l'intérieur du pays est aujourd'hui une évidence. Le régime irakien a beau expliqué que les troubles qui se multiplient dans certaines villes du pays, et, avec eux, l'utilisation des armes, ne sont que tirs de victoire. Saddam Hussein peut bien tenter de réapparaître, pour la première fois, sur les écrans irakiens, par cassette vidéo interposée et ce dès que l'électricité sera rétablie, l'opposition, sans qu'elle ait vraiment pris forme, s'installe petit à petit.

La presse britannique rapportait, dimanche, que des soldats irakiens avaient exécutés onze officiers et un nombre non précisé de responsables du parti Baas dans le sud de l'Irak. Des batailles, à grande échelle, opposaient des groupes rivaux de la Garde républicaine à Bassorah, deuxième ville du pays. Selon "Le Journal du Dimanche", des opposants au régime de Saddam Hussein ont prévu d'annoncer prochainement, depuis Bassorah justement, la formation d'un "gouvernement provisoire de l'Irak libre". Un gouvernement qui regroupera dix-sept sensibilités politiques allant des nationalistes arabes aux chiites, en passant par la Gauche laïque, les Kurdes...

L'agence de presse iranienne IRNA soulignait, dimanche, que des manifestations anti-gouvernementales avaient lieu depuis quelques jours dans les villes de Al-Amra et Ali-Gharbi, proches de la frontière avec l'Iran. Des slogans anti-Saddam Hussein auraient été peints sur les murs de ces deux villes.

Le "British Observer" de Londres rapporte encore les propos d'un porte-parole du Parti démocratique kurde expliquant que les populations des régions irakiennes à majorité kurde avaient mené des attaques contre le parti Baas. Dans la ville de Kirkuk notamment, des kurdes auraient lancé des grenades contre le siège du parti.

Le Haut conseil de la révolution islamique (HCRI), un groupe d'opposition irakien, déclarait, dimanche depuis Beyrouth au Liban, que certains de ses membres, aidés par la population, avaient attaqué des bâtiments officiels dans la ville de Nassiryah, le 28 février et le 2 mars. Un certain nombre de personnalités du régime auraient été tuées et 300 dissidents libérés.

04-1601 TURKEY-KURDS
 TWO DIE IN CLASH WITH SECURITY FORCES IN SOUTHEAST TURKEY
 CIZRE, Turkey, March 4. Reuter - Two people were killed and at least 20 wounded in southeast Turkey on Monday when civilians clashed with security troops in the predominantly Kurdish town of Idil, hospital doctors said.

The body of a 16-year-old boy with bullet wounds in the chest was taken to the state hospital in nearby Cizre and a man with bullet wounds died during surgery in the same hospital, they added.

A senior security official in Diyarbakir provincial centre said two people had been killed and eight wounded in the clash after 600 protesters stoned police and government offices.

The official said only four of the injured had bullet wounds. He said the security forces fired warning shots in the air but added that civilians had been seen firing from inside the crowd and from side streets.

A police source said the riot began after security forces, hunting rebel Kurdish guerrillas, detained people from a nearby village. The villagers had resisted house searches, he said.

Some came to town and spread word of the detentions provoking the local people," he added.

Two civilians and one soldier died on Saturday in similar unrest in Sirtak, a town 50 km (30 miles) to the northeast.

Southeastern Turkey, bordering Iran, Iraq and Syria, is a hotbed of separatist insurgency led by the Marxist Kurdish Workers Party (PKK). More than 2,600 people have died in unrest since 1984 when the PKK launched a campaign of violence.

REUTER ETK AS NJP

DUPHINE LIBERE

3 mars 1991

SOLIDARITE

Trois Kurdes menacés d'expulsion

*Un comité pour le droit d'asile et la ligue
des droits de l'homme se mobilise
pour les oubliés de l'histoire du Moyen-Orient.*

Trois Kurdes, Yldirim Beyazit, Fikret Tarhan, Erdem Ulijdag, établis à Chambéry depuis fin 87 (pour le plus ancien d'entre eux) sont-ils appelés à être reconduits à la frontière ?

La question peut être posée et en tous cas, d'une part le comité pour le droit d'asile contre les expulsions des kurdes (regroupant le C.N.D.T.I., la C.G.T., la F.E.N., l'U.N.E.F. I.D., les Verts, l'alternative rouge et verte, le P.C.F., le M.P.P.T., la L.C.R., l'A.E.F.T.I.S., le S.N.E.S., le mouvement pour la paix) et d'autre part la ligue des droits de l'homme s'interrogent avec inquiétude.

A juste titre, semble-t-il.

Car selon ces interlocuteurs, si la demande pour obtenir le statut de réfugié politique est en voie d'être examinée pour l'un ces Kurdes (ce qui ne veut pas dire que le statut sera automatiquement accordé !) il en va tout autrement pour les deux autres. L'O.F.P.R.A. (office français pour les réfugiés et apatrides) leur ayant refusé ce statut,

ils risquent d'être expulsés rapidement. Car le Préfet de Savoie a fait savoir oralement, selon les défenseurs français des kurdes résidant à Chambéry, que la mesure pourrait rapidement être exécutoire.

Une position, disent nos mêmes interlocuteurs, différente de celle prévalant en Haute-Savoie, où le Préfet se serait engagé à ne pas reconduire les résidents kurdes à la frontière.

L'un des Kurdes menacés souhaiterait même saisir le Conseil d'Etat, si ce n'était le coût estimé à 5000 F.

Tortures

Les Kurdes, 20 millions au total, sont établis essentiellement sur quatre pays, la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie.

Les massacres de 200 000 Kurdes, dont certains à l'arme chimique, le rasage systématique des villages, la végétation détruite au défoliant, l'internement de deux millions de personness (sources : la lettre de la fédération internationale des droits de l'homme, en date du 19 février

91), sont autant de forfaits perpétrés par l'Irak.

Les Kurdes chambériens viennent de Turquie, un pays qui vient de faire savoir qu'il adoptait des mesures de libéralisation vis à vis de cette population, notamment en autorisant la langue.

« Mais dans le même temps, disent les représentants locaux de la ligue des droits de l'homme, ils ont rasé un village ».

Cette même lettre de la fédération internationale des droits de l'homme rapporte les conclusions de quatre parlementaires belges ayant visité le Kurdistan turc du 26 décembre 90 au 5 janvier 1991 et qui ont notamment recueilli des témoignages relatant certaines tortures telles : les enfermements à 12 personnes dans une très petite pièce durant plusieurs jours, le séjour dans de l'eau glacée, la pendaison à une corde, les chocs électriques, les sévices sexuels... ».

Ce même rapport, en date du 19 février, précise que « le projet d'Anatolie du Sud-est a entraîné la déportation de 200 000 Kurdes, sans compensation. 300 000 autres seront touchés... ».

Les Kurdes d'origine turque établis à Chambéry -et qui ont travaillé avant que leur récépissé ne leur soit retiré- nous ont fait savoir (malgré les difficultés inhérentes à la langue) qu'ils étaient venus en France après avoir été torturés.

Un ensemble de raisons qui devraient inciter à la réflexion, d'autant plus que les Kurdes n'ont jamais exporté le terrorisme. Leur situation après la crise du golfe ne mérite-t-elle pas une approche très prudente et humaniste ?

Michel LEVY

Un meeting de soutien est prévu le 22 mars prochain

Quotidien du Médecin 4 mars 1991

Un appel en faveur des Kurdes de Turquie

Il y a quelques jours, une mission conjointe de la Fédération internationale des droits de l'Homme, de « Médecins du Monde » et du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) s'est rendue au Kurdistan turc. Cette mission avait pour but d'évaluer la situation des Kurdes turcs, ainsi que les conséquences de la guerre du Golfe sur les populations de cette région.

Plusieurs observations s'en sont dégagées : « Une absence de liberté,

des brutalités policières et une précarité des conditions de vie. » Selon la mission, l'état d'exception s'accompagne « d'un dépeuplement organisé des villages kurdes, suivi de leur destruction partielle ou totale ». De plus, les autorités turques profiteraient des événements du Golfe « pour entretenir la psychose des bombardements chimiques et pour évacuer des villages entiers ».

« Une solidarité plus grande des organisations humanitaires et de défense des droits de l'Homme auprès des populations du Kurdistan est indispensable, ainsi qu'une meilleure information de l'opinion publique internationale », conclut ainsi le communiqué des trois organisations.

Les Kurdes veulent participer à tout règlement sur le Moyen-Orient

Les Kurdes, victimes en 1988 de bombardements irakiens à l'arme chimique et aux gaz, réclament aujourd'hui, après la défaite militaire de Saddam Hussein, une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Le moment est venu, si on veut une paix régionale, de régler non seulement le problème des Palestiniens mais aussi celui des 25 millions de Kurdes de la région," a souligné à l'AFP un porte-parole à Londres d'un des principaux mouvements armés kurdes irakiens.

"Nous faisons campagne pour cela", a précisé Burhan Jof, représentant du PDK Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK). Il a également fait état de l'afflux, ces dernières semaines, dans les zones du nord tenues par les mouvements kurdes de quelque 80.000 déserteurs de l'armée irakienne. "La majorité sont des Kurdes enrôlés dans l'armée de Saddam

Hussein, mais d'autres sont d'origine arabe", a-t-il affirmé.

Estimés à 25 millions, les Kurdes sont éparpillés à travers l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, une communauté de 300.000 personnes vivant également en Union soviétique.

Cinq mille gazés

Les Kurdes réclament une véritable autonomie en Irak et en Iran et l'indépendance en Turquie.

La vision des masques à gaz et des tenues de protection contre les armes chimiques à chaque alerte aux missiles Scud irakiens ont rappelé à la communauté internationale les images des

5.000 hommes, femmes et enfants kurdes tués par l'arme chimique en 1988 à Halabja, petite ville irakienne près de la frontière avec l'Iran.

"La cassette vidéo que nous avons tournée à Halabja est devenue un best seller dans les pays arabes du Golfe", constate un responsable kurde. Jusqu'à présent, souligne-t-il, les pays arabes "ignoraient ou n'avaient pas compris notre situation et les problèmes auxquels nous étions confrontés du fait de Saddam Hussein".

Déjà tournés vers l'après-guerre, les Kurdes veulent utiliser le capital de sympathie qu'ils ont acquis pour s'assurer des gains politiques. Une conférence parlementaire internationale qui vient de se

tenir à Washington sur les droits de l'homme et les Kurdes, et une prochaine réunion en Suède sur le même thème, devraient permettre, selon des dirigeants kurdes, de mobiliser le soutien des classes politiques occidentales.

Pas d'illusions

Mais les Kurdes ne se font pas beaucoup d'illusion ayant déjà été victimes des puissances depuis l'éclatement de l'empire ottoman après la première guerre mondiale.

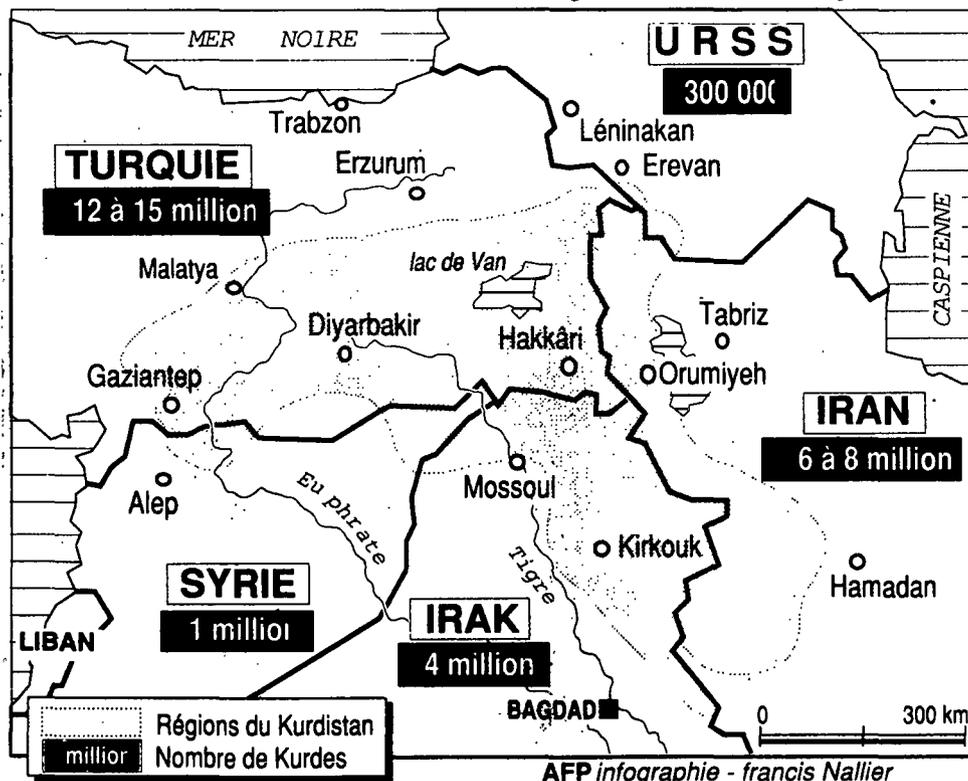
Seuls les Kurdes irakiens, selon des observateurs diplomatiques, pourraient tirer bénéfice de la nouvelle situation politique.

"Nous réclamons un état démocratique en Irak avec une autonomie entière, et non pas la sécession", souligne Burhan Jof. Il rappelle aussi que la Turquie "oppose un veto" à tout changement de la situation des Kurdes dans la région, notamment "la création d'un Etat indépendant du Kurdistan".

Il estime toutefois que la Turquie "qui veut entrer dans la Communauté économique européenne doit elle aussi résoudre le problème de ses Kurdes, qui constituent près du quart de sa population".

"Le statu-quo sera maintenu par la Syrie qui fait partie de la coalition anti-irakienne, et l'Iran cherchera à tirer partie de sa neutralité", ajoute avec amertume un militant kurde originaire de Turquie, qui vit à Paris.

"Les Britanniques et les Américains nous expriment leur sympathie, mais il n'y aura pas de paix et de stabilité dans la région avec de simples promesses. Nous continuerons à nous battre pour que nos droits soient reconnus", affirme de son côté le représentant du PDK irakien.



Résoudre le problème kurde

Une paix régionale suppose qu'on n'oublie ni les Palestiniens, ni les Libanais, ni cette ethnie partagée entre plusieurs pays

Les Kurdes réclament aujourd'hui une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient.

Le moment est venu, si on veut une paix régionale, de régler non seulement le problème des Palestiniens mais aussi celui des 25 millions de Kurdes de la région», souligne un porte-parole à Londres d'un des principaux mouvements armés kurdes irakiens, le P.D.K., parti démocratique du Kurdistan irakien.

Les Kurdes sont éparpillés à travers l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, une communauté de 300.000 personnes vivant également en union soviétique. Les Kurdes réclament une véritable autonomie en Irak et en Iran et l'indépendance en Turquie.

La vision des masques à gaz et des tenues de protection contre les armes chimiques à chaque alerte aux missiles « Scud » irakiens ont rappelé à la communauté internationale les images des 5.000 hommes, femmes et enfants kurdes tués à l'arme chimique en 1988 à Halabja, en Irak sur ordre près des de Saddam Hussein. Les Kurdes en tirent espoir.

Mais, ils ne se font pas beaucoup d'illusion ayant déjà été victimes de puissances depuis l'éclatement de l'empire ottoman

après la Première Guerre mondiale.

Seuls les Kurdes irakiens, pourraient tirer bénéfice de la nouvelle situation politique.

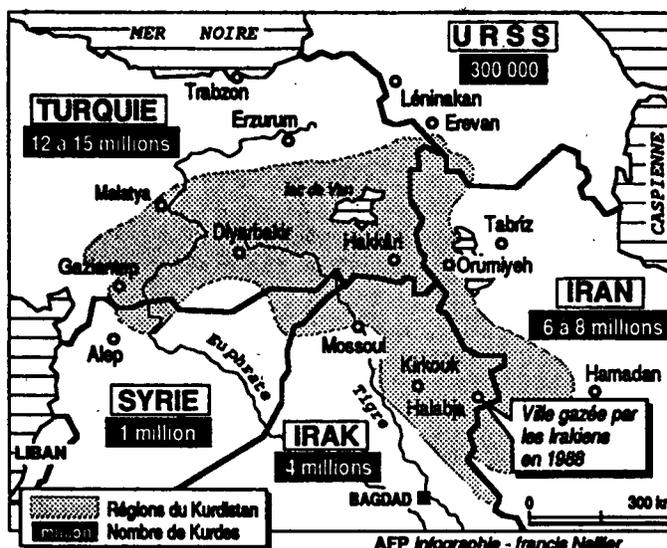
« Nous réclamons un état démocratique en Irak avec une autonomie entière, et non pas la sécession », souligne le P.D.K.

La Turquie « oppose un veto » à tout changement de la situation

des Kurdes dans la région, notamment « la création d'un Etat indépendant du Kurdistan ».

Toutefois, la Turquie « qui veut entrer dans la Communauté économique européenne va peut-être devoir elle aussi résoudre le problème de ses Kurdes

« Le statu-quo sera maintenu par la Syrie qui fait partie de la coalition anti-irakienne, et l'Iran cherchera à tirer partie de sa neutralité », regrettent les Kurdes.



Les Kurdes veulent entrer en scène

Les Kurdes, victimes en 1988 de bombardements irakiens à l'arme chimique et aux gaz, réclament aujourd'hui, après la défaite militaire de Saddam Hussein, une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient.

« Le moment est venu, si on veut une paix régionale, de régler non seulement le problème des Palestiniens, mais aussi celui des 25 millions de Kurdes de la région, » a souligné, hier à Londres, un porte-parole à Londres d'un des principaux mouvements armés kurdes irakiens.

Estimés à 25 millions, les Kurdes sont éparpillés à travers l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, une communauté de trois cent mille personnes vivant également en Union soviétique. Ils réclament une véritable autonomie en Irak et en Iran et l'indépendance en Turquie.

Quelque cinq mille hommes, femmes et enfants kurdes avaient été tués par l'arme chimique en 1988 à Halabja, petite ville irakienne située près de la frontière avec l'Iran.

HAVRE PRESSE 4 mars 1991

Nouveau rôle politique des Kurdes

Les Kurdes, victimes en 1988 de bombardements irakiens à l'arme chimique et aux gaz, réclament aujourd'hui, après la défaite de Saddam Hussein, une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient.

« Le moment est venu, si on veut une paix régionale, de régler non seulement le problème des Palestiniens mais aussi celui des 25 millions de Kurdes de la région, » a affirmé un porte-parole à Londres d'un des principaux mouvements armés kurdes irakiens. « Nous faisons campagne pour cela », a précisé Burhan Jof, représentant du PDK, le Parti démocratique du Kurdistan irakien. Il a également fait état de l'afflux, ces dernières semaines, dans les zones du nord tenues par les mouvements kurdes de quelque 80.000 déserteurs de l'armée irakienne. « La majorité, affirme-t-il, sont des Kurdes enrôlés dans l'armée de Saddam Hussein, mais d'autres sont d'origine arabe. »

Cinq mille gazés

Estimés à 25 millions, les Kurdes sont éparpillés à travers l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, une communauté de 300 000 personnes vivant également en Union soviétique. Les Kurdes réclament une véritable autonomie en Irak et en Iran et l'indépendance en Turquie.

La vision des masques à gaz et des tenues de protection contre les armes chimiques ont rappelé à la communauté internationale les images des cinq mille hommes, femmes et enfants kurdes tués par l'arme chimique en 1988 à Halabja, petite ville irakienne près de la frontière avec l'Iran. « La cassette vidéo que nous avons tournée à Halabja est devenue un best seller dans les pays arabes du Golfe », constate un responsable kurde. « Jusqu'à présent, souligne-t-il, les pays arabes ignoraient ou n'avaient pas compris notre situation et les problèmes auxquels nous étions confrontés du fait de Saddam Hussein. »

Déjà tournés vers l'après-guerre, les Kurdes veulent utiliser le capital de sympathie qu'ils ont acquis pour s'assurer des gains politiques. Une conférence parlementaire internationale qui vient de se tenir à Washington sur les droits de l'homme et les Kurdes, et une prochaine réunion en Suède sur le même thème, devraient permettre, selon des dirigeants kurdes, de mobiliser le soutien des classes politiques occidentales.

Pas d'illusions

Mais les Kurdes ne se font pas beaucoup d'illusion ayant déjà été victimes du découpage fait par les grandes puissances après l'éclatement de l'empire ottoman en 1918.

Seuls les Kurdes irakiens, selon des observateurs diplomatiques, pourraient tirer bénéfice de la nouvelle situation politique. « Nous réclamons un Etat démocratique en Irak avec une autonomie entière, et non pas la sécession », souligne Burhan Jof. Il rappelle aussi que la Turquie « oppose un veto » à tout changement de la situation des Kurdes dans la région concernant notamment la création d'un Etat indépendant du Kurdistan. Il estime toutefois que la Turquie « qui veut entrer dans la Communauté économique européenne doit elle aussi résoudre le problème de ses Kurdes, qui constituent près du quart de sa population ». « Le statu-quo sera maintenu par la Syrie qui fait partie de la coalition anti-irakienne, et l'Iran cherchera à tirer partie de sa neutralité », ajoute avec amertume un militant kurde originaire de Turquie, qui vit à Paris. « Les Britanniques et les Américains nous expriment leur sympathie, mais il n'y aura pas de paix et de stabilité dans la région avec de simples promesses. Nous continuerons à nous battre pour que nos droits soient reconnus », affirme de son côté le représentant du PDK irakien.

X. G.

LE FIGARO 4 mars 1991

Turquie : les Kurdes menacés de « pacification »

La débâcle de Saddam a été un signal pour les Kurdes. Pour Ankara aussi, qui prépare une opération contre les indépendantistes du PKK.

SILOPI (frontière turco-irakienne) :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

Trois jours après, la fusillade sanglante de Sinark, dans l'extrême sud-est de la Turquie, où le séparatisme kurde est virulent, le pouvoir turc tente tant bien que mal de calmer le jeu. Menacées par les rebelles indépendantistes dans la montagne, les autorités d'Ankara ne peuvent se permettre une insurrection de la population civile.

Ce week-end, le ministre turc de l'Intérieur, Abdul Kadir Aksu (Anap, parti au pouvoir), kurde lui-même, a été dépêché dans le chef-lieu de cette région minière, avec le super-gouverneur, Hayri Kozakcioglu. Avec ce message : nous sommes désolés pour les morts de Sirnak. Nous rembourserons les deux cents mules tuées par la gendarmerie...

État de siège

Judi dernier, l'annonce de la fermeture prochaine des mines de charbon de Sirnak, qui font vivre toute la région, avait entraîné une véritable insurrection. Des hélicoptères de l'armée avaient d'abord mitraillé les mules des paysans du coin, habitués à glaner les déchets de charbon. Trois personnes avaient été tuées par balles. Un autre protestataire et un soldat - Ankara ne retient que ces morts - ont été ensuite tués lors d'affrontements entre la foule en colère et l'armée.

Ankara redoute de devoir affronter une insurrection kurde au moment où une vaste opé-

ration de pacification vient d'être officiellement lancée dans cette région aux confins de la Turquie, de l'Irak et de la Syrie.

L'année dernière, à la même époque, une manifestation semblable dans la ville frontalière de Cizre avait fait quatre morts et quinze blessés graves. Une personne se serait immolée par le feu, selon la population. A Nusaybin (frontière syrienne), onze personnes avaient également trouvé la mort, en mars 1990. Depuis le cessez-le-feu en Irak, c'est l'état de siège.

Mais cette fois-ci, la situation semble être encore plus explosive. Dans la montagne du Cudi, les hommes d'Apo (Abdullah Odjlan, le chef du PKK, mouvement des rebelles kurdes), attendent la fonte des neiges pour lancer une offensive massive. La débâcle de Saddam Hussein a agi comme un signal pour les Kurdes d'Irak et de Turquie. Pour Ankara également.

Vendredi, les villes de Sûrt, Kurtalan et, bien sûr, Sirnak étaient fermées aux étrangers. Un groupe de journalistes occidentaux ont pu observer des mouvements intenses de commandos de gendarmerie et de forces spéciales en direction des hauteurs du Botan.

A la frontière turco-irakienne, le PKK prétend avoir libéré toute cette région extrêmement difficile d'accès. Ils sont entre mille et deux mille à occuper les crêtes, les cols et les défilés des montagnes Cudi. Intouchables pour les forces de l'ordre turques qui ne pouvaient jusqu'à présent les atteindre en Irak.

Les opérations de nettoyage et de pacification n'ont pas encore commencé. Et les forces d'élite turques prennent position pour ce qui s'annonce comme l'opération de pacification du maquis kurde la plus importante depuis 1983.

QUOTIDIEN DE PARIS 4 mars 1991

Les Kurdes entre l'espoir et l'amertume

Les Kurdes, victimes en 1988 de bombardements irakiens à l'arme chimique et aux gaz, réclament aujourd'hui, après la défaite militaire de Saddam Hussein, une participation à toute conférence internationale sur le Moyen-Orient.

● « Le moment est venu, si on veut une paix régionale, de régler non seulement le problème des Palestiniens mais aussi celui des 25 millions de Kurdes de la région », a souligné un porte-parole à Londres d'un des principaux mouvements armés kurdes irakiens. « Nous faisons campagne pour cela », a précisé Burhan Jof, représentant du PDK Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK). Il a également fait état de l'afflux, ces dernières semaines, dans les zones du nord tenues par les mouvements kurdes de quelque 80 000 déserteurs de l'armée irakienne. « La majorité sont des Kurdes enrôlés dans l'armée de Saddam Hussein, mais d'autres sont d'origine arabe », a-t-il affirmé.

Estimés à 25 millions, les Kurdes sont éparpillés à travers l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie, une communauté de 300 000 personnes vivant également en Union sovié-

que. Ils réclament une véritable autonomie en Irak et en Iran et l'indépendance en Turquie.

La vision des masques à gaz et des tenues de protection contre les armes chimiques à chaque alerte aux missiles Scud irakiens ont rappelé à la communauté internationale les images des 5 000 hommes, femmes et enfants kurdes tués par l'arme chimique en 1988 à Halabja, petite ville irakienne près de la frontière avec l'Iran.

Capital de sympathie

« La cassette vidéo que nous avons tournée à Halabja est devenue un best-seller dans les pays arabes du Golfe », constate un responsable kurde. Jusqu'à présent, soulignent-ils, les pays arabes « ignoraient ou n'avaient pas compris notre situation et les problèmes auxquels nous étions confrontés du fait de Saddam Hussein ».

Déjà tournés vers l'après-guerre, les

Kurdes veulent utiliser le capital de sympathie qu'ils ont acquis pour s'assurer des gains politiques. Une conférence parlementaire internationale qui vient de se tenir à Washington sur les droits de l'homme et les Kurdes, et une prochaine réunion en Suède sur le même thème, devraient permettre, selon des dirigeants kurdes, de mobiliser le soutien des classes politiques occidentales.

Mais les Kurdes ne se font pas beaucoup d'illusions ayant déjà été victimes des puissances depuis l'éclatement de l'empire ottoman après la Première Guerre mondiale. Seuls les Kurdes irakiens pourraient tirer bénéfice de la nouvelle situation politique. « Nous réclamons un Etat démocratique en Irak avec une autonomie entière, et non pas la sécession », souligne Burhan Jof. Il rappelle aussi que la Turquie « oppose un veto » à tout changement de la situation des

Kurdes dans la région, notamment « la création d'un Etat indépendant du Kurdistan ».

Il estime toutefois que la Turquie « qui veut entrer dans la Communauté économique européenne doit elle aussi résoudre le problème des Kurdes, qui constituent près du quart de sa population ». « Le statu quo sera maintenu par la Syrie qui fait partie de la coalition anti-irakienne, et l'Iran cherchera à tirer partie de sa neutralité », ajoute avec amertume un militant kurde originaire de Turquie, qui vit à Paris.

« Les Britanniques et les Américains nous expriment leur sympathie, mais il n'y aura pas de paix et de stabilité dans la région avec de simples promesses. Nous continuerons à nous battre pour que nos droits soient reconnus », affirme de son côté le représentant du PDK irakien.

Marie JOANIDIS (AFP)

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0465 3 I 0879 FRA /AFP-QX26

Golfe-Irak synth

Troubles dans le sud de l'Irak que les Etats-Unis considèrent comme sérieux

Le 4 mars (AFP) - Des troubles que les Etats-Unis considèrent comme sérieux et dont ont fait état l'opposition irakienne proche de l'Iran, des medias iraniens et des réfugiés irakiens arrivés en Syrie, ont lieu dans le sud de l'Irak où, selon un des principaux dirigeants de l'opposition au régime de Saddam Hussein, l'ayatollah Mohammed Bagher Hakim, quatre villes échappent désormais au contrôle du pouvoir.

De son côté, l'opposition kurde basée à Paris et Londres affirme avoir "lancé une insurrection" dans le nord de l'Irak contre les appareils du pouvoir irakien.

Ces informations n'ont été confirmées par aucune source indépendante et les journalistes occidentaux n'ont pu arriver jusqu'ici que jusqu'à al Zubeir, une localité située à une vingtaine de km de la grande ville du sud irakien, Bassorah.

Les gouvernements de la coalition alliée n'ont fourni jusqu'à présent aucune information sur ces troubles, mais ils n'ont jamais caché leur souhait de voir le Président irakien écarté du pouvoir.

Selon l'ayatollah Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII) les villes de Bassorah, Amara Nassiriya et Samawa sont tombées à la suite de l'insurrection populaire contre Saddam Hussein.

Lors d'une conférence de presse tenue lundi à Téhéran où il est installé depuis l'avènement de la République islamique en 1979, l'ayatollah Hakim, originaire de la ville sainte du chiisme de Nadjaf (sud de Bagdad), a appelé la population de l'Irak à se tenir aux côtés des Moudjahidine qui combattent "le régime dictatorial de Saddam Hussein".

Près de 60 pc de la population irakienne est chiite.

Mais les Kurdes, selon certains de leurs représentants à Paris, hésitent à occuper ouvertement des villes, redoutant un "coup fourré" de Saddam Hussein "comme un bombardement chimique similaire à celui de 1988 contre le village de Halabja".

Les gouvernements alliés n'ont fourni aucune information sur ces troubles. La Maison Blanche s'est bornée à indiquer qu'ils étaient sérieux et que "cela représente à l'évidence un niveau d'opposition et de réponse publique à Saddam Hussein que nous n'avons pas vu dans le passé (...). Il nous faut voir ce que cela veut dire", a déclaré le porte-parole de la présidence américaine Marlin Fitzwater.

"Nous avons souvent dit bien sur que nous ne pleurerions pas si le peuple irakien décidait que M. Saddam Hussein ne devait pas rester au pouvoir", a-t-il ajouté indiquant que les Etats-Unis n'avaient pas reçu de demande d'assistance des mouvements d'opposition irakiens.

Le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, interviewé lundi matin à Paris, a indiqué ne pas avoir sur la situation dans le sud de l'Irak d'autres indications que les informations de presse. Il a toutefois exprimé l'espoir que toutes les forces de l'opposition irakienne "se coaliseront et pourront changer le régime, qu'elles permettront à l'Irak de retrouver une structure vraiment démocratique".

Le commandant des forces britanniques dans le Golfe, Sir Peter de la Billière, a écarté quant à lui l'éventualité d'une assistance alliée aux rebelles. "Nous ne sommes pas ici pour faire la loi et imposer l'ordre en Irak. Nous sommes ici pour libérer le Koweït", a-t-il dit.

mn/ccd

AFP 042003 MAR 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0396 4 I 0350 FRA /AFP-QD34

Irak-Kurdes

Les Kurdes affirment avoir "lancé une insurrection" dans le nord de l'Irak

PARIS, 4 mars (AFP) - Après les chiites dans le sud, les Kurdes affirment avoir "lancé une insurrection" dans le nord de l'Irak contre les organes de sécurité et du parti Baas de Saddam Hussein.

Selon des représentants de l'opposition armée kurde à Paris et à Londres, 50 attaques ont été lancées par leurs forces depuis mercredi.

"Nous n'avons pas attendu les chiites qui agissent dans leur fief dans le sud (région de Bassorah notamment) pour profiter du chaos qui règne dans les villes du nord encore aux mains du pouvoir central", a déclaré lundi à l'AFP un représentant à Londres du parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), Burhan Jof.

"En fait, a-t-il ajouté, nous ne faisons que suivre la population qui est descendue dans la rue".

Un des leaders de l'opposition chiite irakienne, l'hodjatoleislam Mohammad Hakim, basé en Iran, a appelé lundi la population kurde du nord de l'Irak à "organiser le plus rapidement possible une révolte populaire" pour ouvrir dans le nord un "nouveau front" contre "le président irakien Saddam Hussein.

Mais les Kurdes, selon certains de leurs représentants à Paris, hésitent à occuper ouvertement des villes, redoutant "un coup fourré" de Saddam Hussein comme un bombardement chimique similaire à celui de 1988 contre Halabja".

Les mouvements kurdes font partie de la plateforme d'opposition irakienne qui a décidé en décembre, au cours d'une réunion à Damas, de renverser Saddam Hussein. Ils affirment se battre pour l'autonomie et non pas pour la sécession.

Les partis d'opposition irakiens devraient se retrouver la semaine prochaine probablement à Beyrouth, selon des sources kurdes.

Les représentants des mouvements kurdes affirment avoir profité des huit mois de la crise du Golfe pendant lesquels ils ont été relativement tranquilles pour réorganiser leurs réseaux dans les villes et s'entraîner. Ils affirment aussi que des milliers de déserteurs de l'armée irakienne d'origine kurde sont venus grossir leurs rangs depuis un mois.

La ricerca di Mirella Galletti viene a coprire un vuoto di conoscenza e di comprensione

Il popolo curdo ha fatto un sogno

SECONDO una leggenda persiana, i Curdi discenderebbero dai giovani fuggiti sulle montagne per salvarsi dallo spaventoso appetito antropofago di un mostruoso tiranno di nome Zahhak. Che si nutriva di cervello umano, e che aveva sulle spalle due escrescenze a forma di testa di serpente.

Secondo una tradizione araba, invece, i Curdi sarebbero stati generati dall'accoppiamento tra una tribù di demoni e quattrocento vergini. Da essi rapite all'harem di re Suleiman bir Daud, Salomone figlio di Davide.

Secondo i linguisti e gli archeologi, i Curdi sono, più prosaicamente, una popolazione di ceppo indoeuropeo, del ramo iranico. Discendente dagli antichi Medi che distrussero il regno degli Assiri e/o, forse, anche da quei fieri "Carduchi" di cui ci parla Senofonte nell'Anabasi. E che tanto persiano, turco e arabo, con solo tremila parole completamente curde". E che, comunque, sempre secondo queste leggi di Ankara, è severamente vietato usare. Pena una multa o, in caso di recidività, anche il carcere. Allo stesso modo, in Irak ed in Siria circola il proverbio che dice che nel mondo vi sono tre calamità: le cavallette, i topi ed i Curdi. Ed è stato allora proprio con metodi simili a quelli che si usano per disinfilo da torcere diedero ai mercenari greci in marcia verso il mare.

Questo, secondo il folklore e secondo la scienza. La politica, però, si sa, alle volte ha delle ragioni che il folklore e la scienza non conoscono. Così, per le leggi del governo turco "non esiste una nazione chiamata Curda, i Curdi sono un popolo turanico, ...appartengono alla razza turca" e parlano una lingua che non è altro che "un misto di festare topi e cavallette, quindi, che il governo di Bagdad ha cercato di liberarsi di questa "piaga". Riportiamo alcuni brani di una lettera scritta dal leader storico della lotta indipendentista Molla Mustafa Barzani all'Onu il primo ottobre 1969 (naturalmente, senza ottenere risposta): "Il 19 agosto, 29 donne, 37 bambini ed un vecchio

vennero bruciati vivi nel villaggio di Daka, a nord-est di Mosul. Quando l'esercito attaccò il villaggio coloro che riuscirono a salvarsi si rifugiarono in una caverna vicina. L'esercito si recò all'entrata ammucchiò all'interno della legna, sparse petrolio ed attuò l'orribile crimine di bruciarli vivi. Fra le vittime, un bambino, Bashshar Ramadan, non aveva compiuto un anno e Hawairy Isa, oltre gli 80 anni. Novantasette persone vennero sterminate il 16 settembre nel villaggio di 'Sorya' presso Zakho sul fiume Khabur. I soldati gettarono nel fuoco i bambini in culla. Bambini di dieci anni furono gettati nel fiume". In effetti, ancora poca cosa rispetto a quelli che sarebbero stati i massacri del 1975. O rispetto all'orrore di Halabja del 1988.

E quanto ai Curdi stessi, forse il più dimenticato tra tutti i popoli dimenticati della terra, ammaestrati dalla storia non si fanno troppe illusioni. "Tutto ciò che è luce e colore appartiene alla gente di città. Tutto ciò che è nero spetta ai Curdi", recita amaramente il testo di una loro canzone popolare. E "I Curdi non hanno amici", dice un loro proverbio. Visto che tutte le potenze con cui sono venuti a contatto, piccole o grandi che fossero, li hanno sempre usati senza scrupoli, salvo poi abbandonarli alle più feroci rappresaglie, nel momento in cui non facevano più comodo. E che anche l'interesse fuggevolmente risvegliatosi nei loro confronti nel momento dell'invasione del Kuwait si è rivelato, alla fine, come nient'altro che l'ennesima bolla di sapone.

Un popolo condannato a rimanere senza terra, dunque. Disperso e diviso dalle mura e dai fili spinati di cinque frontiere differenti. Eppure, i Curdi non sono qualche tribù arretrata in via di estinzione, ma un blocco poderoso di ben venticinque milioni di persone, più della Romania, più della Jugoslavia, il doppio dell'Olanda. Distribuite su di una superficie di 475000 chilometri quadrati, una volta e mezzo l'Italia, quasi due volte la Gran Bretagna. Come è stato possibile, allora, che il Kurdistan, la "terra dei Curdi", non sia mai riu-

scito a divenire uno Stato? E che possibilità ha questa millenaria cultura di sopravvivere al tentativo di etnocidio di cui oggi è vittima? Sono queste le domande a cui cerca di rispondere questo libro delle Edizioni "Vecchio Faggio", "I Curdi nella storia" di Mirella Galletti, la più autorevole esperta italiana in materia e, contemporaneamente, anche uno dei rari curdologi che ha potuto recarsi in tutti i settori del Kurdistan, in Turchia, in Iran, in Iraq ed in Siria. A volte, anche correndo dei grossi rischi personali, come nell'autunno del 1988, quando si recò a soccorrere le vittime dei bombardamenti chimici irakeni.

L'intento dichiarato dell'opera è quello di colmare un "vuoto di conoscenza" della cultura italiana sull'argomento, per cui fino ad oggi il lettore interessato poteva disporre di un certo numero di documenti (articoli ed opere) che trattavano solo un aspetto particolare del "Pianeta Kurdistan", il geografico, lo storico, il sociologico, il linguistico. Un "vuoto di conoscenza" tanto più deplorabile se si pensa che, nel XVII secolo, furono proprio dei viaggiatori e missionari italiani a far conoscere all'Occidente la ricchezza della cultura e della tradizione curda.

Con questo libro, quindi, il pubblico italiano viene finalmente ad avere la possibilità di accedere ad uno studio generale, schematico ma esauriente, che mette a fuoco contemporaneamente tutte le sfaccettature del problema, la geografia, la popolazione, l'economia, la religione, la lingua, il folklore, la letteratura, la storia, la politica, la situazione dei Curdi in ognuno dei paesi tra i quali il Kurdistan è stato spartito, la questione curda nell'ambito delle relazioni internazionali. Oltre ad una ricchissima, e potremmo dire definitiva, bibliografia di ben sessantanove pagine, che oltre che sui Curdi ci dà informazioni preziosis-

sime anche sulle altre minoranze etniche e religiose dell'area, Armeni, Assiri, Caldei "Cristiani d'Oriente" in generale Ebrei del Kurdistan, Yezidi. Contemporaneamente, però, con l'intento scientifico, questo "I Curdi nella storia" viene anche incontro ad un preciso bisogno politico, di denuncia e di testimonianza. Scrive l'orientalista Joyce Blau nella prefazione che "tra i grandi problemi del Medio Oriente, il meno conosciuto è senza dubbio quello del popolo curdo, che molti orientalisti trascurano o ignorano. Forse è dovuto al fatto che si tratta di un problema cerniera dei mondi slavo, turco, arabo e persiano, e che per questo appare secondario agli specialisti di questi settori". Aveva detto Abd ar-Rahman Ghassemlou, segretario generale del Partito Democratico del Kurdistan Iraniano, assassinato a tradimento il 13 luglio 1989 da sgherri del regime islamico di Teheran con i quali stava trattando una tregua: "Non si parla abbastanza dei curdi perché non abbiamo mai preso ostaggi, mai dirottato un aereo. Ma io ne sono fiero". E aveva ricordato Barzani al presidente Carter nel 1977, rimproverandolo per la cinica linea di condotta del governo di Washington, che prima aveva incoraggiato i Curdi all'insurrezione e poi li aveva piantati in asso davanti alla selvaggia vendetta irakena: "Il popolo curdo crede ad un sogno - un sogno forse non tanto grande quanto quello di Thomas Jefferson - ma un sogno di autonomia. I curdi lottarono e morirono per esso, e lo desiderano tenacemente per sempre". Allora, diviene una precisa responsabilità per l'Occidente, vista la situazione in cui hanno portato le scelte politiche fatte in passato nella regione, adoperarsi perché questa congiura del silenzio sia finalmente spezzata.

E perché i troppi che sono morti non siano morti soltanto per un sogno... □

EST REPUBLICAIN 5 mars 1991

Une insurrection kurde dans le nord

Les Kurdes affirment avoir « lancé une insurrection » dans le nord de l'Irak contre les organes de sécurité et du parti Baas de Saddam Hussein.

Selon des représentants de l'opposition armée kurde à Paris et à Londres, 50 attaques ont été lancées par leurs forces depuis mercredi.

« Nous n'avons pas attendu les chiïtes qui agissent dans leur fief dans le sud pour profiter du chaos qui règne dans les villes du nord encore aux mains du pouvoir central », a déclaré hier un représentant à Londres du parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), Burhan Jof.

« En fait, a-t-il ajouté, nous ne faisons que suivre la population qui est descendue dans la rue ».

Mais les Kurdes, selon certains de leurs représentants à Paris, hésitent à occuper

ouvertement des villes, redoutant « un coup fourré » de Saddam Hussein « comme un bombardement chimique similaire à celui de 1988 contre Halabja ».

Les mouvements kurdes font partie de la plateforme d'opposition irakienne qui a décidé en décembre, au cours d'une réunion à Damas, de renverser Saddam Hussein. Ils affirment se battre pour l'autonomie et non pas pour la sécession.

Les représentants des mouvements kurdes affirment avoir profité des huit mois de la crise du Golfe pendant lesquels ils ont été relativement tranquilles pour réorganiser leurs réseaux dans les villes et s'entraîner. Ils affirment aussi que des milliers de déserteurs de l'armée irakienne d'origine kurde sont venus grossir leurs rangs depuis un mois.

Situation insurrectionnelle dans tout le sud irakien

Début de rébellion kurde au nord

Des troubles que les Etats-Unis considèrent comme sérieux et dont ont fait état l'opposition irakienne proche de l'Iran, des medias iraniens et des réfugiés irakiens arrivés en Syrie, ont lieu dans le sud de l'Irak où, selon un des principaux dirigeants de l'opposition au régime de Saddam Hussein, l'ayatollah Mohammed Bagher Hakim, quatre villes échappent désormais au contrôle du pouvoir.

De son côté, l'opposition kurde basée à Paris et Londres affirme aussi avoir « lancé une insurrection » dans le nord de l'Irak contre les appareils du pouvoir irakien.

Ces informations n'ont été confirmées par aucune source indépendante et les journalistes occidentaux n'ont pu arriver jusqu'ici que jusqu'à al Zubeir, une localité située à une vingtaine de km de la grande ville du sud irakien, Bassorah.

Les gouvernements de la coalition alliée n'ont fourni jusqu'à présent aucune information sur ces troubles, mais ils n'ont jamais caché leur souhait de voir le Président irakien écarté du pouvoir.

Selon l'ayatollah Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (AS-Ril) les villes de Bassorah, Amara Nassiriya et Samawa sont tombées à la suite de l'insurrection populaire contre Saddam Hussein.

Lors d'une conférence de presse tenue hier à Téhéran où il est installé depuis l'avènement de la République islamique en 1979, l'ayatollah Hakim, originaire de la ville sainte du chiisme de Nadjaf (sud de Bagdad), a appelé la population de l'Irak à se tenir aux côtés des Moudjahidine qui combattent « le régime dictatorial de Saddam Hussein ».

Près de 60 % de la population irakienne est chiite.



Le fils de Saddam serait mort à Bassorah

L'ayatollah Hakim, dont la famille a payé un lourd tribut au régime irakien puisque 23 de ses membres ont été exécutés par Bagdad, des officiers de l'armée irakienne se sont joints aux forces populaires, alors que les troupes fidèles au régime ont déclenché une offensive contre Bassorah juste après la fin de la guerre avec les Alliés.

Des réfugiés irakiens ont déclaré à l'agence officielle iranienne IRNA que le gouverneur de la province de Bassorah et le gouverneur de la ville, ainsi que l'un des fils du Président irakien, Uday Hussein, ont été tués dans des affrontements entre manifestants anti Saddam et les forces qui lui sont fidèles.

Uday Hussein, 28 ans, a servi d'assistant à son père en travaillant dans le « bureau spécial » de Saddam Hussein, l'unité chargée des renseignements et de la sécurité.

IRNA a également indiqué que des explosions qui pour-

raient être le résultat d'attaques aériennes de pilotes irakiens opposés au régime ont été entendues lundi en fin de matinée en provenance de Bassorah.

Selon des réfugiés parvenus en Syrie et dont les propos ont été rapportés par l'agence syrienne SANA, d'importantes manifestations contre le Président irakien se déroulent dans des villes irakiennes, notamment à Bagdad et Bassorah.

L'un des dirigeants de l'opposition irakienne basée à Damas, cheikh Mohsen Hussein, porte-parole de l'Organisation de l'Action Islamique, a demandé à M. Hussein de « quitter le pouvoir afin d'épargner davantage de destructions ».

Le rôle de l'Iran

Toujours selon l'agence officielle iranienne Irna, les présidents iranien et français, Ali Akbar Hachémi Rafsandjani et François Mitterrand, ont eu hier un entretien téléphonique portant notamment sur « la situation critique » en Irak.

L'agence précise que l'entre-

tien a également porté sur « les derniers développements dans la région » et « la sécurité du Golfe persique ». Les deux présidents avaient déjà eu un entretien téléphonique le 6 février.

Selon IRNA, M. Mitterrand a été d'accord avec le président iranien pour estimer que les problèmes régionaux devaient être résolus par les pays de la région. Le président français aurait également souligné la nécessité d'une coopération franco-iranienne pour la restauration de la paix dans la région.

Moscou confirme le lâchage

Vadim Zagladine, conseiller diplomatique de Mikhaïl Gorbatchev, a réitéré hier à Luxembourg sa condamnation du régime irakien et le « lâchage » de Saddam Hussein, assuré il y a peu de temps encore du « soutien » de Moscou.

« C'était un régime certainement terroriste. Mais on ne peut pas choisir... J'espère que ce régime sera changé » a-t-il ajouté.

Les Kurdes aussi

Par ailleurs, d'après l'un des dirigeants de l'opposition kurde basée à Londres, M. Burhan Jof, représentant le parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), les Kurdes ont lancé depuis mercredi dernier, 50 attaques contre les organes de sécurité et du parti Baas au pouvoir à Bagdad.

Mais les Kurdes, selon certains de leurs représentants à Paris, hésitent à occuper ouvertement des villes, redoutant un « coup fourré » de Saddam Hussein « comme un bombardement chimique similaire à celui de 1988 contre le village de Halabja ».

Le commandant des forces britanniques dans le Golfe, Sir Peter de la Billière, a écarté quant à lui l'éventualité d'une assistance alliée aux rebelles. « Nous ne sommes pas ici pour faire la loi et imposer l'ordre en Irak. Nous sommes ici pour libérer le Koweït », a-t-il dit.

L'Opinione 5 marzo 1991

QUANTI sono stati i paesi che hanno partecipato alla lotta contro Saddam Hussein? Ufficialmente 32, ma è una cifra che si riferisce solo ai "governi". Perché, contando anche i movimenti di opposizione, i paesi diventano 35. La nazione numero 33, è stata il Kurdistan. Ed ai "Curdi nella crisi del Golfo" è stato dedicato un convegno, il 27 e 28 febbraio, dal Senato degli Stati Uniti, con l'intervento di parlamentari dei principali paesi europei.

Ne parliamo con Hiner Saleem, rappresentante in Italia dell'Istituto Curdo di Parigi; organizzazione che ha pure preso parte all'iniziativa. "Finora la questione curda è stata un tabù, ma oggi finalmente qualcosa sta cambiando. Il presidente Mitterrand ha detto che in Medio Oriente non ci sono solo la Palestina o il Libano, ma anche il Kurdistan.

L'onorevole Andreotti ha riconosciuto che vi sono colpe collettive nei confronti dei Curdi. Diversi senatori statunitensi, tra cui Edward Kennedy, si sono impegnati formalmente a far inserire la questione curda nell'agenda dei problemi da risolvere".

La richiesta è sempre quella dell'autonomia in un Irak democratico, o si comincia a parlare di indipendenza?

Se tutti gli uomini sono uguali, allora anche i Curdi hanno il diritto all'autodeterminazione. L'ideale sarebbe un referendum sotto controllo Onu, per accertare qual è veramente la volontà dei Curdi.

E, se ciò non è possibile, bisogna per lo meno indire una conferenza internazionale sulla questione, perché i Curdi non continuano ad essere sottoposti a regimi di apartheid. Il mondo deve capire che i Curdi, proprio perché sono una minoranza oppressa, sono un fattore di democrazia e di stabilità nella regione.

Se avessero avuto voce in capitolo nel governo, Saddam non avrebbe potuto aggredire l'Iran ed il Kuwait e mandare il paese alla rovina. La trasformazione dell'Irak in stato federale, sarebbe la garanzia migliore perché



*Il popolo curdo a fianco degli alleati.
Ne parla Hiner Saleem*

La nazione curda

dopo la caduta di Saddam il potere non vada ad un nuovo Saddam. O magari, ad un nuovo Khomeini.

Con il sud sciita in rivolta, veramente, più che verso la confederazione l'Irak sembra andare verso la disintegrazione...

In questo momento tutto è possibile. Vorrei solo chiarire che se i Curdi si separano dall'Irak non è disintegrazione, ma liberazione. I curdi sono stati annessi all'Irak contro la loro volontà, così come i kuwaitiani. L'Irak è solo Bagdad e Bassora, e se poi sunniti e sciiti vogliono costituirsi in due stati, federati o separati, sono affari loro.

Cosa sta succedendo oggi nel Kurdistan irakeno?

La guerriglia oramai è alle porte delle grandi città. Se è vero che Saddam ha richiamato le truppe dal nord, e se gli Alleati si impegnano a non tradirci, la resistenza curda potrà prendere il controllo della regione in pochissimo tempo.

Proprio mentre si concludeva la guerra del Golfo, vi sono stati incidenti nel Kurdistan turco. Cosa è successo?

Soldati turchi avevano incominciato ad uccidere i muli di alcuni minatori curdi. Questi hanno cercato di difendere i loro animali, ed allora i soldati ne hanno uccisi due. Tutta la popolazione è scesa in piazza a protestare, ed allora i soldati hanno sparato sulla folla. Ci sono stati almeno sette morti.

Il primo ministro Ozal però ha parlato di una revoca del divieto di parlare il curdo...

Si è parlato anche di un'amnistia per i 73.000 prigionieri di opinione curdi nelle carceri turche, ma non si è fatto ancora niente di concreto. Comunque, è importante che anche in Turchia questo tabù sia caduto, e che Ozal abbia riconosciuto che una questione curda esiste. Adesso sta a lui, passare alla storia come il De Klerk di Ankara, l'uomo che ha posto fine all'apartheid...

Le Figaro 6 mars 1991

Persécution contre les Kurdes

La plus ancienne plaie du Proche-Orient • Vingt-cinq millions d'hommes partagés entre quatre États
• Génocide perpétré par Saddam Hussein • Le droit à l'autodétermination.

Au moment où les chancelleries commencent leurs consultations sur le « nouvel ordre » du Proche-Orient d'après-guerre, la France, par la voix de son président, vient de définir les grandes lignes de son plan d'organisation de

carte, internés dans des camps.

Faites le compte : à l'heure actuelle un Kurde d'Irak sur deux est une personne déplacée, réfugiée ou internée. A cette tragédie humaine s'ajoute une catastrophe éco-

place une mission d'enquête dirigée par le comte hongrois Teleke. Au terme de deux mois d'enquête, la mission, dans son rapport, concluait que « les sept-huitièmes de la population de ce territoire sont en faveur d'un Etat kurde indépendant ». De même, un observateur aussi peu pro-kurde que le Britannique sir Arnold Wilson, qui fut le véritable architecte de l'Etat irakien, reconnaissait dans son livre : *Mesopotamia 1917-1920* que les « Kurdes ne voulaient ni retourner sous le joug turc ni être placés sous le contrôle du gouvernement irakien. Dans le Kurdistan méridional, quatre Kurdes sur cinq sont en faveur du plan du cheikh Mahmoud de créer un Etat kurde indépendant ».

En dépit de cette volonté populaire et claire, l'empire britannique, sous le prétexte que « l'Etat irakien ne sera pas viable sans le pétrole et les richesses agricoles du Kurdistan », amena la SDN à avaliser le 16 décembre 1925 l'annexion de ce territoire kurde à l'Irak, cela en l'absence des représentants de la population concernée et contre le gré de celle-ci. Pour prix de leur collaboration à ce plan cynique, privant un peuple de sa liberté et l'assujettissant de force à un Etat irakien créé de toutes pièces, la France et les Etats-Unis reçurent chacun 23,75 % des actions de la Turkish Petroleum (plus tard Iraq Petroleum Co.) qui exploitait les gisements pétroliers du Kurdistan. Jusqu'au milieu des années 1970, en compagnie de la Grande-Bretagne, ils continuèrent de s'approprier ainsi les revenus du pétrole kurde.

En termes pudiques, l'on pourrait dire que ces trois puissances occidentales ont au moins une responsabilité historique dans la tragédie des Kurdes en Irak. Les engagements « d'autogouvernement des Kurdes à l'intérieur de l'Etat irakien » pris par les Britanniques n'ont jamais été honorés. Les Kurdes furent sacrifiés sur l'autel d'intérêts politiques et mercantiles, et,

« la paix dans la sécurité mutuelle ». Elle souhaite « installer durablement la paix dans la justice » et souligne que cela ne sera pas possible « sans tenir compte de la sécurité d'Israël mais aussi des justes aspirations des Palestiniens et du droit des Libanais ».

Ces idées traduisent certainement un souci d'équité et une meilleure prise en compte des problèmes de cette région éprouvée du monde que ce qu'on peut connaître actuellement des intentions anglo-américaines. On ne saurait donc que se réjouir de ce que la « différence française » s'affirme ainsi dans le sens d'une défense plus cohérente du droit. Elle comporte cependant, hélas ! une omission de taille : le sort des Kurdes !

Sans aborder la question lancinante du devenir des 25 millions de Kurdes partagés, contre leur gré, entre quatre Etats du Proche-Orient, le « soldat de droit » que se veut la France aurait dû, ne serait-ce que pour donner davantage de cohérence et de crédibilité à son message de justice, s'inquiéter également de la tragédie des 5 millions de Kurdes d'Irak, victimes, depuis 1974, de la terrible dictature de Saddam Hussein. Une tragédie que l'on peut résumer en quelques données : environ 200 000 Kurdes irakiens, dans leur quasi-totalité des civils, massacrés depuis 1974 par les troupes de Bagdad par du napalm, des bombes au phosphore, les gaz chimiques et autres armes de destruction massive ; 70 000 disparus, 500 000 réfugiés en Iran et en Turquie, et près de 2 millions de paysans kurdes arrachés à leurs villages rayés de la

logique ; ce beau et riche pays, regorgeant d'eau, qui était, il y a encore quinze ans, le grenier à céréales et le jardin de l'Irak, est désormais, à l'exception de quelques villes, totalement dévasté. 4 500 villages ont été rasés par des bulldozers, le cheptel abattu, beaucoup de sources d'eau bétonnées, la végétation en grande partie détruite aux défoliants. L'Irak qui, grâce aux richesses agricoles du Kurdistan, était pratiquement autosuffisant sur le plan alimentaire, doit, depuis cette politique barbare de la « terre brûlée », importer plus de 80 % de sa nourriture. Le peuple kurde a toujours servi de banc d'essai aux entreprises de terreur et de destruction de Saddam. L'écoterrorisme de celui-ci a également été d'abord expérimenté au Kurdistan. Luttant pour une autonomie régionale au sein d'un Irak démocratique et pluraliste, les Kurdes sont devenus et demeurent les pires ennemis de ce régime national-socialiste arabe et les victimes principales de sa répression.

Injustice historique

Reconnaître aujourd'hui aux Kurdes d'Irak ce droit serait, pour la communauté internationale, l'occasion de réparer une terrible injustice commise à leur égard en 1925 par la Société des Nations. En effet, appelé à statuer sur le sort de ce territoire kurde riche en pétrole (Kirkouk et Khanaqin), revendiqué à la fois par la Turquie et par l'empire britannique, puissance mandataire en Irak, le Conseil de la SDN (équivalent du Conseil de sécurité de l'ONU actuelle) avait, en janvier 1925, dépêché sur

une fois ceux-ci garantis, les Etats qui se trouvent à l'origine de la décision inique de la SDN ne se soucieraient guère du sort ultérieur du peuple kurde.

Cette responsabilité n'est d'ailleurs pas seulement historique. Le boucher du peuple kurde Saddam Hussein a été armé depuis 1972 par l'Union soviétique, la France, la Grande-Bretagne, et plus récemment par l'Allemagne, l'Italie, la Suisse, l'Espagne et toute une série d'autres Etats de l'Est et de l'Ouest. Aucun de ces Etats n'a vraiment voulu s'inquiéter de l'usage que le dictateur de Bagdad faisait de ce formidable arsenal mis à sa disposition et chacun, en dépit des principes hautement proclamés, est resté sourd et muet face aux malheurs de ses victimes kurdes.

La dette morale de l'Occident

De quelque manière que l'on examine le sort des Kurdes en Irak, il est difficilement contestable que l'Occident a une énorme dette morale envers ce peuple. Les Etats arabes qui revendiquent ce même droit à une patrie pour les Palestiniens, pour être conséquents avec eux-mêmes et ne pas affaiblir leur crédibilité, devraient, pour le moins, ne pas s'opposer à l'exercice du droit à l'autodétermination par le peuple kurde. Cela serait pour eux aussi une façon de se racheter de l'appui multiforme qu'ils ont pendant trop longtemps apporté au régime irakien, y compris au moment du gazage des Kurdes à Halabja. Quant à l'objection éventuelle de la Turquie, qui se pose à présent en gendarme régional, qui ne reconnaît toujours pas de statut particulier pour ses 12 millions de Kurdes et qui occupe depuis dix-sept ans le nord de Chypre, sous prétexte de défense des droits de la minorité turque chypriote, les Alliés, s'ils étaient vraiment animés d'un souci de justice, devraient passer outre.

Le problème kurde est incontestablement la plus ancienne plaie du Proche-Orient. Dans l'ordre d'ancienneté, il précède tous les autres problèmes appelés à figurer dans l'ordre du jour des conférences d'après-guerre (Koweït, Palestiniens, Liban). Tant qu'il ne sera pas réglé, les pays de la région ne connaîtront pas de paix ni de stabilité. La tragédie actuelle des Kurdes en Irak constitue une insulte à la conscience humaine. La communauté internationale, en particulier la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, l'URSS et l'Allemagne ont une responsabilité certaine dans cette tragédie. Il est donc de leur devoir moral d'inscrire la question kurde à l'ordre du jour de futures négociations de

paix, d'agir pour que les Kurdes d'Irak puissent librement décider de leur destin et de garantir ce choix contre les visées interventionnistes éventuelles des pays voisins, de peser également de tout leur poids auprès de la Turquie, de l'Iran et de la Syrie pour qu'un statut équitable, compatible avec la dignité humaine et les exigences du droit international, soit reconnu à leurs communautés kurdes. Les bénéfices escomptés de la Realpolitik, en d'autres termes d'une politique de complai-

sance avec les dictatures, n'ont, au bout du compte, été qu'éphémères. Au moment où la guerre froide est enfin enterrée et où l'on parle d'un « nouvel ordre », les démocraties n'auraient que des avantages à se montrer rigoureuses et vigilantes pour la défense de leurs propres valeurs, pour le respect des droits de l'homme et des peuples.

Soucieuse d'affirmer sa différence, la France est sans doute mieux placée que d'autres puissances à incarner cette nouvelle conscience mo-

rale dont le besoin est ressenti par de larges secteurs de l'opinion française et des centaines de millions de personnes dans le monde.

K. N.

(*) *Président de l'Institut kurde de Paris.*

24 Heures 3 mars 1991

L'épine kurde

● Les chiites au sud, les Kurdes au nord, le régime de Saddam Hussein semble pris en tenaille. L'opposition armée kurde aurait, en effet, « lancé » une insurrection en attaquant, depuis près d'une semaine, une cinquantaine de positions ennemies dont la ville de Suleimaniyya.

La guerre du Golfe a ainsi remis sur le devant de la scène diplomatique un peuple écartelé entre plusieurs pays et toujours trahi depuis plus de 70 ans. Rappelons-nous simplement l'annulation en 1923, à Lausanne, du traité de Sèvres qui préconisait un Etat kurde. Ou encore, plus près de nous, du lâchage par les Soviétiques de l'éphémère république du Kurdistan à Mahabad en 1947. Paradoxalement, ce peuple victime n'a pas toujours été tendre avec les minorités. Les Kurdes mirent, en effet, la main à la pâte, en 1915, lors des massacres des chrétiens d'Anatolie.

Descendants des Mèdes

Il y aurait environ 25 millions de Kurdes — descendants des Mèdes de l'Antiquité et majoritairement de religion musulmane sunnite — au Moyen-Orient. Ils seraient de 12 à 16 millions en Turquie, de 4 à 5 millions en Irak, de 6 à 8 millions en Iran, environ un million en Syrie et quelques centaines de milliers en URSS.

Les Kurdes irakiens — ils représentent un quart de la population totale — n'ont, pour l'heure, guère d'ambitions sécessionnistes contrairement à leurs frères turcs. Jusqu'à la complète déconfiture de l'armée de Saddam Hussein, ils soutenaient l'idée d'une véritable autonomie au sein de l'Etat irakien. Cette attitude s'explique sans doute par la crainte d'être une fois de plus manipulés par les puissances ou par le veto que la Turquie a agité à plusieurs reprises.

Les Kurdes irakiens ont également en mémoire les massacres à large échelle opérés par les soldats de Saddam Hussein. En août 1988, quelques jours seulement après le cessez-le-feu avec l'Iran, plusieurs villages kurdes

furent gazés par les bombes lâchées par les avions irakiens. On devait relever près de cinq mille morts à Halabja.

Cette prudence politique n'a, toutefois, pas empêché les partisans kurdes de prendre les armes. Au début février, Jallal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPKI), de tendance progressiste, annonçait, de Damas, le retour de plusieurs milliers de partisans réfugiés en Iran depuis le début de la guerre du Golfe. De son côté, les partisans de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), un mouvement plus conservateur, ont annoncé, ces derniers jours à Londres, l'afflux dans les zones détenues par le PDK de 80 000 déserteurs de l'armée irakienne dont une majorité seraient des Kurdes. Toujours selon ces sources, deux divisions irakiennes stationnées dans la région de Suleimaniyya auraient quitté le Kurdistan pour renforcer la défense de Bagdad. Laisant du même coup le champ libre aux résistants kurdes.

Liens lâches

Chiites et Kurdes peuvent-ils dès lors coordonner leurs efforts pour chasser du pouvoir le régime de Saddam Hussein? C'est déjà chose faite, sur le papier tout du moins. Les partisans kurdes irakiens ont adhéré à une plateforme politique signée à Damas en décembre dernier par l'opposition irakienne en exil. Mais on est encore très loin d'un véritable contre-pouvoir. Jusqu'ici, aucun gouvernement en exil n'a pu être constitué! Les Kurdes irakiens pour leur part ont déjà formé un front anti-Saddam Hussein, donnant l'exemple à leurs frères des pays voisins. Un Comité de préparation du front du Kurdistan regroupant l'ensemble des organisations kurdes du Moyen-Orient s'est, ainsi, récemment constitué à Beyrouth. L'idée d'un Kurdistan n'est peut-être pas définitivement enterrée!

Philippe Dumartheray □

Libération 6 mars 1991

« La question kurde, cause d'instabilité chronique »

Selon Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, les Kurdes pourraient très rapidement prendre des initiatives si le pouvoir central irakien venait à vaciller. Les composantes kurdes ont déjà pris contact avec les autres parties de l'opposition irakienne pour mettre sur pied une relève à Saddam Hussein et au parti Baas.

Les Kurdes aussi. Burhan Jof, un représentant du parti démocratique du Kurdistan, affirme, à Londres, que 50 attaques ont été lancées depuis deux jours par les « *peshmergas* » (les combattants kurdes) dans leurs fiefs, au nord de l'Irak. « Nous ne faisons que suivre la population qui est descendue dans les rues », a souligné Jof, affirmant que la petite ville de Sulaymaniyah, proche de la frontière iranienne, serait actuellement entre les mains de la population révoltée.

D'autres informations évoquent de violentes manifestations dans la ville d'Arbil, 900 000 habitants. La plupart des représentants kurdes à l'étranger préfèrent rester prudents sur ces informations.

Un Comité de préparation du front du Kurdistan, regroupant toutes les organisations des Kurdes du Moyen-Orient divisés entre Irak, Turquie, Iran et Syrie aurait été créé à Beyrouth ces derniers jours. La question kurde, restée jusqu'ici en filigrane, apparaît désormais dans toute son acuité. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, répond aux questions de *Libération*.

LIBERATION. — Les chiïtes affirment avoir pris le contrôle de plusieurs villes du sud de l'Irak, dont Bassorah. Au nord du pays, malgré le poids militaire et l'expérience dont ils disposent, les mouvements kurdes semblent beaucoup plus circonspects ?

KENDAL NEZAN. — Ces derniers mois, les Kurdes n'ont pas mené d'action militaire. En premier lieu, parce que les alliés n'ont fait aucune promesse, aucune déclaration publique en faveur de leurs droits. Ils ont donc estimé ne pas avoir à servir de suppléants ou de simple chair à canon dans cette guerre. A l'heure actuelle, ils sont en train d'organiser quelque 80 000 déserteurs de l'armée au Kurdistan. Mais ils estiment, je crois, que le seul contrôle des régions kurdes ne permettrait pas un changement de régime à Bagdad.

Saddam est affaibli mais suffisamment cruel, surtout s'il est acculé, pour utiliser contre les Kurdes toutes les armes chimiques et bactériologiques qu'il n'a pas eu le courage, ou le temps, d'utiliser contre les alliés. Les choses peuvent néanmoins changer très rapidement si les Kurdes sentent que le pouvoir vacille. En quarante-huit heures, ils pourraient prendre le contrôle de toutes les villes kurdes. Ils ne veulent pas agir tout seuls mais en coordination avec le reste de l'opposition, y compris au sein de l'armée.

LIBERATION. — Quel est le poids des Kurdes au sein de l'opposition irakienne ?

K.N. — Depuis trois ans déjà, un Front uni du Kurdistan irakien rassemble les six partis kurdes, avec les deux forces les plus importantes qui sont le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et l'UPKI (l'Union patriotique des Kurdes d'Irak). Sur le plan militaire, ce sont les seuls qui aient une longue expérience du combat et une vraie présence organisée sur le terrain.

Sur le plan politique, ils représentent l'élément laïc, démocratique et fédérateur de l'opposition unifiée. Il y a eu et il y a toujours quelques rivalités et quelques tensions entre ces forces. Entre les différents mouvements chiïtes. Entre les chiïtes et les communistes. Entre les chiïtes ou les communistes et les nationalistes arabes. Les Kurdes arrondissent les angles, répétant inlassablement : mettons-nous autour d'une table ; faisons un peu comme au Chili avant la chute de la dictature avec la création de la grande convergence démocratique. Les chefs kurdes, comme Jalal Talabani qui représente le Front uni, ont pu rassembler autour d'eux les leaders des autres mouvements d'opposition et un certain nombre de personnalités en exil.

Un nouveau pas en avant sera franchi quand, les 10 et 11 mars prochains, se réunira à Beyrouth le Congrès national de l'opposition irakienne. Ces dix-sept partis, toutes tendances confondues, se sont déjà mis d'accord sur les grandes lignes de leur futur politique : démocratie pluraliste et reconnaissance du droit des Kurdes à l'autodétermination dans le cadre de l'Irak. Cela sous-entend la naissance d'un système fédéral comme le souhaitent tous les mouvements kurdes d'Irak. Mais ces partis tiendront-ils leurs engagements ?

LIBERATION. — Le gouvernement irakien, en 1970, garantissait par la loi le droit des Kurdes à pratiquer leur langue, à avoir leur enseignement, à bénéficier d'une certaine autonomie régionale.

K.N. — Ces droits existent sur le papier et seulement sur le papier. Bon nombre de Kurdes sont dans des camps d'internement. Il ne s'agit pas de reconnaître une nouvelle fois ces droits sur le plan théorique mais d'instaurer une démocratie pluraliste qui garantisse leur exercice effectif. Cela signifie une reconnaissance de l'identité nationale des Kurdes, un parlement local, une autonomie de décision pour tous les problèmes intérieurs de leurs régions en association avec le pouvoir central. En un mot un système fédéral. Le système international tel qu'il est

ne peut permettre l'émergence d'une entité kurde. Mais la question d'un Etat kurde se pose incontestablement à la conscience universelle. Au nom de quoi les 700000 Koweïtiens devraient être défendus par toute cette coalition internationale, au nom de quoi parle-t-on de patrie pour 4 millions de Palestiniens et abandonne-t-on à leur sort 25 millions de Kurdes ?

LIBERATION. — François Mitterrand, dans son allocution télévisée, a évoqué les droits de la minorité kurde, posant publiquement le problème mais limitant du même coup le statut des Kurdes à celui d'une minorité.

K.N. — On peut à la fois être satisfait et un peu déçu. C'est la première fois qu'un chef d'Etat de la coalition alliée évoque ouvertement la dimension kurde de la crise. Mais enfermer les Kurdes dans le ghetto d'une minorité ne me semble pas une bonne façon de poser le problème.

En outre, s'il s'agit maintenant de construire une paix durable et de trouver une solution juste et équitable à tous les problèmes de la région, il est impossible de ne pas aborder le problème kurde qui est incontestablement le plus ancien et empoisonne les rapports entre tous les Etats de cette zone. La question palestinienne remonte à 1948. La guerre civile libanaise est encore plus récente. Le drame kurde est, lui, la conséquence directe du partage colonial des dépouilles de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, avec des responsabilités historiques évidentes de la France et de la Grande-Bre-

tagne. Une partie des Kurdes ont été annexés à l'Irak à la suite d'une décision inique de la Société des Nations. La quasi-totalité des Kurdes de cette région souhaitait un Etat indépendant, comme avait pu le constater sur place une commission d'enquête de cette même SDN. Mais la Grande-Bretagne, qui avait un mandat sur l'Irak, exigeait l'annexion pour que cet Etat fût viable, car l'essentiel des ressources agricoles et pétrolières se trouvait dans les régions kurdes. La question kurde est devenue une cause d'instabilité chronique comme le montre la crise actuelle.

C'est parce qu'il n'arrivait pas à écraser militairement les Kurdes que Saddam Hussein, en 1975, a décidé de chercher un accord avec le shah d'Iran, offrant en échange des concessions territoriales sur le Chatt El Arab. En 1979, croyant l'Iran affaibli, il a tenté de récupérer ces territoires en déclenchant une guerre qui laissa le pays exsangue. Pour se refaire, l'Irak a envahi le Koweït au mois d'août dernier. Cet enchaînement montre comment un problème considéré comme local peut enclencher une crise internationale majeure.

LIBERATION. — La prudence des mouvements kurdes s'explique-t-elle aussi par la peur des réactions des pays voisins, bien décidés, comme l'a rappelé le président turc, Turgut Ozal, à empêcher, y compris militairement, la création de tout Etat kurde ?

K.N. — La résistance kurde d'Irak ne revendique pas la création d'un Etat kurde sachant, après de nombreux contacts diplomatiques, qu'au-

cun Etat de l'Ouest ou de l'Est n'est prêt à l'accepter. La réaction d'Ozal est totalement infondée. Avec la Syrie et l'Iran, l'opposition irakienne et les mouvements kurdes ont pu entretenir un dialogue suivi et clairement exposer leurs positions. Mais Ankara a toujours refusé ces contacts avec les Kurdes. A cela s'ajoutent la persistance en Turquie de revendications irrédentistes, qui pourraient utiliser un tel prétexte pour une occupation même temporaire du nord de l'Irak, et un pactole pétrolier de quelque 15 milliards de dollars par an. La réalité de ce risque est difficile à évaluer mais les Turcs se sont préparés à toutes les éventualités, comme en témoigne la présence de 180000 hommes massés sur la frontière.

LIBERATION. — Pour les Kurdes de Turquie, les choses commencent pourtant à changer. Il y a eu un début de reconnaissance du fait kurde, l'abolition de l'article 2932 leur interdisant de parler leur langue.

K.N. — La fin du tabou est un fait important. Un premier pas dans la bonne direction. Turgut Ozal reconnaît maintenant l'existence de 12 millions de Kurdes sur son territoire. Notre institut se contentait jusqu'ici prudemment du chiffre de 10 millions. Mais il devient d'une certaine façon encore plus absurde de reconnaître l'existence de 12 millions de personnes avec une culture différente et ne pas admettre leurs droits à l'usage écrit de leur langue, à son enseignement, et à son usage à la radio et à la télévision.

Recueilli par Marc SEMO

REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER —

06-0439 GULF-IRAQ-KURDS

KURDS REPORT UNREST IN NORTH IRAQ, TOWN SEIZED

NICOSIA, March 6, Reuter — A Iraqi Kurdish opposition radio said on Tuesday fighting had broken out in the northern city of Arbil and Kurdish rebels captured a nearby town.

The popular revolution in Arbil has begun. The popular revolution in Kurdistan has begun," said the radio, run by the Patriotic Union of Kurdistan.

There was no independent confirmation of the report. An uprising against President Saddam Hussein began in southern Iraq last weekend after the defeat of his army in the Gulf War.

The rebel radio said fighting in Arbil, west of the Iranian border, began on Monday.

A group of policemen, security personnel, and party men tried to enter the Khabatah compulsory housing complex to search for army deserters," the radio said.

Residents opposed them, two policemen died in the clash and Kurdish citizens took to the streets in anti-Saddam protests, it said.

The report, transmitted in Arabic, was monitored by the British Broadcasting Corporation. It said Ranya, a town east of Arbil, was liberated". It gave no details.

Iran's official news agency IRNA said on Tuesday that Kurdish guerrillas had seized Sulaimaniya in the heart of Kurdish territory, about 250 km (160 miles) northeast of Baghdad.

The Kurdish radio praised the uprising in the south and pledged support to the rebels to shake the throne of the criminal tyrant in Baghdad and alleviate your suffering and plight."

REUTER MRD JA

EL PAÍS, miércoles 6 de marzo de 1991

El presidente iraquí ordena a las Fuerzas Armadas aplastar la rebelión, según fuentes de EE UU

La revuelta contra Sadam Husein llega al Kurdistán

AGENCIAS, Teherán / Riad / Bagdad
Los enfrentamientos entre la población civil y fuerzas de la Guardia Republicana leales a Sadam Husein continuaron ayer en varias ciudades del sur de Irak y en algunas áreas

del Kurdistán, al norte del país. Fuentes de la oposición shii en Londres y en Teherán se atribuían el control de buena parte del sur de Irak y calificaban los sucesos de insurrección popular contra el régimen de Bagdad, tras la

completa derrota de éste en la guerra del Golfo. Por su parte, fuentes norteamericanas aseguraban que el presidente iraquí ha ordenado la intervención de sus Fuerzas Armadas para reprimir las acciones rebeldes.

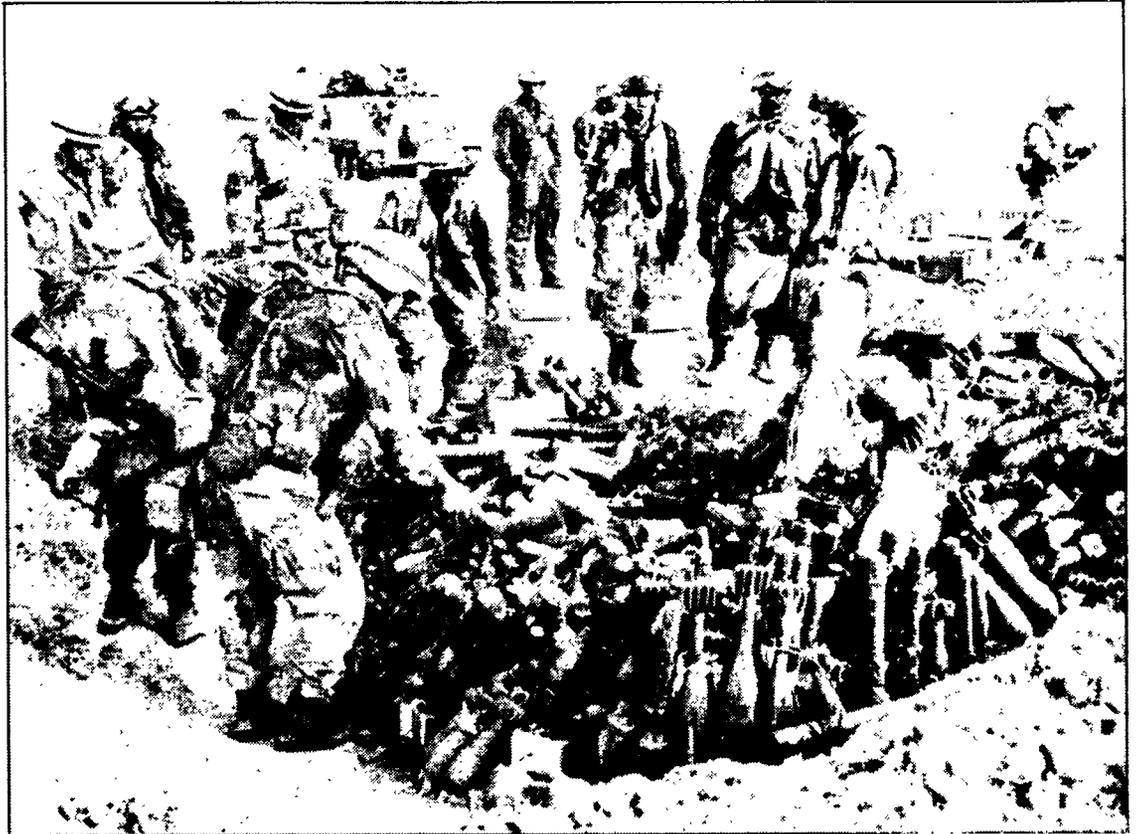
Mowaffak al Rubaie, portavoz del grupo de oposición islámica Al Dawa al Islamiya (La Llamada del Islam), con sede en Londres, declaró a la emisora saudí Radio Riad: "Una parte de las Fuerzas Armadas iraquíes se ha unido a la oposición que intenta derrocar a Sadam Husein". Reveló también que la Guardia Republicana había reconquistado el barrio de Al Ashar, en Basora, usando armamento pesado y artillería. Las fuerzas leales al régimen de Bagdad sometieron a la ciudad a un intenso bombardeo en la noche del lunes.

Según este líder shii, las ciudades de Basora, Amara, Samawa, Nasiriya, Diwaniya y Kut han sido capturadas por los rebeldes. Fuentes de la oposición shii con sede en Teherán añadían a la lista Kerbala, Nayaf, Zubair y Sulaymaniya, esta última en el Kurdistán iraquí. Rubaie aseguró que en Bagdad se están produciendo manifestaciones contra el presidente Sadam, se podían ver pintadas contra él y varios seguidores del régimen han sido asesinados.

Entre las informaciones confusas en torno a lo que está ocurriendo, las noticias procedentes de Bagdad indicaban que la población encolerizada asaltó ayer una cárcel cerca de la capital en donde están reclusos numerosos presos políticos.

Fahd Manaa al Shamari, un ingeniero de Zubair, dijo que en las ciudades del sur iraquí se están produciendo "robos y asesinatos". Añadió que la Guardia Republicana rodeó Zubair el lunes por la noche. "En todas las poblaciones", dijo, "hay gente a favor y en contra de Sadam". Señaló también que pudo ver dos helicópteros disparando contra civiles.

Otros testimonios proceden de un portavoz de la Asamblea Suprema de la Revolución Islámica, quien afirmó que un grupo de sus seguidores atacó varios edificios gubernamentales en Chuyuj, Tar y Fuhud, liberando a unos 600 presos. También se



ñaló que en Bagdad han tenido lugar manifestaciones contra el régimen y que varios altos funcionarios del Estado han sido asesinados. Mientras tanto, la radio oficial iraquí siguió ignorando ayer en sus boletines cualquier información sobre los disturbios.

Tropas rebeldes

Entre los enclaves bajo control rebelde se citan dos ciudades santas del shiismo iraquí, Kerbala y Nayaf, situadas a 100 y 175 kilómetros al sur de Bagdad, respectivamente. Fuentes de la citada Asamblea Suprema de la Revolución Islámica y exiliados iraquíes en Siria, citados por la agencia oficial iraní Irna, afirman que 2.000 soldados iraquíes se han unido a la revuelta contra

el presidente Sadam. El mismo portavoz señaló que una brigada blindada de la Guardia Republicana compuesta por 30 carros de combate se rebeló y se unió a la población en la ciudad de Amara, enclavada a unos 180 kilómetros al noreste de Basora y próxima a la frontera iraní.

Mensaje a Irán

Al mismo tiempo, ayer se supo que el viceprimer ministro iraquí, Sadún Hamadí, hizo un viaje sorpresa a Irán, informa Irna, con un mensaje personal de Sadam Husein para al presidente iraní, Hachemi Rafsanyani.

Según testimonios de shiíes residentes en Teherán, la guerrilla kurda ha tomado Sulaymaniya, en el corazón del Kurdistán

iraquí, cerca de la frontera iraní, al noreste de Bagdad. Un miembro de la oposición manifestó el temor de que las tropas leales a Sadam Husein vuelvan a emplear armas químicas contra ellos, como en 1988.

Las tropas enviadas por el presidente iraquí intentan atajar los disturbios en varias ciudades del sur del país, según fuentes del espionaje norteamericano. Por su parte, la Casa Blanca sigue con atención los acontecimientos en el interior de Irak, pero entiende que se trata de "asuntos internos iraquíes", según dijo ayer en Washington el portavoz presidencial, Marlin Fitzwater.

Le Pentagone confirme l'étendue des troubles en Irak

LE MONDE 6 mars 1991

Des porte-parole du Pentagone ont fait état lundi 4 mars à Washington, d'informations sur des troubles dans six villes du sud de l'Irak, où la situation serait « chaotique ». Le Pentagone, qui dit « ignorer » où se trouve Saddam Hussein, avoue également ne pas savoir « de quelle autorité il dispose ».

WASHINGTON

de notre correspondant

Des troubles ont éclaté dans au moins six villes irakiennes, ont indiqué lundi 4 mars, des porte-parole du Pentagone. Sans confirmer dans le détail les indications données par les réfugiés quittant le sud-est de l'Irak, les militaires américains décrivent la situation comme « chaotique ». De son côté le département d'Etat a mentionné, mais sans les reprendre tout à fait à son compte, des informations selon lesquelles Bassorah, Nasiriyah, Amarah, Samawa, Qualat-Salih et Kut auraient été ou seraient encore le théâtre de sérieux désordres.

Les porte-parole du Pentagone ont fait référence à des photos satellitaires - indiquant par exemple la présence d'une grande foule rassemblée sur une place de Bassorah. Des immeubles et des véhicules en feu ont aussi été vus, et le général Kelly, chef adjoint des opérations, a indiqué que des chars T 72 et T 55 avaient participé aux affrontements (les premiers appartenant vraisemblablement à la garde républicaine, les seconds plutôt à l'armée régulière). « Nous ne savons pas qui est de quel côté », a ajouté le général.

Quant aux activités et surtout à l'avenir immédiat de Saddam Hussein, les porte-parole sont restés très vagues : « Nous ne savons pas où il se trouve », et « nous ne savons pas de quelle autorité il dispose ». Le général Kelly a tout de même ironisé sur la situation présente du président irakien, qui a mauvaise mine, « des poches sous les yeux », et « ne paraît pas prendre beaucoup de plaisir à la vie »...

Les difficultés du dictateur irakien devraient combler d'aise les dirigeants américains, mais l'hypothèse d'une désintégration ou d'une « libération » de l'Irak serait, en revanche, lourde de complications futures. Les Etats-Unis continuent donc à répéter (encore lundi par la voix du secrétaire d'Etat James Baker) que l'Irak aurait tout avantage à ne plus être gouverné par le régime de Saddam Hussein, mais, publiquement du moins, ils ne semblent pas décidés à intervenir pour faire pencher la balance du côté des opposants au dictateur.

Selon le général Kelly, les Etats-Unis ne pourraient intervenir que si les responsables politiques américains estimaient que les troubles pouvaient mettre en cause la sécurité des forces alliées occupant le sud-est de l'Irak, au sud du Tigre et de l'Euphrate - ce qui n'est pas le cas. Le même général a tout de même indiqué que « l'un des dangers » de la situation actuelle était un possible retard dans l'application par l'Irak des résolutions de l'ONU et dans la libération des prisonniers.

Mais, sur ce plan, tout semble se passer conformément aux promesses des Irakiens et aux vœux des Américains. Le premier contingent de dix prisonniers, apparemment en bonne forme physique, a été libéré lundi 4 janvier, et les autres devaient en principe suivre mardi. Si les responsables américains affectent de consi-

dérer avec une certaine distance les événements en cours en Irak, ils ne peuvent se désintéresser de ce qui se passe au Koweït : déjà, après l'euphorie de la libération, et les nombreux récits d'atrocités commises par les Irakiens, la presse américaine commence à s'interroger sur les intentions de la famille régnante et sur les dangers d'une « épuration » mal contrôlée. De son côté le porte-parole du département d'Etat a lancé lundi une discrète mise en garde concernant le sort des Palestiniens au Koweït. « Nous avons très clairement fait comprendre au gouvernement koweïtien que tous les résidents du Koweït devraient bénéficier de la protection la plus étendue contre des individus qui feraient justice eux-mêmes. »

JAN KRAUZE

Le Figaro 6 mars 1991

Irak : la rébellion anti-Saddam s'étend

Rebelles et Kurdes disputent aux partisans de Saddam Hussein le contrôle des principales agglomérations. Le raïs dépêche un émissaire à Kut et à Amara, et son vice-président à Téhéran.

La plus grande confusion règne concernant la situation au sud-est de l'Irak. Selon l'agence officielle iranienne Irna, citant le dirigeant de l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne (Asrii), la rébellion anti-Saddam aurait pris le contrôle de Bassorah, Amara, Samawa, Nassiriya, Diwaniya et Kut, des deux villes saintes chiites de Nadjaf et Kerbala, tandis qu'au nord les Kurdes seraient maîtres de cinq agglomérations, dont l'important centre de Souleimaniyah. De source américaine, on indiquait hier que, dans l'ensemble du pays, une douzaine de villes seraient sous le contrôle des insurgés.

Depuis Londres, Mowaffak al-Rubaie, porte-parole du parti islamique Dawa, a fait état de troubles à Bagdad même : les manifestants auraient attaqué une prison, aux environs de la capitale, où sont détenus de nombreux prisonniers politiques. Des membres du gouvernement auraient été assassinés. Deux mille soldats auraient rejoint, à Bassorah, les « forces populaires », qui ont invité tous les soldats irakiens à rejoindre « l'insurrection nationale », menaçant « ceux qui refuseraient de rejoindre la révolte de sévères punitions ». Selon l'agence Irna, une brigade de l'armée républicaine et 30 chars sont venus grossir les rangs des rebelles à Amara.

Dix-sept groupes d'opposition irakiens, incluant les chiites, les Kurdes, des communistes, d'anciens généraux et des dissidents du parti Baas, doivent se réunir dimanche prochain à Beyrouth pour coordonner l'action contre Saddam Hussein, a précisé le porte-parole du mouvement Dawa, Mowaffak al-Rubaie. De son côté, le Comité irakien d'action nationale, basé à Damas, a lancé un appel au peuple irakien pour qu'il rejoigne les rebelles : « L'heure a sonné en Irak, et les masses arabes vont bientôt

renverser le dictateur. La fin de Saddam Hussein est une question de temps, rien de plus », a déclaré l'ayatollah Moudaressi, l'un des leaders de l'opposition islamique, réfugié dans la capitale syrienne.

Radio-Bagdad parlait hier matin d'« un complot visant l'unité nationale de l'Irak », et affirmait que « les Irakiens défendront toutes les acquisitions liées à leur existence et à leur vie par leur âme et tout ce qui leur est cher ». Le président Saddam Hussein, précisait Radio-Bagdad, a dépêché à Kut et Amara (villes situées entre Bagdad et Bassorah) son plus proche collaborateur, Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution, afin « de rappeler aux responsables locaux leur devoir de loyauté envers le chef de l'Etat ». De source iranienne, on apprenait que le vice-premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, était arrivé hier après-midi à Téhéran « sans prévenir ». Porteur « d'un message du président irakien Saddam Hussein à son homologue iranien Akbar Hachemi Rafsandjani », a précisé l'agence iranienne Irna.

Sur le terrain, de violentes explosions se sont produites dans des villes du centre de l'Irak dans la nuit de lundi à mardi, a rapporté l'agence Irna, qui cite des témoins selon lesquels les forces demeurées fidèles à Saddam Hussein ont bombardé Bassorah, où les combats font rage, opposant 4 000 à 5 000 personnes à des unités d'élite de la Garde républicaine, apprenait-on mardi de source militaire américaine. « On a le sentiment que cela s'étend. La ville est en proie au chaos. Les chars se déplient », raconte un militaire américain. Selon des réfugiés, les rebelles seraient à court de munitions et la Garde républicaine aurait repris Al-Achar, un district de Bassorah, et la ville de Zubair, à 10 km de Bassorah. (AFP, Reuters.)

Le Figaro
6 mars 1991

Les Kurdes se rebiffent

Les combats à Souleimaniyah sont une chance historique pour les Kurdes irakiens, persécutés depuis trente ans par Bagdad.

Un officier américain a confirmé hier, en Arabie Saoudite, que des combats se déroulent actuellement au Kurdistan irakien, entre adversaires et partisans de Saddam Hussein, notamment dans la ville de Souleimaniyah, située sur notre carte à l'est de Kirkouk. La nouvelle avait été donnée, la veille à Téhéran, par des opposants irakiens.

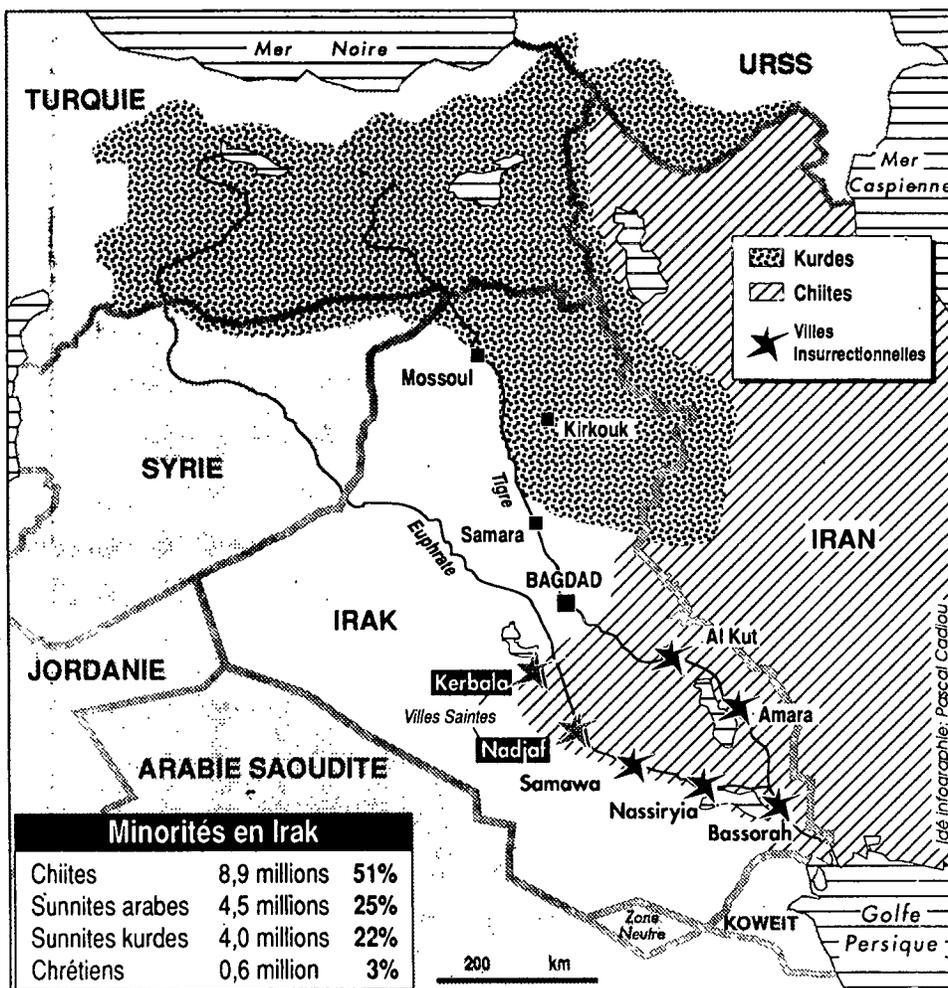
Elle n'a rien de surprenant : de tous les irakiens qui ont quelque raison d'en vouloir à Saddam, les Kurdes sont de loin les premiers. Depuis trente ans, ils se battent sans relâche contre le gouvernement de Bagdad, et Saddam Hussein, qui s'était appuyé sur eux pour renverser le général Aref en 1968, a très vite repris la matraque pour briser ce peuple montagnard écartelé par les frontières arbitraires de l'ère postcoloniale. Ni en Iran, ni en Syrie, ni en Turquie — leurs autres « patries » de malheur —, les Kurdes n'ont connu une telle brutalité dans la répression.

Elle atteindra son horreur maximale à la fin de la guerre Iran-Irak, en 1988. En mars, alors qu'il remporte victoire sur victoire contre les troupes de Khomeyni, et s'apprête à les contraindre au cessez-le-feu, Saddam se sent enfin les mains libres pour nettoyer le Kurdistan.

« Des fourmis... à écraser »

La question kurde se pose de façon particulièrement brûlante en Irak, où les Kurdes représentent 20 % de la population. Musulmans sunnites, ils sont nécessaires à la minorité de Saddam Hussein pour faire le poids contre la masse des chiïtes (environ 60 % de la population). Occupant les riches montagnes et les plaines olifères du Nord, ils jouent un rôle vital dans l'économie. Deux bonnes raisons pour les mater. « *Les rebelles kurdes sont des fourmis, nous allons les écraser* », prévient sans ménagement un général irakien.

Et, comme pour des fourmis, Saddam emploie l'arme chimique. Plus de 5 000 morts dans la seule ville d'Halabja, entièrement détruite, et reconstruite trente kilomètres plus loin sous le même nom ; 4 000 villes et villages sont rasés, rayés de la carte, les populations transférées dans d'autres zones plus faciles à contrôler pour l'armée irakienne. Les familles misérables s'entassent dans des lotis-



sements sinistres, fenêtres coupées de barreaux, larges rues où, au moindre remous, viennent se positionner des chars.

En plein désert, l'Irak a installé pour les plus rebelles de véritables camps de concentration, camouflés en bases militaires. Selon Sami Abdulrahman, secrétaire général du parti du peuple du Kurdistan, 50 000 Kurdes ont disparu dans ce goulag des sables.

Le drame des Kurdes remonte aux années 20, lors de la dislocation de l'empire ottoman. En 1923, le traité de Sèvres, signé trois ans plus tôt, qui préconise la création d'un État kurde, est annulé à Genève.

Cauchemar

Dans le grand marchandage des frontières du Moyen-Orient de l'entre-deux-guerres, les 543 000 km² de la montagne kurde sont partagés entre quatre États. Le Kurdistan a pourtant suffisamment de ressour-

ces, d'étendue et de population pour être viable en temps qu'État, mais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est encore loin d'être entré dans les mœurs.

Cette division entre quatre pays sera le cauchemar des Kurdes : « *Les Palestiniens ne sont arrivés à rien, alors qu'ils ne sont occupés que par Israël. Nous, nous avons quatre Israël* », résume un militant kurde. La résistance, qui prend du poids dans les années 60 sous la conduite du général Barzani, se divisera rapidement. L'Iran, l'Irak, la Turquie et, dans une moindre mesure, la Syrie cultivent chacun « leurs » résistants pour embêter le voisin. Une logique folle dont les Kurdes ne sortiront pas.

Ils voient en revanche éclater la crise du Golfe comme une chance historique. Quelques jours après l'invasion du Koweït, Djalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan d'Irak, l'un des principaux mouvements de la résis-

tance, se rend à Washington pour offrir ses services. Une autre délégation est reçue en septembre à Paris, sans grand effet, semble-t-il, sinon que François Mitterrand a mentionné les Kurdes, lors de sa dernière allocution télévisée, au nombre des peuples à ne pas oublier durant l'après-guerre.

Pour ne pas être oubliés, les Kurdes ont intérêt à se rendre incontournables sur le terrain : comme les chiïtes au sud, ils tentent de profiter du vide qui s'empare de l'Irak.

Cela ne va pas sans risques. « *Saddam n'a pas utilisé les armes chimiques contre les États-Unis ou Israël comme il l'avait promis, mais nous redoutons qu'il s'en serve contre nous*, prévient Ahmed Barmari, de l'Union patriotique du Kurdistan. *Nous sommes dans une position très délicate.* »

Rémi FAVRET.

DERNIERES NOUVELLES D'ALSACE 6 mars 1991

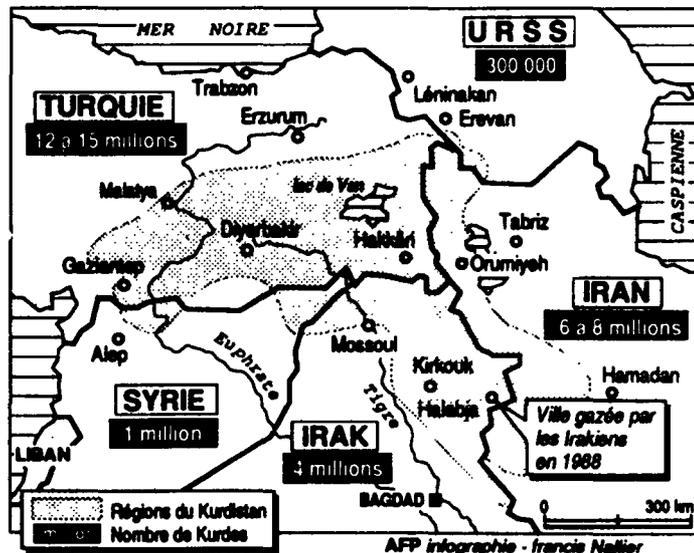
Kurdes : Le second front

Comme les chiïtes dans le Sud, les Kurdes affirment avoir « lancé une insurrection » dans le nord de l'Irak contre les organes de sécurité et du parti Baas de Saddam Hussein.

Selon des représentants de l'opposition armée kurde à Paris et à Londres, 50 attaques ont été lancées par leurs forces depuis mercredi. « Nous n'avons pas attendu les chiïtes qui agissent dans leur fief dans le Sud pour profiter du chaos qui règne dans les villes du nord encore aux mains du pouvoir central », a déclaré hier à l'AFP un représentant à Londres du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), Burhan Jof. « En fait, a-t-il ajouté, nous ne faisons que suivre la population qui est descendue dans la rue ».

Un des leaders de l'opposition chiïte irakienne, l'hodjatoleslam Mohammad Hakim, basé en Iran, a d'ailleurs appelé la population kurde du nord de l'Irak à « organiser le plus rapidement possible une révolte populaire » pour ouvrir dans le nord un « nouveau front » contre le président irakien Saddam Hussein.

Mais les Kurdes, selon certains de leurs représentants à Paris, hésitent à occuper ouvertement des villes, redoutant « un coup fourré » de Saddam Hussein « comme un bombardement chimique si-



miliaire à celui de 1988 contre Halabja ».

Les mouvements kurdes font partie de la plateforme d'opposition irakienne qui a décidé en décembre, au cours d'une réunion à Damas, de renverser Saddam Hussein. Ils affirment se battre pour l'autonomie et non pas pour la sécession. Selon des sources kurdes, les partis d'opposition irakiens devraient se retrouver la semaine prochaine probablement à Beyrouth.

Les représentants des mouvements kurdes affirment avoir profité des huit mois de

la crise du Golfe pendant lesquels ils ont été relativement tranquilles pour réorganiser leurs réseaux dans les villes et s'entraîner.

Plus de 5000 soldats irakiens, majoritairement kurdes, venant du sud de l'Irak, se seraient ainsi réfugiés dans les camps du Parti démocratique du Kurdistan-Irak, selon les témoignages de déserteurs en provenance d'Irak du Nord. « Saddam avait envoyé essentiellement des soldats kurdes en première ligne lors de l'occupation du Koweït », a affirmé l'un d'eux.

REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER —

07-1230 GULF-FRANCE-KURDS

KURDS CLAIM IRAQI OFFICERS SURRENDERED TO REBELS

PARIS, March 7, Reuter - A Kurdish opposition official claimed on Thursday 34 Iraqi army officers and several regiments had surrendered to Kurdish rebels fighting in northern Iraq to overthrow President Saddam Hussein.

Ahmed Bamarni, Paris-based spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said the headquarters of the Iraqi army's 24th division surrendered on Wednesday night near the town of Ranya close to the Iranian border.

Thirty-four commanding officers and several regiments of the 24th division gave themselves up, with their equipment, to the PUK underground," he said.

The headquarters was surrounded on Tuesday. The officers were told that it was in their interest to surrender and within 24 hours they gave themselves up."

Bamarni said the rebels were distributing the captured arms among Kurdish fighters who were using the weapons to launch other attacks.

His claims could not be independently confirmed.

The PUK is one of six political parties fighting for Kurdish autonomy in the northern mountains of Iraq. Bamarni said Kurdish rebels controlled resettlement camps and villages in northern Iraq with an estimated population of three million people.

REUTER LEE JOH DM

REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER —

07-2051 GULF-FRANCE-KURDS 1STLD

KURDS CLAIM REBELS CONTROL TOWNS IN NORTHERN IRAQ

PARIS, March 7, Reuter - Kurdish opponents of the Iraqi government said on Thursday rebels had seized several towns in northern Iraq and fighting was taking place in an area of Baghdad.

A spokesman for the Kurdish Socialist Party said opponents and supporters of President Saddam Hussein were fighting in Baghdad's populated al Thawra district.

The spokesman, Adnan Mufti, told Reuters most small towns in northern Iraq were in the hands of Kurdish rebels who also controlled the suburbs of the bigger cities of Arbil and Sulaimaniya.

Kendal Nezan, President of the Paris Kurdish Institute, said the rebels had seized eight towns, including Ranya, a town of 120,000 people near the Iranian border.

This is a major popular uprising, but it will be unable on its own to topple the Baghdad government," he said.

Ahmed Bamarni, a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), earlier said several Iraqi regiments had surrendered near Ranya and rebels controlled villages and resettlement camps with an estimated population of three million.

Thirty-four commanding officers and several regiments of the 24th division gave themselves up with their equipment to the PUK underground," he said.

The headquarters were surrounded on Tuesday. The officers were told that it was in their interest to surrender and within 24 hours they gave themselves up."

Bamarni said the rebels were distributing captured arms among Kurdish fighters to launch other attacks.

None of the claims could be independently confirmed.

REUTER FR HP FIM

07-1523 TURKEY-KURDS

ONE KILLED, SEVEN HURT IN KURDISH UNREST IN TURKEY

DIYARBAKIR, Turkey, March 7, Reuter - A 35-year-old woman was killed and seven other civilians including two children were wounded on Thursday when rioters fought security forces in southeastern Turkey, witnesses said.

They said the woman died when security forces opened fire to stop nearly 2,000 villagers from marching to government offices in Dargecit, 850 km (530 miles) southeast of Ankara.

The crowd, who came to the town from nearby villages, attacked soldiers with stones and sticks, and shouted in Kurdish slogans like Bidji (Long live) Kurdistan and the PKK" and Down with Fascism", they said.

More than 2,600 people have died in Kurdish unrest in Turkey since 1984, when the outlawed Marxist Kurdish Workers Party (PKK) launched a violent independence campaign for Turkey's estimated 10 million Kurds.

Witnesses said security forces detained around 100 local people in Dargecit.

Turkish Officials said they had no information on the incident.

REUTER ERL SLR

07-1335 GULF-IRAQ-KURDS

BUSH CALL FOR MIDEAST PACT MEANS IRAQI WON WAR--BAGHDAD DAILY

By Maamoun Youssef

BAGHDAD, March 7, Reuter - An official army newspaper said on Thursday an American call to settle the Arab-Israeli conflict was a sign of Iraq's victory in the six-week Gulf War.

Al-Qadissiyah daily apparently reacted to U.S. President George Bush's remark on Wednesday that the time was ripe for an Arab-Israeli settlement following Iraq's defeat in the war.

Iraq's official media has never acknowledged any defeat for President Saddam Hussein's forces in the war, constantly portrayed as part of an effort to win a homeland for the Palestinians.

The rise of the Palestinian cause to the forefront of international issue was a blow to the plans and calculations of the American administration," al-Qadissiyah said.

This in itself portrays a big victory that the steadfastness of the Iraqi people achieved for the Arab nation," it added.

A week after Iraq quit Kuwait in the face of a U.S.-led advance, Bush told a joint session of Congress: The time has come to put an end to the Arab-Israeli conflict.

He said the defeat of Iraq and the end of its occupation of Kuwait, set the stage for Israel and its Arab neighbours to settle their bitter feud peacefully.

Al-Qadissiyah said Iraq's battle against the allies was a battle for all the Arabs and its positive results are for all the Arabs".

A Kurdish newspaper loyal to the Iraqi government warned on Thursday against attempts to divide Iraq and urged the people to unite.

It was the strongest reference so far from Iraq to anti-government unrest after the Gulf war, ranging from Kurdish upheavals in the north to Shi'ite Moslem uprisings in the southern part of the country.

An editorial in the Al-Iraq newspaper warned against attempts of hostile forces which seek to annihilate Iraq by disintegrating its national unity in accordance with their inherited colonialist principle divide and rule".

It urged Iraqis to unite and confront the destructive deeds" of what it called colonialist forces.

The paper said there was a pressing need for unity. Any tendency to harm this unity would be a sort of sabotage".

Iraq--Arabs and Kurds, Christians and Moslems, Shi'ites and Sunnis and all its other sons--is the homeland in which all calls for division die out. This is because Iraq has always and through all eras been the homeland which ensured the security and welfare of everyone," the paper added.

The paper did not directly cite reported major unrest in Iraq's second city of Basra and other southern towns.

Iraqi government forces were reported closing in on rebels holed up in Basra. Refugees reaching Kuwait from southern Iraq say five days of street fighting between rebels trying to oust Saddam and government forces have killed hundreds.

The refugees described the revolt as a Shi'ite uprising against Saddam who is a Sunni Moslem from northern Iraq.

Saddam on Wednesday appointed his cousin Ali Hassan Al-Majid as his new Interior Minister to restore order.

Majid was a de-facto governor of Kuwait during part of Iraq's seven-month occupation, which ended last week when U.S.-led allied troops routed Iraqi troops from the emirate.

The Iraqi media has urged the people to rally behind Saddam and his security forces to fend off what are termed American attempts to dismember the country.

The ruling Baath Party Al-Thawra newspaper said on Thursday that the people's unity and support of Saddam were the only means to heal all wounds in a record time".

We are sure that all hardships would be overcome with the will of the Iraqis and their unity with their leader and symbol, Saddam Hussein," Al-Thawra said.

Foreign journalists on Thursday packed to leave Baghdad after the government ordered them out of the country but gave no official reason.

REUTER MY DYA JKF

REUTER -- REUTER --

REUTER -- REUTER -- REUTER -- REUTER -- REUTER -- REUTER -- REUTER -- REUTER --

Ouest France 7 mars 1991

Les Kurdes : le peuple en trop

L'histoire de la nation kurde, l'une des plus vieilles du monde, mais aussi « **peuple en trop** », n'est qu'une succession de malheurs.

Convertis à l'islam dès le VII^e siècle, le Kurdistan, province de l'empire ottoman a joui de l'autonomie jusqu'au début du XIX^e siècle. Tout change lorsque Istanbul décide d'administrer directement la province kurde. C'est le point de départ d'une série de révoltes et de répressions sanglantes. La dernière, en 1917, accompagne la chute de l'empire ottoman.

Oubliés à Lausanne

En 1918, Woodrow Wilson, président des États-Unis, promet dans son « Programme pour la paix du monde » l'autonomie pour les minorités non turques de l'empire ottoman écroulé. Ce droit des Kurdes et des Arméniens « à un développement sans entrave et à l'autonomie » est reconnu par la Conférence de San Remo et entériné par le Traité de Sèvres (1920). Mais, en 1923, sous la pression de la Grande-Bretagne, mandataire de la Mésopotamie et la France, mandataire sur la Syrie, le Traité de Lausanne annule les dispositions du Traité de Sèvres. Il n'y aura pas d'État kurde. Pire :



Dans un camp de réfugiés chiites irakiens près de Diyarbakir, en Turquie.

en 1925, la Société des Nations rattache le vilayet (préfecture) kurde de Mossoul à l'Irak. La *Turkish Petroleum Co* devient l'*Irak Petroleum Co*, qui regroupe des sociétés britanniques, américaines, hollandaise, la Compagnie française des pétroles (23,7 %) et la compagnie Gulbenkian (5 %). Le pétrole déjà !

Ce qui explique qu'aujourd'hui, le Kurdistan, avec 25 millions d'âmes et une superficie presque égale à l'Espagne, est à la fois turc (12 millions ou plus), iranien (7,7 millions), irakien (4 millions), syrien (un million) et soviétique (300 000). Sans compter les milliers de Kurdes réfugiés en Europe et aux États-Unis.

Turquie : massacrés comme les Arméniens

En ce siècle, il n'est pas bon d'être Kurde, juif, ou palestinien. En Turquie, Mustafa Kémal Attaturk leur applique le traitement infligé aux Arméniens entre 1915 et 1917. Pendant quinze ans (de 1925 à 1940), les « Turcs des montagnes » — interdit de dire Kurdes —, sont massacrés, déportés. Leurs villages sont rasés... Au moins 1 500 000 morts au cours de ces années

de sang.

Malgré ces massacres, l'armée turque combat encore des « rébellions » kurdes en 1966, en 1971, en 1974, tout au long des années 80 et jusqu'à ces derniers jours. Les Kurdes se vengent en « passant » à la kalachnikov des villageois turcs. C'est l'horreur de part et d'autre : en 1980, le maire de Diyarbakir (600 000 h.), la plus grande ville kurde

de Turquie, est arrêté comme terroriste et torturé.

Contre les Kurdes, la Turquie et l'Irak ont conclu en 1979 un accord autorisant les armées des deux pays à poursuivre les Kurdes chez le voisin. (Accord oublié pendant la guerre du Golfe, mais qui n'a pas été dénoncé). Même si le Turc Turgut Ozal est prêt à légaliser la langue kurde.

Irak : une longue suite d'atrocités

L'histoire des Kurdes d'Irak est aussi tragique. Combattus par les Anglais de 1926 à 1932, traqués par les régimes militaires en place à Bagdad de 1932 à 1941, les Kurdes résistent mieux que leurs compatriotes assyriens chrétiens liquidés pendant la même période. Ils ont l'eau, l'espace et les vivres.

Toujours trahis

En 1945, Mustapha Barzani, chef du Parti démocratique kurde, se croit assez fort pour proclamer la « république du Kurdistan à Mahabad, dans le nord de l'Irak occupé à la fois par les armées soviétique et britannique. Elle sera renversée fin 1948 par une armée anglo-britannique. Tous les dirigeants kurdes sont fusillés. Sauf Barzani, qui se réfugie en URSS. Moscou n'a pas bougé.

En 1958, les Kurdes participent au coup d'État du général Kassem qui renverse (dans le sang) la monarchie hachémite. C'est le temps des promesses : autonomie, partage des revenus du pétrole. Etc.

Promesses sans lendemain. En 1960, le PDK est interdit, des centaines de Kurdes sont arrêtés. Furieux, Barzani réclame l'autonomie. Un général turc irakien. C'est le début d'une guérilla impitoyable, trempée de trêves rapidement rompues parce que Bagdad triche toujours.

En 1968, Hassan al Bakr et Saddam Hussein, les nouveaux hommes forts de l'Irak déportent des dizaines de milliers de chiites kurdes. Puis Saddam offre à Barzani de rédiger lui-même le traité d'autonomie. Avant de lui envoyer des « agents journalistes » pour le tuer avec des magnétophones piégés.

Cette année-là (1974), Saddam Hussein lance une vaste offensive contre les Kurdes. Des villages sont bombardés au napalm et rasés. Il y a des milliers de tués ; d'autres Kurdes (350 000) sont déportés dans le désert. Plus de 100 000 autres fuient en Iran. Ceux qui se rendent contre la promesse de l'aman (pardon) sont fusillés.

Gazés par Saddam !

En 1975, il n'y a plus de résistance organisée. Le chah a fermé sa frontière. Barzani n'a plus de base arrière. L'armée irakienne « dépeuple » et déboise ses frontières avec la Turquie et l'Iran sur une profondeur de vingt kilomètres.

En 1979, après la chute du chah, les Kurdes font l'erreur impardonnable de s'allier à Khomeyni. La vengeance de Saddam sera horrible : en mars 1988, huitième année de la guerre irako-iranienne, il gaza les 15 000 habitants kurdes d'Halabja. On relève 5 000 morts. Deux autres villes subissent le même sort en mai et en juin.

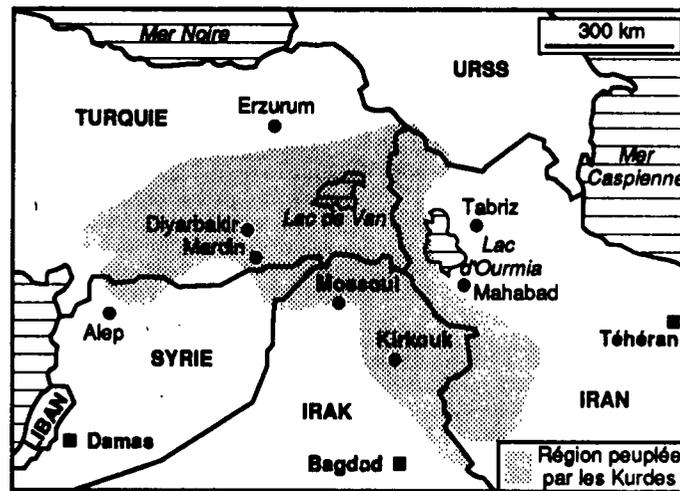
En Iran, les Kurdes ont cru naïvement que Khomeyni lirait leur cahier de doléances et leur accorderait l'autonomie

que leur refusait le chah. Ils ont vite déchanté. Les *pasdars* (gardiens de la Révolution de Khomeyni) ont bien ten-

té de les mater en 1979 et 1980. Leur échec a débouché sur un trêve. Depuis, statu quo. Incorrigeables, les Kurdes iraniens espèrent toujours que Téhéran changera d'avis. Si la situation en Irak le permet...

Restent les Kurdes de Syrie. Dans ce pays, les Syriens ont mené ces soixante dernières années une politique d'arabisation forcée des Kurdes. Là aussi, ils ont déplacé massivement les populations kurdes des montagnes vers les plaines et les villes. Ces derniers temps, Damas aurait un peu assoupli sa politique vis-à-vis de ses Kurdes. Il demeure que plus de 150 000 des Kurdes de Syrie, peut-être des irréductibles, sont des apatrides : ils n'ont pas la nationalité syrienne.

Michel de CARNÉ



L Alsace 7 mars 1991

Saddam Hussein charge son cousin de mater les révoltes dans le nord et le sud de l'Irak

Le bourreau des Kurdes contre les chiites

Ali Hassan al-Majid est l'homme des missions spéciales au sein du régime irakien. Il a maté en quelques jours la résistance koweïtienne. Grâce à une impitoyable politique de terre brûlée, il avait auparavant écrasé la guérilla kurde. A présent, il va s'employer à mater l'insurrection qui s'étend en Irak. Le fait qu'il cumule le ministère de l'Intérieur avec celui de l'Administration locale, qui n'en font plus qu'un, signifie qu'il a aussi reçu mission de reconstruire l'Irak. En effet, le ministère de l'Administration locale ainsi que tous les organismes qui en dépendent ont été supprimés et rattachés au ministère de l'Intérieur.

La nomination de Ali Hassan al-Majid, 48 ans, laisse aussi entendre que la situation est particulièrement grave en Irak. Il remplace en effet Samir Mohammed Abdel Wahab, un spécialiste lui-aussi des missions difficiles, qui avait déjà la réputation d'être un homme à poigne. Ce dernier quitte le gouvernement afin de pouvoir « se consacrer pleinement à son travail au sein du parti Baas », ce qui signifie, en clair, qu'il a été limogé.

Politique de terre brûlée

Cousin du président irakien, Ali Hassan, également membre du CCR, est un fidèle parmi les fidèles. Aussi a-t-il assez rapidement dirigé les services de sécurité intérieure du parti Baas, un poste de tout premier plan.

En mars 1987, il devient responsable du parti pour le Kurdistan. Il y a tout pouvoir. Il y dirige la police, les milices mais aussi l'armée. Depuis décembre 1985, la rébellion kurde avait repris dans les provinces du nord. La situation est alors des plus

difficiles pour l'Irak qui, face à l'armée iranienne, avait accumulé une série de revers dans le sud de l'Irak.

Deux mois après sa nomination, l'armée irakienne entreprend d'immenses opérations d'évacuation dans le Kurdistan. Population et bétail seront emmenés de force près des frontières jordaniennes et saoudiennes, soit hors des zones d'implantation traditionnelle du peuple kurde. De nombreux villages seront détruits.

La résistance kurde surnomme alors Ali Hassan « le boucher du Kurdistan ». Face à une insurrection, soutenue par l'Iran, Ali Hassan va poursuivre sa politique de terre brûlée. Les 17 et 18 mars 1988, les bombardements au gaz ypérite d'Halabja, une ville kurde de 70 000 habitants, vont faire des milliers de victimes, dont nombre de femmes et d'enfants. Un bilan iranien fera état de 5 000 morts.

Dans une résolution adoptée à la quasi-unanimité, le Parlement européen estimera que l'« extermination » des civils kurdes « n'est pas loin d'atteindre les dimensions d'un génocide ».

C'est, semble-t-il, à cause de la fermeté de la répression que Ali Hassan s'est finalement écarté de son commandement en Kurdistan.

Le 18 août 1990, on le retrouve comme gouverneur du Koweït, de cette 19^e province de l'Irak. Persiste alors dans l'éventail une résistance sporadique qui s'étendra assez rapidement. Sa mission accomplie, il quittera le Koweït pour se consacrer à sa fonction de ministre de l'Administration locale.

Emissaire irakien à Téhéran

Le leader de l'opposition chiite irakienne Mohammad Bagher Hakim s'est dit « prêt à recevoir » le vice-premier ministre irakien Saadoun Hammadi « s'il m'apporte la démission de Saddam », a indiqué hier un de ses porte-parole.

M. Hammadi, émissaire du président Saddam Hussein dans les relations irano-irakiennes, est arrivé mardi soir pour une visite imprévue à Téhéran, où est basée l'Assemblée Suprême de la Révolution d'Irak (ASRI) de l'ayatollah Hakim.

Cette visite de M. Hammadi, qui est porteur d'un message du président irakien à son homologue iranien Ali Akbar Hachémi-Rafсандjani dont la teneur n'a pas été révélée, est liée à la situation dans le sud irakien en proie depuis la fin de la guerre à un soulèvement chiite.

Alors qu'aucune information officielle n'a filtré sur les entretiens de M. Hammadi, les observateurs estiment qu'il est venu s'assurer auprès des dirigeants iraniens qu'ils s'abstiendront de tout soutien à cette révolte, au moment où l'Iran et l'Irak sont engagés depuis le début de la dernière

crise du Golfe dans un processus de paix. Dans les milieux diplomatiques on prête également à M. Hammad le projet de rencontrer l'ayatollah Hakim pour explorer les voies d'un éventuel rapprochement entre le pouvoir certainement diminué de Saddam Hussein et les opposants chiites.



300 millions de DM pour la France

L'Allemagne va verser 300 millions de DM (environ un milliard de francs) à la France pour l'aider à financer les dépenses de l'armée française dans la guerre contre l'Irak.

Cette somme s'ajoute aux 17,1 milliards de DM (58 mrd F) en aide financière ou matérielle déjà annoncée par le gouvernement de Bonn en faveur de la coalition anti-Saddam.

L'Allemagne avait déjà promis des aides financières de 5,5 milliards de dollars (28,6 Mrds F) aux Etats-Unis et de 800 millions de DM (2,7 Mrds F) à la Grande-Bretagne, les deux puissances qui ont envoyé le plus d'hommes dans la guerre contre l'armée irakienne.

Avant le déclenchement des opérations terrestres destinées à libérer le Koweït de l'occupation irakienne, le

premier ministre français Michel Rocard avait avancé une estimation de 6 à 7 milliards de F pour le déploiement des forces françaises en Arabie Saoudite et les missions aériennes jusqu'à la fin mars.

Le versement de l'aide allemande a été discuté mardi à Paris par les ministres des finances français et allemand Pierre Bérégovoy et Theo Waigel lors du conseil économique et financier franco-allemand. Mais le principe en avait été arrêté auparavant.

Le Koweït avait déjà promis à la France une somme de un milliard de dollars (5,2 Mrds F). Les aides de l'émirat et de l'Allemagne permettront ainsi à la France de résoudre une partie des difficultés budgétaires provoquées par la crise du Golfe.

LE PROGRES 7 mars 1991

Un jour, un Kurdistan indépendant ?

Opposés au régime d'Ankara, des Turcs et des Kurdes jouent la carte de l'union dans notre ville. Influence de la guerre du Golfe ?

Il sont, selon différentes estimations, entre 20 et 25 millions à vivre sur un territoire montagneux, répartis principalement entre la Turquie, l'Irak et la Syrie. Pour eux, ces terres d'une superficie égale à la France, c'est le Kurdistan. Pour les pays voisins en question, ce n'est qu'une partie de leur propre territoire sur laquelle ils tolèrent la présence des Kurdes.

Depuis le traité de Sèvres, signé en 1920 entre la Turquie et les Alliés, ils espèrent la reconnaissance d'une nation indépendante. C'était alors une promesse et, depuis, elle n'est restée qu'à l'état d'un projet revu et corrigé sans suite, les lieux recelant du pétrole et aussi de l'uranium.

Dans le Rhône, l'on compte environ un millier de Kurdes. Certains se sont intégrés à la communauté turque. D'autres vivent repliés sur eux-mêmes, loin de leur sol natal, un endroit devenu aujourd'hui le point le plus chaud de la planète.

Parmi ceux-ci, il en est actuellement qui se fondent auprès des ressortissants Turcs, essayant de réussir ce qui est difficilement réalisable, dans le

Taurus originels. Pour cela, ils se retrouvent au sein d'une association présidée par Souleyman Unlu, en place depuis les derniers mois de l'an passé. « *Auparavant, l'association était uniquement dirigée par des Turcs proches des représentants officiels de notre pays* », selon l'un des responsables turcs, poursuivant : « *Les Kurdes n'étaient nullement considérés, faisant uniquement de la figuration* ». Maintenant, les ponts sont coupés, tant auprès des organismes représentatifs que ceux qui dirigeaient le gouvernement. Etait-ce le prix à payer pour donner aux Kurdes la place qu'ils souhaitaient ?

A la recherche d'un statut de réfugiés politiques

Les nouveaux porte-parole de l'association n'y vont pas par quatre chemins. Se déclarant hostiles au régime d'Ankara, ils se situent dans l'opposition face à un gouvernement qu'ils jugent répressif. Leur rôle principal au-

près de leurs corégionnaires implantés entre Rhône et Saône, est celui de l'information tant sur le plan politique que culturel. Ils sont à peu près 5 000 à vivre dans notre département.

« *Seuls quelques dizaines sont de vrais réfugiés politiques. La plupart des autres sont des reclus économiques à la recherche d'un statut politique* », lâche l'un de ces interlocuteurs semblant connaître parfaitement le problème.

Inévitablement, le conflit du Golfe se profile au fil de la conversation. D'un commun accord, tant les Turcs que les Kurdes reprochent à la Turquie le rôle qui est le sien dans la guerre au Moyen-Orient, unanimes à reconnaître que Saddam Hussein a été victime d'une confiance aveugle : « *On l'a poussé à s'emparer du Koweït. Puis, l'on a parlé de droit international afin de permettre l'intervention des U.S.A. et des autres pays qui se sont alliés à Bush. Sous le prétexte de protéger l'indépendance du Koweït, on tue des pauvres gens en pensant aux pétroles* ».

Sur cette analyse, aucun faux-pas. Tous sont sur la même

Des espoirs partagés

Mais, lorsqu'il s'agit de sonder leur sentiment sur des décisions pronées par le dirigeant

suprême de Bagdad, les réponses sont rares et évasives. L'on sent un partage des espoirs, chacun avec son vécu, son identité, son éducation, sa foi ! Quant à savoir si au terme d'un conflit, il y a une chance de voir naître un Kurdistan indépendant, là aussi, une certaine méfiance s'installe : « *On peut y croire si les Kurdes s'en mêlent. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sans rien attendre des autres* ».

Dans notre ville, il semble que certains Turcs et Kurdes font cause commune. Du moins, en donnent-ils l'impression à un moment important de l'histoire moderne et économique, sans oublier qu'ils sont quasiment en rupture avec les autorités officielles représentant la Turquie sur notre sol.

Seuls mais unis, pour une cause dont les épisodes se succèdent depuis des siècles, et à chaque fois avec des rebondissements inattendus !

IL MANIFESTO

8 marzo 1991

IRAQ

Obiettivo kurdo: la democrazia*«C'è la rivolta popolare, ma né gli alleati né Saddam la vogliono». Parla Kendal Nezan***di Anne Maria Merlo****PARIGI**

Le notizie che arrivano dall'Iraq sono confuse. A sud è in corso un'insurrezione contro il regime di Saddam Hussein. Anche a nord, la regione kurda è in fermento. Il rappresentante del partito democratico del Kurdistan a Londra, Burhan Jof, sostiene che una cittadina vicina al confine iraniano, Sulaymaniyah, è ormai controllata dai kurdi. Jof parla di rivolte spontanee della gente, a cui le organizzazioni politiche si sono accodate. A Parigi, Kendal Nezan, presidente dell'istituto kurdo, conferma questa tesi.

«Da qualche giorno - spiega - sono in corso rivolte spontanee nei campi di internamento vicino alle grandi città. Ci sono numerosi disertori kurdi dell'esercito iracheno. Sono solda-

ti che erano stati arruolati con la forza da Saddam Hussein. Il movimento si sta estendendo. L'obiettivo è la caduta di Saddam Hussein e l'instaurazione di un regime democratico».

Si parla, nel sud, di rivolta guidata dai radicali sciiti. Come potete mettervi d'accordo con loro per un futuro di democrazia?

«Non bisogna credere che la rivolta sia guidata dagli islamici radicali. Questa è soltanto propaganda di Teheran. E invece in corso una vera e propria rivolta popolare, alla quale partecipa la popolazione sciita, ma anche gente che è vicina al partito comunista, oppure di idee liberali. Sostenerne che si tratta di una rivolta sciita, sarebbe come sostenere che se c'è una protesta a Roma questa è necessariamente cattolica. Ci sono molti disertori che parte-

cipano a questo movimento. L'obiettivo è la fine di Saddam Hussein, non l'instaurazione di un regime islamico. Gli alleati hanno pensato soltanto al controllo del petrolio e a rimettere gli emiri sul trono, in questa guerra. Questo fa solo il gioco di Saddam Hussein, che può mostrare che c'è una pericolosa rivolta integralista. Gli Usa vogliono credere a questa ipotesi. C'è l'Arabia Saudita che spinge perché in Iraq venga instaurato un regime militare. Il perché è facile da immaginare: per l'Arabia Saudita, un regime democratico in Iraq avrà effetti peggiori di tutti gli scud del mondo.

I partiti kurdi hanno sottoscritto un accordo tra loro e con altre forze democratiche irachene, pensando al dopo?

Il 27 dicembre scorso è stato raggiunto un accordo tra tutte

le forze di opposizione. Lo scopo è l'instaurazione di un regime democratico pluralista. Dovrà esserci il riconoscimento dei diritti dei kurdi. L'obiettivo è la costituzione di uno stato federale in Iraq. Anche se i 5 milioni di kurdi iracheni avrebbero diritto a uno stato a sé. Ma per adesso questo non è il nostro obiettivo.

Lei ha affermato che insistere sulla rivolta sciita fa il gioco degli Usa e dei sauditi che non vogliono accanto un regime democratico. Quindi non vi aspettate nessun genere di aiuto dalla coalizione, che dovrebbe avere il vostro stesso obiettivo, cioè la caduta di Saddam?

Il regime di Saddam Hussein ha ancora una trentina di divisioni ben organizzate, quindi non possiamo sapere se la ri-

volta vincerà. Siamo però certi di una cosa: gli alleati non interverranno certo per favorirla. Per i kurdi, la creazione di uno stato federale e democratico in Iraq avrà certamente delle conseguenze in tutti gli altri paesi dove vivono. Dall'88 esiste un accordo tra le forze politiche kurde irachene. Esistono attualmente sei organizzazioni di combattenti raggruppate nel Fronte nazionale del Kurdistan iracheno: il Partito democratico del Kurdistan, diretto dal figlio del leggendario generale Mustafa Barzani che nel '61 guidò il principale movimento di ribellione; l'Unione patriottica del Kurdistan, creata nel '75; il Partito socialista del Kurdistan d'Iraq, vicino ai siriani; il Partito popolare democratico del Kurdistan, che lotta per l'autodeterminazione; il Pasok, socialista, e i comunisti.

IL MANIFESTO 8 marzo 1991

IRAQ

Kurdistan iracheno in mano agli insorti

di Laura Schrader

Sembra che il Kurdistan d'Iraq sia ormai quasi totalmente controllato dal Fronte kurdo. Ma il Fronte ora preferisce nascondere i propri successi. Non soltanto non arrivano comunicati ufficiali, ma anzi si tende a minimizzare. «In Kurdistan - dice soltanto Saido Azzat, del Partito democratico - continua la massiccia diserzione dei militari dell'esercito iracheno, che si consegnano ai partigiani con le armi e perfino con i carri armati». E questo potrebbe essere l'esito dell'accerchiamento del quartier generale iracheno nella regione di Ranya, di cui avevamo dato notizia qualche giorno fa.

Altre fonti kurde, officiose ma attendibili, ci consentono di delineare meglio il quadro della situazione. I Pesh Merga (partigiani) sono dappertutto, e tutte le città sono insorte, tanto che ormai la presenza dei partigiani sarebbe orientata non alla cacciata delle truppe irachene, a quanto pare non intenzionate a combattere, ma ad evitare l'anarchia e le vendette. A questo scopo, anzi, secondo alcune voci, i partigiani avrebbero organizzato nelle città kurde una loro amministrazione. Tra i problemi da affrontare, la salvaguardia della «Milizia popolare irachena», una formazione paramilitare voluta da Saddam Hussein per controllare la popolazione kurda, e composta da gente del Kurdistan. Non necessariamente tutti collaborazionisti, dicono, i Pesh Merga. Tra loro, ci sono molti costretti ad arruolarsi, altri che avevano fatto questa scelta per evitare la guerra con l'Iran, alcuni infiltrati dalle stesse forze della resistenza. A Kirkuk - la città del petrolio massicciamente arabizzata sia per sottrarla al Kur-

distan in vista di un referendum per l'autonomia (mai avvenuto) - si teme lo scatenarsi di vendette da parte degli abitanti kurdi, a cui furono sottratte case e lavoro. Un'eventualità comunque più remota, rispetto al rischio che possono correre i collaborazionisti della «Milizia». Perché il silenzio? Secondo le nostre fonti, i motivi sono più di uno e tutti rilevanti. Turchia, Iran e Siria hanno più volte, e ancora in questi giorni, fatto sentire la loro voce, assolutamente contraria ad una scissione del Kurdistan iracheno dall'Iraq. Si teme ovviamente, la ripercussione di un simile evento sulle altre parti in cui è diviso il territorio kurdo, ma anche un eventuale contagio democratico in un'area che si basa su regimi totalitari di vario segno. Inoltre, il Fronte kurdo intende rispettare il patto di alleanza con le altre forze di opposizione irachene. Si attende il vertice del Comitato che riunisce le opposizioni e che si terrà a Damasco la settimana prossima, per lanciare una campagna di liberazione dell'intero Iraq, concertata da tutte le organizzazioni. L'attuale situazione, di un nord e un sud Iraq in fermento a differenza del resto del paese, non rientra nei progetti del Comitato e può prestarsi a pericolosi interventi esterni. Pare che gli stessi gruppi sciiti non approvino i moti di Bassora, e abbiano tentato di fermare gli insorti. Una prudenza analoga a quella che stanno dimostrando i responsabili del Fronte kurdo, alle prese con una liberazione del territorio più facile del previsto. Per ora, almerio. Perché tra i motivi che consigliano la moderazione, c'è anche il timore di un nuovo attacco con armi chimiche: «È un rischio possibile» afferma uno dei nostri interlocutori.

El País, viernes 8 marzo de 1991

Los rebeldes shiíes dicen seguir combatiendo

Lucha a tiros entre grupos del Baaz iraquí, según Radio Teherán

AGENCIAS, Bagdad / Damasco / Teherán

Dos fracciones enfrentadas del partido Baaz de Irak dirimen a tiros sus divergencias en Takrit, la ciudad natal del presidente Sadam Husein, según publicó ayer el *Teheran Times*, periódico próximo al Gobierno iraní. Por otra parte, mientras la ciudad sureña de Basora cayó el miércoles en manos de la Guardia Republicana, que aplastó la rebelión opositora, Nasiriya, más al norte en territorio de Irak, sigue bajo el control de los rebeldes, según fuentes shiíes.

Las noticias sobre Basora eran confusas ayer, después de que Abu Maithem al Sakir, miembro de la Asamblea Suprema para la Revolución Islámica en Irak, dijera a Reuter en Beirut que "los informes sobre la entrada de la Guardia Republicana en Basora carecen de veracidad". El miércoles por la tarde el corresponsal del periódico londinense *The Independent* presenció la derrota de los insurgentes en esta importante ciudad al sur de Irak. También el mando estadounidense informó el pasado miércoles que Sadam Husein había recuperado el control de Basora.

Ofensiva rebelde

Al Sakir dijo además que el miércoles fueron capturadas dos brigadas del Ejército cuando intentaban avanzar sobre la ciudad iraquí de Amara. "Unos 500 efectivos de la Guardia Republicana se rindieron, y otros 2.000 se unieron a las fuerzas insurgentes", afirmó.

Por su parte, refugiados iraquíes llegados ayer a Irán dijeron que la situación de las ciudades del sur de Irak, de mayoría shií, es caótica. También viajeros arribados a Ammán, procedentes del sur iraquí, afirman que todavía se combate en las calles de Basora. "Niños y mujeres se han unido a los rebeldes que se mantienen armados en las calles de la ciudad", dijo ayer a Reuter un empleado de hostelería jordano procedente de Basora.

Según Radio Teherán, la población civil ha desarmado a soldados en retirada y ataca centros militares, tomando el control en la mayor parte del

sur. Mientras, el Frente del Kurdistan de Irak -que agrupa a toda la oposición kurda en el país- afirmó haber capturado a 43 oficiales iraquíes, entre ellos un general de división. El clima de confusión se ha visto reforzado por la afirmación de fuentes shiíes en Damasco según la cual la Guardia Republicana combate contra los rebeldes en las ciudades santas shiíes de Irak: Nayaf y Kerbala.

Las fuentes shiíes afirmaron también que en otras regiones de Irak efectivos del Ejército se han pasado a las filas rebeldes, incluidos militares de una base aérea en Amara, que se unieron a rebeldes y fuerzas kurdas que retienen bajo su poder algunas ciudades del norte de Irak.

Diversos portavoces shiíes ayer coincidieron en señalar que las ciudades de Basora, Nasiriya, Amara, Samawa, Diwaniya, Naiaf, Kerbala, Hilla y Kut soportan la ofensiva de las fuerzas gubernamentales y siguen en manos rebeldes.

Mohamed Husein al Tajer, de la Organización de Acción Islámica, dijo que información recibida ayer procedente de Bagdad indicaba que en la capital iraquí se desarrollaban grandes manifestaciones contra Sadam Husein. Este fin de semana unos 250 representantes de 18 grupos opositores de Irak se reunirán en Beirut con el objetivo de unir fuerzas para el derrocamiento de Sadam Husein.

En el variopinto panorama de la oposición se ha alcanzado un acuerdo para un frente común destinado a derribar al presidente de Irak aprovechando la decepción que la derrota ha ocasionado en la población.

Chi si ricorda dei poveri curdi?

Massimo Fini

Quando si favoleggia di quella Conferenza internazionale di pace che, finita l'interminabile «operazione di polizia» nel Golfo, dovrà risolvere tutte le spinose questioni del Medio Oriente ci si riferisce alla restituzione da parte degli israeliani dei territori occupati, alla creazione di uno Stato palestinese, al riconoscimento di Israele da parte degli arabi, al Libano oggi di fatto occupato dalla Siria. Ma non si parla mai dei curdi.

I curdi infatti non hanno santi in paradiso. Non sono arabi, non sono ebrei, non sono cristiani, sono un antichissimo, millenario popolo indoeuropeo (25 milioni di persone oggi) che vive nelle regioni montuose dell'Anatolia, dell'Armenia, dell'Azerbaigian, della Mesopotamia, in un territorio che da loro prende il nome di Kurdistan, e che attualmente è arbitrariamente, quanto cerveloticamente, diviso fra Turchia, Irak, Iran, Siria e Unione Sovietica. Per compattezza etnica, cultura, lingua e storia il Kurdistan ha molte più ragioni d'essere uno Stato indipendente di tanti altri paesi della zona, a cominciare dall'Irak che fu un'invenzione della Società delle Nazioni (1932) o del Kuwait che nacque (1961) esclusivamente per gli interessi petroliferi degli Stati Uniti. Ed infatti nel 1920 il trattato di Sévres riconosceva il diritto all'indipendenza del Kurdistan, ma solo tre anni dopo quello di Losanna se lo rimangiò perché così conveniva alle potenze del tempo.

Da allora i curdi, che sono un popolo pastore e nomade, feroce, coraggioso, ospitale, guerriero, e anche feroce ma con un proprio e profondo senso etico come accade spesso nelle comunità tradizionali (il furto, tanto per fare un esempio, è praticamente sconosciuto), si battono per la loro indipendenza, ma vengono regolarmente mazzolati dagli Stati che occupano il loro territorio, disposti anche alle più incestuose alleanze pur di tenerli a bada. Anche perché i curdi hanno il gravissimo vizio di voler mantenere intatte le loro povere, ma orgogliose, tradizioni e di non voler essere assimilati alla «way of life» dei paesi occupanti.

Sanguinarie repressioni dei movimenti indipendentisti curdi ci sono state nel 1925, nel 1930, nel 1948 da parte, di volta in volta, dei turchi, degli iraniani, dei siriani e, da quando sono venuti all'onore del mondo, degli iracheni. Bisogna ammettere, ed è tutto dire, che quelli che si sono comportati meglio sono stati i russi che nel 1946 favorirono la creazione di una Repubblica democratica curda peraltro abbattuta dopo pochi mesi.

Nel 1975 Saddam Hussein, non ancora armato dai paesi occidentali, fu costretto a una pace ignominiosa con l'odiato scia di Persia per contenere i guerriglieri curdi che stavano spingendo al collasso il suo regime (in Irak i curdi sono tre milioni e mezzo e, destino vuole, nei territori dove risiedono è la maggior parte del petrolio iracheno). Dopo di che iracheni e iraniani provvidero, congiuntamente, a massacrarli.

Ma le cose peggiori sono avvenute negli ultimi dieci anni,



**Sterminati da
Turchia e Iran,
«gasati» dall'Irak.
E mai difesi
da nessuno**

assumendo i contorni del genocidio. Per quanto forti, coraggiosi e guerrieri, i curdi non possono infatti opporsi, con i loro vecchi fucili, alle armi tecnologiche di cui oggi dispongono tutti i paesi della regione. La palma della ferocia spetta, di diritto, a Saddam Hussein. Saddam ha raso al suolo 3.000 dei circa 4.500 villaggi curdi in territorio iracheno. Nel 1988, nella totale indifferenza del cosiddetto «mondo civile» tutto schierato con l'Irak in funzione antikhomeinista, Saddam ha usato le armi chimiche contro la città di Halabaya facendo 5.000 morti civili fra quelli che, formalmente, sono dei suoi cittadini. Ma questo è solo l'episodio più noto (e, peraltro, tenuto a lungo coperto dalla stampa occidentale). Si calcola che Saddam abbia «gasato» circa 30.000 curdi iracheni.

Ma nemmeno la Turchia, commendevole membro della Nato, si è comportata e si comporta molto meglio. In Turchia ai curdi, che sono dieci milioni (circa un sesto della popolazione), non è riconosciuta alcuna autonomia, non possono usare la loro lingua, non possono neppure chiamarsi curdi ma vengono definiti «turchi di montagna». Deputati curdi sono stati espulsi dal partito socialdemocratico per aver tenuto comizi nel loro idioma. Nel 1985 e nel 1986 Phantom dell'aviazione turca hanno compiuto, col beneplacito di Saddam Hussein, sanguinosi raid su villaggi curdi basati in Irak. Del resto dall'ottobre del 1984 fra Turchia ed Irak esiste un accordo che consente ai rispettivi eserciti di inseguire al di là dei confini i ribelli curdi. In alcuni di questi raid i turchi hanno usato il napalm. I morti curdi per mano turca dal 1984 sono valutati in cinquemila, diecimila indipendentisti sono in galera. Per il conflitto del Golfo i villaggi curdi non sono stati muniti di rifugi né ai loro abitanti sono state distribuite maschere antigas né permesso di costruire trincee «perché potrebbero servire a una insurrezione». Nemmeno gli ayatollah iraniani ci sono andati con mano leggera; i curdi vengono sistematicamente perseguitati ed assassinati e le capaci prigioni di Teheran pullulano di indipendentisti.

Tutto questo avviene nel silenzio e nella connivenza della comunità internazionale. L'Onu non ha mai votato alcuna risoluzione di condanna, nemmeno per gli eccidi più efferati come quello di Halabaya. Il papa, che si riempie ogni giorno la bocca con la parola pace, non ne ha mai spesa una per i «fratelli» curdi. E gli americani, questi «riparatori di torti», questi «giustizieri della notte», questi scrupolossissimi difensori della «legalità internazionale», questi vessilliferi dell'ordine morale hanno fatto qualcosa per i curdi? Sì, qualcosa hanno fatto. Quello che ci ha spiegato William Safire sul *New York Times*: «Parte del compenso per la collaborazione di Ozal [il premier turco, ndr] nel concederci una base aerea - da cui attaccare l'Irak dal Nord - consiste nella garanzia che non avremmo incoraggiato il nazionalismo curdo. Probabilmente gliela abbiamo data: svendere i curdi, anche dopo Halabaya, è una specialità del Dipartimento di Stato americano».

International Herald Tribune March 8, 1991

Don't Play Games With the Kurds

NEW YORK — As Saddam Hussein totters, Iraqi Kurds are striking boldly against the dictator whose warplanes once gassed their villages. Kurdish guerrillas on Tuesday claimed control of five northern towns. Nervous Turks are dismayed by disorder on their frontier, but Americans who want to cripple Iraq may find it tempting to seek independence for Kurds — 15 percent of Iraq's people.

Although the idea seems appealing and just, it awakens bitter memories of the last time Washington helped the same Iraqi Kurds. That venture ended miserably, without gain for the Kurds and without honor for the United States.

For Kurds it was a sadly familiar experience. A scattered non-Arab people with their own distinctive language, some 15 million Kurds live in remote corners of Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union. Their history is summed up in a poignant national saying: Kurds have no friends.

So it proved in 1920, when for a moment it seemed that the Kurds, like the stateless Jews, might hope for a national home. The victorious

By Karl L. Meyer

allies were carving up the old Ottoman empire, and the Kurds were promised their own state in the Treaty of Sèvres.

It didn't happen. Britain was busy creating Iraq, and its colonial officials decided that the new kingdom needed the oil-rich Mosul, an Ottoman province and Kurdish heartland. An alien Hashemite named Faisal was proclaimed king in Baghdad, his choice ratified by a rigged plebiscite. Outraged Kurds joined a rebellion. British soldiers fired back with gas shells, and the Royal Air Force began a 10-year campaign against Kurdish insurgents in the mountainous northeast.

The struggle continued after Iraq achieved nominal independence in 1932. A new Iraqi air force, trained by the RAF, carried on with bombing raids. Soon a new Kurdish leader emerged, the able and charismatic Mustafa Barzani. With Soviet encouragement, he created a de facto Kurdish state that straddled Iraq's frontiers with Iran and Turkey.

In desperation, Baghdad prom-

ised autonomy to Kurds, but the agreement collapsed and fighting resumed. An interested onlooker was the shah of Iran, then quarreling with Iraq. When Richard Nixon visited Tehran in 1972, the shah asked him to "help the Kurds make life difficult for our Iraqi neighbor."

Americans hesitated, having no wish to become involved in operations that might encourage separatism and provide Moscow an excuse to make trouble. The shah persisted, the Americans relented, and a \$16 million covert aid program began.

But neither Iran nor Washington had any interest in seeing Kurds prevail; for Henry Kissinger, the aid program was "an instrument to dissuade Iraq from international adventurism." All this was recounted in the 1976 Pike Report on clandestine activities, which unearthed a CIA memo calling the Kurdish aid program a "card to be played."

In 1975, the shah played the card. At Algiers he signed an accord with Iraq in which Baghdad dropped long-standing territorial claims against Iran, which in turn agreed to cut off cross-border arms supplies to the Kurds. The stunned Kurds were merely notified of their betrayal. General Barzani vainly tried to reach Secretary of State Kissinger, who sharply told go-betweens that "secret service operations are not missionary work." But neither the shah nor Washington benefited from this cold-blooded pact. The true winner was Iraq's new strongman, Saddam Hussein, then striving to consolidate his rule.

Far better then — and now — to leave the Kurds alone than falsely to raise hopes for change.

The New York Times.

THE BUSH administration is on the verge of committing a great injustice and making a great political mistake. In its plans for the new order for the Middle East, it is deliberately ignoring Iraq's Kurds.

The administration wants to bring down Saddam Hussein and see Iraq under democratic rule, but it doesn't want to deal with Iraq's Kurds, who have suffered more than any other Iraqi group from Saddam's dictatorship. Over the years he has imprisoned, tortured, gassed and murdered them by the thousands. Yet when the Kurdish leader Jalal Talabani visited Washington recently, no official of the State Department or the White House would receive him.

Ignoring Iraq's Kurds is a shortsighted policy. If there is to be any real hope for peace in that part of the Middle East, Washington is going to have to talk with Iraq's Kurdish leaders.

— David Korn, a former Foreign Service officer, in *The Washington Post.*

Lyon Matin 8 mars 1991

Prolongation de l'état d'urgence au Kurdistan turc

● Le gouvernement turc a prolongé jeudi de quatre mois l'état d'urgence dans dix provinces à majorité kurde du sud-est du pays.

La mesure a été prise après la mort d'un manifestant kurde tué par les forces de sécurité lors d'une manifestation dans la région. Sept autres Kurdes avaient été blessés.

L'état d'urgence autorise les

gouverneurs civils à imposer le couvre-feu, interdire manifestations et réunions, limiter la liberté de la presse et contrôler ou interdire les activités des syndicats.

Les provinces du sud-est de la Turquie ont été presque continuellement soumises à l'état d'urgence où la loi martiale depuis le coup d'Etat militaire de 1980.

RENCONTRE

Des réfugiés kurdes s'expriment sur la situation en Irak

Saleh et Sedki sont installés à Clamecy depuis le 12 février dernier. Ils ont fui l'Irak en 1988, après les bombardements à l'arme chimique. Ils nous livrent leurs impressions et leurs espoirs, alors que leur pays est ébranlé par une situation chaotique.

Depuis dimanche, jour de la rencontre entre le général Schwarzkopf, commandant en chef des troupes coalisées et des hauts responsables militaires irakiens, les canons se sont tus. En Irak, après plus d'un mois de bombardements massifs, qui auraient causé la mort de dizaines de milliers de civils, la situation est préoccupante : les installations électriques, les stations de pompage et les canalisations d'eau sont sérieusement endommagées.

Mercredi, un responsable de l'UNICEF redoutait que ce pays ne connaisse une épidémie de choléra, pire encore que celle qui frappe le Pérou. Une situation difficile pour la population, aggravée par les troubles que connaît actuellement ce pays, au sud, dans la région à majorité chiïte (l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak dirigée par l'ayatollah Mohammed Bagher Hakim annonce que les chiïtes ont pris le contrôle de plusieurs villes), et dans le nord, où vivent les Kurdes.

Saleh et Sedki, respectivement âgés de 30 à 35 ans, réfugiés kurdes installés à Clamecy, depuis le 12 février, livrent ici leurs impressions sur la situation dans leur pays. Après avoir fui l'Irak, en 1988 (après les bombardements chimiques), ils ont séjourné pendant deux ans, ainsi que leur famille, au camp de Mardir, en Turquie, et ce, dans des conditions difficiles.

Le camp était gardé par les militaires turcs. Il leur était interdit de sortir et de rencontrer leurs frères kurdes de Turquie. Si les Kurdes irakiens ont eu à souffrir de persécutions, la situation des Kurdes turcs n'est guère plus enviable. Il y a seulement quelques semaines que le Premier ministre turc Ozal a permis que les Kurdes de Turquie puissent parler leur langue (une langue indo-européenne comme le persan).

La venue en France de Saleh et Sedki a été prise en charge par France-Libertés, présidée par

D. Mitterrand. Ils ont tout d'abord séjourné deux mois à Piriac, en Loire-Atlantique, avant de s'installer à Clamecy.

Saleh et Sedki qui furent membres du PED (Parti Démocratique Kurde), fondé par le général Barzani et dirigé par son fils Massoud, et partisans « persh mega » ne portent pas dans leur cœur Saddam Hussein et son régime : « Saddam Hussein, bientôt fini », déclarent-ils. (Le PDK est avec le Front uni du Kurdistan, l'un des principaux partis kurdes, qui sont au nombre de six.) Ils souhaitent qu'une union sacrée de l'opposition se constitue contre Saddam Hussein.

Le Congrès national de l'opposition irakienne, qui regroupe 17 formations politiques, doit se réunir les 10 et 11 mars, à Bey-

routh, ses grandes lignes sont la pluralité démocratique et la reconnaissance du droit des Kurdes à l'autodétermination). Partisans d'une union sacrée des partis des différentes composantes ethniques (chiïte, sunnite, assyriens), mais hostiles à la politique de l'Irak des mollahs. « Ce n'est pas un régime démocratique », Saleh et Sedki ne manquent pas de se tenir au courant de la situation dans leur pays en écoutant, tous les jours, à 19 heures, la BBC en langue arabe. D'autre part, via la Turquie, où est restée une partie de leurs familles, ils ont eu des nouvelles d'Irak. Une lettre leur est ainsi parvenue, il y a quelques jours.

Leur espoir est de pouvoir, une fois le régime de Saddam Hussein renversé, rentrer dans leur pays et vivre dans un Kurdistan indépendant. I.L.T.

Les Kurdes, un peuple oublié de l'Histoire

Comme les Arméniens et les Palestiniens, les Kurdes sont un peuple oublié de l'Histoire. Au nombre de 25 millions, dont 12 millions en Turquie et 4,5 millions en Irak, ils sont disséminés dans cinq pays : la Turquie, l'Irak et l'Iran, la Syrie et l'URSS.

Cette situation est la conséquence directe du partage colonial de la dépouille de l'Empire ottoman, à l'issue de la Première Guerre mondiale. Le 10 août 1920, par le traité de Sévres, les alliés jetaient les bases d'un Kurdistan libre, ainsi d'ailleurs que l'Arménie. Mais tout fut mis en œuvre pour empêcher la création d'un Kurdistan devenu gênant.

En 1925, la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, rattache une partie du Kurdistan (la région de Mossoul et son riche

gisement de pétrole), à l'Irak. Le Kurdistan est une région riche et stratégique, elle possède l'eau (le Tigre et l'Euphrate y prennent leurs sources), et le pétrole. Durant ce XX^e siècle, l'histoire du peuple kurde fut émaillée de massacres perpétrés par les Anglais, les Turcs, les Irakiens, les Iraniens. Il exista en 1946, pour une période éphémère, une République kurde, dont la capitale était Saoudj Boulak ou Mahabad. Cette république avait à sa tête le général Barzani, fondateur, en 1941, du PDK. Cette république se termina tragiquement par un massacre perpétré par les Iraniens.

Depuis, les Kurdes ont eu à souffrir d'autres massacres et persécutions.

CONFERENCE

MOYEN-ORIENT ■ L'histoire tragique des Kurdes au cœur d'une conférence organisée par l'Université Inter-Ages

LE PEUPLE OUBLIÉ

Avec l'Intifada, l'opinion mondiale a pris conscience de la nature du drame palestinien. La guerre du Golfe a définitivement prouvé que ce problème devait être résolu dans l'optique d'une paix durable. Depuis quelques mois, les peuples baltes, désireux de retrouver une indépendance que l'on croyait à jamais perdue, sont eux-aussi au cœur des relations Est-Ouest. Mais les Kurdes, ce peuple qui plus que tout autre a souffert de la folie d'un dictateur nommé Saddam Hussein, savons-nous qui ils sont ? C'est parce que la question restait sans réponse que l'Université Inter-Ages du Dauphiné a invité Kendal Nézan, directeur de l'Institut kurde de Paris, afin que celui-ci dresse le portrait d'un peuple oublié par les grands de ce monde.

Destin lié à celui du Moyen-Orient

Aussi loin que l'on puisse remonter dans le temps, le destin du peuple kurde a toujours été intimement lié à celui du Moyen-Orient. Habitants du Kurdistan, région partagée entre la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak, ce sont eux qui au VII^e siècle avant Jésus-Christ furent à l'origine du puissant empire mède. Mais si jusqu'au XIX^e siècle l'histoire kurde s'apparente à celle des nombreux peuples dominés par l'empire ottoman, celle-ci va prendre un tour dramatique à la fin de la Première guerre mondiale. En

effet, les Kurdes furent privés de l'Etat souverain qui leur était promis dans le traité de Sèvres, seulement trois ans après la signature de celui-ci. Quels ont été les coupables ? Kendal Nézan est sans appel, « un Kurdistan indépendant allait à l'encontre des intérêts des puissances européennes au Moyen-Orient » déclara-t-il à un public venu en grand nombre au Centre régional de documentation pédagogique. Depuis 1945, les Kurdes « étouffés » par 5 pays, se sont efforcés de gagner par la négociation ou par la guerre, non plus l'indépendance mais au moins l'autonomie effective de leur province.

L'horreur permanente

S'ils ont été les victimes de la guerre froide, les Etats-Unis comme l'Union soviétique veillant jalousement au maintien du statu-quo dans la région, les 5 millions de Kurdes d'Irak (25 millions au total) vont connaître un sort comparable à celui des Juifs durant la Deuxième guerre mondiale après la prise du pouvoir de Saddam Hussein en 1975. Kendal Nézan raconte...

« Devenu le maître de l'Irak, Saddam a très vite maté toutes les oppositions dont les Kurdes qui résistaient sur une grande partie de leur territoire en faveur d'une démocratie pluraliste ».

L'on sait aujourd'hui qu'elles ont été les méthodes utilisées par ce

dictateur pour mettre au pas sa propre population. Car celui qui a menacé la coalition de semer la mort dans le désert grâce à ces armes chimiques ne s'était pas gêné de les employer contre les Kurdes. Qui n'a pas gardé en mémoire ces terribles images montrant ces villages devenus véritables charniers et ne s'est senti choqué par la quasi absence de réactions de la communauté internationale. Il est vrai qu'à ce moment-là, le maître de Bagdad était notre meilleur ami au Moyen-Orient, alors 200 000 Kurdes exterminés en 15 ans, quelle importance...

Le jugement porté par Kendal Nézan sur les responsables d'un tel état des choses est sans appel : « Il faut soulever la responsabilité historique et morale de la communauté internationale. Prétendant la sauvegarde d'intérêts économiques, militaires et géopolitiques, les Occidentaux n'ont jamais essayé d'instaurer la démocratie en Irak. Même aujourd'hui, alors que la guerre du Golfe vient de s'achever, leur objectif est de ne pas mécontenter les pétro-monarques (!) ».

Il est vrai que depuis la victoire, les chefs d'Etats ont beaucoup parlé d'un nouvel ordre régional fondé sur la justice mais du peuple kurde (qui compte 25 millions d'âmes, rappelez-le) il n'en a jamais été question. Le Kurdistan est-il condamné à être éternellement sacrifié sur l'autel du pragmatisme ?

Jean-Louis BATALLER

24 heures 9 mars 1991

● Une radio des rebelles kurdes irakiens a diffusé dans la nuit de jeudi à vendredi des messages codés en langue arabe, adressés à des « cellules armées ».

Ces messages, captés par les services des écoutes de la BBC à Londres, sont diffusés par une radio qui s'intitule « Voix du peuple du Kurdistan » et qui affirme être l'organe de l'Union patriotique du Kurdistan irakien.

« Appel, Appel, Appel. De Foudre aux cellules armées », diffuse cette radio qui cite ensuite une série de nombres dont 201, 205, 208, 210.

« Coordonnez votre action et exécutez-la immédiatement », dit-elle,

avant de répéter: « De Foudre, à la cellule 232: Commencez votre action immédiatement. » « De Foudre à la cellule armée 584 et 585: coordonnez et commencez votre action immédiatement. »

La radio termine par cet appel: « De Foudre aux cellules 213, 217, 231, 233, 207, 209, 211 et 226: coordonnez et commencez vos actions immédiatement. »

Le guide spirituel des intégristes pro-iraniens au Liban, cheikh Mohammad Hussein Fadlallah, a assuré hier que l'insurrection en Irak est un « mouvement populaire » et non spécifiquement chiite et que les chiites irakiens sont contre toute partition de leur pays. — (afp)

KURDISTAN

Messages codés

« Foudre aux cellules armées. » Des ordres.

Curdi. Nostra intervista con Hunner Salim, in esilio da dodici anni: dopo la conclusione della guerra del Golfo una richiesta al mondo...

«E adesso non dimenticateci!»

«Da sessant'anni lottiamo nel nostro territorio per il diritto all'autodeterminazione»

(A.M.) Hunner Salim è il rappresentante per l'Italia dell'Istituto curdo di Parigi, un'organizzazione che si occupa della promozione della cultura curda nel mondo. Iracheno, ha 30 anni, e da 12 è esule in Francia. Da tempo si occupa dei rapporti con l'Italia. La sua azione si svolge sia a livello locale, attraverso convenzioni con Comuni e Regioni per la pubblicazione di letterature e grammatiche curde (gran parte delle quali viene poi inviata negli Stati in cui il Kurdistan è diviso), sia attraverso contatti con il Governo, per cercare solidarietà per il popolo curdo: una solidarietà che si dovrebbe concretizzare, oltre che attraverso la concessione di alcune borse di studio, anche con l'istituzione di un Istituto curdo in Italia.

In questo momento l'attenzione dei Curdi è rivolta alla conferenza internazionale di pace che dovrebbe seguire alla guerra nel corso della quale i curdi sperano di ottenere almeno il riconoscimento politico. Su questi temi abbiamo intervistato Hunner Salim.

Nostro servizio

Hunner, quanti sono secondo le stime dell'istituto di Parigi i curdi nei quattro stati medio-orientali nei quali il Kurdistan è diviso?

«In Turchia crediamo vivano oltre sedici milioni di curdi, in Iran ce ne dovrebbero essere più di otto milioni, in Siria forse un milione e mezzo. Nel Kurdistan iracheno ne esistevano più di cinque milioni. Ma negli ultimi dieci anni il 30, forse il 40% dell'intera popolazione curda è stato sterminato, anche con armi chimiche. Il resto è stato deportato. 5000 villaggi curdi sono stati rasi al suolo, comprese chiese e moschee, alcune risalenti al sesto e settimo secolo. In tutti questi Paesi è in corso da anni una politica di assimilazione forzata: in Iraq ed in Siria di arabizzazione, in Turchia di «turchizzazione», ed in Iran di persianizzazione dei curdi. Non esiste in tutto il territorio una sola scuola in curdo. Un popolo che supera i 30 milioni di persone non ha neanche un solo giornale nella propria lingua. Un popolo privato dei propri elementari diritti, che combatte in una solitudine assoluta nelle sue montagne per affermare questi diritti. Di fronte all'indifferenza interna-

zionale per la nostra causa, abbiamo finito per credere che oltre le montagne non abbiamo amici».

Dunque la vostra situazione è simile in tutti e quattro Paesi. Ma si può dire che in Iraq il regime di Saddam Hussein ha peggiorato le vostre condizioni?

«Fino a poco tempo fa a questa domanda avrei risposto "c'è da scegliere tra la peste ed il colera?". Ma ora, con Saddam Hussein, i curdi conoscono un tragico destino. Saddam è giunto al potere nel '78 come vicepresidente, mentre il presidente era un colonnello della stessa città di Saddam, Tikrit. Da circa 23 anni un clan di questa città dirige e comanda i destini dell'Iraq. Nel '78 Saddam ha costretto il presidente legittimo alle dimissioni, e si è proclamato presidente della Repubblica. È membro di un partito simile al nazional-socialismo di stampo nazista, ed è convinto che la nazione araba abbia un messaggio divino per l'umanità. Nel '79 ha stilato un accordo con lo scia di Persia, cedendo all'Iran le due isole di Tomborobra e Tombese, in cambio dell'aiuto contro la resistenza curda. Questo trattato è noto come il trattato di Algeri. Il movimento curdo

ne trasse una grave sconfitta militare e politica, e da quel momento Saddam si è visto le mani libere sul territorio curdo, ed ha cominciato l'arabizzazione delle città curde. Nella città petrolifera curda di Kori Kuk, dalla quale l'Iraq ricava il 77% di tutto il suo petrolio, i curdi non possono comprare case e terreni, hanno solo il diritto di lasciare la città. Sei mesi dopo la resistenza curda è ricominciata nelle montagne del Kurdistan. Nel frattempo allo scia è succeduto l'ayatollah Khomeini, il cui integralismo non era visto di buon occhio dall'Occidente, che quindi non ha ostacolato lo scoppio della guerra tra Iraq ed Iran, causata da Saddam Hussein, che ha stracciato durante una conferenza televisiva il trattato di Algeri. Dopo otto anni di guerra ha riconosciuto di nuovo all'Iran il trattato del '75».

Secondo lei, perché Saddam Hussein ha invaso il Kuwait?

«Perché aveva un vitale bisogno di nuovi finanziamenti per pagare i suoi debiti, che ormai superano i 170 miliardi di dollari. Con l'occupazione del Kuwait ha creduto di appropriarsi della più ricca banca del mondo, ed in più dei giacimenti petroliferi, per controllare il prezzo del petrolio sul mercato mondiale. Credeva che nessuno avrebbe realmente reagito per fermarlo. Dopo il Kuwait, sarebbe sicuramente toccato all'Arabia Saudita. Certamente dopo l'indifferenza mondiale per la tragedia curda si è sentito le mani libere, e anche l'Occidente gli ha dato ragione di pensare questo, fino a che i suoi interessi non sono stati minacciati direttamente con l'invasione del Kuwait. Chi conosce la storia della nostra re-

gione sa che non solo il Kuwait è una creazione inglese, ma anche lo stato dell'Iraq».

Perché i curdi non hanno partecipato con le forze internazionali alla guerra contro Saddam Hussein?

«Non sono un dirigente militare curdo, ma posso dire che il fronte per la liberazione nazionale curda aveva posto come condizione per partecipare alla guerra di essere riconosciuto politicamente. Questo perché noi curdi non siamo dei mercenari, ma da 60 anni lottiamo nel nostro territorio per il diritto all'autodeterminazione».

Cosa chiederete alla conferenza internazionale di pace?

«Ora che il mondo ha scoperto la tragedia curda è giusto che, come a cuore il Libano e la Palestina, pensi egualmente al problema curdo. Chiediamo che il problema dell'autodeterminazione del popolo curdo sia messo sullo stesso piano degli altri problemi. Non possiamo accettare questa differenziazione tra una causa e l'altra e ci chiediamo perché. Forse ci sono popoli di prima classe ed altri di seconda?».

Pensa che la questione curda abbia influito sulla dichiarazione di neutralità di alcuni stati mediorientali?

«Effettivamente è così. La Turchia alleata della coalizione, ha posto come condizione che la questione curda non venga mai evocata. Ripetutamente Turgut Kazal ha affermato che non permetterà che alla fine della guerra in Iraq venga messa in atto la guerra civile come in Libano, e che l'Iraq venga diviso. Teme che se ci sarà per noi qualche progresso in Iraq, i curdi iracheni possono contagiare i loro fratelli curdi nella lotta per la liberazione».

Alessandra Mercanzin

Les Kurdes irakiens de nouveau sur le sentier de la guerre

Comme ils l'ont toujours fait lorsque le régime de Bagdad est en difficulté, les Kurdes d'Irak ont profité de la défaite subie par les armées de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe pour reprendre le sentier de la guerre.

Les Kurdes irakiens — quatre millions, la troisième communauté kurde après celles de Turquie et d'Iran — ne se contentent plus du statut d'autonomie concédé par Bagdad et qui n'a jamais empêché les persécutions. Ils entendent profiter de la situation de faiblesse dans laquelle se trouve le régime pour arracher un Etat fédératif car, explique M. Cheikh Bizini Chaouki, un des directeurs de l'Institut kurde de Paris, « l'autonomie cela se donne mais cela peut aussi se reprendre ».

Tandis que les chiites donnent du fil à retordre aux forces loyalistes irakiennes dans le sud du pays, les « peshmergas » (combattants kurdes, littéralement « ceux qui affrontent la mort ») affirment avoir pris au moins cinq villes du Kurdistan irakien du Sud, dans la région de Souleymaniya, dont Erbil, ville de 900 000 habitants, au cours des derniers jours.

La Voix du peuple kurde, une radio clandestine appartenant à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) marxiste de Djelal Talabani, une des principales organisations du Front

qu'ils ne peuvent prétendre à eux seuls prendre le pouvoir à Bagdad et ce n'est d'ailleurs pas leur objectif. Dans quelques jours, l'ensemble des partis de l'opposition irakienne, dont les cinq formations kurdes, vont se réunir à Bayrouth pour élaborer, avec notamment les partis chiites, soit un projet de gouvernement en exil, soit un projet de gouvernement d'union nationale.

Difficiles négociations

Les négociations vont être délicates : certaines formations chiites — pas toutes — veulent en effet établir une république islamique comme

en Iran, ce que les Kurdes sunnites rejettent. « Nous voulons obtenir des garanties sur la protection de la population civile kurde car il est possible, si nous nous alions aux chiites pour prendre le pouvoir, qu'ils nous éliminent lorsqu'ils l'auront », déclare M. Chaouki.

Les Kurdes ont en effet été régulièrement trahis et ils ont appris à être prudents : en 1920 déjà, lors de la signature du Traité de Sèvres répartisant les dépouilles de l'empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne sont revenues sur leur promesse d'accorder un Etat indépendant aux Kurdes.

Mustafa Barzani, défunt leader historique kurde, a proclamé une république kurde

indépendante au Kurdistan irakien à la fin de la Seconde Guerre mondiale mais cette république s'est effondrée lorsque les Soviétiques ont retiré leurs forces du nord de l'Iran.

Le dernier Chah d'Iran a pour sa part soutenu les Kurdes jusqu'à la signature en 1975 de l'accord d'Alger sur le partage des eaux du Chatt el-Arab entre l'Iran et l'Irak à la faveur duquel il a « lâché » les Kurdes irakiens.

Enfin, en 1988, les Kurdes, qui avaient profité de la guerre Iran-Irak pour reprendre les armes contre le régime de Bagdad, ont subi la vengeance de Saddam Hussein : 4 000 villages détruits (selon l'Institut kurde) et plusieurs milliers d'hommes, femmes et enfants gazés, notamment à Halabja.

L'objectif à terme des 25 millions de Kurdes, qu'ils soient irakiens, irakiens, ou turcs, est d'avoir un Etat indépendant. Mais ils se gardent bien de le réclamer pour le moment : « La conjoncture n'est pas favorable », reconnaît M. Chaouki. La guerre du Golfe a en effet donné l'occasion aux alliés mais aussi aux Etats de la région — Turquie, Iran, Syrie — de réaffirmer, pour mieux contrer les convoitises des uns et des autres, leur attachement à l'intégrité de l'Irak et leur opposition à toute rectification de frontières.

L'or noir part toujours en fumée

dans les puits avant leur retrait.

Les autorités estiment que 800 puits sur le millier que compte l'émirat ont été endommagés. Pour Mousab Al-Alisine, chef d'une équipe chargée de réparer les dégâts, il faudra 20 milliards de dollars au cours des cinq ou dix prochaines années pour remettre les puits en état.

koweïtiens de l'énergie, 718 milliards de litres de pétrole par jour — soit plus que la consommation de la Grande-Bretagne — ont été perdus depuis que les forces irakiennes ont incendié 400 puits de pétrole sur les 500 que compte le plus grand champ pétrolier de l'émirat. Les irakiens ont placé des charges explosives

Les puits de pétrole du Koweït sont toujours en proie aux flammes et certains experts chargés de lutter contre ces incendies estiment que la remise en état de l'infrastructure pétrolière du Koweït pourrait coûter jusqu'à 20 milliards de dollars sur dix ans.

D'après des responsables

LE MONDE 9 mars 1991

Turquie : l'épine kurde

A mesure que leurs « frères » d'Irak font parler d'eux, les Kurdes du Sud-Est anatolien se prennent à rêver de libérer à leur tour leur patrie.

DIYARBAKIR :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

L'état-major et le gouvernement turc suivent avec une attention particulière — mêlée d'une certaine perplexité — la lutte que se livrent Kurdes irakiens et forces fidèles à Bagdad dans le nord de l'Irak.

Hier, le quotidien proche du ministère des Affaires étrangères, *Turkish Daily News*, se faisait l'écho de l'information selon laquelle les villes d'Erbil, Suleymaniyah et Kirkouk seraient tombées aux mains des forces de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK), emmenées par Jelial Talabani.

Dans le même temps, Ankara envoie des émissaires dans plusieurs capitales pour négocier avec les leaders irakiens de tendance modérée, Jelial Talabani en tête, mais aussi Massoud Barzani. Avec une préoccupation : empêcher à tout prix la création d'une fédération kurde en Irak.

Black-out sur l'information

Les plus radicaux ont parlé de désinformation criminelle. Les plus compréhensifs de la volonté d'éviter toute panique inutile. Mais les faits sont là : jamais, durant les sept semaines de conflit avec l'Irak, la population du Sud-Est de la Turquie — la plus exposée — n'a reçu la moindre information sur les consignes de « défense civile » à observer en cas d'attaque irakienne. Les Kurdes ont vu avec effroi les soldats turcs s'équiper de masques à gaz, eux-mêmes devant se contenter de « potions de grand-mères » à vocation préventive. A Diyarbakir et dans la région, au moins sept personnes sont mortes des suites de la panique entraînée par le black-out total sur l'information.

Sur le front intérieur, c'est l'intransigeance absolue face aux séparatistes du PKK. La « pacification » des régions de la région du sud-est turc, que le parti des travailleurs du Kurdistan affirme avoir « libérées », bat son plein. Mais la boîte à Pandore est ouverte. La Turquie ne peut plus éviter de prendre en compte la question kurde.

« Simple mascarade »

A quel jeu se livre le président Turgut Özal ? En plein cœur du conflit, il a publié un projet de légalisation de la langue kurde, refusé depuis soixante-dix ans. Son objectif : montrer à l'opinion internationale que la Turquie est décidée à faire un effort. Et couper

court aux critiques lorsqu'il s'agira de régler ce problème qui envenime les relations d'Ankara avec la Communauté européenne.

L'intention du président turc est sans aucun doute louable. Mais il s'est arrêté à mi-chemin. L'abolition de la « loi scélérate » n° 2932, interdisant « l'emploi de toute langue autre que celle d'un État reconnu par la Turquie », ne va pas loin. Elle n'autoriserait les 8 à 12 millions de Kurdes de Turquie qu'à s'entretenir en privé dans leur langue, sur fond de musique folklorique. Ce qu'ils font déjà depuis toujours. L'essentiel resterait exclu : l'ouverture d'écoles kurdes, l'emploi du kurde dans les administrations locales, l'engagement politique « officiel » en faveur de la cause... et même la possession de cassettes vidéo en kurde. Ici, dans le Sud-Est, on parle de « simple mascarade ».

Toutefois, vu d'Ankara, le pas est déjà énorme. Car les tabous ont la vie dure. Si la loi de légalisation est adoptée (rien n'est moins sûr), ce sera de toute façon trop peu et trop tard. Dans le Sud-Est de l'Anatolie et dans la région du Botan où vivent 4,5 millions de Kurdes, la question est cruciale : il s'agit de savoir comment éviter la guerre civile, et à quel prix.

A mesure que les combattants kurdes d'Irak font parler d'eux, leurs « frères » de Turquie osent rêver de « libération » de leur pays, qui n'existe pas. Et l'épine kurde s'enfoncé de plus en plus profond dans le pied du régime turc.

LE MONDE 10/11 mars 1991

La situation en Irak

Le mécontentement gagnerait l'entourage du président irakien

Tandis que les combats se poursuivent dans le sud de l'Irak, où la situation demeure extrêmement confuse, les responsables américains estimaient, vendredi 8 mars, que le président irakien Saddam Hussein est tout autant menacé par son entourage que par la rébellion des fondamentalistes chiïtes ou des Kurdes.

Les troubles se poursuivaient vendredi dans plusieurs villes d'Irak, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. Selon lui, les combats entre forces gouvernementales et dissidents étaient les plus violents autour des villes de Nadaf et Kerbala, au sud de Bagdad, mais des affrontements étaient également signalés dans le Nord, au Kurdistan. Un responsable du gouvernement américain a souligné que les rebelles étaient légèrement armés et mal organisés, alors que les unités engagées contre eux étaient

puissamment équipées et bien encadrées. Le même responsable n'a cependant pas voulu tirer de conclusions définitives, expliquant que la rébellion se rallumait même dans des zones reprises par l'armée et que les combats n'avaient plus lieu seulement dans les villes, mais dans les campagnes le long des routes. « La situation n'est pas seulement militaire, mais politique », et il est impossible de se baser sur le seul rapport des forces, a-t-il dit.

D'après d'autres responsables, les services de renseignement ont décelé des preuves de mécontentement parmi les chefs militaires et le petit cercle de conseillers de M. Saddam Hussein. Des membres de la garde républicaine et de la direction du parti Baas regrettent apparemment de l'avoir laissé s'entraîner dans une guerre désastreuse. Plusieurs analystes prévoient d'ailleurs une montée de ce mécontentement au fur et à mesure que des dizaines de milliers de soldats vaincus et humiliés répandront à travers le pays la nouvelle de l'ampleur de la défaite.

Les rébellions des musulmans chiïtes dans le sud du pays et la reprise de la lutte des séparatistes kurdes dans le Nord risquent, en revanche, de conduire les dirigeants de Bagdad à resserrer les rangs autour de leur président, a estimé un influent sénateur démocrate. « Les éléments les plus actifs contre lui — les Kurdes et les chiïtes — ont provoqué un choc en retour chez certains responsables », a déclaré M. David Boren (Oklahoma), président de la commission sénatoriale de renseignement. « Ils comprennent qu'il y a de réels dangers de partition et d'effondrement du pays, d'une disparition de son identité nationale, a-t-il poursuivi. Certains d'entre eux n'aiment pas particulièrement Saddam, mais ils s'alarment des mouvements séparatistes et préfèrent supporter sa brutalité, parce qu'ils le croient capable de préserver l'unité du pays. »

Le gouvernement américain n'encourage ni la partition du pays, ni la venue au pouvoir d'un mouvement islamiste qui serait étroitement lié à un Iran antiaméricain. « Nous ne croyons pas que des forces extérieures

devraient intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak », a rappelé M. Boucher vendredi, après que le président iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani eut appelé Saddam Hussein à se démettre (voir ci-dessous).

Du gaz moutarde contre les rebelles ?

Selon un membre de l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (SAIRI), à ce jour plus de 30 000 personnes ont trouvé la mort dans le soulèvement amorcé depuis une semaine en Irak contre le président Saddam Hussein.

M. Jawad El Maliki, du parti musulman chiite Al Daawa, a, pour sa part, affirmé à Damas que du gaz moutarde avait été utilisé contre des manifestants à Al Hillah, Al Kifl, dans la ville sainte de Nadjaf et dans certaines parties de Bassorah, selon lui toujours contrôlée à 70 % par les rebelles. Il a ajouté que des hélicoptères de combat et l'artillerie lourde avaient servi à mater l'agitation dans deux quartiers pauvres de Bagdad, Al

Thawra et Al Choula, mercredi et jeudi. M. El Maliki n'a toutefois pas révélé l'origine de ses informations, et il n'était dans l'immédiat pas possible de confirmer ses affirmations, ni celles des réfugiés en provenance de Bassorah.

Les principaux courants de l'opposition islamique au régime irakien ont lancé des appels à la « communauté internationale » pour qu'elle empêche ce régime de poursuivre le « massacre des insurgés », soulignant que la bataille était inégale. Plus de deux

cents délégués venus du Proche-Orient et d'Europe, représentant une trentaine de partis ou organisations de toutes tendances, sont attendus à l'hôtel Bristol à Beyrouth du 10 au 12 mars pour tenter de franchir une nouvelle étape vers l'unité d'action. « Notre unité est la garantie de la fin de la dictature, du renforcement de l'unité de la patrie et de la victoire de l'alternative choisie par notre peuple », affirme le comité d'action commune des forces de l'opposition formé en décembre dernier à Damas.

Selon M. Jalal Talabani, de l'Union

patriotique du Kurdistan, la constitution d'un gouvernement en exil pourrait être évoquée au cours de cette réunion, mais « l'urgence, pour le moment, est de soutenir l'insurrection intérieure ». Toutefois, estiment les observateurs, des divergences risquent d'apparaître rapidement entre des formations disparates, aux objectifs politiques parfois carrément contradictoires. La question fondamentale de la nature du régime qui pourrait remplacer la dictature baassiste n'a pas encore été abordée.

A Bagdad, les autorités irakiennes ont accordé vendredi une semaine de grâce supplémentaire aux déserteurs pour qu'ils regagnent leurs unités. La presse officielle demeure toujours muette sur le mouvement insurrectionnel dans le sud de l'Irak. La radio, en revanche, a annoncé vendredi qu'un dirigeant du parti Baas avait rencontré le maire de Bassorah, dont les rebelles avaient précédemment annoncé la mort au cours des émeutes. — (AFP, Reuter.)

Midi Libre
10 mars 1991

Le drame kurde

par Yves CUAU

■ Est-ce vraiment l'Elysée qui a empêché le bon docteur Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'Action humanitaire, de participer à un grand colloque sur la question kurde organisé à Washington ? La mollesse des démentis opposés à cette information reflète en tout cas un embarras profond.

Et si le président George Bush dans son discours devant le Congrès a évoqué le problème palestinien, il s'est bien gardé de la moindre référence au problème national kurde.

Tout laisse pourtant à penser que Saddam Hussein, s'il réussit à mater la révolte chiite partie de Bassorah, va ensuite se retourner avec toute la férocité dont il est capable contre le Kurdistan. Et l'on verra réapparaître dans le Nord du pays ces avions, ces hélicoptères de combat, peut-être ces armes chimiques qui n'ont pas été utilisés à Koweït.

Pauvres Kurdes ! Le monde entier s'intéresse au sort des Palestiniens et estime, à juste titre, qu'une paix durable est impossible au Proche-Orient sans leur donner un véritable foyer national. Le monde entier souhaite qu'il n'y ait pas demain deux poids et deux mesures dans le respect de l'application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Fort bien.

Il est, en effet, difficile, après avoir employé la force militaire pour faire respecter la résolution 678 qui prévoyait l'emploi de « tous les moyens nécessaires » pour parvenir à la libération du Koweït d'oublier l'existence de la

résolution 242, votée en 1967, qui préconisait l'évacuation « de » territoires occupés par Israël en échange d'une paix juste.

Une histoire ancienne

Mais les Kurdes ? Leur destin est l'un des plus tragiques du monde. Les Palestiniens sont un peu plus de quatre millions. Eux représentent un peuple de plus de vingt millions de personnes, avec une histoire ancienne et glorieuse, une langue et une religion communes, puisque 95 % d'entre eux sont musulmans de confession sunnite. Mais ils sont littéralement écartelés entre Turquie (10.000.000), Iran (6.000.000), Irak (3.000.000), Syrie (800.000) et URSS (350.000).

Ils ont autant de titres à l'indépendance nationale à faire valoir que bien d'autres peuples, à commencer par les Palestiniens. Mais ils sont victimes de l'une des plus formidables injustices historiques de notre siècle. Leur destin a pourtant hésité au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors de la dislocation de l'empire ottoman.

En août 1920, le traité de Sévres signé entre la Sublime Porte et les Alliés victorieux prévoyait la création d'un Etat arménien et l'autonomie pour les Kurdes. Trois années plus tard, le traité de Lausanne abrogeait celui de Sévres, et le malheur des Kurdes était scellé, comme celui des Arméniens.

Malheur ? Le mot n'est pas trop fort. Eclatés entre cinq Etats,

les Kurdes sont condamnés à rester une nation déchirée. Jamais Ankara, Bagdad ou Téhéran, pour ne parler que des zones de concentration les plus importantes, n'accepteront la création d'un grand Kurdistan souverain qui amputerait leurs populations et diminuerait de sensible manière leur territoire.

Mais cette situation condamne les Kurdes au drame et comporte pour eux-mêmes un aspect suicidaire. Nationalistes irréductibles, ils sont condamnés depuis 1923 à s'allier régulièrement avec le diable, c'est-à-dire avec les ennemis du moment de l'Etat dans lequel ils sont installés. Et ils sont, par là-même, vulnérables à toutes les réconciliations. Ils sont les premières victimes désignées de la fin de toutes les guerres.

Avant 1975, par exemple, le Shah d'Iran utilise sans complexes les hommes du légendaire Mustafa Barzani pour lutter contre le régime irakien dont les prétentions hégémoniques dans la région l'inquiètent.

Mais lorsque Saddam Hussein (déjà lui...) signe l'accord d'Alger au mois de mars de cette année 1975 qui donne pleine satisfaction à l'Iran dans ses revendications de souveraineté sur le Chatt al-Arab, le Shah laisse tomber du jour au lendemain les Kurdes irakiens et ferme la « piste Barzani » qui était le véritable cordon ombilical de la résistance. Un mois plus tard, deux cent mille réfugiés franchissent la frontière. Le rêve est brisé. Le

Kurdistan brûle à la suite d'une épouvantable répression.

Treize ans plus tard, en 1988, nouveau drame. La résistance kurde a profité des huit années de guerre entre l'Iran et l'Irak pour renaître de ses cendres. L'accord de cessez-le-feu entre Bagdad et Téhéran scelle une fois de plus son sort.

Le monde entier reste passif

Saddam Hussein lance sa fameuse garde républicaine contre le Kurdistan. C'est la tragédie de la petite ville d'Halabja où plus de 5.000 civils, femmes, enfants, vieillards sont gazés en pleine nuit. Dans les villages de la montagne, la population est raflée dans d'effroyables conditions et regroupée dans des camps de concentration.

En 1991, les Kurdes d'Irak vont payer une fois de plus le prix du sang pour leur début de soulèvement après la défaite des troupes de Saddam Hussein au Koweït. Une fois de plus, le monde entier restera passif, indifférent.

Il ferait bien de se méfier.

Les Palestiniens ont médiatisé leur cause en utilisant l'arme du terrorisme. Les Kurdes, eux, y ont toujours répugné, à l'exception de quelques extrémistes basés en Turquie.

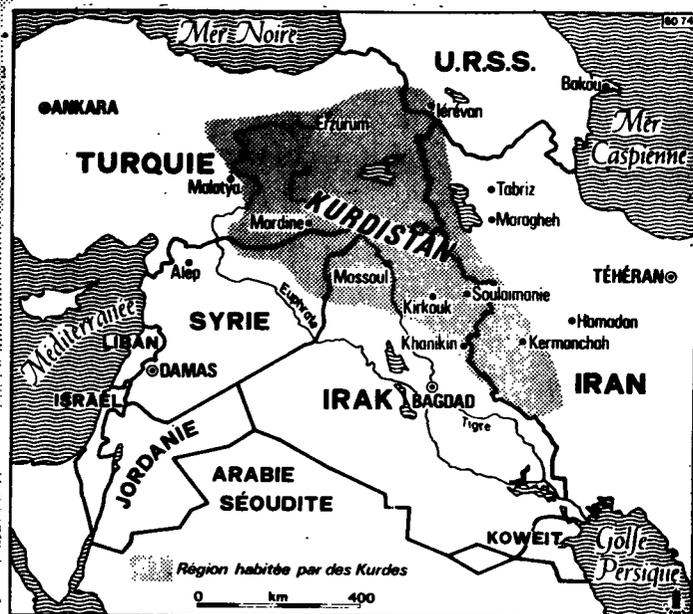
Mais la terreur est l'arme des désespérés. La Maison-Blanche, le Vatican, l'Elysée souhaitent la paix entre Israël et le monde arabe. Ils feraient bien, aussi, de se soucier enfin de l'injustice faite au peuple kurde.

GOLFE / L'APRÈS GUERRE

SUD OUEST

10 mars 1991

**Ces Kurdes
massacrés
trahis, oubliés,
divisés...**



... Et pourtant ils existent. Ils sont 26 millions, mais leur droit à l'existence n'est toujours pas reconnu malgré les belles promesses. Et toujours rien à espérer.

Le rêve de Saddam Hussein s'est achevé en cauchemar. Jusqu'à la fin de la guerre, il a crié victoire, mais il ne sera ni Nabuchodonosor, roi de Babylone et vainqueur du royaume de Juda, ni Haroun el-Rachid, calife des Abbassides, ni Saladin, pourfendeur des Croisés et libérateur de Jérusalem.

Avec le dernier de ces personnages célèbres, il a pourtant deux points communs : il est musulman sunnite et né dans la même ville de Tikrit. Toutefois, contrairement à Saladin, il n'appartient pas au peuple kurde dont les terres s'étendent aujourd'hui sur cinq pays.

Plusieurs fois trahis

En lutte perpétuelle, les Kurdes existent, mais leur droit à l'existence n'est pas reconnu. Ils appartiennent à une vieille civilisation dont les traces remontent à la plus haute Antiquité. Ces héritiers des Mèdes, peuple indo-européen, proche ethniquement des Iraniens et des Afghans, sont aujourd'hui environ 26 millions dont 20 % de chiites. Une grande partie d'entre eux (12 millions) vit dans l'est de la Turquie. Les autres sont établis en Iran (7 millions), en Irak (4 millions), en Syrie (1,3 million), en URSS (700 000). D'importantes minorités ont émigré au Liban



De farouches combattants, victimes de toutes les trahisons (AFP)

(200 000) et en Occident (600 000).

En 1920, les grandes puissances qui se partageaient les dépouilles de l'Empire ottoman avaient inscrit la création d'un Etat kurde dans le traité de Sévres, mais trois ans plus tard, à Lausanne, les mêmes grandes puissances avaient changé d'avis pour plaire à Moustapha Kémal, le fondateur de la Turquie moderne.

Ce ne sera pas la première trahison dont ils seront victimes.

De tous les pays où vivent les Kurdes, l'Irak fut celui où leurs droits furent, au moins formellement, reconnus. Ce fut un des moyens politiques utilisés par les Irakiens pour protéger les riches gisements pétroliers de la région de Mossoul. Ainsi, en 1970, les autorités de Bagdad leur promirent l'automobile. Promesse sans lendemain : en 1972, les Soviétiques, resserrant leurs liens avec Bagdad, interrompent leur aide aux Kurdes irakiens et, en 1975, les Accords d'Alger marquent la réconciliation (provisoire) entre l'Irak et l'Iran et la fin de l'aide de Téhéran et de Washington aux Kurdes iraniens.

**Chair à canon
en Irak et en Iran**

Bien que trahis, ils resteront, dans l'ensemble, solidaires de leurs pays respectifs. Ainsi, lorsque les troupes irakiennes envahirent le Khouzistan en 1979, les Kurdes furent placés en première ligne sur les deux fronts : avec les Arabes chiites dans l'armée irakienne et avec les Perses chiites dans l'armée iranienne.

Dans cette guerre de huit ans, ils perdirent des dizaines de milliers de morts. Les civils ne furent pas épargnés. Ainsi, en 1988, Bagdad ordonna d'attaquer avec des gaz de combat plusieurs localités irakiennes, notamment Halabdjia, considérées comme favorables à l'Iran.

La paix revenue, le président Sad-

dam Hussein, pour effacer les blessures laissées par la guerre, promit de remettre au goût du jour les projets d'autonomie et intégra dans des milices, contrôlées par le parti socialiste Baas, davantage de Kurdes irakiens.

La trêve fut de courte durée. Quand la crise éclata entre Bagdad et Washington après l'annexion du Koweït le 2 août 1990, les Kurdes et les chiites se retrouvèrent en première ligne. Rien de plus naturel : ce sont de bons combattants et le vice-président de la République irakienne, Fâhar Maarouf, numéro quatre du Conseil de commandement de la Révolution, est un Kurde. Ce sont eux qui, avec les Arabes chiites, subirent les plus lourdes pertes.

A peine le cessez-le-feu était-il proclamé, le 28 février 1991, que la guerre civile éclatait en Irak opposant, au sud, des islamistes chiites et, au nord, des tribus kurdes aux troupes restées fidèles au pouvoir central.

**Brimés en Turquie
ignorés en Syrie**

En Turquie et en Syrie, leur sort n'est guère plus enviable. Pour le gouvernement syrien, tous ne sont pas des citoyens à part entière. Beaucoup sont considérés comme apatrides.

Le gouvernement turc n'est guère plus généreux. Les quelque 12 millions de Kurdes qui vivent dans le pays pourraient être autorisés prochainement à parler leur langue, à condition que ce soit en privé. En outre, l'est de la Turquie est sous le

contrôle de l'armée. Les accrochages sont quotidiens avec les maquisards kurdes qui tiennent les crêtes et les cols frontaliers de l'Irak. Conséquence de cette insécurité : le nombre de réfugiés s'accroît dans les camps. Ils sont 400 000 à 500 000 d'origine turque et irakienne en Iran et 30 000 d'origine irakienne en Turquie. Quant à ceux qui cherchent refuge en Syrie, ils sont souvent refoulés vers le Liban...

Oubliés en URSS et en Occident

Les Soviétiques les ont oubliés. Pourtant, beaucoup de Kurdes se sont battus à leurs côtés durant la Seconde Guerre mondiale. Cette collaboration fut à l'origine de l'éphémère République kurde de Mahabad, fondée en 1946 et supprimée l'année suivante. Ainsi l'un des plus célèbres d'entre eux, le mollah Moustapha el-Barzani, qui fut général de l'Armée rouge, passa le reste de sa vie à combattre le régime irakien, à partir de l'Iran et avec l'appui des Américains.

En Occident, les dirigeants politiques les évitent. En France, néanmoins, certains gestes ont été accomplis récemment en leur faveur. En octobre 1989, une conférence portant sur les droits de l'homme et l'identité culturelle des Kurdes s'est tenue à Paris. M^{me} Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République, a mené plusieurs actions en faveur des réfugiés kurdes. L'an dernier — geste sans précédent —, une délégation de nationalistes kurdes fut reçue au Quai d'Orsay par M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée. Il y avait un grand absent, le Dr Abdourahmane Ghassemilou, chef du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran), assassiné le 13 juillet 1989 à Vienne par des envoyés du gouvernement de Téhéran avec lequel il avait entamé des négociations de paix.

Divisés par leurs protecteurs

Malgré des décennies de lutte

pour leur autonomie et leur indépendance, les Kurdes sont divisés et donc vulnérables. Ceux d'Irak ont constitué un front qui regroupe le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, le fils de Moustapha mort en 1979, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Sami Abdourahmane, le PSK (Parti socialiste kurde) du Dr Mahmoud Othman. Les Kurdes iraniens, regroupés au sein du PDKI que dirige désormais le Dr Saïd Charafaandi, sont restés à l'écart.

Que peuvent-ils changer ? La création d'un Kurdistan indépendant serait justice, mais elle provoquerait un cataclysme régional. Que peuvent-ils faire ? Contrairement à d'autres peuples brimés, ils n'ont jamais versé dans le terrorisme ou pratiqué la prise d'otages. Que peuvent-ils espérer ? Attendre de prochaines promesses et de prochaines trahisons. Voilà pourquoi les Kurdes resteront encore longtemps aux portes de Bagdad, d'Ankara, de Téhéran, de Damas et de Moscou sans pouvoir se faire entendre

Jean Jolly.

ACPD23 PR:03 PEXIGNW GOLFE
LA SITUATION EN IRAK
L'OPPOSITION IRAKIENNE APPELLE AU SECOURS

529

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

Paris, 10 mars - Le calvaire est fini. Dix-sept des 38 journalistes occidentaux libérés vendredi sont arrivés, dimanche matin, à l'aéroport militaire de Villacoublay, dont quatorze Français, deux Américains et un journaliste espagnol. Leur témoignage est sans ambiguïté : la ville de Bassorah, au sud de Bagdad, aura bel et bien été l'objet de violents combats entre fidèles de Saddam Hussein et les rebelles chiites.

Des témoignages qui confirment que la confusion règne plus que jamais en Irak. Entre les rebelles chiites majoritaires dans le sud du pays et les Kurdes au nord du pays, la contestation contre le maître de Bagdad s'amplifie de jour en jour. Réunis dimanche à Beyrouth pour une conférence de trois jours sur l'après-guerre, avec l'objectif affiché de renverser le président irakien, les 17 mouvements de l'opposition irakienne ont, d'ailleurs, insisté sur les succès de l'insurrection. Selon le porte-parole de la "coalition", Abu-Maythgam Saghir, les insurgés auraient pris le contrôle de 29 villes irakiennes. Et le mouvement insurrectionnel se serait étendu à la banlieue de Bagdad, à Shoulah et Thawarh notamment. Plus frappant encore, des unités de la Garde républicaine, l'élite de l'armée de Saddam Hussein, auraient rejoint les rangs de l'opposition, y compris un général de la 10^e division stationnée au sud de Bassorah.

Mais les combats sont acharnés. L'opposition irakienne a lancé, dimanche, un appel à la communauté internationale afin que celle-ci vienne en aide à la population, meurtrie et "affamée" par la guerre. "De nombreuses personnes sont en train de mourir dans les villes occupées par les insurgés. Le régime coupe les approvisionnements de denrées alimentaires et l'aide médicale. Nous appelons toutes les organisations humanitaires à venir en aide au peuple irakien", a déclaré Saghir.

Par ailleurs, un porte-parole du Parti démocratique Kurde à Paris, a affirmé, dimanche, que les insurgés kurdes avaient pris le contrôle de deux nouvelles villes au nord de l'Irak, dont Halabja, ville à la frontière irano-irakienne, gazée par l'armée irakienne en 1988.

AFP. — AFP.

La menace de l'arme chimique

'Halabja': un précédent, une tragédie. D'où la mise en garde de la Maison Blanche devant l'utilisation éventuelle de l'arme chimique contre le mouvement insurrectionnel. L'avertissement aurait été transmis vendredi par l'ambassadeur américain à l'ONU, Thomas Pickering, à son homologue irakien, accompagné d'une menace de reprendre les bombardements en cas de recours à cette arme. Le secrétaire d'Etat américain, James Baker, a confirmé cette mise en garde dimanche en Arabie saoudite, sans toutefois préciser ce que serait la réponse américaine, dont les troupes sont encore stationnées dans le sud de l'Irak. D'après les informations recueillies par le 'New York Times', les alliés auraient capté des communications de l'armée irakienne autorisant l'utilisation de l'arme chimique contre les rebelles, dans les villes saintes de Karbala et Najaf.

Une menace prise très au sérieux. De nombreux civils kurdes (près de 4 000) avaient trouvé la mort lors de l'épandage chimique de la ville de Halabja, une répression dirigée par celui-là même qui vient d'être désigné nouveau ministre de l'Intérieur, le général Ali Hassan al-Meguid, cousin du président irakien.

ACPO06 PR:03 IGNEFIN ACTUALITES 570
PANORAMA-EXPRESS-14H00
Paris, 10 mars

ACP/TELPRESSE

- LA REBELLION KURDE S'INTENSIFIE. A Paris, un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan rapporte que quatre villes ont été prises par les Kurdes insurgés contre Saddam Hussein. Parmi elles, Halabja, une ville située à la frontière Iran-Irak et où 5 000 civils avaient péri après l'attaque à l'arme chimique lancée par les forces irakiennes en 1988. D'autre part, l'agence iranienne IRNA révèle que les Kurdes ont pris deux nouvelles villes dans le nord de l'Irak, Kalar et Kefri ainsi que six petites communes.

IRAK

Poursuite de la rébellion

LA rébellion en Irak s'est poursuivie hier. Le président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafsanjani a fait part de sa « préoccupation devant la situation intérieure en Irak et l'éclatement possible d'une guerre civile d'envergure dans ce pays ».

M. Rafsanjani a estimé « nécessaire que tous les groupes d'opposition coopèrent pour éviter le démembrement de l'Irak ».

Dans le sud de l'Irak, à majorité chiite, la violence des combats - notamment à l'artillerie lourde - entre adversaires et partisans du président Saddam Hussein, autour de la ville de Bassora, a été

La Montagne 11 mars 1991

confirmée par les 38 journalistes étrangers, arrivés samedi en Jordanie après six jours de captivité en Irak. Dix-sept de ces journalistes, dont 14 français, ont regagné, hier, la France.

Le ministre irakien de l'Intérieur Ali Hassan al-Majid, ainsi que 40.000 soldats irakiens, étaient « encerclés à Bassora par des forces révolutionnaires », a indiqué hier un porte-parole de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique d'Irak (ASRII).

Par ailleurs, toujours selon ce porte-parole, dans une attaque-suicide, une jeune fille de 14 ans, Zeinab al-Basri, s'est jetée samedi sous les chenilles d'un char irakien à Bassora, alors qu'elle portait des explosifs.

A Kerbala, au centre du pays, la Garde républicaine irakienne a tué 500 insurgés en reprenant, hier, la ville sainte aux rebelles.

Depuis Damas, Téhéran et Beyrouth, les différents mouvements de l'opposition irakienne ont multiplié les appels à la communauté internationale pour venir en aide à la rébellion. Un congrès de l'opposition irakienne doit s'ouvrir à Beyrouth. D'ores et déjà, ses

participants ont annoncé qu'ils refusaient toutes négociations avec Saddam Hussein.

Insurrection dans le Kurdistan

Par ailleurs, l'opposition à Saddam Hussein a annoncé au cours des derniers jours la chute de plusieurs villes du Kurdistan, ainsi que la mort ou le ralliement de militaires loyalistes, dans cette région du nord de l'Irak, gagnée par l'insurrection après la fin de la guerre du Golfe.

En l'absence de toute réaction officielle irakienne à ces événements, les informations proviennent essentiellement des groupes d'opposition, des agences officielles syrienne SANA et iranienne IRNA, qui se fondent notamment sur les récits des réfugiés irakiens ayant fui leur pays, sur l'opposition, ou sur leurs propres sources.

Seul le Département d'Etat américain a fait état de troubles dans le Kurdistan irakien entre forces loyalistes et opposants, sans donner de précisions sur le déroulement de ces affrontements.

Un nombre important de villes du Kurdistan irakien sont

tombées aux mains des insurgés, selon différentes sources, notamment Souleimanyah et la garnison d'Halabja, petite ville martyre bombardée à l'arme chimique par Bagdad en mars 1988. La chute de Halabja a été annoncée samedi soir par le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK).

Les « forces populaires » ont également pris Kalar et Kefri, dans la province de Kirkouk, et cinq petites communes dans la province de Souleimanyah. L'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK) a annoncé de son côté, samedi, la chute de Shaqlawa (province d'Erbil), Darbandikhan et Bavpour (province de Kirkouk).

D'autres sources de l'opposition ont affirmé qu'Azmar (nord-est) et la région de Sotchi (à 40 kilomètres de Souleimanyah) sont aux mains des insurgés.

L'opposition kurde a affirmé contrôler Horamane et Sharzour, dans la région de Halabja, ainsi que de la région de Karadach.

L'Organisation de l'action islamique d'Irak (OAI) de l'ayatollah Mohammad Taghi Moudarresi a affirmé, de son côté, que « le soulèvement s'est intensifié dans le nord, notamment à Kirkouk et à Mossoul ».

MIDI LIBRE 10 mars 1991

Les rebelles kurdes et chiïtes progresseraient partout en Irak

Iran et Etats-Unis mettent en garde Bagdad contre la répression chimique

L'opposition accuse le régime irakien d'avoir déjà utilisé l'arme chimique à Najaf

■ Les témoignages concordent: le régime de Saddam Hussein n'est pas parvenu à mater la rébellion dans son pays ruiné par la guerre. Il semble même qu'il ne soit plus capable de l'enrayer, d'après les opposants chiïtes (sud) et kurdes (nord).

La situation pourrait devenir encore plus dramatique si les ordres d'emploi de l'arme chimique pour réprimer les rebelles étaient concrétisés. L'opposition affirme que Bagdad a déjà commencé à utiliser ces armes.

Le *New York Times* a révélé hier que les renseignements alliés ont intercepté des ordres émanant du commandement militaire à Bagdad autorisant l'emploi de l'arme chimique contre les rebelles à Najaf et Kerbala. Le président Bush aurait « fermement mis en garde » l'Irak contre un recours à l'arme chimique envers ses opposants.

Plus nette encore a été la prise de position de Téhéran, hier. Le Conseil suprême de sécurité nationale iranien, la plus haute instance de décision politique en Iran, réuni en présence du guide de la République islamique Ali Khamenei, a « mis en garde » les dirigeants irakiens « contre la répression et le massacre du peuple irakien ».

Par le discours, la veille, du président Rafsandjani qui demandait à Saddam de démissionner, l'Iran avait montré pour la première fois qu'il était prêt à s'impliquer dans ce début de guerre civile.

Selon l'agence syrienne SANA, Bayan Jaber, porte-parole de l'Assemblée Suprême de la Révolution Islamique en Irak (ASRII), de l'ayatollah Bagher Hakim, affirme que « les forces du régime irakien ont utilisé l'arme chimique contre les populations de Kerbala et Najaf, faisant de nombreuses

victimes ». Najaf et Kerbala sont des lieux saints chiïtes.

Par ailleurs, l'agence SANA publie un communiqué demandant aux « gouvernements arabes et islamiques d'apporter une aide au soulèvement du peuple irakien » et demande une réunion du Conseil de sécurité.

Sur les fronts de la guerre civile, les nouvelles qui parviennent à sortir d'Irak indiquent que l'insurrection progresse.

Selon l'agence officielle iranienne IRNA, les rebelles auraient saisi 40 hélicoptères de l'armée irakienne qui étaient cachés dans des palmeraies entre Bassorah et Amara.

Un réfugié irakien arrivé hier en Iran a déclaré que la ville d'Amara est toujours sous le contrôle des « forces populaires » et que les efforts des troupes gouvernementales pour la reprendre sont demeurés vains. Il affirme que les gouvernementaux ont intensément bombardé Amara vendredi.

Toujours selon IRNA, la Garde républicaine est intervenue hier à l'artillerie lourde contre les insurgés et les manifestants anti-Saddam Hussein à Bassorah. Les tirs auraient atteint une raffinerie et un grand complexe pétrochimique qui ont pris feu.

Des réfugiés font état également de désordres à Bagdad et affirment qu'il y a eu de nombreux morts et blessés hier à Al-Thawra, banlieue de la capitale irakienne, dans des affrontements entre manifestants anti-Saddam Hussein et forces fidèles au régime. Ces réfugiés affirment que « le soulèvement populaire fait rage dans beaucoup de villes ».

Côté kurde, l'Union patriotique du Kurdistan irakien a annoncé hier la chute de 3 villes du Kurdistan, après avoir affir-

mé que Souleimanyah, chef lieu, était tombé.

Baker Fattah, de l'UPK, a indiqué qu'il s'agit des villes de Shaqlawa, dans la province d'Erbil, Darbandikhan, dans la province de Souleimanyah, et Bavmour, province de Kirkouk.

Une autre porte-parole de l'UPK, Jalal Talabani, a indiqué qu'avec la prise de Darbandikhan, c'est l'ensemble de la province de Souleimanyah qui est maintenant tombée sous le pouvoir de l'opposition à Saddam Hussein. Il en serait de même pour la région de Sotchi, à 40 km de la province de Souleimanyah. L'opposition kurde a pris également le contrôle de Horamane et Sharzour, dans la région de Halabja, ainsi que de la région de Karadach.

Selon des opposants chiïtes, 3 officiers supérieurs de l'armée de terre irakienne ont été capturés par des « comités révolutionnaires dans une zone libérée » au sud de l'Irak après une offensive lancée contre le siège du 7e corps d'armée.

Cinq divisions de l'armée de terre irakienne auraient été attaquées jeudi et vendredi par des combattants kurdes dans le Kurdistan, et la plupart de leurs officiers et soldats ont rejoint les « forces révolutionnaires », annonce l'ASRII.

L'Organisation de l'Action islamique d'Irak (OAI) de l'ayatollah Moudaressi affirme que « le soulèvement a éclaté dans 27 villes d'Irak, et s'est intensifié dans le nord, notamment à Kirkouk et à Mossoul ». L'OAI dit aussi que les « forces populaires » ont pris la radio d'Etat à Bassorah.

Selon l'OAI, les villes de Kerbala et de Najaf continuent de lutter contre les autorités qui ont bombardé leurs populations. Le porte-parole de l'OAI a ajouté qu'à Najaf 10.000 soldats de la Garde républicaine ont rejoint les insurgés.

Journal de la Réunion 11 mars 1991

Poursuite de l'insurrection dans le Kurdistan irakien

L'opposition à Saddam Hussein a annoncé au cours des derniers jours la chute de plusieurs villes du Kurdistan, ainsi que la mort ou le ralliement de militaires loyalistes, dans cette région du nord de l'Irak, gagnée par l'insurrection après la fin de la guerre du Golfe

En l'absence de toute réaction officielle irakienne à ces événements, les informations proviennent essentiellement des groupes d'opposition, des agences officielles syrienne SANA et iranienne IRNA, qui se fondent notamment sur les récits des réfugiés irakiens ayant fui leur pays, sur l'opposition, ou sur leurs propres sources.

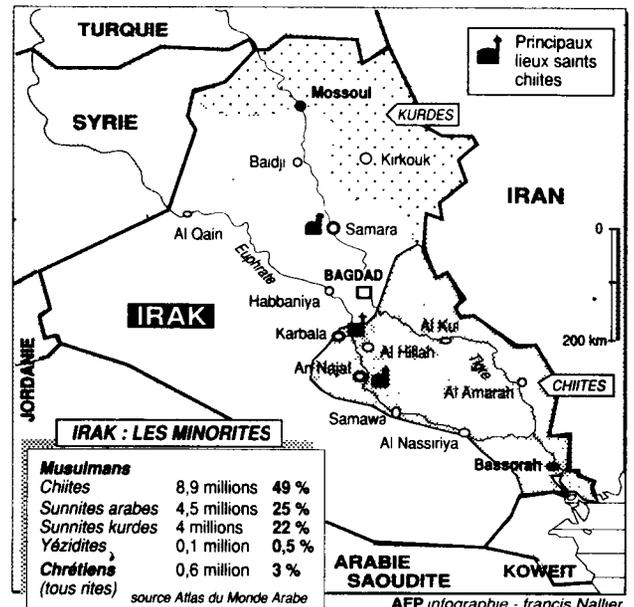
Seul le Département d'Etat américain a fait état de troubles dans le Kurdistan irakien entre forces loyalistes et opposants, sans donner de précisions sur le déroulement de ces affrontements. Un nombre important de villes du Kurdistan irakien sont tombées aux mains des insurgés, selon différentes sources, notamment Souleimanyah et la garnison de Halabja, petite ville martyre bombardée à l'arme chimique par Bagdad en mars 1988. La chute de Halabja a été annoncée samedi soir par le Parti Démocratique du Kurdistan irakien (PDK). Les "forces populaires" ont également pris Kalar et Kefri, dans la province de Kirkouk, et cinq petites communes dans la province de Souleimanyah.

L'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK) a annoncé de son côté samedi la chute de Shaqlawa (province d'Erbil), Darbandikhan, et Bavmour (province de Kirkouk). D'autres sources de l'opposition ont affirmé qu'Azmar (nord-est) et la région de Sotchi (à 40 kilomètres de Souleimanyah) sont aux mains des insurgés.

L'opposition kurde a affirmé contrôler Horamane et Sharzour, dans la région de Halabja, ainsi que de la région de Karadach. L'Organisation de l'Action Islamique d'Irak (OAI) de l'ayatollah Mohammad Taghi Moudaressi a affirmé, de son côté, que "le soulèvement s'est intensifié dans le nord, notamment à Kirkouk et à Mossoul".

Informations contradictoires

Concernant la ville de Khanaqin (nord-est de l'Irak, près de la frontière avec l'Iran), les informations sont contradictoires, des réfugiés affirmant qu'elle a été reprise par les forces gouvernementales, alors que les partis de l'opposition affirment qu'elle est toujours aux mains des



"forces populaires". Selon l'Assemblée Suprême de la Révolution Islamique d'Irak (ASRII) de l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim, les villes d'al-Ghaem, Sinjar, Tall Afar, Akaachak, et plusieurs autres villes du nord du pays, sont aussi "contrôlées par la population".

L'opposition kurde ou chiite a également affirmé que plusieurs divisions de l'armée irakienne, stationnées dans le nord-est du pays, ont été attaquées dans le Kurdistan irakien, et que la plupart de leurs officiers et soldats ont rejoint les "forces révolutionnaires".

Plusieurs centaines de militaires ont été capturés lors d'attaques lancées par les Kurdes contre les sièges de ces divisions dans des villes du nord du pays. Des

membres des "forces populaires" ont également tué ou capturé des généraux, commandants de division, et leurs adjoints, toujours selon les sources de l'opposition. M. Jalal Talbani, leader de l'UPK, a affirmé que le Front du Kurdistan irakien regroupant l'opposition kurde irakienne a capturé 43 officiers irakiens, dont un général commandant de division, dans le nord de l'Irak.

Selon des réfugiés irakiens en Iran, l'insurrection a saisi 40 hélicoptères de l'armée irakienne, qui étaient cachés dans des palmeraies entre Bassorah et Amara (sud-est de l'Irak). Aucune indication précise n'a encore été fournie sur le nombre des victimes civiles ou militaires depuis le début de ce "soulèvement". Les différentes sources affirment que les combats se poursuivent dans plusieurs endroits du Kurdistan irakien.

Saddam Hussein a tourné ses canons contre son peuple

NOUVEAUX DEUILS

La garde républicaine mène une terrible répression contre les foyers d'insurrection qui se développent dans tout le pays, y compris à Bagdad. Un combat inégal où des rumeurs de possible emploi des armes chimiques se font jour

De notre envoyé spécial à Amman.

Le peuple irakien n'est pas au bout de ses deuils. Dans le sud du pays, fortement marqué par le chisme, dans le Kurdistan au nord, plusieurs fois martyrisé, dans les quartiers « républicains » de la capitale, la garde dite « républicaine » de la dictature sadde-miste lui fait largement payer le moindre foyer d'insurrection, le plus petit mouvement de colère.

Canons et blindés entrent en action partout où se manifeste une contestation et leurs obus ne tombent pas seulement sur des hommes en armes. Dans une vingtaine de villes, Bassorah, Kerbala, Najaf au sud, Souleïmanieh au nord, notamment, des combats inégaux opposent des rebelles, rarement bien équipés, aux troupes « d'élite » que Saddam Hussein paraît avoir largement menées face à la coalition. Il les a gardées pour mener une fois de plus la guerre contre son peuple. A Bagdad, ses prétoires ont installé des barrages filtrants autour des points chauds, comme le fau-

bourg de Kadhimiya, au nord de la cité que domine la grande mosquée chiite.

Les gaz ont-ils été utilisés ? Abu Maytham Al Saghir, membre du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, l'affirme depuis Beyrouth. Le Département d'Etat et le Pentagone, depuis Washington, assurent qu'ils n'en ont aucune preuve. Le « New York Times » croit savoir que l'aviation américaine pourrait bombarder les régiments de la garde qui s'en serviraient.

La nouvelle répression qu'ont déclenchée Saddam Hussein et les siens est, en quelque sorte, supervisée par la coalition victorieuse dont des unités sont stationnées au sud, dont l'aviation maîtrise le ciel irakien et dont les satellites surveillent en permanence le pays. En mai 1971, les régiments versaillais, issus de l'armée impériale défilée à Sedan, massacraient les communistes sous le regard des Prussiens vainqueurs...

Le Département d'Etat américain suit la situation de près. Il constatait, vendredi, que les villes touchées par l'insurrection changent souvent de mains, pas-

tant du contrôle des forces gouvernementales à celui des rebelles. On imagine les multiples règlements de comptes que favorise pareille confusion. La quarantaine de journalistes égarés sans visa du côté de Bassorah n'ont rien vu de la bataille mais l'ont entendue. Parqués d'abord dans l'université de la seconde ville irakienne, ils pouvaient en mesurer l'ampleur au bruit des canons et des chars. On les a ensuite placés durant trois jours dans un camp militaire au milieu des marais où les échos éloignés de l'artillerie leur ont paru aller décroissant. Ramenés à Bassorah, ils ont retrouvé une université entourée de blindés. Pour les conduire à Bagdad, les militaires irakiens n'ont pu emprunter la route que la poursuite des tirs rendait périlleuse. Des hélicoptères qui les transportaient, les rescapés de cette aventure ont aperçu les traces d'échanges de coups de feu sporadiques tout au long du trajet et en atterrissant à Bagdad.

Les armes que la garde de Saddam retourne contre le peuple sont celles dont les fournisseurs, occidentaux et au-

L'opposant en exil indique encore que les dirigeants locaux de l'insurrection sont des personnalités sans passé politique. Certains de ses émules expliquent crûment que ces gens-là ont trop de problèmes à résoudre pour être capables d'une action militaire et politique d'envergure nationale.

Bref, les malheureux qui affrontent la garde républicaine sont bien seuls. Un diplomate occidental confie : « Les alliés espèrent que l'armée renversera Saddam Hussein car nous sommes opposés à tout démantèlement de l'Irak et les groupes de l'opposition sont vraiment trop divisés pour jouer un rôle. »

Le président irakien partage cet avis. Il démobilise rapidement les troupes qui ont subi les bombardements meurtriers de la coalition, doutant sans doute de leur loyauté. Diverses rumeurs font état de soldats et d'officiers qui seraient passés chez les opposants.

Des candidats à la succession existent dans l'armée irakienne. Gendarme de Saddam Hussein, ancien chef d'état-major, le général Maher Abd el Rachid, surnommé le vainqueur de Fao après la guerre avec l'Irak, est sur la touche mais, grâce à sa femme, toujours vivant. Il jouit d'un grand prestige parmi les militaires. Des Jordaniens qui le connaissent m'ont dit qu'il serait aussi dur que son beau-père.

Un proche de Saddam Hussein était jeudi à Amman. « Deux issues s'offrent à nous, a-t-il déclaré à ses interlocuteurs, soit une dictature comme l'Irak n'en a pas encore connue, soit une démocratie très large. » Manifestement, ce n'est pas la seconde perspective qui s'ouvre pour l'instant.

Jean George

REUTER — REUTER —

11-1359 GULF-IRAQ-TURKEY

IRAQI KURDS IN TURKEY SAY IRBIL FALLS TO REBELS

DIYARBAKIR, Turkey, March 11, Reuter — Kurdish rebels captured the northern Iraqi city of Irbil after fierce battles with troops loyal to President Saddam Hussein, Kurdish exiles said on Monday.

Irbil is now totally under the control of Peshmergas (Kurdish guerrillas), said Haji Salih Hussein, a leader of Iraqi Kurdish refugees in this southeastern Turkish city.

He told Reuters he had received the information by telephone from the Iran-based headquarters of 17 anti-Saddam Kurdish groups linked in an Iraqi opposition front.

In Damascus a spokesman for the National Kurdish Union said rebels won control of Irbil, nearly 300 km (200 miles) north of Baghdad, on Monday morning.

He said Saddam's troops used helicopters and artillery against Kurds in the city but the situation is now quiet and the rebels are in full control.

He said rebels launched an attack on the headquarters of the Iraqi army's 5th Corps near Irbil.

The Kurdish exile claims, which could not be independently confirmed, came after more than a week of reported fighting in towns and cities across Iraq by rebels bent on toppling Saddam.

The uprising began in Iraq's southern Shi'ite heartland as remnants of Saddam's army, routed by U.S.-led allies in the six-week Gulf War, streamed into the city of Basra from desert battlefields.

The revolt spread quickly to northern Kurdish region which has been battling for autonomy from Baghdad for decades.

Hussein said heavy fighting between Kurdish and Iraqi government forces was going on in the Kirkuk region and 2,000 Iraqi troops, including 43 officers, had surrendered.

He said a Kurdish radio station broadcasting from just inside Iraq reported late on Sunday that the townships of Haji Omran, Rizan, Rizanok, Mergason, Harir, Diana and Germiyan, all in the Irbil region, had fallen to rebels.

He said the radio reported that rebel forces had seized control of about 40 township in northern Iraq and had shot down four Iraqi helicopters near the city of Kirkuk, about 220 km (140 miles) north of Baghdad.

Hussein is among about 28,000 Iraqi Kurds still in Turkey after up to 60,000 fled across the border from an Iraqi army offensive in 1988 in which they said poison gas had been used to kill 5,000 people.

A spokesman for the National Kurdistan Front said in Damascus that more than 50,000 of Saddam's troops had defected to the rebels in northern Iraq.

More than 300 Iraqi opposition leaders and delegates of 23 anti-Saddam groups began a three-day conference in Beirut on Monday.

REUTER AS IH DJG

REUTER — REUTER —

11-1638 TURKEY-KURDS 1STLD
ANTI-SADDAM KURDISH LEADERS HOLD TALKS IN TURKEY

By Alistair Lyon

ANKARA, March 11, Reuter — Turkish officials held unprecedented talks last week with Iraqi Kurdish rebels fighting to overthrow Saddam Hussein. President Turgut Ozal revealed on Monday.

The Anatolian news agency quoted him as saying the talks in Ankara on Friday were with Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and an unnamed envoy of Masoud Barzani's Iran-based Kurdistan Democratic Party (KDP).

"Whatever happens there (in Iraq) concerns us," Ozal said. "After all, these people were not our enemies. We have to be friends with them as far as possible. If we become enemies, others may use it against us."

Ozal spoke to reporters as he flew to Moscow for a six-day visit to the Soviet Union.

The president said he did not meet Talabani and the KDP delegate himself.

"It was the bureaucracy — foreign ministry and national intelligence," he said.

Ozal said there had also been contacts with dissident Iraqi Turkoman groups, but gave no details.

A foreign ministry source said Talabani met a senior foreign ministry official. "It was very secret. Only the official who met Talabani was informed," he said.

The source did not say what the meeting had achieved.

Contact with the PUK and KDP represents a major shift from Ankara's long-held policy of shunning Kurdish dissident groups in Turkey or neighbouring countries.

Newspapers said last month that informal, indirect contacts had taken place between Talabani and Ozal, who has in the past made foreign policy decisions independently of the government.

Since the Turkish republic was born in 1923, official policy has been not to recognise the estimated 25 million Kurds living in Turkey, Iran, Iraq and Syria as a separate people.

For the past seven years Turkey has fought to put down a violent separatist campaign by the Kurdish Workers Party (PKK) among an estimated 10 million Kurds in its own southeastern provinces. More than 2,600 people have been killed.

A government official who asked not to be named said Ankara would probably seek to trade cooperation with Kurds opposed to Iraqi President Saddam Hussein for assistance in curbing PKK activities in Turkey.

"We could explain that any help we provide them would depend on the situation in southeastern Turkey," he said.

Talabani has said Iraqi Kurds want autonomy within a democratic Iraq, not an independent state.

"Turkey can trust the Kurds as an ally. We shall certainly not hurt Turkey's interests," he told the liberal Turkish daily Gunes last month.

Talabani told the newspaper the PUK had collaborated with the PKK in the past but had broken off relations with the group.

Ankara has said it will not tolerate the emergence of an independent Kurdish state across its border in northern Iraq.

Ozal, who firmly backed the United States and its allies during the Gulf War, has advocated a democratic system in Iraq and called for Saddam's downfall.

Hurriyet newspaper said on Monday that Ozal regretted the allies had not removed Saddam by force after driving his troops from Kuwait. It quoted him as saying: "If a tank unit had marched on Baghdad, the whole affair would have been finished."

Ozal has shown signs of wanting to relax official taboos on Kurds, but many in Turkey's political and military establishment oppose any concession to separatism.

The government said in January it would scrap a ban on spoken Kurdish but continue to prohibit use of the language in education, publications and broadcasts. Parliament has yet to pass the necessary legislation.

REUTER AL SLK

NICE MATIN

11 mars 1991

La revanche des Kurdes

Alors que les combats font rage au nord comme au sud de l'Irak, les dirigeants de l'opposition réunis à Beyrouth ont exclu toute négociation avec Saddam et ont affirmé leur volonté de le juger pour crimes de guerre et trahison.

Les combattants kurdes, dont le nombre augmente de jour en jour grâce aux milliers de déserteurs de l'armée irakienne, ont pris six villes du nord de l'Irak et s'approcheraient maintenant des champs de pétrole de Kirkouk.

Dans le même temps, les combats font rage dans le sud du pays entre les unités fidèles à Saddam Hussein et les révolutionnaires chiites.

Il est cependant impossible d'avoir des confirmations de la situation sur le terrain. Mais si l'opposition dit vrai, cela signifie que les troupes loyales au régime baassiste sont en voie de désintégration. Celles-ci auraient utilisé en désespoir de cause vendredi du gaz moutarde contre la rébellion dans la ville sainte chiite de Najaf dans le sud de l'Irak.

« Dans le nord (Kurdistan), nous voyons des bataillons entiers passer de notre côté », a déclaré Barham Saleh, l'un des principaux responsables de l'Union patriotique du Kurdistan. Pour lui, « le régime de Saddam s'écroule littéralement ».

Hochiar Zebari, porte-parole du Front du Kurdistan d'Irak, affirme que 5.000 soldats ont déserté ou se sont rendus aux peshmergas (combattants kurdes) ces derniers jours.

Barham Saleh ajoute que ses hommes « sont maintenant à vingt kilomètres du centre de la ville de Kirkouk. Ils y entreront aujourd'hui. En maints endroits, il y a très peu de résistance ».

Ce responsable s'attend toutefois à ce que la résistance de l'armée irakienne soit plus réelle à Kirkouk : « Je serais surpris qu'ils se rendent sans combattre », reconnaît-il.

Visite ministérielle

Le ministre irakien de l'Intérieur, Ali Hassan al-Majid, se trouvait hier en visite dans le nord-est du pays, près de Kirkouk, alors que des opposants irakiens ont indiqué que M. al-Majid était « encerclé à Bassorah par des forces révolutionnaires ».

Le ministre a appelé les responsables des administrations à « conjuguer leurs efforts pour contrer les traitres et faire échec aux complots de Washington et ses alliés », et pour « reconstruire ce que la guerre a détruit et assurer les meilleurs services aux citoyens », précise l'agence officielle INA.

« Saddam a trahi l'Irak »

Les dirigeants de l'opposition irakienne réunis à Beyrouth ont exclu hier toute négociation avec le président Saddam Hussein et ont affirmé leur volonté de le juger pour crimes de guerre et trahison.

Plus de 250 opposants irakiens entament aujourd'hui dans la capitale libanaise une conférence de trois jours pour examiner les moyens d'intensifier l'insurrection qui a éclaté après la défaite irakienne dans la guerre du Golfe.

« L'opposition ne s'assoira jamais à la même table que Saddam Hussein », a déclaré le porte-parole du Comité d'action nationale irakien (INJAC), coalition de 17 groupes d'opposition fondée en décembre.

« C'est un criminel et nous ne partagerons jamais le pouvoir avec lui (...) Au minimum, nous réclamons qu'il soit destitué et jugé, que son système soit démantelé », a-t-il ajouté. « Saddam Hussein a trahi l'Irak. Il a mené le pays à une défaite destructrice et humiliante ».

Le remplacement du régime de Saddam Hussein sera à l'ordre du jour de la conférence de Beyrouth, à laquelle participeront des délégués représentant 30 groupes d'opposants irakiens, des musulmans chiites et sunnites aux socialistes et communistes, en passant par les Kurdes, une aile dissidente du Parti baas au pouvoir à Bagdad et d'anciens officiers de l'armée irakienne.

Ils examineront « des mesures destinées à mettre en place une base solide pour l'extension du soulèvement (...) et un programme politique pour la période de l'après-Saddam en Irak », a précisé Abou Maitham al Saghir, porte-parole de la conférence.

Abdou Khalek Zinkneh, un autre porte-parole, a précisé que ce plan prévoyait l'instauration d'un gouvernement provisoire de coalition pendant un an, puis des élections libres.

EST REPUBLICAIN 11 mars 1991

Saddam le dos au mur

Les Kurdes marquent des points

L'agence officielle iranienne IRNA a affirmé hier que les insurgés kurdes avaient pris deux nouvelles villes dans le nord de l'Irak, après avoir fait tomber plusieurs autres localités, notamment Souleimanyah, une des capitales provinciales du Kurdistan irakien, et Halabja, la « ville martyre » bombardée à l'arme chimique par Bagdad en mars 1988.

Selon l'opposition irakienne, les villes kurdes de Chamchamal et Ghareh-Abkhir, dans le nord de l'Irak, « ont été libérées par les forces populaires » et « de violentes manifestations » ont eu lieu hier à Bagdad.

Dans le sud de l'Irak à majorité chiite, la violence des combats --notamment à l'artillerie lourde-- entre adversaires et partisans de Saddam Hussein autour de la ville de Bassorah a été confirmée par les 38 journalistes étrangers, arrivés samedi en Jordanie après six jours de captivité en Irak.

Depuis Damas, Téhéran et Beyrouth, les différents mouvements de l'opposition irakienne ont multiplié les appels à la communauté internationale pour venir en aide à la rébellion. Un congrès de l'opposition irakienne doit s'ouvrir aujourd'hui à Beyrouth.

LE PROVENÇAL 11 mars 1991

La rébellion grandit en Irak

Les Kurdes ont encore gagné du terrain et la rébellion s'est poursuivie, hier, en Irak, alors que le secrétaire d'Etat américain s'apprêtait à effectuer en Israël l'étape la plus délicate de sa tournée dans la région pour discuter de l'avenir du Proche-Orient

La visite de James Baker, aujourd'hui, intervient dans un climat de tension exacerbé par le meurtre de quatre Israéliennes, poignardées hier à Jérusalem-ouest par un Palestinien, qui a été à son tour blessé par balle et arrêté par la police.

Les Etats-Unis et l'Iran ont relevé pendant le week-end les risques d'une déstabilisation et d'un "démembrement" de l'Irak qui mettrait en péril tout l'équilibre de la région. Ces deux pays ont également mis en garde Bagdad contre l'utilisation de l'arme chimique pour mater la révolte intérieure, qui embrase depuis plus d'une semaine le sud-est et le nord de l'Irak.

Le président iranien préoccupé

A Ryad, où il se trouvait hier au troisième jour de sa tournée au Proche-Orient, M. Baker a affirmé que l'insurrection civile se poursuivait contre le gouvernement irakien et que les Etats-Unis avaient "clairement signifié" leur

opposition à tout emploi d'armes chimiques.

Le président iranien Ali Akbar Hachemi-Rafsanjani a fait part de sa "préoccupation devant la situation intérieure en Irak et l'éclatement possible d'une guerre civile d'envergure dans ce pays". M. Rafsanjani, qui avait appelé Saddam Hussein à se démettre, a estimé "nécessaire que tous les groupes d'opposition coopèrent pour éviter le démembrement de l'Irak".

Les Kurdes gagnent du terrain

L'agence officielle iranienne IRNA a affirmé hier que les insurgés kurdes avaient pris deux nouvelles villes dans le nord de l'Irak, après avoir fait tomber plusieurs autres localités, notamment Souleimanyah, une des capitales provinciales du Kurdistan irakien, et Halabja, la "ville martyre" bombardée à l'arme chimique par Bagdad en mars 1988. Selon l'opposition irakienne, les villes kurdes de Chamchamal et Ghareh-Abkhir, dans le nord de l'Irak, "ont

été libérées par les forces populaires" et "de violentes manifestations" ont eu lieu hier à Bagdad.

Dans le sud de l'Irak à majorité chiite, la violence des combats --notamment à l'artillerie lourde-- entre adversaires et partisans du président Saddam Hussein autour de la ville de Bassorah a été confirmée par les 38 journalistes étrangers, arrivés samedi en Jordanie après six jours de captivité en Irak. Dix-sept de ces journalistes, dont 14 Français, ont regagné hier la France.

Un congrès de l'opposition irakienne doit s'ouvrir aujourd'hui à Beyrouth, opposition qui a demandé l'aide "matérielle et morale" des cinq pays membres permanents du conseil de Sécurité de l'ONU et des voisins de l'Irak.

L'avenir de la région

M. Baker a poursuivi ses entretiens sur l'avenir de la région. Après avoir visité samedi le Koweït libéré, il a rencontré hier à Ryad ses homologues du "groupe des huit", réunissant les six monarchies du Golfe, la Syrie et l'Egypte.

Selon des responsables américains, l'accord s'est fait sur la nécessité d'arrangements régionaux de sécurité mais des divergences sont apparues sur la solution du conflit israélo-arabe, les pays arabes soutenant l'idée d'une conférence internationale rejetée par Israël.

Aujourd'hui, M. Baker doit effectuer une visite cruciale dans l'état hébreu, dont les dirigeants ont vivement rejeté le principe énoncé par le président Bush d'un "échange de territoire contre la paix" pour régler la question palestinienne.

L'Humanité 12 mars 1991

Réunion de l'opposition au maître de Bagdad

ESPOIRS IRAKIENS

Mettre fin à la dictature, combattre la partition de l'Irak, former un gouvernement provisoire comprenant toutes les forces hostiles à Saddam Hussein, tel est le projet des participants à la rencontre de Beyrouth



Djalal Talbani, président de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (au centre), avec Allah Mohammed Tarhi Moudaressi, leader de l'Organisation de l'action islamique (à gauche), et Aziz Mohammed, responsable du Parti communiste irakien, au début de leur réunion, lundi à Beyrouth. (Photo AFP.)

De notre envoyée spéciale à Beyrouth.

LE congrès des partis de l'opposition irakienne s'est ouvert lundi en fin de matinée dans le grand salon de l'hôtel Bristol de Beyrouth. Il y a bien longtemps que la capitale libanaise n'avait pas servi de lieu de rassemblement international. Les partis irakiens pourront méditer, en regardant cette ville qui a bien du mal à renaître des ruines laissées par quinze ans de guerre civile, les dangers de libanisation qui pourraient bien menacer leur pays si certaines tendances religieuses, ethniques ou politiques se laissaient aller à chercher des protections extérieures pour mieux combattre leurs concurrents. Car l'Irak, nation jeune, est entourée de pays (Turquie, Iran, Syrie) qui ne ca-

chent pas leurs visées, qu'elles soient territoriales, politiques ou stratégiques.

C'est précisément ce danger d'éclatement que veulent combattre, en se réunissant ici, des mouvements aussi différents que l'organisation islamique al-Dawa, le Parti communiste irakien, le Front du Kurdistan... Il suffisait pour s'en convaincre de voir à la tribune du congrès l'alternance des hommes en turban noir, dignitaires chiites, descendants en droite ligne du Prophète de l'islam, et des costumes occidentaux portés par les dirigeants des partis laïcs. Image particulièrement saisissante : au centre de la tribune, on remarquait le secrétaire général du Parti communiste irakien, Aziz Mohamed, assis entre le chef de l'organisation de l'Action islamique, Mohamed Tarhi el-Moudaressi, et le porte-parole du Conseil suprême de la

révolution islamique, Mohamed Haideri.

Plus de trois cents personnes ont pris place dans cette salle. Il y a deux cents délégués représentant les dix-sept organisations signataires de la plate-forme d'action commune qui est à l'origine de ce rassemblement. Au total, vingt-trois organisations représentant les cinq principaux secteurs de la société irakienne : les communistes, les islamistes, les Kurdes, les nationalistes arabes (y compris des dissidents du parti Baas au pouvoir), la grande bourgeoisie libérale.

Le porte-parole du Comité d'action commune mis en place en décembre, Moufidi Djezairi, prend la parole pour dire l'appui total de tous les participants à l'insurrection populaire qui se poursuit en Irak. Il remercie de leur soutien les peuples et les gouvernements du Liban, de Syrie, d'Iran et de Palestine.

Puis un vieil homme, le plus grand poète d'Irak, Mohamed Mahdi al-Jawaeri, prend la parole. Il a plus de quatre-vingt-dix ans et sur la tête un bonnet rond brodé où est écrit « Kurdistan ». Il dit, avec des mots à lui, la souffrance de son peuple. Pour lui, tous les problèmes actuels sont dus à deux grands maux : la dictature de Saddam Hussein et l'occupation de son sol par des armées étrangères.

Abou-Israa al-Maliki, dirigeant du mouvement islamiste al-Dawa, qui préside le comité préparatoire de la conférence, présente ensuite le rapport introductif analysant la politique de Saddam Hussein : dictature et répression à l'intérieur, incohérence à l'extérieur, tantôt avec l'impérialisme et tantôt contre lui. « Cette politique, dit-il, a servi de pont aux forces qui voulaient mettre la main

sur la région. Et la dernière catastrophe issue d'une telle politique a eu des conséquences terribles pour notre peuple. » Il remarque encore : « Cette guerre n'aurait pas eu lieu si Saddam Hussein n'avait pas bénéficié pendant des années du soutien des grandes puissances, cela au mépris des droits de l'homme dans notre pays. » Il rappelle ensuite les grandes lignes du programme élaboré par le Comité d'action commune : mettre fin à la dictature, combattre tous les plans visant à la partition de l'Irak, former un gouvernement provisoire regroupant toutes les forces représentatives du peuple irakien. Ce gouvernement d'union nationale se donnerait pour tâche, dans un délai de six mois à un an, d'organiser l'élection d'une Assemblée nationale constituante.

Les premières mesures à prendre par le gouvernement d'union nationale pour assurer le retour à une vie normale en Irak sont ensuite énumérées : libération de tous les prisonniers politiques, retour des exilés, réintégration dans leurs fonc-

tions des officiers et fonctionnaires limogés par Saddam Hussein, rétablissement de toutes les libertés politiques et démocratiques, respect des accords de 1970 assurant l'autonomie du peuple kurde.

« La grande faiblesse de l'opposition, conclut-il, résidait jusqu'ici dans ses divisions. Son unité va lui donner une force nouvelle. Elle doit encore s'affermir pour que les forces étrangères ne

puissent plus prétendre que la chute de Saddam Hussein laisserait place au vide... » Et il a lancé un appel à toutes les organisations et personnalités qui n'ont pas encore rejoint l'opposition unie à le faire sans tarder, et à tous les Irakiens, où qu'ils se trouvent et quelles que soient leurs convictions, à former des comités d'action commune.

Françoise Germain-Robin

L'OPINION DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN

Djalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan, l'un des principaux partis kurdes d'Irak, était très entouré lundi matin à Beyrouth : il arrivait avec des nouvelles fraîches du front kurde et revenait de Turquie.

Le dernier élément est sans doute le plus surprenant quand on sait quel sort réserve aux Kurdes le pouvoir d'Ankara. La délégation qu'il conduisait, représentant le front du Kurdistan d'Irak, a rencontré plusieurs officiels turcs : le ministre des Affaires étrangères, le conseiller du président Ozal et deux de ses généraux. Les dirigeants d'Ankara

ont affirmé qu'ils ne voyaient pas d'inconvénient à la constitution d'un gouvernement pluraliste en Irak et étaient même prêts à soutenir les efforts faits par l'opposition. Une condition toutefois : que les Kurdes d'Irak ne cherchent pas à former un Etat indépendant. Ankara aurait même promis de laisser rentrer chez eux les réfugiés kurdes, parmi lesquels de nombreux Peshmergas, qui ont fui les bombardements chimiques il y a deux ans et se trouvent toujours dans des camps de Turquie. Il pourrait également favoriser l'acheminement de secours à travers la Turquie.

En ce qui concerne la situation au Kurdistan, Djalal Talabani affirme que la province de Souleymania est « totalement libérée », que celle d'Arbil l'est aux trois quarts, de violents combats se déroulant encore dans la capitale provinciale. Quant à Kirkouk, les forces de Saddam Hussein y seraient assiégées. Plus de cent mille supplétifs kurdes auraient rejoint la rébellion, ainsi que soixante mille soldats de l'armée irakienne.

F.G.-R.

gamk 11/12 mars 1991

LE PRINTEMPS S'ANNONCE CHAUD DANS LE KURDISTAN TURC

Une fois enclenché, le processus sera très difficile à désamorcer pour le pouvoir turc, confronté à un mouvement de contestation toujours plus résolu dans le Kurdistan turc. En répondant à des manifestations de Kurdes par la violence et la répression, les autorités d'Ankara n'ont fait qu'encourager le durcissement d'un mouvement qui se nourrit nécessairement de la célébration de ses « martyrs ». Hier Sirkak et Idil, aujourd'hui Dargeçit, où les forces de sécurité turques ont tiré, jeudi 7 mars, sur une foule de manifestants,

tuant une femme et blessant sept autres personnes. D'après le maire de cette ville à majorité kurde du sud-est de l'Anatolie, 5 000 personnes s'étaient rassemblées dans le centre ville pour une marche de protestation silencieuse contre les incidents sanglants qui avaient fait déjà au moins 3 morts le 28 février à Sirkak puis deux morts à Idil le 3 mars.

La contestation fait en effet boule de neige dans un Kurdistan turc où les forces de l'ordre comme les militants du PKK attendent avec fébrilité l'approche du printemps, les uns pour lancer leur offensive, les

autres pour y répondre dans ces contrées où la neige paralyse toute activité pendant l'hiver.

Une échéance attendue avec d'autant plus de nervosité par les autorités d'Ankara qu'elle coïncide avec le Newroz, le Nouvel An kurde, qui marquera cette année le premier anniversaire des incidents de Cizre. La conjoncture régionale enfin, avec la reprise de la guérilla kurde dans le nord de l'Irak voisin à la faveur de l'affaiblissement du régime de Saddam Hussein, fait redouter aux autorités d'Ankara un effet de contagion chez les Kurdes de Turquie.

La Croix
12 mars 1991

L'OPPOSITION IRAKIENNE RÉUNIE À BEYROUTH

200 délégués de toutes tendances du 10 au 12 mars dans la capitale libanaise

De notre correspondant à Beyrouth

Plus de 200 délégués de toutes tendances, venus du Moyen-Orient et d'Europe, ont commencé lundi dans le secteur sous contrôle syrien de la capitale libanaise leur « congrès général de l'opposition ». Il y a des intégristes du parti chiite Daoua (l'Appel), des autonomistes kurdes, des nationalistes baasistes laïcs, des communistes, des libéraux, bref, le rassemblement hétéroclite d'une trentaine de partis ou organisations dont les membres ont en commun leur désir de renverser le maître de Bagdad.

Certains des participants au congrès ne cachent pas que l'opposition irakienne, malgré son désir, n'est pas en mesure encore de créer un Conseil national (Parlement) ou un gouvernement en exil. Les objectifs politiques et les idéologies des formations réunies à Beyrouth, dont certaines sont basées à Téhéran, d'autres à Damas et d'autres encore à Londres, sont encore trop

éloignés les uns des autres et parfois carrément contradictoires. C'est pourquoi les congressistes devaient se contenter de poser les jalons susceptibles de leur permettre de tendre vers l'unité d'action. Ils s'efforceront également de définir les moyens d'aider plus efficacement les insurgés irakiens.

Le congrès se tient à l'heure où, dans les pays voisins de l'Irak ainsi qu'en Occident, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander à Saddam Hussein de se démettre. Des dimanche, à partir de Damas, l'opposition irakienne avait sollicité l'« aide matérielle et morale » des cinq États membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et de plusieurs autres pays frontaliers de l'Irak.

Les opposants irakiens ont choisi la capitale libanaise comme lieu de leur congrès plutôt que Damas ou Téhéran, où nombre d'entre eux sont basés, pour ne pas paraître trop s'aligner sur l'un des deux pays à la fois voisins et rivaux de l'Irak. Il leur reste à prouver, dans

leur propre pays, qu'ils sont en mesure de faire contrepoids à Saddam Hussein.

Roger GEHCHAN

● EN IRAK, LES COMBATTANTS KURDES auraient pris six villes du nord et s'approcheraient

des champs de pétrole de Kirkouk, affirme-t-on de source kurde. Les combats se poursuivent dans le sud entre unités fidèles et insurgés chiites. La base navale de Bassora se serait rangée côté insurgés selon l'opposition qui fait état d'importantes détections dans l'armée. Le ministre

irakien de l'intérieur, Ali Hassan al-Majid, se trouve en visite dans le nord-est selon l'agence irakienne INA. Or, dimanche, un porte-parole du Conseil supérieur de la révolution islamique l'Asrii (opposition chiite), avait indiqué que le ministre se trouvait « encerclé à Bassora ».

Chimique : l'avertissement américain

■ Saddam Hussein a-t-il utilisé des armes chimiques pour mater la rébellion en Irak? L'opposition chiite l'affirme. Mais Washington comme d'ailleurs Paris restent sceptiques. Certes, les forces coalisées demeurent sur place ne se trouvant pas sur les lieux mêmes de l'insurrection pour vérifier. Mais les vols de reconnaissance se poursuivent au-dessus de l'Irak.

En tout cas, les États-Unis ont mis en garde le président irakien contre tout recours au chimique, aussi bien au nord contre les Kurdes qu'au sud

contre les chiites. La confirmation, venue dimanche du vice-président Dan Quayle, suivait celle de James Baker samedi : « Nous avons des raisons de penser qu'ils pourraient être en train de préparer une telle action », avait déclaré le secrétaire d'État en visite en Arabie Saoudite.

Le New York Times avait de son côté affirmé que les militaires américains avaient mis sur pied un plan visant à la reprise des bombardements aériens contre toute unité irakienne qui utiliserait des armes chimiques contre les insurgés. Selon ce quotidien, le Conseil de sécurité national se

serait prononcé vendredi en faveur de raids aériens plutôt que d'un assaut terrestre.

Cette affirmation suscite également le scepticisme à Paris. Car la reprise des combats provoquerait un sérieux embarras politique si elle ne résultait pas d'une résolution des Nations Unies. On y voit plutôt le souci des Américains de lancer un avertissement à Saddam Hussein, après avoir surpris en Irak des communications ambiguës sur ce sujet entre Bagdad et des unités militaires.

D. C.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL

March 12, 1991

A TURKISH GESTURE TO KURDS FALTERS

Proposal to Ease Restrictions Over Language Flounders in Ankara Parliament

By CLYDE HABERMAN

Special to The New York Times

ANKARA, Turkey, March 9 — A Government plan to soften language restrictions long imposed on Turkey's Kurdish minority has stumbled in Parliament and may die there, a victim of nationalist fears and political maneuvering.

With some fanfare and with hopes of improving their shaky human-rights image abroad, Turkish leaders announced in late January that they would lift a ban that had made it a crime for Kurds to speak their language in public or to listen to their traditional songs.

The prohibition, denounced as "stupid" even by some Cabinet ministers, had been ordered in 1983 while Turkey was under military rule. Even before then, Kurds had been subjected for decades to a harsh campaign of assimilation that had denied them official minority status accorded to much smaller groups like Greeks, Armenians and Jews. Instead, they were referred to as "mountain Turks."

In Turkey's population of around 56 million, there are about 8 million to 10 million Turkish Kurds, tribal Muslims of Indo-European stock who dominate the country's vast southeast and who rank among its poorest people.

Separatists Fighting 7 Years

The Government has tried to ease its "Kurdish problem" with big development projects. But it has run into strong local resistance and growing sympathy for separatist guerrillas who have battled the Turkish Army for the last seven years — with ample viciousness displayed by both sides — in a campaign to create an independent Kurdish state in the southeast.

Theoretically, the January proposal to give the Kurds back some of their cultural rights should have won the necessary parliamentary approval with ease. The governing Motherland

Party has a solid majority, and its lawmakers have an acquired habit of rubber-stamping whatever President Turgut Ozal wants.

Moreover, by modifying the language ban, the Turks would have eliminated measures that in practice were already largely ignored. They would also have scored public-relations points in the West, including the United States, where the State Department last month listed cultural restrictions, along with torture and prison overcrowding, among persistent human-rights abuses in Turkey.

But the Government bill has been held hostage in the National Assembly, partly because deep rifts have developed in the governing camp and partly because many Motherland deputies have serious doubts about the proposal.

Theirs is a strongly nationalist view, born not so much of racism as a foot-in-the-door fear that yielding language rights today will lead inexorably to demands for independence tomorrow. In a country still seared by memories of the Ottoman Empire's dismantlement after World War I, that worry is not regarded as mere paranoia.

Underlining the issue's sensitivity is the fact that there is no mention of the word "Kurdish" in the bill. In addition, the proposal does nothing to amend rigid restrictions against teaching Kurdish in schools or publishing books or newspapers in Kurdish. As a result, many Kurds are unimpressed.

"The contents of this bill are nothing," said Prof. Ismail Besikci, a pro-separatist sympathizer who used to teach Kurdish affairs at Erzurum University in eastern Turkey. "They do not bring anywhere near enough innovations."

Like many Kurds interviewed on a recent tour of the southeast, he was suspicious of Government motives, saying the real goal was to enhance Turkish influence on any changes in the status of Kurds that may occur in the aftermath of the Persian Gulf war.

A senior official insisted, however, that the Government's intentions were honorable, and he predicted that the bill would pass, even if it may take time. Foreign diplomats are not convinced, though. "It seems to be moribund," one said.

TRIBUNE LIBRE

Une nation sans État

De temps en temps, on parle des Kurdes ; récemment ce fut à propos de la liquidation de toute une population par les gaz, sur ordre de Hussein ; dans les années 30, ils se révoltèrent à trois reprises ; en 1978, il y eut un réveil de la résistance kurde fomenté par Moscou, à la suite de l'exécution à Bagdad d'un certain nombre de communistes.

Ils sont environ 15 millions qui, en dépit de toutes les invasions, vivent depuis 3.000 ans sur une terre limitée à l'ouest par les montagnes du Taurus, au nord par le massif de l'Ararat, à l'est par le plateau iranien, au sud par les plaines de Mésopotamie dont ils peuplent les régions de Mossoul et d'Irkouk. Ce territoire, presque aussi grand que la France, s'appelle depuis toujours le Kurdistan, et c'est de lui qu'est issu le fameux Saladin, prince de la dynastie kurde des Ayyoubides.

Si avoir en commun une langue, une culture, un terroir, pendant des siècles, donne à une communauté humaine une conscience nationale, alors, les Kurdes sont bien une nation, mais une nation sans État, comme les Palestiniens.

Sous l'Empire Ottoman, ils jouissaient d'une réelle autonomie, mais les difficultés commencèrent pour eux après la guerre de 1914/18, lorsque le Traité de Sèvres, qui démembrait la Turquie, leur accorda en 1920 une indépendance qui ne fut respectée par personne. Depuis cette époque, ils sont partagés entre l'U.R.S.S., la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, et leur sort dépend des intérêts des uns et des autres. Divisés en clans rivaux, dont les deux plus connus furent celui du docteur Jalal Talabani, manipulé par Moscou et Damas, et celui du mollah Mustapha Barzani, manipulé par Washington

et Téhéran, ils sont impuissants à faire valoir leurs droits.

En 1937, le Pacte de Saadabad rapprocha la Turquie et l'Iran dans le dessein de coordonner leurs politiques vis-à-vis des Kurdes ; puis, dans les années 50, le Pacte de Bagdad eut le même objet.

La guerre de 1939/45 fournit aux Kurdes d'Iran l'occasion d'accéder à l'indépendance, car, à la faveur de l'occupation soviétique, deux Républiques kurdes furent créées : l'une à Méhabad par le communiste Ghazi Mohammed, l'autre à Tabriz dans l'Azerbeïdjan iranien, par le démocrate Pichevari, mais six mois après le retrait des troupes soviétiques, Téhéran liquidait les deux Républiques et exécutait leurs dirigeants.

Depuis, c'est pour les Kurdes une guérilla sporadique sans grand espoir, qui leur permet toutefois de rappeler au monde leur revendication d'indépendance, avec la maîtrise du pétrole de Mossoul et d'Irkouk, mais ils sont durement réprimés, comme une minorité encombrante. Après la guerre du Golfe, la diplomatie pensera-t-elle à eux ?

A.-M. BOTTEX

HAVRE PRESSE

12 mars 1991

REPUBLIQUE DES PYRENEES 13 mars 1991

Communautés irakiennes

L'opposition manque de leader

L'opposition au régime de Saddam Hussein, multiple et divisée à l'image de la mosaïque de peuples et de cultures qui forment l'Irak, souffre de n'avoir aucun chef véritable pouvant représenter toutes les communautés.

Déjà, il est difficile d'appréhender la représentativité de la vingtaine de formations réunies au congrès de l'opposition irakienne à Beyrouth, à l'exception des partis kurdes, dont certains ont une base essentiellement tribale.

« On ne sait même pas si certains partis présents à Beyrouth existent réellement. Le fait que l'on ignore pratiquement tout de cette opposition est normal, étant donné la nature terriblement répressive du régime irakien », estime un diplomate occidental dans le Golfe.

Trois hommes

Même si le pouvoir est en théorie collégial et détenu par le Conseil de commandement de la

révolution (CCR), il n'y a qu'un seul homme pour décider de tout, le président Saddam Hussein.

De cette opposition, trois hommes émergent. Le premier, et le plus connu, est Jalal Talabani, dirigeant et fondateur (en 1976) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ancien lieutenant du général Moustapha Barzani, avec lequel il avait toutefois rompu dans les années 60 pour se rapprocher du gouvernement central, il a repris le flambeau de la lutte après l'écrasement en 1975 de la rébellion menée par Barzani.

Depuis, Jalal Talabani a poursuivi la lutte contre le régime de Saddam Hussein, se liant notamment à Téhéran.

L'ayatollah Mohammed Bagher al-Hakim, qui n'est pas venu à

Beyrouth, est beaucoup moins connu. A la tête de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII), il représente le courant « combattant » du chiisme irakien.

Cette tendance souhaite que le pouvoir revienne au clergé. Elle s'oppose au courant quiétiste, qui préfère garder ses distances avec la politique, et dont le chef de file est le grand ayatollah (ayatollah ozma) Abdekarim al-Khoï, de la ville irakienne de Nadjaf.

Un parti communiste affaibli

Mais l'ayatollah Hakim n'a ni le charisme de son père, l'ayatollah

Mohsen al-Hakim - l'un des piliers de la renaissance chiite, qui fonda en 1958 le parti al-Da'wa, le plus ancien des partis islamistes -, ni le prestige de l'ayatollah al-Khoï.

Aziz Mohammed, à la tête du Parti communiste irakien (PCI), dirige une organisation qui n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le PCI fut - avec le PC soudanais - l'un des deux plus grands partis communistes du monde arabe.

Il fut le seul, avec le parti Baas, à avoir une audience nationale en Irak et eut longtemps une base populaire dans les pays chiite et kurde.

Pour prétendre au pouvoir, en cas de renversement du président irakien, il faudrait que les courants kurde, chiite et communiste s'entendent. Leur principal point commun est d'avoir tous trois soutenu Téhéran pendant la guerre Irak-Iran.

KURDS / In northern Iraq, a people without a homeland have been fighting for generations. But their plight is unlikely to be part of the post-Gulf War discussions on the future of the Middle East

The people with no friends

BY NICOLA VULPE
Ottawa

IF the Gulf War has made anything clear, it is that there can be no peace in the Middle East without a solution to the Israeli-Palestinian conflict. Unfortunately, however, another conflict that is much older and was a direct cause of the war has already been written off. The Kurds, more than 20 million people fighting for their right to exist as a nation, have yet again fallen victim to the realpolitik of the great powers.

The Kurds were fighting again this week in northern Iraq, and Kurdish leaders said their guerrillas were advancing on the oil centre of Kirkuk. A Kurdish spokesman in London said Iraq had rounded up 5,000 Kurds, mostly women and children, and was using them as human shields to forestall an attack on Kirkuk, 150 miles north of Baghdad.

Kurdish leader Jalal Talabani claimed in Beirut that 30,000 to 36,000 men from the Iraqi army had joined the Kurds, who have renewed their struggle against the Baghdad regime following the Gulf War.

Known in the West as the people who were gassed by Saddam Hussein in 1988, the Kurds represent the largest ethnic group in the world without a country. About half the Kurdish population lives in the mountainous regions of eastern Turkey; most others live in the adjoining Zagros mountains of northern Iraq and western Iran; a few live in Syria and the Soviet Union. Kurds account for 20 percent of Iraq's 17 million people.

Saladin, the great sultan who took Jerusalem from the Crusaders in 1187 was a Kurd. Kurdish filmmaker Yılmaz Güney has won international acclaim, including the Palme d'or at Cannes.

The victors of the First World War dismembered the Ottoman Empire, and the Treaty of Sevres concluded by the allies and the Turks in 1920 foresaw the creation of an independent Kurdistan in eastern Turkey. But the Turks' revolt against the carving up of the Turkish homeland, and their military successes under Mustafa Kemal, led to the 1923 Treaty of Lausanne, where the allies forgot their promises.

Like the Armenians, the Kurds were left on their own and the Kurdish state never materialized. What was to have been an independent Kurdistan was integrated into the new Turkish republic and adjoining

Kurdish territories were attached to the British protectorate of Iraq.

Kurdish history since then is a chronology of continuous revolts, attempts to create an independent homeland and ruthless repression by Britain (which gassed them in the 1920s), Turkey, Iran and Iraq.

In the wake of the Second World War, on Jan. 13, 1946, the Kurds proclaimed a republic at Mahabad in Iran. Backed by the British, the Iranians destroyed this republic in just over a year. In 1956, Iraqi-Iranian forces suppressed a Kurdish revolt in Iran.

Traditionally, the countries sharing Kurdistan have supported Kurdish independence movements — as long as they were in their neighbours' territories — while suppressing them at home. They have cynically used the Kurds' aspirations for a homeland and their admirable fighting capacities to undermine rival regimes.

The Iran-Iraq War and the Gulf War are both partly attributable to this. In 1975, Saddam Hussein, then vice-premier of Iraq, and the Shah of Iran signed an agreement settling a boundary dispute on the Shatt al-Arab River and in return, Iran cut off arms supplies to Kurdish forces that had gained control of a large portion of northern Iraq.

The Iraqis were then able to defeat the Kurds, but their already narrow access to the sea at the Shatt al-Arab had been precariously reduced. The eight-year war with Iran and the invasion of Kuwait were sparked not only by Saddam Hussein's delusions of grandeur, but by Iraqi fears of being cut off from the sea by hostile neighbours. This was a direct consequence of the agreement to crush the Kurds.

GIVEN the way they are treated almost everywhere they live, it is unlikely that the Kurds will be able to give up the armed struggle for independence in the near future. This is very much the responsibility of the international community, the United Nations and the media, which focus attention on a few select areas, like the Palestinian problem or the Baltic republics, to the exclusion of many others.

That Kurdish civilians in Iraq have been massacred is well known. What tends to be overlooked is that elsewhere they have fared little better. Kurdish Peshmergas, guerrillas who helped overthrow the Shah of Iran, were later slaughtered by the Khomeini regime.

In Turkey, a member of NATO and an aspirant to European Community membership, emergence measures have been in effect against the Kurds virtually since the creation of the Turkish state. Wholesale deportations are commonplace and torture is widespread. Kurds do not officially exist; they are considered "mountain Turks" and their language is outlawed.

The Turkish newspaper, Cumhuriyet, reported in December that a Kurd, Veyat Aydın, and his two interpreters would be put on trial for having spoken Kurdish during the Congress of the Turkish Association for Human Rights.

As war in the Persian Gulf approached, Iraq's neighbours lined up to affirm that there was to be no question of redrawing Iraqi borders after the defeat of Saddam Hussein. These affirmations had less to do with respect for the integrity of Iraqi territory than with attempts to forestall any concessions to Kurdish nationalist hopes. (Turkey in particular has not always hidden its desire for the return of the former Vilayet of Mosul, now in northern Iraq, and its oilfields.)

In a telephone interview, Shexbizini Shewki of the Institut Kurde in Paris noted that Turkey refused to join the coalition against Iraq until it received assurances that the Kurds would be denied their one condition for joining the fight against Mr. Hussein: that the Kurdish question be tabled in postwar discussions on the future shape of the Middle East.

Already last August, and again last week, the U.S. administration refused requests to meet Kurdish leaders. And Turkey's allies have promised it \$8-billion to \$9-billion in military aid and seem prepared to give the Turks a free hand in controlling the Kurds by excluding southeastern Anatolia from any disarmament negotiations.

Once again, countries going to war under the banner of freedom, democracy and human rights have ignored the Kurds. But the Kurds continue to fight to survive, and their plight will be used as a tool by states vying for predominance in the region. The result will be more war, more suffering and more confirmation of the proverb that says, "The Kurds have no friends" — "except," as Mr. Shewki adds, "their mountains."

Nicola Vulpe is an Ottawa writer and lecturer with a special interest in international development.

Midi Libre 13 mars 1991

Terribles accusations des leaders kurdes anti-irakiens

Saddam menace de massacrer 5.000 femmes et enfants

Pris en otages par l'armée régulière de Bagdad dans la région de Kirkouk ils seront tous abattus si l'insurrection ne cesse pas partout en Irak

■ Des rebelles irakiens ont accusé hier le gouvernement de Bagdad d'avoir pris en otages 5.000 femmes et enfants et de menacer de les exécuter si l'insurrection contre Saddam Hussein ne cesse pas.

Djalal Talabani, chef de l'Union nationale kurde, qui combat les forces gouvernementales dans le nord de l'Irak, a déclaré que l'armée avait pris des femmes et des enfants en otages dimanche, alors que les rebelles assiégeaient le centre pétrolier de Kirkouk.

« Ils ont dit que s'il y avait le moindre soulèvement ou la moindre attaque, ils les massacreraient... Je ne pense pas que cela empêchera les gens de continuer... Peut-être vont-ils chercher un moyen de sauver ces otages, mais ils ne cessent jamais leur révolution si les Irakiens massacrent 5.000 innocents », a assuré Djalal Talabani.

L'agence iranienne IRNA a rapporté de son côté que, selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan, la

prise d'otages a « gravement compromis la libération de la province de Kirkouk ».

Djabal Talabani a déclaré que les rebelles kurdes avaient pris le contrôle des provinces d'Irbil et de Soulaïmainiya, ainsi que de nombreuses villes dans la province de Kirkouk et qu'ils avaient fait prisonniers 60.000 soldats irakiens. « Le moral de l'armée irakienne est très bas », a-t-il ajouté.

Au deuxième jour de la conférence réunissant à Beyrouth des représentants de l'opposition irakienne, un autre dirigeant rebelle, un chiite du sud cette fois, a accusé les troupes gouvernementales de massacrer des femmes et des enfants.

Cheikh Abdoul Aziz al Hakim a expliqué qu'il vivait avec les insurgés depuis le premier jour de la révolte qui a éclaté au lendemain de la déroute de l'armée irakienne face aux forces coalisées.

Le religieux a déclaré que les soldats irakiens avaient tué de nombreux enfants, femmes et vieillards et que des mosquées et des lieux saints avaient été

détruits.

L'Organisation de l'action islamique, basée à Téhéran, a assuré de son côté que, dans la ville sainte chiite de Karbala, ainsi qu'à Hilla et Amara, ses forces avaient repoussé des attaques de la Garde républicaine et avaient abattu plusieurs hélicoptères.

Cheikh Hakim a déclaré que la lutte se poursuivrait à Bassorah. « J'ai perçu une détermination à poursuivre le soulèvement. J'ai vu de mes yeux 200 chars détruits et 40 chars capturés », a-t-il dit.

Il a montré des photographies, prises selon lui en Irak, de rebelles juchés sur des véhicules militaires incendiés et de personnes manifestant.

Membre du comité central du Conseil suprême de la révolution, basé à Téhéran, Cheikh Hakim a affirmé que Saddam Hussein comptait sur ses blindées pour écraser le soulèvement. « Les principales armes utilisées par les rebelles sont les grenades RPG pour détruire les chars et les mitrailleuses. Les rebelles ont des armes lourdes mais ne les

Bombes au napalm

« Le régime irakien utilise massivement des bombes au napalm pour réprimer le soulèvement populaire », a affirmé hier la radio de Téhéran citant des récits d'irakiens réfugiés en Iran.

Selon la radio, qui ne donne aucune autre précision, un groupe d'irakiens qui ont été victimes en Irak de bombes au napalm, se réfugient en Iran depuis lundi.

Selon ces réfugiés, « pour éviter la chute de la ville de Kirkouk, au nord, les forces gouvernementales ont détruit les ponts autour de la ville sur trois axes, pour encercler les révolutionnaires ».

D'autre part, a poursuivi la radio, Ragheb Mohammad Ali, l'un des réfugiés irakiens venant de Bassorah, a indiqué que cette ville « est soumise au bombardement de l'artillerie, et un nombre important d'habitations ont été détruites dans ces bombardements aveugles ».

Citant d'autres réfugiés irakiens, la radio a ajouté que « pour faire face au soulèvement populaire, les forces gouvernementales utilisent des chars et de l'artillerie ».

utilisent pas », a-t-il dit.

Il a ajouté que les pays voisins de l'Irak, à l'exception de la Jordanie, apportaient une certaine aide politique et morale à l'insurrection et que l'Irak apportait en outre une aide humanitaire.

Au Pentagone, un haut responsable estimait toutefois cette nuit que Saddam Hussein l'emporterait « probablement ». Selon les informations dont le Pentagone dispose, la rébellion chiite dans le sud de l'Irak « a été en grande partie réprimée ». « Cela a été très brutal et très sanglant » ajouta-t-on.

Dans le nord, estime Washington, les rebelles ont « bien réussi et sont bien organisés » mais Saddam Hussein, « après avoir écrasé le sud, se retournera vers le nord ».

Près de 330 représentants de l'opposition participent à la conférence de Beyrouth et ils se sont engagés à constituer un gouvernement démocratique après le renversement de Saddam Hussein.

Var Matin 13 mars 1991

Irak : les Kurdes gagnent du terrain

Selon un leader d'opposition, 60 % du Kurdistan irakien a été libéré

« Quarante deux mille kilomètres carrés du nord de l'Irak, soit 60 % du Kurdistan d'Irak, ont été libérés et sont désormais sous le contrôle des combattants kurdes », a affirmé à Beyrouth M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.).

« LES combattants kurdes, regroupés au sein du Front du Kurdistan d'Irak (F.K.I.), contrôlent désormais totalement la ville et la région de Souleimanieh et une partie de la ville d'Erbil, les deux grandes agglomérations de la province autonome du Kurdistan, telle qu'elle est délimitée par le pouvoir central irakien », a-t-il ajouté.

Il a indiqué que les tentatives du pouvoir central en Irak de reprendre l'initiative étaient très limitées. Soixante mille militaires irakiens chargés de mater l'insurrection dans le nord ont fait défection et ont rejoint les rangs des rebelles et les campements kurdes installés par le pouvoir

sont également sous contrôle du F.K.I.

Le F.K.I. est formé de six mouvements kurdes, qui ont « décidé d'enterrer leurs divergences pour faire face à la répression et aux déplacements de population organisés par le pouvoir central dans le nord de l'Irak », a ajouté M. Talabani.

« Entre 1986 et 1988, le régime irakien a rasé 5 000 villages le long de la frontière iranienne, et a déplacé plusieurs centaines de milliers de Kurdes, qu'il a installés dans des campements en dur près des villes », a-t-il affirmé.

La tournure des combats se déroulant actuellement en Irak laisse penser que les militaires sont restés dans l'ensemble fidèles

■ Au deuxième jour du congrès de l'opposition irakienne, à Beyrouth, les discours unitaires dissimulaient à peine les divergences séparant certains participants, kurdes et chiites en particulier.

« Nous ne luttons pas pour l'instauration d'un régime chiite en Irak après la chute de Saddam



M. Jalal Talabani : le rébellion progresse. (Photo A.F.P.)

la situation était quelque peu différente entre le sud — où la rébellion est organisée par les chiites — et le nord, où les Kurdes ont pris les armes.

Dans cette dernière région, les Américains ont observé un ni-

le au régime de Saddam Hussein et reprennent lentement le contrôle des villes de Nadjaf et Karbala, a indiqué M. Fete Williams, porte-parole du Pentagone.

M. Williams a déclaré que la

veau élevé d'activités dissidentes, alors que dans le sud la rébellion cesse lorsque les troupes irakiennes sont présentes en force et ne reprend que lorsque ces troupes sont envoyées dans une autre ville.

« Nous observons des signes de désordre dans deux douzaines de villes », a poursuivi M. Williams. « Quant à Bagdad, il n'y a jamais eu beaucoup d'activités insurrectionnelles dans la capitale irakienne », a-t-il fait remarquer.

Il a enfin indiqué ne pas posséder de preuves indiquant que les troupes gouvernementales irakiennes se préparent à utiliser des armes chimiques contre les insurgés.

« Nous avons observé des armes lourdes (chars, canons) mais pas d'armes non conventionnelles, chimiques ou bactériologiques », a dit M. Williams.

personnalité kurde a affirmé, sous couvert de l'anonymat, que l'ayatollah Al-Hakim « rêve peut-être d'une république islamique en Irak, mais, d'un autre côté, c'est un réaliste et il sait que c'est impossible. Il ne pourrait imposer cela aux Kurdes et aux laïcs. Moi aussi, parfois, je rêve d'un Etat kurde indépendant ».

Des divergences au congrès de l'opposition, à Beyrouth

des n'accepteront jamais ce genre de choses », a affirmé Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (U.P.K.), en tant que du poing sur la table. « Nous exigeons l'élection d'une assemblée constituante après la libération de notre pays ; rien de moins ».

Pour sa part, une importante

l'A.S.R.I.I. estimait, à Téhéran, que le mouvement intégriste pourrait devenir la première assemblée constituante irakienne après la chute du régime irakien, « si toutefois les différents groupes d'opposition arrivaient à s'entendre à Beyrouth sur une action politique commune ».

« C'est inacceptable. Les Kur-

IRAK : l'insurrection semble s'étendre au Nord et diminuer au Sud

Bagdad affirme que l'arme chimique ne sera pas utilisée

Le gouvernement irakien a démenti « catégoriquement » qu'il ait l'intention d'utiliser l'arme chimique pour mater les mouvements de rébellion dans le pays, dans un communiqué publié lundi 11 mars à l'ONU. Précédemment les services de renseignement alliés avaient affirmé avoir intercepté des communications entre Bagdad et les commandements militaires du sud de l'Irak, autorisant l'utilisation des gaz de combats contre les rebelles de Nadjaf et de Karbala.

Le *New York Times* avait rapporté dimanche que le gouvernement américain envisageait de lancer des raids aériens contre toute unité militaire irakienne qui aurait recours à ce type d'armes contre des éléments rebelles et avait déjà donné des instructions dans ce sens.

Le général américain Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », interrogé par la chaîne de télévision NBC, a affirmé qu'il n'avait reçu aucune instruction de reprendre les raids aériens en pareil cas. Il a indiqué par ailleurs qu'il n'existait aucune preuve que les Irakiens utilisaient des armes chimiques contre les opposants.

Violents combats

Lundi, le département d'Etat a indiqué que les attaques de rebelles kurdes dans le nord de l'Irak étaient en augmentation, mais que l'insurrection diminuait dans le Sud, à majorité chiite. Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, s'est refusé à énumérer les villes touchées par l'insurrection, mais un responsable du département, qui a requis l'anonymat, a précisé que des combats se déroulaient toujours à Karbala.

Il n'a pas pu confirmer que des manifestations aient eu lieu à Bagdad.

L'agence iranienne IRNA affirme, pour sa part, que les combats entre rebelles et troupes de la garde républicaine continuent à faire rage à Bassorah. Selon un réfugié qui a atteint un poste militaire américain, « la moitié de la ville est sous le contrôle de la résistance et l'autre moitié sous celui de l'armée ».

A Bagdad, le président Saddam Hussein a présidé lundi une réunion du Conseil du commandement de la Révolution (CCR) et du parti Baas au pouvoir. Au cours de cette réunion, le vice-président du CCR, M. Izzat Ibrahim, a présenté un compte rendu de son voyage dans les gouvernorats de Wassat et de Maysan, qui ont été récemment le théâtre de violents combats entre les troupes loyales et les rebelles chiites. Les médias officiels passent toujours sous silence l'insurrection. Radio-Bagdad a

ultérieurement rapporté que le chef de l'Etat avait reçu son ministre de l'industrialisation militaire, M. Hussein Kamel Hassan, de retour d'une visite dans la ville sainte de Karbala. Ce dernier est le frère du ministre de l'intérieur, M. Ali Hassan el Majid, qui a été chargé de réprimer le mouvement insurrectionnel.

D'après Radio-Bagdad, le premier vice-ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, s'est rendu lundi dans un district de la province de Babylone, au sud de Bagdad. Ce qui semble démentir une information d'un membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (SAIRI), selon lequel M. Ramadan aurait été tué par les gardes du corps du président Saddam Hussein pour avoir tenté d'assassiner celui-ci, à qui il reprochait la mort de plusieurs de ses proches dans le bombardement, le 13 février, d'un bunker à Bagdad. — (AFP, Reuter.)

ACPO13 PR:03 PEXIGNW PROCHE-ORIENT 284

LES PLAIES DU PROCHE-ORIENT ENCADRE DOSSIER

ACP/TELPRESSE

KURDES: CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE POUR L'AUTONOMIE

Paris, 13 mars

- 1920. Le traité de Sèvres prévoit la création d'un Etat kurde auquel pourrait être rattaché la région de Mossoul. En décembre 1925, la région de Mossoul sera finalement octroyée à l'Irak.
- 1923. Après la révolte de Mustapha Kemal Atatürk et la guerre d'indépendance de la Turquie, un nouvel accord, signé à Sèvres, entérine définitivement l'Etat kurde. Mustapha Kemal continuera de mener une répression sanguinaire contre les Kurdes.
- 1946. Alors que les Soviétiques et les forces alliées occupent l'Iran, une République kurde indépendante voit le jour dans la zone neutre. Elle est écrasée un an plus tard par le gouvernement de Téhéran, puis par les Britanniques.
- 1970. En Irak, les opérations de répression menées par l'armée font quelque 60 000 morts, avant que Saddam Hussein ne reconnaisse le droit à l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de la République irakienne.
- 1974. La guérilla reprend en Irak, cette fois-ci sur une grande échelle, après le refus de Bagdad d'intégrer Kirkouk et ses importantes réserves de pétrole à la région autonome.
- Mars 1988. Quelques mois avant la fin de la guerre contre l'Iran, Les avions irakiens gazent la ville kurde d'Halabja, faisant environ 5 000 morts. Ce massacre ne soulève que peu d'émotion dans la communauté internationale.
- 1990. Ankara proclame l'état d'urgence en "Asie mineure orientale", où sévit la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan.
- Février 1991. Au lendemain de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak se soulèvent spontanément dans plusieurs provinces du Kurdistan. Les "Peshmergas" (combattants kurdes) ouvrent ainsi un front nord dans le pays, faisant écho à la rébellion chiite du sud.

JBA/YAN/AM

ACPO15 PR:03 PEXIGNW PROCHE-ORIENT 423
 LES PLAIES DU PROCHE-ORIENT ENCADRE DOSSIER
 HELENE GHASSEMLOU: "SANS DEMOCRATIE, LES KURDES N'ONT AUCUN
 ESPOIR"

Paris, 13 mars - Le 13 juillet 1989, l'une des "figures" du peuple kurde, le Dr Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), était assassiné à Vienne, en Autriche, dans des circonstances demeurées obscures. Travaillant aujourd'hui dans son sillage à la défense de la cause Kurde, sa veuve, Hélène Ghassemlou, a confié à l'ACP-Telpresse ses inquiétudes sur les chances d'un règlement du problème kurde, au lendemain de la guerre du Golfe.

- Question: Les Kurdes vont-ils savoir profiter de la fragilité du régime irakien, pour défendre leur intérêts?

- Hélène Ghassemlou: "Si aujourd'hui on pense que les ayatollahs irakiens vont gouverner avec les Kurdes, on se trompe complètement. Chaque fois que le peuple kurde a vu une petite possibilité de parvenir au respect des droits de l'Homme, ils se sont laissés tromper. Pourtant, ils ne peuvent laisser passer les occasions qui leur sont données. Or les chiites irakiens ont les moyens de les éliminer par la suite. Les Kurdes n'ont pas les moyens de se défendre. Sans démocratie au gouvernement, les Kurdes n'ont aucun espoir".

- Question: Craignez-vous que les Kurdes soient une nouvelle fois les oubliés d'un règlement des questions du Proche-Orient?

- Hélène Ghassemlou: "On parle de la Palestine, du Liban, et, encore une fois, on n'entend rien à propos des Kurdes. On peut demander à la France, la plus vieille démocratie du monde, d'avoir le courage de défendre les Kurdes. Mais elle ne peut le faire seule. Les Etats-Unis sont hésitants, comme toujours. Mais si les Nations unies ont donné le feu vert à la guerre dans le Golfe, elles doivent pouvoir agir pour régler les questions du Proche-Orient, et notamment le problème kurde. Les Kurdes sont les derniers pions sur l'échiquier de ce grand jeu".

- Question: Le principal handicap des Kurdes n'est-il pas le morcellement de leur "Nation"?

- Hélène Ghassemlou: "Leur division d'aujourd'hui est le résultat du démembrement d'une Nation, qui a entraîné leur persécution par quatre pays: l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. A l'époque de la création de la Turquie, après la Première Guerre mondiale, le peuple kurde était encore à la recherche de son identité. C'était donc beaucoup plus facile d'infliger une telle division à ce peuple. Ce sera maintenant beaucoup plus difficile de les réunir. Ils ont trouvé aujourd'hui leur identité nationale, chacun dans le pays où ils ont trouvé refuge".

(Propos recueillis par Laurent Hakim)

AGENCE CENTRALE DE PRESSE — AGENCE CENTRALE DE PRESSE — AGENCE CENTRALE DE PRESSE —

ACPD12 PR:03 PEXEFIW PROCHE-ORIENT 427
 LES PLAIES DU PROCHE-ORIENT DOSSIER DEMAIN (2)
 LES KURDES: UN PEUPLE EN PERIL

Paris, 13 mars - "Si les Nations unies ont la possibilité de déclencher la guerre, elles doivent pouvoir agir en faveur des Kurdes". Hélène Ghassemlou, veuve du docteur Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PKDI), s'accroche au fol espoir d'une solution prochaine au bénéfice d'une communauté millénaire, qui menace bien de passer à la trappe de l'Histoire.

Le peuple kurde, à la différence des Palestiniens, ne bénéficie du soutien d'aucun pays. Dispersés dans cinq Etats différents, les Kurdes, à majorité sunnite, représentent environ 22 millions de personnes. Ils vivent en Turquie (10 millions), en Iran (6 millions), en Irak (5 millions), en Syrie (1 million), et, pour quelques-uns d'entre eux, en Union soviétique. Leurs aspirations constituent un risque constant pour les régimes antidémocratiques de la région, et bouleversent la répartition coloniale établie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Dans chaque pays où elle est installée, la minorité kurde est accusée d'être la cinquième colonne du voisin. Bien qu'il existe une réelle identité kurde, qui s'est forgée contre l'Empire ottoman, puis contre le "charcutage" établi dans la région par Français et Britanniques, la communauté reste en outre profondément divisée, engendrant des rivalités que ne manquent pas d'exploiter les Etats dans lesquels ils vivent. Les grandes puissances ont, elles, fermé les yeux sur les vagues de répression menées contre les Kurdes. La dernière en date, et l'une des plus violentes, le massacre en 1988 de 5 000 villageois des montagnes du Kurdistan irakien. On se demande donc qui, dans ces conditions, s'apitoyera un jour sur le sort de ces apatrides.

Le rôle de la France

Certains, comme Hélène Ghassemlou, espèrent que la France aura "le courage de défendre les Kurdes". Elle souligne le travail effectué en ce sens par Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés. Les deux femmes se trouvaient récemment à Washington, où, en compagnie notamment du président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, elles ont participé à une Conférence sur le problème kurde devant la commission des Affaires étrangères du Sénat américain. Un moyen, comme un autre, d'attirer aussi l'attention d'une superpuissance, qui se veut à la pointe de la construction d'un nouvel ordre au Proche-Orient. Kendal Nezan déclarait, la semaine dernière encore, dans les colonnes du quotidien "Libération": "Le système international tel qu'il est ne peut permettre l'émergence d'une entité kurde. Mais la question d'un Etat kurde se pose incontestablement à la conscience universelle".

Jacques Baudrier

Les Kurdes se joignent aux chiites pour le congrès de l'opposition irakienne

BEYROUTH

de notre correspondant

Réunie à Beyrouth, lundi 11 mars, l'opposition irakienne peut-elle faire plus que de la figuration dans la lutte pour le pouvoir déclenchée en Irak par la défaite de Saddam Hussein ? A prendre en considération les éléments qui la composent et son influence à l'intérieur du pays, on peut déduire qu'elle ne pourra sans doute pas renverser le régime. Mais elle pourrait contribuer à sa chute et participer au nouveau pouvoir ou lui fournir une utile caution.

Aux dix-sept mouvements d'opposition déjà regroupés à Damas, depuis décembre dernier, en un comité d'action doté d'une plateforme politique commune, se sont jointes des personnalités, essentiellement kurdes, venues des pays d'émigration : les Etats-Unis et, en Europe, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Suède principalement. C'est à leur demande que le congrès s'est tenu à Beyrouth plutôt qu'à Damas. Mais en réalité, la Syrie parraine les assises, les participants venus de chez elle en constituent l'ossature et son armée en assure la protection.

On distingue deux blocs dominants, les Arabes chiites et les Kurdes, et l'on relève une (quasi) absence, celle des Arabes sunnites. Les autres (à l'exception des communistes, particulièrement actifs) - baassistes dissidents, nationalistes arabes - sont là pour mémoire.

Les chiites se battent dans le Sud, contre l'armée de Saddam Hussein, les Kurdes dans le Nord. Les uns et les autres annoncent des victoires et, à les croire, des divisions entières se désagrègent, sous le double effet des redditions et des ralliements aux insurgés. Si les données en provenance du Sud demeurent confuses, celles en provenance du Kurdistan sont plus précises : après la 24^e division de l'armée irakienne, les 33^e et 36^e divisions n'existeraient plus.

Outre Souleymaniyeh, vingt-cinq localités seraient tombées aux mains des Kurdes.

Les chiites préparent la prise du pouvoir, qu'ils entendent bien partager avec les sunnites, désormais. Leur soutien est iranien mais leur ancrage demeure irakien.

Un accord en trois points

Les Kurdes préparent leur autonomie et leur autogestion, taisant leurs pulsions indépendantistes pour ne pas effrayer non seulement leurs partenaires irakiens, mais tout autant - voire encore plus - le grand voisin turc. Celui-ci, dans un geste de Realpolitik, mettant fin à un tabou vieux de soixante-dix ans, a accepté de négocier avec des représentants kurdes.

MM. Jalal Talabani et Mohsen Dezayec, ce dernier délégué par M. Massoud Barazani, se sont en effet rendus à Ankara, où ils ont conféré vendredi et samedi, à trois reprises, avec le vice-ministre turc des affaires étrangères et vraisemblablement avec M. Ozal lui-même.

Ces pourparlers ont abouti à un accord en trois points. assorti d'une promesse de laisser transiter à travers la Turquie l'aide humanitaire - vivres et médicaments - vers le Kurdistan irakien : 1) pas de paix avec Saddam Hussein ; 2) pas de monopole du pouvoir en

Irak au profit d'un groupe ou d'une communauté, mais partage réel du pouvoir entre sunnites, chiites et Kurdes ; 3) sauf l'indépendance du Kurdistan, rejetée par les Turcs, toute autre solution satisfaisant les Kurdes irakiens est acceptable pour Ankara.

C'est forts de cette percée politique que les Kurdes se présentent au congrès de l'opposition irakienne à Beyrouth, qui a commencé lundi ses travaux. Alors que les chiites sont forts de leur nombre (40% à 55% de la population) et que les sunnites, même absents, arguent de leur position privilégiée à Bagdad puisque ce sont eux, et eux seuls, qui, théoriquement, peuvent donner l'estocade finale au régime de Saddam Hussein.

LUCIEN GEORGE

□ **Iraqi Airways veut récupérer ses avions.** - La compagnie Iraqi Airways s'apprête à récupérer les appareils civils qu'elle a mis à l'abri des hostilités soit en Iran, soit dans un certain nombre de pays arabes amis. Son directeur, M. Nourredine Safi Hammadi, partira bientôt pour l'Iran afin d'y récupérer ses cinq avions, tout comme les six Airbus koweïtiens confisqués qui y stationnent et qu'il compte restituer au Koweït pour obtenir la levée de l'embargo aérien

LE MONDE

13 mars 1991

Le Courrier 14 mars 1991

Résistance kurde en Irak

Tenir jusqu'à quand?

L'armée irakienne aurait lancé une contre-offensive d'envergure contre la résistance kurde qui contrôlerait une majorité du Kurdistan irakien. Deux villes proches de la frontière iranienne auraient été bombardées massivement, a déclaré hier à la presse un représentant du Front uni du Kurdistan.

Des Nations Unies
Angelica ROGET

Sur un total de 25 millions de Kurdes vivant au Moyen-Orient, ceux d'Irak sont près de 4 millions. Bénéficiant d'après la Constitution irakienne d'une autonomie partielle, ils ont en réalité toujours été réprimés, déportés ou massacrés. Comme à Halabja où, en mars 1988, 5000 Kurdes moururent sous les bombardements chimiques irakiens.

Aujourd'hui, les Kurdes forment avec les chiites l'opposition irakienne dont les représentants de dix-sept mouvements viennent de se réunir à Beyrouth. Représenté par Jalal Talabani, chef de l'Union nationale kurde, le Front irakien du Kurdistan est composé de cinq par-

tis. Salah Jmohr représente le Front à Genève. Il s'est dit très inquiet. L'armée irakienne aurait repris le contrôle du sud du pays où s'était déclenchée l'insurrection chiite et se dirigerait désormais vers le nord du pays où se battent les Kurdes. Certes, les combattants kurdes, les Peshmergas, ont été rejoints par 40 000 soldats de l'armée irakienne. Mais ils ne pourront pas tenir longtemps. «Leurs moyens ne sont pas suffisants», estime M. Jmohr. Même s'ils contrôlent environ 60% du territoire. Tenir dans les villes va être difficile, car cent mille soldats irakiens, rejoints par des gardes républicains, leur font front.

C'est le ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan el-Majid, qui a déjà écrasé la révolte chiite, qui est chargé de mater l'insurrection kurde. Ce même ministre avait, en 1988, pris la décision de bombarder Halabja. Les deux villes bombardées depuis mardi sont Khanaqin (100 000 habitants) et Kalar (50 000). Dans cette dernière, on est d'ailleurs sans nouvelle de ses habitants.

M. Jmohr a confirmé, par ailleurs, que cinq mille femmes et enfants de la ville de Kirkouk avaient été pris en otages et menacés d'être

massacrés. Déjà lors de la guerre contre l'Iran, l'Irak avait employé le même procédé et pris en otages 8000 Kurdes de la tribu des Barzani. Emmenés vers une destination inconnue, ils sont aujourd'hui disparus.

Refus des Etats-Unis

Les Etats-Unis auraient refusé d'appuyer le combat kurde. Pourtant - affirme le représentant du Front uni du Kurdistan - les Kurdes sont la seule force non religieuse de la région. Ils ont toujours combattu suivant le droit et n'ont jamais commis d'actes terroristes. Pourquoi avoir accepté la protection syrienne pour la réunion du congrès de l'opposition à Beyrouth? M. Bush a bien joué la même carte, rétorque M. Jmohr. En fait, les Kurdes aimeraient qu'on se mobilise en leur faveur. Mais seule la France a évoqué leur existence dans les problèmes à résoudre au Moyen-Orient. Le représentant du Front a lancé un appel à différentes organisations humanitaires telles que le CICR, l'OMS, le HCR ou l'UNDRO pour qu'elles accordent une aide à la population kurde.

A.R.

Kurdes : les ambitions de Turgut Ozal

● Le président turc Turgut Ozal semble vouloir prendre l'initiative dans la question kurde, tant au plan intérieur qu'au plan régional.

Signe de cet intérêt, la Turquie a officiellement révélé hier que des dirigeants kurdes irakiens s'étaient rendus à Ankara la semaine dernière pour y rencontrer les autorités turques.

M. Ozal, actuellement en visite officielle en URSS, a voulu ainsi souligner la volonté de la Turquie d'être présente dans ce nouveau conflit régional d'enjeu international qui oppose les Kurdes d'Irak au régime de Saddam Hussein.

Le président Ozal avait déjà déclaré publiquement que la Turquie devrait être « le suzerain » de l'ensemble des vingt à trente millions de Kurdes du Moyen-Orient — répartis entre la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Turquie — en raison de la présence sur le sol turc de la plus grande communauté kurde, qu'il a lui-même évaluée à 12 millions de personnes.

Le président turc s'est fermement prononcé à plusieurs reprises en faveur du respect de l'intégrité territoriale de l'Irak et contre toute possibilité de création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak.

Selon des éditorialistes turcs proches de la présidence, Ankara pourrait cependant accepter de jouer un rôle de garant dans la mise en place d'une « fédération kurdo-turco-arabe » dans le nord de l'Irak où vivent deux fortes minorités de trois millions de Kurdes et d'un million de turcophones.

Pour Gunay Aslan, écrivain kurde qui reflète les réactions de l'intelligentsia kurde de Turquie, M. Ozal tentera de peser de tout son poids pour « avoir de l'influence politique dans la région de Mossoul-Kirkouk, riche en pétrole », dans le nord de l'Irak.

M. Ozal a, par ailleurs, depuis le début de la crise du Golfe, proposé publiquement plusieurs améliorations touchant les Kurdes de Turquie.

Premier homme d'Etat turc depuis 1924 à avoir reconnu officiellement « l'existence des Kurdes » en Turquie, M. Ozal est l'initiateur d'un projet de levée de l'interdiction de la langue kurde en vigueur depuis 1983.

Le président turc était allé encore plus loin en annonçant « qu'il pouvait amnistier les militants du PKK », le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), indépendantiste, qui mène une lutte armée dans le sud-est anatolien depuis 1984 et que l'on qualifie officiellement à Ankara de « terroriste-séparatiste ».

Ragip DURAN (AFP)

LE FIGARO
13 mars 1991

Irak : incertitude
sur l'état de la rébellion

Les Kurdes ne cèdent pas

*Le régime aurait pris en otages 5 000 femmes et enfants
pour réduire les rebelles.*

Prise d'otages, utilisation du napalm, début d'épidémies : l'Irak s'enfoncé dans l'horreur. D'après la rébellion kurde, le gouvernement de Bagdad a pris en otage 5 000 femmes et enfants et menace de les passer par les armes si l'insurrection contre Saddam Hussein ne cesse pas. Djalal Talabani, chef de l'Union nationale kurde, a déclaré que l'armée a pris les femmes et les enfants dimanche, alors que les rebelles assiégeaient le centre pétrolier de Kirkouk.

« Les autorités ont dit que, s'il y avait le moindre soulèvement ou la moindre attaque, les otages seraient massacrés, a affirmé Djalal Talabani. Je ne pense pas que cela empêchera les gens de continuer. Peut-être vont-ils chercher un moyen de sauver ces otages, mais ils n'arrêteront jamais leur révolution si les Irakiens massacrent 5 000 innocents. »

Rumeur d'attentat

Djalal Talabani a encore précisé que les rebelles kurdes avaient pris le contrôle des provinces d'Irbil et de Soulaïmaniya, ainsi que de nombreuses villes dans la province de Kirkouk. Les Kurdes auraient fait prisonniers 60 000 soldats irakiens.

L'Organisation de l'action islamique, basée à Téhéran, a assuré pour sa part que, dans la Ville sainte chiite de Kerbala, ainsi qu'à Hilla et à Amara, ses forces avaient repoussé des attaques de la Garde républicaine. Selon la même source, plusieurs hélicoptères irakiens auraient été abattus.

A Beyrouth, où se tient la conférence des représentants de l'opposition irakienne, l'un d'eux, cheikh Aboul Aziz al-Hakim, qui a quitté Bassorah samedi dernier, a déclaré que les soldats irakiens avaient tué de nombreux enfants, femmes et vieillards. Il a ajouté que des mosquées et des lieux saints ont été détruits.

Cheikh Hakim a affirmé que la lutte se poursuivait à Bassorah : « J'ai perçu une détermination à poursuivre le soulèvement. J'ai vu de mes yeux 200 chars détruits et 40 chars capturés », a-t-il dit. Il a ensuite montré des photographies, prises selon lui en Irak, de rebelles juchés sur des véhicules militaires incendiés et de manifestants.

Radio Téhéran a rapporté, hier, que l'armée irakienne a utilisé du napalm de manière intensive pour bombarder les rebelles. Plusieurs Irakiens brûlés au napalm se sont vus lundi et hier, en Iran, venant du sud de l'Irak.

Fléau supplémentaire : les maladies. Le Croissant-Rouge irakien a fait état, hier, d'une multiplication des cas de choléra et de typhoïde et a réclamé d'urgence des médicaments pour prévenir les épidémies. Trois membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) chargés de matériel sanitaire sont partis pour Bagdad, en provenance d'Amman et de Téhéran. Depuis le 17 janvier, plus de 500 tonnes de secours d'urgence ont déjà atteint l'Irak, a précisé le CICR.

A Bagdad, Saddam Hussein a présidé, lundi, une réunion du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et du parti Baas au pouvoir. Au cours de cette réunion, le vice-président du CCR, Izzat Ibrahim, a présenté un compte rendu de ses visites dans les gouvernorats de Wassat et de Maysan, qui ont été récemment le théâtre de violents combats entre l'armée et les rebelles chiites.

Lundi également, d'après Radio Bagdad, le premier vice-ministre Taha Yassine Ramadan s'est rendu dans un district de la province de Babylone. Cette information, impossible à vérifier, serait un démenti aux propos d'un membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak qui avait affirmé que M. Ramadan avait été tué par les gardes du corps de Saddam Hussein pour avoir tenté d'assassiner celui-ci.

La position espagnole en question

Incertain également pour l'ambassadeur d'Irak à Madrid, M. Arshad Tawfiq Ismail, qui a demandé l'asile politique à l'Espagne. M. Tawfiq s'était montré très critique envers la position espagnole durant la crise du Golfe. En attendant qu'une décision soit prise, le gouvernement espagnol fournit à M. Tawfiq une protection spéciale contre d'éventuelles actions de représailles par des groupes pro-irakiens. (AFP, Reuters.)

24 HEURES 13 mars 1991

LE DÉROULEMENT DES COMBATS EN IRAK

Les Kurdes clament victoire

Les combattants kurdes regroupés au sein du Front du Kurdistan d'Irak annoncent contrôler une grande partie du Kurdistan irakien. Ils affirment que Bagdad est incapable de reprendre l'initiative.

● Quarante deux mille kilomètres carrés du nord de l'Irak, soit 60% du Kurdistan d'Irak, ont été ~~libérés~~ ~~libérés~~ désormais sous le contrôle des combattants kurdes», a affirmé, mardi à Beyrouth, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

«Les combattants kurdes, regroupés au sein du Front du Kurdistan d'Irak (FKI), contrôlent désormais totalement la ville et la région de Souleimanieh et une partie de la ville d'Arbil», les deux grandes agglomérations de la province autonome du Kurdistan, telle qu'elle est délimitée par le pouvoir central irakien, a-t-il ajouté.

Il a indiqué que les tentatives du pouvoir central en Irak de reprendre

l'initiative étaient très limitées. «Soixante mille militaires irakiens chargés de mater l'insurrection dans le nord ont ~~été~~ défectionnés et ont rejoint les rangs des rebelles», et les campements kurdes installés par le pouvoir sont également sous contrôle du FKI.

Le FKI est formé de six mouvements kurdes, qui ont «décidé d'enterrer leurs divergences pour faire face à la répression et aux déplacements de population organisés par le pouvoir central dans le nord de l'Irak», a ajouté Talabani.

Entre 1986 et 1988, le régime irakien a rasé 5000 villages le long de la frontière iranienne, et a déplacé plusieurs centaines de milliers de Kurdes, qu'il a installés dans des

campements en dur près des villes, a-t-il affirmé.

Le pouvoir central irakien avait reconnu avoir regroupé des «habitants du nord de l'Irak» dans des agglomérations pour leur «assurer le confort de la vie moderne». Selon les observateurs, les autorités irakiennes ont décidé de créer une ceinture dépeuplée le long de la frontière pour empêcher les infiltrations et l'assistance de l'Iran aux opposants.

Pendant, l'Iran a manifestement choisi le mouvement de l'Assemblée suprême de la Révolution islamique d'Irak (ASRI) comme pierre angulaire de l'opposition au pouvoir laïc du parti Baas de Saddam Hussein, ainsi qu'en témoignent les moyens considérables

mis à sa disposition. Dirigé par le dignitaire religieux de la ville irakienne de Najaf, Mohammad Bagher Makim, l'ASRI pourrait devenir «la première assemblée constituante» irakienne après la chute de Saddam Hussein, «si toutefois les différents groupes d'opposition arrivent à s'entendre à Beyrouth sur une action politique commune», a déclaré un des principaux responsables de l'ASRI.

Ce mouvement, qui a intégré la presque totalité des forces d'opposition religieuse au Baas, notamment le parti Ad-Daawa, et dialogue avec toutes les composantes de l'opposition, y compris les communistes, dispose d'un bureau très important à Téhéran, avec des centaines de collaborateurs. — (afp)

El Pentágono dice que el Ejército de Irak se mantiene leal a Sadam

AGENCIAS. Washington / Nicosia El giro que han experimentado los combates que se desarrollan en Irak deja entrever que el conjunto del Ejército iraquí se man-

tiene leal al régimen de Sadam Husein, al tiempo que está recuperando progresivamente el control de las ciudades santas de Najaf y Karbala, según declaró Pete Williams.

La actividad de los rebeldes sigue siendo intensa en la región septentrional kurda, mientras que en el sur los insurgentes chites están perdiendo fuerza ante la embestida de las tropas gubernamentales, dijo el portavoz estadounidense. «Hemos observado desórdenes en unas 24

ciudades», prosiguió Williams. «En cuanto a Bagdad, nunca ha habido una actividad insurreccional relevante».

El representante del Pentágono indicó no tener prueba alguna de que el ejército iraquí se dispone a utilizar armas químicas contra los rebeldes. «Hemos observado armamento pesado —cañones, cañones— pero en ningún momento armas no convencionales», puntualizó.

Por su parte, Jalal Talabani, uno de los líderes kurdos de la re-

puesta contra Sadam Husein que participa en Beirut en la conferencia de la oposición iraquí, acusó a las tropas gubernamentales de mantener a unos 5.000 niños y mujeres como rehenes en Kirkuk, a los que ha amenazado con matar si los rebeldes atacan esta ciudad.

Fuentes militares francesas informaron a última hora que ocho soldados de la división Dauguet resultaron heridos en el sur de Irak por la explosión de una mina.

EL PAÍS, miércoles
13 de marzo de 1991

Turks Talk to Iraqi Kurdish Rebels

Secret dialogue is change that provokes furious debate after years of ignoring Kurds at home

By Sam Cohen

Special to The Christian Science Monitor

ISTANBUL

THE revelation Monday that the Turkish government held secret talks with Iraq's Kurdish opposition leaders has surprised many and provoked heated controversy here.

President Turgut Ozal's decision to begin the dialogue also marks a major shift in Turkey's policy, analysts say.

"It's as if the Israelis were starting talks with the PLO [Palestine Liberation Organization]," says a Western diplomat.

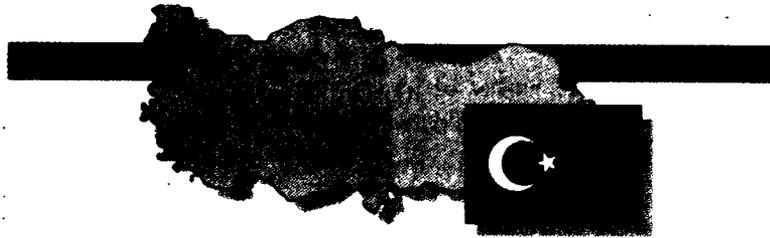
The first such contact was March 8 in Ankara, Turkey, between four senior Turkish officials and a Kurdish delegation which included Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), and an aide to Masoud Barzani, head of the Democratic Kurdish Party (DKP).

The Kurdish leaders, whose forces are fighting Saddam Hussein's Army in northern Iraq and already control part of that territory, were invited to the Turkish capital after intense indirect contacts by Mr. Ozal. The Turkish leader disclosed the secret talks to reporters during his flight to Moscow Monday.

Turkish political circles were surprised by the disclosures, because Turkey has in the past suppressed Kurdish nationalists and their organizations in Turkey. While government circles and Ozal's supporters say the dramatic policy shift will benefit Turkey, critics find it dangerous.

"We have no interest whatsoever to interfere in Iraq's domestic affairs," says Erdal Inonu, Social Democratic Party chairman. "Ozal is playing dangerous game again."

The Turks have been very cautious concerning Kurdish desires for autonomy because about 12 million ethnic Kurds - one-fifth of Turkey's population - live here. Only recently did Ozal's administration grant local Kurds permission to use their language and to practice their culture.



Sources close to President Ozal say that what prompted the move to begin dialogue was a concern that if Kurdish rebels win control of the neighboring northern part of Iraq, they might establish a sovereign state.

When revealing the meeting, Ozal said that events in northern Iraq were of primary concern to Turkey.

"There is nothing to be afraid of talking," he said. "We must be friends with them. If we become enemies, others can use them against us."

A belief that Kurdish rebels will win in Iraq and control the northern part of the country near Turkey prompted the administration to begin dialogue, sources close to the president say. If this takeover occurred, the Kurds might then unilaterally declare independence, which Ozal and many Turks oppose.

Ozal has repeatedly warned that "Turkey would feel compelled to intervene" if a Kurdish state were to be established in northern Iraq. Turkish officials also say that the preservation of Iraq's territorial integrity, even after Saddam's downfall, is essential.

The talks with Kurdish opposition leaders seem designed to ensure that the Kurds will not attempt to secede from Iraq and set up an independent state. Foreign Ministry spokesman Murat Sungar said Wednesday that the Kurds told the Turks they had no such intention.

Another Turkish motive for talks was to discuss Iraq's future political status. Mr. Sungar confirmed that Kurdish leaders were given assurances that Turkey "would not object to the idea of a federation" with self-government for the Kurds. He said, however,

that Iraq's unitary character should be maintained.

Mr. Talabani, the Kurdish rebel leader, told Turkey's leading daily newspaper Milliyet that he was happy Turkey had recognized the Kurds' right for a federation. "This is opening a new page in the relations between the Kurds and Turkey," he said.

The Ozal administration may also have changed policy because of its tighter relationship with the United States and Britain since the Gulf war. Speculation has centered on the possibility that the Western allies and Turkey might support both the Kurdish rebellion against Saddam's regime and a federal system. Talabani was reported to have discussed such plans during visits to Washington and London.

The Ozal administration also expects friendly contacts with Kurdish leaders to lead to a disarming of the Marxist Kurdish terrorist organization PKK, which has been engaged in violence against Turks for years. During the talks, Kurdish leaders reportedly assured Turkey that they oppose the PKK.

But political turmoil has also resulted from the secret talks. The move has split the ruling Motherland Party. Parliamentarians have criticized the policy.

"Ozal has made a historic mistake by holding secret talks with guerrilla leaders," says Hasan Guzel, a ruling party leader. Such moves can be a serious threat to [Turkish] national unity."

The policy could backfire, says political scientist Haluk Ulman.

"This will give false and wrong messages to those Kurds inside Turkey," he says. "They too might ask for the same rights [to form] a federation."

Government officials disagree.

"What we are talking about is an autonomy for the Kurds in Iraq; there is no such question in

Turkey," Minister of State Kemal Akkaya said Wednesday.

But Kurds in Turkey are hardly indifferent to such a change.

Reports from Turkey's southeastern provinces, where Kurds are concentrated, suggest many are pleased with the rebels' success in northern Iraq as well as the talks between Turkish and

Kurdish leaders.

"The Kurds in northern Iraq want to have friendly ties with Turkey," says Kemal Birlik, a parliamentarian of Kurdish origin from that region. "We are going to be their neighbors, when they will fully control the region. Those people have relatives on this side of the border. We shall be able to establish a common life in the future."

THE TORONTO STAR *** Friday, March 15, 1991

Hundreds die in massacre Kurds claim

NICOSIA, Cyprus (AP) — Kurdish rebels said today that Saddam Hussein's loyalists used warplanes and helicopter gunships to attack civilians in an effort to crush a spreading rebellion.

Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan, said Iraqi troops rounded up residents from government-held parts of the city of Kirkuk, then strafed them with helicopters. He claimed hundreds were killed or wounded.

The rebel claims have been impossible to confirm, because no Western reporters have been able to reach the fighting in recent days.

Talabani, who spoke in Damascus, Syria, also claimed the government used warplanes to attack protesters in other parts of Kurdistan in northern Iraq.

He said Iraqi forces set four oil wells ablaze before being forced out of eastern Kirkuk, a major oil centre.

He said Dohuk Province bordering Turkey "has been liberated" by the rebel forces fighting for autonomy from the central

government.

U.S. President George Bush has warned Saddam that using combat helicopters could delay a formal ceasefire in the Persian Gulf war.

In other developments:

□ A U.S. newspaper reported that American troops were retaking positions they abandoned deep within Iraq, seeking to pressure Saddam.

Elements of the 101st Airborne and the 1st Cavalry Army divisions on Wednesday reoccupied their most advanced positions in the Euphrates River valley, the Los Angeles Times reported today.

But Marine Brig. Gen. Richard Neal, deputy director of operations for the U.S. Central Command, said the army divisions had reoccupied positions they'd taken by the time the war ended on Feb. 28 in order to maintain troops on the ground there, rather than cover the area by helicopter reconnaissance.

□ The Red Cross handed over 499 prisoners of war to Iraqi officials today after a four-day delay because of the chaos in Iraq.

Twelve Red Cross chartered buses drove into Iraq after the prisoners were handed over near the Saudi desert town of Ar-Rafidain.

□ Iraq has not responded to the International Atomic Energy Agency's request it account for enriched uranium that was at a nuclear centre bombed during the war, an official for the agency said yesterday in Vienna.

Iraq has an estimated 22 kilograms (48 pounds) of enriched uranium, enough to make a primitive nuclear bomb, according to U.S. officials.

□ Iran's official Islamic Republic News Agency said Iraqi rebels told it that Republican Guard artillery had damaged the golden domes over the shrines of Shiite imams Hussein and Abbas in Karbala, 80 kilometres (50 miles) south of Baghdad.

IRNA also reported heavy fighting in Basra, Iraq's second-largest city and the flashpoint for the anti-Saddam rioting.

Official Iranian television reported continued fighting in Najaf, site of another major Shiite shrine south of Karbala.

The Globe and Mail, Friday, March 15, 1991

Iraqi massacre reported by Kurdish rebels

Gunships strafed civilians after roundup by Hussein's troops, Iranian news agency says

Associated Press and Reuter

Kurdish rebels said Iraqi troops rounded up civilians yesterday in the northern oil city of Kirkuk, then massacred them with fire from helicopter gunships.

In southern Iraq, Shia Muslim rebels reported continued fighting in Basra and Karbala, two cities earlier reported under government control.

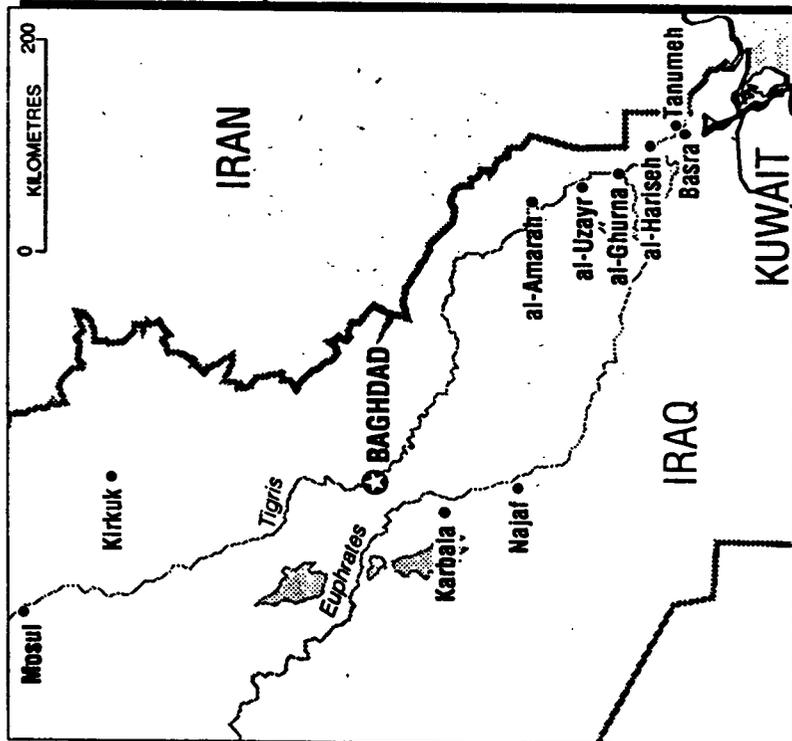
The Shiites, according to Iran's official Islamic Republic News Agency, said Republican Guard troops loyal to Iraqi President Saddam Hussein hit two of Islam's most sacred shrines, in Karbala, with artillery.

IRNA said an unidentified spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan, a Kurdish opposition group, reported that troops "forced residents of some of the areas in Kirkuk . . . to leave the city and then strafed them with helicopters, killing a fairly large number."

Government troops set two oil wells ablaze in Kirkuk province during battles with rebels, the news agency said.

Patriotic Union spokesman Bekker Fattah said heavy fighting raged in Kirkuk. Farther north, IRNA said, Kurdish forces had taken control of 90 per cent of Dohuk province, which borders on Turkey.

Turkey's semi-official Anatolia news agency reported that rebels were engaged in artillery clashes with Iraqi troops near the town of Zakhko, which commands the main road and pipeline to Turkey.



BERNARD DENNEL/The Globe and Mail

It quoted witnesses in the Turkish border town of Silopi as saying that shells were heard exploding near Zakhko, 15 kilometres south of the frontier, and that smoke and dust billowed on mountain slopes just inside Iraq.

Iranian radio reported that rebels

killed an official of Iraq's ruling Baath Party and 18 other government officials during fighting in the northeastern Kurdish province of Sulaimaniya.

Kurdish rebels, who have been fighting for decades to gain greater autonomy from the central govern-

ment, now claim control of 75 per cent of the large mountainous region of northern Iraq known as Kurdistan.

None of the rebel claims or the Iranian and Turkish news reports could be independently verified. All foreign journalists have been expelled from Iraq.

The United States said yesterday that the struggle in the south was seesawing between government forces and the rebels and that heavy fighting continued in the north.

A U.S. State Department spokesman, Richard Boucher, said he could not confirm reports that rebels controlled large areas of the Kurdish region.

"What I can tell you is that the information available to us shows continued heavy fighting in and around several cities and towns in the Kurdish north" since Wednesday, he said.

"The situation in the south continues to seesaw as we receive reports of renewed fighting in towns where the government had previously appeared to have suppressed the earlier unrest."

Iraq acknowledged this week that it faced a series of uprisings against Mr. Hussein. But the official Iraqi News Agency said reports of fighting on Wednesday in Baghdad were "fabricated, baseless and completely unfounded." Tehran radio had reported clashes between government forces and demonstrators that left many dead in the capital.

Iraq's state-run news media said

Mr. Hussein had pardoned some prisoners and ordered the resumption of civilian fuel sales in Baghdad, moves that may be designed to help win public support.

Iran's news agency, meanwhile, said that, according to rebels in southern Iraq, Republican Guard artillery had damaged the burial shrines of two of the most revered Shia religious leaders, Hussein and Abbas, in Karbala, 100 kilometres south of Baghdad. Hussein was the grandson of the Prophet Mohammed; Abbas was Hussein's half-brother.

Official Iranian television also reported continued fighting in Najaf, which is south of Karbala and is the site of another major Shia shrine. The TV report said Baath party offices in the city had been attacked and many people had been killed or captured.

Ayatollah Taqi Madaressi, leader of the opposition Shia Islamic Labour Organization, said rebels in the south shot down one helicopter gunship and seized an underground arms depot containing surface-to-surface missiles.

He also said the rebels found chemical weapons at a farm owned by Mr. Hussein's eldest son, Uday. Opposition figures earlier reported Uday Hussein's death, but he has since been quoted in the Iraqi media.

The Shia leader also said that protesters in Basra were "tightening the noose" around interior minister Ali Hassan Majid, who was reported to be holed up in a shelter beneath the Sheraton Hotel in Basra.

Civilians massacred by helicopter gunships Kurdish rebels claim

By Walter Robinson
SPECIAL TO THE STAR

AMMAN, Jordan — Kurdish rebels, claiming major gains, said Iraqi troops massacred civilians in northern Iraq by strafing them from helicopter gunships yesterday.

In the south, Shiite Muslim rebels said government artillery heavily damaged two of the holiest Shiite shrines in Karbala, where rebels and loyalists have fought a seesaw battle for five days. Casualties were apparently heavy on both sides.

Iraq's government, apparently realizing it is engaged in an international war of words, joined that fray as well. The official Iraqi News Agency described opposition reports of heavy fighting in Baghdad as "fabricated, baseless and completely unfounded."

U.S. intelligence sources have confirmed fighting in Baghdad, where several Shiite neighborhoods have erupted in protests against President Saddam Hussein.

In Basra, rebels were said to have circled a Sheraton hotel where Interior Minister Hassan Abdul-Majid had sought shelter, according to the Ayatollah Taqi Madaressi, leader of the Iran-based Iraqi Shiite Islamic Labor Organization.

Abdul-Majid, who was named to the post only last week and who has been put in charge of

spearheading the government counteroffensive, was the official in charge of Iraq's occupation of Kuwait last fall.

State Department official Richard Boucher said he could not confirm Kurdish and Iranian assertions that rebels control the majority of the country's northern Kurdish-dominated provinces.

He said available information "shows continued heavy fighting in and around several cities and towns in the Kurdish north since (Wednesday)."

In the south, Boucher said, "the situation... continues to see-saw as we receive reports of renewed fighting in towns where the government had previously appeared to have suppressed the earlier unrest."

By most accounts, the greatest rebel gains have been in the north. Kurdish rebels claim to have surrounded Mosul, Iraq's third-largest city, and to be poised to assault Kirkuk, the principal oil centre.

In neighboring Iran, the official Islamic Republic News Agency first reported the allegation that the gunships had been used to massacre civilians in Kirkuk.

IRNA also quoted Fattah as saying that a major battle was under way in Kirkuk and that Iraqi troops had set fire to two oil wells outside the city.

BOSTON GLOBE

REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER — REUTER

15-1501 GULF-TURKEY-REBELS

IRAQI KURDS SAID TO CONTROL TURKISH BORDER CROSSING
DIYARBAKIR, Turkey, March 15, Reuter — Iraqi Kurdish rebels fighting troops loyal to President Saddam Hussein captured the Habur border crossing with Turkey on Friday, witnesses said.

They said the rebels hauled down an Iraqi flag on a river bridge between the two countries and replaced it with an unidentified green and red flag. No resistance was reported.
MORE ETI. AL SM

15-1258 TURKEY-KURDS

ONE MAN DIES IN KURDISH UNREST IN SOUTHEAST TURKEY

DIYARBAKIR, Turkey, March 15, Reuter — One man was killed when police opened fire to disperse a pro-Kurdish rally in southeast Turkey on Friday, witnesses said.

They said police detained about 200 of the 1,000-strong crowd after the shooting. The crowd, joined by students and shopkeepers, staged a sit-in near government offices demanding their release.

Five civilians and a soldier have now been killed this month during clashes in three southeastern towns between security forces and the mainly Kurdish population.

A state of emergency in force since 1987 in 10 provinces affected by a Kurdish insurgency was extended for four months from March 19, the Official Gazette said.

Witnesses said demonstrators in the town of Dargecit on Friday shouted slogans in support of the outlawed Marxist Kurdish Workers Party (PKK).

The crowd planned to march to the home of a woman killed in clashes in the town on March 7 to offer condolences but encountered police barricades.

The witnesses said Abdurrahman Cicek, 20, was shot as police opened fire, mainly in the air, to stop the marchers. He died while being taken to hospital.

More than 2,600 people have died in PKK attacks and clashes with security forces since mid-1984. About 65,000 troops and paramilitary gendarmes are fighting the independence-seeking guerrillas.

REUTER SIR AS SM

LA CROIX
15 mars 1991

De notre correspondant
à Beyrouth

Les opposants irakiens ont quitté la capitale libanaise, à l'issue de leur « congrès général » de trois jours, chargés de vœux pieux. Les résolutions et recommandations qu'ils ont adoptées se sont cantonnées dans les généralités, sans véritable plan d'action.

Le congrès a appelé l'armée irakienne à se rallier aux insurgés. Il s'est fixé comme objectif le renversement de Saddam Hussein, la suppression de l'« occupation étrangère » d'une partie de l'Irak, la formation d'un gouvernement provisoire d'union nationale qui « éliminera les discriminations politiques, religieuses et celles dont souffrent les minorités », réglera la question kurde sur base de l'accord du 11 mars 1970 (statut d'autonomie), « garantira les droits des minorités turkmène et assyrienne » et organisera des « élections libres » afin de former une « Constituante ».

Le congrès a décidé également de charger des délégations de gagner au soulèvement populaire le soutien des « États arabes, islamiques et occidentaux ». L'ombre des pays voisins et rivaux de l'Irak a plané sur les réunions. D'abord, celle de la Syrie et de l'Iran, qui abritent l'écrasante majorité des mouvements de l'opposition irakienne et qui ont dépêché sur place des délégations, l'armée et les services de renseignement syriens se chargeant en outre du dispositif de sécurité. Ensuite, l'ombre de l'Arabie Saoudite et du Koweït qui ont couvert les frais d'organisation (l'ambassadeur du Koweït à Damas et Beyrouth a assisté aux séances plénières). Enfin, l'ombre de la Turquie, qui avait accueilli dans la semaine qui a précédé l'ouverture du congrès une délégation de l'opposition kurde.

Ce ne sont pas seulement les courants d'influence, souvent opposés, relevant de ces États qui ont conduit les congressistes à s'en tenir, dans leurs résolutions, à des principes généraux. C'est aussi et surtout que

l'opposition irakienne est une véritable mosaïque, composée de plus de 20 formations dont certaines ont des objectifs et des idéologies totalement contradictoires.

Dès l'ouverture du congrès qui a commencé par la récitation des versets coraniques, les clivages ont été perceptibles. Les délégués laïcs (communistes, socialistes, baasistes, nationalistes indépendants) ou kurdes (musulmans sunnites) ont souligné en privé qu'il ne fallait pas en conclure que le congrès revêtait un caractère religieux fondamentaliste. En réalité, ces assises ont été empreintes d'une nette coloration chiite et il était clair depuis le début que le seul point commun des quelque 300 participants était leur désir de renverser Saddam Hussein.

Si le congrès n'a pas été un fiasco total, c'est parce que les participants, au départ conscients de leurs divergences, avaient décidé de s'en tenir dans les résolutions au plus petit commun dénominateur. L'opposition irakienne n'a pu convaincre ni de sa représentativité ni de sa cohésion. En revanche, les assises de Beyrouth ont permis aux opposants présents de se rencontrer, certains pour la première fois depuis vingt-trois ans, de nouer un dialogue direct et de convenir de la nécessité de maintenir un contact. Mais à l'égard des insurgés irakiens qui se battent les armes à la main contre les troupes fidèles à Saddam Hussein, les congressistes ont paru de peu de poids et n'ont guère apporté d'éléments nouveaux.

Roger GEHCHAN

L'opposition irakienne s'est réunie sans convaincre

La carte kurde d'Ankara

De notre correspondant
à Ankara

■ Le président Turgut Özal a pris la classe politique d'Ankara à revers au début de la semaine en annonçant que Jalal Talabani, porte-parole du Front uni du Kurdistan, qui regroupe sept mouvements de la résistance kurde irakienne, a eu des entretiens avec de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères dans la capitale turque.

La nouvelle de telles rencontres a fait sensation dans un pays où la minorité kurde, forte de 12 millions d'habitants, n'est pas reconnue. « C'est très mauvais, très erroné et très dangereux », a commenté avec colère Hüsamettin Cindoruk, vice-président du Parti de la juste voie (conservateur) qui craint que cette ouverture diplomatique n'ait des répercussions internes.

« Tout le monde parle avec eux. Les Américains, les Anglais, les Français. Pourquoi pas nous ? Ce qui va se passer là-bas (en Irak) nous concerne », a expliqué Turgut Özal, alors qu'il se rendait lundi en Union soviétique. Le président de la République a couvert depuis plusieurs mois des contacts, établis notamment par l'intermédiaire de journalistes. Le 11 janvier, il déclarait au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine, que la « création d'un État kurde indépendant ne constituerait pas une menace pour la Turquie », revenant

ainsi sur la position constante qu'il avait martelée tout au long de la crise du Golfe.

Les soulèvements chiites dans le sud de l'Irak et kurdes dans le nord suscitent de nombreuses inquiétudes à Ankara, notamment celles de voir se dessiner deux zones d'influence, irakienne et syrienne, chez le voisin méridional. Les autorités turques peuvent certes s'appuyer sur la minorité turcophone qui réside dans le nord du pays mais celle-ci apparaît trop peu nombreuse et affaiblie par dix ans de politique d'arabisation forcée pour exercer une réelle influence.

En jouant la carte kurde, Turgut Özal tente donc de se doter d'un atout supplémentaire et il se réfère à l'automne 1988, lorsque des milliers de réfugiés kurdes fuyant la répression irakienne avaient afflué en Turquie, devenue pays protecteur.

Jalal Talabani a saisi la perche. Selon un haut fonctionnaire des affaires étrangères, il a expliqué, lors de son passage, qu'il n'était pas favorable à un démembrement de l'Irak. « Nous voulons la stabilité dans la région », aurait-il précisé. « Si cela était nécessaire pour le maintien de la sécurité et de l'intégrité territoriale de la Turquie, nous pourrions lutter ensemble contre le PKK » (Parti des travailleurs du Kurdistan, organisation terroriste kurde agissant en Turquie).

Bruno RIPOCHE

La Turquie aux prises avec la question kurde

La pacification sanglante du Kurdistan turc

Depuis sept ans, l'engrenage tragique des manifestations nationalistes et d'une répression de plus en plus brutale traumatise le sud de l'Anatolie. De l'aveu même de la police locale, « la Turquie n'est pas une démocratie ».

NUSAYBIN

(Anatolie du Sud) :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

Le « mercredi noir » de Nusaybin a commencé comme un innocent jeu de cow-boys et d'Indiens. Par des signaux de fumée.

Dans le cimetière des « martyrs » où les mères kurdes enturbannées de soie et de nylon viennent pleurer leurs enfants tombés sous les balles de la police, quelques adolescents ont mis le feu à un vieux bidon d'essence. Ils se sont rassemblés là devant l'énorme flamme surmontée d'une volute de fumée grasse et noire qui s'élève dans le ciel.

Acte de vandalisme de quelques hooligans ? Non. Les jeunes de cette petite ville poussiéreuse à la frontière syrienne avaient décidé d'organiser une marche de solidarité en souvenir de leurs compatriotes tués lors de manifestations similaires. Ils n'en pouvaient plus. Depuis la fin de la guerre du Golfe, le nombre de victimes civiles dans le Kurdistan turc approche la douzaine. Et toute la région est placée en état de siège.

A l'instar des précédentes, la manifestation du mercredi 13 mars avait été interdite par le gouverneur local. Mais, comme d'habitude, les jeunes ont passé outre. Pour eux, le seul moyen de rallier la population à leur mouvement consiste à utiliser le vieux truc de la fumée, donc le brasier qui, pour les Kurdes, donne traditionnellement le signal de la révolte.

A 14 heures, ils commencent à sortir du cimetière et se dirigent lentement, en groupes compacts d'une centaine de personnes, vers le « valigil » (gouvernorat) situé à l'autre bout de Nusaybin. Dans le cortège, il y a surtout des étudiants en costume noir ou gris et beaucoup de lycéens ou

d'écoliers. Deux copains — ils ne doivent pas avoir plus de dix ans — se tiennent par la main. Pour calmer leur peur. Ici et là, quelques jeunes mères en tenues bariolées, portant leurs marmots à la hanche, tentent de suivre en trébuchant sur le mauvais chemin. Les filles, cheveux au vent, sont en tête.

Une poignée de courageux

A chaque intersection, les applaudissements anonymes claquent derrière les volets clos. Des embrasures de portes ou des terrasses de briques, Nusaybin tout entier salue la poignée de courageux. Ces derniers répondent en faisant de la main le signe de la victoire, en rythme. Le silence est impressionnant, à peine ponctué de quelques cris de « Biji Kurdistan » (« Vive le Kurdistan »). Impossible de ne pas avoir la gorge serrée.

Des terroristes ? Non. Une poignée d'adolescents qui veulent marquer leur désespoir par une protestation muette. De dangereux extrémistes ? Non. Des gosses qui, comme les cinq millions de Kurdes qui vivent dans le Sud-Est anatolien, veulent pouvoir parler et écrire leur langue librement, célébrer leurs fêtes traditionnelles (Newroz, le jour de l'an kurde, est toujours banni officiellement en Turquie), enseigner le kurde dans des écoles à leurs enfants.

Pourtant, à Nusaybin, la police turque chargera avec toute la brutalité dont elle est capable. A la principale intersection de la ville, c'est soudain le signal de la razzia. Redoutées pour leur violence, les forces spéciales de police bondissent soudain de derrière le muret de l'école où elles se sont cachées. Casques verts sur la tête, longues battes noires à bout de bras, elles fondent sur la foule.

La bâtonnade est générale. La police frappe de taille et

d'estoc, indifféremment sur filles et garçons sur les manifestants et les passants innocents. Comme d'habitude, les « Özal teams », comme on les surnomme, ne font pas de quartier. Et l'œil surprend des scènes d'une brutalité sauvage.

Malheureusement, celles-ci sont devenues habituelles depuis deux semaines dans le Sud-Est anatolien. A chaque manifestation de « terroristes séparatistes », comme elles sont consignées dans les rapports officiels, on ramasse les morts et les blessés. Commentaire d'un photographe américain qui a connu tous les points chauds du globe : ça prend ici de plus en plus des airs de bande de Gaza ou de Cisjordanie.

Un lycéen de seize ans

Certes, on n'a pas entendu un coup de feu à Nusaybin. Mais comme à Idil où Ahmed Gulec, un lycéen de seize ans a été tué début mars ; comme à Dargeçit, où est morte Rukiyyeh Boskut, une mère de trois enfants âgée de vingt-quatre ans ; comme à Sirnak, où, le jour même du cessez-le-feu dans le Golfe, il y a eu trois tués par balles après une émeute de la faim, Nusaybin a déjà eu son lot de victimes de la violence policière.

L'an dernier, à pareille époque, elle fut le centre de ce que l'on a appelé l'« intifada du Kurdistan ». Avec ses grèves générales et ses émeutes réprimées dans le sang.

Mais, cette fois-ci, les autorités turques ont « pacifié » Nusaybin avec une sauvagerie sans pareille. Après la dispersion rapide de la petite manifestation, on a pu voir un adolescent être jeté dans une Renault 12, le canon d'un pistolet sur la tempe. On a pu voir la scène hallucinante du commissaire général du « Karacol », le chef de la sécurité, un poussa massif habillé d'un costume de soie simili italien, faisant lui-même le ménage dans la rue,

entouré de gardes du corps armés jusqu'aux dents.

Tout l'après-midi, il a désigné à ses hommes des suspects dont on peut dire avec certitude qu'ils n'avaient pas pris part à la marche de protestation. Tout l'après-midi, des prisonniers ont été acheminés en garde à vue dans le centre de police. Et jusqu'au soir, le centre-ville est resté aux mains des forces de l'ordre en civil ou en uniforme, armées de pistolets-mitrailleurs MP 5, de kalachnikov, de fusils d'assaut G 3... Et de caméras vidéo, modernisme oblige.

Selon les habitants, deux cents arrestations auraient eu lieu la nuit précédant la manifestation. Sur la base d'activités politiques d'avant le coup d'État militaire du 2 septembre 1980. Images dignes d'une dictature sud-américaine. Atmosphère rappelant la situation dans le djebel pendant la guerre d'Algérie.

Un nouveau Vietnam

Paniquée à l'idée de devoir vivre un nouveau Vietnam dans son Kurdistan turc infesté de séparatistes du mouvement terroriste PKK, Ankara a lancé il y a un mois la plus vaste opération de « normalisation » de la région depuis le début, il y a sept ans, de la guerre civile larvée qui agite cette région à problèmes.

Les autorités turques ne tiennent pas à ce qu'on le sache. Mercredi, à Nusaybin, un petit groupe de journalistes étrangers, présents sur le terrain et munis de toutes les autorisations officielles, a été expulsé manu militari par la police en uniforme. Après que celle-ci eut menacé de casser les appareils d'un photographe.

Et sans avoir pu rencontrer un seul responsable civil. Un reporter a également été violemment molesté dans un fourgon de police par cinq agents en uniforme ou en civil. Il a

THE GUARDIAN March 16, 1991

Kurdish opposition prepares its ground carefully

Faleh 'Abd al-Jabbar describes the many problems for forces aiming to oust Saddam

As the Iraqi opposition forces met in Beirut this week, a rather different meeting raising significant political possibilities took place on the outskirts of the northern Iraqi city of Sulaymaniyah, bringing together the Kurdish leader Ma'soud Barzani and some Iraqi officers.

However, although Basra and Sulaymaniyah, as centres of resistance and defiance, are getting all the attention, the opposition leaders' real hopes are pinned on Baghdad, where the decisive battle will sooner or later have to be fought. Most of them believe that without a

movement which would neutralise and eventually split the army. Then and only then should the armed insurrection to seize power become the aim.

The Basra rebellion went against this formula, in that the insurrection was almost immediate — being so close to the front, the city's political moods, unlike those in Baghdad, were extremely fierce. And the rebellion has had many misfortunes.

First it was too near the front where Republican Guard units loyal to President Saddam were stationed. Second, it came into a direct and politically immature collision with the military. And third, some Islamic fanatics, carried away by the euphoria of the moment, raised pictures of Ayatollah Khomeini, and called for Shi'ite rule,

much to the irritation or fury of other Iraqi opposition forces.

For the Bush Administration, the situation seems like a return to 1979, when Islamic Iran, a strong regional power, was bent on exporting its primitive fundamentalist revolution. Aware that the allied forces are planning to leave sooner rather than later, regional powers have openly signalled alarm. Turkey has warned that it would inevitably intervene — a leading member of the Kurdistan Democratic Party (KDP) confirmed — if the Kurds tried to profit from the disintegration of Iraq by setting up a separate state, or if either Syria or Iran interfered.

Faced with this danger, the Kurdistan Front, a seven-party coalition with more than 7,000

armed partisans, opened up a second front, albeit in a more cautious fashion. Conducting mass political demonstrations under clear-cut political slogans, namely democracy for Iraq and autonomy for Kurdistan, the Kurdistan Front was able to draw in a wide range of supporters, including ex-members of Salahuddin Forces, the irregular, or mercenary, units recruited from pro-government Kurdish tribesmen.

Armed actions were carefully confined to punishing security servicemen and leading Ba'ath members, avoiding engagement with the army. This was necessary, a Kurdish leader explained, to neutralise the military, or, better still, to develop cordial contacts with it. To deprive the Iraqi ruler of any pre-

text to attack Kurdish cities, the guerrillas were ordered to evacuate them, leaving them under civilian administration.

Ma'soud Barzani moved his headquarters on to Iraqi soil. But he remained on the outskirts of Sulaymaniyah, not inside the city proper — a symbolic gesture signifying the will not to wound the pride of the Iraqi army or provoke the worried Turks.

In his latest statement on Monday, Mr Barzani said that more than 50,000 well-equipped soldiers had defected to his side. He invited international reporters to verify the rebels' full control of areas extending from Haj Omran, on the Iranian frontier in the far north, to the outskirts of Irbil, the unofficial capital of Kurdistan.

Kurds capture strategic Iraqi frontier town

KURDISH guerrilla forces have captured the strategic Iraqi frontier town of Zakho on the Turkish border and are fighting their way westwards to the Syrian border, witnesses said yesterday.

"There is not an Iraqi soldier to be seen at their positions near the border. It's all in guerrilla hands. They are now busy blowing up the minefields," said Vedat Yenerer, a correspondent for Turkey's *Cumhuriyet* newspaper, reporting from the border area.

By Hugh Pope in Istanbul and Harvey Morris in London

Turkish officials confirmed that two bridges that carry the main Iraq-Turkey highway over a tributary of the Tigris were blown up in mid-week. The main Turkey-Iraq oil pipeline, now closed, runs nearby. Some reports spoke of Iraqi troops raising white flags and trying to give themselves up to the Turkish army massed on the Turk-

ish side of the border. But local sources said the Iraqi troops were turned away.

Kurdish guerrillas fired guns in the air overnight to signal the fall of Zakho, a town on the highway which is visible from Turkey but which has been largely deserted by its population since heavy allied air raids during the initial stages of Operation Desert Storm.

The reports from Zakho coincided with claims by the Kurdish political leadership that rebel forces now control 95 per cent of Kurdistan — about one fifth of Iraqi territory. The Kurdish Institute in Paris, collating reports from the region, said a major battle was under way for the oil city of Kirkuk as of Thursday night.

A statement said *pesimerya* guerrillas had overrun jails and freed 4,000 prisoners. The governor's office, the headquarters of

state intelligence and the Baath Party office were the only targets still holding out. Other forces still loyal to Baghdad had been surrounded in the west of the city.

The Kurds have taken over civil administration in a number of cities and the northern province of Dohuk was said to have fallen to the insurgents, whose numbers include thousands of defecting members of the formerly pro-government *jash* militia. The *jash* had helped to liberate relocation camps to which Kurdish civilians were expelled in President Saddam Hussein's 1988 Kurdistan campaign.

In southern Iraq, Shia rebels beat back a tank assault by loyalist troops advancing on Basra, according to Tehran Radio. The rebels destroyed 15 tanks, the radio said, quoting refugees arriving in Iran yesterday.

THE INDEMENTENT
March 16, 1991

The *Los Angeles Times* reported yesterday that US troops were moving up to 30 miles deeper into Iraq to reoccupy positions they had held briefly but then abandoned.

The newspaper said that the move appeared to be part of President George Bush's effort to increase pressure on President Saddam as the Iraqi leader struggles to put down the uprising.

Mars 16, 1991

The Guardian

Kurds battle for control of key road

Martin Woollacott
in Damascus

KURDISH forces are fighting a critically important battle against the Iraqi army along a 100 mile front parallel with the Baghdad to Kirkuk highway, the transport spine of eastern Kurdistan, according to opposition sources here.

Once the road is in Kurdish hands the fall of Kirkuk, if it has not already happened, must soon follow, and Kurdish forces could move on to attack the other main north-south road between Baghdad and Mosul.

They would then hold all of Iraqi Kurdistan and some non-Kurdish territory and might even be in a position to join an

advance on Baghdad if forces from the south of Iraq were also moving on the capital.

Meanwhile, Baghdad radio reported last night that President Saddam Hussein will make an "important historic speech" to the nation at 6pm local time today.

Recent victories have given the Kurds control of a chain of towns from Jalula, an important military base, in the south, through Kalar, Kifri, Tuz Khurmatu, which is actually on the main road, to Chamchamal, due east of Kirkuk. But their westward push is being held up by Iraqi troops and bombardment.

The Patriotic Union of Kurdistan office in Damascus reported yesterday that the Iraqis are using Swiss-made Pilatus aircraft to bomb and strafe

Kurdish positions. These are low speed ground attack planes capable of spending a long time over their target areas and making more accurate passes than faster aircraft.

In Chamchamal, the PUK said, the planes had dropped white phosphorus bombs, normally used to mark a target area for other aircraft, and these had killed some civilians.

The oil town of Kirkuk, the most important single prize in Kurdistan, is now half in Kurdish hands, the PUK says. The city is bisected by a small river, with the Iraqi forces in control to the west and the Kurds in control on the eastern bank.

Meanwhile, Kurdish rebels took over Iraq's main border crossing to Turkey yesterday. Witnesses at the Habur river near Cizre in southern Turkey said the rebels hauled down the Iraqi flag on the bridge between the two countries and hoisted a red and green flag of their own. No resistance was reported.

In Paris, a spokesman for the Kurdistan Democratic Party (KDP) said all government troops in the northern province of Duhok had surrendered with their weapons.

There are Kurdish claims of many new defections from the Iraqi army in Kurdistan, which they say now total 70,000. There have been thousands of individual desertions and some defections of whole units, including, the PUK claims, most of the 33rd Division.

The result, claims Jalal Tallabani of the PUK, is that in num-

bers the Kurds and the army are now equal. "The Iraqis now have superiority only in tanks and aircraft," he said.

The Kurdish successes have brought huge problems of feeding and caring for a civil population estimated at 2.5-3.5 million now in liberated territory. "The situation is now literally desperate," an official said.

Since 1989, when Saddam Hussein completed a campaign to relocate rural Kurds in camps close to towns, razing 4,000 villages in the process, there has been little agriculture in Kurdistan. The region's food supplies have had to be brought in by truck from the south.

Because of the international embargo against Iraq supplies were already running out. The allied bombing campaign disrupted communications and made the situation worse. Since the war with the allies ended there is evidence that some of the remaining food stocks in Kurdistan have been taken over by Iraqi military units.

Only one small convoy with food and medicine has entered Kurdistan since the uprising began, using the Syrian border, which entails a difficult crossing of the Tigris by boat.

The best access to Kurdistan is through Iran, the next best through Turkey, which has recently agreed to open its border for humanitarian aid and the return of Iraqi Kurds who have been living in camps on the Turkish side. But there has so far been no effort to help the Kurds by either route.

A.F.P. — A.F.P. —

FRAD208 4 I 0171 FRA /AFP-IQ01

Turquie-Kurdes

L'armée tire sur des manifestants au Kurdistan: un mort et cinq blessés, selon le Comité du Kurdistan

PARIS, 16 mars (AFP) - L'armée turque a tiré vendredi sur des manifestants dans le village de Karboran (Kurdistan turc), faisant un mort et cinq blessés graves, a affirmé samedi dans un communiqué diffusé à Paris le Comité du Kurdistan, proche du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste).

Selon ce communiqué, les manifestations se poursuivaient samedi et l'armée a envoyé des renforts après avoir décrété un couvre-feu.

Le Comité du Kurdistan indique que la manifestation, qui a rassemblé 2.000 personnes, était composée de membres de trois villages voisins venus en délégation soutenir la famille d'une autre personne tuée lors d'une première manifestation à Karboran le 7 mars.

Six personnes avaient trouvé la mort en une semaine début mars dans quatre localités du sud-est anatolien à majorité kurde lors d'affrontements avec l'armée, selon des témoignages recueillis sur place.

mb/mlm

AFP 161600 MAR 91

Les insurgés kurdes gagneraient du terrain

L'essentiel des régions nord de l'Irak seraient sous contrôle des rebelles, selon le secrétaire général de l'Union patriotique kurde, Jalal Talabani, exilé à Damas.

Damas, envoyé spécial.

Quelque 80 % du Kurdistan d'Irak serait désormais aux mains des insurgés. Les combattants du Front national du Kurdistan irakien, avec l'aide de soldats de l'armée irakienne ralliés, contrôlèrent désormais l'essentiel des régions nord de l'Irak à l'exception notable des principales villes, Kirkouk et Mossoul. C'est ce que déclarait vendredi à Bagdad Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique kurde (UPK) et président du Front qui regroupe les cinq principales organisations kurdes d'Irak, en recevant quelques journalistes étrangers à son domicile de Damas.

Jalal Talabani, rentré deux jours plus tôt de Beyrouth où il avait participé au rassemblement de l'opposition irakienne à Saddam Hussein réuni dans la capitale libanaise, venait de renoncer à un voyage à Stockholm où se tient en ce moment même un congrès international des Kurdes pour se consacrer entièrement à la nouvelle situation sur le terrain.

D'heure en heure, des informations parvenues du Kurdistan irakien à travers divers relais lui annonçaient de nouvelles villes « libérées », de nouvelles troupes irakiennes cessant le combat ou se ralliant à la rébellion. De quoi nourrir l'optimisme résolu du leader kurde qui pense tenir cette fois une « chance historique » pour son peuple et pourrait lui-même rentrer prochainement dans son pays afin de s'y installer « définitivement ». Talabani affirmait que ses forces, qui se trouvaient à une soixantaine de kilomètres de Mossoul, exerçaient également une pression directe sur Kirkouk. Dans cette région pétrolière de l'Irak, l'armée irakienne a mis le feu à quatre puits, méthode utilisée à grande échelle au Koweït à la veille du cessez-le-feu.

Toujours selon le président du Front kurde, le régime de Bagdad n'aurait plus que « trois divisions » en état de combattre au nord de l'Irak, contre huit précédemment. Deux brigades blindées avaient été retirées du Kurdistan pour rejoindre Bagdad après la fin des hostilités dans le Golfe et de nombreuses unités se sont ralliées à la population ou ont purement et simplement déserté les combats. L'armée irakienne ne riposte pas moins essentiellement à l'aide de l'aviation et des hélicoptères ainsi que des bombardements d'artillerie. Selon des informations parvenues en cours d'après-midi, vendredi à Damas, un village aurait



Réfugiés irakiens, à la frontière avec l'Iran (dans le Khuzestan), fuyant les combats entre les insurgés chiites et l'armée irakienne. Un deuxième front pour les troupes de Saddam.

été notamment bombardé par des engins au phosphore lancés depuis des hélicoptères, bilan 10 morts et 11 blessés.

Pour Jalal Talabani, les chances de succès du mouvement kurde restent bonnes dès lors que la poursuite de la révolte chiite au sud de l'Irak oblige une armée irakienne déjà très affaiblie par la défaite subie face à la coalition à se battre sur deux fronts. De plus, ajoute le président du Front, le régime a dû concentrer les troupes fidèles pour la seule protection de Bagdad. L'objectif du mouvement kurde se concentre essentiellement désormais sur les grandes villes du nord de l'Irak. Interrogé à propos d'une éventuelle « marche sur Bagdad », Jalal Talabani a répondu qu'en aucun cas les Kurdes seuls ne s'y risqueraient « afin de ne pas déclencher une guerre entre Kurdes et Arabes », mais que cette position pourrait changer « si, le soulèvement se poursuivant, les gens du Sud nous appellent à la rescousse ou si les forces arabes qui se sont ralliées à nous en faisaient la demande ».

A ce stade, néanmoins, Jalal Talabani se montre particulièrement soucieux du manque total de nourriture et

de médicaments dans les régions désormais « libérées » et coupées du monde extérieur comme du reste de l'Irak. Tout approvisionnement du Kurdistan a cessé, explique-t-il, sous l'effet combiné des sanctions contre l'Irak et du fait que le pouvoir central a réservé les produits de première nécessité disponibles à son armée.

La liquidation par le régime de Saddam Hussein de plusieurs milliers de villages frontaliers kurdes en 1988-89, accompagnée de la destruction de l'agriculture locale, a privé le Kurdistan de toute autonomie alimentaire. Aux quelque trois millions de Kurdes vivant dans cette situation dramatique, s'ajoutent les populations turkmènes de la frontière et 70 à 80000 déserteurs ou transfuges de l'armée irakienne. C'est donc un véritable appel au secours que le Front kurde a lancé ces derniers jours à plusieurs pays, dont la France, pour obtenir une aide humanitaire d'urgence. Les trois pays frontaliers, précise Jalal Talabani, la Syrie, l'Iran, la Turquie ont manifesté leur sympathie pour le mouvement populaire anti-Saddam au nord de l'Irak, mais très peu de secours sont parvenus à ce jour.

Dans les milieux kurdes de Damas, on estime de plus que l'attitude des pays occidentaux de la coalition sera déterminante pour « l'avenir de la révolte populaire » en Irak, et l'on craint avant tout que pour « des raisons de réalpolitik » les Etats Unis et leurs alliés ne laissent finalement Saddam Hussein réprimer les révoltes du Sud et du Nord, quitte à être ensuite renversé par un quelconque coup d'Etat militaire. « Si les Américains retirent maintenant leurs troupes, s'ils commencent à lever l'embargo, nous saurions alors qu'ils soutiennent Saddam Hussein », analysait l'un de nos interlocuteurs, complétant toutefois que le premier acte d'un nouveau gouvernement s'il se constitue sera de demander « l'évacuation immédiate de toutes les forces étrangères de l'Irak ». « Nous attendons aussi beaucoup de l'Europe, ajoutait-il, même si l'Allemagne a fourni autrefois à l'Irak les moyens qui ont permis de gazer des milliers de Kurdes. Quant à la France, nous n'aimerions pas croire que votre ministre des Affaires étrangères attend de savoir si nous aurons dans l'avenir les moyens d'acheter des Mirages pour reconnaître notre existence. »

Marc KRAVETZ

Siguen los combates en Basora

La guerrilla kurda se hace fuerte en el norte de Irak

ALBERT MONTAGUT, Washington
 El Departamento de Estado norteamericano confirmó ayer que grupos de rebeldes kurdos contrarios al presidente Sadam Husein controlan zonas del norte de Irak próximas a la frontera con Turquía. Según los propios rebeldes, el 95% del Kurdistán iraquí está bajo su control. Al sur del país, en la zona dominada por la coalición, también se están registrando movimientos de tropas, aunque el general Colin Powell, jefe de la Junta de Jefes de Estado Mayor, declaró ayer en Washington que los cambios de posiciones registrados al sur de Irak obedecen a un intento de "recordar nuestra presencia en la zona".

Mientras los kurdos prosiguen su lucha contra Sadam Husein, un portavoz del Gobierno norteamericano confirmaba que las tropas fieles al líder iraquí estaban utilizando artillería pesada para reprimir la rebelión. Estados Unidos ha reiterado en la última semana su advertencia a Sadam de que no utilice armas químicas contra las fuerzas rebeldes y que el uso de helicópteros con el fin de sofocar la rebelión viola el pacto de cese del alto el fuego. El Departamento de Estado no posee datos exactos sobre las zonas dominadas por los rebeldes, pero ha confirmado que la bandera roja y verde de los kurdos ondea en varias zonas del norte. Las minorías kurdas, duramente reprimidas en el pasado por Sadam, habitan en Irak, Turquía, Siria y la Unión Soviética.

Sobre el movimiento de las tropas de la coalición registradas en las últimas 72 horas al sur de



Rebeldes iraquíes pasean en Basora sobre un carro capturado al Ejército de Sadam. MOHAMED SAYAD (ASSOCIATED PRESS)

George Bush, que hoy se reúne en Hamilton (Bermuda) con el primer ministro británico, John Major, ha declarado que su país no está tratando de imponer un nuevo Gobierno en Irak. Bush dijo que mientras el líder iraquí siga utilizando medios militares para frenar a sus opositores, las tropas estadounidenses no abandonarán el territorio iraquí. El presidente norteamericano explicó el jueves en la Martinitica, donde se entrevistó con el presidente François Mitterrand, que estaba preocupado "por la inestabilidad en el interior de Irak". El líder estadounidense, que está preocupado por "la inestabilidad en la zona" y no desea ver "un Irak inestable y con vacío de poder", descartó la normalización de relaciones diplomáticas con Irak mientras Sadam continúe al frente del Gobierno. "Es imposible, o mejor dicho, totalmente imposible, mantener relaciones con Irak mientras Sadam permanezca en el poder". Bush y Major se reunirán hoy para discutir la situación en Oriente Próximo, tras la victoria militar aliada en la guerra del Golfo, en la que el Reino Unido tuvo un papel militar fundamental. El presidente estadounidense declaró ayer que su país "tiene hoy mayor credibilidad en Oriente Próximo como resultado de su participación en la guerra del Golfo". [EE UU y Albania normalizaron ayer sus relaciones diplomáticas tras 52 años de ruptura, con lo que el Gobierno de Tirana pone fin a un prolongado aislamiento, informa EFE.]

L'Alsace 14 mars 1991

Ils sont plusieurs centaines dans le Nord Franche-Comté

Les Kurdes ne veulent pas être les oubliés de l'après-guerre du Golfe

La communauté kurde de la région Belfort-Montbéliard suit avec un intérêt mêlé d'inquiétude l'évolution de la situation en Irak. Là-bas, leurs frères sont entrés une nouvelle fois en lutte contre Saddam Hussein.

Profitant de la déconfiture du dictateur vingt millions de Kurdes se reprennent à espérer et à croire possible la création d'un état souverain. Partagés entre quatre pays, la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, ils ont payé au prix fort leur soif d'indépendance ou à défaut d'autonomie. Massacres et déportations balisent par le sang et les larmes l'histoire de ce peuple sans terre. Dimanche dernier dans un préfabriqué prêté par la commune de Bethoncourt, les Kurdes du Pays de Montbéliard avaient organisé une petite fête à l'occasion de la journée internationale de la femme. « Nous sommes pour l'égalité entre les sexes » expliquait Ferhat, Kurde de Turquie comme la plupart de ceux qui sont installés dans notre région.

« En Turquie les femmes kurdes sont encore plus réprimées que les hommes ». Ferhat préfère ne donner que son prénom parce que dit-il « nous avons des familles en Turquie, il pourrait y avoir des représailles ».

En lutte continuelle pour préserver son identité

Tandis qu'il regarde d'un œil attendri les jeunes filles de son pays mimer en costume traditionnel la dure condition des femmes kurdes à travers les siècles, Ferhat songe à l'histoire de son peuple obligé de lutter continuellement pour préserver son identité et son existence.

Il y songe et il en parle. Parler voilà le maître mot afin que nul n'oublie le combat

millénaire des Kurdes. Parler pour qu'ils ne soient pas les laissés pour compte de l'intense ballet diplomatique qui caractérise l'après-guerre du Golfe. « Nous souhaitons une conférence internationale qui prenne en compte notre problème » précise Ferhat. « On parle d'un Etat Palestinien pour quoi pas d'un Etat kurde ». Ferhat reprend l'argument deux poids deux mesures. « Si c'était les Israéliens ou les Koweïtiens qui avaient été gazés par Saddam Hussein les Américains auraient réagi tout de suite ». Ce gazage de Halabja en 1988, Deilil un compatriote de Ferhat, en consteste le bilan officiel. « Il n'y a pas eu 5000 mais 10 000 morts et 20 000 blessés ».

Pour Ferhat ce sont des gaz occidentaux qui ont permis à Saddam Hussein de perpétrer son forfait. « 200 000 kurdes ont fui vers l'Iran et en Turquie, dit-il. Dans ce dernier pays les réfugiés ont été installés dans des camps entourés de barbelés. Les autorités turques en ont refusé l'accès aux organismes humanitaires ».

Nous ne sommes pas une minorité mais une nation

« Lors de la conférence internationale sur les armes chimiques pourquoi n'a-t-on pas fait appel aux témoignages des Kurdes, interroge Ferhat, appréhendant mal la question kurde. « Mitterrand parle de minorité à notre propos. Nous ne sommes pas

une minorité mais une nation » dit-il. « Ce n'est pas nous qui sommes minoritaires mais les Turcs qui sont venus au XI^e siècle dans leur soi-disant pays alors que nous y étions 2000 ans avant eux ».

En fait, Ferhat rêve à un Kurdistan autonome, voire indépendant doté d'un régime démocratique humaniste. Mais de la coupe aux lèvres il y a encore loin malgré l'onde de choc propice créée au Moyen-Orient par la guerre du Golfe. « En Iran, on nous dit vous n'êtes pas kurde vous êtes Perse, explique Deilil, en Irak on nous dit vous êtes Arabe, Turc en Turquie. L'ONU défendait le droit international au Koweït nous demandons la même chose pour nous ».

Les Kurdes doivent défendre quotidiennement leur culture en un mot leur différence. « Nous représentons 30 % de la population en Turquie, indique Ferhat, mais le régime de Turgut Ozal nous dénie le droit d'apprendre notre langue. On ne peut la parler et l'écrire que dans nos maisons.

Je ne crois pas à la récente libéralisation dans ce domaine. C'est une manœuvre d'Ozal pour satisfaire les Américains et faire profiter la Turquie de la défaite de Saddam. Un sociologue Turc est emprisonné pour avoir dit qu'un Kurde avait tous les droits de citoyenneté à condition de nier son existence, son origine, de trahir son peuple. En Syrie, où il y a 2.000.000 de Kurdes ceux-ci n'ont pas le droit de voter » ajoute Ferhat. Son compatriote Deilil a une formule pour exprimer les attentes de la communauté Kurde : « On a utilisé 400.000 bombes au Koweït, la diplomatie doit utiliser 400 mots pour résoudre notre problème ».

Yves BIELINSKI

Une histoire d'oppression

Ils se disent descendant des Mèdes qui, à la charnière des VII^e et VI^e siècles avant J.-C., régnèrent sur la Mésopotamie, le berceau de la civilisation. Mais les Kurdes hormis quelques exceptions comme l'éphémère Etat de la République de Mahabad en 1946 n'ont jamais été maîtres chez eux.

Il faut dire que les occidentaux ont longtemps soumis le Droit des peuples proche Orientaux à leurs intérêts. En 1920 la décomposition de l'empire Ottoman donne beaucoup d'espoir aux Kurdes. Les Alliés sont favorables à la création d'un Kurdistan autonome lors du traité de Sévres. Mais le pétrole brouille les cartes. Anglais et Français dont l'or noir aiguise les appétits et la rivalité reviennent sur leur décision.

« Le Kurdistan aurait contrôlé le pétrole et il était plus facile d'avoir à faire à plusieurs interlocuteurs » souligne Ferhat, le Kurde de Bethoncourt.

Le traité de Lausanne de 1923 qui voit l'enterrement des aspirations autonomistes kurdes coïncide avec l'émergence de la Turquie moderne.

Sa figure emblématique Attaturk est honorée par les Kurdes de l'ex-empire ottoman. « Hitler disait qu'Attaturk était son professeur, déclare Ferhat, c'est tout dire lors du traité de Lausanne les Turcs ont dit que les Kurdes étaient leurs frères mais après 1924 ils se sont retournés contre eux ». Et Ferhat d'égrener la liste des massacres perpétrés contre son peuple en 1924-25, 1926, 1929-1930. « Le dernier a eu lieu en 1937, dit-il. Ceux qui

n'avaient pas été massacrés ont été déportés à l'ouest de la Turquie pour être assimilés. Entre 1925 et 1940 il y a eu près d'une vingtaine de révoltes kurdes » ajoute Ferhat. Elles ont fait près d'un million de morts. C'est pour tout cela qu'en chacun d'entre nous vit le héros des Kurdes, le forgeron Kawa qui terrassa au VII^e siècle avant J.-C. le potentat assyrien Dehak ».

C'était un 21 mars, jour qui correspond depuis à la fête nationale kurde. Partagés entre leur crainte d'être une nouvelle fois gazés par Saddam Hussein et l'opportunité historique qui s'offre à eux les Kurdes s'agitent à nouveau. Ferhat et tous les immigrés Kurdes du Pays de Montbéliard et de Belfort regardent vers leurs terres d'origine avec les yeux de Kawa.

The Wall Street Journal March 14, 1991

Iraqi Army Units Kill Protesters In Baghdad Riots

Opposition Rebels Report Kurdish Fighters Maintain Hold On Parts of Kirkuk

A WALL STREET JOURNAL News Roundup

NICOSIA — Saddam Hussein's army units killed antigovernment protesters in Baghdad, battled Kurdish guerrillas in the north and shelled rebel holdouts in the south, the Iraqi opposition said.

Baghdad protesters and government forces clashed until noon yesterday, local time, in fighting that killed many people on both sides, Tehran radio reported without being more specific.

Tehran radio said 30 people who were burned in napalm attacks on the rebels around Basra, Iraq's second-largest city had been granted asylum in Iran. Iranian President Hashemi Rafsanjani has asked Saddam Hussein and his ruling Baath Party to step down.

In the north, Kurdish rebels said they shot down four Iraqi helicopters.

Guerrillas surrounded by Saddam Hussein loyalists held on to parts of the vital oil center city of Kirkuk, and fighting also raged near Khanaqin, 135 kilometers north-east of Baghdad, according to rebel reports

that couldn't be independently verified.

Iraqi opposition leaders meeting in Beirut complained that they didn't have enough international support to forge a unified command in exile, conceding that Saddam Hussein might survive the uprising. "It seems there are certain superpowers that do not want the Iraqi regime changed," a conference source said, asking anonymously.

The main purpose of the meeting in Beirut, with 325 leaders from 23 factions, was to tighten cooperation and discuss the shape of a post-Saddam government.

Tehran radio quoted Iraqi refugees as saying control of Iraq's cities seasawed between the rebels and heavily armed government troops.

Helicopter gunships strafed rebel-held cities, forcing defenders to seek cover, and letting Iraqi tanks move into the cities, it said. But by night, resistance forces were attacking the tanks and driving Iraqi troops back out of the cities, said Tehran radio, monitored in Nicosia.

Tehran radio said the heaviest fighting was taking place near Kirkuk, 160 kilometers north of Baghdad.

Street protests were said to have swept Baghdad as Iraq admitted candidly for the first time that the country is in the grip of an uprising against Saddam Hussein.

Tehran radio reported "massive demonstrations" in several parts of Baghdad.

An opposition Kurdistan Front spokesman said in Damascus that Iraqi loyalist forces had blown up two oil wells in Kirkuk. He gave no details, but analysts said the government may want to deprive the rebellious north of oil revenue.

Kurdish rebels were reported to have stormed the main Badush jail in Mosul, Iraq's third largest city, and set all prisoners free.

A spokesman for the Democratic Party of Kurdistan said in Paris rebels had taken the town of Akra, north of Mosul, and controlled 75% of northern Kurdistan.

IRNA said several big explosions rocked Basra. It quoted a Basra citizen who crossed into Iran as saying the rebels were trying to drive loyalist forces out of the city.

One Iraqi opposition group said rebels repulsed attacks by Saddam Hussein's troops on two Shiite Moslem holy cities in central Iraq.

The Iraqi opposition groups meeting in Beirut, in an unprecedented show of unity, agreed to keep fighting to topple Saddam Hussein even if he crushed the current uprising "by flooding it with blood." They agreed on how to back the uprising in Iraq and internationally and to escalate it.

Agence Central de Presse — Agence Central de Presse — Agence Central de Presse —

ACPO30 PR:04 PEXIGNW PROCHE-ORIENT 283

LES FLAIES DU PROCHE-ORIENT ENCADRE DOSSIER

ACP/TELPRESSE

MURDES: CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE POUR L'AUTONOMIE

Paris, 14 mars

- 1920. Le traité de Sèvres prévoit la création d'un Etat kurde auquel pourrait être rattaché la région de Mossoul. En décembre 1925, la région de Mossoul sera finalement octroyée à l'Irak.
- 1923. Après la révolte de Mustapha Kemal Atatürk et la guerre d'indépendance de la Turquie, un nouvel accord, signé à Sèvres, entérine définitivement l'Etat kurde. Mustapha Kemal continuera de mener une répression sanguinaire contre les Kurdes.
- 1946. Alors que les Soviétiques et les forces alliées occupent l'Irak, une République kurde indépendante voit le jour dans la zone neutre. Elle est écrasée un an plus tard par le gouvernement de Téhéran, puis par les Britanniques.
- 1970. En Irak, les opérations de répression menées par l'armée font quelque 60 000 morts, avant que Saddam Hussein ne reconnaisse le droit à l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de la République irakienne.
- 1974. La guérilla reprend en Irak, cette fois-ci sur une grande échelle, après le refus de Bagdad d'intégrer Kirkouk et ses importantes réserves de pétrole à la région autonome.
- Mars 1988. Quelques mois avant la fin de la guerre contre l'Irak, Les avions irakiens gazent la ville kurde d'Halabja, faisant environ 5 000 morts. Ce massacre ne soulève que peu d'émotion dans la communauté internationale.
- 1990. Ankara proclame l'état d'urgence en "Anatolie orientale", où sévit la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan.
- Février 1991. Au lendemain de la guerre du Golfe, les Kurdes d'Irak se soulèvent spontanément dans plusieurs provinces du Kurdistan. Les "Peshmergas" (combattants kurdes) ouvrent ainsi un front nord dans le pays, faisant écho à la rébellion chiite du sud.

The Globe and Mail Thursday, March 14, 1991

Kurds report control of north

4,000 prisoners freed, exiles say

Associated Press and Reuter

Demonstrators in the northern Iraqi oil city of Mosul stormed two prisons and released 4,000 political prisoners yesterday, exiled Kurdish leaders said. Kurdish forces, they said, control almost 75 per cent of Iraqi Kurdistan.

Street protests were reported in Baghdad, meanwhile, and Iraq acknowledged that the country faced a series of uprisings against President Saddam Hussein.

In London, a Kurdish opposition leader said that rebels have surrounded Mosul and that the commanding general of troops loyal to Mr. Hussein in the northern provincial town of Aqra had surrendered.

None of the rebel claims could be independently verified.

The rebellions by Kurds in the north and Shia Muslims in the south — the Shiites have been hammered by Republican Guard units intent on regaining control of Basra and the holy cities of Najaf and Karbala — broke out after U.S.-led forces routed the Iraqi army in a 43-day war to expel Baghdad from Kuwait.

In Beirut, 23 Iraqi opposition factions, meeting for the third day to co-ordinate their anti-Hussein strategy, pledged yesterday to set up a transitional coalition government to lead Iraq to democracy if they can topple the Iraqi leader.

In Tehran, Iran's state radio said yesterday that massive demonstrations in several parts of Baghdad led to clashes with security forces in which people on both sides were

killed or wounded.

In Washington, State Department spokesman Richard Boucher said the unrest in Iraq's capital started on Tuesday, probably in Shia neighbourhoods in the eastern part of the city.

Tehran radio and Iran's official Islamic Republic News Agency said battles raged all day yesterday between Iraqi troops and rebels in Basra, Iraq's second-largest city, and around Kirkuk, an oil city 160 kilometres north of Baghdad.

In Baghdad, the government newspaper al-Jumhuriya said "traitors" engaged in the uprisings were doomed to failure. The Iraqi defence ministry newspaper al-Qadissiyah said Iraq was facing "the gravest conspiracy in its contemporary history."

Yesterday's storming of the prisons in Mosul is reported to have occurred after unrest broke out in the city of about 1.2 million residents in Iraq's oil heartland, about 320 kilometres northwest of Baghdad. The city is surrounded by rebel forces, Kurdistan Democratic Party spokesman Jaf Burham said in London.

Mosul has a Sunni Muslim majority, despite being in the heart of Kurdistan, where ethnic Kurds predominate. (Shia Muslims make up about 55 per cent of Iraq's population of 17 million. Mr. Hussein's ruling circle consists of Sunni Muslims. The Sunni Kurds make up about 20 per cent of the total.)

"Nearly 75 per cent of Iraqi Kurdistan is being cleared of Saddam's authority," Hoshyar Zebari of the Kurdistan Front said in London. "The uprising in the north is escalating."

Kurdish rebels also said they shot

down four helicopter gunships belonging to Mr. Hussein's forces in the north and said rebels were holding on to vital parts of Kirkuk, despite being surrounded by Iraqi troops.

In other gulf developments:

- Kuwait's envoy to the United Nations said Iraq destroyed or looted between \$70-billion and \$100-billion (U.S.) worth of government and public property during its seven-month occupation of the emirate. Ambassador Mohammad Abulhasan said this did not include private property losses, which had not been tallied by the 450,000 Kuwaitis who were outside the country, or the \$120-million a day that he said was being lost as a result of oil burning at 600 of the emirate's wells.

- The UN Security Council's sanctions committee took a step toward easing an embargo on food shipments to Iraq by approving the delivery of 11,000 tonnes of flour. The flour will not be distributed, however, until the committee decides whether there is a humanitarian need for it.

- UN sources said Britain may introduce a Security Council resolution next week requiring the supervised destruction of Iraq's chemical-weapons arsenal before economic sanctions are lifted.

- Saudi Arabia warned non-Muslim residents that they face termination of their work contracts and deportation if they fail to observe publicly the strictures of Ramadan, the Islamic month of fasting that begins on Sunday.

- Israel sees "encouraging" signs of a change in Saudi Arabia's approach to the Jewish state, but finds Syria still represents a danger, Prime Minister Yitzhak Shamir said.

REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—

14-121B GULF-KURDS-TURKEY

IRAQI KURDS SAY TURKS PROMISED POLITICAL SUPPORT

LONDON, March 14, Reuter - Turkey has promised a form of political support for Iraqi Kurds fighting to overthrow Iraqi President Saddam Hussein, an Iraqi Kurdish leader said in an interview published on Thursday.

Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), told the London-based Arabic newspaper al-Hayat that Turkish officials gave the promises in unprecedented talks in Ankara last week.

Talabani and Mohsen Dizai, an envoy of the Iranian-based Kurdish Democratic Party, held three sessions with senior officials of the Turkish Foreign Ministry and advisers to the Turkish president and prime minister, Talabani said.

The Kurds told the Turks they were not separatists, did not seek an independent Kurdish state and did not wish to damage anyone's interests in the region, he added.

They (the Turks) said Ankara would do its best to make the Kurdish cause known, would be a voice for Iraqi Kurds in Europe and America and would support setting up direct political relations between the Kurdish movement in Iraq and the U.S. administration," he said.

Turkish President Turgut Ozal has confirmed the talks took place but a foreign ministry spokesman said the Turkish side gave no promises or commitments on political support.

Talabani said both sides agreed on the need to overthrow the present Iraqi government and establish democracy in Iraq.

But they differed sharply over policy towards the Kurdish Workers' Party (PKK), which is fighting for Kurdish independence in southeastern Turkey.

They (the Turks) said this was in fact a major obstacle in relations with us. They explained that they consider this party a terrorist organisation which damages Turkey's interests and enflames anti-Kurdish sentiment among Turks," Talabani said.

We consider it a revolutionary Kurdish organisation...When you wage war on the Kurdish people and deny its rights, even its right to speak its own language, then Kurdish demands are bound to be extreme to match Turkish extremism," he added.

Talabani suggested the Turks grant a general amnesty for Kurds imprisoned on separatism charges and allow Kurds to form nationalist political parties.

The Turks, after consulting President Turgut Ozal, said the president was thinking of suspending all the sentences passed on Kurds and releasing prisoners on this basis.

(They said) Democracy would spread in Turkey and everyone, including the Kurds, would have the right to form parties. Other matters such as national rights and federalism were premature," Talabani said.

The Turkish Foreign Ministry spokesman, Murat Sungar, gave a different version of the PUK's attitude to the PKK. He said Talabani and Dizai disclaimed any ties between the two groups. They said the PKK regarded (them) as tools of imperialism," he added said.

But Talabani said, We will try to preserve normal relations between the Kurdistan Front and the PKK. There will be no change and we hope the PKK's reaction will not be angry or rash."

REUTER JW DJG

REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—REUTER—

L'armée est en passe d'écraser la rébellion chiite et l'emportera « probablement » contre les Kurdes

déclare un haut responsable américain

S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, un « haut responsable » américain a déclaré, mardi 12 mars, que le président Saddam Hussein, après avoir pratiquement écrasé la rébellion chiite dans le sud de l'Irak, va se tourner contre celle des Kurdes, dans le nord du pays, et l'emportera « probablement ».

« Clairement, Saddam a estimé que le soulèvement dans le Sud était la principale menace contre son régime et y a dirigé ses capacités militaires. Une fois qu'il en aura fini avec eux il se tournera vers le Nord », a déclaré ce responsable à plusieurs agences de presse, ajoutant que, selon les indications dont dispose Washington, la rébellion chiite dans le sud de l'Irak a « en grande partie été réprimée ». « Cela a été très brutal et très sanglant », a-t-il affirmé, soulignant qu'il y avait eu « de nombreuses pertes civiles ».

Le Pentagone a indiqué mardi que l'aspect des combats qui se déroulent actuellement en Irak laisse penser que les militaires sont restés dans l'ensemble fidèles au régime de M. Saddam Hussein et reprennent

lentement le contrôle des villes de Nadjaf et de Karbala.

Quant à la rébellion dans le nord du pays, où les Kurdes affirment avoir le contrôle de près de 60 % du Kurdistan irakien, le haut fonctionnaire n'a pu confirmer ce pourcentage, mais a indiqué que les rebelles ont pour l'instant « bien réussi » et sont « bien organisés ». Il a précisé qu'ils s'approchaient de Kirkouk, dans le Nord-Est, et des champs pétrolifères de cette région. Il a affirmé que c'était aller trop loin que de dire qu'il n'y avait aucune chance d'un renversement de M. Saddam Hussein par des militaires, seul véritable espoir du gouvernement américain pour se débarrasser du président irakien.

Intervention des Moudjahidines du peuple

Il a souligné que les forces qui n'avaient pas été décimées lors de la guerre restaient loyales à M. Saddam Hussein, notamment en raison d'une « terrible peur » des unités de sécurité, dont une garde prétorienne qui se monte à 15 000 hommes dans la seule région de Bagdad. Il a également noté que les militaires, en majorité sunnites, n'avaient guère de

désir de voir soit les chiites, soit les Kurdes l'emporter. Quant à la population civile, a-t-il dit, elle manque de dirigeants et d'armes. Enfin, les mouvements d'opposition qui se sont récemment réunis à Beyrouth ne pourront avoir d'impact tant que M. Saddam Hussein sera au pouvoir, a-t-il estimé.

D'après la rébellion kurde, le gouvernement de Bagdad a pris en otage 5 000 femmes et enfants et menace de les passer par les armes si l'insurrection contre M. Saddam Hussein ne cesse pas. Cette affirmation, formulée à l'agence iranienne IRNA par un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK), n'a pas reçu de confirmation indépendante. Le porte-parole kurde a cependant dit que la capture des otages avait « gravement compromis la libération de la province de Kirkouk ».

Un mouvement d'opposition iranien, les Moudjahidines du peuple, a déclaré mardi à Paris qu'un de ses chefs M. Réza Karamali, un des commandants de l'Armée nationale de libération, dirigée par M^{me} Maryam Radjavi (épouse du chef des Moudjahidines), avait été assassiné en territoire irakien par des gardes de la révolution iranienne (pasdarans). Les Moudjahidines du

peuple de M. Massoud Radjavi affirment qu'ils maintiennent leur présence armée en Irak où ils auraient mis en échec le 10 mars une tentative d'infiltration iranienne destinée à prendre leurs bases. Selon eux, le régime iranien est engagé dans « un transfert de forces et de matériel à partir de points points de passage le long de la frontière irano-irakienne », dans le but à la fois de prendre « les bases et les garnisons de l'Armée nationale de libération » et de « s'emparer du pouvoir en Irak ».

Le communiqué du bureau parisien des Moudjahidines semble indiquer que les troupes de M. Radjavi participent aux côtés des forces gouvernementales irakiennes à la répression contre les mouvements insurrectionnels. Selon des sources sûres, l'armée des Moudjahidines en Irak compte environ 7 000 personnes, dont près de 2 000 ont été recrutées parmi les prisonniers de guerre iraniens en Irak. A Bagdad, le Croissant-Rouge irakien a fait état mardi d'une multiplication des cas de choléra et de typhoïde en Irak et a réclamé d'urgence des médicaments pour prévenir les épidémies. - (AFP, Reuter.)

Le Monde
14 mars 1991

Le président turc justifie son offensive de charme auprès des Kurdes

Depuis le début de la crise du Golfe, le président Ozal est déterminé à voir son pays jouer un rôle plus actif dans la région. Le soutien logistique offert par la Turquie aux alliés, considéré comme « dangereux » par ses nombreux opposants, constituait déjà un pas dans cette direction, mais en intervenant ouvertement dans les affaires internes de l'Irak, le président a clairement franchi une étape supplémentaire et confirmé la rupture avec la politique régionale traditionnellement prudente de son pays.

ANKARA

de notre correspondante

Alors que les affrontements entre rebelles kurdes et forces gouvernementales loyales à Saddam Hussein se poursuivent au nord de l'Irak, le président Turgut Ozal a confirmé que M. Jalal Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan, et des représentants des autres partis d'opposition kurdes irakiens sont venus récemment à Ankara

(le Monde du 13 mars). « Les Kurdes sont manipulés d'une manière ou d'une autre [par les puissances étrangères]. Cette question nous concerne plus directement ; tout le monde discute avec les Kurdes, pourquoi pas nous ? Ils ne sont pas nos ennemis. Nous devons être amis avec eux dans la mesure du possible. » a-t-il déclaré.

En reconnaissant implicitement l'existence de la minorité kurde d'Irak, le président Ozal a également entamé un processus apparemment irréversible qui devrait conduire vers une reconnaissance officielle des douze millions de Kurdes de Turquie. Dans les cercles politiques turcs ainsi qu'au sein de la population, nombreux sont ceux qui refusent toujours d'accepter le concept d'une identité culturelle différente et craignent que toute concession accordée aux Kurdes engage la Turquie sur le sentier glissant du séparatisme. Dans un discours télévisé mardi soir, le premier ministre Akbulut a d'ailleurs réaffirmé, sans se référer ouvertement à la minorité kurde, que « nous [les Turcs] sommes unis, nous sommes égaux. Il n'y a aucune différence entre nous. »

Etablissement

d'un Etat fédératif

Le détail des entretiens entre les dirigeants kurdes irakiens et les autorités turques n'est pas connu. La Turquie observe la montée de l'influence iranienne dans la région et ne veut pas être en reste. Contrairement aux iraniens qui disposent de l'appui des chiites d'Irak, la Turquie ne disposait pas de soutien dans ce pays, si l'on exclut l'appui de la communauté turcomane trop restreinte pour pouvoir défendre les intérêts turcs. Il est probable que la Turquie, qui lutte depuis 1984 contre la guérilla indépendantiste kurde, aura demandé des garanties de sécurité en échange de son soutien lors des négociations de paix. M. Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan, avait d'ailleurs récemment affirmé lors d'une entrevue accordée au quotidien *Gunes* que « la Turquie peut faire confiance aux Kurdes en tant qu'alliés. Nous n'allons pas nuire aux intérêts de la Turquie ». Au cours des dernières semaines, le président Ozal a répété à plusieurs reprises que la Turquie veut maintenir l'intégrité territoriale de l'Irak et qu'elle serait en faveur de l'établissement d'un Etat fédératif qui comprendrait une

province kurde et une province turcomane. Le président, pour rendre crédible son image de « protecteur des minorités », avait d'ailleurs entamé une offensive de charme auprès des Kurdes de Turquie, en annonçant l'abolition des lois interdisant l'usage de leur langue. Mais cette réforme, bien que très timide, avait rencontré une telle opposition au sein même de l'ANAP, le parti au gouvernement, qu'elle n'a pas encore franchi la barrière du Parlement. Il est donc peu probable que la nouvelle initiative diplomatique de M. Ozal soit accueillie avec enthousiasme à Ankara, où le président, confronté à une opposition grandissante, est de plus en plus isolé.

Son prestige international, acquis en grande partie durant la crise du Golfe, semble en revanche être intact. Le président Ozal aura l'occasion de défendre la cause de ses nouveaux alliés à Moscou, où il se trouve cette semaine pour des entretiens avec M. Gorbachev, ainsi qu'à Camp David aux Etats-Unis où il passera une journée en compagnie du couple présidentiel américain la semaine prochaine.

NICOLE POPE

Saddam écrase les rebelles du Sud

Selon Washington, Bagdad aurait écrasé la rébellion dans le sud. Les combats se poursuivent au Kurdistan.

SELON le Pentagone, l'armée irakienne, fidèle à Saddam Hussein, aurait pratiquement écrasé la rébellion chiite dans le sud de l'Irak, au prix d'un véritable bain de sang. « Clairement, Saddam a estimé que le soulèvement dans le sud était la principale menace contre son régime et y a tourné ses capacités militaires. Une fois qu'il en aura fini avec eux, il se tournera vers le nord », a déclaré un haut responsable du Pentagone lors d'un entretien avec les correspondants à Washington de trois agences de presse occidentales. Le même haut fonctionnaire a estimé que Saddam Hussein l'emporterait « probablement », soulignant que les forces loyales au président irakien disposaient toujours de chars et d'artillerie. Le Pentagone avait indiqué peu avant que l'aspect des combats en Irak permettait de penser que les militaires étaient restés dans l'ensemble fidèles au régime de Saddam Hussein et qu'ils reprenaient lentement le contrôle des villes rebelles du sud. Le haut responsable américain interviewé par les trois agences de presse a ajouté que, selon les indications dont dispose Washington, la rébellion chiite dans le sud avait donné lieu à une répression « très brutale et très sanglante » et qu'il y avait eu « de nombreuses pertes civiles ».

Quant à la rébellion dans le nord du pays, où les Kurdes affirment avoir le contrôle de près de 60 % du Kurdistan irakien, le haut fonctionnaire n'a pu confirmer ce pourcentage, mais a indiqué que les rebelles avaient, pour l'instant, « bien réussi » et étaient « bien organisés ». Il a précisé qu'ils s'approchaient de Kirkouk, dans le nord-est, et des champs pétrolifères de cette région.

Tout en soulignant que les capacités des forces irakiennes à menacer les voisins de l'Irak avaient été « éliminées pour les années à venir » par les alliés, ce responsable a estimé qu'elles étaient encore assez fortes pour venir à bout des deux rébellions en cours.

Il a affirmé que c'était aller trop loin que de dire qu'il n'y avait aucune chance d'un renversement de Saddam Hussein par des militaires, seul véritable espoir du gouvernement américain pour se débarasser du président irakien.

Mais il a souligné que les forces, qui n'avaient pas été décimées lors de la guerre, restaient loyales à Saddam Hussein, notamment en raison d'une « terrible peur » des unités de sécurité, dont une garde prétorienne qui se monte à quinze mille hommes dans la seule région de Bagdad.

Il a également noté que les militaires, en majorité sunnite, n'avaient guère de désir de voir soit les chiïtes, soit les Kurdes l'emporter.

Quant à la population civile, a-t-il dit, elle manque de dirigeants et d'armes. Enfin, les mouvements d'opposition qui se sont récemment réunis à Beyrouth ne pourront

avoir d'impact que Saddam Hussein sera à l'avenir, dit-il, limité.

Tout en indiquant que le gouvernement américain avait connaissance de rumeurs de complot contre le président irakien, il a souligné qu'il n'avait pas d'informations sûres.

D'autre part, l'aviation irakienne aurait bombardé mardi soir les deux villes kurdes de Khanaqin et Kalar, près de la frontière iranienne, au début d'une campagne de répression intense, selon un représentant du Front uni du Kurdistan d'Irak (FKI) à Genève.

Faisant état d'informations très récentes de la région, ce représentant, Salah Jhmor, a déclaré qu'un bombardier avait été détruit par les combattants kurdes (pechmergas).

M. Jhmor a donné le nom du pilote irakien tué, et indiqué que quatre hélicoptères avaient été abattus par ailleurs.

Appel au soulèvement

Le congrès de l'opposition irakienne a clôturé ses travaux hier à Beyrouth en appelant « l'armée à se joindre au soulèvement populaire » et affirmant que « la sauvegarde de l'unité de l'Irak passe par la chute du président Saddam Hussein ».

Les participants, qui appartiennent à une vingtaine de formations représentant les principales tendances de l'opposition, ont décidé de former des commissions qui iront dans les pays arabes, islamiques et occidentaux pour demander de soutenir le soulèvement.

La Croix 14 mars 1991

IRAK

Saddam Hussein et la rébellion

► Après avoir pratiquement écrasé la rébellion chiite dans le Sud de l'Irak au prix d'un bain de sang, Saddam Hussein va se tourner contre celle des Kurdes dans le nord du pays, selon les propos, mardi, d'un haut responsable américain. A la question de savoir si Saddam Hussein l'emporterait, ce haut fonction-

naire a répondu : « probablement », soulignant que les forces loyales au président irakien disposaient toujours de chars et d'artillerie. De son côté, le Pentagone a indiqué mardi que l'aspect des combats qui se déroulent actuellement en Irak laisse penser que les militaires sont restés dans l'ensemble fidèles au régime de Saddam Hussein et reprennent lentement le contrôle des villes de saintes chiïtes Nadjaf et Karbala.

Les Kurdes font plier la garde de Saddam

suite de la page 1

fense dont font l'objet les lieux saints » et exprime « ses profondes préoccupations devant le massacre massif du peuple irakien par les forces gouvernementales.

Le quotidien iranien *Kayhan International*, proche des « durs » du régime, a comparé hier la situation irakienne à celle de la fin du pouvoir du chah avant la victoire de la révolution islamique. Dans une lettre diffusée de Najaf où il réside, le principal leader chiite en Irak à l'autorité incontestable, l'ayatollah Aboul Kassem al-Khoï, principal dignitaire chiite de l'Irak, a ordonné hier à la population de rejeter l'autorité du gouvernement de Bagdad et demandé de suivre les consignes d'un nouveau comité de huit dignitaires religieux.

La télévision iranienne a diffusé des images vidéo montrant des dégâts infligés au dôme doré du mausolée de l'iman Hussein à Kerbala. Le porte-parole du département d'Etat à Washington a précisé que les combats continuaient dans plusieurs zones au sud de l'Irak, démentant ainsi Saddam Hussein. La route Bagdad-Basso-

rah a été coupée hier après-midi à la hauteur de la ville d'al-Kut qui a été prise par les insurgés, a affirmé à Téhéran un porte-parole de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII). Cette voie stratégique a une importance essentielle pour Saddam Hussein, obligé sans cesse de déplacer ses unités d'un foyer de soulèvement à un autre. Le président irakien ne dispose pas d'assez de troupes pour tout contrôler en permanence, selon les Américains, et, après avoir écrasé un secteur, il est souvent contraint d'ordonner à ses hommes de partir vers une autre ville qui a profité de l'allègement du dispositif pour constituer à son tour une poche de résistance.

La situation paraît surtout très inquiétante pour Saddam Hussein au Kurdistan. Mossoul, la troisième ville irakienne, est tombé hier aux mains des « forces populaires » ainsi que Dohouk, un chef-lieu de province, a annoncé la radio de l'opposition. Le contrôle de la route menant à la frontière turque en Irak fait l'objet de « très durs combats », a affirmé de son côté un réfugié irakien en Iran. Le département d'Etat à Washington a confirmé que les rebelles kurdes avaient pris « le

contrôle de régions irakiennes proches de la frontière avec la Turquie ». Plusieurs batailles non loin de Kirkouk ont pour enjeu les importants champs pétroliers du nord de l'Irak.

En difficulté, la Garde républicaine, qui assure la protection de ce poumon économique du pays, aurait utilisé des hélicoptères. Washington a mis en garde Bagdad contre ce recours aux hélicoptères de combat qui viole l'accord provisoire de cessez-le-feu et il a menacé « d'abattre » tout avion en vol si l'Irak tentait de mettre à exécution son projet de regrouper ses 60 appareils encore en usage en vue d'une offensive contre les rebelles.

Autant dire que Saddam Hussein va devoir encore patienter avant d'appliquer son programme de réformes politiques qu'il compte mettre en œuvre « une fois le calme rétabli ». Il a annoncé l'instauration prochaine du multipartisme en rappelant sa « décision irrévocable de 1990 qui a été annulée par les événements ». Ce processus de démocratisation « repose sur la participation de tous les patriotes honnêtes dans la vie politique et assure une liberté responsable à tous les Irakiens ».

Un nouveau gouvernement aura la tâche d'engager le pays dans cette voie du multipartisme et de reconstruire le pays qui fait l'objet d'un « complot international visant à sa libanisation ». La situation est « difficile », a reconnu Saddam Hussein. Les diplomates soviétiques en poste à Bagdad ont fait pression sur le leader irakien pour qu'il tente de sauver son régime en faisant cette perestroïka, révèle notre collaborateur Roland Jacquard.

Le redressement de l'Irak paraît aussi impossible, faute d'argent. Saddam Hussein cherche partout des crédits. Il vient de transmettre des messages secrets à la Corée du Nord, à la Libye, au Yémen, à l'Algérie et à Cuba. Il s'appête également à déposer un mémorandum en ce sens auprès de l'URSS. Il ne peut plus payer ses fonctionnaires, y compris ses fidèles du parti Baas, et dans un mois il ne pourra plus régler les soldes de ses soldats, révèle Roland Jacquard. La tactique du pourrissement avec le maintien de l'embargo devrait alors montrer son efficacité et rendre intenable la position du dictateur irakien, même s'il sort vainqueur des épreuves actuelles.

Vigilance accrue pour l'armée américaine

Washington

Correspondance AFP

LES ETATS-UNIS ont rappelé à Saddam Hussein qu'il ne pouvait pas faire n'importe quoi chez lui. Les forces terrestres américaines viennent de reprendre le contrôle de leurs positions les plus avancées en territoire irakien. Depuis le cessez-le-feu, cette zone (près de l'Euphrate) avait été laissée à la seule surveillance de l'aviation après le retrait de la 101^e Division aéroportée et de la 1^{re} Division de cavalerie. Ces deux unités ont reçu l'ordre de la réoccuper.

Washington multiplie par ailleurs les avertissements au chef de l'Etat irakien. Le général Norman Schwarzkopf, comman-

dant de la force multinationale dans le Golfe, a notamment signifié par lettre aux dirigeants irakiens que chacun de leurs avions de combat prenant l'air « pourrait être abattu », car il s'agirait d'une violation des termes du cessez-le-feu. Les dirigeants du Conseil de commandement de la révolution à Bagdad avaient auparavant notifié aux commandements alliés que l'Irak avait l'intention de regrouper son aviation. Le refus allié n'a donc pas tardé.

Le secrétaire d'Etat américain James Baker avait déjà, vendredi, mis en garde l'Irak contre l'utilisation d'hélicoptères contre les maquisards kurdes et les rebelles chiites. Selon M. Baker, l'Irak s'était engagé, lors des négociations sur le cessez-le-feu, à ne plus avoir recours aux avions et

aux hélicoptères de combat. « Maintenant, nous attendons un respect de l'accord », a-t-il ajouté. Si les termes exacts de ce règlement provisoire du cessez-le-feu restent flous, le général américain Richard Neal a cependant précisé à Ryad que l'utilisation des hélicoptères par l'Irak était limitée à « des tâches administratives ».

Les patrouilles aériennes des alliés au-dessus de l'Irak ont été renforcées et le général Neal a ajouté que les forces terrestres américaines étaient prêtes à attaquer « immédiatement ». Mais plusieurs responsables de l'administration américaine ont précisé que ce raidissement ne préfigurait pas une reprise des opérations militaires. Washington n'en entend pas moins rappeler sa détermination à Saddam Hussein.

LE RETOUR MEDIATIQUE DE SADDAM HUSSEIN

Dans un discours radiotélévisé, le Président irakien a accusé samedi Téhéran d'être à l'origine de la révolte chiite, qu'il affirme avoir «matée» au sud du pays. malgré les «réformes démocratiques» annoncées, la crédibilité du leader irakien, selon Washington, reste «nulle».

Lui a fallu exactement soixante-cinq minutes. Pour la première fois depuis la fin des hostilités dans le Golfe, Saddam Hussein est intervenu en personne, samedi, à la télévision et à la radio irakiennes, pour faire le bilan d'une confrontation perdue et évoquer le futur de son pays au moment où le secrétaire d'Etat américain, James Baker, estimait que le Président

irakien ne serait plus au pouvoir d'ici la fin de l'année.

Discours complexe d'après-guerre, au cours duquel Saddam Hussein a tout à la fois reconnu qu'une insurrection secouait le nord et le sud de l'Irak, mais qu'elle «avait été matée au sud», accusé implicitement l'Iran d'être responsable de ces troubles et annoncé son intention de s'engager sur la voie du multipartisme.

Les accusations contre l'Iran. En uniforme militaire, les yeux baissés sur son texte, Saddam Hussein a clairement affirmé que les troubles en Irak, aussi bien dans le sud, à majorité chiite, que dans le nord, kurde, ont été provoqués par l'étranger. «Nous avons écrasé, avec l'aide de Dieu, l'insurrection dans les villes du Sud, et nous sommes en mesure d'extirper ce qui demeure comme actes de sabotage et de trahison», a-t-il dit, «les services de sécurité sont parvenus, en quelques jours, (...) à frapper les traîtres qui sont venus d'au-delà des frontières».

«Nous ne nous attendions pas à ce que les voisins avec qui nous étions déterminés à faire la paix et à tourner la page du passé utilisent leur sol comme base d'une telle trahison contre l'Irak», a encore ajouté Saddam, dans une accusation sans équivoque à l'encontre du régime iranien, sans cependant qu'il ait, de tout son discours, cité l'Iran.

Aussitôt, Téhéran rejetait «les allégations irakiennes», et ajoutait que «la seule voie du salut de ce pays passe par la soumission du gouvernement irakien à la volonté de son peuple». Une polémique publique qui semblait sonner le glas de la volonté de normalisation des relations entre les deux pays entrevue durant la guerre du Golfe.

La guerre civile. Durant tout le week-end, de multiples sources irakiennes se sont employées à démontrer que l'insurrection se poursuivait en Irak, notamment dans le Nord. Hier après-midi, le Président iranien, Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani, s'est déclaré «dégoûté par le massacre du peuple irakien par les unités de la Garde républicaine», ajoutant que l'Iran serait «vigilant devant l'évolution de la situation intérieure en Irak», tandis que le guide de la République islamique, Ali Khamenei, déclarait pour aujourd'hui une journée de «deuil national à la mémoire des morts en Irak et en raison de l'atteinte des forces irakiennes aux lieux saints à Nadjaf et Kerbala».

Un peu plus tôt, l'agence officielle IRNA, citant un réfugié irakien, annonçait que l'Irak avait «utilisé des armes chimiques à Bagdad contre les personnes qui ne veulent plus de son

Morceaux choisis

Des bandes de traîtres haineux munis de fausses pièces d'identité irakiennes se sont infiltrées dans le pays, de l'extérieur, pour y semer terreur et destruction dans un nombre de villes et de villages du sud de l'Irak, à Bassorah, Amara, Nassiriya, Kerbala, Nadjaf et Hilla.

«Les services de sécurité sont parvenus, en quelques jours et sous la supervision directe des membres de la direction (irakienne), à écraser cette insurrection haineuse dans les villes du Sud et à frapper les traîtres qui sont venus d'au-delà des frontières.

«Au moment où les fauteurs de troubles sont entrés de l'extérieur vers nos villes dans le Sud, des éléments armés ont pénétré du même endroit vers des villages et villes du Nord. Au Sud, les agents ont eu recours à des slogans de division confessionnelle, au Nord, à des slogans ethniques. Il est apparu clairement que l'infiltration vers certaines régions du Sud et vers certaines régions du Nord ont une même origine et un même objectif: la destruction et le démembrement de l'Irak.

«Ceux qui se sont infiltrés dans le Kurdistan ont essayé de présenter leurs actes comme étant dans l'intérêt des Kurdes. Mais je tiens à rappeler aux Kurdes dans le nord de notre pays l'expérience des trente ans écoulés. Tout mouvement kurde qui a eu des attaches politiques, militaires ou matérielles avec l'étranger n'a pu réaliser que pertes et destructions (...), c'est le résultat de l'aventure de Moustapha Barzani (père de l'actuel dirigeant

kurde, Maïssoud Barzani) entre 1970 et 1975.»

«Nous ressentons de l'amertume car nous ne nous attendions pas à ce que les voisins, avec qui nous étions déterminés à faire la paix et à tourner la page du passé pour ouvrir une nouvelle page de bon voisinage, utilisent leur sol comme base d'une telle trahison contre l'Irak qui défendait pourtant courageusement les principes et les objectifs que nous croyions partager avec eux.»

«Il est temps d'entamer l'édification des bases pour la nouvelle étape dans laquelle les Irakiens, fidèles à leur pays et attachés à son indépendance, trouveront les moyens de s'exprimer politiquement à travers des partis, des associations et la presse. Notre décision d'instaurer une Constitution fondée sur le multipartisme est définitive et irrévocable et nous croyons que ce processus assure une liberté responsable à tous les Irakiens ainsi que la force et la fierté à l'Irak.

«Le nouveau gouvernement veillera à la reconstruction du pays (...) et entamera les mesures pour compléter le projet de Constitution, de le soumettre à un référendum et d'édifier les institutions qui en découlent. L'Irak était et demeure l'un des principaux piliers de la sécurité et de la stabilité dans la région. Sans un Irak fort et fier, le chaos se répandra et le désordre régnera dans la région et les pays réaliseront l'erreur de ne pas avoir estimé l'importance de l'Irak et de son rôle.»

AFP

régime». Revenant à son compte des informations de la Voix de la révolution, la radio de l'opposition irakienne, IRNA ajoutait que les villes de Mossoul, chef-lieu de la province de Ninive et troisième ville d'Irak, et celle de Dohouk, chef-lieu d'une des trois provinces kurdes, avaient été «prises» par les «forces populaires».

De son côté, Radio Téhéran donnant également la parole à de nombreux réfugiés, affirme que l'armée irakienne utilise les prisonniers comme «boucliers humains, la nuit à Bassorah» pour «éviter les attaques nocturnes des forces populaires». Selon ces témoignages, «un nombre important de personnes, à Bassorah, sont exécutées quotidiennement sur ordre personnel de Saddam Hussein». Radio Téhéran remarque également que de «violents combats» opposent toujours la population et les musulmans révolutionnaires à la garde républicaine à Zubeir et à Abou Khassib, près de la frontière avec le Koweït, alors que le contrôle de la route menant à la frontière turque en Irak fait l'objet d'«affrontements entre Kurdes irakiens et forces baasistes». Selon IRNA, «six villes kurdes» auraient été bombardées, jeudi soir et vendredi matin, par les hélicoptères de l'armée irakienne, faisant quatre tués et quinze blessés.

Les réformes annoncées. Ce contexte agité —exceptionnellement décrit dans la presse irakienne du dimanche, qui a condamné à la une les «massacres chiites» du sud du pays, mais a également montré des bâtiments incendiés et dévastés à Babylone et

Kerbala —, semble en tout cas avoir précipité l'annonce par Saddam Hussein de prochaines «réformes démocratiques» dans le pays. C'est en effet en admettant «une situation intérieure difficile», que le Président a surpris et promis de reprendre le projet détaillé à la fin de la guerre irako-iranienne, visant à organiser la vie politique sur la base de «la pluralité dans le cadre de l'unité nationale et de la responsabilité», une fois le calme rétabli, avec notamment l'organisation d'un référendum populaire sur l'opportunité d'une nouvelle Constitution.

C'est un nouveau gouvernement qui devrait d'ailleurs être chargé de «reconstruire» un pays dévasté par les bombardements alliés, et qui a fait l'objet d'un «complot international», a dit Saddam.

La nouvelle constitution ne remettrait toutefois pas en cause le leadership du parti Baas au pouvoir, que Saddam Hussein s'est évertué à présenter comme le seul garant de l'unité de l'Irak menacé, selon lui, par une double «sédition» religieuse et ethnique. Dans une bonne partie de son discours, Saddam a ainsi défendu le bilan politique de son parti, se présentant, lui et son équipe, comme représentants de l'une des communautés qui composent l'Irak. «Nous devons nous rappeler que l'Irak d'avant la révolution de juillet 1968 était un pays pauvre et sous-développé, et que le progrès qu'il a connu depuis, s'est réalisé grâce à la révolution», a ainsi affirmé le président irakien.

L'intransigeance américaine et bri-

tannique. Discours d'«ouverture» donc, qui n'a cependant pas convaincu les principaux membres de la coalition anti-irakienne. Loin de là, «Je vois difficilement une situation où nous aurions des relations normales avec Saddam Hussein toujours au pouvoir. Sa crédibilité est nulle, zéro», a déclaré en réaction George Bush, samedi, lors d'une conférence de presse aux Bermudes, à l'issue de quatre heures d'entretien avec le Premier ministre britannique, John Major. Le secrétaire d'Etat James Baker renchérisait, dimanche en reprenant les propos des responsables qu'il venait de rencontrer lors de sa tournée au Proche-Orient, pour qui «Saddam ne sera plus là dans huit mois».

En fait, s'ils ont affirmé qu'ils ne voulaient pas reprendre la guerre contre l'Irak, Etats-Unis et Grande-Bretagne ont posé des conditions sévères pour la conclusion d'un cessez-le-feu définitif. Après que Washington a accusé Bagdad de violer les conditions de la cessation des hostilités en vigueur en utilisant des hélicoptères contre les rebelles, des forces alliées occupant le sud de l'Irak depuis la fin de la guerre se sont ainsi redéployées plus au nord, et George Bush n'a rien exclu en cas de poursuite des combats.

Enfin, le secrétaire d'Etat américain a annoncé hier que les Etats-Unis avaient rejeté la requête de Bagdad autorisant l'utilisation de vol de sa force aérienne en Irak. «Durant ces dernières 24 heures, a déclaré Baker dans une interview télévisée, cette demande a été avancée et repoussée».

De son côté, le ministre français de la Défense, Pierre Joxe, a annoncé à Koweït que les effectifs français présents dans l'émirat pourraient être renforcés (lire ci-contre). «Ils connaissent les règles de base et doivent les respecter», a déclaré Bush. «Ce qu'ils ont à faire est très clair», a renchéri Major, qui a toutefois indiqué qu'un cessez-le-feu définitif ne serait pas signé rapidement, soulignant qu'il fallait le codifier et que de nombreux détails devaient être inclus. Les alliés discutent d'un projet britannique de résolution de l'ONU qui pourrait peut-être être présenté à la fin de la semaine prochaine, et incluerait notamment une supervision de la destruction des armes chimiques irakiennes, une «reconnaissance sans ambiguïtés et permanente» du Koweït par l'Irak, mais aussi l'utilisation de revenus pétroliers irakiens pour compenser les pertes koweïtiennes.

La situation au Koweït. A Koweït-Ville, presque en écho à l'intervention de Saddam, le prince héritier a affirmé que la famille régnante s'engagerait elle aussi à «faire des progrès dans le domaine de la démocratie», ajoutant toutefois que «cet engagement et ce devoir» viendraient après la sécurité et la reconstruction dans les priorités de l'après-guerre. Dans la foulée, le ministre koweïtien des Affaires du gouvernement, Abdallah al-Awadi, évoquait l'organisation d'élections au Koweït entre six mois et un an. Pour le début du ramadan en tout cas, les autorités ont levé le couvre-feu de six heures qui régnait encore sur le pays.

D'après AFP, Reuter

Agence Central de Presse — Agence Central de Presse — Agence Central de Presse

ACP062 PR:03 PEX W IRAK 251
LA SITUATION EN IRAK
DES TEMOIGNAGES FONT ETAT DE VERITABLES MASSACRES

ACP/TELPRESSE

Paris, 18 mars - A en croire l'Iran, la rébellion en Irak n'aurait pas diminué en intensité, démentant ainsi les affirmations de Saddam Hussein, samedi, selon lesquelles l'armée irakienne avait réussi à «écraser» la révolte chiite dans le sud de l'Irak.

Selon la télévision iranienne, citant lundi les témoignages d'insurgés, plusieurs milliers de personnes ont été tuées dans le sud du pays par les troupes irakiennes qui utiliseraient des missiles sol-sol, ainsi que le napalm. La radio iranienne fait état d'un «massacre sur grande échelle», en soulignant que 12 à 16 000 personnes ont péri sur la route entre Nadjaf et Kerbala. Dans ces deux villes, de même qu'à Khanaqin, le soulèvement chiite persisterait.

Sur le front nord, la radio iranienne, citant un porte-parole de l'opposition kurde irakienne, précise que 100 000 soldats irakiens ont encerclé la région du Kurdistan. Les missiles et le napalm seraient également employés contre les Kurdes. Le porte-parole souligne que les régions du nord de l'Irak, près de la Turquie, demeurent sous contrôle kurde.

L'agence irakienne INA, pour sa part, indique que des «atrocités» ont été commises par les rebelles dans le sud du pays. Selon elle, des «bandes de délinquants» ont envahi l'hôpital d'Hillah, près de Bagdad, se livrant au pillage et au saccage des équipements. INA précise que 300 écoles et nurseries, dans le sud, avaient ainsi été touchées par des actes de sabotage.

Le Monde 18 mars 1991

Dans le sud de l'Irak

Les troupes américaines réoccupent certaines positions

Des troupes américaines se redéplaient plus loin à l'intérieur de l'Irak afin de réoccuper des positions tenues précédemment puis abandonnées, rapporte vendredi 15 mars le *Los Angeles Times*. Dans une interview accordée au journal, le général Richard Neal, directeur adjoint des opérations au commandement central américain, précise que ces troupes reprennent leurs positions les plus avancées dans la vallée de l'Euphrate.

L'opération, qui représente un déplacement de près de 50 kilomètres, concerne des éléments de la 101^e division aéroportée et de la 1^{re} division de cavalerie. « L'objectif est de maintenir une présence jusqu'à l'accord de cessez-le-feu », a dit le général Neal. Selon le journal, cette initiative semble s'inscrire dans le cadre des pressions exercées par le président Bush sur M. Saddam Hussein au moment où celui-ci est confronté à un vaste soulèvement intérieur.

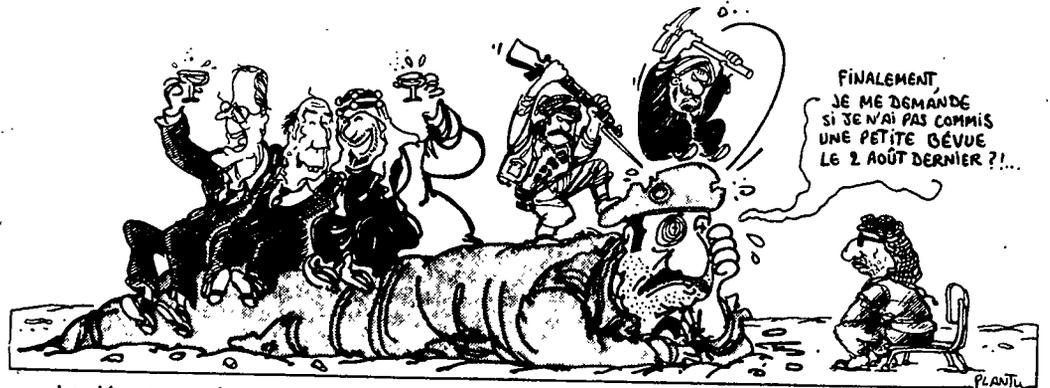
Le général Neal souligne que M. Saddam Hussein semble avoir du mal à mater les soulèvements. « A présent, il n'a plus qu'une armée amputée, il ne dispose plus des forces structurées qu'il avait auparavant. Il peut contenir les choses à Bassorah, mais, si des difficultés surgissent dans une autre ville, il lui faut utiliser la même force pour intervenir là-bas, et alors Bassorah s'embrase à nouveau. Il n'a donc pas assez de troupes pour dominer toutes ces rébellions causées par une population désillusionnée et par le retour de certains des soldats qui ont vécu la défaite sur le champ de bataille. »

Succès des rebelles kurdes

Interrogé à Washington sur les informations du *Los Angeles Times*, le général Colin Powell, chef de l'état-major interarmes, a confirmé que des troupes américaines se déplaçaient dans le sud de l'Irak occupé mais il a recommandé de ne pas y voir l'amorce de nouvelles opérations armées de la part des Etats-Unis. « N'y voyez rien de particulier. La ligne de démarcation convenue [le dimanche 3 mars] est intacte », a dit le général Powell à un groupe de journalistes. « Cela n'annonce d'aucune manière un changement de programme, ni de futures opérations », a-t-il ajouté.

Le département d'Etat a confirmé par ailleurs vendredi que les rebelles kurdes avaient pris le

La rébellion kurde progresse en Irak



Le département d'Etat a confirmé vendredi 15 mars que les rebelles kurdes avaient pris le « contrôle de plusieurs régions irakiennes proches de la frontière turque ». D'autre part,

des troupes américaines ont réoccupé dans le sud de l'Irak des positions qu'elles avaient précédemment abandonnées.

« contrôle de plusieurs régions irakiennes proches de la frontière turque ». Les rebelles kurdes avaient affirmé vendredi avoir occupé le poste-frontière de Habour et la ville de Zakho. Située à 15 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien, Zakho contrôle la route principale et l'oléoduc reliant l'Irak à la Turquie.

Le vice-gouverneur de la province frontalière turque de Hakari a déclaré à l'agence Reuter que, pour la première fois depuis le début du soulèvement kurde, des soldats irakiens fuyaient en Turquie. Selon un communiqué de l'Institut kurde de Paris, les principaux dirigeants kurdes d'Irak, d'Iran, de Turquie et de Syrie ont lancé un appel à M. Mitterrand pour que la question kurde « figure en bonne place à l'ordre du jour des pourparlers sur l'avenir du Proche-Orient ».

A Bagdad, la télévision a raconté vendredi comment un militaire

irakien avait rejoint les rebelles, reconnaissant ainsi pour la première fois l'étendue des troubles. Avec un franc-parler inhabituel, le rédacteur en chef du quotidien du parti Baas a accusé vendredi les autres organes de presse officiels de publier des mensonges communiqués par certains responsables. Hamid Saïd a incité les journalistes à critiquer la politique gouvernementale en faisant valoir qu'ils n'ont aucune raison de craindre la haute hiérarchie s'ils sont certains des informations qu'ils publient.

La radio de Bagdad a annoncé que M. Saddam Hussein prononcerait samedi à 16 heures (à Paris) un discours « historique et important » à l'adresse « du grand peuple irakien et des gens honnêtes dans le monde ». Il s'agit du premier discours du président irakien depuis la fin de la guerre du Golfe, le 27 février. — (AFP, Reuter, AP.)

Lamento que Felipe González no haya puesto mucho interés en el problema kurdo»

Nos sentiríamos satisfechos con un régimen comparable al que gozan catalanes y vascos»

La alianza contra Irak ha agrupado a Estados que no son precisamente modelos de democracia»

KENDAL NEZAN / Presidente del Instituto Kurdo de París

«A los kurdos les hubiera gustado unirse a la coalición»

KENDAL Nezan preside el Instituto Kurdo de París. En un momento delicado para los kurdos de Irak, Nezan lamenta los pocos esfuerzos occidentales en defensa de su pueblo. En su opinión, han desechado la independencia y se conformarían con una autonomía «a la española».

BORJA HERMOSO

CORRESPONSAL

Pregunta.— ¿Cómo se originaron los ataques kurdos contra las tropas de Sadam Husein al norte de Irak?

Respuesta.— Es una reacción popular espontánea, originada en los campos de reclusión en los que Husein reagrupó a casi dos millones de kurdos cuyos pueblos había arrasado. Más tarde, la población de las ciudades les secundó, llegando a hacerse con puestos fronterizos y militares.

P.— ¿Cuáles son sus últimas noticias sobre estas acciones?

R.— En los últimos días se han producido cerca de cincuenta ataques. Según mis últimos datos, los kurdos controlan seis ciudades, entre ellas Ranya, de 120.000 habitantes.

P.— ¿Continúan desunidos los diferentes grupos que forman la oposición al régimen iraquí?

R.— El movimiento kurdo se encuentra unido desde 1988, con el Frente Unido del Kurdistán. En cuanto a la oposición iraquí, es verdad que existe un gran número de formaciones.

P.— La reunión de la oposición en Beirut, ¿ha sido un paso hacia delante?

R.— En efecto, un gran paso que recuerda en cierto modo a la convergencia democrática alcanzada en Chile para acabar con la dictadura de Pinochet.

P.— ¿En algún momento los partisanos kurdos estudiaron la posibilidad de apoyar a la coalición contra Husein?



R.— No. Porque la coalición no ha hecho ni una sola promesa para el reconocimiento de los derechos kurdos, ni una sola declaración en este sentido. A los kurdos les hubiera gustado convertirse en socios de la coalición pero los aliados no alcanzaron un acuerdo en este punto probablemente a causa del veto turco o de reticencias de Arabia Saudí.

P.— Sin embargo, Washington presentó siempre el drama kurdo como un pretexto para luchar contra Sadam.

R.— Sí. puede decirse eso. Y puede decirse que la coalición contra Irak ha agrupado algunos

Estados que no son precisamente modelos de democracia como Siria, Turquía o Arabia Saudí; EEUU tiene problemas que arreglar con Turquía, que es su principal aliado y está enfrentada a los kurdos.

P.— ¿Es usted pesimista en cuanto a la inclusión de la cuestión kurda en unas negociaciones a corto plazo?

R.— Lucharemos hasta el final pero hace tiempo que muchos son reticentes a causa de sus intereses en la región. Está claro que por ahora, los palestinos tienen más posibilidades de ver resuelto su problema que nosotros y nos alegraremos

«Las revueltas kurdas en Irak son una reacción popular espontánea, originada en los campos de reclusión creados por Sadam»

de ello porque suponía un problema menos en Oriente Próximo.

P.— Tampoco los países árabes han hecho demasiado por ustedes, ¿no?

R.— Nada de nada. Incluso cuando Husein usó masivamente las armas químicas contra los kurdos, la Liga Árabe se reunió en Túnez para decir que Irak era objeto de una campaña americano-sionista.

P.— Mitterrand ha sido el úni-

co líder en recordar, en tono moderado, la cuestión kurda. ¿Cree que Francia está en mejor disposición que otros países para defenderla?

R.— Francia podría jugar un papel más importante en varios asuntos: el libanés, el palestino, y el kurdo, por sus lazos culturales con estos pueblos pero también porque junto con Inglaterra fue responsable del reparto de la región. Y porque ha sido el país europeo que más ha apo-

yado la dictadura de Sadam Husein; de ahí que tenga una responsabilidad moral clara respecto al pueblo kurdo de Irak. Pero espero que otros países europeos que mantienen lazos con el mundo árabe, y pienso en España, tengan una diplomacia más emprendedora. España podría aportarnos su experiencia del posfranquismo y de la solución de problemas nacionalistas. Lamento que hasta ahora alguien como el señor González

no haya puesto mucho interés en ello.

P.— Se habla de una autonomía «a la española» para los kurdos en el marco del estado iraquí. ¿Se ha disipado el viejo sueño del jeque Mahmud de un estado independiente?

R.— Todos los kurdos sueñan con un estado independiente. Creo que los kurdos se sentirían hoy muy satisfechos con un régimen comparable al que gozan los catalanes y los vascos.

El País 18 marzo 1991

El vicepresidente iraquí se reúne con jefes kurdos

AGENCIAS, Bagdad / Riad Ezzat Ibrahim, vicepresidente del Consejo del Mando de la Revolución de Irak, se reunió ayer con representantes de las tribus kurdas del país. Según la agencia oficial de noticias iraquí, INA, los jefes tribales comprometieron su apoyo al régimen de Sadam Husein. La guerrilla kurda combate en todo el norte de Irak contra las tropas de Sadam.

Por su parte, la oposición shii

de Irak denunció ayer en Beirut el descubrimiento, durante la rebelión islámica en territorio iraquí, de "la prisión más espantosa de los tiempos modernos". El Consejo de la Revolución Islámica de Irak dijo en un comunicado que el descubrimiento se hizo en la ciudad de Kerbala. En la prisión había opositores en estado de abandono desde 1980. Según las mismas fuentes en Kerbala murieron 400 civiles durante la rebelión shii.

Por otra parte, el secretario del Ejército estadounidense, Michael Stone, aseguró ayer que las tropas norteamericanas permanecerán en la zona del golfo Pérsico más allá del 4 de julio.

Le Monde 19 mars 1991

Le président irakien a menacé de « régler le compte » des rebelles kurdes

Dans son premier discours à la nation depuis la défaite de ses troupes face aux forces alliées, le président Saddam Hussein a annoncé, samedi 16 mars, l'écrasement de l'insurrection chiite dans le sud de l'Irak et affirmé que le soulèvement des Kurdes, dans le nord du pays, subirait le même sort.

M. Saddam Hussein, qui semblait calme et maître de lui, a déclaré à propos de l'insurrection du Sud que « des bandes de traîtres criminels se sont infiltrés de l'étranger, porteurs de faux [papiers] d'identité irakiens pour perpétrer [des actes] de destruction, de subversion et de pillage dans plusieurs villes et villages du sud de l'Irak (...), assistés en cela par des éléments incontrôlés qui sont allés à Bassorah, Amara, Nassiriya, Karbala, Nadjaf et Hilla ». Evoquant ensuite implicite-

ment le rôle joué par l'Iran dans cette insurrection, il a dit : « Nous ressentons tous de l'amertume (...), nous ne nous attendions pas que des voisins avec lesquels nous avons tenté d'établir une paix honorable et d'ouvrir un nouveau chapitre de bon voisinage (...) laissent leur territoire servir de base pour faire du tort et commettre une telle trahison contre l'Irak... » Evoquant le danger de « fragmentation » de son pays, M. Saddam Hussein a ajouté : « Cela signifie l'entrée dans un sombre tunnel, similaire à celui dans lequel le Liban est entré, ou même pire. Nous avons écrasé les troubles dans les villes du sud (...) avec la détermination de la population et la coopération des gens bons et sincères de l'ensemble de l'Irak, nous pouvons arracher ce qui reste des racines de la trahison et du sabotage. »

Sur le plan politique intérieur, M. Saddam Hussein a fait l'apologie des réalisations du parti Baas (au

pouvoir depuis 1968) et a affirmé que le régime irakien « n'est pas celui d'une confession ou d'une fraction unique ». Cependant, il a estimé que « la nouvelle étape doit être caractérisée par de nouvelles bases » dans la vie politique irakienne. Il a rappelé à cet égard le projet élaboré en 1989 pour une nouvelle Constitution fondée sur le multipartisme et dont l'application a été, selon lui, « annulée par les événements ».

« Notre décision de construire une société démocratique basée sur la Constitution, l'Etat de droit et le pluralisme politique est une décision décisive et irrévocable », a-t-il poursuivi. Il a également annoncé la formation prochaine d'un nouveau gouvernement, qui aura pour tâche de reconstruire le pays et d'engager le processus qui doit conduire au multipartisme. Ce processus devra, selon lui, inclure un référendum dont il n'a pas précisé la date. Le président Saddam Hussein

a consacré une grande partie de son allocution aux Kurdes. Il a déclaré que les auteurs de troubles dans le nord du pays étaient les mêmes que ceux qui avaient soutenu la rébellion kurde de 1970-1975 dirigée par Moustapha Barzani. « Ils répètent la même erreur fatale et la même trahison (...), a-t-il déclaré. Leur sort sera le même que celui de leurs prédécesseurs. J'avertis ces aventuriers téméraires au nom des dirigeants irakiens, je leur dis : n'ayez pas d'illusions, parce que l'Irak, malgré les pertes causées par l'agression, sera capable avec l'aide de Dieu de régler leur compte (...) à ceux qui exploitent les difficultés du pays. Notre peuple kurde doit se souvenir de ces faits fondamentaux. » « Les Kurdes, a-t-il ajouté, sont présents en nombre encore plus grand en Turquie, en Iran, en Syrie et en Union soviétique. Ces pays ne le permettront jamais », faisant ainsi allusion à une éventuelle indépendance du Kurdistan. — (AFP, Reuter.)

Que deviendra le peuple kurde dans la guerre du Golfe ?

LE COURRIER 19 février 1991

Victime pourchassée ou vainqueur relatif

Enhardis par la guerre du Golfe, des guérilleros kurdes irakiens (des peshmergas) ont commencé, pour la première fois depuis 1988, à s'infiltrer à travers les montagnes, depuis la Turquie et l'Iran. La guerre menée par l'Irak contre les forces de la coalition n'est pas la leur. Mais si elle aboutit à la défaite de Saddam Hussein, elle offrira une chance aux Kurdes de concrétiser une partie de leurs aspirations.

La création d'un Etat indépendant reste pourtant une illusion. D'une part, un dépeçage de l'Etat irakien paraît de moins en moins probable. D'autre part, la Turquie, soupçonnée de vouloir retrouver une place prépondérante dans la région, mettrait son veto absolu à un Etat kurde. Même l'idée qu'on lui prête de vouloir récupérer la province irakienne de Mossoul semble peu probable: ce serait cher payer le pétrole de Kirkouk contre l'intégration supplémentaire de 4 millions de Kurdes, combattifs de surcroît.

Assouplissement turc

La guerre a déjà apporté une première victoire aux Kurdes de Turquie. Le 1^{er} février, le Gouvernement d'Ankara reconnaissait l'usage de la langue kurde dans la vie officielle et dans des publications. Pendant des décennies, le nationalisme centralisateur de Mustafa Kemal Atatürk et de ses successeurs interdisait de prononcer le mot même de «Kurde». Ils étaient des Turcs de montagne.

Mais l'assouplissement ne vient-il pas trop tard? La cause du nationalisme a été en effet accaparée par les courants les plus radicaux, surtout par le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Celui-ci a certes infléchi son discours mais n'a pas renoncé à la violence. Jadis partisan d'un Kurdistan indépendant, son dirigeant, M. Abdullah Ocalan, déclarait au printemps dernier ne pouvoir se «séparer de la Turquie avant quarante ans au moins, car nous en avons besoin.»

Jamais unifié

Le Kurdistan, «pays des Kurdes» est une idée, une aire géographique et ethnologique n'ayant jamais connu un pouvoir unifié. Il fut longtemps le champ de batailles entre les empires perse, ottoman et russe. En 1639, le traité de Qasr-i-Shirin fixa la frontière entre les Ottomans et l'Empire perse. Elle n'a guère varié depuis. Celle avec les Russes fut plus flottante. Les vieux du lac de Van ou de la cité fortifiée de Bitlis se souviennent encore des cosa-

ques de la fin de la Première Guerre mondiale.

Les princes kurdes s'étaient révoltés à maintes reprises contre l'un ou l'autre empire. Le plus souvent chacun pour soi. C'est la guerre, et la fréquentation des nationalistes arabes, qui leur donnèrent l'idée d'un Etat bien à eux. Dès 1915, les Britanniques les encouragèrent, leur promettant l'autonomie à défaut d'indépendance.

Le traité de Sèvres, en 1920, envisageait la création d'un Etat kurde, à souveraineté limitée. Avant qu'il pût prendre effet, survint la révolution kémaliste. Tout était à recommencer. En 1923, le traité de Lausanne rendit toute l'Asie mineure à la Turquie. On ne parla plus d'Etat kurde.

Plus libéral... et dur

En 1925, la vilayat turque de Mossoul fut attribuée à la Grande-Bretagne et rattachée au territoire mandaté d'Irak. Un article reconnaissait aux Kurdes l'usage de leur langue et le droit de participer à la gestion de la région. Ce statut privilégié n'empêcha pas des révoltes répétées, avant et après l'indépendance de l'Irak en 1932.

Après une relative accalmie, de 1975 à 1980, le cycle des révoltes et répressions s'enclencha à nouveau durant la guerre avec l'Iran. En 1988, Saddam Hussein décida d'en finir. Il y parvint... au prix de villages rasés, d'attaques à l'arme chimique et de populations déportées.



Depuis 1968, 200 000 Kurdes et 20 000 chrétiens d'Irak ont péri sous la répression. Le «sommet» a été atteint en 1988, lors d'un bombardement chimique faisant des milliers de victimes (photo). En Iran, 30 000 Kurdes ont été exécutés depuis 1980. Mercredi dernier, l'Association Suisse-Kurdistan revendiquait du Conseil fédéral le non-renvoi des requérants d'asile kurdes, sous peine de «non-assistance à un peuple en danger de mort.»

Keystone

HISTOIRE

Aïeux

Saladin, né en Syrie et vizir d'Egypte, reprit Jérusalem des croisés en 1187. Figure de légende et chef historique, il est, pour les Arabes, l'archétype du héros: Roland, Charlemagne et Richard Cœur-de-Lion tout en un. Saddam Hussein, dans sa mégalomanie, aime à se faire représenter comme le nouveau Saladin. Ironie terrible, pour celui qui ordonna le massacre de Halabja et les autres attaques chimiques contre les Kurdes de son propre pays, la destruction de milliers de hameaux et la déportation de dizaines de milliers d'habitants: Saladin (Salah al-Dine al-Ayyubi) était un Kurde.

L.G.

Calme iranien

En Iran, les Kurdes ont moins de problèmes. Leur langue, indo-européenne, et nombre de leurs coutumes sont assez proches de celles de la majorité persane. L'Iran est de toute façon un Etat pluri-ethnique. Les Perses ne représentent guère plus que la moitié de la population. Dans ce contexte, il fallait composer avec des peuples aussi différents que les Azéris et les Baloutches, les Lours, les Arabophones. Et... les Kurdes, grande minorité parmi d'autres. Au début de la révolution islamique en 1979, le Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI) a tenté de profiter de l'instabilité ambiante. Mais dès l'attaque irakienne de septembre 1980, ses harcèlements ont pratiquement cessé. Son chef, le Dr Ghassem-lou, s'est réfugié en France. Il sera assassiné à Vienne en juillet 1989. On ne sait toujours pas par qui.

L'Irak a essayé en vain d'attirer à lui les opposants kurdes iraniens. En revanche, en 1987, l'Iran a réussi le tour de force de réconcilier entre elles une demi-douzaine de factions de Kurdes irakiens, les amenant à former un seul Front démocratique du Kurdistan. De la gauche révolutionnaire aux traditionalistes, cette coalition est aujourd'hui un des noyaux de l'opposition irakienne en exil.

A moult reprises, l'Iran a servi de refuge à des dizaines de milliers de Kurdes irakiens fuyant les bombardements chimiques de l'aviation irakienne. Beaucoup sont restés déçus. On parle à nouveau de mouvements de populations.

Les relations entre la Turquie et la Syrie ont toujours été difficiles. Les Kurdes ont souvent été utilisés comme des pions dans ce jeu dangereux. Ainsi, la Syrie a soutenu le PKK, ouvertement jusqu'en 1987, plus discrètement depuis: par des camps d'entraînement dans la Bekaa, dirigés par des instructeurs palestiniens pro-syriens et par des facilités pour franchir la frontière.

En réaction, la Turquie a décrété, il y a un an, une zone de sécurité à la frontière sud, et évacué les habitants par milliers. L'affrontement le plus dur avec le PKK eut lieu en mars 1990 (13 partisans tués). Le refus de l'armée de rendre les corps provoqua une mini-insurrection et la répression monta d'un cran.

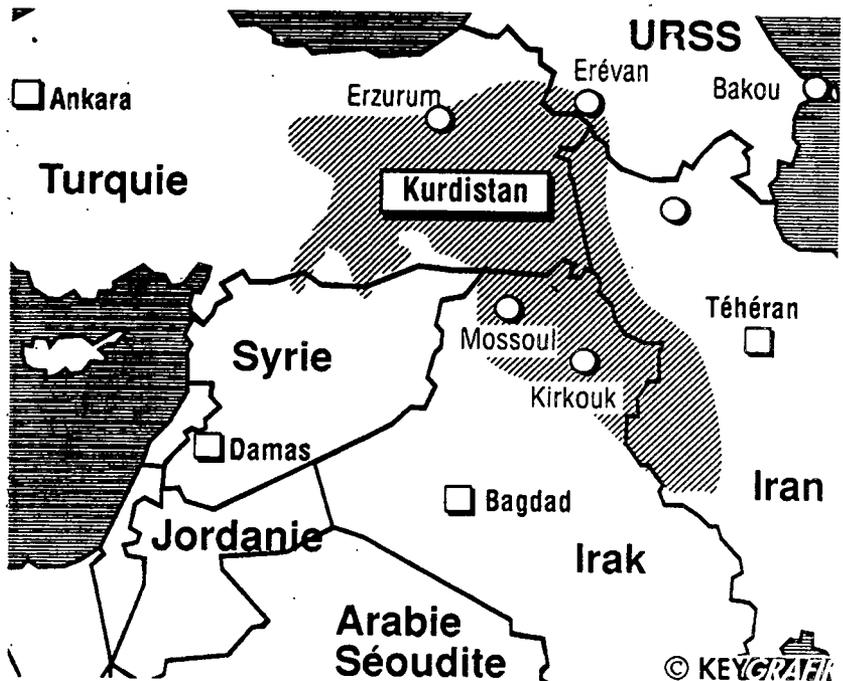
Avec l'engagement de la Turquie aux côtés de la coalition, la situation a pris une tournure nouvelle. Les activistes kurdes tiennent un langage dur envers le Gouvernement. Mais ils ne peuvent décemment pas soutenir l'Irak. En revanche, ils auraient leur part dans la panique née de la crainte de nouveaux bombardements chimiques, tant à la frontière que près de la base de l'OTAN, à Incirlik, d'où partent les avions américains.

Pas de danger

D'après des informations récentes de Diyarbakir, la grande ville du Kurdistan turc, il n'y a ni insurrection

générale ni danger imminent dans la région. La vie y est plus calme que l'été dernier. Pour l'heure, personne ne peut dire si les Kurdes sortiront grandes victimes ou vainqueurs relatifs de la deuxième guerre du Golfe. Liesl Graz.

FICHE SIGNALÉTIQUE



Combat inlassable

L'aire kurde s'étend sur des superbes régions montagneuses de cinq pays du Moyen-Orient. En Turquie les Kurdes sont 9 à 10 millions. En Iran: 5 à 6 millions. En Iraq: 4 millions. En Syrie: 600 000. En Union soviétique: 200 000. Soit quelque 20-25 millions en tout. La plupart des Kurdes sont des musulmans sunnites. Quelques tribus en Iran sont chiites. Il y a aussi une petite communauté de Kurdes juifs en Israël, venus d'Iran.

Le kurde est une langue indo-européenne assez proche du farsi (persan). Elle s'écrit en caractères arabes en Iraq et en Iran. Ces caractères lui conviennent aussi mal qu'au farsi. En Turquie, elle s'écrit en lettres latines.

Quelques partis

En Irak

- Les Barzanistes: une tribu dont les chefs traditionnels refusent de génération en génération toute allégeance au Gouvernement nominal. Le plus connu était mollah Mustafa Barzani, qui s'est battu pendant près de 40 ans jusqu'à sa mort, en 1979. Ses fils ont repris le flambeau.

- Le PDK ou Parti démocratique du Kurdistan: de gauche. Son chef Jalal Talabani fut accueilli tour à tour par la Syrie et l'Iran; aujourd'hui il est une figure de proue de l'opposition irakienne en exil.

En Iran

- Le PDKI, Parti démocratique du Kurdistan iranien. Pendant du précédent, actuellement très calme, il s'accommode relativement bien avec le Gouvernement iranien.

En Turquie

- Le PKK, ou Parti des travailleurs du Kurdistan. Gauchisant et violemment révolutionnaire, il est très actif dans le milieu des immigrés. Beaucoup de travailleurs kurdes partent de chez eux sans grandes convictions politiques. Une fois à l'étranger, ils sont recrutés par le PKK, proscriit. De ce fait, ils peuvent être inquiétés à leur retour. A l'inverse des autres mouvements, souvent issus des milieux assez favorisés, le PKK tire ses membres et ses chefs des classes les plus déshéritées.

L. G.

LA REVOLTE EN IRAK

LA REBELLION KURDE MARQUE DES POINTS

Paris, 19 mars - La bataille de Kirkouk, au nord de l'Irak, semble avoir tourné à l'avantage des Kurdes. Après une semaine d'âpres combats avec les forces gouvernementales irakiennes, cette ville pétrolière, située à 320 kilomètres au nord de Bagdad, serait tombée mardi aux mains de la rébellion. C'est, du moins, ce qu'a rapporté la radio de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPKI), citée par l'agence iranienne IRNA.

Des poches de résistance tenues par des éléments de l'armée irakienne subsistent à l'intérieur de Kirkouk, a souligné la "Voix de la rébellion irakienne". Selon la radio de l'UPKI, les forces irakiennes ont bombardé au napalm Kirkouk et sa région. Des bombes au phosphore auraient même été utilisées.

Une autre ville, Jalula, au nord-est de l'Irak, aurait également été conquise aux troupes restées fidèles à Saddam Hussein. La ville, selon la radio kurde, est entièrement sous le contrôle de la population.

Dans le sud et le centre du pays, les combats se poursuivent avec autant d'intensité entre les insurgés chiites et les forces loyalistes, affirme Radio Téhéran. La situation est telle que les camions transportant de la nourriture et des besoins de première nécessité ne peuvent approcher de plusieurs villes, engendrant de graves pénuries. De nombreuses personnes meurent de faim, précise la radio iranienne. Lundi, l'agence IRNA avait fait état de 12 000 personnes tuées lors d'affrontements dans les villes saintes de Nadjaf et Karbala.

Agence Central de Presse - Agence Central de Presse - Agence Cent

Agence Central de Presse - Agence Central de Presse - Agence Cent

LE FIGARO 19 mars 1991

Le « joker » de la rébellion kurde contre Saddam Hussein

Saleh Hadji Hossein dirige une armée de 7 000 combattants pechmergas réfugiés en Turquie. Près de Diyarbakir, ce chef de guerre attend avec impatience l'autorisation de se joindre aux combats.

Les combats se sont considérablement durcis dans le nord de l'Irak, selon la rébellion kurde. Les troupes de Bagdad auraient utilisé du napalm au moins sur les trois régions de Kêler, Kêstri et Jelaoura. Leur objectif étant de libérer la route stratégique Moesoul-Zahro et de lancer une contre-attaque. Selon l'agence officielle iranienne Irna, Saddam Hussein a « utilisé des armes chimiques à Bagdad contre les personnes qui ne veulent plus de son régime ». Des réfugiés revenant de la région de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, affirment que « les forces populaires ont enregistré de nouveaux succès » dans cette ville, en « prenant au piège les forces du gouvernement ».

DIYARBAKIR :
de notre envoyé spécial
Xavier GAUTIER

Accroupi sur un *killim* rapé, Saleh Hadji Hossein tend l'oreille vers un antique poste de radio à ondes courtes. Les

communiqués de victoire se succèdent. Une voix grésillante annonce : « Les pechmergas viennent de capturer la 33^e division irakienne. A tous les combattants : sortez les officiers du rang pour les envoyer déterrer leurs propres champs de mines. »

Une réserve opérationnelle

Saleh Hadji Hossein, quarante-quatre ans, est le chef des 35 000 pechmergas irakiens réfugiés en Turquie après le massacre des Kurdes au gaz par Saddam Hussein, à Halapja (Halepce), en 1988. Basé à moins de quatre heures de route de la frontière irakienne, il est le « joker » du combat sans merci que se livrent actuellement les Kurdes et les troupes de Bagdad dans le nord de l'Irak.

En attendant, il se contente de commenter les opérations militaires dans son quartier général du camp de Diyarbakir. Chaque jour, dit-il, les rebelles « libèrent de larges portions du territoire kurde. Chaque jour,

de nouvelles villes se soulèvent. Nos ennemis sont chassés, et des comités gouvernementaux kurdes se mettent en place ».

Mais Saleh Hadji Hossein reste lucide. « Les troupes de Saddam utilisent des hélicop-

pitale, sera totalement libérée. »

« Notre leader, Massoud Barzani, est actuellement en Irak, poursuit-il. J'attends le premier signe de sa part pour passer la frontière avec mes combattants. »

Black-out sur les camps

Le gouvernement turc répond toujours par une fin de non-recevoir à la demande des pechmergas de laisser partir au moins un petit détachement d'entre eux vers le nord de l'Irak. A l'annonce que le drapeau du Kurdistan rouge-or-vert flotte à la frontière Irako-turque, les autorités de Diyarbakir ont imposé un black-out total sur le camp des 11 000 réfugiés irakiens dans la métropole du Sud-Est turc. Le gouvernement d'Ankara avait laissé entendre que la réouverture de la frontière était pour bientôt, mais il a été visiblement pris de court par les succès kurdes en Irak. Et il craint maintenant que la « question kurde » ne déborde vers la Turquie.

tères de combat, reconnaît-il. Et il y a beaucoup de morts. » Les Irakiens sont au bord de l'épuisement. Mais c'est justement pour cela qu'ils sont dangereux. Saleh ajoute : « Je ne retrouverai mon optimisme que lorsque Kirkouk, notre ca-

Saleh Hadji Hossein a pris le maquis après que les Irakiens eurent tué son jeune frère. Il devient alors un des principaux chefs de guerre des pechmergas, en même temps que le responsable politique de la région de Zahro, stratégi-

quement très importante. Il est aussi un chef de clan. Depuis des générations, les Hossein sont très puissants dans l'extrême nord irakien. Sa famille possédait onze magasins à Zahro.

Depuis trois ans, le chét kurde vit dans une pièce de 25 mètres carrés, qu'il doit partager avec une autre famille. Il n'a aucune nouvelle de sa femme, restée avec ses deux fils en Irak. Saleh Hadji Hossein dirige une véritable armée de 7 000 hommes, le dixième des forces qui luttent actuellement en Irak. Ses trou-

pes sont quasiment la seule réserve opérationnelle des rebelles kurdes.

« Mes combattants sont âgés de 15 à 62 ans. Ils sont tous prêts au combat », déclare-t-il d'un ton martial. Durant trois ans, il les a entraînés, au nez et à la barbe des gardiens turcs du camp de Diyarbakir. Comme leur chef, les pechmergas brûlent de filer vers le sud.

Selon Saleh Hadji Hossein, les pertes du côté kurde seraient très importantes, mais la région frontalière avec la Turquie serait totalement sous le

contrôle des rebelles. Ces derniers seraient en train d'attaquer la ville de Mossoul par le nord et l'est. Vendredi matin, Saleh confiait que les forces du général kurde Melazem Ali étaient désormais à une poignée de kilomètres de Zahro. L'offensive paraissait imminente.

La seule crainte du leader pechmerga : arriver trop tard pour entrer en vainqueur dans sa région natale. C'est pourtant dans ce seul but qu'il se bat depuis trente ans.

X. G.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE March 20, 1991

Kurds Claim Capture of Iraqi Oil Center

Loss Seen As Setback For Hussein

By William E. Schmidt
New York Times Service

CAIRO — Kurdish rebels in northern Iraq say they have captured the city of Kirkuk, a major oil production center and Iraq's fourth largest city, after heavy fighting with government troops, according to the Iranian news agency.

There was no way to confirm the report which, if true, would mark a major setback for President Saddam Hussein, who has been battling an insurrection in both the north and south of Iraq since the end of the Gulf war on Feb. 28.

[A State Department spokesman, Richard A. Boucher, said in Washington that heavy fighting in the north was continuing and that dissidents appeared to have made further gains, but he said that the United States could confirm the reports that Kirkuk was in rebel hands.]

The Kurds, who have long fought for their autonomy, also threatened to blow up dams in the mountains far north of Baghdad,

and flood downstream cities, if government troops used chemical weapons on insurgents in Kurdistan. In 1988, an estimated 5,000 civilians died near the Iranian border when Iraq used poison gas to put down a rebellion among Kurds.

Officials in Baghdad did not respond to the Kurdish claim that they had taken Kirkuk. But in an interview published in Iraq, the speaker of the Iraqi parliament insisted the overall situation inside the country was "getting better speedily," despite reports of fighting and unconfirmed claims that tens of thousands of Iraqi soldiers had deserted to the rebel side.

Saadi Mehdi Saleh, a member of Mr. Hussein's ruling Ba'ath Party, also promised a nationwide referendum soon in which voters will help shape a new national constitution, one of several democratic changes promised last weekend by Mr. Hussein.

Mr. Hussein and his spokesman have depicted the insurrection in the south as the work of traitors, foreign saboteurs and infiltrators from neighboring Iran, which has formally sided with the opposition forces and called on the Iraqi leader to step down.

No one really knows what is happening inside Iraq, amid rebel claims and government counterclaims. For example, nothing more has been heard of

rebel boasts Sunday that they were within 20 kilometers (12 miles) of Baghdad, and marching on the city.

And three days after Mr. Hussein declared that he had crushed the opposition in the mostly Shiite Muslim districts of southern Iraq, reports of fighting continue in the area, with rebels saying they are still holding several towns.

But there was one indication Tuesday that Iraqi troops may be making good on one of the president's claims. According to Reuters, Iraqi Army deserters interrogated by U.S. troops at a Kuwait border crossing reported that Republican Guard troops and tanks were now in control of Basra, the nation's second largest city, and were conducting house-to-house searches for rebels.

In Tehran, Iranian radio reports quoted refugees fleeing Basra as saying that the city was without food or water and that streets were filled with corpses.

Thirty thousand refugees have fled into Iran in recent weeks to escape the rebellion in southern Iraq, the director-general of the World Health Organization, Hiroshi Nakajima, said Tuesday in Geneva. During a tour of Iranian borders, he said he saw children whose bodies bore burns that allegedly were the result of napalm weapons used by Iraqi troops.

Syrian Radio said that fighting

had spilled into the Tikrit, the hometown of Mr. Hussein, and that several unnamed aides and relatives of the Iraqi president have been either killed or detained by rebels.

The report, monitored by the BBC, said that the son of the former Iraqi president, Marshal Ahmad Hassan Bakr, whom Mr. Hussein forced from power in 1979, has taken control of parts of Tikrit, which is about 145 kilometers northwest of Baghdad.

While reports from the government-controlled press in Baghdad have described efforts in recent days to restore order in the south of the country and begin reconstruction, little has been said about the situation in the Kurdish provinces of the north.

The U.S. State Department has confirmed reports in recent days that wide areas of Kurdistan are in the control of Kurdish forces. But reports also indicate that government troops are fighting back.

According to the reports on Iranian radio, monitored by the BBC, the Iraqi forces used napalm and phosphorous bombs in their effort to retain Kirkuk.

But the Kurds say that have taken over major establishments in Kirkuk.

Later, Tehran radio said that Kurdish rebels have also captured the town of Arbil.

LIBÉRATION 20 mars 1991

La rébellion des Kurdes prend de l'ampleur

Alors que Saddam Hussein annonçait, samedi, avoir écrasé l'insurrection, il semble que les rebelles contrôlent de larges parties des régions à prédominance kurde dans le nord et le nord-ouest de l'Irak.

Bagdad est prêt à remettre à l'ONU tous les avoirs koweïtiens, à restituer au Koweït tous ses avions civils non détruits ainsi que les objets d'art volés lors de l'occupation. C'est ce qu'indiquent trois lettres de l'ambassadeur irakien à l'ONU adressées au président du Conseil de sécurité. Serait-ce le début de l'application effective de la résolution 686 du 2 mars? Parmi les conditions au cessez-le feu, figurait notamment la restitution de tous les biens volés au Koweït et le retour des 30000 Koweïtiens détenus en Irak. L'ambassadeur du Koweït aux Nations unies avait pour sa part chiffré à quelque 100 milliards de dollars l'ensemble des biens volés à l'Etat koweïtien, auxquels il convenait d'ajouter selon lui un manque à gagner de 120 millions de dollars par jour du fait de l'incendie d'environ 500 puits de pétrole.

Au même moment, la répression de la rébellion en Irak se poursuit. Si Saddam Hussein avait annoncé samedi «l'écrasement» de l'insurrec-

tion, les combats semblent aujourd'hui toujours aussi violents. Selon Washington, les rebelles contrôlent une grande partie du Kurdistan. Le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher, indique que les «dissidents kurdes semblent contrôler de larges parties des régions à prédominance kurde dans le nord et le nord-ouest du pays», notamment les agglomérations d'Irbil et Suleymanya. L'agence iranienne Irna, citant une radio des maquisards kurdes, annonce la prise de la ville de Kirkouk. L'agglomération serait, selon les rebelles, actuellement bombardée «au napalm et au phosphore» par l'armée irakienne. Une radio de l'opposition irakienne captée par la BBC à Londres, estime que la ville de Jaloula, dans le nord-est kurde, est elle aussi aux mains de la population.

Pour le porte-parole américain, les combats continuent également dans le sud du pays à majorité chiite, le long des cours du Tigre et de l'Euphrate, et aux alentours des villes saintes de

Kerbala et Najaf. A Téhéran, le Conseil suprême de sécurité nationale a exprimé «sa sérieuse préoccupation devant l'ampleur des affrontements et la répression croissante de la révolte en Irak». Radio-Téhéran cite un réfugié irakien selon lequel «les rues de la ville de Bassora sont jonchées de cadavres».

Pourtant, les dirigeants irakiens continuent d'affirmer qu'ils ont gagné la guerre et s'abritent derrière des déclarations sur la démocratisation et la reconstruction de leur pays. A la veille de la session extraordinaire du Parlement irakien, le président de l'Assemblée nationale, Saadi Mahdi Saleh, affirme que la «constitution sera très prochainement mise en application pour consolider et approfondir la démocratie» en Irak. Samedi soir, Saddam Hussein avait déjà annoncé la formation d'un nouveau gouvernement chargé de veiller à la reconstruction de l'Irak et à la conduite du processus constitutionnel devant amener à l'instauration du multipar-

tisme. Selon Saadi Maaleh, «la situation s'améliore rapidement».

Les alliés, eux, préparent un texte de résolution qui devrait être proposé à l'ONU en fin de semaine pour imposer à l'Irak de sévères conditions pour qu'un cessez-le-feu puisse être signé et en conséquence pour que les forces alliées évacuent le sud de l'Irak qu'elles occupent. Lundi soir, George Bush déclarait qu'il y avait des «raisons d'espérer» une paix globale au Proche-Orient tout en soulignant qu'il fallait faire vite. Un haut responsable américain, Robert Gates, numéro deux du Conseil de sécurité, a présenté hier dans une interview à la télévision américaine Fox, un projet d'une future structure de la sécurité dans le Golfe. Il évoquait l'établissement d'une force des Nations unies le long de la frontière irako-koweïtienne, le stationnement d'une force interarabe au Koweït et «des accords entre les Etats-Unis et les autres Etats de la région pour leur apporter un appui».

A.G.U. avec AFP et Reuter

Agence Central de Presse — Agence Central de Presse

ACPO79 PR:03 FEX W IRAK

257

LA SITUATION EN IRAK

ACP/TELPRESSE

LA CHASSE AMERICAINE ABAT UN AVION IRAKIEN

Paris, 20 mars - Les Etats-Unis ont mis leur menace à exécution. Un F-15 américain a abattu, mercredi, au nord de Bagdad, un chasseur-bombardier irakien SU-22, destiné vraisemblablement à mater l'insurrection en Irak. L'incident, le premier du genre depuis le 28 février, date du cessez-le-feu provisoire dans la guerre du Golfe, s'est produit presque au-dessus de Takrit, le village natal de Saddam Hussein.

Dimanche, les responsables militaires américains avaient averti Bagdad qu'ils détruiraient tout appareil irakien qui violerait les conditions du cessez-le-feu. Aux termes de celui-ci, les avions à ailes fixes et les hélicoptères de combat irakiens doivent en effet rester au sol. Mardi, Washington avait, par ailleurs, accusé l'Irak d'utiliser des hélicoptères contre la rébellion kurde dans le nord du pays. "Nous ne reprenons pas les hostilités. Nous ne repartons pas en guerre. Nous suivons simplement le cessez-le-feu tel qu'il a été stipulé aux Irakiens", a déclaré, mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater.

En outre, Jalal Talabani, l'un des chefs de l'opposition kurde en Irak, a accusé l'aviation irakienne d'avoir bombardé et enflammé, mardi, les puits de pétrole de la ville de Kirkouk qui vient d'être conquise par les insurgés kurdes. Jalal Talabani a également réclamé une "intervention rapide de la communauté internationale" pour éviter que se reproduise la "tragédie d'Halabja", cette ville kurde gazée en mars 1988 par l'aviation de Saddam Hussein.

Le Figaro 20 mars 1991

Irak : essoufflement au sud, mais les insurgés affirment progresser au nord

Kurdes : le combat des oubliés de l'histoire

Totalement ignorés lors du dépeçage de l'Empire ottoman, Kurdes de Turquie d'Irak ont accumulé révoltes, répressions et erreurs stratégiques

Les Kurdes dérangent tout le monde. C'est, dit en termes peu diplomatiques, la stricte réalité. A croire que ce peuple est « de trop » dans cette région stratégique aux confins de civilisations riches et anciennes : la turque, la persane, l'arabe. Sans parler de l'Em-

PAR CLAUDE LORIEUX

pire russe : Moscou a également sa minorité kurde (200 000 individus ?).

Ils gênent à plus d'un titre :

- D'abord, parce qu'ils sont nombreux : entre 25 et 30 millions au total, répartis sur 410 000 km² alors que l'Irak a 45 millions d'habitants, la Turquie, 55 millions, l'Irak, 19 millions et la Syrie, 13 millions.

- Ensuite, parce qu'ils sont proportionnellement nombreux dans chacun de ces pays : un million en Syrie, quatre millions en Irak, huit millions en Iran et douze millions en Turquie.

- Surtout, parce qu'ils sont différents, ce qui est, a priori, un handicap, voire une tare. Et pas seulement au Proche-Orient en cette fin du XX^e siècle ! Les rois qui ont fait la France et les régimes qui ont prolongé leur œuvre unificatrice ne pensaient pas autrement. Les Kurdes sont « autres ». Descendants directs des Mèdes, un peuple indo-européen comme les Iraniens, ou produit du métissage d'une population locale et des envahisseurs successifs, ils ne sont, en tout cas, ni turcs, ni persans, ni arabes.

Leur langue est proche du persan, ou du pachtout, l'idiome de l'ethnie afghane la plus importante. Au VII^e siècle, les tribus kurdes résistèrent farouchement aux « cavaliers d'Allah » qui déferlaient le Coran dans une main, le cimeterre dans l'autre. On se battit autour de Mossoul et de Takrit (la ville de Saddam Hussein). Déjà !

Les Kurdes se convertirent

à l'islam. Exception faite de quelques tribus chrétiennes (8 % de la population, selon certaines estimations), ils sont sunnites. C'est la religion du plus grand nombre en Turquie et celle de la minorité arabe au pouvoir en Irak depuis l'indépendance. Ils sont, en revanche, minoritaires en tous points dans l'Irak, où les chiites représentent plus de 90 % de la population. Leur drame, c'est la chute de l'Empire ottoman. Ils y vivaient sous la férule de maîtres exigeants et durs, mais (ceux d'Irak exceptés), rien ne les divisait.

Il n'y avait pas de frontières ! Les tribus vivaient leur vie. Et, quand il le fallait, elles « payaient de leur personne » au service du sultan. Les Kurdes de Turquie ont trempé directement dans le massacre des Arméniens entre 1915 et 1918.

Un intellectuel libanais, qui souffrait de voir son pays à l'agonie, déclarait dernièrement : « *Quel gâchis ! Nous*

avons, grâce à la France notamment, bénéficié d'une chance que n'ont eue ni les Arméniens, ni les Palestiniens, ni les Kurdes : celle d'avoir un Etat à nous. » Sans protecteur puissant, les Kurdes figurent au nombre des « floués » du partage de l'Empire ottoman. Ils n'ont même pas eu un « foyer » comme celui que la déclaration Balfour promet aux juifs.

Le traité de Lausanne (1923) ignora superbement les promesses d'« autonomie locale » promises aux régions kurdes par le traité de Sèvres (1920). Ces « oubliés » s'expliquent par les priorités des héritiers de l'Empire. Mustapha Kemal voulait un Etat unitaire. La langue turque devient la seule langue officielle. L'Empire britannique hérite de la Mésopotamie, qui allait devenir l'Irak. L'essentiel était le pétrole de Mossoul : un pactole à ne pas laisser entre les mains d'un Etat kurde, aussi incontrôlable que les tribus qui l'auraient composé.



Depuis le VII^e siècle, où ils résistèrent aux « cavaliers d'Allah », les Kurdes n'ont jamais cessé de combattre tout envahisseur, comme ils se sont toujours opposés à tout partage de leur territoire. (Photo J. Nicolas/Sipa-Press.)



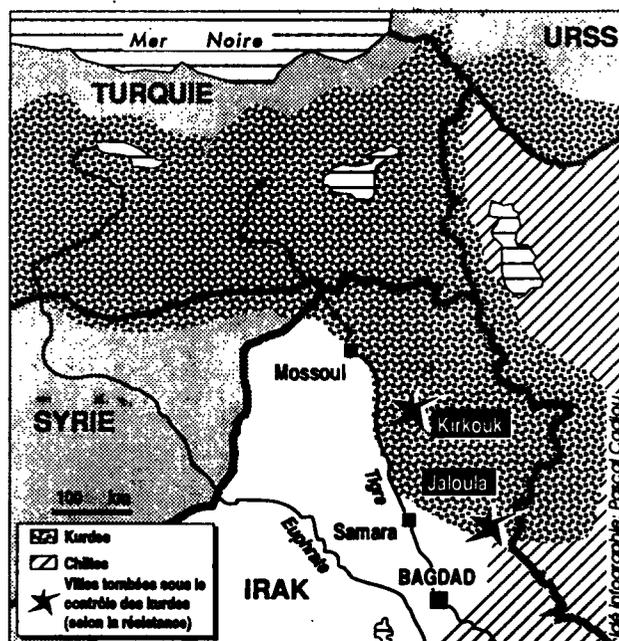
Les combattants kurdes contre Saddam Hussein Ils annoncent chaque jour des victoires contre l'armée fidèle au rais. Hier, une radio encore inconnue, « La Voix de l'Irak en rébellion », captée par la BBC, annonçait la chute de Jaloula, dans le nord-est du pays, près de Khanaqin déjà aux mains des rebelles. (Photo Sipa)

Désormais, l'histoire du peuple kurde sera une longue litanie de révoltes, de répressions, d'espoirs déçus. De terrorisme aussi : la dynamite est l'argument de ceux auxquels les puissances n'opposent que la raison d'État. Turquie, Irak, Iran : les trois principaux pays concernés par le dossier kurde vivent des expériences comparables.

La République turque connaît trois grandes révoltes avant la Seconde Guerre mondiale : 1925, 1930, 1937. En 1925, Sabiha Geokçen, héroïne de l'aviation turque, participe à la répression. Scénario comparable en Irak où la jeune Royal Air Force mate quatre insurrections anti-anglaises, entre 1922 et 1930. « Cousins » des Kurdes, les Iraniens furent parfois moins brutaux. Pourtant, les révoltes des années 1920 et 1930 furent écrasées comme ailleurs.

La République de Mahabad

Un événement a marqué l'histoire des Kurdes : la naissance, en 1946, de la République de Mahabad, une ville iranienne de 15 000 habitants. Elle naquit grâce à une aide soviétique limitée et disparut au bout de dix mois sous les coups de boutoir de l'armée de Téhéran. Moustapha Barzani découvrait l'égoïsme sacré des Grands, en l'occurrence l'URSS, ce qui ne l'empêchera pas, vingt ans plus tard, de se laisser « piéger » par les États-Unis.



La CIA l'armera avant de le laisser tomber, en 1975. Tout comme le chah ! Après avoir encouragé la révolte kurde contre Saddam Hussein, l'empereur conclut avec l'homme fort de Bagdad l'accord d'Alger qui lui valait un redressement de frontière avantageux sur le Chatt al-Arab.

Guerriers hors pair, les Kurdes manquent souvent de sens politique ! A chaque occasion, ce sont les populations qui souffrent. Sans que d'ailleurs les pleureurs professionnels du Proche-Orient et d'Oc-

cident, à quelques exceptions près, s'attardent à ces accumulations d'horreurs :

● Turquie. Jusqu'aux récentes décisions du président Ozal, les Kurdes sont une véritable « ethnie invisible », ce qui n'empêche pas des personnalités kurdes de gravir, en tant que citoyens turcs, les échelons du pouvoir. Le PKK, parti ouvrier du Kurdistan, conduit une guérilla impitoyable.

Il menace l'État dans les années qui précèdent le coup de 1980. Il massacre. Un exemple, parmi des dizaines : le village de Pinarçik, où les terroristes abattent, en juil-

let 1987, 33 personnes, dont 14 enfants. La répression est très dure. La prison de Diyarbakir est longtemps un haut lieu de l'horreur carcérale.

● Iran. Dès 1979, Khomeyni lance ses Gardiens de la révolution contre les Kurdes de Ghassemlou, qui sera d'ailleurs assassiné mystérieusement à Vienne, en 1989. Il voulait l'autonomie. La guérilla se prolonge durant la guerre entre l'Iran et l'Irak, Bagdad et Téhéran soutenant chacun les opposants kurdes de leur ennemi.

● Irak. L'autonomie accordée en 1970 donne aux Kurdes la possibilité, assez formelle, d'élire une assemblée régionale. Mais l'on joue « La Mouette » de Tchekhov en kurde à Suleimanieh ! Saddam Hussein ne pardonne pas aux chefs kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani, leur soutien à l'Iran.

En mars 1988, il bombarde au gaz moutarde la bourgade d'Halabja : 5 000 morts. Août 1988, sitôt le cessez-le-feu avec Téhéran, il envoie ses « colonnes infernales » au Kurdistan. Des centaines de villages (5 000, selon les Kurdes), et une ville de 70 000 habitants, Qala Diza, sont rasés.

Le châtiment était féroce. La révolte pourtant a repris à travers la montagne kurde. Il y a trois semaines, à Damas, un leader kurde me confiait : « Nous renforçons nos pechmergas (combattants). Pour être prêts. Pas pour combattre. Ça serait trop dangereux. On a trop payé en 1975, en 1988. Il ne faut pas que cela recommence. »

Il ajoutait : « Nous ne demandons pas un État indépendant. Il faudrait changer les frontières de cinq pays. C'est irréaliste. Mais s'il y a une conférence sur le Proche-Orient, il faut y discuter du problème kurde. »

Il n'est, toutefois, pas certain que la décision appartienne à ceux qui, aujourd'hui, se battent contre l'armée du maître de Bagdad.

C. L.

Kirkouk serait aux mains des rebelles

Mais Bassorah aurait été reprise par les troupes de Saddam. Selon le Pentagone, les alliés détiendraient trois « criminels de guerre » irakiens.

La ville de Kirkouk, principale cité pétrolière du nord de l'Irak, est « tombée aux mains des forces de l'opposition irakienne mardi matin », a affirmé hier l'agence officielle irakienne Irna.

Citant la radio de l'« Union patriotique du Kurdistan » d'Irak, Irna a indiqué que « les forces armées populaires se sont emparées des principaux établissements de la ville kurde », qui subirait des « bombardements au napalm et au phosphore » de la part de l'armée irakienne. La province de Kirkouk est historiquement revendiquée par l'ensemble des mouvements kurdes, mais ne compte pas, administrativement, parmi les trois provinces du Kurdistan (Souleimanieh, Erbil et Dohouk).

Jaloula, autre agglomération kurde du nord-est de l'Irak, est également « passée sous le contrôle de la population », a affirmé de son côté la « Voix de l'Irak en rébellion », une radio - inconnue jusqu'à présent - captée par la BBC à Londres.

Les informations sur l'évolution des combats dans le sud du pays semblent, en revanche, indiquer que les rebelles chiites ont perdu le contrôle de Bassorah, la deuxième ville de l'Irak. Selon des déserteurs arrivés hier à un avant-poste américain, la Garde républicaine, fidèle à Saddam Hussein, fouille la ville maison par maison et y a déployé de nombreux chars.

« Bassorah est envahie de cadavres. Il n'y a ni vivres, ni eau », a indiqué hier Radio-Téhéran, citant un réfugié irakien, alors que l'opposition chiite prétend que ses forces contrôlent encore 40 % de la cité et tiennent toujours les

villes de Kut, Amara et Nassiriya.

Brûlures au napalm ?

La guerre civile, en tout cas, a déjà provoqué l'exode de quelque 30 000 Irakiens vers l'Iran, où ils sont notamment confrontés à un manque d'eau potable.

Hier, à Genève, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Hiroshi Nakajima, a indiqué que la majorité des 7 000 réfugiés qu'il a vus dans trois camps au Khouzistan (Sud-Ouest iranien) sont des femmes et des enfants. « Les hommes restent (en Irak) pour combattre, comme ça se passe pour les réfugiés d'Afghanistan ou du Cambodge », a-t-il déclaré.

Il a indiqué que certains enfants lui avaient montré des traces de brûlures, attribuées par les réfugiés à l'emploi de napalm par les troupes de Saddam Hussein contre l'insurrection chiite.

A Bagdad, le président de l'Assemblée nationale irakienne, Saadi Mahdi Saleh, a affirmé que « la Constitution sera très prochainement mise en application pour consolider et approfondir la démocratie » en Irak, rapportait hier le quotidien Al-Iraq.

Cette déclaration intervient à la veille de la réunion du Parlement irakien en session extraordinaire, sur un ordre du jour non précisé. Samedi soir, Saddam Hussein avait annoncé la formation prochaine d'un nouveau gouvernement chargé de veiller à la reconstruction du pays et à la conduite d'un processus constitutionnel pour l'instauration du multipartisme.

De son côté, le Koweït demande que Saddam Hussein soit jugé pour crimes de guerre, a déclaré hier, à New Delhi, Abdul-Rahman al-Awadi, ministre d'État chargé des Affaires gouvernementales.

A Washington, un porte-parole du Pentagone a affirmé que trois militaires irakiens, « dont les noms coïncident » avec ceux de criminels de guerre connus, sont actuellement aux mains des alliés. Selon Peter Williams, leur sort dépend de l'ONU ou de la coalition.

M. Williams a d'autre part lancé un nouvel avertissement à Bagdad : les vols d'hélicoptères seront désormais considérés comme « une menace contre les forces alliées ». (AFP, Reuter.)

L'Humanité 20 mars 1991

DEUX JOURNEES DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE

Samedi dernier les familles kurdes réfugiées dans le Tarn ont organisé une journée culturelle précédant, lundi 18 mars, un rassemblement place du Vigan pour se souvenir des massacres à l'arme chimique (18 mai 1988) des Kurdes de Halabja

LE Comité de soutien au peuple Kurde a été créé en 1988, après les événements de Halabja qui, le 18 mars 1988, faisaient 5.000 morts. Saddam Hussein et ses bombes chimiques avaient frappé. Trois ans après les Kurdes réfugiés dans la région albigeoise veulent se souvenir et faire connaître leur culture.

Comment mieux se connaître, qu'en se rencontrant autour de faits culturels simples et significatifs. Deux artistes peintres Ramzi et Rebwar, tous deux formés aux Beaux Arts de Bagdad nous ont donné à découvrir leurs oeuvres. Ils ont vécu les durs moments des bombardements, ils ont été partisans et se restent par

leur mode d'expression. Pour l'un très attaché à ses compatriotes, qu'il en conserve les regards, la gravité. Le second nous entraîne dans des paysages apocalyptiques de feu, de bombardements, qui parfois peuvent nous faire penser au célèbre "Guernica" de Picasso.

Cette exposition est encore visible aujourd'hui à la Maison de Quartier de Cantepau d'Albi.

Samedi soir, un repas kurde était ensuite servi à deux cents convives. La cuisine est le plus convivial des faits culturels et il fut fort apprécié.

La musique traditionnelle ne pouvait que conclure cette journée de fête. Concert de balaban (flûte), saz

(instrument à corde), dimbik (tambour en bois ou terre cuite) rythmant les musiques de jour ou de nuit.

Au-delà de la langue, la peinture, la cuisine, la musique sont les modes d'expressions universels qui permettent à tous les peuples de la terre de se comprendre, de s'apprécier.

Après la fête, le Comité de soutien et les familles kurdes ont voulu se souvenir et rappeler le génocide d'Halabja.

C'est le sens du rassemblement silencieux qui a eu lieu lundi 18 mars, jour anniversaire et journée internationale du peuple Kurde, à 18 heures sur la place du Vigan d'Albi.

Bernard Moré

la Repubblica Mercoledì 5 MARZO 1991

Anche il centro petrolifero di Kirkuk caduto nelle mani dei rivoltosi. L'appoggio dell'Iran I curdi avanzano e Saddam usa i gas

L'Iran sostiene sempre più apertamente la rivolta sciita e chiede la cacciata del rais: 'Un governo islamico per l'Iraq'

I curdi: "Abbiamo preso Kirkuk"

*Per difendere il ricco centro petrolifero
l'esercito di Saddam usa gas e napalm*

nostro servizio

TEHERAN - La capitale del Kurdistan, Kirkuk, è nelle mani della rivolta. I curdi hanno conquistato la città dopo un lungo assedio. Per difendere l'importante centro petrolifero l'esercito di Saddam, secondo i ribelli, avrebbe usato ogni tipo di armi compresi gas venefici e napalm provocando migliaia di morti. Nel Sud del paese la guerriglia sciita è all'offensiva. Bassora, seconda città del paese, è stata ridotta secondo le testimonianze a un «gigantesco obitorio a cielo aperto», e migliaia di cadaveri giacciono abbandonati per le strade.

Dopo tre giorni di assedio Kirkuk, la capitale petrolifera del Kurdistan, è caduta nelle mani dei ribelli. Secondo quanto diffuso dai portavoce dell'Unione patriottica del Kurdistan, migliaia di insorti curdi hanno partecipato all'assalto contro la città tenuta dagli uomini di Saddam che avevano avuto ordine di usare qualunque arma per evitare la ritirata. Nelle ultime dodici ore, secondo la radio dell'«Unione patriottica del Kurdistan», la città - dove transitava un terzo dell'intera

produzione petrolifera irachena - è stata sistematicamente bombardata con napalm e gas venefici al fosforo provocando un altissimo numero di vittime fra la popolazione civile. Ora i guerriglieri temono che l'esercito di Saddam possa colpire la città con i missili Scud ed hanno avvertito che in questo caso non esiteranno a far saltare le dighe sul fiume Diyala e travolgere Baghdad con una gigantesca inondazione. I missili terra-terra sono già stati usati, secondo i ribelli, contro numerose cittadine curde ma gran parte del Kurdistan iracheno sarebbe ormai nelle mani degli insorti. Secondo la stessa fonte, un intero battaglione dell'esercito regolare che avrebbe dovuto difendere Kirkuk si è unito alla rivolta.

Il portavoce del movimento guidato da Jalal Talabani ha anche fornito una nuova versione sulla situazione a Mossul, terza città per importanza dell'Iraq, nel nord del paese. Fonti rivoluzionarie avevano affermato che era controllata dagli insorti e una manifestazione contro Saddam avrebbe portato nelle strade migliaia di cittadini. L'esercito per rappresaglia avrebbe preso numerosissimi curdi, addirittura 20.000, in ostaggio per servirne come scudi umani.

Nel sud del paese i profughi giunti in Iran dall'Iraq meridionale parlano di «cumuli di morti» nelle strade, in particolare a Bassora, e affermano che c'è assoluta mancanza di cibo, medicinali e combustibile. I ribelli sciiti informano che le loro truppe stanno resistendo ad un'offensiva sferrata su tre direttrici dall'esercito governativo contro le città di Bassora, Kerbala e Tannuma.

Drammatica la situazione a Bassora. Secondo un gruppo di profughi la città è un gigantesco «obitorio a cielo aperto». Sahid Shaban, un meccanico egiziano fuggito dalla città irachena lunedì, ha raccontato che le strade sono ingombre dei cadaveri di cinquemila vittime della rivolta contro il regime: «La città rigurgita di morti, i cani li divorano, non c'è cibo né acqua», ha raccontato l'uomo. «Quan-

do stavamo lì mangiavamo il cibo per gli animali», ha proseguito, «lo tritavamo e poi lo mangiavamo insieme all'acqua di mare».

Il sostegno iraniano alla rivolta sciita nel sud del paese trapela dalle dichiarazioni dei maggiori leader del paese. La guida spirituale dell'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, ha preannunciato il prossimo avvento in Iraq di un governo «islamico» mentre il presidente della repubblica Hashemi Rafsanjani ha chiesto a gran voce la cacciata di Saddam. E il ministro degli Esteri Ali Akbar Velayati ha chiesto, durante un colloquio con il sottosegretario italiano Claudio Lenoci «alle organizzazioni internazionali di sostenere la rivolta in Iraq». Nel corso dell'incontro con Lenoci che si trova a Teheran per preparare la prossima visita del ministro De Michelis, che sarà in Iran dal 27 al 29 marzo, Velayati ha sostenuto che «è un diritto inalienabile del popolo iracheno decidere il proprio destino».

Il regime di Saddam nel tentativo di giustificare le difficoltà innescate dalla rivolta gioca la carta propagandistica di una nuova «cospirazione internazionale contro il grande Iraq». Secondo il quotidiano del regime «Al-Joumhouria», i disordini sono innescati «da gruppi di criminali, demagoghi, dissidenti e ladri che aprono una nuova pagina della cospirazione internazionale contro l'Iraq».

I dirigenti iracheni fanno riferimento al monito americano a non usare elicotteri e gas venefici contro la ribellione. L'uso di aerei e elicotteri potrebbe essere considerato una «minaccia per le forze della coalizione» e provocare una risposta armata. Anche il presidente Usa George Bush, nel corso di un incontro con i parlamentari rispondendo a domande sul possibile intervento americano se Saddam dovesse usare le armi chimiche contro i ribelli, ha affermato che «chiarirà la sua posizione nel prossimo futuro». Una risposta che lascia aperta la porta ad un nuovo intervento delle forze americane.

CORRIERE DELLA SERA MERCOREDI 20 MARZO 1991

Saddam è impotente di fronte alla rivolta che da nord a sud ha conquistato un terzo dell'Irak

Bandiera curda su Kirkuk

I ribelli annunciano la conquista della capitale del petrolio

La Guardia repubblicana sembra aver perso il controllo delle regioni settentrionali - La guerriglia minaccia di allagare Bagdad in caso di attacco con armi chimiche - In Kuwait intanto si scatena la vendetta contro i palestinesi

BAGDAD — La guerra civile in Irak sembra giunta a una svolta: i guerriglieri curdi hanno annunciato di aver conquistato Kirkuk, la più importante cassaforte dell'oro nero di Bagdad. Fonti dell'opposizione sostengono che, dopo una furibonda battaglia, l'ultima guarnigione della Guardia si è arresa. Ora nell'intera regione resterebbe soltanto un drappello, praticamente accerchiato, delle truppe rimaste fedeli al dittatore. E la

rivolta antigovernativa sembra adesso spingersi verso Mosul.

Se queste notizie dovessero essere confermate, per Saddam sarebbe la vigilia del tracollo. Il dittatore per difendersi, dopo aver fatto ricorso alle bombe al napalm, potrebbe utilizzare le armi chimiche. Se lo farà, i ribelli minacciano di far saltare le dighe di Dokan e di Darbandikhan: seguirebbe una catastrofica alluvione di Bagdad.

La situazione nelle regio-

ni meridionali resta confusa: i profughi descrivono Bassora come una città fantasma, con le strade piene di cadaveri e con i sopravvissuti costretti a mangiare il cibo per animali e a bere acqua stagnante.

Notizie inquietanti giungono anche dal Kuwait liberato dalle forze alleate. I palestinesi, accusati di aver collaborato con le forze di occupazione, sono ora perseguitati dai kuwaitiani che minacciano di

giustiziare per crimini di guerra 600 tra soldati iracheni e palestinesi. Amnesty International ha deciso di avviare un'inchiesta e Arafat ha chiesto l'intervento della Croce rossa internazionale.

Per l'inizio del Ramadan il leader dell'Olp ha inviato un messaggio di sostegno a Saddam in cui invoca la benedizione di Allah sulla sua battaglia e conclude con le parole: «Insieme verso la vittoria e la liberazione di Gerusalemme.

I curdi: «Ai gas risponderemo facendo saltare le dighe intorno a Kirkuk»

Saddam promuove con urgenza referendum costituzionale e nuovo governo

DAL NOSTRO INVIATO

AMMAN — Saddam Hussein aveva investito tutto sulle Forze armate, sulla repressione e naturalmente sul petrolio. Le Forze armate sono decimate, dopo la guerra contro gli alleati. La repressione, pur feroce, non è più sufficiente a placare una rivolta ormai inarrestabile. Ora il rais sta perdendo anche il petrolio.

Secondo fonti dell'opposizione, i guerriglieri curdi sono riusciti a conquistare i pozzi di Kirkuk, la più importante cassaforte dell'oro nero di Bagdad. La «Radio dell'Irak libero» sostiene che, dopo una furibonda battaglia, l'ultima guarnigione si è arresa e settanta soldati fedeli a Saddam sono stati catturati. Nell'intera regione resterebbe soltanto un drappello della Guardia repubblicana.

Se la caduta di Kirkuk diventasse ufficiale, per il dittatore sarebbe la vigilia del tracollo. Dai pozzi del Kurdistan, prima dell'inizio dell'embargo, uscivano infatti, ogni giorno, 800.000 barili di petrolio, oltre un terzo della ricchezza irachena. Forte di questi successi,

l'opposizione ha deciso di intensificare le operazioni per accelerare la fine di Saddam. Il quale, dopo aver fatto abbondante ricorso alle bombe al napalm, potrebbe utilizzare le armi chimiche.

«Ma se deciderà di usarle, faremo saltare le dighe di Dokan e di Darbandikhan, che si trovano rispettivamente a nord-est e a est della liberata Kirkuk», ha detto un portavoce curdo. Vorrebbe dire una catastrofica alluvione di Bagdad, della quale — come ha minacciato il rappresentante dei ribelli — «sarebbe responsabile il regime». Garantire l'assoluta veridicità di queste informazioni è impossibile: l'Irak è interdetto ai giornalisti occidentali. L'opposizione sostiene che ormai un terzo dell'Irak è sotto il controllo della resistenza. Fonti iraniane dicono che le avanguardie dei guerriglieri curdi sono già arrivate a Bagdad, e che vi sono anche importanti infiltrazioni di ribelli sciiti.

Ma la prova più lampante del collasso viene dal bunker del dittatore. Il quale, con la massima urgenza, ha promosso il referendum sulla Costituzione, da tenersi

al più presto per garantire al Paese quelle «riforme democratiche» promesse solennemente domenica. L'annuncio del referendum è stato dato dal presidente del Parlamento, Saadi Mahdi Saleh. Oggi, intanto, si riunisce l'assemblea nazionale in seduta straordinaria ed è possibile che venga annunciata la formazione di un nuovo governo, nel quale dovrebbero entrare tecnocrati non appartenenti al Partito Baath.

Gli organi d'informazione tacciono sui successi della resistenza e, per contro, si dilungano sulla visita del numero due iracheno, Ibrahim, in Kurdistan. Secondo Bagdad, il primo collaboratore del dittatore ha incontrato i leader curdi, con i quali «ha avviato un dialogo fruttuoso».

Situazione pesante anche nel Kuwait. Decline di palestinesi e di giordani hanno denunciato i massacri e le torture subite dai soldati dell'emirato. Amnesty International, al quale sono giunti dettagliati rapporti sulle atrocità e le vendette compiute nelle ultime settimane ha aperto un'inchiesta. Arafat ha chiesto l'intervento della

Croce rossa.

Solo dolori, in questi giorni, per il leader dell'Olp: all'interno della leadership palestinese si è aperta una guerra confusa. Ieri l'agenzia egiziana Mena ha diffuso la notizia che il portavoce di Arafat, Bassam Abu Sharif, si era dimesso. Abu Sharif aveva proposto un piano in quattro punti (poi smentito) che prevedeva, in vista di un negoziato con gli israeliani, la rinuncia ad una parte dei territori occupati. Da una smentita all'altra: dal quartier generale dell'Olp, a Tunisi, un esponente palestinese ha negato la notizia delle dimissioni.

Sul futuro del Medio Oriente è buio pesto. Soltanto quando verrà sciolto il nodo-Saddam sarà possibile vederci più chiaro. C'è chi sostiene che qualcuno stia spingendo per una spartizione dell'Irak. La Siria e la Turchia dicono di essere contrarie. Da Ankara è giunto un brusco altolà ai voli di ricognizione iraniani nel sud del Paese in rivolta.

Ciascuno gioca le proprie carte. Per vedere i risultati basterà avere un po' di pazienza.

• Antonio Ferrari

Gli Usa: con l'impiego di elicotteri Baghdad viola la tregua

I curdi assediano Saddam

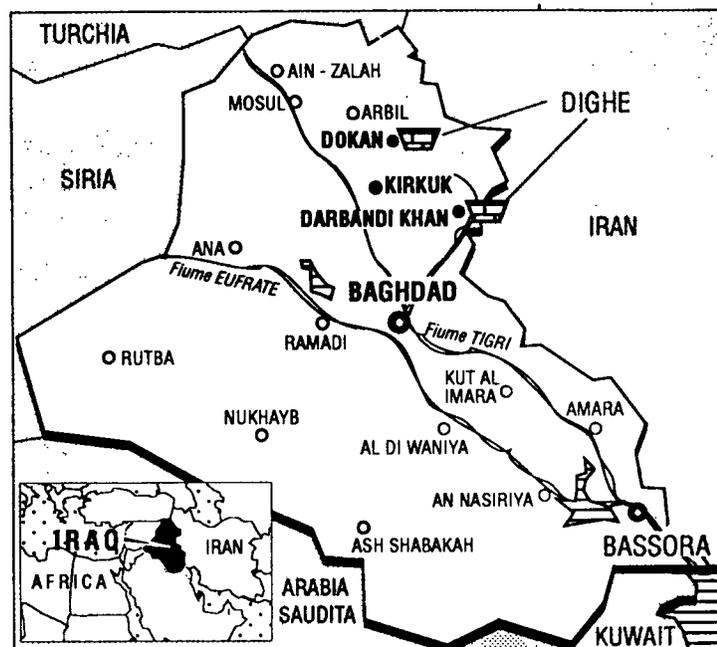
«Se userà i gas apriremo le dighe»

BAGHDAD. Saddam è nella morsa dei ribelli. Avanzano ancora le truppe curde: ieri le forze dell'insurrezione sono entrate a Kirkuk, la capitale del petrolio iracheno. Le armi chimiche che per quaranta giorni di guerra avevano rappresentato l'incubo dell'Occidente sono ancora lì, nascoste negli arsenali superstiti, e potrebbero essere usate contro la popolazione. Ma gli insorti avvertono: «Se Saddam decidesse di usare i gas, sappia che noi faremo saltare le due grandi dighe a Nord, e allagheremo la pianura fino a Baghdad». Per l'Iraq sarebbe un dramma. Causerebbe non solo una strage, ma anche la trasformazione in un immenso acquitrino delle pianure fino alla capitale. Gli iracheni perderebbero l'unica fonte di approvvigionamento idrico che sia loro rimasta.

Da ieri un terzo del petrolio di Saddam è in mano ai ribelli curdi: Kirkuk, 210 mila abitanti, quarta città del Paese ma soprattutto centro delle sue risorse energetiche, è caduta. Adesso il regime di Saddam è come privato della sua cassaforte. Le

forze dell'«Unione patriottica del Kurdistan» rastrellano una città devastata alla ricerca degli uomini del «Baath», anche la guarnigione che difendeva la sede della compagnia petrolifera si è arresa. Per i ribelli, si avvicina il momento in cui, pur di resistere, il dittatore potrebbe scatenare l'ultima ecatombe.

Ieri, dopo quasi due decenni di autocrazia, Saddam ha improvvisamente deciso di dotare il Paese di una Costituzione. Si annuncia una carta dei diritti preparata in pochi giorni, una legge rivoluzionaria che l'Assemblea Nazionale discuterà a tempo di record e che dovrebbe dotare il Paese «di un sistema multipartitico». Saadi Mahdi Saleh, portavoce del Parlamento, lo annuncia in un'intervista concessa al giornale della minoranza lealista curda. Sabato scorso, in televisione, il raiss in persona aveva anticipato la riforma. Adesso Saleh fa sapere che «la nuova Costituzione è in fase molto avanzata. Ormai manca solo l'ultimo passo: quello di un referendum che avrà luogo molto presto».



Nella cartina, le due dighe di Dokan e Darbandikhan, che i curdi minacciano di far saltare

Gli insorti

In 20 milioni senza patria

Il Kurdistan è una regione di circa 70 mila chilometri quadrati tra i monti del Tauro e dello Zagros. Almeno una decina di milioni di curdi vivono in

Turchia, cinque milioni in Iran, tre e mezzo in Iraq, 700 mila in Siria e 300 mila in Urss. Risalente alla metà degli Anni Venti, l'irredentismo curdo in Iraq fu sancito nel 1961 dalla dichiarazione di indipendenza di un movimento guidato da Mustafa Barzani e con base in Iran. Questo movimento, sfociato nel Partito democratico curdo, ha sempre condotto un'instancabile guerriglia contro Baghdad (assieme all'Unione patriottica di Jalal Talabani, pure appoggiata da Teheran).

Nel 1970 l'Iraq propose una forma di autonomia, con concessioni sull'uso della lingua

curda, ma un accordo in proposito fu accettato quattro anni dopo soltanto da una rappresentanza minoritaria della popolazione. Barzani continuò a combattere, ma nel 1975 perse gran parte dell'appoggio di Teheran a causa di un'intesa tra Baghdad e l'Iran dello Scià. Suo figlio Masud riprese però la lotta allo scoppio del conflitto irano-iracheno nel 1980. Alla fine della guerra, nel 1988, le truppe irachene infierirono a lungo nella regione distruggendo migliaia di villaggi: a Halabja, dove 5 mila persone furono uccise con armi chimiche. [Ansa]

LA STAMPA

20 Marzo 1991

Torna la tensione con gli Usa, il Pentagono: Saddam usa gli elicotteri e viola la tregua

La capitale del petrolio in mano ai curdi

Democrazia, ultimo bluff

AMMAN

DAL NOSTRO INVIATO

Da ieri un terzo del petrolio iracheno è in mano ai ribelli curdi: Kirkuk, 210 mila abitanti, quarta città del Paese ma soprattutto centro delle sue risorse energetiche, è caduta. Adesso il regime di Saddam è come privato della sua cassaforte, le forze dell'«Unione patriottica del Kurdistan» rastrellano una città devastata alla ricerca degli uomini del Baath, anche la guarnigione che difendeva la sede della compagnia petrolifera si è arresa. Per i ribelli, si avvicina il momento in cui, pur di resistere, il dittatore potrebbe scatenare un'ecatombe.

«Da stamani Kirkuk, nelle mani delle forze popolari, il regime ha i giorni contati...». A Damasco, il portavoce curdo che annuncia la vittoria parla con toni emozionati, al senso di trionfo intreccia sempre più forte il timore di un colpo di coda del regime. Le armi chimiche che per quaranta giorni di guerra avevano rappresentato l'incubo dell'Occidente sono ancora lì, nascoste negli arsenali superstiti, e potrebbero essere usate contro la popolazione. Ma i ribelli avvertono: «Se Saddam decidesse di usare i gas, sappia che noi faremo saltare le due grandi dighe a Nord, e allagheremo la pianura fino a Baghdad».

Ogni giorno la guerra civile irachena sembra muovere nuovi passi verso la dimensione della tragedia. Il regime ormai governa un Paese amputato, privato di cuore e polmoni. Kirkuk, la città che da sola produceva dagli 800 mila al milione e seicentomila barili di petrolio al giorno, è in mano ai rivoltosi del Nord. Bassora, grande terminale petrolifero, è attaccata a Sud dagli sciiti. Tutti gli impianti della maggiore compagnia petrolifera irachena sono in mano ai curdi. Intorno alle paludi meridionali, le formazioni islamiche controllano Kut, Nassiriah e Amara, combattono intorno alle città sante di Karbala e Najaf. Il potere centrale non controlla più neanche le scorte di viveri. E adesso su questo panorama di devastazione comincia a imcombere anche lo spettro di una catastrofe provocata.

«Intorno a Kirkuk - avverte l'«Unione patriottica del Kurdistan» - le nostre formazioni controllano anche le dighe di Dokan e Darbandikhan. Saddam stia attento a ogni mossa: potremmo farle saltare». Per l'Iraq, sarebbe

un dramma di proporzioni inimmaginabili. Significherebbe trasformare in un immenso acquitrino le pianure fino alla capitale e privare gli iracheni dell'unica fonte di approvvigionamento idrico rimasta.

«La situazione in Iraq è davvero seria: contro la popolazione il regime sta adottando la politica dello sterminio di massa, ma la sua fine è sempre più vicina», afferma «Al Yom», quotidiano saudita. E a giudicare da quel poco che Baghdad riesce a comunicare all'esterno, la previsione non sembra avventata. Ieri, dopo quasi due decenni di autocrazia, Saddam Hussein ha improvvisamente deciso di dotare il Paese di una Costituzione. Si annuncia una carta dei diritti preparata in pochi giorni; una legge rivoluzionaria che l'Assemblea Nazionale discuterà a tempo di record e che dovrebbe dotare il Paese «di un sistema multipartitico».

Saadi Mahdi Saleh, portavoce del parlamento, lo annuncia senza tema di ridicolo in un'intervista concessa, guarda caso, al giornale della minoranza lealista curda. Sabato scorso, in televisione, il raiss in persona aveva anticipato la riforma. Adesso Saadi Saleh fa sapere che «la nuova Costituzione è in fase molto avanzata. Ormai manca solo l'ultimo passo: quello di un referendum che avrà luogo molto presto». Anche nel governo si annunciano profondi rimpasti: le previsioni vogliono che, eccetto per i ministeri chiave (Esteri, Interni, Difesa) il Baath si prepari a sfornare una serie di facce nuove, aprendo perfino ad alcuni «tecnici» che dovrebbero affrontare la ricostruzione.

Ma la libertà pare proprio che gli iracheni se la stiano riprendendo con altri mezzi. Nelle ultime ore, fonti del Pentagono hanno riferito di un altro avvertimento che lega le mani a Saddam. Domenica scorsa, nell'incontro di Safwan con una commissione militare irachena, il generale americano Robert Johnson avrebbe avvertito Saddam che le regole del «cessate il fuoco» valgono non solo per gli aerei, ma anche per gli elicotteri. Se un solo elicottero da combattimento si alzerà in volo per mitragliare la popolazione, la tregua s'intenderà interrotta. Il portavoce del Pentagono Pete Williams: «Abbiamo prove che Saddam sta usando gli elicotteri, violando il cessate-il-fuoco».

Giuseppe Zaccaria

Les Kurdes, ces oubliés de l'Histoire

Au moment où le pouvoir de Saddam Hussein vacille, notamment au Kurdistan, nous avons décidé de faire le point sur la situation des 27 millions de Kurdes, ces



oubliés de l'Histoire. Dans une interview exclusive Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris évoque la situation militaire au Kurdistan d'Irak, l'avenir du régime de Saddam Hussein et celui des Kurdes

ENTRETIEN AVEC KENDAL NEZAN, PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS

«Les Kurdes seuls ne pourront pas provoquer la chute de Saddam Hussein»

Kendal Nezan, physicien de formation est président de l'Institut Kurde de Paris qui oeuvre à la préservation de la culture kurde. Le point avec lui sur la situation au Kurdistan d'Irak et sur l'avenir des 27 millions de Kurdes qui vivent aujourd'hui au Moyen-Orient.

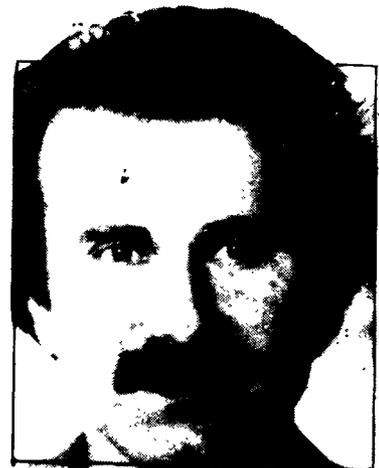
Propos recueillis par
CLAUDE MEYER

Actualité Juive : D'après les informations dont vous disposez quelle est la situation sur le terrain aujourd'hui au Kurdistan d'Irak ?

Kendal Nezan : Il y a un soulèvement populaire très important. Des combats intenses ont lieu. Les trois quarts du territoire sont sous le contrôle des forces kurdes. Cela inclut les 500 km de frontières entre le Kurdistan d'Irak et d'Iran, la totalité des provinces d'Arbil et de Suleimanyah, une grande partie de la province de Kirkouk (mais pas la ville de Kirkouk), la ville de Dohuk, près de la frontière turque. Au sud la zone contrôlée va jusqu'à Khanaqine, à une centaine de km de Bagdad.

A.J. : On a dit dans la presse que la 24ème, la 33ème et la 36ème division irakienne auraient été défaits par les Kurdes, qu'en est-il ?

K.N. : Trois divisions se sont



rendues sans beaucoup combattre. Les Kurdes ont fait prisonniers les généraux et les officiers supérieurs, et laissé rentrer chez eux les simples soldats. L'armée régulière a peu résisté. Par contre les unités spéciales et celles de la Garde républicaine mènent un combat beaucoup plus rude. Il reste encore quatre divisions de l'armée irakienne au Kurdistan.

la sécurité militaire est forte de 15 000 hommes

A.J. : A la lumière de ces informations, comment voyez-vous l'avenir de l'Irak ?

K.N. : Le soulèvement est parti de façon spontanée des camps où sont internés depuis trois ans plus d'un million et demi de paysans kurdes. Les partis politiques kurdes avaient adopté une attitude de prudence, avant de s'engager. Les Kurdes sont conscients que par leur seule force ils ne pourront pas provoquer la chute du régime. Seul un mouvement de dissidence dans l'armée et une volonté, dans les cercles dirigeants, de se débarrasser de Saddam Hussein permettra de faire évoluer radicalement la situation. Et d'ouvrir la voie à une évolution démocratique.

On ne saurait oublier que le parti baas dispose d'une sécurité militaire forte de 15 000 membres très déterminés. C'est la couche supérieure de la nomenklatura du régime. Ces gens-là ont pour fonction d'exécuter le moindre officier ou soldat qui serait tenté de faire défection.

Le soulèvement qui a lieu aujourd'hui dans le sud est la preuve que la dictature de Saddam Hussein est rejetée par une majorité de la population.

A.J. : Comment avez-vous réagi lorsque vous avez appris, voici quelques jours, que Ali Hassan Majid, l'exterminateur des Kurdes, venait d'être nommé ministre de l'Intérieur ?

K.N. : Notre réaction n'est pas difficile à deviner. C'est un homme sadique, cruel, barbare. Il a à son actif la politique de la terre brûlée au Kurdistan, la destruction des villages kurdes, la création des camps d'internement. On ne peut oublier que 70 000 Kurdes sont toujours portés disparus. Il y a eu 5 000 morts par armes chimiques à Halabja.

Les Kurdes s'attendent à une contre-attaque qui mobilisera toutes les forces du régime. Mais ce ne sera pas aussi facile que dans le sud de l'Irak qui est désertique. Les combattants kurdes sont aguerris. Si l'Irak n'utilise pas d'armes

Les Kurdes et le Kurdistan

Nation de 27 millions d'habitants vivant au cœur du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont pas d'Etat. Ils ont été les témoins de la naissance et de la chute des empires les plus puissants du monde, assyrien, perse, grec, romain, arabe, mongol et turc. Leur territoire est aujourd'hui divisé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Des Kurdes vivent aussi en URSS et au Liban.

Dans sa globalité le territoire du Kurdistan s'étend sur 500 000 km², l'équivalent de la France. Si les trois quarts de la population vivent de l'agriculture, le sous-sol du Kurdistan recèle des richesses exceptionnelles. Pétrole, chrome, fer, or, cuivre, et autres métaux. Ce dont les états de la région ne veulent à aucun prix se priver.

Les Kurdes parlent une langue indo-européenne. Il existe une littérature et une poésie kurde de qualité.

Originellement leur religion était le zoroastrisme. Depuis la conquête arabe au VII^e siècle, ils sont, dans leur majorité, musulmans sunnites. Mais il y a aussi des Kurdes chrétiens et juifs. Un certain nombre de ces derniers vivent aujourd'hui en Israël.

Historiquement les Kurdes estiment être les descendants des Mèdes. Vers le X^e siècle ils eurent des principautés indépendantes. Depuis ils semblent que l'Histoire ne cesse de leur jouer des tours. Seul document international à avoir reconnu leur droit à l'autonomie, le Traité de Sèvres signé en 1920 entre les alliés et le gouvernement turc allait rester lettre morte en raison de l'accession au pouvoir en Turquie de Mustapha Kemal. Le Traité de Lausanne signé en 1924 rétablissait la Turquie dans sa dignité mais occultait totalement, pour ne pas dire définitivement, le fait kurde. Depuis lors, le principe d'intangibilité des frontières des grands Etats de la région semble unanimement prévaloir. Chacun craignant, qu'en cas contraire on mette en marche un processus incontrôlable.

Au cours des ans les Kurdes ont ainsi été l'objet d'un ethnocide en Turquie, d'une politique d'extermination physique en Irak et en Iran. En Syrie, ils sont, comme les autres citoyens, privés des droits élémentaires.

C.M.

chimiques ou bactériologiques, contre lesquelles les Kurdes n'ont aucune protection, les Kurdes peuvent tenir tête longtemps au pouvoir de Bagdad.

A.J. : Une rencontre a eu lieu, il y a quelques jours, entre des responsables kurdes irakiens et des personnalités politiques turques de premier plan. Est-ce un tournant historique ?

K.N. : C'est une première dans l'histoire depuis 1923. C'est la fin d'un tabou, puisque le gouvernement turc niait tout simplement l'existence des Kurdes. Début janvier, le président turc a officiellement déclaré qu'il y avait en Turquie 12 millions de Kurdes qui ont une langue et une culture propre. Nous nous battons pour cette reconnaissance depuis des décennies. Sans effet jusqu'à présent. Aujourd'hui le président Ozal,

en reconnaissant l'existence des Kurdes, tente de se poser en protecteurs des Kurdes de la région. Nous attendons maintenant la mise en place d'un certain nombre de réformes en Turquie.

Avec l'affaiblissement de l'Irak, se pose le problème de l'émergence d'autres puissances dans la région. Il reste l'Iran et la Turquie. L'Iran peut jouer sur le facteur chiite, et ne s'en prive pas. Si la Turquie veut vraiment jouer un rôle régional, il faut qu'elle trouve un modus vivendi avec les Kurdes.

A.J. : Les Kurdes entretiennent-ils des relations avec Israël ?

K.N. : Pas à ma connaissance.

A.J. : Et avec les Palestiniens ?

K.N. : Depuis 1988 il y a un sentiment d'amertume certain vis à vis de la direction de l'OLP

qui s'est tue lors d'exactions envers les Kurdes, puis s'est rangée aux côtés de Saddam Hussein. Nous espérons qu'il y aura un règlement pacifique mutuellement acceptable de la question palestinienne. La principale question du Proche-Orient, celle des Kurdes, remontera alors, peut-être, à la surface.

A.J. : On évoque l'instauration d'un nouvel ordre mondial. Est-ce une nouvelle chance historique pour les Kurdes ? Sur quoi cela pourrait-il déboucher pour eux ?

K.N. : On peut espérer que cet ordre sera basé sur quelques principes élémentaires. Droits des gens à disposer d'eux-mêmes, incitation à l'instauration de la démocratie dans la région. La revendication de la tenue d'élections libres devrait

figurer au programme des pays coalisés. C'est un minimum indispensable. Dans ce cas des partis autonomistes, fédéralistes, démocratiques kurdes pourront s'exprimer et militer pacifiquement.

A.J. : A vous entendre on a l'impression que les Kurdes ont renoncé définitivement à l'espoir d'avoir un Etat.

K.N. : Pas nous. Mais quand on entend les chefs de file de la coalition qui répètent qu'ils sont contre le démembrement de l'Irak, on a compris. Ils sont contre la création d'un Etat kurde. Alors que cet Etat, issu du seul Kurdistan d'Irak, avec 5 millions d'habitants, des richesses pétrolières et agricoles, serait infiniment plus viable que bon nombre d'Etats d'Afrique ou d'Asie.

A.J. : Comment réagissent les Kurdes lorsqu'ils voient que le monde se mobilise pour la création d'un Etat palestinien et n'évoque même pas la possibilité d'un Etat kurde ?

K.N. : Après la première guerre mondiale, dans sa fameuse déclaration en 14 points, le président des Etats Unis prévoyait, sur les dépouilles de l'empire automan, la création de trois Etats, Arabie, Kurdistan et Arménie. Les Arabes ont depuis fondé une bonne vingtaine d'Etats. Les Arméniens ont une république en URSS. Les Kurdes, qui sont numériquement la troisième nation au Proche-Orient et l'une des plus anciennes n'ont rien. Preuve s'il en fallait du degré d'injustice et d'hypocrisie du discours international.

Les Kurdes d'Israël

LILITH BARZILAY

La communauté kurde en Israël compte quelques 100 000 âmes, tous Juifs très respectueux de la religion et de la tradition. 30 000 avaient déjà immigré avant la création de l'Etat en 1948 ; en fait les premiers vinrent dans les années 20. Les autres arrivèrent en 1950 et 1951. Ils venaient essentiellement d'Irak où ils étaient très nombreux, mais aussi d'Iran, de Turquie et de Syrie. Installés au début dans des villages et moshavim de la région de Safed, ils ont par la suite migré dans toute la Haute Galilée et à Jérusalem.

Les Juifs kurdes descendent, selon la tradition, des tribus de Dan et Naphtali -deux des dix tribus perdues, et font remonter leur présence au Kurdistan à l'Exil à Babylone. Deux grands voyageurs juifs en ont parlé, Benjamin de Tudéla en 1170, et Benjamin le Second en 1848. Tous deux avaient été frappés par leur langue où dominait l'araméen, avec de petits apports de turc, de kurde, de persan, d'arabe et d'hébreu. En

Israël ils furent d'abord discriminés, parce qu'ils étaient en majorité illettrés. Ils se sont depuis parfaitement intégrés. Toutefois dans les années 70, lorsque les chercheurs israéliens commencèrent à sentir l'urgence de sauver une culture en grande majorité orale, tout leur folklore fut enregistré. Les Juifs kurdes continuent de célébrer les fêtes juives selon leurs propres coutumes. Ils possèdent une riche tradition musicale, influencée certes par les mélodies arabes, mais faisant un usage très harmonieux de la cantilation et de la hazanouth, et qui tout naturellement s'accompagne de chorégraphies très élaborées. Ils sont restés de merveilleux conteurs, et toute leur littérature orale est maintenant éditée. En 1982, le Musée d'Israël à Jérusalem choisit les Juifs du Kurdistan comme thème d'une exposition ethnographique majeure, où furent reconstituées une place de marché, une maison typique et une synagogue ; la communauté avait exposé ses tissages, bijoux et objets du culte. Mais les vêtements surtout, chatoyants et spécifiques, attirèrent la grande foule.

Les Juifs kurdes comptent à présent de nombreuses personnalités, dont la plus connue du grand public est le général Yitzhak Mordekhay, qui vient de prendre le commandement du Front Nord après avoir régné au Sud et au Centre. Cette communauté fournit dans l'ensemble d'excellents soldats à Tsahal.

HUMEUR

Discrimination internationale

Ils sont près de trente millions. Disposent d'un territoire, d'une langue, d'une culture, de ressources plus qu'appréciables. Ils vivent au coeur du Moyen-Orient dans une zone stratégique et complexe. Ils n'ont jamais eu recours au terrorisme. Ce sont les Kurdes. Depuis le jour où le président Wilson évoquait, peu après la première guerre mondiale, leur droit à disposer d'un Etat, nul n'a voulu se souvenir de cette promesse internationale. Ils ont passé, en quelque sorte, aux oubliettes de l'Histoire. Le nouvel ordre mondial dont on parle tant, ces derniers jours, ne semble pas davantage prendre en considération l'éventualité d'un Etat kurde.

Ils sont environ 3 millions. Ils vivent aussi au Moyen-Orient. Leur histoire ne remonte pas à la nuit des temps, comme celle des Kurdes. Mais ils bénéficient de la sollicitude des nations, malgré les dérapages répétés de l'OLP. Il ne se passe guère de semaine ou de mois sans qu'un chef d'Etat ne souhaite qu'ils aient bientôt leur Etat. Eux, ce sont les Palestiniens.

Certes, dans le cas des Kurdes il faudrait oser amputer des Etats comme l'Irak, l'Iran et la Syrie. Manifestement personne ne veut faire de peine à ces dictatures, qu'elles soient laïques ou religieuses.

Il est tellement plus facile de faire pression sur le petit Etat d'Israël, seule démocratie de la région.

Avant de venir nous parler de justice, de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il serait bon d'accorder vos violons, messieurs les donateurs de leçons.

C.M.

Libération

21 mars 1991

IRAK LES AMERICAINS PLAQUENT BAGDAD AU SOL

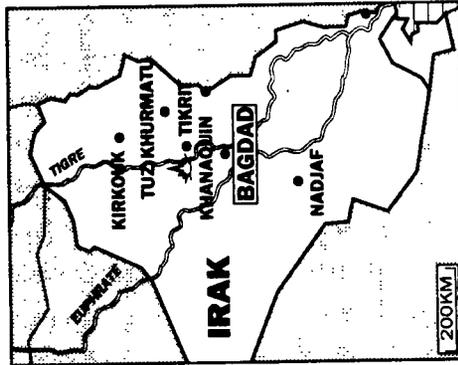
En abattant un chasseur bombardier irakien au-dessus de Takrit, à 100 kilomètres de la ville de Kirkouk où les combats font rage entre la résistance kurde et les troupes irakiennes, les Etats-Unis signifient qu'ils n'ont pas l'intention de laisser Bagdad utiliser ses avions pour écraser sa révolte interne.

Le premier incident sérieux depuis la fin des combats entre l'Irak et les forces de la coalition, le 28 février, s'est produit au-dessus de Takrit, la ville natale de Saddam Hussein située à 160 km au nord-ouest de Bagdad. Hier en début d'après-midi, un des avions radar Awacs qui surveille en permanence l'espace aérien irakien a détecté la présence de deux appareils non identifiés. Deux chasseurs F-15 a été envoyée sur place pour identification. Les pilotes américains ont repéré deux chasseurs bombardiers Sukhoï22 qu'ils ont reçu l'ordre d'abattre immédiatement. L'un des avions irakiens a préféré se poser, l'autre a été détruit. Le Pentagone n'a pas révélé quelle était la direction de ces avions, ni s'ils emportaient des bombes pouvant être éventuellement utilisées contre les opposants kurdes. Pour l'administration Bush, il s'agit d'une violation flagrante des accords de cessez-le-feu. « Il ne s'agit aucunement d'une reprise des hostilités, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, dès que l'incident a été confirmé. Nous met-

tons simplement en application les accords passés avec l'Irak », autrement dit les conditions posées pour l'instauration d'un cessez-le-feu permanent. Une heure plus tard, George Bush adressait un nouvel avertissement : « Si un autre avion viole à nouveau cet accord, il sera abattu, mais je ne pense pas que cela arrivera... »

Cet incident est survenu à une centaine de kilomètres de Kirkouk, la quatrième ville du pays, également un centre pétrolier important, qui serait aux mains de la résistance kurde. Selon elle, Kirkouk aurait été bombardée par l'aviation de Saddam Hussein. Il apparaît donc clair que les Etats-Unis n'ont pas l'intention de laisser Bagdad utiliser ses avions pour écraser sa révolte interne.

Depuis l'arrêt des combats le 28 février, Bagdad s'est vu notifié par trois fois l'interdiction d'utiliser ses avions de combats. Aux Nations unies, la résolution 686 votée le 1^{er} mars est sans ambiguïté : « L'Irak doit cesser les actes hostiles ou provocateurs (...) notamment les attaques par missiles et les vols d'avions de combat. » Si



cet alignement en priorité les forces de la coalition, il peut être invoqué pour justifier la riposte américaine d'hier, estimant un diplomate aux Nations unies. Le second avertissement était venu deux jours plus tard lors de la rencontre de Safwan entre le général Norman Schwarzkopf et les chefs militaires irakiens. Au cours de la discussion, le commandant des forces alliées a affirmé à un général irakien

Kirkouk est déjà bombardée depuis mardi soir « au napalm et au phosphore ». Les puits de pétrole de la région sont aussi systématiquement détruits par l'aviation irakienne. A Londres, le parti chiite d'opposition Daawa affirme même que des missiles Scud ont été lancés sur la ville sainte de Nadjaf tuant deux mille personnes. Le porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) menace de faire sauter les barrages de Doka et de Darbandikhan si Saddam Hussein utilise des armes chimiques.

Pour l'agence irakienne IRNA, les forces armées irakiennes ont perdu le contrôle de Kirkouk et se replient vers Takrit. La route Kirkouk-Takrit a été coupée. L'agence assure que l'armée irakienne a subi de lourdes pertes près de Tuz Khormatu.

Saddam Hussein lance aussi sa garde républicaine à l'affût des opposants dans les rues de Bassora. Selon des réfugiés qui fuient la guerre civile, des douzaines sont ainsi fusillées chaque jour.

Bagdad accuse Téhéran de soutenir la rébellion. Pour le président du Par-

ti, selon l'opposition kurde, la ville de

du ciel irakien.

lement irakien, qui ouvrait hier une session extraordinaire de l'Assemblée, l'Iran envoie des « saboteurs » le long de la frontière.

Mais si Radio Bagdad affirme que l'insurrection est « écrasée » dans la ville de Khanaqin à la frontière de l'Iran, l'opposition chiite estime au contraire avoir repris le contrôle de la ville. Dans la capitale irakienne, l'état d'urgence serait même déclaré. C'est ce qu'annonce, de Damas, un communiqué de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak. Ce

mouvement d'opposition ajoute en outre que les « forces populaires » contrôlent les villes de Cheikh Saad, Kamit, Ali ech-Charki et Ali al-Gharbi dans l'est du pays. L'Organisation d'action islamique (OAI) indique pour sa part que les insurgés tiennent toujours les villes de Kerbala et d'Amra.

A New York, l'ambassadeur irakien à l'ONU a annoncé que son gouvernement a l'intention de faire « prévaloir ses droits sur son matériel de guerre abandonné au Koweït » et « précisera

ultérieurement la liste en spécifiant le nombre et le type ».

A Paris, le ministre des Affaires étrangères français s'est soucié hier des conditions humanitaires « qui se détériorent à grande allure ». Roland Dumas a proposé en Conseil des ministres la levée des sanctions économiques prises par l'ONU contre l'Irak « à terme rapproché ».

Frédéric FILLOUX à New York
AFP, REUTERS.

Alors que Saddam Hussein continue d'écraser les Kurdes

Un F 15 américain abat un avion irakien

Un chasseur-bombardier irakien a été abattu hier au-dessus de Takrit, la ville natale de Saddam Hussein, par un F 15 américain. C'est le premier incident de ce genre depuis la suspension des hostilités.

● **George Bush a de nouveau mis en garde** Saddam Hussein : si d'autres appareils militaires décollent, ils seront détruits. (Les accords de cessez-le-feu inter-

disent à l'Irak d'utiliser son aviation sans autorisation.)

● **Pour la première fois**, Bagdad a accusé formellement l'Iran d'être impliqué dans la rébellion contre le régime de Saddam Hussein.

● **Les insurgés kurdes affirment contrôler** tout le Kurdistan, mais l'armée irakienne bombarderait Kirkouk « sans interruption, au napalm et au phosphore ».

Un Sukhoï 22 a été détruit en vol au-dessus de Takrit. Bagdad accuse l'Iran d'être impliqué dans la rébellion contre le régime.

Un chasseur-bombardier irakien a été abattu hier par un appareil américain au nord de Bagdad. Repérés par un Awacs, deux Sukhoï 22 irakiens ont été pris en chasse par une patrouille de deux F 15 américains vers 13 h 50 (heure locale). Un des avions irakiens a été abattu au-dessus de Takrit, le village natal de Saddam Hussein, tandis que l'autre a réussi à se poser.

Il s'agit du premier incident de ce genre depuis la suspension des hostilités dans la guerre du Golfe, le 28 février. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater, a souligné que les États-Unis ne reprenaient pas les hostilités : « Nous ne repartons pas en guerre. Nous suivons simplement le cessez-le-feu tel qu'il a été stipulé aux irakiens. » Le président George Bush a averti : « Si d'autres avions violent l'accord, ils seront abattus. »

Aux termes du cessez-le-feu provisoire, il est interdit à l'Irak de déplacer ses avions et ses hélicoptères de combat. Mardi, un porte-parole du Pentagone avait affirmé qu'il existait des « preuves accablantes » de l'emploi d'hélicoptères par les forces gouvernementales contre les insurgés. Il avait prévenu que ces vols seraient considérés « comme une menace pour les forces de la coalition ».

Coup de froid Bagdad-Téhéran

Depuis plusieurs jours, les Américains ont avancé leurs troupes sur les lignes de cessez-le-feu et maintiennent la pression sur l'armée irakienne. Ils ont ainsi opposé un ferme refus aux demandes réitérées des militaires ira-

kiens d'utiliser leur aviation pour mater la rébellion.

Hier soir, le Parlement irakien a annulé la décision qu'il avait précédemment prise concernant la « fusion » entre l'Irak et le Koweït. Le Parlement de Bagdad a également décidé d'annuler toutes les conséquences découlant de cette décision prise le 7 août dernier, cinq jours après l'invasion du Koweït.

Parallèlement, le ton monte entre l'Irak et l'Iran. A Bagdad, le président du Parlement irakien, Saadi Mahdi Saleh, a accusé hier Téhéran d'être impliqué dans les troubles en Irak. « L'Iran avait préparé depuis longtemps ce genre d'actes », a-t-il déclaré. Samedi déjà, Saddam Hussein avait implicitement mis en cause l'Iran. Les autorités iraniennes avaient aussitôt rejeté les « allégations » du président irakien.

Dans le Nord, les combats entre rebelles kurdes et forces gouvernementales semblent toujours faire rage. Selon l'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPKI), l'armée irakienne bombarde « sans interruption » depuis mardi soir la ville de Kirkouk et a fait prisonniers 15 000 Kurdes.

Un autre groupe, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a déclaré que « l'ensemble du Kurdistan a été libéré après de violents combats ». Les autorités irakiennes auraient de plus ordonné à la population kurde d'évacuer Mossoul, principale ville de la région. L'agence iranienne Irna a affirmé de son côté que les forces irakiennes, « qui ont perdu le contrôle de Kirkouk », se repliaient hier vers Takrit.

Enfin, selon l'opposition chiite irakienne, l'état d'urgence aurait été déclaré à Bagdad, dont l'accès serait interdit depuis une semaine en prévision d'une extension des troubles. (AFP, Reuter.)

Le Figaro

21 mars 1991

IRAK

L'opposition kurde affirme que les insurgés contrôlent la majeure partie de Kirkouk

Les groupes de l'opposition kurde à l'étranger ont annoncé, mardi 19 mars, que les insurgés ont pris le contrôle de la majeure partie de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, à la suite de violents combats.

« La ville est tombée après une offensive de grande envergure », a précisé le porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Damas, ajoutant que les insurgés kurdes poursuivaient leurs opérations contre les dernières poches de résistance de l'armée gouvernementale. Selon lui, les forces kurdes se sont notamment emparées du siège de la Northern Oil Company, société d'exploitation des gisements pétroliers de la région qui fournissaient à l'Irak 800 000 barils par jour - un tiers de sa production de brut - avant la guerre du Golfe.

L'UPK a par ailleurs annoncé être en possession d'informations dignes de foi selon lesquelles l'armée irakienne s'apprêterait à utiliser des armes chimiques pour écraser la rébellion. « Si le gouvernement utilise des armes chimiques, nous ferons sau-

ter les barrages de Doka (au nord-ouest de Kirkouk) et de Darbandikhan (à l'est) qui sont sous notre contrôle, a déclaré le porte-parole de l'UPK à Damas. Le régime irakien serait entièrement responsable de l'inondation de Bagdad qui en serait le résultat. »

L'agence iranienne IRNA rapporte cependant que l'armée irakienne renforce son dispositif dans le nord du pays. Les troupes gouvernementales auraient notamment déployé des lanceurs de missiles Hussein, dérivés des Scud tirés par l'Irak contre l'Arabie saoudite et Israël pendant la guerre. Citant la radio de l'UPK, IRNA précise que ces lance-missiles ont été installés dans la province de Diyala et sont pointés vers les villes kurdes de Souleymaniah et Irbil notamment. A Londres, le parti chiite d'opposition Daawa va encore plus loin en affirmant que les forces régulières avaient déjà tiré des missiles Scud sur la ville sainte de Nadjaf, tuant deux mille personnes. Cette organisation affirme également que les troupes de Saddam Hussein continuent d'utiliser des hélicoptères contre les rebelles kurdes de Kirkouk « en dépit des avertissements

des forces alliées selon lesquelles de telles actions sont contraires aux accords de cessez-le-feu »

A ce sujet, le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams a déclaré qu'il existait des « preuves accablantes » de l'emploi d'hélicoptères par les forces gouvernementales contre les rebelles. « Nous avons clairement signifié à Bagdad qu'elle ne devait pas utiliser ses forces aériennes, hélicoptères ou avions. Les règles sont nettes et je n'exposerai pas en détail la façon dont nous pourrions répliquer à ces actions », a-t-il dit. M. Williams a déclaré d'autre part que « de violents combats continuaient dans le nord de l'Irak, et que les dissidents kurdes semblaient avoir remporté de nouveaux succès ». Il n'a toutefois pas été en mesure de confirmer que les rebelles contrôlaient la ville de Kirkouk. « Des forces gouvernementales se sont déplacées autour des champs pétroliers du nord », s'est-il borné à indiquer tout en ajoutant qu'il ignorait qui les contrôlait.

Les informations sur l'évolution des combats dans le sud du pays semblent en revanche indiquer que les

rebelles chiites ont perdu le contrôle de Bassorah, deuxième ville du pays et capitale de l'Irak chiite. Des déserteurs de la Garde républicaine qui sont arrivés mardi à un avant-poste américain ont déclaré que les combats avaient fortement diminué d'intensité. La Garde républicaine fouille la ville maison par maison et a déployé de nombreux chars, ont-ils précisé. De nombreux cadavres gisent dans les rues. Selon des représentants de l'opposition à Damas, les localités de Khanaqin, où se trouve le poste frontalier le plus important avec l'Iran, ainsi que celles de Nassiriyah et de Kut, dans le sud de la plaine mésopotamienne, ont été investies par les forces gouvernementales, tandis que Bassorah est « libérée » à quarante pour cent.

A Bagdad, la radio et la presse n'ont pas réagi à l'annonce de la prise de Kirkouk par les Kurdes, mais l'agence officielle a indiqué que le ministre irakien de l'intérieur M. Ali Hassan El Majid s'était rendu dans la ville de Mossoul, où il a tenu une réunion consacrée « à la consolidation de l'état de sécurité ». - (AFP, Reuter, AP.)

Le Monde 21 mars 1991

Tandis que les pénuries alimentaires s'aggravent

De violents combats opposent l'armée irakienne aux insurgés kurdes

En l'absence de sources d'information indépendantes, les nouvelles en provenance d'Irak restent confuses et contradictoires. Les insurgés kurdes ont affirmé, mardi 19 mars, avoir pratiquement conquis la ville pétrolière de Kirkouk. Le porte-parole du Pentagone a déclaré que « de violents combats continuaient dans le nord de l'Irak », et que « les dissidents kurdes

semblaient avoir remporté de nouveaux succès », mais n'a pas été en mesure de confirmer la chute de Kirkouk. A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge a souligné que « l'ensemble de la population [irakienne] souffre d'une grave pénurie de vivres ». D'autre part, Bagdad a nommé accusé l'Irak d'être impliqué dans les troubles en Irak.

Le Koweït désesparé

KOWEÏT

de nos envoyées spéciales

Trois semaines après la libération du Koweït, le premier ministre et prince héritier Cheikh Saad El Salem El Sabah a présenté la démission de son gouvernement,

dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mars, à l'émir Jaber, tirant ainsi la conséquence des critiques de plus en plus violentes exprimées contre l'incapacité du cabinet à rétablir les services essentiels du pays.

« Cette décision est liée à une combinaison de facteurs », a expliqué, mercredi, le ministre de la planification, M. Souleyman Al Mutawa. Le prince a dû entendre les critiques qui demandaient : « Ou'avez-vous fait

depuis sept mois ? Nous ne voyons aucun résultat. » Un consensus s'est donc créé pour tenter une nouvelle approche. « Cette décision positive, a précisé M. Mutawa, va soulager la pression qui montait. Il y a une intention de faire mieux. J'espère que cela va accélérer le processus démocratique. »

Nommé le 21 juin 1990, le gouvernement démissionnaire, dont les ministres vont expédier les affaires courantes, comptait vingt-deux membres dont huit de la famille princière.

Le gouvernement, qui avait réussi à s'enfuir dès l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier, n'était revenu à Koweït qu'une semaine après la libération du pays. Les Koweïtiens restés pendant l'occupation lui reprochaient de plus en plus ouvertement son impuissance à répondre au défi irakien et sa fuite précipitée, mais aussi, depuis son retour, son incompétence à faire redémarrer le pays alors que, de son exil, il avait promis une remise en ordre rapide.

Trois semaines après la libération, l'électricité, qui conditionne toute reprise, ne fonctionne toujours pas, et l'eau et la nourriture font gravement défaut. La ville de Koweït offre aujourd'hui le même

visage de désolation qu'aux premiers jours de l'entrée des troupes alliées : ordures dans la rue, carcasses de voitures brûlées sur les routes, rues impraticables, écoles, magasins, administrations fermées. Le Ramadan, qui a débuté dimanche, a encore aggravé les frustrations de la population, qui constate en outre les privilèges que se sont accordés les principales personnalités locales dès leur retour. La seule rue éclairée, par exemple, est celle où se sont installés les ministres, membres de la famille princière.

Clivage entre exilés et résistants

Le clivage entre les « résistants », c'est-à-dire ceux restés au pays, et les exilés de retour, ne cesse ainsi de s'accroître. L'exaspération a atteint son comble lorsque le ministre de l'électricité et de l'eau, le docteur Hamad Abdallah El Ruuba, a annoncé, vendredi dernier, que, contrairement aux premiers engagements, l'électricité ne pourrait être rétablie avant trois semaines. « Le Koweït est un

désert. Sans eau ni électricité, ce n'est rien », nous déclarait ainsi mardi un homme d'affaires.

Tentant d'expliquer ces carences, M. Mutawa a rejeté la responsabilité de cette situation sur les Irakiens qui, selon lui, ont délibérément saboté les installations essentielles de façon à « empêcher tout gouvernement de reprendre rapidement la situation en main ». Donnant l'exemple de la centrale électrique de Shuaiba, M. Mutawa a précisé qu'après une expertise très sérieuse des alliés, celle-ci avait été déclarée opérationnelle. Ce n'est qu'à la mise en route qu'on s'est aperçu, a-t-il dit, que divers objets (tournevis, rimaux) avaient été introduits dans les circuits de manière indétectable, ce qui a eu pour résultat de casser totalement la centrale.

Depuis plusieurs jours, des rumeurs de démission du gouvernement couraient dans la ville. Quatre ministres étaient particulièrement visés : le ministre de la défense, jugé responsable de l'occupation, le ministre des affaires étrangères en place depuis vingt-deux ans, celui de l'intérieur, ainsi que celui de l'eau et de l'électricité. « J'espère que la nouvelle

équipe, dont la nomination pourrait intervenir rapidement, les consultations ayant déjà commencé, a affirmé M. Mutawa, pourra répondre aux défis matériels, politiques, économiques et sociaux qui se posent au pays, suite à l'occupation irakienne. »

Lenteurs du processus démocratique

Outre les problèmes quotidiens, les Koweïtiens s'impatientent en effet des lenteurs du démarrage du processus démocratique. En novembre dernier, à Djeddah, lors d'une réunion de toutes les forces politiques koweïtiennes, l'émir avait en effet promis le retour du Parlement suspendu depuis 1986.

Alors qu'aucune date n'a été fixée pour les élections, la première mesure du gouvernement a été l'imposition de la loi martiale, et Cheikh Saad avait donné en priorité à son gouvernement le rétablissement de la sécurité, la reconstruction du pays et ensuite, seulement, la démocratie. Un processus qui prendra au moins cinq

ans, estiment les opposants qui, « endurcis » par sept mois d'occupation, osent désormais s'exprimer de plus en plus ouvertement.

Cette situation dangereuse, à laquelle il faut ajouter les risques d'une épuration redoutée, tant par les nombreux expatriés travaillant au Koweït que par les opposants, inquiète les gouvernements alliés appelés par l'opposition à faire pression sur la famille princière pour garantir le retour à la vie démocratique au Koweït.

La première réaction à la démission du gouvernement est, mercredi, venue de l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Edward Gnehm, qui a déclaré : « Ce changement était attendu. Il avait été discuté à Taïf et à Djeddah. Il était important que le gouvernement rentre à Koweït et se rétablisse avant tout remaniement. Cela ne changera rien aux relations avec les Etats-Unis », a ajouté M. Gnehm, qui a tenu à préciser que « la situation à Koweït, aujourd'hui, est très différente de celle qui prévalait quand ce gouvernement démissionnaire avait été nommé ».

FRANÇOISE CHIPAUX
et VÉRONIQUE MAURUS



Résistant kurde en Irak : une indépendance réclamée depuis 1920.

Pourquoi le royaume des Kurdes est mort avant d'avoir vécu

Le démembrement de l'Empire ottoman : tel était l'objet du traité de Sèvres dicté le 10 août 1920 par les puissances alliées. Vaincu lors de la Première Guerre mondiale, l'Empire doit renoncer à toutes ses provinces arabes. L'Anatolie elle-même est divisée en zones d'influences occidentales, réduisant la part turque à la plus maigre portion. Ainsi, on définit un Kurdistan anatolien autonome ayant le droit d'opter pour l'indépendance au bout d'un an. Un accord subsidiaire signé le

même jour entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie accorde à la France la priorité d'influence dans cette ébauche de Kurdistan.

En raison de la résistance turque, le traité se révèle inapplicable et le Kurdistan autonome ne voit jamais le jour. Dès le 12 mars 1921, les gouvernements alliés acceptent le principe de modifications prenant en compte les réalités du terrain. Elles entérinent ainsi de fait la fin du projet d'un Etat du Kurdistan.

L'accord d'Ankara, en octobre 1921, conduit la France à renoncer à toutes ses revendications sur le territoire anatolien. Enfin, le 24 juillet 1923, le traité de Lausanne remplace le traité de Sèvres : il consacre l'existence d'une Turquie comprenant l'ensemble de l'Anatolie. Reste la province de Mossoul : la Grande-Bretagne penche d'abord pour une autonomie sous influence britannique, puis veut rattacher la province à l'Irak en 1923 afin de s'assurer l'exploitation du pétrole et de mettre fin aux revendications turques sur cette région. Le traité de Lausanne renvoie le sort de la province de Mossoul à un arbitrage de la Société des Nations. Cette dernière accorde finalement la province à l'Irak sous condition du maintien de droits culturels spécifiques pour la population kurde.

L'échec de la constitution d'un Kurdistan indépendant à la fin de la Première Guerre mondiale s'explique en grande partie par l'absence d'un personnel politique kurde capable de se faire entendre des grandes puissances. Mais le choix stratégique de l'Angleterre d'utiliser le nationalisme arabe comme élément unificateur de son domaine au Moyen-Orient a également joué un rôle prépondérant... H.L.

L'ÉVÉNEMENT
DU JEUDI
21 mars 1991

TURQUIE / La tension est vive dans le Kurdistan sous état d'urgence

Pas de quoi fêter le nouvel an

Pour la première fois, le Newroz (premier jour de l'an) est chômé, aujourd'hui. Mais les Kurdes considèrent les concessions faites ces temps par Ankara comme de la « poudre aux yeux ».

La « modération » de la politique d'Ankara vis-à-vis des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie est jugée « insuffisante » par les Kurdes majoritaires dans le sud-est anatolien où les forces de l'ordre maintiennent leur pression à l'heure du Newroz (nouvel an) qui est généralement l'occasion d'incidents violents.

Le Parlement turc étudie actuellement, à la demande du président Turgut Ozal, un projet de loi levant l'interdiction de l'utilisation de la langue kurde imposée en 1983 par le régime militaire du coup d'Etat du 12 septembre 1980.

Amnistie pour les « terroristes » ?

Cette volonté déclarée de lever l'interdit, ainsi que les contacts récents à Ankara entre des représentants du gouvernement et des leaders du Front du Kurdistan d'Irak (FKI, regroupant 6 partis kurdes), signifient un changement de politique du pouvoir central d'Ankara vis-à-vis des Kurdes. Un changement qui pourrait aller jusqu'à amnistier les membres du Parti indépendantiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste, en lutte armée depuis 1984) détenus pour « activités terroristes », à en croire les propos du chef de l'Etat.

Les personnes interrogées dans cette région sous Etat d'urgence depuis 1987, après sept ans d'état de siège, affirment que ces « mesures de modérations sont artificielles ». La région fête aujourd'hui le Newroz qui a été déclaré officiellement une fête chômée, pour la première fois dans le sud-est anatolien.

« Ils nous jettent de la poudre aux yeux et croient que les Kurdes opprimés depuis des années, des siècles, peuvent

se contenter de ces quelques petites libertés », déclare Seyhmuz Altinkaya, un commerçant de Sirnak. Plusieurs personnes ont trouvé la mort dans cette ville, fin février, lors d'incident entre forces de l'ordre et ouvriers qui protestaient contre la fermeture des mines voisines.

Prêts à partir en Irak

« Nous pouvions de toute façon parler notre langue chez nous, le vrai problème qui est la répression des forces de l'ordre reste toujours en vigueur », affirme-t-il en se référant aux événements depuis fin février à Sirnak, Idil, Dargeçit, Siirt et Silvan, qui ont fait au moins six morts et une quinzaine de blessés.

Concernant les derniers développements de la lutte des mouvements d'op-

posants kurdes contre le régime de Saddam Hussein dans le nord de l'Irak, les Kurdes de Turquie sont unanimes. Du commerçant de Van au chauffeur de taxi de Diyarbakir, du paysan de Silopi à l'hôtelier de Mardin, ils souhaitent que les Kurdes de « là-bas » puissent vivre sous le drapeau « d'un Etat kurde indépendant ».

« L'essentiel c'est d'obtenir l'autodétermination, tout autre problème au sein d'un Kurdistan est actuellement secondaire », selon un notable de Diyarbakir. Cette même source désireuse de rester anonyme affirme même que de nombreux Kurdes de Turquie se rendraient en Irak si un Etat kurde indépendant était fondé dans le nord de l'Irak.

(Diyarbakir/AFP)

La grande peur dans la montagne

Sur la route de Siirt, petite ville de montagne située à l'extrême sud-est de la Turquie, les contrôles militaires sont fréquents, fouilles et vérifications d'identité à la clef. L'entrée de la cité est bien gardée, et pour cause. Evin Aydar y

habite. Elle est fondatrice de la section des droits de l'homme locale et elle vit sous haute surveillance. Son bureau et son domicile, les deux points les plus « fliqués » de la ville, sont devenus le « Mur des lamentations ».

« Dès que quelqu'un disparaît, dès qu'un village est brûlé, dès que la police arrête un homme, sa famille arrive ici pour raconter, témoigner. L'obsession, la peur première des gens ici, c'est l'oubli, alors j'écris des lettres qu'ils signent, et on les envoie aux autorités régionales, nationales, aux journaux, et même aux militaires. Quand ils sortent de prison, ils reviennent ici raconter leurs interrogatoires et les tortures. Je fais pareil.

« La lutte armée inévitable »

« Mon mari et moi avons peur. Je n'envoie pas mon fils à l'école, on ne sort pas la nuit. Pour l'accouchement de mon deuxième fils, je suis partie à Batman, ville où je connaissais des médecins. Ici, j'avais trop peur que, comme par hasard, les choses se passent mal. »

« La peur est le dénominateur commun de tous les Kurdes », conclut son mari Subeyir. Avocat, il est chargé de la défense des « terroristes » ou « indépendantistes », c'est selon. « Ils veulent ressembler à une démocratie, alors on les



Le président Ozal se veut rassurant. Et son sourire apparaît souvent affiché. Comme ici à Diyarbakir. (Photo A.K.)

combat avec leurs propres armes, la loi. Mais cela ne suffira pas à nous rendre notre terre: la lutte armée est inévitable».

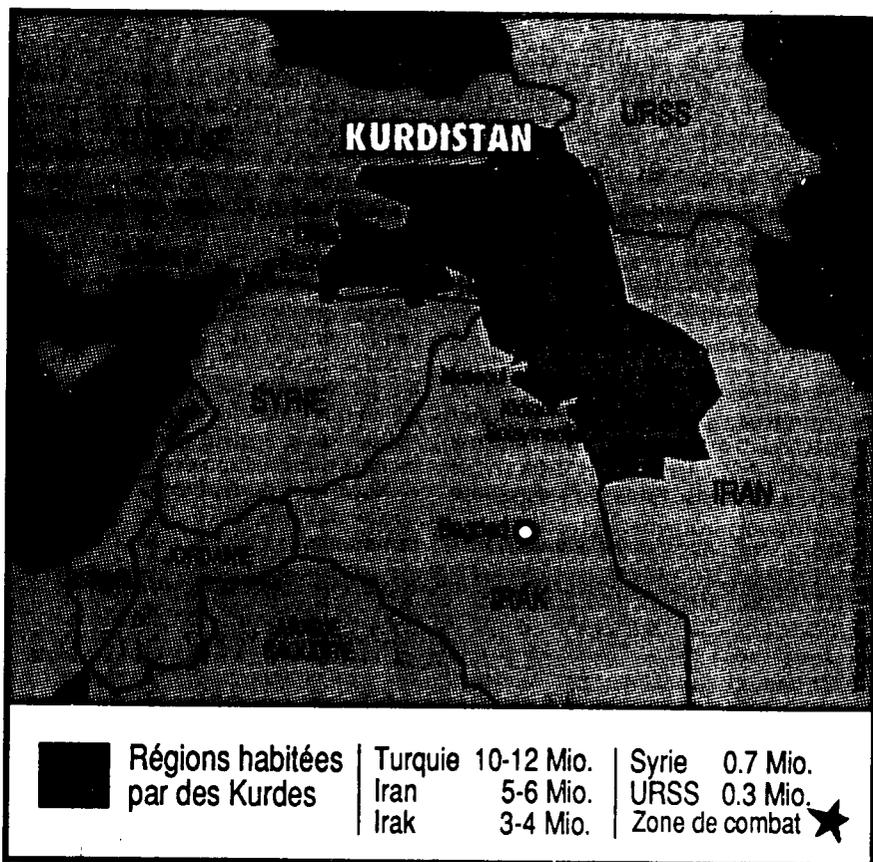
Les effets de la crise du Golfe

La guérilla sanglante du PKK fait beaucoup d'adeptes, notamment chez les jeunes désœuvrés. Face aux actions commandos, souvent meurtrières, du PKK, l'armée réplique: outre les arrestations arbitraires, le «fliquage» de la population et des journalistes, des villages entiers sont brûlés, rasés et vidés de leur population, en vertu de la loi 413 «pour la propre sécurité des villageois». Ces derniers sont priés de se reloger à leurs frais, par leurs propres moyens, dans les banlieues des villes les plus proches.

Face à cette situation, une frange de la population turque essaie de réagir. Pour les intellectuels turcs, le problème kurde sera résolu par une démocratisation de la Turquie. Selon Muntaz Soysal, «la république a fait une erreur de négliger cette région. Maintenant, elle le paie très cher. Le problème kurde est un problème de droit, renchérit-il, pas un problème d'indépendance».

Il faut décentraliser, organiser des élections libres. L'indépendance n'est pas, et ne sera pas une solution. Reste que dans le sud-est de la Turquie, l'exil interne et les lois d'exception règnent en maître. La crise du Golfe, pour l'instant, n'a eu que des effets négatifs pour les Kurdes, et les rêves de puissance régionale turcs ne les rassurent pas.

SIIRT / Angélique KOUROUNIS



Entretien avec le directeur de l'Institut Kurde de Paris Kendal Nezan «Nous ne sommes pas assez forts»

Kendal Nezan, quelle est actuellement la situation au Kurdistan irakien ?

— On assiste à une véritable lame de fond. Mais uniquement dans le nord. Pour l'instant, à peu près 75 % du territoire kurde a été libéré, des villes comme Arbil, Sulaimanya sont sous le contrôle des partisans kurdes. Le soulèvement est parti des camps d'internement situés le long des grands axes militaires près des villes principales. Les prochains buts sont les villes de Kirkouk et Mossoul, mais la prise de 5000 otages déportés à Bagdad retarde les combats. Saddam Hussein menace de les exécuter et nous savons qu'il le fera sans hésiter.

— Quel est l'état des forces kurdes ?

— Ce que je peux vous dire, c'est qu'il y a à peu près 150 000 hommes en armes, tous bien entraînés, disciplinés et structurés; mais ce n'est qu'une estimation.

— Pourquoi une telle différence entre la rébellion au sud et au nord de l'Irak ?

— Le soulèvement des Chiites au sud est complètement spontané, sans aucun préalable et sans structure. Les Kurdes

du nord ont 30 ans de combat derrière eux. De plus, les conditions sont différentes. Au nord, ce sont les montagnes propices à la guérilla; au sud, c'est le désert plat. Enfin, les Kurdes ont fait d'importantes prises d'armes, notamment des chars de combat.

— Quelle est l'aspiration des Kurdes de la région ?

— Si vous demandez à n'importe quel Kurde ce qu'il veut, il vous répondra «un pays», donc l'indépendance. Mais le réalisme et la conjoncture internationale posent un frein à un tel rêve. Toutes les grandes puissances sont opposées «au démantèlement de l'Irak», ce qui veut dire, en clair, qu'elles s'opposent à la création d'un Etat kurde indépendant.

De plus, tous les Etats de la région s'entendent pour étouffer dans le sang toute tentative kurde. Nous ne sommes pas assez forts pour nous opposer dans un même front aux puissances régionales et internationales. Donc, le seul espoir réaliste pour notre survie est la création d'une structure fédérale à l'intérieur des états préexistants. C'est-à-

dire, pour l'Irak, la création d'une république fédérale laïque et démocratique. En Iran, les Kurdes demandent une autonomie dans le cadre de la république iranienne; idem pour la Syrie où 15 % de la population est kurde, dont 150 000 sont même privés de la nationalité syrienne. En Turquie, le problème est différent. Les partis politiques kurdes sont interdits. On ignore donc leur aspiration réelle. La seule structure existante est le PKK militaire et clandestin. Il veut l'indépendance.

— Justement bon nombre d'intellectuels turcs, arguant du fait que plus de la moitié des quelque 12 millions de Kurdes turcs vivent dans les grandes villes, pensent qu'avec l'octroi de droits culturels, syndicaux et politiques, les revendications autonomistes kurdes disparaîtront au profit d'une intégration totale. Qu'en pensez-vous ?

— C'est un vœu pieux. Depuis 70 ans, la Turquie rêve de nous assimiler. On a vu le résultat. Il faut que le principe de la réalité intervienne et fasse cesser cette schizophrénie collective. On ne peut pas

changer nos voisins; ils sont là, il faut donc que l'on s'entende. Le fait que la moitié des Kurdes turcs sont disséminés est plutôt une bonne chose. Ils peuvent ainsi divulguer leurs idées; et les autorités, à moins d'une répression générale ou d'une guerre civile, ne peuvent les arrêter et les surveiller comme elles le font au Kurdistan.

Il faut trouver une solution intelligente et acceptable par les deux parties. La seule possible serait la création d'un état binational. Un *bis repetita* de la solution turque à Chypre. Ce qui est bon pour les Turcs à Chypre peut aussi l'être pour nous. Pourquoi faire deux poids deux mesures?

- Quel peut être le rôle des Kurdes dans l'après-guerre?

- Actuellement le problème kurde a des répercussions internationales. On commence à comprendre qu'il n'y aura pas de paix dans la région sans un règlement du problème kurde. C'est déjà beaucoup. Si le problème des 25 à 30 millions de Kurdes n'est pas résolu, il n'y aura jamais de paix au Moyen-Orient. Les Kurdes ont des aspirations démocratiques. Ils peuvent devenir un garant important de la paix et de la démocratie dans cette région.

- N'avez-vous pas peur qu'au lendemain de la guerre du Golfe la priorité soit donnée au problème palestinien?

- Les Kurdes ont adressé un appel au président Mitterrand pour que la question kurde ne soit pas oubliée, mais le problème palestinien est très important. Nous souhaitons son règlement incontournable pour l'assainissement de la région. Nous savons que la France, les Etats-Unis et l'Angleterre réfléchissent au problème kurde. Il fait partie de l'agenda des discussions. Pour nous, c'est déjà le début d'une solution. Les Etats qui feront des concessions, recevront des compensations. Le tout est de savoir où il faut placer la barre. Les Kurdes sont disséminés dans quatre pays, dont l'un est membre de l'Otan, avec une importance stratégique capitale. Les choses ne sont donc pas aisées.

- La Turquie veut se porter garante d'une éventuelle Fédération irakienne. Elle met en avant la minorité turkmène et kurde. Qu'en pensez-vous?

- Les Turkmènes sont, au plus, 60 000. De deux choses l'une. Soit le parti récemment créé à Ankara se révèle représentatif de la réalité turkmène, auquel cas les Kurdes discuteront avec eux; soit il ne l'est pas, et les Turkmènes devront en créer un. En tout état de cause, la Turquie n'a pas à s'immiscer dans les affaires de l'éventuelle Fédération irakienne ou alors, en vertu du même principe, les Kurdes irakiens s'immisceront dans les affaires de leurs frères kurdes turcs.

- Vous avez de l'espoir pour la création d'un Etat kurde indépendant?

- Actuellement, il y a le dogme de l'intangibilité des frontières. Il faut attendre l'évolution de l'Union soviétique. Si de nouveaux Etats sont créés, il y aura un précédent.

Propos recueillis par
Angélique KOUROUNIS

Iraqi Kurds take over border point with Turkey

Rebels say they control 95 per cent of Kurdistan

Reuter, AP and Staff

Kurdish rebels fighting to topple Iraqi President Saddam Hussein took over Iraq's main border crossing point with Turkey yesterday and said they controlled 95 per cent of Iraqi Kurdistan.

Refugees from Basra in the mainly Shia Muslim south, meanwhile, said troops loyal to Mr. Hussein held three-quarters of the port city and were turning their artillery on remaining rebel-held districts.

Witnesses at the Habur River near Cizre in southern Turkey said Kurdish rebels hauled down the Iraqi flag on the bridge between the two countries and hoisted a red-and-green flag of their own. No resistance was reported.

In Paris, a spokesman for the Kurdistan Democratic Party said all government troops in the northern province of Duhok, bordering Turkey, had surrendered with their weapons.

"The KDP and its allies now control virtually all the Iraqi Kurdistan, about 95 per cent," spokesman Jafar Guly said.

In Washington, the State Department confirmed that the rebels held areas of the Kurdish north adjacent to the Turkish border but did not say how much.

U.S. spokesman Richard Boucher also said fighting continued elsewhere in northern Iraq as well as in the south. He said Iraqi troops had used heavy artillery against rebels in the Shia holy cities of Najaf and Karbala but could not confirm reports that shrines had been damaged in the fighting.

Since the expulsion of foreign reporters from Iraq, it has been almost impossible to independently verify rebel claims.

In Moscow, U.S. Secretary of State James Baker pointedly warned Mr. Hussein that the ceasefire agreement in the wake of the six-week war that ousted Iraq from Kuwait imposed strict limits on the Iraqi leader's military operations. The implication was that the United States might resort to force to restrict his tactics in quelling the rebellions.

U.S. President George Bush has said that the Iraqi government's helicopter attacks on the rebels would violate the terms of a provisional ceasefire in force in the south.

Soviet foreign minister Alexander Bessmertnykh emphasized that the United Nations Security Council had authorized force only to reverse Iraq's seizure of Kuwait.

Earlier, Soviet President Mikhail Gorbachev signalled Mr. Hussein that he would not get support from Moscow in putting down the rebellions. "Let the Iraqi people themselves take care of that."

U.S. officials, meanwhile, acknowledged that forward elements of U.S. troops in southern Iraq had re-occupied positions they abandoned earlier in the week. This involved northward movements of up to 50 kilometres, Pentagon officials said, but signified no change in the U.S. position.

Field commanders of the 101st Airborne and 1st Air Cavalry divisions apparently decided to consolidate their forces in preparation for a permanent ceasefire and used helicopter patrols to cover the abandoned territory in the Euphrates River valley.

But when General Norman Schwarzkopf, commander of the U.S. gulf forces, learned of the moves, he ordered them to return, U.S. Marine Corps Brigadier-Gen-

eral Richard Neal said yesterday in Riyadh. "He said, 'No, I want you on the ground up there, not covering it by flying over it periodically.'"

Officials in Washington said there had been no change in U.S. policy toward Iraq. That policy, however, remained relatively inscrutable.

With its army occupying 15 per cent of Iraq and its air force ostentatiously shaking Baghdad with sonic

booms every day, the United States says it wants to see an end to Mr. Hussein's government.

But Washington is not prepared to support the rebels fighting against the remnants of Iraq's armed forces. And U.S. officials acknowledge they are not sure they really want the insurgents to win.

"Ideally, I guess, we'd still like to see someone from the traditional Sunni elite take over," one State De-

partment official said this week. "The Shiites make the Saudis and Kuwaitis very nervous, and the Turks are not happy about the Kurds. It's a bit of a mess right now."

Shiites make up about 55 per cent of Iraq's 17 million population. Mr. Hussein's ruling circle consists of

Please see REBELS — A2
Trapped in terror — A12

LE COURRIER / LA LIBERTÉ 21 mars 1991

LE
COURRIER ÉTRANGÈRE

Insurrection en Irak: le nord résiste mieux que le sud Répression contre les Kurdes

L'armée irakienne a intensifié hier sa répression contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak en utilisant son aviation, alors que Washington, qui a interdit à Bagdad l'emploi d'avions, a confirmé avoir abattu un chasseur-bombardier pour la première fois depuis le cessez-le-feu.

L'une des principales formations de l'opposition kurde, l'Union patriotique du Kurdistan irakien, a annoncé depuis Téhéran que «les avions et les hélicoptères irakiens bombardent sans interruption au napalm et au phosphore» depuis mardi soir l'importante ville de Kirkouk, dans le Kurdistan, dont les opposants ont annoncé mardi la prise.

L'opposition kurde a également affirmé que les puits de pétrole de la région sont «systématiquement bombardés», cinq d'entre eux ayant pris feu. Kirkouk est au centre d'une importante région pétrolière.

Avion abattu

Les alliés avaient prévenu Bagdad qu'il ne devait faire voler aucun de ses appareils dans son espace aérien sans leur autorisation et que l'utilisation de son aviation et de ses hélicoptères dans la répression des troubles serait considérée comme «une menace contre les forces de la coalition».

Washington est par conséquent passé aux actes et un appareil F-15 de l'US Air Force a abattu au nord de Bagdad un chasseur-bombardier irakien qui avait violé les restrictions de vol imposées par les alliés, selon la Maison-Blanche. Cet incident constitue la violation la plus grave du cessez-le-feu provisoire conclu le 7 mars entre Bagdad et les pays membres de la coalition anti-irakienne.

A Washington, le président George Bush a déclaré que si d'autres avions irakiens violaient l'accord passé entre l'Irak et les alliés, ils seraient également abattus. M. Bush a cependant estimé peu probable qu'il y ait un autre incident de ce genre et la Maison-Blanche a souligné que les Etats-Unis ne reprenaient pas les hostilités mais ne faisaient que continuer à mettre en application le cessez-le-feu provisoire.

Dans le sud de l'Irak à dominante chiite, l'insurrection semble s'essouffler et les médias officiels irakiens font état de visites de responsables dans plusieurs villes qui ont été le théâtre de soulèvements. Bassora, où avaient convergé un grand nombre de soldats battant en retraite du Koweït, a été le théâtre d'une importante insurrection. L'opposition chiite, qui affirmait au début du mois contrôler entièrement la ville encerclée par l'armée, a reconnu récemment en tenir 40%.

(ATS/AFP/Reuter)

Un infierno cerca del cielo

Los kurdos viven bajo la represión en los montes que separan Turquía de Irak

BRU ROVIRA / KIM MANRESA (Fotos)

Hemos llegado a Van a primera hora de la tarde en el único avión que, cuando el tiempo lo permite, comunica esta región del Kurdistán turco con Ankara y, ahora, cuando el sol se ha eclipsado detrás de las inmensas montañas de más de cuatro mil metros y la única luz es el reflejo de las estrellas sobre la nieve, nos dirigimos hasta el café Kus, donde estamos citados con Raif. Raif es kurdo y nos ha prometido establecer contacto con la "phesmarga", la guerrilla nacionalista que opera en la zona fronteriza entre Turquía e Irak.

Fuera, en la calle, el termómetro marca quince grados bajo cero. Dentro, en el café, una tímida estufa de leña y el calor humano de los parroquianos permite desprendernos de bufandas y gorros para entregarnos a la ceremonia del té que nos sirve un camarero de pelo engominado. Pedimos también algo de comer y el hombre nos trae aceitunas negras y "otlu penir", una potente masa pastosa elaborada con leche de cabra, ajos y hierbas que, según nos informa con orgullo, es el queso típico de la región.

Van, al igual que otras diez provincias del "suroeste" de Turquía —para los turcos el Kurdistán es un nombre prohibido, inexistente—, se encuentra en estado de emergencia. Desde que empezó la guerra del Golfo, el ejército ha movilizado 180.000 soldados en la zona, ha reforzado los controles y ha prohibido la libre circulación de los periodistas. En principio, la militarización de la zona se debe a la guerra, aunque todo el mundo sabe que los esfuerzos del Gobierno turco por controlar la frontera iraquí son menos importantes que los que dedica a reprimir y vigilar a la propia población kurda que, aquí, es el noventa por ciento de los ciudadanos.

Los kurdos de Turquía viven sometidos a una persecución sistemática y ahora, cuando sus compatriotas del lado iraquí pelean contra Saddam Hussein y reclaman autonomía, el Gobierno de Ankara teme que también en Turquía los kurdos reivindiquen sus derechos nacionales. De hecho, los kurdos que viven dentro de las fronteras turcas saben que la guerra de Occidente por el "imperio del bien" se ha olvidado de ellos y que, a pesar de que quienes les gobiernan están en la OTAN y aspiran a entrar en la CE, nada hace suponer que estos careados ideales respondan a un ideal ético extensible para los que viven en "casa".

—Sólo la maldita política, dicen. Y tienen con qué argumentar.

Hasta 1965 el Kurdistán fue un territorio militar prohibido a los extranjeros. A partir de aquella fecha hubo una cierta liberalización, pero fue interrumpida con el golpe militar de 1980. Los kurdos fueron entonces perseguidos y masacrados. Hubo miles de muertos y al menos doscientos mil kurdos fueron encarcelados y torturados. En 1983, el ejército turco entró incluso en territorio iraquí —con el beneplácito de Bagdad— para reprimir a los kurdos más allá de su propia frontera.

Veinticinco millones

Raif ya nos ha avisado que no sería puntual. La copiosa nieve caída estos días ha colapsado las carreteras y resulta una aventura salir de casa. El café se va llenando poco a poco. Hombres de gruesos bigotes y nariz majestuosa. Ambiente cargado de hombres solos. Una orquesta compuesta de un timbal y un Tenbur —una especie de laúd— empieza a desgranar un ritmo machacón y melancólico. De pronto, una cantante que responde por Tueçe sale desde detrás de una cortina y empieza a cantar con

voz gutural que suena como un lamento y nos recuerda al cante jondo. Tueçe tiene la piel blanca y sus ojos brillan como el almíbar. Los hombres le ofrecen, agradecidos, billetes de diez mil libras (unas 300 pesetas) que un camarero enano pega con cuidado en su traje de lentejuelas. Nos explican que canta una canción kurda. La historia de un hombre que sufre por tener que dejar su país y a su amada.

Sacamos nuestro cuaderno de notas.

Los kurdos son en la actualidad unos 25 millones de personas. Quince de ellos viven en Turquía. El resto está diseminado desde la Primera Guerra Mundial entre Irak, Irán, Siria y la URSS. A pesar de que sólo en este último país se les reconocen sus derechos nacionales, siguen conservando sus tradiciones y su lengua compuesta de varios dialectos y tres alfabetos (el latino, el árabe-persa y el cirílico).

Según un informe de Amnistía Internacional, las violaciones de los derechos humanos —torturas, asesinatos, detenciones irregulares, juicios sin garantías— gozan aquí de una salud notable. Leemos: "Dos hombres que prefieren esconder sus nombres explican que fueron detenidos en febrero de 1990. Pasaron siete días en la comisaría de Diyarbakir y fueron interrogados mediante tortura. Les vendaron los ojos, los desnudaron, los colgaron en forma de cruz y les lanzaron chorros de agua helada. Les aplicaron también descargas eléctricas".

Seguimos leyendo: la noticia de la agencia Reuter que cuenta cómo durante el pasado mes de enero murieron veinte personas durante una revuelta en Sîrnak; el escalofriante relato de los habitantes de un pueblo que fueron obligados a comer excrementos por negarse a denunciar a los guerrilleros; leemos también la historia de Naif Simsek, que fue arrastrado por el barro y por la nieve durante hora y media por el mismo motivo y luego "el comandante me ordenó que corriera hacia los campos. Se rió y dijo: 'tú corre y uno de nosotros abrirá fuego y prepararemos, ja, ja, ja, un informe diciendo que matamos a un terrorista'. Yo no corrí. Así que me pegaron. Todavía estoy enfermo y no puedo cuidar de mi rebaño".

En la guía turística que hemos comprado en Ankara no se cuenta nada de todo esto. Los kurdos no existen. El presente es el estado fundado por Atatürk. El pasado, la gloriosa historia de la humanidad; aquí se estableció seis mil años antes de Cristo el reinado de Uratru, una avanzada civilización que conocía incluso la escritura.

Según el Génesis, Yahvé Dios plantó en Van el jardín del Edén, "donde solía pasear todas las tardes", e hizo brotar "toda clase de árboles hermosos a la vista y sabrosos al paladar", el árbol de la vida, el de la ciencia, el del bien y del mal. Y, "tras hacer brotar un río que regaba el jardín y de allí partía en cuatro brazos (Pisón, Guijón, Tigris y Éufrates), tomó Yahvé Dios al hombre y lo puso en el jardín para que lo cultivase y guardase".

También aquí, en la ladera del majestuoso monte Ararat -5.156 metros de altitud-, "el día veintisiete del séptimo mes se asentó el arca de Noé".

Pero aquellos eran otros tiempos.

Raif acaba de llegar y se lo comentamos.

-Otros tiempos, sí.

Raif tiene la nariz enrojecida por el frío. Besa a los visitantes y agradece el té caliente que toma a sorbitos.

Luego dice:

-Ya lo ven.

No pretende ser un comentario filosófico sobre las paradojas de la historia. Ni la amarga apreciación de que el entusiasmo occidental por el progreso nada tiene de generoso y que, en ningún caso, es aplicable a "los otros". Esto, acaso, lo pensamos nosotros.

Raif dice, simplemente:

-Ya lo ven.

Y es una enorme amargura la que esconden las palabras de este pastor, hijo de un pueblo perseguido y olvidado, que en otros tiempos habitó el jardín del Edén.

Salimos a la calle y caminamos haciendo malabarismos para no patinar en el hielo.

Raif se interesa por lo que ocurre en Irak. Parece satisfecho por los avances de la guerrilla kurda que empieza a controlar el norte del país. Pero teme la postura del Gobierno turco que, en Ankara, ha expresado su temor a Tala-

Hoy empieza el año 2603 kurdo

■ Hoy, 21 de marzo, es el día de Nawroz, fiesta nacional kurda. Esta fiesta se basa en una leyenda ocurrida el primer día de la primavera del año 612 antes de Cristo, que es el primer día del calendario kurdo. De hecho, los kurdos celebran hoy el año nuevo, 2603. Según nos cuenta Kamal, la historia que originó esta fiesta es la siguiente: "Vivía en aquellos tiempos un tirano llamado Zuhac que tenía dos serpientes en la espalda. Las serpientes le hacían sufrir enormemente y, para calmarlas, el tirano las alimentaba cada día con los sesos de dos adolescentes que eran previamente decapitados. La gente vivía aterrorizada y no sabía qué hacer para salvar la vida de sus hijos. Kawa, un herrero

del pueblo, había entregado ya a ocho de sus hijos, y llegó el día en que le tocó entregar a su último hijo. Era el más pequeño y Kawa lo amaba con locura. Así que decidió forjar armas y prepararse para la lucha. Encendió también hogueras para que acudieran en su ayuda todos los habitantes del reino. Y, todos juntos, asaltaron el castillo del rey Zuhac y le dieron muerte. Muerto el tirano, empezó la historia de los kurdos. Esta leyenda guerrera ha sido siempre un símbolo de nuestro pueblo en su lucha por la libertad."

En Turquía, la fiesta de Nawroz ha estado siempre prohibida, y todos aquellos con los que hemos hablado no se atreven a celebrarla por miedo a las represalias.

En los otros países donde viven los kurdos, la prohibición ha dependido siempre del momento político, pero en Irak, por ejemplo, durante los últimos años muchos pueblos han desafiado la prohibición y son muchas las personas que han muerto por este motivo. Este año, la fiesta de Nawroz será, sin duda, sonada en las zonas de Irak que se encuentran en manos de la guerrilla kurda. En Turquía se teme, por otra parte, que muchos kurdos se enfrenten a la prohibición y que hoy puedan producirse importantes enfrentamientos con el ejército en la región del Kurdistán. De hecho, la tensión crece a medida que en Irak los kurdos ocupan nuevas ciudades.

bani y Barzani -líderes de la oposición kurda iraquí-, sobre la posibilidad de que los kurdos quieran un estado independiente en Irak.

"Nos aman si nos pueden utilizar"

No lo tolerarían, dice Raif. La "sensibilidad" occidental sobre el problema kurdo, se queja Raif, es puramente coyuntural: "Nos aman en Irak porque luchamos contra Saddam. Nos aman sólo si nos pueden utilizar, pero ¿qué ocurrirá en Turquía si los kurdos exigimos también que se nos respete?"

De momento, el presidente turco, Turgut Özal, ha presentado al parlamento una propuesta para que se revise la ley que prohíbe utilizar la lengua kurda, aunque Raif no tiene muchas esperanzas, pues es evidente que el kurdo sigue prohibido y que el país por el que viajamos se encuentra en estado de guerra.

Curiosamente, un diario de la capital ha realizado una encuesta según la cual el 42 por ciento de los encuestados aprueba los contactos del Gobierno turco con la oposición kurda-iraquí, pero cuando se les pregunta si un estado turco en Irak sería una amenaza para Turquía, sólo el 31 por ciento dice que no, mientras el 48 por ciento responde de forma favorable. Obviamente, la encuesta no se ha hecho en el "Suroeste".

Cuando llegamos al hotel, Raif dice que se quedará a dormir. Es demasiado tarde para aventurarse en medio de la nieve.

LOS MILITARES Y LA NIEVE BLOQUEAN LA FRONTERA

La revuelta kurda en Irak ha puesto en pie de guerra al ejército turco. Pero el ejército parece menos preocupado por lo que ocurre en Irak que por sus propios ciudadanos kurdos, quienes ven con buenos ojos la lucha de sus hermanos del otro lado. La nieve, por otra parte, ha bloqueado los pasos clandestinos de la región y hace difícil los movimientos de la "phesmarga" -guerrilla-, que se esconde entre estas montañas que llegan a los 4.000 metros de altitud. Los extranjeros son celosamente vigilados y se ha prohibido trabajar a los periodistas

El día amanece soleado. Raif nos da algunas direcciones. Amigos que viven junto a la frontera. Al despedirnos, nos abraza con sus fuertes brazos de oso:

—Buena suerte.

Y se queda plantado en medio de la calle mientras nuestro taxi avanza entre la nieve hacia Hakkari, ciudad que viene reseñada en nuestra guía como "la más remota del país, la provincia turca más problemática, con la cadena montañosa más sorprendente entre Suiza y la India". "Hakkari —recomienda— debe dejarse de lado. La mitad de la población vive recluida en miserables chabolas y la otra mitad está compuesta por los que aterrorizan a la anterior: oficiales expulsados de

otras provincias por mal comportamiento."

Al salir de Van pasamos dos controles del ejército que revisan minuciosamente el equipaje y se interesan por nuestro destino. Decimos que vamos a Irán, que no pensamos quedarnos en Turquía. No sabemos si se lo creen, pero está claro que informan inmediatamente, porque todos los controles están; a partir de ese momento, al corriente de esos extraños españoles que viajan en un R-12 hecho polvo.

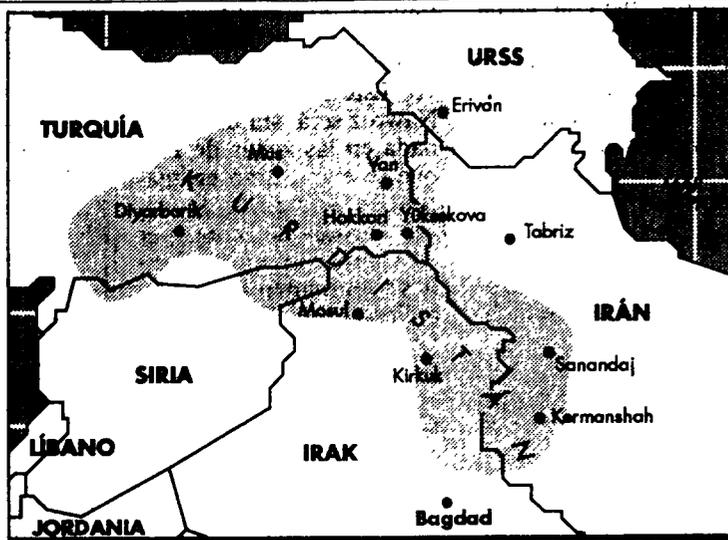
El viaje, de sólo 200 kilómetros, dura todo el día, y merece la pena olvidarse durante unas horas de las miserables cosas del hombre para entregarse a la contemplación de una geografía espectacular y salvaje.

Después de cruzar un puerto de montaña por una carretera angosta en cuyo arcén, es un decir, encontramos algunos camiones bloqueados por la nieve, llegamos hasta la ciudad de Hosap, que tiene una magnífica fortaleza construida por Sari Solimán en el siglo XVII, también símbolo de que cualquier tiempo pasado fue mejor: de la magnificencia de aquel castillo hoy sólo quedan unas ruinas y un pueblo de casas de adobe habitado por pobres campesinos. Vemos unas niñas que limpian la vajilla en el río sentadas sobre la nieve, rebaños de ovejas, gentes que se alejan hacia las nevadas montañas montando burros.

Seguimos hasta Baskale zigzagueando el río Zab —afluente del Eufrates—, donde llegamos cerca del mediodía.

Baskale está situada a 2.500 metros de altitud y es la zona urbana más alta de Turquía. Aquí también tienen un drama que contar, el de los nestorianos —seguidores de un teólogo de Antioquía que fue condenado por el concilio de Caldea—, que cayeron en el olvido tras las invasiones musulmanas, resurgieron después de la Primera Guerra Mundial y crearon su propio Estado.

La cosa, claro, duró poco. Perseguidos y masacrados tuvieron que refugiarse en Irak, entonces bajo protectorado británico. Tras la independencia de Irak, los nestorianos huyeron de nuevo a Turquía y Siria, hasta que la Liga de Naciones decidió enviarlos a la selva del Amazonas donde, parece, se tienen tímidas noticias sobre la existencia de algunos supervivientes.



LA VANGUARDIA

Desde Baskale hay que subir un peligroso puerto de 2.790 metros que ofrece la espectacular visión de la sierra de Hakkari y el monte Ciro —4.168 metros—, una enorme muralla blanca situada en el triángulo que forman las fronteras de Turquía, Irak e Irán. Descendemos por un angosto desfiladero y, superados

los patinazos del coche, llegamos a "la ciudad que debe dejarse de lado".

Y, aunque sea sólo por una vez, no le falta ciertamente razón a nuestra guía. Hakkari es un cuartel militar. Por cada kurdo, hay más de cinco soldados o policías que vigilan sus movimientos. A nosotros nos asignan cuatro ángeles de la guarda que siguen nuestros pasos y se comunican por radio con sus superiores. Las patrullas militares pasean en formación por la calle, donde el mercado es la única fuente de ingresos de la ciudad. Gracias a un amigo conseguimos entrar en una casa donde se celebra una boda. Tenemos suerte: es una boda kurda. Los hombres la celebran con el novio en uno de los pisos, mientras las mujeres lo hacen en otro.

Nos invitan a comer. Cambiamos impresiones, pero tienen miedo a hablar de política. Así que nos entregamos a la fiesta de los sentidos. Sólo los más jóvenes se atreven en este escondrijo a lucir el vestido kurdo. Se cantan canciones tristes, acompañadas de una flauta zirne y un tambor. Empieza el baile. Es una especie de sardana: los hombres se cogen de la mano en círculo; los primeros pasos son lentos, luego aumentan subiendo las manos delante del pecho y, finalmente, se llega a un crescendo de saltitos. El suelo parece que vaya a hundirse. Los hombres se abrazan. Están emocionados. Algunos lloran. Nos invitan a visitar a las mujeres. En una esquina la novia espera tapada la hora en que perderá la virginidad, mientras las mujeres bailan. Visten trajes de colores chillones y nuestra visita convierte la sala en un gallinero. Las jóvenes nos miran, se tapan, cuchichean, corren, se dan golpecitos.

Cuando salimos a la calle nevada copiosamente y el frío glacial es casi peor que el hotel que nos espera. ●

Los líderes Talabani y Barzani establecen sus cuarteles generales en la zona del conflicto

Los kurdos iraquíes preparan un Gobierno de hecho

RAFAEL FRAGUAS, Madrid
Radio Kurdistán Libre, que emite desde el Kurdistán iraquí en kurdo, turco y árabe, anunció hace tres días la inminente procla-

mación de un estatuto político en ese territorio, que asegura está bajo control militar y político de las guerrillas de la Unión Patriótica y del Partido Democrático del Kur-

distán. Sus dos líderes, Jalal Talabani y Masud Barzani, respectivamente, están ya en el interior del país, donde han establecido sus cuarteles generales.

Husein Kaya, portavoz del Frente Nacional de Liberación del Kurdistán (RNK) anunció ayer en Madrid, por su parte, la inminente creación de un Gobierno kurdo de hecho en el territorio del Kurdistán iraquí. Ambas iniciativas políticas, según Kaya, van a coincidir con la celebración el 21 de marzo del *Newruz*, fiesta nacional kurda.

Radio Kurdistán Libre anunció hace tres días que se dan los últimos retoques a la proclamación de un Estatuto kurdo, un programa político mínimo unificado, acordado por las organizaciones combatientes, con la autodeterminación del Kurdistán como eje básico.

La creación de Radio Kurdistán Libre fue decidida en una reunión interkurda celebrada hace tres semanas en la capital siria, Damasco, por acuerdo de las principales organizaciones guerrilleras y políticas del Kurdistán.

La aplicación del Estatuto será efectiva, según la emisora, en Mosul, Arbil, Kirkuk, Suleimaniya y Zaho, las principales ciudades kurdas, donde ya funcionan comités de seguridad y de abastecimiento plenamente kurdos.

Los alimentos proceden del Kurdistán sirio y de Turquía, señaladamente de Uludere, donde las autoridades locales requisaron allí hace dos días importantes partidas de víveres. Los responsables detenidos en Turquía fueron acusados de romper el embargo decretado contra Irak, informó Husein Kaya.

Bandera gigante

Por primera vez desde 1946, las tres franjas roja, amarilla y verde de una bandera kurda de 70 por 50 metros ondean sujetas a un enorme dirigible avistable sobre el territorio del Kurdistán de Irak. Los *peshmergas*, combatientes kurdos, contro-



Combatientes kurdos iraquíes.

EL PAÍS

lan ya la mayor parte de esta tierra, según fuentes kurdas.

La ciudad petrolera de Kirkuk se encuentra prácticamente en sus manos, al igual que la mayor parte de un amplio espacio que abarca ciudades como Zoha, en la frontera iraquí con Turquía y Siria, hasta Mosul, Arbil, Suleimaniya y Janaquin, fronteriza con Irán, enclavada a 160 kilómetros de Bagdad, según aseguran las fuentes citadas.

La entrevista celebrada el pasado 8 de marzo en Ankara

entre representantes del presidente-turco, Turgut Ozal, y el líder kurdo Jalal Talabani, así como con un representante de Barzani, mantenida inicialmente en secreto pero filtra luego por diarios turcos como *Hurriyet* —el de mayor tirada de Turquía— alimenta la esperanza de los representantes kurdos en Europa.

Talabani y el enviado del PDK iraquí viajaron desde Damasco en un avión de las líneas aéreas de Siria hasta Estambul y de allí se desplazaron luego

discretamente a Ankara. Fuentes kurdas señalan que los representantes de Turgut Ozal dieron garantías a Jalal Talabani y a un delegado de Masud Barzani de defender su causa ante los principales foros internacionales.

Ozal, por su parte, encontró duras resistencias en su propio partido y en casi todos los partidos de la oposición ante su iniciativa de recibir a los dirigentes kurdos.

Entrevista polémica

El presidente turco dijo, tras airearse el asunto en la Prensa, que sus representantes se habían limitado a escuchar a los enviados kurdos. Varios ministros de su Gabinete criticaron la entrevista.

Los combates para conseguir el control del territorio han sido y continúan siendo encarnizados. A las armas automáticas ligeras de los *peshmergas*, los combatientes kurdos aseguran haber incorporado material pesado capturado a las fuerzas armadas iraquíes allí desplazadas o a los paramilitares kurdos del Partido Revolucionario Kurdo, organización filial del Partido Baaz.

Huseyn Kaya, portavoz del Frente Nacional de Liberación del Kurdistán, asegura que los *peshmergas* ya no encuentran apenas resistencia. Los soldados que no se rinden, señala, pasan a engrosar las filas de los combatientes kurdos. Su avance hacia el Sur prosigue.

La prohibición formulada por Estados Unidos a Sadam Husein de emplear la aviación, hace concebir a los líderes del levantamiento kurdo esperanzas en torno a la celebración del primer *Newruz* sobre un territorio kurdo-iraquí liberado. Gigantescas hogueras encendidas sobre montes y promontorios anunciarán a los kurdos la celebración de su fiesta nacional.

DAUPHINE LIBERE 22 mars 1991

Saddam au bord du gouffre

Le Kurdistan est tombé; les chiites menacent au sud; la situation de l'Irak aux dires du conseil national, est « la plus grave » qu'ait affrontée le pays.

Manama. — Le Conseil national irakien (Parlement) a laissé clairement entendre que la situation intérieure était extrêmement grave, en soulignant dans un communiqué publié mercredi soir, que le pays faisait face à « la plus féroce agression de son histoire contemporaine ».

Seul signe d'encouragement pour Bagdad: la Syrie aurait obtenu des Kurdes et de l'Iran qu'ils s'engagent à « ne pas instaurer de mini-états en Irak ». Une information qu'il convient de traiter au conditionnel, dans la mesure où elle n'est pas officielle, et qui se passe de toute précision.

Réuni en session extraordinaire pour annuler la décision du 7 août proclamant « la fusion » entre l'Irak et le Koweït, le conseil a lancé un appel pressant aux Irakiens pour qu'ils forment un rempart imprenable face aux ennemis et à leurs agents saboteurs ».

L'annonce de cette annulation, simple formalité après l'abrogation, le 5 mars, de toutes les mesures prises dans ce sens par le Conseil de commandement de la révolution (la plus haute instance dirigeante), figure en

deux lignes à la fin d'un long communiqué, consacré à la situation intérieure.

Le parlement a associé à « l'agression contre l'Irak » les pays de la coalition anti-irakienne et l'Iran, affirmant que l'objectif recherché était de « porter atteinte à l'unité nationale de l'Irak et aux réalisations historiques de la révolution conduite par le président Saddam Hussein ».

Défait militairement, isolé politiquement et en butte à la rébellion chiite dans le sud et kurde dans le nord, le régime baassiste irakien n'est jamais apparu aussi menacé depuis qu'il a pris le pouvoir en 1968.

Ayatollah

L'Irak a maintenu ces derniers jours le silence sur la situation au Kurdistan, où les rebelles affirment avoir pris le contrôle du gouvernorat de Ta'mim, riche en gisements pétroliers. L'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani a qualifié cette prise de « la victoire la plus brillante de l'histoire contemporaine des Kurdes et du Kurdistan ».

Le président irakien avait reconnu samedi dernier que la situation au Kurdistan échappait au contrôle des forces loyalistes, promettant d'écraser la rébellion.

Dans le sud et en dépit de l'annonce de l'écrasement de la rébellion chiite, le président irakien a éprouvé le besoin d'apparaître mercredi à la télévision avec l'ayatollah Aboul Kassem al-Khoï, le plus haut dignitaire chiite irakien, jusqu'ici d'ailleurs, totalement ignoré par les médias irakiens.

Selon l'agence officielle INA, le dignitaire religieux a « loué Dieu d'avoir permis au président Saddam Hussein de mettre fin à la discorde », au cours de la rencontre, et, condamné les auteurs des « meurtres et des pillages ». Il a ajouté qu'il « n'avait pas été informé des événements douloureux à temps » et qu'il avait ensuite rappelé qu'« il n'est pas permis de tuer et de piller » et qu'« il est interdit aux musulmans de s'entretuer ».

Le guide spirituel des chiites libanais pro-iraniens, cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, a affirmé jeudi que l'ayatollah al-Khoï avait été « emmené de force » auprès du président irakien et que sa vie était « menacée ».

Enfin, le ministre irakien du Commerce, Mohammed Mahdi Saleh, a reconnu la précarité de la situation alimentaire du pays. Il a affirmé que les rebelles chiites avaient pillé plus de 150.000 tonnes de vivres destinés aux habitants du centre et du sud de l'Irak.

Les Kurdes dans Kirkouk

La télévision japonaise a été le témoin de ce mouvement de joie saluant la victoire sur les troupes de Saddam Hussein.

Les mouvements de l'opposition irakienne continuent de faire état de violents combats dans les régions chiites du sud de l'Irak, comme dans les zones montagneuses du Kurdistan, au nord-est.

Il est toujours difficile d'avoir une image claire des zones contrôlées par le gouvernement et de celles qui le sont par les insurgés.

Un reportage diffusé hier matin par la Japanese Broadcasting Corp., a montré pour la première fois des images de rebelles kurdes dansant dans les rues de Kirkouk en signe de victoire.

La même incertitude existe également sur le sort de l'une des principales figures du chiisme irakien, le grand ayatollah Aboul Kassem al-Khoï, qui a fait des déclarations pro-gouvernementales mercredi soir à la télévision irakienne,

alors qu'à Téhéran comme à Beyrouth on affirme qu'il a été enlevé et a tenu ces propos sous la contrainte.

Une bataille décisive

Selon l'agence d'information iranienne IRNA, citant des réfugiés arrivant d'Irak, de « violents combats opposant la Garde républicaine et les forces populaires font rage » dans le sud de l'Irak, à Bassorah, deuxième ville du pays et à Tanuma.

Plus au nord, ajoute IRNA, des combats se déroulent dans les faubourgs de Bagdad ainsi que dans les villes de Kirkouk, Mossoul, Souleimanieh et Erbil - ces dernières étant les chefs-lieux des trois gouvernorats qui constituent le Kurdistan irakien.

La prise de ces villes par les forces de la résistance kurde avait été annoncée ces derniers jours par les mouve-

ments kurdes, notamment depuis Damas.

« La bataille cruciale des Kurdes et du Kurdistan a été réglée de manière décisive », affirmait encore hier matin la radio d'une des principales formations de l'opposition kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, tandis que mercredi l'IRNA indiquait que l'armée irakienne avait perdu le contrôle de Kirkouk et se repliait vers la ville de Takrit, au bord du Tigre.

A Damas, un des mouvements d'opposition chiite irakien, l'Organisation de l'action islamique, a déclaré de son côté que les forces irakiennes bombardaient Kirkouk à l'aide de bombes incendiaires, et que les « forces révolutionnaires continuaient à ratisser la ville » à la recherche d'éléments gouvernementaux.

QUEST - FRANCE 22 mars 1991

L'insurrection en Irak

Saddam directement menacé

Réuni pour abroger la loi d'annexion du Koweït, le Conseil national irakien (Parlement) a reconnu mercredi soir l'extrême gravité de la situation intérieure de l'Irak. Défait militairement, isolé politiquement et aux prises avec deux rébellions, le régime baassiste de Saddam Hussein n'a jamais paru aussi menacé.

Serait-ce le commencement de la fin pour Saddam Hussein ? La double insurrection qu'il combat sans pitié continue à s'étendre. Même dans le sud. D'après les réfugiés de cette région qui, depuis une semaine arrivent en Iran au rythme de 1 500 à 2 000 par jour, on se bat toujours autour de Bassorah et dans la ville sainte de Najaf.

A Kerbala, les armes se sont tuées, mais le spectacle est affreux : les rues sont encore jonchées de cadavres. On dirait une ville ravagée par un tremblement de terre. Napalm, acide, gaz, tout a été utilisé pour briser l'insurrection. Dans le sud, il y aurait déjà plus de 15 000 morts.

La caution de l'ayatollah

Signe du désarroi du régime, Saddam Hussein est apparu hier à la télévision en compagnie de l'ayatollah al Khoï, le plus haut dignitaire chiite du pays. Cet octogénaire, connu comme apolitique, a rappelé à ses compatriotes que l'islam « interdit » aux musulmans de s'entretuer et de piller. Sa fille, qui vit à Londres, croit que l'ayatollah a été arrêté et contraint d'apparaître aux côtés de Saddam. C'est aussi ce qu'affirme Téhéran en précisant que tous les dignitaires chiites de Kerbala ont été arrêtés et emmenés à Bagdad.

Kirkouk aux mains des Kurdes

Dans le nord, l'armée irakienne a perdu le contrôle de Kirkouk en dépit du recours au napalm et aux bombes chargées d'acide nitrique. Hier, la radio Kurde a annoncé qu'une « bataille décisive, la plus grande de l'histoire kurde contemporaine » avait été remportée à Kirkouk. Ce qu'a confirmé la télévision japonaise. Celle-ci a montré des Kurdes en train de danser dans les rues de la ville en chantant : « Nous les Kurdes, nous avons libéré le Kurdistan. » A Damas, le président d'Front uni du Kurdistan, Jalal Talabani a annoncé son intention de rentrer au plus vite en Irak pour aider à la création d'un Conseil de salut national

avec les autres dirigeants de l'opposition irakienne.

Mise à part Mossoul, que tiendrait encore encore Saddam Hussein, tout le Kurdistan irakien serait pratiquement « libéré. » Selon l'agence iranienne Irna, le gros de l'armée irakienne se replierait sur Takkrit, la ville natale (enfin presque) de Saddam Hussein. Takkrit est située sur le Tigre à 50 ou 60 kilomètres de Bagdad. C'est l'un des deniers verrous sur la route de la capitale. Selon l'agence iranienne Irna, des émeutes auraient éclaté dans certains faubourgs de Bagdad.

Situation sanitaire alarmante

Dans tout le pays, la situation sanitaire se dégrade à toute vitesse. Des milliers d'Irakiens manquent maintenant de tout. Jeudi l'organisation *Médecin sans Frontières* a lancé à ce sujet un nouveau cri d'alarme. A son avis la situation est en train de tourner à la catastrophe. C'est si vrai que Saddam Hussein s'est adressé jeudi à la Turquie pour obtenir une aide alimentaire d'urgence. Ankara, qui doit faire face à un afflux sans précédent de réfugiés irakiens est prête à la lui accorder, si l'ONU donne son feu vert.



Photo Reuter

Que de détresse dans le regard de cet enfant irakien au visage brûlé rescapé de la guerre civile et actuellement soigné en Iran.

Catastrophe aérienne en Arabie

En Arabie saoudite, c'est la consternation : un avion C 130 de l'armée saoudienne s'est écrasé hier à l'atterrissage à Ras al Mnishab, près de la frontière koweïtienne, tuant 96 de ses 101 occupants. Parmi les victimes 90 soldats sénégalais. Les cinq rescapés sont également sénégalais. A l'origine de la catastrophe : le manque de visibilité dû à la fumée dégagée par les puits de pétrole en feu.

Le Sénégal, qui a engagé un demi-millier d'hommes dans le Golfe a décrété un deuil national.



Photo Reuter

La joie dans les rues de Kirkouk.

Kenan Nezan, Kurde de Paris

L'indépendance, ce n'est pas réaliste

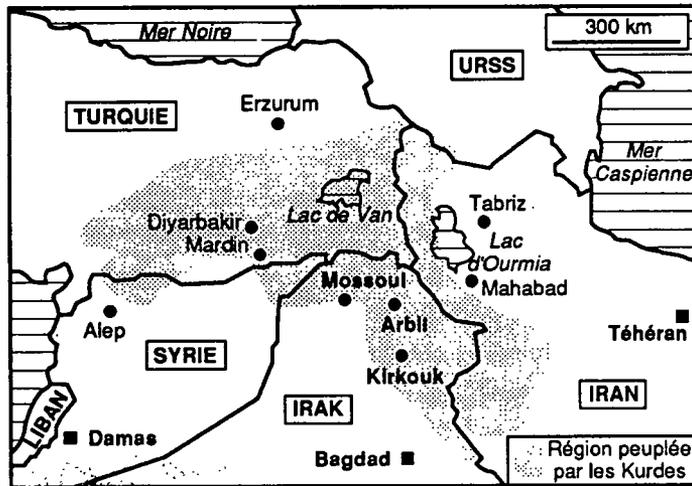
Kendal Nezan est directeur de l'Institut kurde de Paris. Il pense que pour son pays la revendication d'indépendance n'est pas réaliste. Ce qu'il voudrait, c'est l'autonomie dans des structures fédérales.

Quelle est la situation au Kurdistan irakien ?

A peu près 25 % des territoires ont été libérés. Des villes comme Arbil, Sulaimaniya sont sous le contrôle des partisans kurdes. Qui se battent actuellement dans Kirkouk et dans Mossoul. Nous avons 150 000 hommes. Saddam Hussein a entre ses mains 5 000 otages kurdes qu'il menace d'exécuter et nous savons qu'il le fera sans hésiter.

Quelle est l'aspiration des Kurdes de la région ?

N'importe quel Kurde vous répondra : l'indépendance. Mais le réalisme l'interdit. Les grandes puissances sont opposées au « démantèlement de l'Irak ». En clair, elles s'opposent à la création d'un État kurde indépendant. De plus, tous les États de la région sont



d'accord pour étouffer toute tentative kurde. On ne peut pas, sur le même front, s'opposer aux puissances régionales et internationales. Donc, notre seul espoir est la création en Irak, en Iran et en Syrie de structures fédérales à l'intérieur des États existants. En Turquie, le problème est différent, les partis politiques kurdes sont interdits et le PKK militaire, la seule structure existante, veut l'indépendance.

Justement, bon nombre d'intellectuels turcs, pensent qu'avec l'octroi de droits culturels, syndicaux et politiques, la revendication autonomiste disparaîtra au profit de l'intégration ?

C'est un vœu pieux. Depuis soixante-dix ans, la Turquie rêve de nous assimiler. On a vu le résultat. On ne peut pas changer nos voisins. Il faut donc que l'on s'entende. Le fait que les Kurdes soient disséminés dans la population est

une bonne chose. Ainsi, les autorités, à moins d'une répression générale ou d'une guerre civile, ne peuvent les arrêter et les surveiller constamment comme elles le font au Kurdistan. Il faut trouver une solution intelligente et acceptable pour les deux parties.

Actuellement, le problème kurde a des répercussions internationales. On commence à comprendre qu'il n'y aura pas de paix dans la région sans un règlement de notre problème.

N'avez-vous pas peur d'être oubliés ?

Les Kurdes peuvent être le vecteur de la démocratisation de la région. Nous avons adressé un appel au président Mitterrand pour que la question kurde ne soit pas oubliée. Nous sommes pour un règlement du problème palestinien. Mais nous savons aussi que la France, les États-Unis et l'Angleterre réfléchissent à la question kurde. Et, pour nous, c'est déjà le début d'une solution. Le problème est que les Kurdes sont disséminés dans cinq pays, dont l'un, la Turquie est membre de l'OTAN et a une importance stratégique capitale. Pas facile...

Recueilli par
Angélique KOUROUNIS

LE COURRIER 22 mars 1991

Prisonniers irakiens

Les Kurdes d'Irak qui auraient fait 60 000 prisonniers irakiens, occuperaient désormais tout le territoire irakien du Kurdistan - a déclaré hier à Genève le représentant du Front uni pour le Kurdistan (FKI) M. Salah Jmohr.

Des Nations Unies
Angelica ROGET

Désarmés et confinés dans leur base, les prisonniers ont été notifiés au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à qui le FKI a demandé d'aller les visiter et d'apporter une aide humanitaire. Un porte-parole du CICR a déclaré

avoir pris note de la demande kurde. Selon le représentant du FKI, l'armée irakienne aurait, en s'enfuyant, emmené 14 000 otages civils ainsi qu'elle l'avait fait au Koweït. Des centaines d'autres civils - a-t-il encore affirmé - auraient été massacrés.

Alors que des milliers de Kurdes seraient détenus en Irak à Mossoul, les Kurdes auraient réussi à libérer quelque 400 prisonniers déjà condamnés à mort. Les combattants kurdes, les Peshmergas ne contrôlèrent pourtant pas toute la ville de Mossoul. A Kirkouk - a dit M. Jmohr - ils auraient occupé l'aéroport.

La population du Kurdistan se trouve dans une situation très précaire (il y a 5 millions de Kurdes en Irak). La nourriture était, en effet, déjà rationnée avant la guerre du Golfe et si l'eau ne manque pas, les conditions sanitaires et alimentaires sont désastreuses.

Les Kurdes demandent donc une assistance humanitaire à laquelle

seuls les « Médecins sans frontière » ont répondu favorablement. Les agences des Nations Unies contactées par Salah Jmohr sont, pour leur part, réticentes. Le Kurdistan n'est pas indépendant et l'aide devrait donc être requise par le Gouvernement irakien. Même problème, en fait, avec le CICR qui a quelque difficulté également à envoyer une aide directe sans l'autorisation de Bagdad.

Le représentant du FKI a affirmé, par ailleurs, que le secrétaire d'Etat américain M. James Baker avait, lors de sa visite en Turquie la semaine dernière, rencontré M. Jamal Talabani, responsable des relations politiques du FKI. Le Front uni du Kurdistan aurait promis aux pays comportant une population kurde, soit la Turquie, l'Iran et la Syrie de ne pas proclamer l'indépendance du Kurdistan irakien mais de réclamer seulement une autonomie effective. Cela pour ne pas créer, à ces trois Etats, des difficultés avec leur propre population kurde.

A.R.

L'ALSACE 22 mars 1991

La triste condition des Kurdes

La France s'apprête à accueillir 48 réfugiés Kurdes irakiens, soit quatre familles réfugiées en Turquie depuis les bombardements chimiques de 88.

Correspondance de Turquie d'Angélique KOUROUNIS

Ce n'est pas la première fois qu'une telle opération est montée entre Ankara et Paris. En effet, en novembre dernier, une centaine de personnes avaient déjà été évacuées, suivies par des petits groupes mensuels de 50 personnes. Pourtant la mission humanitaire envoyée sur place par le Comité du Kurdistan de Paris, composé respectivement par la Fédération des Droits de l'Homme, le MRA et Médecins du Monde, n'ont pu jusqu'à ce jour visiter les trois camps de réfugiés (Viyardakir, Mus, Mardin) interdits par ailleurs à la presse et dont la population totale se monterait à environ 30.000 personnes.

L'urgence d'une mission humanitaire

Bien au contraire, dès leur arrivée à Mardin, ville du sud est de la Turquie, ils ont été confinés dans leur hôtel par les autorités locales qui quadrillent sans relâche cette région kurde.

« Le danger, souligne ce délégué de MDM, c'est que la décision finale pour le départ de ces réfugiés appartient aux autorités turques et nous ignorons quels sont leurs critères de sélection. Cela peut aussi bien être des questions politiques que des questions de santé. Tant que nous ne pourrons pas nous rendre à l'intérieur de ces camps, on ne voit que ce que l'on nous laisse voir ».

Pourtant, si l'on en croit les témoignages de

Kurdes irakiens qui circulent librement hors de l'enceinte de leur camp, une mission humanitaire s'imposerait. Pour le simple camp de Viyardakir qui comprend 11.500 personnes dont 2.000 enfants, seuls deux médecins sont disponibles. L'eau chaude et inexistante, la nourriture fournie par les autorités serait insuffisante, de l'ordre de 25 kg de riz, 2,5 de thé, 16 de gras de bœuf pour 30 personnes et pour 20 jours.

Les rations de viande, sont quant à elles de 4 kg de poulet toujours pour 30 personnes et pour une semaine. Il n'y aurait pas de lait pour les enfants. La promiscuité est totale. 30 personnes pour 60 m² et les conditions sanitaires sont déplorables.

Pourtant toujours selon ce membre de Médecins du Monde, déjà sur place à leur arrivée en 1988, ces réfugiés sont venus en Turquie avec bétail, chevaux et armes. Celles-ci ont été confisquées, le bétail abattu pour nourrir les nouveaux arrivants et les chevaux vendus par les autorités locales. Une maigre indemnisation a été versée mais ils sont maintenant dans une totale dépendance économique vis-à-vis de l'Etat.

Reste que pour ceux qui n'ont pas la chance de partir, la seule solution est selon ce marchand de masques à gaz à Viyardakir, « la fédération irakienne qui nous rendrait notre autonomie. Si on ne l'obtient pas la guerre du Golfe sera peut-être terminée un jour, mais la nôtre continuera ».

EST REPUBLICAIN 26 mars 1991

Samedi : le nouvel an Kurde

L'association « solidarité et culture Franco-Kurde », fêtera samedi à partir de 16 h, la nouvelle année.



Le groupe folklorique kurde local affine sa future prestation.

Samedi 2 mars, de 16 h à minuit, à la salle des fêtes se produiront des chanteurs kurdes célèbres dans des chansons du répertoire contemporain ou traditionnel, des chanteurs français, des groupes folkloriques kurdes venus de France mais aussi d'Allemagne et de Belgique, pour fêter à Vandœuvre le « nouvel-an kurde ». Le public est attendu nombreux. En plus du spectacle, il sera invité à déguster des spécialités culinaires kurdes.

612 avant JC

« Le nouvel-an kurde fut célébré pour la première fois en 612 avant Jésus-Christ », explique Djouma-Djemal un des jeunes responsables de l'association. Selon lui, les premiers kurdes sont issus de peuplades qui choisirent au 7^{ème} siècle avant JC de s'établir en Mésopotamie entre le Tigre et l'Euphrate.

Elles furent au nombre de celles qui combattirent contre l'empire sanguinaire assyro-chaldéen, jusqu'à la

chute de Ninive, (que les manuels d'histoire situent d'ailleurs exactement en 612) conduite par Nabopolassar, fondateur de l'empire Babylonien, mais moins connu que son fils Nabucodonosor.

Aujourd'hui le Kurdistan, s'étend sur 550.000 km² entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie, et l'URSS mais c'est une nation sans état effectif, qui lutte toujours pour une reconnaissance officielle. On estime pourtant à 25-30 millions le nombre de kurdes dans le monde.

LO PROBLÈMA DE CURDISTAN

Una question que faudrà resodre

LINS la guèrra qu'es a se debanar entre Saddam Hussein, lo nazilhon, e Bush, l'imperialista, ajudat de sei satellits, per emplegar un tèrme autretèmps de mòda, se parla pas gaire dei Curdes. Perqué ?

E bèn, es que que risca de pausar un problèma grèu ais Americans e a totei lei nacionalistas. Perqué mai ? Vos vau far un resumit de la question. I a aperaquí 25 milions de Curdes que son partits entre Turquia que ne'n recampa mai de la mitat, Iran onte son 5 milions, Iraq ambé 4,5 milions, Siria e URSS (Caucase), onte son mens d'un milion.

A l'Edat Mejana, Curdistans aguèt de principautats independents. Puei, i aguèt conquista per lei Turcs e anexion a l'Empèri Otoman. En 1804, lo tsar de Rússia que voliá alargar son estat vers Pèrsa e l'Empèri Otoman, lei butèt de s'auborar contra lei Turcs. Un movement autonomista se desvolopèt, e quora en 1918, espetèt l'Empèri Otoman, d'un movement nacionau que demandava l'independéncia

de la part otomana de Curdistan. Foguèt previst per lo tractat de Sévres (1920), mai pas jamai realizat.

Davant lei genocidis qu'èran a se complir contra elei, lei Curdes se revoutèron en Iraq partènt de 1958. En 1961, i a solevament general sota lo comandament dau generau Barzani. Partènt de 1968, i aguèt d'acòrdis entre lo govèrn iraquian e lei Curdes. Foguèron pas jamai respectats per lei nazis iraquians maugrat quauques periòdes de patz. Conoissètz lo genocidi per lei gas qu'ordonèt Saddam Hussein contra lei populations civilas, lo 19 de març de 1988, au vilatge d'Halaba, ont i aguèt plus de 5000 victimes dont un fube d'enfants !

Mai, vos faudriá pas crèire qu'es rên qu'en Iraq qu'i a genocidi. Es parier en Turquia. Avètz un exemple viu ambé lo viatge que faguèt dau 30 d'abriu au 2 de mai de 1989, la Danièla Mitterand, au Curdistan de Turquia, çò que pausèt pron pensaments au govèrn turc ! Tant que li expliquèron que

complessián (a aquela epòca), un genocidi cultural en interdissènt l'emplec de la lenga curda, mai qu'èla, la Danièla, aviá rên de dire, bôrd que lo govèrn francés aviá fach parier per "l'occitan, lo breton, lo basc, l'italian et l'alemand" (sic !). Evidentament, èra logic que de nazis rebequesson coma aquò a d'autrei nazis. Mai, ajusti qu'ara, en Turquia, i a lucha armada dei Curdes contra lei fascistas turcs.

E risca de vitjar parier en Iran. Per Siria e URSS, estènt la chifa minima dei Curdes qu'i vivon, existisson rên que de movements autonomistas, e en URSS, i a una region curda reconeguda.

Quichi pas mai, qu'ambé lo desir de formar son estat nacionau, aumens per una grossa part dei Curdes, i a un brave problèma. Car aquò vòu dire que Turquia, Iraq, Iran, e belèu Siria e URSS, perdràn una part de son territòri. Çò normau se volètz aplicar la democracia. E de tot biais, per lo fach nacionau, pas rên es jamai definitiu (veire Lenine sus d'aquò). Dins l'afaire, son

força entrepachats leis Americans que riscan de pèrdre de posicions estrategicas preciosas.

Comprenètz ara perqué se parla pas gaire dei Curdes e que degun vòlon un espediment d'Irac ! Riscariá de donar d'idèas marridas ai Curdes de Turquia e d'Iran !

Glaudi BARSOTTI

Vocabulari

Debanar : "déròuler".
Grèu : seriós. Partit : partit, repartit. Alargar : estendre, expandir, agrandir. Butar : "pousser". S'auborar : se solevar. Quora : quand. Espetar : "éclater". Pensament : socit. Rebecar : repostar, replicar. Ajusti : apondi. Ara : aüra, "maintenant". Ambé : amb, amé, emé, "avec". Entrepachar : geinât.

Resumit

Dans la guerre actuelle, on parle peu des Kurdes. Pourquoi ? 25 millions de Kurdes : plus la moitié en Turquie, 5 millions en Iran, 4,5 millions en Irak, moins d'un million en URSS et en

MARSEILLAISE 24 février 1991

Syrie. Conquête du Kurdistan par les Turcs et annexion à l'Empire Ottoman. Mouvement national à partir du XIX^e siècle. Fin Empire Ottoman en 1918, en 1920 le traité de Sévres prévoit un état kurde ; jamais réalisé. Révolte en Irak à partir de 1958.

Lutte jusqu'à ce jour. Gavage des populations civiles le nazi Saddam Hussein au village d'Halaba le 19 mars 1988, au Kurdistan de Turquie, avec réflexion sur la même attitude de la France à l'égard des langues de France ! Les nazis répondent aux nazis. Lutte armée au Kurdistan de Turquie actuellement. Reconnaissance de l'indépendance du Kurdistan d'Irak risquerait d'entraîner une révolte générale en Turquie et en Iran, avec perte de positions stratégiques pour les Américains. D'où refus de l'envisager et silence officiel ?

Proverbi

Jamai gran n'a fa fruch, se'n terra non pòiris (Jamais un grain n'a donné de fruit s'il n'a pas pourri dans la terre).

Saddam de plus en plus étranglé par les rebellions kurde et chite

Le Conseil national irakien (Parlement) a laissé entendre que la situation intérieure était extrêmement grave, en soulignant dans un communiqué publié que le pays faisait face à « la plus féroce agression de son histoire contemporaine »

Le conseil, réuni en session extraordinaire pour annuler sa décision du 7 août proclamant « la fusion » entre l'Irak et le Koweït, a lancé un appel pressant aux irakiens pour qu'ils forment un rempart imprenable face aux ennemis et à leurs agents saboteurs ».

L'annonce de cette annulation est une simple formalité après l'abrogation, le 5 mars, de toutes les mesures prises dans ce sens par le Conseil de commandement de la révolution (la plus haute instance dirigeante).

Défait militairement, isolé politiquement et en butte à la rébellion chite dans le sud et kurde dans le nord, le régime baassiste irakien n'est jamais apparu aussi menacé depuis qu'il a pris le pouvoir en 1968.

L'Irak a maintenu ces derniers jours le silence sur la situation au Kurdistan où les rebelles affirment avoir pris le contrôle du gouvernorat de Ta'mim, riche en gisements pé-

troliers. L'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani a qualifié cette prise de « la victoire la plus brillante de l'histoire contemporaine des Kurdes et du Kurdistan ».

Le président irakien avait reconnu samedi dernier que la situation au Kurdistan échappait au contrôle des forces loyalistes, promettant d'écraser la rébellion.

Dans le sud et en dépit de l'annonce de l'écrasement de la rébellion chite, le président irakien a éprouvé le besoin d'apparaître mercredi à la télévision avec l'ayatollah Aboul Kassem al-Khoï, le plus haut dignitaire chite irakien.

Selon l'agence officielle INA, le dignitaire religieux a « loué Dieu d'avoir permis au président Saddam Hussein de mettre fin à la discorde », au cours de la rencontre.

Le guide spirituel des chiites libanais pro-iraniens, cheikh Mqhammed Hussein Fadlallah,

a affirmé jeudi que l'ayatollah al-Khoï avait été « emmené de force » auprès du président irakien et que sa vie était « menacée ».

Enfin, le ministre irakien du Commerce, Mohammed Mahdi Saleh, a reconnu la précarité de la situation alimentaire du pays. Il a affirmé que les rebelles chiites avaient pillé plus de 150.000 tonnes de vivres destinés aux habitants du centre et du sud de l'Irak.

Le jeu des alliances

De son côté, Téhéran s'est réintégré dans le jeu des alliances au Moyen-Orient, redevenant un partenaire obligé du monde arabe. L'Iran a renoué coup sur coup avec l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Jordanie, après avoir, en août dernier, réglé ses derniers litiges frontaliers avec Bagdad.

Depuis la fin des hostilités

entre l'Irak et la coalition, Téhéran, qui avait condamné avec la même véhémence l'occupation du Koweït par l'Irak et l'intervention des Etats-Unis et de leurs alliés, ne ménage pas son appui aux « forces populaires », notamment les chiites en rébellion contre le gouvernement de Saddam Hussein. Mais la République islamique, qui insiste quotidiennement sur le « respect de l'intégrité territoriale » de l'Irak, fait dans le même temps le forcing pour rallier les pays occidentaux comme les Etats arabes à sa volonté de voir s'établir une « sécurité dans le Golfe Persique sans ingérence étrangère ».

Ainsi, les principales formations chrétiennes du pays ont accepté de rejoindre le gouvernement qu'elles boycottaient depuis sa création après avoir reçu des assurances américaines que l'influence syrienne serait contrôlée, indiquant-on hier dans les milieux politiques à Beyrouth.

Ce déblocage de la situation intervient après la visite la semaine dernière à Damas du secrétaire d'Etat américain, James Baker, qui a été reçu par le président Hafez al-Assad et a rencontré le ministre libanais des Affaires étrangères, Farez Boueiz.

Influences étrangères

Ces influences étrangères, néanmoins, semblent avoir plus que jamais le champ libre au Liban, où la presse de Beyrouth soulignait jeudi la collaboration

LE GOLFE APRES LA GUERRE

IRAK

L'INSURRECTION SOUS LES BOMBARDEMENTS

Le Parlement irakien a admis mercredi soir l'ampleur de la guerre civile. Au Kurdistan, les rebelles font état de nouvelles victoires et dénoncent les bombardements au napalm dont ils seraient victimes. Alors que Saddam déclare avoir maté la rébellion dans le Sud, les Chiites affirment contrôler plusieurs grandes villes.

LIBERATION 22 mars 1991

Bagdad admet désormais publiquement l'ampleur de l'insurrection dans le Sud et au Kurdistan. Réuni en session extraordinaire pour annuler « la fusion » entre l'Irak et le Koweït, le Conseil national irakien (Parlement) a reconnu mercredi soir que le pays faisait face à « la plus féroce agression de son histoire contemporaine ». Sans fournir de détails sur la nature de la menace, il a lancé un appel pressant aux Irakiens pour qu'« ils forment un rempart imprenable face aux ennemis et à leurs agents saboteurs ». Le ministre du Commerce, Mohammed Mahdi Saleh, a par ailleurs confirmé la précarité des approvisionnements alimentaires du pays, affirmant que les rebelles chiites avaient pillé plus de 150 000 tonnes de vivres.

Défait militairement, isolé politiquement, en butte à la rébellion chiite dans le Sud et kurde dans le Nord, le régime baassiste irakien apparaît ainsi ébranlé, le plus sérieusement depuis qu'il a pris le pouvoir en 1968. Saddam Hussein lui-même a reconnu dès samedi que la situation au Kurdistan échappait au contrôle des forces loyalistes, tout en prédisant l'écrasement du soulèvement.

De fait, le parti Daawa, un mouvement de l'opposition chiite irakienne, assure que les forces régulières ont « utilisé des bombes au napalm contre la ville de Nasiriyah (Sud) et qu'elles imposent un embargo économique sur toutes les villes libérées ». L'Organisation de l'action islamique (OAI), un autre parti d'opposition basé à Damas, a affirmé hier que les soldats

irakiens attaquaient Kirkouk aux bombes incendiaires pour contraindre les insurgés à se retirer de la cité kurde. Une autre source rebelle rapporte que des civils ont été défigurés par des jets, à partir d'hélicoptères, d'acide sulfurique.

L'OAI assure cependant que « les révolutionnaires continuent de ratisser » la ville à la recherche de forces fidèles au régime de Bagdad. La chaîne de télévision japonaise NHK a diffusé hier le premier reportage tourné à Kirkouk depuis le début de la guerre. Il montre effectivement des rebelles Kurdes dansant dans les rues et tirant des coups de feu en l'air pour célébrer leur victoire.

Les insurgés auraient fait prisonniers « quelque 20 000 agents de sécurité » irakiens dans l'ensemble du Kurdistan. Ils affirment par ailleurs avoir pris mercredi le contrôle du gouvernorat de Ta'mim, riche en gisements pétroliers. L'Union patriotique du Kurdistan, de Jalal Talabani, considère cette prise comme « la victoire la plus brillante de l'histoire contemporaine des Kurdes et du Kurdistan ».

Dans le Sud, si le président irakien prétend avoir maté la rébellion chiite, les insurgés assurent contrôler toujours une dizaine de grandes villes, dont Nasiriyah et Amarah. « La résistance populaire se poursuit à Bassora, ajoutent-ils, et nos combattants ont complètement coupé la route Bagdad-Bassora. » L'imam Sayed Hussein as-Sadr, un religieux en exil à Londres, a invité hier l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Syrie à envoyer leurs troupes soutenir les rebelles, intervenant ainsi « aux côtés de leurs frères

irakiens pour promouvoir une solution arabe à la crise ».

Dans une opération de séduction en direction des chiites, Saddam Hussein est apparu mercredi à la télévision en compagnie de l'ayatollah Aboul Kassem al-Khoï, le plus haut dignitaire chiite irakien, jusqu'alors totalement ignoré par les médias. Agé de plus de 90 ans, longue barbe grise et turban noir témoignant qu'il est un *sayyed* (un descendant du Prophète), le grand ayatollah (*ayatollah ozma*) al-Khoï s'était jusqu'alors toujours tenu à l'écart des affaires politiques. Selon l'agence officielle INA, le dignitaire religieux a « loué Dieu d'avoir permis au président Saddam Hussein de mettre fin à la discorde ».

Aboul Kassem al-Khoï est en réalité otage de Saddam Hussein, a affirmé hier le guide spirituel des chiites libanais pro-iraniens, cheikh Mohammed Hussein Fadlallah. Selon lui, l'ayatollah a été « emmené de force » et sa vie est « menacée ». Dans un communiqué précédent, les services de cheikh Fadlallah avaient affirmé que l'ayatollah al-Khoï ordonnait à la population de rejeter l'autorité du gouvernement et d'obéir aux ordres des ulémas chiites.

La situation au Koweït, à une autre échelle, s'envenime avec la poursuite de la « chasse aux sorcières » dont sont victimes les Palestiniens. Un porte-parole officiel de l'OLP a accusé hier à Tunis « tous les pays, dont des troupes sont stationnées sur le territoire de l'Émirat », d'être responsables des crimes commis contre des Palestiniens, et lancé un « appel pressant » à l'opinion internationale, ainsi qu'aux

dirigeants arabes « d'agir sans délai pour mettre fin à ce drame horrible ». Les 150 000 Palestiniens du Koweït y étaient restés après l'invasion, a-t-il rappelé, « car ils n'avaient pas d'autre place où aller ». Selon un groupe américain de défense des droits de l'homme, 30 à 40 personnes, des Palestiniens en majorité, auraient été tuées dans des actes de vengeance dans les trois semaines qui ont suivi la libération du Koweït. 2 000 autres auraient été emprisonnées, et la plupart torturées.

Les milieux de l'opposition de l'Émirat redoutent de leur côté la formation d'un cabinet militaire après la démission du gouvernement. Ces craintes sont alimentées par le fait que c'est le Premier ministre du cabinet sortant, le prince héritier cheikh Saad Abdallah as-Sabah, qui a été chargé de former le nouveau gouvernement, et que la loi martiale, décrétée pour trois mois lors de la libération du Koweït, restera en vigueur.

Les Etats-Unis ont émis mercredi l'espoir que le Koweït évoluerait vers la démocratie, mais ont estimé que l'interdiction de l'unique quotidien de l'Émirat n'était « pas un signe d'espoir à cet égard » et n'était « pas particulièrement bienvenue ». Le quotidien 26 Février a été interdit après avoir appelé lundi à la restauration du Parlement koweïtien.

C. L. (d'après AFP et Reuter)

Le Figaro 22 mars 1991

Le Kurdistan irakien serait sous le contrôle des rebelles

Le Parlement de Bagdad appelle les Irakiens à se mobiliser contre « la plus féroce agression de son histoire contemporaine ».

Dans un communiqué publié mercredi dans la nuit, le Conseil national irakien a laissé clairement entendre que la situation intérieure était extrêmement grave. Selon le Parlement, le pays fait face à « la plus féroce agression de son histoire contemporaine ».

Après avoir annulé sa décision du 7 août dernier — proclamation de la « fusion » entre l'Irak et le Koweït —, le Conseil a lancé un appel pressant aux Irakiens pour qu'ils « forment un rempart imprenable face aux ennemis et à leurs agents saboteurs ». Le Parlement a associé à « l'agression contre l'Irak » les pays de la coalition anti-irakienne et l'Iran.

Défait militairement, isolé politiquement et en butte à la rébellion chite dans le Sud et kurde dans le Nord, le régime baasiste irakien n'est jamais apparu aussi menacé depuis qu'il a pris le pouvoir en 1968.

Hier, la résistance kurde a annoncé la prise de contrôle de la région de

Ta'mim, dans le nord du pays. Stratégiquement importante en raison des gisements pétroliers qui s'y trouvent, cette avancée de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a été saluée comme la « plus importante victoire du peuple kurde depuis le début de sa rébellion ».

Des journalistes japonais de retour de la ville de Kirkouk ont confirmé les informations données par la résistance kurde. Leur reportage, tourné mardi matin dans les rues de la principale cité pétrolière du Nord, montrent des rebelles kurdes massés à l'arrière de camions, brandissant leurs armes en signe de victoire et dansant bras dessus, bras dessous.

La situation à Mossoul paraissait bien plus confuse. D'importants combats semblaient s'y dérouler hier. Selon le Pentagone, l'armée irakienne utilise « des hélicoptères par douzaines » contre les rebelles kurdes et chites. Les soldats de Saddam, apprend-on de source kurde, attaquent

raient Kirkouk aux bombes incendiaires. Face à cette agitation grandissante, le gouvernement irakien n'hésite pas à recourir à tous les moyens, tant pour mater les révoltes que pour apaiser les esprits. Ainsi, pour la première fois depuis 1964, un chef de l'État irakien a rencontré officiellement un grand ayatollah chite, « Grâce soit rendue au Dieu tout-puissant, vous avez réussi à écraser cette sédition », a déclaré au cours d'un entretien avec Saddam Hussein le grand ayatollah Abdolkassem al-Koeli.

Ce dignitaire religieux, considéré tant en Irak qu'en Iran comme un des plus hauts responsables de la foi chite, ne s'était pas manifesté pendant la guerre Iran-Irak. Certains opposants irakiens avaient fait état de son soutien aux insurgés. Mais il a qualifié les rebelles de « voyous », et leur a reproché d'avoir détruit deux de ses voitures.

Selon Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, leader spirituel du Hezbollah

à Beyrouth, l'imam Al-Koeli a été élevé : « Le régime veut faire croire par la force que les autorités religieuses le soutiennent. » Téheran soutient cette version des faits et avertit qu'il ne resterait pas les bras croisés si Bagdad poursuivait sa répression.

De son côté, la Syrie a affirmé avoir obtenu « un engagement des Kurdes irakiens à ne pas proclamer un État autonome » dans le nord de l'Irak, et de l'Iran à « ne pas tenter d'instaurer une république chite dans le Sud ».

Les États-Unis ont réaffirmé que pas un pouce du sol irakien ne serait restitué avant la proclamation officielle du cessez-le-feu. Washington a d'ailleurs soumis aux cinq Grands du Conseil de sécurité de l'ONU un projet qui prévoit, outre un cessez-le-feu formel et permanent, la levée des sanctions alimentaires contre l'Irak et la destruction de toutes les armes chimiques, biologiques, nucléaires, ainsi que l'élimination des missiles balistiques en possession de l'Irak. (AFP, Reuter, AP.)

Les ouvertures kurdes du président de la République turque

Douze millions de Kurdes de Turquie ont pu fêter publiquement le Nouvel An, hier, sans incidents majeurs. Une grande première, alors que Turgut Ozal multiplie les gestes en direction de la communauté kurde.

Pour la première fois depuis des décennies, 12 millions de Kurdes de Turquie ont pu célébrer publiquement le *Nev Rôz*, le nouvel an. Les villes et les villages du sud-est de la Turquie sont restés illuminés toute la nuit par des feux et des bougies. Dans de nombreux centres comme à Cizré, sous-préfecture de 60000 habitants proche des frontières de l'Irak et de la Syrie, des milliers de personnes ont pu manifester dans les rues malgré les lois de l'état d'urgence, en vigueur depuis cinq ans, interdisant tout rassemblement sur la voie publique. L'année dernière, quatre personnes avaient été tuées dans cette même ville le jour du Nouvel An.

A l'époque, comme hier, une bonne partie de la foule avait crié des slogans pour l'« indépendance du Kurdistan », à la gloire du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et de son leader Abdullah Ocalan, dit « Apo », qui mène depuis sept ans une sanglante guérilla contre « la république turque » avec un bilan de près de 3000 morts. Les forces de l'ordre sont restées sans intervenir, interdisant seulement l'entrée de Cizré « à tous les étrangers ».

Dans la ville de Nusaybyn, des Kurdes du président de la République, échauffourées avec la police et la gendarmerie auraient fait un mort et plusieurs blessés. Quelques autres incidents ont éclaté à Dyarbakir et dans d'autres villes, mais ils sont restés limités malgré la tension des dernières semaines dans les 13 départements du Sud-Est. En quinze jours, des affrontements de rue à Sirmak, Idil, ou Silvan ont fait 6 morts. La consigne était de laisser se dérouler librement les célébrations « tant qu'elles resteront dans le cadre de la loi ». Une tolérance délibérée.

La veille pourtant, à Ankara, la police arrêtait le sociologue Ismail Besikci, turc mais défenseur de la cause kurde, coupable d'avoir envoyé un message de solidarité à une soirée culturelle kurde organisée en Allemagne. Le parquet de la capitale utilisa, jusqu'à ses dimensions les plus absurdes, un arsenal législatif, de moins en moins appliqué, surtout dans les grande villes de l'Ouest comme Ankara ou Istanbul, sanctionnant toute manifestation publique du fait kurde. Un geste de provocation qui apparaît comme une dénonciation de la nouvelle politique

Antar, 76 ans, le plus célèbre intellectuel kurde du pays.

Turgut Ozal affirme clairement son point de vue : « Les Kurdes sont manipulés d'une façon ou d'une autre par les puissances étrangères, tout le monde discute avec eux, alors pourquoi pas nous ? Nous devons être amis avec eux dans la mesure du possible. » Sous la pression du chef de l'Etat, des émissaires du ministère des Affaires étrangères et des services secrets ont rencontré Jahal Talabani, représentant du Front uni du Kurdistan d'Irak. Un geste salué par les députés kurdes des différents partis, mais violemment critiqué par l'opposition, à droite comme à gauche. Erdal Inonu, leader du Parti social-démocrate, dénonce l'« ingérence dans les affaires d'un pays voisin ». A droite, Suleiman Demirel s'indigne de cet encouragement « au séparatisme ». La stratégie d'Ozal a du mal à passer y compris dans les rangs de son propre parti, l'ANAP. Le projet de loi autorisant le kurde n'a toujours pas été présenté devant le Parlement.

L'effondrement du régime de Saddam Hussein est très probable aux yeux de Turgut Ozal. Et donc égale-

ment l'émergence d'une entité kurde au nord de l'Irak. Ankara ne cache pas son hostilité à la création d'un Etat kurde indépendant mais mise ouvertement sur la naissance d'un Irak fédéral où, aux côtés des Arabes, quelque 4 millions de Kurdes et 1,5 million de Turkmènes (tribu turcophone) pourraient bénéficier d'une réelle autonomie. Dans les projets d'Ozal la Turquie pourrait avantageusement représenter l'un des garants d'une telle fédération.

Malgré les critiques et les oppositions, Turgut Ozal, au nom de la réalpolitik, s'engage toujours plus loin dans ces ouvertures. On parle désormais à Ankara d'une amnistie pour les militants arrêtés du PKK jusqu'ici considérés comme de simples terroristes. Dans les milieux diplomatiques de la capitale turque, on évoque même la possibilité d'une aide aux « peshmergas » d'Irak. Avec le double avantage de ne pas laisser la Syrie et l'Iran occuper seuls le terrain et d'obtenir des organisations kurdes irakiennes de jouer de leur influence pour modifier les exigences du PPK turc.

Marc SEMO

24 Heures 22 mars 1991

GESTE D'OZAL AUX KURDES TURCS

«De la poudre aux yeux»

Ankara est en train de modérer sa position face aux Kurdes. En autorisant notamment l'utilisation de la langue kurde. Les intéressés sont sceptiques. Selon eux, le vrai problème est la répression.

● La «modération» de la politique d'Ankara vis-à-vis des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie est jugée «insuffisante» par les Kurdes majoritaires dans le sud-est anatolien où les forces de l'ordre maintenaient leur pression.

Le Parlement turc étudie actuellement, à la demande du président Turgut Ozal, un projet de loi levant l'interdiction de l'utilisation de la langue kurde imposée en 1983 par le régime militaire du coup d'Etat du 12 septembre 1980.

Cette volonté déclarée de lever de l'interdit ainsi que les contacts récents à Ankara entre des représentants du gouvernement et des leaders du Front du Kurdistan d'Irak (FKI, regroupant six partis kurdes) signifient, selon les milieux politiques turcs, un changement de politique du pouvoir central d'Ankara vis-à-vis des Kurdes. Un changement qui pourrait aller jusqu'à amnistier les membres du Parti indépendantiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste, en lutte armée depuis 1984) détenus pour «activités terroristes», à en croire les propos du chef de l'Etat.



Peu après un affrontement entre résistants kurdes et forces de l'ordre à Adana, dans le sud de la Turquie. Keystone/AP

Dependant les personnes interrogées par l'AFP, dans cette région sous état d'urgence depuis 1987 après sept ans d'Etat de siège, affirmant que ces «mesures de modération sont artificielles». La région a fêté hier le Newroz (Nouvel-An) qui a été déclaré officiellement une fête chômée pour la première fois dans le sud-est anatolien.

«Ils nous jettent de la poudre aux yeux et croient que les Kurdes opprimés depuis des années, des siècles, peuvent se contenter de ces quelques petites libertés», déclare Seyhmuz Altinkaya, un commerçant de Sirmak. Plusieurs personnes ont trouvé la mort dans cette ville fin février lors d'un incident entre forces de l'ordre et ouvriers qui protestaient contre la fermeture des mines voisines.

«Nous pouvions de toute façon parler notre langue chez nous, le vrai problème qui est la répression des forces de l'ordre reste toujours en vigueur», a-t-il affirmé en se référant aux événements depuis fin février à Sirmak, Idil, Dargeçit, Stirt et Silvan, qui ont fait au moins six morts et une quinzaine de blessés. — (afp)

International Herald Tribune March 23-24, 1991

Iraqi Rebels Claim to Launch Hit-and-Run Raids in Baghdad

Compiled by Our Staff From Dispatches

DAMASCUS — Rebels fighting to topple President Saddam Hussein said Friday that they had launched hit-and-run raids in Baghdad and reported a fierce battle for the northern city of Mosul.

Opposition sources, speaking as some opposition leaders left Damascus for rebel-held Iraqi Kurdistan, said their forces were poised to take control of Mosul, the third largest city in Iraq and Mr. Hussein's last stronghold in the north.

"Fierce fighting is raging between the regime forces and the popular uprising in Mosul, and thousands of people are preparing to liberate the city," a source told Reuters.

The reports could not be confirmed independently.

Rebellions erupted in Iraq's mainly Shiite south and its Kurdish northern provinces three weeks ago after the United States and its allies routed Mr. Hussein's occupation army in Kuwait.

A spokesman for the Islamic Dawa party, a Shiite group, said

troops loyal to Mr. Hussein had imposed a virtual state of siege on Baghdad.

Tehran Radio said the Iraqi authorities had imposed a curfew in Baghdad, but gave no details.

Baghdad Radio broadcast normal programs on Friday, the weekly Muslim holy day, except for an call by the Interior Ministry for recruits for the public-security forces.

"The watchful eye that safeguards the citizens," it said, "announces that it needs police recruits for various departments in the public security directorates in Baghdad and all other governorates."

The official Iraqi press agency, INA, said Mr. Hussein had named Taha Yassin Ramadan as vice president. The dispatch, monitored by the BBC, did not mention the previous vice president, Taha Muhyi Din Maruf, or give any explanation for the change.

The Iraqi government newspaper reported that "rioting" in

southern cities, including Basra, had ended.

Journalists on an Iraqi-organized trip from Baghdad to the Shiite town of Hilla, 90 kilometers (55 miles) to the south, saw military checkpoints, evidence of looting and damage to government buildings. They said that life appeared to be returning to normal after four days of riots last week.

Iraqi opposition sources in Damascus said the revolt in the northern half of the country was spreading. They said resistance in Baghdad was being organized by small groups.

"The resistance fighters in Baghdad are organizing hit-and-run attacks against regime positions," an opposition source said.

The Kurdish leader, Jalal Talabani, and other opposition members left Damascus on Friday to direct their movement from inside Kurdistan.

They included members of the Joint Action Committee, a 17-member alliance of religious, secu-

lar and Kurdish groups.

Jawad Maleki, of the Dawa group, said representatives of the committee would go to southern Iraq on Saturday to coordinate the fighting there.

The Kurds claimed they had captured Kirkuk, Iraq's northern oil center, on Wednesday and that most of the region had been purged of government forces. They said they would continue to push south to link up with the Shiites, whose rebellion apparently has been less successful. (Reuters, AFP, AP)

King Hussein to Meet Mitterrand in France

Reuters

PARIS — King Hussein of Jordan, criticized by the United States for supporting Iraq in the Gulf war, is to visit France next week, President François Mitterrand's office said Friday.

The king will have a luncheon meeting with Mr. Mitterrand on Friday, the president's office said.

THE GLOBE AND MAIL March 23, 1991

Iraq loses second jet to U.S. fire

Washington ignores attacks by helicopters against rebels

BY COLIN MacKENZIE
Washington Bureau
with Reuter

WASHINGTON — The United States, continuing to enforce a selective prohibition on air movements over Iraq, shot down another Iraqi warplane yesterday.

The Su-22 fighter-bomber was shot down by a U.S. F-15C about

200 kilometres north of Baghdad, in the same area where another Su-22 was downed on Wednesday.

"Two up, two down," said White House spokesman Marlin Fitzwater, who continued to deny that the U.S. actions conveyed support

for the twin insurgencies being waged against Iraqi President Saddam Hussein.

"We do not believe this involves us in the internal conflict in Iraq in any way," Mr. Fitzwater told reporters on a day in which the United Nations moved to permit food shipments to the bomb-ravaged country.

The United States reported new gains by Kurdish rebels in northern Iraq, but said it could not confirm that they controlled the cities of Kirkuk and Mosul.

"Government forces in the Kirkuk area remain under pressure from dissident elements that appear to have made additional gains over the past 24 hours, and there is some fighting around Mosul," said a spokesman for the State Department, Richard Boucher.

He said Baghdad was transferring additional forces to northern Iraq from the south, presumably to battle the Kurds.

In the mainly Shia Muslim south, fighting had died down, although clashes continued, especially around the holy cities of Najaf and Karbala, Mr. Boucher said.

In Baghdad, he said, Iraqi special forces and security personnel had been deployed to maintain a relative calm, but sporadic clashes continued in the city's Shia neighbourhoods.

Iraq continued to use helicopters in the fighting, Mr. Fitzwater said. Although the United States regards that as a violation of a provisional ceasefire agreement reached on March 3, he said, no decision has been made to attack the helicopters.

"There is an element of murkiness that we want to preserve with regard to how we might respond to helicopters," Mr. Fitzwater told reporters. "We do consider them in a slightly different category, but nevertheless we don't want to close any doors with regard to our options."

A senior military official with the coalition against Iraq said in Kuwait that Tehran has told Baghdad it will not return nearly 150 Iraqi military aircraft that were flown to refuge in Iran during the war in the Persian Gulf. The official said Iran formally notified Iraq that it was keeping the planes in partial compensation for damage sustained in the eight-year war between Iran and Iraq, which ended in 1988.

The United States is torn between its desire to see Mr. Hussein fall from power and its concerns about a fragmented Iraq. According to U.S. officials, a Shia state in the south, an idea supported by Iran, would not be acceptable.

A Kurdish state in the north might be possible, however, if Turkey, which has a large and restive Kurdish minority, agrees. That question was to be discussed last night and today by U.S. President George

Bush and visiting Turkish President Turgut Ozal.

Mr. Ozal has moved to appease domestic Kurdish discontent in recent weeks, but he is considered unlikely to support full autonomy for Iraq's 3.5 million Kurds.

Another reason for U.S. hesitation is that the Kurds have held on to chunks of their northern Iraqi province repeatedly in the past when Baghdad was otherwise engaged.

"If we thought these guys had any staying power, it might be different," one former State Department official said this week.

Mr. Hussein, meanwhile, appointed a new vice-president yesterday, replacing the most senior Kurd in the country's leadership.

Taha Yassin Ramadan, already Mr. Hussein's first deputy prime minister and, like the President, a Sunni Muslim, replaces Taha Mo-hieddin Marouf.

Mr. Marouf is a former career diplomat described by opposition sources as a ceremonial figure whose position was a concession to the Kurds, a non-Arab people who form 20 per cent of Iraq's 17 million population.

Iraqi opposition leaders, citing reports from captured army officers, had said recently that Mr. Ramadan had been killed by Mr. Hussein's bodyguards after he tried to assassinate the President.

At the United Nations, the Security Council's sanctions committee agreed yesterday to ease restrictions on food and essential supplies for Iraq after the release of a UN report warning of an immi-

nent catastrophe in the war-ravaged country.

The report, by UN undersecretary-general Martti Ahtisaari, said that conditions in Iraq are "near-apocalyptic" and that the 43-day coalition bombing campaign had moved Iraq to "a pre-industrial age."

The report, based on a week-long visit, said epidemics and famine are possible if there is not a massive movement of "life-supporting needs."

Mr. Fitzwater angrily rejected any suggestion that the United States was to blame for the state of affairs in Iraq.

"You will not find America feeling guilty for Saddam Hussein's invasion [of Kuwait] and destruction of his own people," he said.

Mr. Fitzwater also rejected suggestions that the United States had killed more Iraqis than necessary. Reacting to reports yesterday that U.S. commanders in the Persian Gulf have estimated that 100,000 Iraqi troops lost their lives, the White House spokesman defended the conduct of the war.

"We fought the war decisively," he said. "We fought it well. And we fought it as discriminatingly as we could. Were there thousands of Iraqis killed? Yes. Do we know how many? No."

Earlier in the day, Mr. Bush said that April 5 to 7 would be designated as days of thanksgiving for the end of the war.

Le Monde 23 mars 1991

Alors que les Américains parlent de « libanisation » de l'Irak

Les rebelles kurdes s'attendent à une contre-offensive imminente des forces de Bagdad

Les rebelles kurdes tiennent une grande partie du nord-est de l'Irak et la révolte continue de façon sporadique dans les villes du sud du pays, a indiqué, jeudi 21 mars, le département d'Etat à Washington où, pour la première fois, a été prononcé le mot de « libanisation » à propos de la situation en Irak.

« Nous ne voulons pas assister à une libanisation de ce pays », a déclaré le secrétaire d'Etat James Baker, lors d'un entretien avec son homologue japonais, en expliquant que les Etats-Unis voulaient le maintien de l'intégrité territoriale

de l'Irak. Les combats continuent dans le nord, où les rebelles contrôlent de larges parties des régions kurdes, y compris autour de Mossoul et Kirkouk, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. « De violents combats se déroulaient jeudi matin aux alentours de Kirkouk et sans doute dans la ville elle-même », a-t-il ajouté.

Les affrontements se poursuivent dans le Sud et « étaient particulièrement durs jeudi matin aux alentours de la ville sainte de Karbala », a-t-il encore déclaré. Mercredi, le département d'Etat avait signalé de violents combats dans Nadjaf, ce qui prouve que les forces gouver-

nementales ne parviennent à éteindre ni l'un ni l'autre de ces foyers de résistance chiite, a souligné un diplomate. Le porte-parole a par ailleurs dit ne pas pouvoir confirmer si l'ayatollah Aboul Kassem Al Khoï, figure dominante du chiisme irakien, que la télévision irakienne avait montré mercredi en compagnie du président Saddam Hussein, avait été arrêté et emmené de force à Bagdad, comme l'affirme l'opposition irakienne. « Manifestement, quiconque apparaît à la télévision irakienne n'y est pas forcé de son plein gré », a-t-il dit. De source militaire américaine autorisée en Arabie saoudite, on déclarait n'avoir aucune information sur un

recours à l'acide sulfurique pour tenter de mater l'insurrection à Kirkouk.

A Damas, M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a mis en garde les Kurdes contre un « optimisme excessif ». Il a prédit qu'une grande bataille pour le contrôle de la cité pétrolière commencerait ces prochains jours. Il a indiqué que Bagdad avait dépêché sur les lieux d'importants renforts en blindés et artillerie, ainsi que des missiles Frog, en vue de la contre-offensive qui se prépare. M. Talabani, qui a quitté l'Irak en 1988 après la guerre irano-irakienne, a affirmé qu'il regagnerait vendredi le Kurdistan irakien.

Selon son bureau dans la capitale syrienne, il sera accompagné d'un groupe de journalistes de la presse étrangère. M. Talabani a, en outre, rejeté les informations faisant état de « son intention de former un gouvernement kurde indépendant » dans le Kurdistan. Il a affirmé que « l'idée est de former un gouvernement démocratique de coalition après la chute du régime de Sad-

dam Hussein». Des représentants du Comité d'Action conjointe, qui regroupe dix-sept organisations de l'opposition irakienne, se rendront aussi au Kurdistan vendredi pour assurer la coordination avec la résistance intérieure, afin d'obtenir la libération de toutes les zones encore contrôlées par le régime de M. Saddam Hussein.

Bagdad reconnaît la gravité de la situation

Le Conseil national irakien (Parlement) a laissé clairement entendre que la situation intérieure était extrêmement grave, en soulignant dans un communiqué publié mercredi soir à Bagdad que le pays faisait face à la « plus féroce agression

de son histoire contemporaine ». Le Conseil, réuni en session extraordinaire pour annuler sa décision du 7 août proclamant la « fusion » entre l'Irak et le Koweït, a lancé un appel pressant aux Irakiens pour qu'ils « forment un rempart imprenable face aux ennemis et à leurs agents saboteurs ».

Le Parlement a associé à « l'agression contre l'Irak » les pays de la coalition anti-irakienne et l'Iran, affirmant que l'objectif recherché était de « porter atteinte à l'unité nationale de l'Irak et aux réalisations historiques de la révolution conduite par Saddam Hussein ». Pour la première fois, les autorités irakiennes ont autorisé les correspondants irakiens des médias étrangers à se rendre à Karbala.

Ces derniers ont fait une description dramatique de la situation de la ville sainte, où, affirment-ils, une semaine après la prise de Karbala par les troupes irakiennes, les rues sont encore jonchées de cadavres. Au cours de cette visite, soulignent-ils, aucun tir ou explosion n'a été entendu.

Dans un message adressé aux Nations unies, le ministre irakien des affaires étrangères, a implicitement accusé l'Iran de permettre à des fauteurs de troubles de « s'infiltrer » en Irak pour y provoquer des troubles. Jeudi, un porte-parole des Moudjahidines du peuple a affirmé, au cours d'une conférence de presse tenue à Washington, que l'Iran avait envoyé plus d'une vingtaine de divisions et de bri-

gades à sa frontière avec l'Irak pour soutenir les mouvements d'insurrection contre le président Saddam Hussein.

Selon lui, le commandement des Gardiens de la révolution a été transféré de Téhéran à une base proche de la frontière. Il est impossible de vérifier ces informations auprès de sources indépendantes. L'Iran a nié mercredi apporter une aide aux insurgés irakiens. Cependant, le *New York Times*, citant des diplomates qui basent leurs informations sur les rapports de différents services de renseignement, affirmait jeudi que l'Iran avait « organisé et armé nombre de rebelles irakiens qui ont été à l'origine du soulèvement actuel ». - (AFP, Reuter, AP)

La Repubblica 23 marzo 1991

dal nostro corrispondente
ENNIO CARETTO

WASHINGTON - Stato di emergenza a Bagdad, da ieri teatro di feroci azioni di guerriglia e praticamente assediata dai ribelli curdi e sciiti; un altro caccia Sukhoi 17-22 iracheno, il secondo in tre giorni, abbattuto in volo dagli Usa presso Takrit nel nord; traumatico bilancio della guerra del Golfo Persico, almeno centomila morti secondo il generale «Orso» Schwarzkopf. A tre settimane dalla cessazione delle ostilità, nell'Iraq devastato e in preda alla sommossa la posizione di Saddam Hussein, che ha attuato un misterioso rimpasto al vertice nominando un vicepresidente, minaccia di farsi insostenibile. Sporadici combattimenti scoppiano nella capitale da cui entra e esce solo la Guardia Repubblicana, la truppa scelta del rais, mentre dimostrazioni popolari di protesta si succedono nei rioni sciiti. Infuria una battaglia campale a Mosul, ultima roccaforte di Saddam nel nord la terza città irachena, dove gli elicotteri governativi sganciano sui guerriglieri bombe al napalm e acido solforico, col rischio di venire attaccati dagli americani. Da Kirkuk occupata, nel cuore della regione petrolifera del nord, su cui stanno convergendo i leaders della rivolta per formare un governo provvisorio, i curdi sono in marcia verso il sud, decisi a congiungersi agli sciiti, autori di una nuova offensiva presso la città santa di Najaf.

La possibile sconfitta

A Washington, la Casa Bianca segue gli eventi in un clima di spasmodica attesa, nella speranza che un golpe o comunque la caduta di Saddam sia ormai questione di giorni. Le sue forze in Iraq impediscono al dittatore di usare le sue armi più terribili contro la sommossa, favorendone la possibile sconfitta: non è escluso un intervento armato Usa se egli

mobilerà altri aerei o elicotteri contro i partigiani, come ha ammonito secco il portavoce Fitzwater. Eja nuova risoluzione americana anti Bagdad da ieri all'esame del Consiglio di Sicurezza dell'Onu potrebbe sferrare il colpo di grazia: essa impone tra l'altro a Saddam Hussein il disarmo chimico e il pagamento dei danni di guerra al Kuwait. Quale strategia gli Stati Uniti seguiranno con esattezza, il presidente Bush lo discuterà con il leader turco Ozal oggi e con Andreotti domani. «Siamo interessati - ha detto Fitzwater - al ruolo che l'Italia e la Cee potrebbero svolgere nel Medio Oriente». «Il momento del rendiconto del tiranno è vicino» ha notato il consigliere della Casa Bianca Scowcroft. E infatti un traumatico rapporto del Palazzo di Vetro di New York ha definito «quasi apocalittiche» le conseguenze di oltre un mese di spietati bombardamenti alleati sull'Iraq: «Lo hanno riportato all'epoca preindustriale» ha scritto il Vicesegretario Generale Ahtisaari «il popolo iracheno è di fronte a una catastrofe».

Dopo ventun giorni di pace, che nei disegni di Saddam Hussein avrebbero dovuto consentirgli la ripresa del potere nonostante la sconfitta, l'Iraq è forse alla svolta decisiva. Sta dilagando il conflitto civile e la sopravvivenza politica e militare del rais diviene sempre più difficile. La giornata di ieri, il sabato musulmano, ha visto vacillare il regime, esplodere la rabbia sciita e consolidarsi l'irredentismo curdo. Il quadro della guerra fratricida tracciato dai capi della rivoluzione ancora riuniti a Damasco è stato agghiacciante. Saddam Hussein sarebbe prigioniero l'Ayatollah al Khomeini di 90 anni, la massima autorità religiosa sciita al mondo, dopo averlo costretto a comparire con lui alla tv l'altro ieri. La polizia segreta compirebbe inoltre arresti e torture in massa. Nel tentativo di sloggiare i rivoltosi dalle posizioni occupate, il dittatore ricorrebbe infine sempre più spesso agli elicotteri e ai caccia

nonostante il divieto di Bush. L'attacco di ieri di due F15 americani su 17-22 iracheno sarebbe avvenuto nell'ambito di una di queste sortite. Un portavoce di «Orso» Schwarzkopf ha dichiarato che l'aereo è stato abbattuto nella stessa zona di quello precedente, presso Takrit, dopo aver rifiutato di atterrare. «Due si sono levati in volo, due sono stati fatti a pezzi» ha rilevato Fitzwater.

Stando ai leader ribelli a Damasco, quasi il 95 per cento del Kurdistan è ormai in mano curda: il capo del Partito Democratico Barazani si troverebbe già nella regione di Kirkuk e starebbero per raggiungerlo altri capi del Comitato d'Azione Congiunto, che comprende anche gli sciiti e altre forze politiche. Il regime di Saddam Hussein ha smentito che l'insurrezione abbia preso piede, e ha portato dei giornalisti stranieri a visitare alcune città del sud semidistrutte, tornate sotto il suo controllo. Ha però tradito il proprio allarme con tre iniziative inaspettate: un bando per l'arruolamento di poliziotti a Bagdad per mantenersi l'ordine, una protesta del ministro degli Esteri Aziz all'Onu contro «le bande armate infiltratesi nell'Iraq dai Paesi vicini per commettere delitti» e soprattutto la nomina a vicepresidente di un duro, il primo vicepremier Taha Yassin Ramadan, capo delle milizie baasiste. La promozione del miliziano, un nativo di Mosul, al fianco di Saddam da oltre vent'anni, ha sorpreso la Casa Bianca, che lo pensava scomparso, e che si è chiesta che cosa significhi. Scowcroft avrebbe detto di considerarlo un segno che il rais medita non la resa ma una crudele repressione, e che le prossime ore potrebbero essere le più cruente. Interrogato sull'Iraq, il portavoce del Dipartimento di Stato Boucher ha confermato che Bagdad «è scossa da scontri saltuari» ma ha rifiutato commenti sulla sorte di Saddam Hussein e sul nuovo vicepresidente. Alla Casa Bianca, Fitzwater è stato invece chiamato a discutere del rapporto Schwarzkopf. Secondo il *Wall Street*

Un altro caccia Sukhoi iracheno abbattuto dagli Usa. Rimpasto al vertice dell'Iraq: Saddam nomina un vicepresidente

Bagdad assediata dai ribelli curdi Schwarzkopf fa il bilancio della guerra: «I morti sono 100 mila»

Journal, l'«Orso», comandante in capo delle forze alleate nel Golfo, avrebbe inviato all'amministrazione e al Congresso un messaggio personale, dicendo che almeno centomila soldati iracheni, ma forse molti di più, sarebbero morti sotto i bombardamenti. Il generale avrebbe fatto presente che nessuno potrà mai controllarlo, sia perché i disertori erano stati a loro volta almeno centomila, sia perché la Cia avrebbe ecceduto nel calcolo delle truppe dispiegate dall'Iraq in Kuwait. Il *Wall Street Journal* ha osservato che comunque la spaventosa cifra, contrapposta alle modestissime perdite americane, 124 uomini in tutto, potrebbe spingere l'opinione pubblica a chiedersi se la superpotenza «non abbia esagerato nell'impiego della forza».

Sconvolgente rapporto

Fitzwater ha risposto alla domanda con sdegno: «Noi dovevamo minimizzare le nostre perdite. La responsabilità dei morti è in primo luogo se non esclusivamente di Saddam».

La notizia ha colpito l'America, già turbata dal rapporto dell'Onu sulle attuali condizioni dell'Iraq. Il rapporto avverte che la popolazione è esposta «a epidemie e carestie» a causa della guerra. «Non eravamo preparati a ciò che abbiamo visto» hanno scritto i relatori. «Non c'è quasi più traccia della civiltà moderna in Iraq, mancano l'acqua e il cibo, i senzatetto superano i 72 mila». Il rapporto chiede assistenza urgente in forma di alimenti medicinali e petrolio. In un'implicita condan-

na del regime, afferma che esso «non è riuscito neppure a misurare la portata di queste calamità». Anche qui, Fitzwater è rimasto sulla difensiva. «Non intendevamo certo arrecare danni gravi agli iracheni» ha dichiarato il portavoce «e perciò non ci sentiamo colpevoli. Siamo stati i più selettivi possibili nella scelta dei bersagli». «Non ci opponiamo agli aiuti umanitari» ha concluso Fitzwater. «Quanto alla revoca dell'embargo commerciale dipende dal Consiglio di Sicurezza dell'Onu». Alla domanda se tutti gli americani siano della sua idea, senza esitazioni ha ribattuto: «Quasi tutti pensano che siamo stati decisi, che ci siamo battuti bene, e che ci siamo mostrati umani».

Di fronte alla tempesta in Iraq e alle polemiche a Washington Bush ha mantenuto un rigido riserbo. In un messaggio radio il Presidente ha proclamato il pri-

mo week end di aprile la Festa del Ringraziamento per la vittoria, insistendo che essa offre una occasione unica per la soluzione del problema palestinese e per il riavvicinamento tra Israele e i Paesi arabi. Al momento di salire sull'elicottero che lo portava a Camp David dalla Casa Bianca, ha anche espresso la propria soddisfazione per l'accordo concluso ieri a Riad in Arabia Saudita da Schwarzkopf e dagli alti comandi iracheni per il rimpatrio dei prigionieri di guerra. Ma al Congresso le notizie di ieri hanno causato un profondo disagio. All'apertura di un'inchiesta sulla guerra del Golfo, il capo della Commissione dei Servizi Segreti il senatore Boren ha obiettato che «la tragedia poteva essere prevenuta». I nostri servizi d'informazione, ha detto, non hanno saputo dirci a tempo che cosa preparasse Saddam.

Le Monde 23 mars 1991

La troisième guerre de M. Saddam Hussein

MÊME la propagande de Bagdad ne peut plus cacher la dure réalité : le régime bassiste, comme vient de le reconnaître son Parlement, affronte « la plus féroce agression de son histoire contemporaine » : en fait, celle de son propre peuple, qui a lancé contre lui la « mère des batailles ».

Rien ne permet de dire encore comment finira cette nouvelle guerre, la troisième que livre M. Saddam Hussein après celle d'Iran et du Koweït (en fait la quatrième si on y ajoute son conflit récurrent contre les Kurdes tout au long de son règne), et la seule dont il n'ait pas pris l'initiative. La seule chose certaine est son caractère triplement odieux.

D'ABORD parce qu'elle a déjà, selon toute vraisemblance, causé beaucoup plus de morts parmi les civils que les bombardements américains n'en ont fait en un mois et demi, et que les villes saintes de Kerbala et Nadjaf, peu touchées par l'aviation alliée malgré les efforts de Bagdad pour faire croire le contraire, font ouvertement partie

aujourd'hui du champ de bataille. Ensuite parce que ces hélicoptères que l'on n'avait pas osé aligner contre la coalition, ce napalm qui était resté en magasin, tout cela est utilisé maintenant par les unités dites « d'élite » de la garde républicaine, visiblement plus à l'aise contre les Kurdes et les chiites mal armés que contre les chars du général Schwarzkopf.

Enfin parce que tout cela ne vise qu'à maintenir en place un tyran totalement discrédité, lequel, retranché avec quelques complices dans son bunker de Bagdad, se refuse à tirer les leçons des énormes bévues qu'il a commises tout au long de la crise du Golfe, et pas seulement le 2 août dernier. Ce n'est pas sa pitoyable exhibition à la télévision, jeudi, en compagnie de l'ayatollah Al Khoï qui va donner la moindre crédibilité à ses promesses de « démocratie ».

IL est vrai que M. Saddam Hussein peut plaider qu'il défend l'intégrité territoriale de l'Irak face aux ennemis intérieurs, de plus en plus encouragés par ses voisins. Mais même si la solution de ce problème sera difficile à

trouver après lui, elle est tout simplement impossible tant qu'il est là, de même que celle de toutes les autres questions liées à la reconstruction du pays : surtout après la répression actuelle, personne ne voudra avoir affaire à ce « paria ». Le roi Hussein de Jordanie, son ancien « allié », s'est empressé de tourner la page, tandis que Yasser Arafat se tait.

Pour les alliés de la coalition, cette troisième guerre a pour effet de clore le débat auquel avait donné lieu la deuxième : ceux qui, à gauche, hésitaient entre « l'imparfaite démocratie américaine et la parfaite tyrannie de Saddam Hussein », comme le dit Jean Poperen, ont encore moins de raisons de le faire. Mais par ailleurs le refus, légitime dans son principe, d'interférer dans les affaires intérieures de l'Irak risque d'être plus difficile à maintenir en pratique face au drame qui se joue. Le président Bush pourra-t-il se contenter d'interdire à Saddam Hussein l'emploi de ses avions et de ses hélicoptères contre les insurgés ? Déjà ceux-ci, et pas mal de leurs amis, lui demandent d'en faire plus.

EL MUNDO 23 Marzo 1991

El difícil despertar kurdo

HAN tenido que ganar a sangre y fuego un botín de alto valor estratégico para que el mundo repare en su insatisfecha aspiración de independencia. Carne de persecución y genocidio, los kurdos, un pueblo con una acusada personalidad cultural, ven ahora la posibilidad de coronar su viejo sueño de crear un Estado propio, después de la espectacular conquista de Kirkuk, ciudad histórica e importante centro petrolífero que exportaba un millón de barriles diarios hacia Turquía.

Mientras la bandera roja, amarilla y verde ondea, por primera vez en su historia, en un extenso territorio del norte de Irak, los dos líderes de la revuelta, Talabani y Barzani se disponen a enfrentarse con la más dura de las batallas: defender su causa en los foros internacionales.

No lo tienen fácil. A su lado, el problema palestino es casi un juego de niños. Pero puestos a hablar de derechos históricos adquiridos y de relieve demográfico, la reivindicación kurda es más antigua y más grave. Los kurdos estaban en su región natural hace 7.000 años y suman actualmente 25 millones de almas. Su historia es una sucesión de abusos por parte de las potencias vecinas. Al desmembrarse el Imperio Otomano, Londres les prometió la creación de un Estado, pero la alegría kurda duró exactamente el tiempo en que Inglaterra tardó en descubrir petróleo en Kirkuk. El mapa confeccionado dejaba a la nonnata nación dividida en 5 países (Turquía, Irán, Irak, Siria y la URSS). Sólo durante un año (1946) los kurdos llegaron a disfrutar del estatus de nación formalmente constituida, como república auspiciada por la URSS en el norte de Irán, pero al retirarse los soviéticos de este país, el Kurdistán se eclipsó.

En otra postguerra, esta vez la del Golfo, y con un nuevo orden en perspectiva, los kurdos vuelven a acariciar la posibilidad de emerger como nación. Una oportunidad histórica que la comunidad internacional debería aprovechar para ofrecer un cauce, por la vía diplomática, a una causa vinculada con lamentable frecuencia a las armas.

Pero los intereses de EEUU o de los países de la zona hipotecan de antemano las iniciativas. Al cabo, queda la sensación de que a cambio de promesas, las potencias están perpetuando la secular utilización de los kurdos en beneficio propio. Es el caso de la petición de EEUU para que abrieran un frente norte contra Sadam, a cambio de una vaga promesa del derecho a la autodeterminación que ha quedado en «agua de borrajas».

Con esta música habría que interpretar la presión americana sobre Bagdad mientras el régimen de Sadam bombardea con ácido sulfúrico Kirkuk (ayer era derribado otro aparato iraquí, con el pretexto formal de que violaba las normas de alto el fuego). A Washington le interesa debilitar la posición de Sadam, eso es todo. De ahí a tolerar la aparición de un Estado kurdo independiente hay un abismo.

International Herald Tribune

March 23, 1991

Kurdish Uprising Aided by Clandestine Army Contacts

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

ZAKHU, Iraq, March 21 (Delayed)—Hajer, a Kurdish guerrilla fighting government forces here in northern Iraq, opened his fist, flattened his hand and blew as if dispersing so much dandelion fluff.

That was his way of explaining how lightly armed Kurdish rebels had caused the once mighty Iraqi army to disintegrate in a single day in a wide swath of mountainous northwestern Iraq this month.

But, according to guerrilla leaders, the success of a simultaneous uprising in 12 northern Kurdish towns and villages—along the Turkish border in an arc as much as 100 miles long and 40 miles wide—represented a clandestine campaign by rebel forces over many months.

Involved were meticulous planning and psychological warfare to win over Kurdish auxiliaries in the Iraqi army, who far outnumbered and out-gunned the guerrillas themselves.

Here in this rebel-held portion of northern Iraq, no sign of the Iraqi army is visible to this reporter. There are many signs, however, that Iraqi President Saddam Hussein's army was here. Either it withdrew or surrendered, or perhaps elements of the army joined the Kurdish rebellion, these signs suggest. Observation posts are empty, and abandoned military equipment, including tanks and land mines dug up by the guerrillas, is strewn along roadsides.

As long ago as July—before the Iraqi invasion of Kuwait—the Kurdish Democratic Party, which until 1988 had been the predominant Kurdish guerrilla group in northwestern Iraq, began dispatching guerrillas into Iraq from rebel bases across Iraq's northern borders with Turkey and Iran. They were determined to regain influence in their fiefdom, which they fled when Iraq used poison gas against Kurdish villages in the region in August 1988, immediately after the cease-fire agreement that ended the eight-year Iran-Iraq war.

Crucial to the re-infiltration strategy was winning over the commanders of the army auxiliaries, derisively known to Kurdish na-

tionalists as *jash*, the Kurdish word for "baby donkeys." Saddam had recruited about 100,000 *jash* to assist in his persistent campaign over two decades to crush Kurdish nationalist revolts.

As often as not, *jash* commanders were tribal leaders who held considerable sway in this remote part of Kurdistan.

Massoud Barzani, the overall Kurdish military commander and son of the most illustrious Kurdish nationalist leader of the century, stepped up his guerrilla campaign after Iraq invaded Kuwait last August.

At his headquarters near the borders of Turkey, Iran and Iraq last month, Barzani showed this correspondent a pile of letters purportedly from ruling Baath Party leaders and Iraqi army and *jash* commanders.

They assured Barzani of their willingness to cooperate but requested written promises of immunity against retribution if the Kurds were victorious. Barzani said he gladly promised them immunity.

Barzani's written pledges supplemented his steadily escalating use of psychological pressure to ready the *jash* for the simultaneous uprising, which began just before dawn on March 14 in the northwestern district known as Badinan. By nightfall, the Kurds said they were heading rapidly toward victory there.

A typical story was told by Djewar

Faisal, 23, the youngest *jash* commander, who was in charge of 500 Kurdish troops attached to the Iraqi army's elite Republican Guard unit near the northern city of Dohuk.

He had joined the army in 1987 because "it was a living, and I was forced to." But the invasion of Kuwait caused him second thoughts. "Then I knew what I should do," he said.

Earlier contact with KDP guerrillas by mid-autumn became regular, weekly clandestine meetings. "If the Iraqis found out," he said, "I would have been executed."

Instead, by the time H-hour came, Faisal had warned the 300-man Republican Guard unit what was in store. They were offered free passage to government lines, but only if they abandoned their weapons, including rifles and side arms.

Few chose to shoot it out, according to KDP guerrillas. The Kurds claim the same process was used for thousands of other Iraqi troops in Kurdish-held areas.

As a result, they said, damage and casualties in this part of Kurdistan were kept to a minimum, with fewer than 200 Kurds killed or wounded. Zakhu itself was reported to have been shelled by government troops from a nearby hill, killing 12 women and children. But after one soldier was killed, the commanding officer and 12 men reportedly surrendered and were sent on their way.

Sensing trouble, the security forces fled Zakhu the day before the uprising, the guerrillas said. The only buildings damaged in this town of 30,000 were the Baath Party headquarters, security forces and police, symbols of a hated regime.

These tactics of moderation were an integral part of KDP strategy. Barzani, using clandestine guerrilla radio, repeatedly offered amnesty and reconciliation to government troops, *jash* and Baath Party members.

The government forces' willingness to cede these areas reflected a desperate lack of food and medicine here.

Many leading Kurdish families hedged their bets, with sons or brothers serving as officers in the army and *jash* while barely disguising their sympathy for the KDP.

"Many families are like that, here and there, back and forth between the KDP and the *jash*," said a KDP militant, "and the *jash* are really for Kurdistan as well."

Despite the rebels' rapid military advances, it remains uncertain who will be the ultimate victor. The Kurdish victories thus far could be explained in part by Saddam's decision to transfer some Iraqi forces from the north to the south to help fight the uprising there by Shiite Muslim rebels.

CURDI / Parla un esponente del Fronte del Kurdistan iracheno

Un futuro di libertà senza Saddam Perseguitati in quattro Stati chiedono una patria

«Non abbiamo mai cessato di lottare con le armi in pugno, prima contro gli inglesi, poi contro gli arabi iracheni, per la nostra autodeterminazione», spiega Hiner Saleem, dell'Istituto curdo di Parigi, da dodici anni in esilio. «I curdi sono un popolo dimenticato da tutti, perché non hanno mai dirottato aerei, né messo bombe, né fatto guerre. E di questo siamo fieri. Siamo un popolo pacifico che resiste allo sterminio, come gli ebrei sotto i nazisti. Saddam Hussein ha deportato oltre 300 mila persone nei campi di concentra-

mento nel deserto; 50 mila curdi sono desaparecidos; 236 mila sono fuggiti dai bombardamenti chimici di Hallabja (1988), in Turchia e Iran. Noi dicevamo da anni che Hussein non era un uomo affidabile, un dittatore, nessuno ci ascoltava».

I partigiani curdi, i peshmerga, stanno combattendo in queste ore...

«Sì, hanno liberato le città del Nord, con la capitale Sulaimaniya. Saddam Hussein, il pistolero di Bagdad, deve essere cacciato e processato come Hitler a Norimberga, lui e i suoi collaboratori. Purtroppo,

spesso, nel passato l'Occidente — e anche l'URSS — ha abbattuto un dittatore per sostituirlo con un altro...».

Ci sono divisioni tra i curdi in questo momento?

«Sì, esistono come in Italia, idee diverse. Ma tutti siamo uniti nel Fronte del Kurdistan iracheno. Non siamo né membri né osservatori dell'ONU, come i palestinesi o il Fronte Polisario del Marocco. Se si pensa che Malta con 300 mila abitanti ha un seggio! Saddam Hussein ha le ore contaminate, noi siamo l'unica forza organizzata in Irak, vogliamo un Irak democratico e un futuro di indipendenza o alme-

no di autonomia per la nazione curda».

I curdi combattono da oltre 70 anni.

«I curdi non sono arabi, sono un popolo di lingua e origine indoeuropea. Circa 30 milioni di pastori e contadini, seminomadi, che vivono nel loro Paese, il Kurdistan. Alla fine della Prima guerra mondiale, le potenze vincitrici, e soprattutto Gran Bretagna e Francia, hanno smembrato il Kurdistan tra Turchia, Iran, Irak e Siria. Quattro regimi nazionalisti, oltranzisti e intolleranti che hanno attuato una politica di assimilazione forzata del nostro popolo, di

genocidio. Già negli anni Venti, la Turchia di Kemal Atatürk deportò e uccise un milione di curdi. In quel Paese è tuttora proibita la nostra lingua. In Europa i curdi sono, circa un milione, in Italia po-

che centinaia di studenti. Si parla di una Conferenza del Medio Oriente: c'è il problema del Libano, c'è il Kuwait, i palestinesi, ma c'è anche la questione curda».

Paolo Grasso



Civili curdi in fuga verso la frontiera turca. La questione Kurdistan è rimasta aperta dalla fine della Prima guerra mondiale

Le Monde 25 mars 1991

La guerre civile et les menaces de famine

● L'embargo contre l'Irak est assoupli

● Les insurgés kurdes marquent des points

Le département d'Etat américain a indiqué, vendredi 22 mars, que les rebelles kurdes continuent de progresser dans le nord de l'Irak. M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDKI), a affirmé que « 95 % du Kurdistan irakien était libéré » et a appelé l'ensemble de l'opposition à rentrer en Irak pour former un « gouvernement provisoire ». Radio-Téhéran a affirmé que le président Saddam Hussein avait

décrété le couvre-feu à Bagdad, à la suite de manifestations, tandis qu'une radio « libre » irakienne parlait d'« état de siège ».

A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, en raison des menaces de famine, d'assouplir l'embargo décrété contre l'Irak en prévoyant des dérogations pour faciliter l'entrée dans le pays de produits alimentaires.

A 10 h 30, les sirènes des voitures de police escortant les trois premiers cars ramènent quelques instants de silence avant que la foule ne se précipite dans une tentative désespérée d'apercevoir un des siens. De chaque côté les regards se cherchent. Une mère soulève son petit garçon à bout de bras avant d'éclater en sanglots. Quelques vieux, le visage ridé, écrasent furtivement leurs larmes.

Dans la plus grande pagaille, les soldats ouvrent un chemin aux prisonniers vers la salle décorée des portraits de l'émir, du prince héritier et de posters sur le Koweït enchaîné puis libéré. Le verdict tombe très vite : tous ces arrivants sont des soldats qui étaient détenus à Takrit, la ville natale du président irakien. Aucun civil n'est là. Peine perdue, chacun essaie d'interpeller un de ces

hommes, dans l'espoir qu'il ait vu un des siens, ou qu'il sache quelque chose. Des jeunes gens crient des noms dans l'attente d'une réponse qui se perd dans le brouhaha. A peine les prisonniers sont-ils entrés dans la salle où les familles ne sont pas admises qu'une bagarre éclate à l'extérieur. « On veut savoir tout de suite... » On interpelle un jeune soldat en faction devant la porte. Bientôt ce sont des femmes qui hurlent : « On veut des listes, on a le droit de savoir. »

Dans la foule, les représentants de la toute nouvelle Association koweïtienne pour la défense des victimes de la guerre ont beau jeu de dénoncer « la mauvaise organisation » de ce retour et, affirme Moubarak Adweni, « le manque de détermination du gou-

vernement koweïtien face à ce problème.

Traversée de l'Irak

« C'est en effet une question hautement sensible qui touche chaque famille, chaque maison, dit-il, nous voulons savoir exactement combien de personnes détient l'Irak. Nous voulons des listes, des noms, des dates d'enlèvement, tout ce qui nous permettrait de mieux œuvrer et d'aider les familles. Le gouvernement ne répond pas avec assez de vigueur à cette question et pour obtenir plus vite la libération de ces gens. »

Selon le Croissant-Rouge koweïtien, 14 000 noms de personnes détenues ou disparues ont été jusqu'à

maintenant enregistrés, soit le double des chiffres avancés, officiellement 7 000 personnes environ, et dont 2 200 ont été libérées. Dans la salle, les ex-prisonniers enrégimentent de nouveau leur nom et adresse, et racontent leur longue détention.

Soldat de la défense anti-aérienne, Agim Hadhan, trente ans, affirme : « Les premiers jours cela a été dur, mais cela s'est amélioré ensuite. La plupart des soldats nous ont traités comme des frères. » La nourriture ? « Nous avons mangé ce que nous donnons, nous, à nos animaux. Un bout de pain par jour, et encore, quel pain ! Mais avec l'argent que nous faisions parvenir nos familles, on arrivait à améliorer l'ordinaire. Les soldats irakiens sont très pauvres, alors on leur donnait de l'argent et ils nous apportaient des provisions, des suppléments. »

Quand ont-ils appris qu'ils allaient être libérés ? « La veille même de notre libération, raconte Khatif El Tarfi. Ils nous ont dit : demain vous serez libres. » Comment cela s'est-il passé concrètement ? « On nous a

emmenés en car de Takrit à Arrar en Arabie saoudite. Ensuite, ce fut une longue traversée de l'Irak. » Ont-ils vu des troubles ? « Nous avons entendu des explosions, spécialement près de Bagdad », dit-il, ajoutant : « Il y a des barrages routiers partout et dans toutes les villes. Les Irakiens paraissent très nerveux. Il y avait une grande tension. » Comme la plupart des prisonniers interrogés, il affirme : « Les Irakiens ne nous ont pas battus, ni maltraités, seulement ils n'ont rien et leurs camps étaient très sales. »

Le sort des bédouins

« Marié, père de huit enfants, Khatif attend de retrouver sa famille qu'il n'a pas encore revue. Pour Mohamed, le problème est différent : ses deux femmes et ses dix enfants sont en Arabie saoudite, et il ne sait pas comment les rejoindre. Sans passeport, sans carte d'identité, il ne peut sortir du Koweït et pourtant c'est la seule chose qu'il veut. Nous

le retrouvons à minuit, alors que plusieurs centaines de personnes attendent encore le dernier des neuf avions de l'armée de l'air koweïtienne qui ont fait la liaison Irak-Koweït.

Va au ministère de l'intérieur », lui conseille le représentant du Croissant-Rouge. « J'y suis allé, crie-t-il, mais ils ne veulent pas m'aider. Ils m'ont dit d'attendre les nouveaux passeports, mais nul ne sait quand ils seront faits. » Encore Mohamed, Koweïtien d'origine, est-il chanceux. Son nom figure sûrement sur l'ordinateur du ministère de l'intérieur, et il pourra récupérer ses papiers. Ce n'est qu'une question de temps.

Pour les non-Koweïtiens, pour les « bidouins » (littéralement les « sans »), ces bédouins sans nationalité, dont beaucoup servaient dans l'armée ou la police, l'affaire est beaucoup plus compliquée. Divisés en trois groupes par les autorités koweïtiennes, ils ne sont pas traités avec les mêmes égards. Les Koweïtiens qui peuvent prouver leur natio-

nalité grâce aux ordinateurs du ministère ne rencontreront pas de graves problèmes.

Mais, ceux qui se prétendent tels, sans pouvoir le prouver, — dont les « bidouins » et les non-Koweïtiens — sont pour l'instant parqués dans des camps près de Jahra dans l'attente de papiers. Leur situation devrait être étudiée au cas par cas, mais ils ne sont pas certains de pouvoir réintégrer le Koweït. Si la volonté des autorités de déterminer avec certitude qui est qui peut se comprendre, il ne fait pas de doute qu'avec ces prisonniers s'amorce une nouvelle politique, beaucoup plus restrictif, vis-à-vis des étrangers.

En attendant, le problème des disparus et des prisonniers risque de rester encore longtemps une préoccupation majeure pour les Koweïtiens qui espèrent des autorités le maximum de pressions pour savoir ce qu'il est advenu des leurs.

FRANÇOISE CHIPAUX

Libération 25 mars 1991

SADDAM SE RAIDIT CONTRE LA GUERRE CIVILE

« L'ouverture », promise la semaine dernière par le leader irakien, n'a pas présidé à la formation du nouveau cabinet, nommé samedi : un gouvernement de combat pour faire face à l'intensification de la rébellion kurde, composé des durs du parti Baas et dirigé par le chiite Saadoun Hammadi.

Le changement de gouvernement à Bagdad n'a de toute évidence rien changé à la situation dans le pays, même s'il était difficile, hier, d'évaluer le rapport de forces entre les insurgés et les forces de l'ordre. Les seules informations concernant Bagdad provenaient de l'opposition irakienne ou de l'Iran, les États-Unis se gardant de les confirmer ou de les démentir. Les autorités préfèrent tenter de donner une impression de normalité en annonçant la reprise des cours dans les écoles primaires et secondaires.

Pourtant, selon la radio iranienne, de « très violents combats se déroulent dans plusieurs villes irakiennes », notamment à Bagdad, où « plusieurs manifestants ont été tués ou blessés par la Garde républicaine ». Une première manifestation demandant le départ de Saddam Hussein se serait déroulée samedi dans la capitale. Les rumeurs de coup d'Etat militaire véhiculées vendredi soir par l'opposition chiite *Du'awa* — et relayées par la radio syrienne — n'ont cependant pas été confirmées. Pas plus que le quadrillage de « toutes les rues » par une armée en « état d'alerte maximale », le déploiement de la Garde Républicaine à « tous les points sensibles autour du quartier général » de Saddam

Hussein, l'encerclement de Bagdad ou la « proclamation de l'état d'urgence ». Des mesures prises, à en croire la radio iranienne « à la suite de rumeurs faisant état soit d'un coup d'Etat militaire, soit d'un assaut des forces populaires sur Bagdad ».

Des déclarations des habitants de la capitale contactés par téléphone semblent toutefois démentir l'encerclement de Bagdad et les informations selon lesquelles seuls les éléments de la Garde républicaine peuvent y pénétrer. Des Bagdadis ont pu en effet « regagner la capitale dans la nuit de samedi à dimanche ».

Il n'est guère plus facile de connaître la situation dans le sud chiite ou au Kurdistan. Le département d'Etat affirmait vendredi soir que les combats, tout en se poursuivant à Nadjaf et à Kerbala, y diminuaient d'intensité. Mais hier soir, une organisation d'opposition chiite, l'OAI, faisait état, depuis Damas, de violents combats à Kerbala où les insurgés « ont expulsé l'armée irakienne d'une grande partie de la ville ». L'OAI accuse l'armée d'avoir utilisé dimanche des hélicoptères pour lancer des bombes au phosphore et au napalm sur les insurgés dans la région d'Aamara et à Mossoul (nord). Des accusations analogues sont lancées par un ancien membre de la Garde Républicaine. Cité par

l'agence de presse iranienne, le sergent Karim Kazem as-Saaedi, affirme que la garde « utilise des armes lourdes, l'artillerie, et bombarde avec des bombes au napalm, au phosphore et à l'acide sulfurique les insurgés ». Radio-Téhéran accuse en outre les unités d'élite de Saddam Hussein d'« utiliser des enfants et des personnes âgées comme boucliers humains à Kerbala, Nadjaf, Koufa et Bassorah ». L'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII) soutient quant à elle, depuis Téhéran, que « des milliers d'habitants des villes saintes de Nadjaf et de Kerbala se dirigent actuellement vers la capitale irakienne pour prendre part aux combats ».

À Bassorah, des hélicoptères de combat auraient ouvert le feu vendredi sur certains quartiers de Bassorah, faisant vingt morts. Mais, selon les réfugiés irakiens arrivés au Koweït qui rapportent ces événements, « les forces gouvernementales semblent contrôler la quasi-totalité de la ville ».

Radio-Bagdad cherche à crédibiliser cette situation en annonçant que Saadoun Hamadi a entamé sa nouvelle fonction de Premier ministre en visitant Nadjaf. Et la presse irakienne de dimanche se garde de tout commentaire sur le nouveau gouvernement installé samedi à Bagdad. La formation de celui-ci a incontestablement

obedi a l'adage «on prend les mêmes et on recommence». Foin des promesses d'«ouverture» faites la semaine dernière par Saddam Hussein. Le président irakien a conservé la plupart de ses proches aux postes les plus importants. A commencer par Saadoun Hammadi qui, à 61 ans, devient Premier ministre.

Partisan d'une économie plus libérale, le plus brillant des membres du Conseil de commandement de la Révolution (CCR) a surtout l'avantage d'être chiite, le seul d'ailleurs au sein du CCR, l'instance suprême du régime. Le régime baassiste espère que sa nomination apparaîtra comme un geste en direction des populations chiites, largement majoritaires mais sous-représentées dans toutes les ins-

tances dirigeantes. L'espoir risque d'être vain, Saadoun Hamadi étant connu pour appartenir au noyau dur du Baas, et sa nomination ne changeant rien à la hiérarchie du régime, où il demeure toujours le numéro quatre. Le maintien au ministère de l'Intérieur de Ali Hassan al-Majid, le cousin germain de Saddam, montre aussi les limites du «changement»: il fut l'homme de la terre brûlée au Kurdistan et des bombardements à l'arme chimique de la ville kurde d'Halabja, avant de faire régner la loi et l'ordre irakiens au Koweït.

Face à la contestation armée qui le menace, le régime baassiste n'a su que resserrer les rangs. Certes, plusieurs noms nouveaux apparaissent dans ce gouvernement, mais tous sont des

proches de Saddam. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Ahmad Hussein al-Khodair, est son ancien chef de cabinet. Youssef Hammadi, le ministre de la Culture et de l'Information est son ancien secrétaire particulier.

La volonté de Saddam Hussein de donner l'impression de céder une partie de son pouvoir en se déchargeant du poste de Premier ministre qu'il occupait depuis 1979, est tout aussi dérisoire. Le président irakien conserve le commandement général de l'armée, le secrétariat général du parti Baas et la présidence du Conseil de commandement de la Révolution.

J.G. (avec AFP, Reuter)

EL PAÍS, lunes 25 de marzo de 1991

Sadam recupera el control del sur

Irak utiliza bombas de napalm contra los rebeldes kurdos

El Ejército iraquí emplea napalm para combatir la rebelión kurda al norte del país, según el testimonio de cuatro periodistas turcos que han permanecido durante cuatro días en el Kurdistan iraquí. "Vimos muchas mujeres y niños con quemaduras de napalm en sus cuerpos", dicen en su informe los periodistas, que vieron también carros de combate y armamento pesado del Ejército en la región, gran parte de la cual está controlada por guerrilleros kurdos.

Fuentes de la guerrilla kurda aseguraron ayer en Madrid que más de 60.000 soldados de esta etnia se han pasado, con todas sus armas, incluyendo tanques y artillería, a los rebeldes, que controlan las principales ciudades de la región (como Suleimaniya, Arbil y Kirkuk), mientras que en Mosul, la tercera de Irak, se combate duramente, debido en gran parte a que el régimen emprendió un programa de arabización intensiva.

Los mismos medios afirmaron que la guerrilla ha capturado 60.000 prisioneros y que ha pedido a la Cruz Roja que se haga cargo de ellos, ante la imposibilidad de alimentarlos. Señalaron igualmente que las fuerzas de Saddam Hussein no utilizan aviones en sus ataques (dos de ellos han sido derribados por cazas norteamericanos en los últimos días), pero sí helicópteros.

La rebelión shii en el sur del país parece, por el contrario, so-

focada. El nuevo primer ministro iraquí, Saadun Hamadi, inició ayer una visita a Nayef —una de las dos ciudades santas shiíes en Irak— para hacer patente el control del régimen de Saddam Hussein sobre la localidad. Fuentes iraníes habían asegurado que se combatía en Nayef.

Varios periodistas iraquíes fueron autorizados a entrevistarse con el gran ayatolá Abulkasem Joi, líder de la comunidad shii, quien apareció recientemente en televisión junto a Saddam Hussein para pedir que cesara la violencia. El ayatolá negó haber sido detenido o presionado para hacer el llamamiento, desmintiendo las informaciones procedentes de Irán, que insistían ayer en que Joi había sido liberado por las "protestas masivas de los musulmanes".

"Visitamos el hospital público de Sajó y vimos muchas mujeres y niños con quemaduras de napalm en sus cuerpos", relataron

cuatro reporteros del diario turco *Milliyet* en su edición de ayer. Los periodistas acaban de regresar de un viaje de cuatro días por las montañas del norte de Irak, controladas por los rebeldes.

"No fue fácil para nosotros tomar esta región. Las fuerzas gubernamentales nos trataron como demonios. Usaron napalm contra nosotros. Nuestras mujeres y nuestros niños están quemados", declaró un dirigente del Partido Democrático del Kurdistan a los enviados de *Milliyet*. Éstos cuentan también en su crónica que vieron carros de combate y armamento pesado iraquíes en la carretera cerca de Sajó.

La revuelta antigubernamental, contagiada al norte de Irak poco después de que estallara entre la población shii del sur, parece haber obtenido mejores resultados en esta región. La organización y la disciplina de las guerrillas kurdas, que durante décadas han luchado por su autonomía, han contribuido en buena medida a ello. Con todo, este grupo étnico no árabe, que constituye el 20% de los 17 millones de habitantes de Irak, mantiene que no busca su independencia, en un ejercicio de realismo que tiene en cuenta el difícil entorno geopolítico en que se mueve.

A pesar de que Bagdad habla de un aplastamiento de la rebelión en el sur, la oposición en Irán y Siria sigue dando cuenta de operaciones y de éxitos. Así, Radio Teherán informaba ayer del "desarrollo de violentos combates" en la capital iraquí, que se encontraba rodeada y bajo el estado de emergencia. Según la emisora, sólo la Guardia Republicana, considerada la fuerza de élite del Ejército iraquí, puede entrar y salir de Bagdad. Además, la agencia oficial de noticias iraní, Irna, mencionaba la captu-

ra de militares y la destrucción de armamento en varias zonas del sur del país. Irna repitió datos de la oposición sobre la detención de "114 oficiales y soldados" de la 34ª División de Infantería y de la puesta fuera de combate de la novena brigada de Guardias de Frontera, destinada en la provincia de Amara, de la que 215 miembros fueron apresados.

Visita a Nayaf

Desde Damasco, la oposición insiste en que continúan los combates en Mósul, en Basora y en los lugares sagrados de Nayaf y Kerbala. Para desacreditar esta información, el nuevo primer ministro iraquí, Saadun Hamadi, inició ayer en Nayaf una gira de inspección por la zona meridional del país.

Subhy Hadad, un periodista local de la agencia Reuter que viajó anteayer a Nayaf en una visita organizada por el Ministerio de Información iraquí, manifestó que no había visto enfrentamientos y que el Gobierno parecía controlar la situación. La *excursión* oficial tenía por objeto que un grupo de periodistas se entrevistase con el gran ayatolá Abulkasem al Joi, cuya aparición televisiva junto a Saddam provocó la indignación de la comunidad shii fuera de Irak.

Hadad escribió que Al Joi les desmintió que estuviera bajo coacción. "Gracias a Dios no hay presión", dijo a los periodistas el nonagenario clérigo. El influyente dignatario shii reiteró su condena a la ola de asesinatos y violencia, pero indicó que había pedido al presidente una amnistía general para los responsables, a los que calificó de "ignorantes" por desconocer que matar a musulmanes va contra el islam.

Irna insistía ayer en la detención de Al Joi y aseguraba que se encuentra "bajo vigilancia domiciliaria" en Nayaf, adonde había sido autorizado a regresar debido a las "protestas masivas de los musulmanes". Según la agencia, durante los tres días que fue obligado a permanecer en Bagdad, el Ejército "bombardeó de forma

intensiva desde helicópteros" su ciudad.

Por otra parte, el Gobierno de Bagdad acusó ayer a EE UU de intentar arrebatarle su soberanía. El motivo de esta queja es el proyecto de resolución norteamericano presentado al Consejo de Seguridad de la ONU en el que se pide la eliminación de la máquina de guerra iraquí.

[El rey Hussein de Jordania anunció anoche sorpresivamente que hoy viajará a Damasco para debatir con el presidente sirio, Hafez el Asad, "un nivel mínimo de coordinación" con vistas a la primera reunión de ministros de Exteriores de la Liga Árabe tras la guerra del Golfo, a celebrarse en El Cairo el próximo día 30, informa Dpa].

MEDIO ORIENTE / IL DRAMMA DEL KURDISTAN

PANORAMA 24 Marzo 1991

Spine di curdo

In rivolta contro il regime di Saddam, un popolo da secoli vittima di massacri e persecuzioni gioca la sua ultima carta. Con quante possibilità?



FIERI DI ESSERE ARIANI. Una abitazione curda in Iran

Arbil, la gente ha asediato le guarnigioni rimaste nelle caserme, mentre le campagne circostanti sono cadute in mano ai guerriglieri delle due formazioni maggiori: l'Unione patriottica del Kurdistan (Puk), guidata dall'avvocato Jalal Talabani, e il Partito democratico del Kurdistan (Pdk) di Masud Barzani, figlio del leggendario Mustafà, morto esule negli Stati Uniti nel 1979. Finalmente uniti dopo le discordie del passato in un

di ALVARO RANZONI

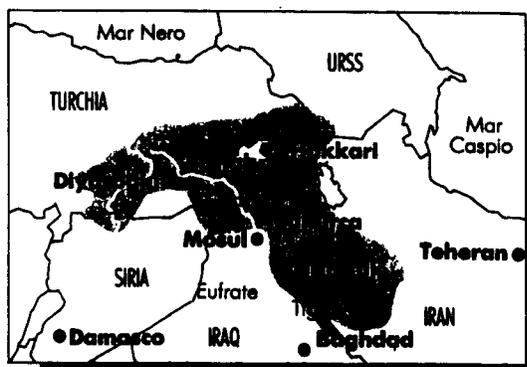
«Il mondo non parla di noi perché non prendiamo ostaggi e non dirottiamo aerei». È l'amara conclusione, e anche un testamento politico, di Abdul Rahman Ghassemlou, leader dei curdi iraniani, assassinato il 13 luglio 1989 a Vienna da tre emissari del governo di Teheran, arrivati per trattare la pace. Oggi il mondo scopre il dramma di questo popolo dopo che in Iraq 5 milioni di curdi (il 30 per cento della popolazione) sono insorti al grido: «Adesso o mai più». Hanno dissotterrato le vecchie armi nascoste dopo la fallita rivolta del 1975. Altre le

prendono ai soldati iracheni. Combattono furiosamente, cercano di liberare un territorio di 74 mila chilometri quadrati, due volte la Svizzera, che comprende i giacimenti di Kirkuk dove si estrae il 77 per cento del petrolio iracheno.

Al Nord i curdi puntano a riconquistare la loro capitale storica, Suleimania, un centro agricolo di 800 mila abitanti, dove la popolazione ha già incendiato le odiate sedi del partito Ba'ath e del mukhabarat, la polizia segreta di Bagdad. Nelle altre città curde, Dehok, Mosul e l'antichissima

nuovo Fronte del Kurdistan iracheno, i curdi vedono riaccendersi il loro sogno impossibile. La rivolta si è estesa anche ai numerosi campi di concentramento dove il regime iracheno tiene confinati oltre un milione e mezzo di sopravvissuti all'ultimo tentativo di genocidio scientificamente programmato da Saddam, nel 1988, con la distruzione di 4.500 villaggi.

Proprio da uno di questi villaggi, Halabja, tra Suleimania e la frontiera iraniana, arrivarono le orrende immagini dei curdi sterminati con i gas il 20 marzo 1988: più di cinquemila in po-



PRIGIONIERI DI CINQUE STATI. La regione del Kurdistan con le principali città che sono abitate da popolazioni a maggioranza curda; il territorio è attualmente diviso tra ben cinque Stati diversi: Iraq, Iran, Turchia, Siria e Unione Sovietica



COMBATTIMENTI FURIOSI. *Un guerrigliero curdo iracheno: la sconfitta di Saddam ha scatenato la rivolta nel Nord dell'Iraq*

chi minuti. Ma tutto era stato dimenticato. L'anno dopo, a una conferenza internazionale convocata a Parigi per condannare l'uso delle armi chimiche, i curdi non erano nemmeno invitati a testimoniare.

Da un secolo oggetto di persecuzioni, i curdi non hanno trovato mai difensori. Perfino il papa non li aveva mai nominati fino a qualche giorno fa, quando li ha citati per la prima volta, assieme a palestinesi e libanesi, tra i popoli del Medio Oriente che attendono giustizia. È stato probabilmente merito di un giovane curdo di nome Hiner Saleem che ha studiato in Italia e lavora all'Istituto curdo di Parigi, al quale fanno capo i 650 mila curdi esiliati in Europa. Saleem era apparso in una puntata di *Samarqanda* portando con sé un filmato raccapricciante di Halabja. Poi è stato anche intervistato dalla Radio vaticana.

«Mi piacerebbe davvero che quel breve cenno del papa fosse anche merito mio» dice Saleem a *Panorama*. «Il terrorismo ci avrebbe dato una grande notorietà» aggiunge. «Ma non fa parte dei nostri metodi. Non abbiamo mai messo bombe neppure a Baghdad e Ankara. I curdi combattono solo nel Kurdistan: a viso aperto».

Dopo le vittorie iniziali dei giorni scorsi, i gruppi armati sanno bene che la riconquista del territorio viene facilitata dalla crisi del regime di Baghdad. Timoroso di una rivolta nel centro del potere, il governo ha richiamato nella capitale gran parte delle divisioni corazzate e dei reparti della guardia repubblicana dislocati nelle regioni curde ai confini con la Turchia. Se il regime baathista sopravviverà, però, è certo che nelle settimane successive le truppe cercheranno la riconquista, anche a prezzo di una sanguinosa repressione.

Ma qual è l'obiettivo dei curdi iracheni? Un mini-Stato indipendente?

»»

«Certamente no» risponde Saileem. «Siamo realisti: uno Stato curdo, anche solo nel Kurdistan iracheno, provocherebbe le reazioni ostili degli altri Paesi della regione: la Turchia innanzitutto, ma anche l'Iran e la Siria. Ci accontenteremmo di far parte di un nuovo Stato federale o confederale iracheno con capitale Baghdad, senza modificare alcun confine. Ma dovrebbe essere un regime democratico che lasciasse a noi curdi la responsabilità del nostro popolo».

Uno Stato curdo non è mai esistito. Unica eccezione, la piccola Repubblica proclamata nel 1946 attorno a Mahabad, nel Kurdistan iraniano, soppressa nel sangue appena un anno dopo. Il suo capo, Qazi Mohammed, fu invitato a Teheran per una trattativa, arrestato e rispedito in catene a Mahabad dove venne impiccato con tutta la famiglia nella piazza delle Quattro Luci.

I curdi sono oltre 25 milioni e hanno subito persecuzioni paragonabili solo allo sterminio nazista degli ebrei. «Solo contando tutte le foglie degli alberi, tutti i colori della natura, tutte



MASSACRATI DAI GAS. Due vittime dell'attacco chimico al villaggio di Halbja, nel 1988

le gocce del mare, saprai quanti sono i nostri morti» canta il più celebre poeta curdo, Scerko Bekes. La loro tragedia è quella di vivere in territori ricchi di petrolio (in Iraq, Iran e Siria) o di grandi risorse minerarie e idriche (alle sorgenti del Tigri e dell'Eufrate, in Turchia) ai quali nessuno degli Stati che li controllano vuole rinunciare.

Dopo la prima guerra mondiale, con il crollo dell'impero ottomano di cui faceva parte, il Kurdistan sarebbe dovuto diventare indipendente, secondo i progetti delle potenze vincitrici, ratificate dal trattato di Sévres, che non ebbe però mai attuazione. Poi la rivoluzione di Kemal Atatürk trionfò oltre ogni aspettativa in Turchia, al punto

che divenne impossibile privarla dell'Anatolia orientale, dove viveva la maggioranza dei curdi. E così il trattato di Losanna del 1923 divise il Kurdistan tra quattro Stati: Turchia (dove vivono oggi 12 milioni di curdi), Iran (otto milioni), Iraq (cinque milioni), Siria (un milione). Comunità curde sono sparse anche nelle Repubbliche asiatiche dell'Urss (un milione di persone), dopo che le persecuzioni staliniane e, più recentemente, gli scontri etnici tra azeri e armeni le hanno allontanate dalla zona di confine.

Discendenti degli antichi medi, i curdi si sentono fieri di appartenere al ceppo ariano e non a quello arabo-semitico. Convertiti all'islam già dal VII secolo, sono per il 75 per cento sunniti, per il 20 per cento sciiti e per il resto yezidi, una religione di origine zoroastriana. Tuttavia, presso di loro, che non hanno mai combattuto una guerra di religione, il fanatismo islamico è quasi sconosciuto. Le donne non portano il velo, anzi vestono con i colori più sgargianti e sono felici di mostrarsi truccate con il kajal e il succo della buccia delle noci. «La bellezza è fatta per essere vista» dicono.

Parlano una lingua indoeuropea imparentata con il *farsi* iraniano. Ma devono scriverla, quando gli è consentito, con tre alfabeti diversi: latino in Turchia, arabo in Siria, Iraq e Iran, e cirillico in Urss. Proprio la lingua è la causa più frequente delle persecuzioni da parte dei governi che hanno tentato inutilmente di assimilarli. In Turchia parlare curdo è un reato gravissimo. Il governo di Ankara ha negato fino a poco tempo fa perfino l'esistenza di questo popolo («Turchi della montagna» li ha definiti) nonostante la presenza di una guerriglia che in sette anni ha provocato 4 mila morti. Solo da qualche settimana i giornali turchi parlano dei curdi ammettendo che sono tanti, il 20 per cento della popolazione. Il governo sembra deciso a giocare questa carta nella nuova situazione del Medio Oriente e a presentarsi quale «protettore» di questo popolo. Il parlamento di Ankara ha perfino promesso di legalizzare la lingua.

Ma i curdi di Turchia non si fidano, nonostante la disponibilità dichiarata dal presidente Turgut Ozal rinunciando a quel dettato dell'ideologia kemalista che ha sempre giustificato le persecuzioni contro il popolo curdo. Di Ozal, nato a Malatya, nel Kurdistan turco, si dice perfino che abbia sangue curdo per parte di madre. «A casa mia sento parlare curdo» pare che abbia detto. Intanto, però, il più celebre prigioniero politico curdo, l'ex sindaco di Diyarbakir, capitale del Kurdi-



ANASISCANIMA

stan turco, Mehdi Zana, continua a scontare i suoi 26 anni di carcere solo per essersi rivolto in curdo ad alcuni impiegati del suo municipio che non parlavano turco.

In Iran i curdi sono stati perseguitati sia da Reza Pahlevi che dall'ayatollah Ruhollah Khomeini. Quando il loro leader, Abdul Rahman Ghassemlou, incontrò Khomeini appena salito al potere, invece dell'attesa comprensione per la causa curda si sentì apostrofare: «Leggi il Corano. Lì c'è tutto». Inutilmente ribatté che il Corano non parla di autodeterminazione dei popoli.

MASSE DI DISTURBO

Perseguitati in Turchia, deportati e arabizzati in Siria, i curdi sono stati usati dai regimi iraniano e iracheno come masse di disturbo l'uno contro l'altro: Teheran lasciava in pace i suoi curdi finché aiutavano i loro fratelli iracheni a combattere il governo di Baghdad, e viceversa. Poi, nel 1975, i due Paesi conclusero il trattato di Algeri e si ritennero finalmente liberi ognuno di massacrare i curdi di casa propria. Le vittime furono centinaia di migliaia. Durante la lunga guerra Iran-Iraq che seguì (1980-1988), entrambi i territori del Kurdistan furono devastati. Nella guerra per il Kuwait, un soldato su tre delle forze irachene annichite dai bombardamenti alleati era curdo.

Eppure, il popolo curdo ha conosciuto un periodo di splendore: attorno all'XI secolo, quando il Saladino, un curdo, regnò su tutto il Medio

Oriente islamico. Nel 1514 i principati curdi (erano una quindicina, spesso in lotta fra loro) aiutarono il sultano ottomano Selim il Crudele a sconfiggere le armate persiane nella battaglia di Cialdiran. Per ricompensa tutto il Kurdistan ebbe dai turchi quattro secoli di pace e di relativa autonomia. Fu verso la sua fine che l'impero ottomano strinse la morsa su quelle popolazioni. E con la complicità delle potenze coloniali dell'Occidente ci riuscì.

«Abbiamo ogni motivo per nutrire risentimento verso i Paesi occidentali» spiega Hiner Saleem. «Ma questa nuova guerra offre a tutti l'ultima opportunità per rimediare. Scegliete voi se è giusto preoccuparsi della sorte di cinque milioni di palestinesi e di tre milioni di israeliani, e ignorare quella di 25 milioni di curdi».

ALVARO RANZONI

gamk 25-26 mars 1991

ÖZAL JOUE L'OUVERTURE

Le printemps promettait d'être chaud dans le Kurdistan de Turquie où la célébration du Nouvel an kurde, le Nev Roz, interdite, devait marquer cette année le premier anniversaire de la sanglante répression de Cizre, un cocktail explosif avec la rébellion kurde dans l'Irak voisin. Le président turc Turgut Ozal a préféré désamorcer la bombe kurde en autorisant pour la première fois depuis des décennies, la célébration du Nev Roz, que douze millions de Kurdes ont donc pu fêter publiquement cette année. A côté des manifestations traditionnelles marquant le début du printemps, des manifestations à caractère politiques se sont déroulées dans de nombreuses villes du sud-est de la Turquie, peuplées majoritairement de Kurdes, malgré l'état d'urgence en vigueur depuis cinq ans qui interdit tout rassemblement sur la voie publique.

Des slogans en faveur de l'indépendance et soutenant le PKK, principale organisation kurde de guérilla, criés par les manifestants, les mêmes pourtant que ceux qui il y a un an à Cizre, avaient suffi pour déclencher les tirs des forces de l'ordre, faisant quatre morts, n'ont cette fois pas suscité l'intervention des militaires.

Un laxisme peu habituel qui s'inscrit dans la politique de M.Ozal visant à élever la Turquie au rang de puissance régionale, une ambition difficilement réalisable avec le lancinant problème kurde, facteur de déstabilisation. Peu après l'adoption d'une loi peu convaincante autorisant non sans de sévères limitations les Kurdes à parler leur langue, c'est donc une nouvelle étape dans la reconnaissance du fait kurde que la guerre du Golfe a contraint M.Ozal à franchir. Le président turc multiplie en effet les gestes d'ouverture en direction de la communauté kurde, dont il redoute la contagion de la

rébellion des Kurdes d'Irak, qui se seraient emparés des principales villes au nord du pays. A cet égard, s'il s'est opposé à la création d'un Etat kurde indépendant dans le nord de l'Irak, il s'est montré favorable, comme il l'a déclaré aux leaders kurdes irakiens en personne, à toute forme d'autonomie kurde dans cette région. Un engagement qui ne pouvait pas, en toute cohérence, composer avec la répression par le gouvernement d'Ankara de ses citoyens d'origine kurde.

En quelques mois, les Kurdes, dont l'identité était niée au point qu'on les désignait sous le nom de «Turcs des montagnes» ont fait leur apparition dans les colonnes des journaux et sont évoqués sans tournure de style par la direction turque. Reste à savoir si, après des décennies de frustration, ils sauront se contenter de cette reconnaissance concédée par une actualité dont M.Ozal espère retirer les dividendes diplomatiques.

A cet égard, l'évolution de la crise chypriote sera un autre baromètre de l'aptitude du gouvernement turc à placer les droits de l'homme à la mesure de ses ambitions géopolitiques. A la veille de ses entretiens avec le président américain George Bush à Washington, Turgut Ozal annonçait en effet que «la formule était prête» pour la résolution du problème chypriote. La rencontre du promoteur américain du «nouvel ordre mondial» et de son homologue turc devrait se conclure sur un arrangement bilatéral concernant Chypre, dont M.Ozal voudrait qu'elle devienne une fédération plus souple avec deux régions et deux peuples, avec un président élu pour deux ans par roulement, tour à tour grec et turc. Mais là aussi, il faudra bien que ce soient les principaux intéressés, les Chypriotes, qui décident.

SUD OUEST 26 mars 1991

Sur les graviers du Kurdistan

De Zakho aux ravins de Direk, notre envoyé spécial Yves Harté a partagé la vie des Kurdes, rebelles à Saddam Hussein, qui désormais, contrôlent l'essentiel de la région. Leur leader, le docteur Kamal, raconte l'insurrection et ses succès

Yves Harté
envoyé spécial

Zakho, Kurdistan irakien. Quand Omar Sindi, dans la pièce de terre battue aux murs chaulés de bleu où nous attendions depuis le matin, s'est dépouillé de ses habits occidentaux pour enfiler le large pantalon de toile brune, le gilet de la même couleur et qu'il a ensuite enroulé la ceinture de tissu autour de sa taille, nous avons alors deviné que l'heure de la traversée était proche.

Omar Sindi sert de guide et de traducteur depuis Damas. Normalement, il vit aux Etats-Unis. Serveur le soir, dans un restaurant de Virginie, étudiant le jour, à l'université, militant kurde vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il lui manque un examen pour obtenir le titre d'ingénieur mais il aurait préféré renoncer à son diplôme que de rater cette voiture qui le ramène chez lui, au Kurdistan, dans un pays qu'il a quitté voilà seize ans après que l'armée irakienne n'eut laissé de son village, Kalouch, que des cendres et des pierres noircies.

Une partie de sa famille s'est exilée en Iran, une autre s'est établie à deux pas d'où nous nous trouvons, à Zakho. C'est là que depuis le début de l'insurrection, le commandement militaire du docteur Kamal s'est installé.

A flanc de ravin

Zakho est une ville de 300 000 habitants, coignée tout en haut de la carte de l'Irak, dans cet extrême nord-ouest où les trois pays, Syrie, Turquie et Irak se confondent en un même paysage, où tous les villages se ressemblent ; maisons brunes en torchis, aux toits de chaume caparaonnés de terre sèche, terrasses sur lesquelles, l'été, les nuits se font longues, femmes aux visages découverts et aux robes aux couleurs vives.

Brusquement donc, l'interminable attente s'est interrompue.



Pantalons bouffants et large ceinture, les rebelles kurdes patrouillent à flanc de ravin

(Photo. «Sud-Ouest»)

Au sortir de Direk, la route goudronnée se perd dans les champs. Un chemin de terre, une descente à flanc de ravin. A mi-pente, auprès d'une bâtisse en pierres de taille qui semble être un poste-frontière, les rebelles kurdes sont au rendez-vous. L'Irak est de l'autre côté du Tigre qui roule en contrebas des tourbillons jaunes.

Le pont a sauté. Deux radeaux, quatre planches liées à d'énormes pneus de tracteurs, assurent la traversée. En trois minutes, la force du courant envoie l'embarcation 100 mètres en aval, sur les graviers du Kurdistan.

Il fait très doux, avec une lumière tamisée qui arrondit la colline chauve devant nous et couvre d'un voile bleu les montagnes du Taurus.

De très loin vient le bruit d'explosions. Des mortiers semble-

t-il, qu'on nous affirme kurdes, et qui bombarderaient Grachabar, 30 kilomètres au sud où des troupes irakiennes seraient retranchées.

Puis plus rien. Simplement la quiétude d'un chaud après-midi de printemps, avec des vols d'hirondelles, des oiseaux qui se disputent dans les buissons et deux radeaux tout droit sortis d'un livre d'enfance que des rebelles à la barbe noire halent sur la rive..

Fuite irakienne

Un chemin ouvert entre les barbelés sensés retarder une éventuelle attaque turco-syrienne serpente à travers un champ de mines qu'un rayon fait parfois scintiller. Des bombes ont défoncé l'asphalte de la route et obligent à un détour sur le bas-côté.

De part et d'autre de la chaussée les guérites fortifiées, les casemates édifiées, semble-t-il, pour soutenir un siège, et qui encadrent le seul lieu de passage possible découpent les silhouettes dérisoires de murailles inutiles. Quant au poste frontière, il offre le spectacle de la plus pure désolation.

Seul le pont Harbur, son tablier effondré, ses quatre arches brisées, qui jusqu'alors assurait le passage vers la Turquie, présente l'image attendue que l'on peut se faire d'un conflit. Les Irakiens l'avaient miné et l'ont fait exploser le jour de leur départ.

A l'évidence, les soldats se sont enfuis dans la plus grande précipitation. Nulle trace de combat. L'hôpital militaire, près du camp qu'ils occupaient, dans le hall duquel traînent trois vaches lilliputiennes, vitres brisées, portes enfoncées, témoigne davantage

d'une mise à sac végeresse que d'une lutte. Des papiers traînent à terre, avec les pages arrachées, des registres d'identité et des fiches personnelles où restent parfois accrochées les photos de ceux qui étaient alors des défenseurs.

Khadjer, un des peshmagars, souffle sur la paume de sa main comme pour enlever une plume.

La nuit tombe sur Zakho quand nous y entrons. Les seules fumées qui montent dans le ciel sont celles de feux de joie. Ce soir est le soir du nouvel An kurde, le Naorouz, la fête du printemps et de la vie renaissante.

Dans les rues bondées de monde, la camionnette se fraie un chemin. Les hommes nous saluent, nous embrassent quand nous descendons. Nos accompagnateurs ouvrent la foule devant nous et nous conduisent vers l'ancien collège. Réquisitionné à l'occasion, c'est une caserne pour tous âges. Des grands-pères y côtoient leurs petits-fils, tous dans le même uniforme pantalon bouffant, gilet ajusté rentré dans la large ceinture de tissu, un ceinturon de cuir d'où pendent des grenades et où sont fixés les chargeurs de kalachnikovs.

Dans tous les yeux, un immense bonheur, une vraie fierté que les hommes essaient de faire partager. Tapes dans le dos, pouces levés, accolades.

«Americans good, English good, French good, yallam Saddam»: un vieux mime des coups de feu et la débandade des troupes irakiennes.

Nulle part pourtant, malgré l'enthousiasme ne prévaut une impression de désordre, d'inorganisation.

Au contraire, une vraie hiérarchie, une ferme discipline semble avoir été instaurée et respectée.

Docteur Kamal : objectifs atteints

La plus vaste des pièces du collège est réservée à l'état-major de la région ouest, le Badinar, que dirige le docteur Kamal. Quand il entre, la pièce se vide et le silence se fait.

C'est un homme mince à la moustache noire, aux yeux vifs, à la voix douce et chantante.

Il a 36 ans. Ses activités militaires l'ont contraint à quitter Vienne, à peine ses études terminées.

Deux fois déjà, en 1976 en Irak, en 1989 à Teheran, il a été blessé au combat. Une balle a traversé sa main droite qui s'est recroquevillée comme une serre. Il garde près du pouce une cicatrice en forme d'étoile.

A aucun moment le docteur Kamal n'a besoin d'élever la voix pour être entendu : la confiance que lui accorde Massoud Barzani et ses succès sur le terrain lui ont conféré une véritable aura. Il y a quinze jours le docteur Kamal est arrivé clandestinement de Turquie pour prendre la tête du soulèvement.

«Nous avons fixé la date de l'insurrection à 5 heures du matin, le 14 mars, dans toute la zone ouest. Zakho est tombé pratiquement sans combat le jour même. En une semaine nous avons remporté les objectifs que nous nous étions fixés. Voilà longtemps que nous y pensions. Depuis juillet,

tout était prêt. Avant même que Saddam n'envahisse le Koweït. Pour nous, sa décision a été un immense bonheur. Il ne nous restait plus qu'à attendre le moment décisif et à continuer l'action subversive. Notre mouvement n'avait aucune chance de réussir sans le ralliement ou la passivité de certaines troupes adverses. Nous savions que beaucoup de mercenaires de l'armée de Saddam étaient prêts sinon à nous rejoindre au moins à baisser les armes.

«Ce fut tout le but de notre action souterraine. Et c'est ce qui s'est produit. N'ont résisté et ne résistent que les camps militaires et les garnisons. Les accrochages les plus sérieux, si l'on excepte Mossoul et Kirkouk ont eu lieu à Dakhok. Mais le principal est fait. La jonction avec l'Est établie. Il reste deux poches dans les terri-

toires que nous contrôlons. C'est une affaire de jours.»

Feu d'artifice

A cet instant un homme entre, porteur d'un message. Le docteur le lit et son sourire s'élargit à mesure qu'il lit.

«Kirkouk est entièrement entre nos mains, dit-il en levant les yeux vers nous. La route va maintenant jusqu'au cœur de la ville. Ce soir notre front s'étend sur 340 kilomètres. Nous avons pris un important matériel : des radars, des téléphones de campagne, des canons sans recul, des DCA et même des missiles sol-air. Tout cela avec des pertes minimes. Dans nos rangs : douze morts et quatre-vingt-douze blessés. Dorénavant, pour nous, le problème le plus important est d'ordre humanitaire. Nous manquons de nourriture et de médicaments. S'il vous plaît. Faites-le savoir.»

Dehors des gamins de 16 ans fêtent le Naorouz à leur manière. Ils n'ont pas de pétards mais des pistolets-mitrailleurs. Tard dans la nuit les Peshmegas de Zakho libéré vont se payer un feu d'artifice des temps de guerre. Fusées éclairantes, balles traçantes, ligne blanche, rectiligne et aveuglante des tirs de DCA. Le docteur Kamal s'est retiré avec son état-major et Omar Sendi est allé embrasser une famille dont une guerre précédente l'avait séparé, il y a seize ans.



THE GUARDIAN March 26, 1991

Kurds urge allies to stop Iraqi air raids on rebels

David Hirst in Nicosia

IRAQI aircraft killed many people in raids on two rebel-held towns in northern Iraq, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said yesterday, urging the Gulf allies to intervene.

According to a PUK spokesman in Damascus, two bombers and five helicopters raided the recently captured oil town of Kirkuk yesterday morning in violation of the ceasefire agreement with the allies. Helicopters later again attacked Kirkuk and the town of Dohuk in the far north. The rebels say they shot down one helicopter

over Dohuk.

The Kurdish Democratic Party (KDP) said that two other towns, Kifri and Kalar, had also been bombed in the past 36 hours with the attackers using napalm and phosphoric acid.

Napalm and phosphoric acid were also used yesterday against rebels in the holy city of Karbala in the south, a Shi'ite opposition group said in Damascus.

A spokesman for the Shi'ite Muslim Islamic Action Organisation added that more than 20,000 people had been killed in clashes with Iraqi troops since revolts broke out in the south

and north.

"We appeal to the allied forces to prevent Iraq from using planes to attack our people," the PUK spokesman added.

Last week, US aircraft shot down two Iraqi bombers. The US has warned Iraq not to use its planes against the rebels, but left an element of ambiguity about the status of helicopters. "We don't understand this attitude," said one Kurd. "You can do a lot of damage with a helicopter."

The ambiguity is seen to reflect a deeper indecision over post-war US policy. "The Americans don't seem to have a co-

herent policy," complained Hoshiar Zibari, the London-based spokesman of the KDP. "This inability to make up their minds is very worrying."

"During the war, Bush called on the people to rise up," Mr Zibari said. "After it was over they did so — the most popular uprising in Iraqi history. Now Bush has retreated from this position."

"The Americans are quite wrong if they believe Saddam can be replaced from within the system," Mr Zibari added. "The whole system will collapse with him, and the longer the uprising, the bigger the collapse."

LA VANGUARDIA 26 Marzo 1991

■ A pesar del derribo de dos de sus aviones por EE.UU., Saddam parece dispuesto a utilizar el arma aérea contra los insurgentes kurdos en el norte

Irak utiliza aviones y helicópteros contra los kurdos en Kirkuk

La situación en Bagdad está "a punto de explotar", afirma Radio Teherán



DAMASCO. (Agencias.) – El ejército iraquí utilizó ayer aviones y helicópteros para bombardear las posiciones kurdas en la ciudad de Kirkuk, en el Kurdistán iraquí, según fuentes de la oposición.

Un comunicado de la Unión Patriótica del Kurdistán iraquí (UPK) afirmó en Damasco que "cinco helicópteros y dos aviones militares iraquíes bombardearon el lunes la ciudad de Kirkuk", donde causaron "gran número de víctimas civiles".

La oposición iraquí pidió ayuda al Gobierno norteamericano, afirmando que los bombardeos aéreos contra Kirkuk y la vecina ciudad de Dhok han causado muchas vícti-

mas. Washington, que ha derribado dos aviones iraquíes sobre Irak, ha advertido a Bagdad contra ataques aéreos para reprimir la revuelta.

Fuentes del Partido Democrático del Kurdistán (PDK, de Massud Barzani) informaron de violentos combates entre fuerzas kurdas e iraquíes alrededor de las ciudades de Tuz Khurmatu y Kifri.

La prensa de Bagdad, por su parte, asegura que el ejército está "limpiando" de rebeldes las ciudades del Kurdistán.

Mientras tanto, la situación en la capital iraquí está, según la radio iraní, "al borde de la explosión", a pesar de que Bagdad se encuentra "bajo el control de las fuerzas fieles a Saddam Hussein".

Napalm y fósforo en Bagdad

Según refugiados llegados a Irán, citados por la agencia iraní IRNA, el estado de sitio decretado en Bagdad y en todos sus accesos no ha logrado parar a las tropas rebeldes que se enfrentan a la Guardia Republicana, cuerpo de elite del ejército.

Según las mismas fuentes, las tropas leales a Saddam Hussein han utilizado bombas de napalm y de fósforo para intentar acallar las protestas populares en la capital, donde han muerto numerosos civiles.

La Organización de Acción Islámica, grupo de oposición chiita, describió un Bagdad en estado de sitio con tropas de la Guardia Republicana "esperando un golpe militar" y tomando posiciones alrededor del búnker de Saddam Hussein.

En el sur, donde Bagdad asegura haber sofocado la rebelión, el ejército iraquí bombardeó la mezquita del imam Hussein, en la ciudad santa de Karbala, uno de los primeros focos de la revuelta en el sur chiita de Irak, según un portavoz de la oposición en Damasco.

Refugiados iraquíes llegados a Irán en las últimas horas aseguraron que hay combates en Amara, Nasyriya, Basora y Tanuma, que prosiguen bajo el control de las "fuerzas populares". En Karbala, Najaf y Basora, la situación es catastrófica, con cadáveres por las calles, escasez de alimentos y falta de agua, electricidad, medicinas y combustible, según la agencia IRNA. ●

Le Figaro

26 mars 1991

Violents combats dans la région de Kirkouk

L'aviation irakienne aurait bombardé Kirkouk, tenue par les Kurdes. Selon les rebelles, les troupes de Saddam Hussein utilisent de l'acide pour mater l'insurrection.

De « très violents combats » se déroulaient, hier, au nord de l'Irak, selon l'opposition kurde, et l'aviation irakienne aurait bombardé la ville de Kirkouk, tenue depuis une semaine par les rebelles. De son côté, Radio Téhéran affirmait, sans autre précision, que la situation est « explosive » à Bagdad.

Deux bombardiers et cinq hélicoptères ont attaqué le centre pétrolier de Kirkouk, hier matin, peu après 8 heures, faisant un grand nombre de victimes, selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mouvement d'opposition irakien.

Un avion militaire irakien a été abattu par les batteries anti-aériennes des pechmer-

gas (combattants kurdos), a annoncé, dans un communiqué publié à Téhéran, le parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani).

S'il est confirmé, l'engagement de bombardiers irakiens contre les insurgés serait contraire à l'accord de cessez-le-feu provisoire signé entre Bagdad et l'état-major allié.

Mercredi et vendredi derniers, deux Sukhoï irakiens qui venaient de prendre l'air ont été abattus par des appareils de l'US Air Force, en patrouille au-dessus de l'Irak.

Un autre mouvement d'opposition irakien a accusé les forces loyales à Saddam Hussein d'utiliser de l'acide phosphorique contre les rebelles

kurdes et chiites; cela aurait été notamment le cas dimanche à Amara (sud de l'Irak) et à Mossoul (nord). L'acide aurait été déversé à partir d'hélicoptères, selon l'Organisation de l'action islamique (OAI).

L'information n'a pas été confirmée de source indépendante. Cependant, des journalistes turcs qui ont pu aller au Kurdistan irakien, dans le nord du pays, ont dit avoir vu des habitants victimes de brûlures au napalm dans un hôpital de

la ville de Zakho.

Radio Téhéran, après avoir annoncé dimanche de violents combats dans la capitale irakienne, affirmait hier que Bagdad est « au bord de l'explosion ». Cependant, selon la radio officielle iranienne, la ville restait « contrôlée par les forces fidèles à Saddam Hussein ».

Là non plus, il n'existe aucune confirmation indépendante. Des avions alliés ont survolé hier la capitale ira-

kienne à basse altitude, comme ils l'avaient déjà fait dimanche.

Des « heurts » se sont produits à Bagdad dès la semaine dernière, selon le département d'Etat américain.

Dans la moitié sud de l'Irak, à majorité chiite, des manifestations antigouvernementales se poursuivraient à Nadjaf, Kerbala, Koufa et même Takrit, ville natale de Saddam Hus-

sein, d'après des témoignages cités par l'agence officielle iranienne Irna. Le centre de Bassorah, deuxième ville du pays, serait aux mains des insurgés.

La situation est « confuse » en Irak, aussi bien dans le sud que dans le nord du pays, a estimé hier Daniel Bernard, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Selon lui, « il est difficile de porter un jugement sur l'ampleur de la révolte ». (AFP, Reuter.)

Libération 26 mars 1991

Les Kurdes en appellent à l'aide américaine

Les insurgés dénoncent l'usage par Bagdad d'hélicoptères qui les bombardent, en violation du cessez-le-feu. Alors que le Pentagone a annoncé, hier soir, le contrôle par l'armée gouvernementale de Kirkouk et de Mossoul, dans le Nord, les rebelles kurdes demandent à Washington d'intervenir.

Défi lancé aux Etats-Unis ou propagande de l'opposition irakienne? Chiites et Kurdes dénoncent l'usage par Bagdad d'hélicoptères et d'avions pour lutter contre la rébellion, en violation des accords de cessez-le-feu. Les appareils déverseraient des bombes au phosphore et du napalm sur les insurgés au Nord, à Mossoul, et au Sud, à Amara et Kerbala. Selon le mouvement chiite AOI (Action et organisation islamique) basé à Damas, le régime aurait recours à ces armes pour la seconde fois en cinq jours. Un journaliste turc, qui avait réussi à traverser la frontière, confirme avoir vu des victimes du napalm dans un hôpital de Zakho, autre localité du Kurdistan irakien. Dans la ville sainte de Kerbala, l'opposition chiite parle de 20000 morts au cours des affrontements de ces dernières semaines avec les forces gouvernementales. Les Peshmergas revendiquent la destruction d'un avion militaire irakien au-dessus de Dohouk.

L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, a fait état, hier, d'intenses bombardements contre Kirkouk, une ville du nord-est du pays dont la résistance revendique le contrôle depuis une semaine. Le raid, qui aurait fait de nombreux morts et blessés, a mobilisé « cinq hélicoptères et deux chasseurs bombardiers irakiens », indique-t-on de même source. Mais hier, en fin de soirée, le Département d'Etat américain annonçait que Mossoul et Kirkouk seraient à nouveau aux mains des forces gouvernementales. En revanche, le régime baassiste aurait perdu temporairement le contrôle de plusieurs villes du Sud.

L'UPK a lancé un appel aux alliés pour mettre fin à ces offensives aériennes. La coalition se portera-t-elle au secours des insurgés? L'US Air Force a déjà descendu deux Sukkoï irakiens. Mais les pilotes américains ont reçu pour instruction de ne pas abattre les hélicoptères, à moins qu'ils ne menacent les forces alliées, a indiqué samedi le général Norman Schwarzkopf.

Les combats terrestres se poursuivraient également autour de cette localité de Kirkouk, située au milieu des puits de pétrole. Les rebelles affirment avoir fait prisonniers douze ingénieurs sud-coréens, à la suite d'une attaque contre une garnison de la banlieue de Kirkouk. Ces derniers ont été « transférés hors du champ de bataille », rapporte l'agence officielle iranienne, citant un porte-parole de l'UPK. Les « forces populaires » seraient également emparées de la province de Dahuk, près de la Turquie, annonce l'agence syrienne SANA, s'appuyant sur des informations transmises par le Parti démocratique kurde (PDK). Aux cours de ces opérations, un dirigeant du PDK, le Dr Kamal al-Karkuti, revendique la capture d'usines et de dépôts d'armes chimiques.

Radio-Téhéran décrit la situation dans la capitale comme « explosive ». L'Etat de siège serait maintenu à Bagdad et des unités de la garde républicaine patrouilleraient dans les rues de la capitale afin de « prévenir un éventuel putsch militaire ». D'après un communiqué de l'IAO, ces unités d'élite formeraient un écran protecteur autour de la résidence du Président irakien. « Saddam concentre maintenant toutes ses forces autour de Bagdad. Il rapatrie autour de lui tous

ses hommes de confiance », a déclaré dimanche un opposant kurde à Damas.

De son côté, la presse baassiste affirme que l'ordre règne dans le Kurdistan. Les troupes irakiennes poursuivraient le ratisage du nord du pays. « Les fauteurs de troubles ont essuyé un échec cuisant », selon le quotidien *al-Joumhouriyah*.

Les réfugiés, qui fuient Bassorah, témoignent de « massacres barbares » commis par l'armée gouvernementale après la reprise de la ville. Les soldats tueraient tous les hommes âgés de 15 à 40 ans et soupçonnés d'appartenir à la rébellion.

Les Etats-Unis se défendent de vouloir influencer sur le cours des événements en Irak. Néanmoins, les troubles et l'absence d'accord de cessez-le-feu définitif ont amené le commandement américain à renforcer son dispositif dans la partie sud du pays, occupée par les alliés. Le *Washington Post* a révélé hier que des blindés lourds américains avaient pris position pendant le week-end au sud de l'Euphrate. Le général Norman Schwarzkopf répète que les GI's ne devraient pas demeurer très longtemps en Irak, mais qu'ils resteront néanmoins le temps qu'il faudra. De plus, une présence permanente dans la région est sérieusement envisagée à Washington.

La bannière étoilée flottera-t-elle au-dessus de l'archipel de Bahrein? Selon le *New York Times*, le Pentagone serait sur le point de signer un accord avec l'émirat pour l'ouverture d'une base dans ce pays. Il s'agirait d'un poste avancé du commandement central, le centcom, qui tout au long de la guerre avait dirigé les opérations depuis Riyad.

Avant la crise, l'état-major des forces américaines pour le Proche-Orient, qui avait formé l'ossature du dispositif Tempête du désert, était stationné à Tampa, en Floride. D'après le quotidien new-yorkais, citant des sources officielles américaines, l'ensemble de l'unité, commandée par Norman Schwarzkopf, pourrait prendre ses quartiers en mer Rouge. Le général Schwarzkopf lui-même évoquait, dimanche, le maintien « sur le sol arabe » d'un PC permanent. Il déclarait depuis Riyad qu'il était possible « qu'un détachement avancé du commandement central américain soit déployé dans la région », sans toutefois mentionner l'émirat. Mais hier, dans une interview accordée au *Times*, le ministre de l'Information de Bahrein, Tarik al-Moayyed, indiquait que son pays « a toujours largement coopéré avec les Etats-Unis, sa marine et son commandement central ». L'archipel a « un rôle à jouer et une contribution à apporter à la sécurité dans la région », ajoutait-il.

Le principe d'une présence dans le Golfe paraît acquis, mais s'agira-t-il d'un pied-à-terre pour quelques gradés ou d'une garnison, comparable aux bases américaines aux Philippines ou en Turquie? Samedi, le général Norman Schwarzkopf affirmait que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de conserver des troupes terrestres dans l'une des monarchies pétrolières. Mais le *New York Times* écrit qu'un contingent d'environ 3000 hommes pourrait être basé en Arabie Saoudite. Avec AFP et Reuter

EL PAÍS, martes 26 de marzo de 1991

El Ejército usa aviones, según los rebeldes

Los kurdos piden ayuda a la coalición multinacional

ANGELES ESPINOSA, El Cairo
La Unión Patriótica del Kurdistan (UPK), uno de los grupos que luchan contra el régimen de Sadam Husein, denunció ayer la utilización de aviones y helicópteros por las fuerzas gubernamentales en su ataque a la ciudad de Kirkuk, bajo control rebelde. La UPK pidió también, por primera vez de forma abierta, la ayuda de la coalición multinacional, que ya advirtió que el uso de la aviación violaba el alto el fuego provisional.

De confirmarse la denuncia de la UPK, el hecho constituiría un giro importante en el intento de Sadam de aplastar la revuelta que inunda el país desde su derrota en Kuwait. La situación en el interior de Irak sigue siendo difícil de conocer debido a la ausencia de periodistas extranjeros en el interior. Sin embargo, la impresión que resulta de contrastar las diferentes fuentes se resume en que el Gobierno controla el sur, pero los kurdos le han arrebatado una buena porción de las montañas del norte.

La información oficial que distribuye Bagdad es, sin embargo, muy diferente. De acuerdo con la prensa —toda ella bajo control estatal—, las tropas gubernamentales prosiguen sus operaciones en el Kurdistan iraquí, donde aseguran "haber echado a los insurgentes de varias regiones".

"Los incitadores han tenido un fracaso aplastante", escribía ayer el diario *Al Yumjuriya*, sin mayores precisiones. Tanto este periódico, como el del partido Baaz, *Al Zaura*, publicaron reportajes realizados en la provincia de Dohuk, una de las tres kurdas, y explicaban que sus periodistas habían podido "circular con absoluta libertad".

Los rebeldes kurdos, por su parte, insisten en que controlan

la práctica totalidad del Kurdistan desde hace dos semanas. La población de esa región se calcula en unos dos millones de personas. En total, los kurdos, una etnia no árabe, alcanzan el 20% de los 17 millones de habitantes de Irak.

Radio Teherán ha llegado más lejos y afirma que "Bagdad se encuentra al borde del estallido". Desde el domingo, la emisora oficial iraní recoge informaciones de fuentes de la oposición iraquí, que se hacen eco de disturbios en la capital del país vecino y de un reforzamiento de las medidas de seguridad. Estas informaciones no han podido ser confirmadas.

Críticas iraníes

Irán, que tras ocho años de guerra con Irak se encontró en bandeja un acuerdo de paz el pasado agosto, ha mantenido un difícil equilibrio de neutralidad durante toda la crisis. Sin embargo, desde el estallido de las revueltas ha girado paulatinamente hacia posiciones más críticas hacia el régimen de Bagdad. Una gran parte de la oposición iraquí, los rigoristas islámicos shiíes, tiene sus bases en la República Islámica. Esta tendencia es vista con simpatía por las autoridades de Teherán, aunque insisten en que no tienen nada que ver con el asunto.

Le Monde 26 mars 1991

D'après le général Schwarzkopf

Les pilotes américains ont reçu pour instruction de ne pas abattre les hélicoptères irakiens

Les pilotes américains qui patrouillent dans le ciel de l'Irak ont reçu pour instruction de ne pas abattre les hélicoptères, à moins qu'ils n'approchent des forces alliées, a déclaré, samedi 23 mars, le général Norman Schwarzkopf au cours d'un point de presse à Ryad. Il a ajouté que depuis la rencontre de dimanche dernier entre les forces alliées et le commandement irakien l'armée irakienne avait eu moins recours aux hélicoptères pour tenter de mater l'insurrection. « L'usage des hélicoptères de combat a assez considérablement diminué depuis la réunion que nous avons eue l'autre jour. Ils se servent principalement des hélicoptères pour déplacer des troupes sur les champs de bataille », a-t-il dit, ajoutant : « Nous leur avons fait savoir très nettement que les hélicoptères ne devraient pas voler vers, au-dessus ou près de nos forces, et ils ne le feront pas. Ce n'est pas demain la veille. »

La situation est toujours confuse

De son côté, dans une interview publiée par le *Washington Post* de samedi, le général Colin Powell, le chef d'état-major interarmes américain, a déclaré que les insurrections qui déchirent l'Irak ne changent rien au retrait en cours de dizaines de milliers de soldats américains de la région, même si un cessez-le-feu permanent n'est pas signé prochainement. Il a rappelé le souhait du gouvernement

de Washington de voir le président Saddam Hussein abandonner le pouvoir, mais a dit que l'Irak devait rester « un pays entier, afin de préserver au mieux les intérêts de la région ».

La situation sur le terrain demeure toujours confuse. Les informations des opposants, rapportées par la radio de Téhéran, faisant état de violents combats de rue dans Bagdad, « totalement encerclée par les Gardes républicains », n'ont pas été confirmées de source indépendante. Pas plus que les informations de Damas selon lesquelles un coup d'Etat militaire aurait été déjoué dans la capitale irakienne. Toujours, selon les opposants, la rébellion aurait repris dans le Sud, notamment à Bassorah, où les hélicoptères irakiens auraient bombardé certains quartiers. Mais, selon des réfugiés au Koweït, « les forces gouvernementales semblent contrôler la quasi-totalité de la ville ». Pour Bagdad, cependant, la rébellion du sud est presque entièrement matée, et le nouveau premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a effectué une visite dans plusieurs villes du sud de l'Irak pour y parler avec les autorités locales des tâches de la reconstruction. De son côté, M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, a déclaré dimanche que les Kurdes contrôlaient l'ensemble du Kurdistan, « y compris toutes les grandes villes à l'est du Tigre, à l'exception de Mossoul, qui est encore aux mains du gouvernement ». — (Reuter, AFP, AP.)

Los medios de información oficiales han criticado "la actitud de los países occidentales y árabes frente a la represión sangrienta de Bagdad contra la población iraquí". El diario *Kayhan International* escribía ayer que "el Irak post-Sadam no deberá nada al campo colonialista y reaccionario" y que "los miles y miles de dólares" adeu-

dados por ese país deberán ser considerados como "créditos no recuperables". La preocupación de Teherán por el proceso ha motivado una reunión extraordinaria de la mesa del Parlamento iraní.

El nuevo Gobierno nombrado por Sadam ha sido percibido en el exterior como un simple lavado de cara del sistema.

Kurdish Commander Invites Saddam Foes To Meeting in Iraq

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

IRBIL, Iraq, March 24 (Delayed)—The overall military commander of Kurdish insurgents said today that he has invited Iraqi opposition leaders to come here to discuss establishing a provisional government to replace that of President Saddam Hussein.

Massoud Barzani, speaking to the first Western reporters to visit rebel-held territory here since the start of the Persian Gulf War, said international recognition from major powers was the most important precondition for deciding if a provisional government would be set up on Kurdish territory taken over from the Baghdad regime.

But the soft-spoken leader of the Kurdish Democratic Party and co-chairman of the seven-party Iraqi Kurdistan Front was prudent in assessing the chances of obtaining such recognition.

Asked if the United States, which steadfastly has refused to deal with Iraqi Kurdish nationalists, had changed its mind since Turkey recently broke a six-decade taboo and met with a high-level Iraqi Kurdish insurgent delegation, he replied, "We don't feel any change in the field."

Wearing his tribal red-and-white checkered turban and a camel-hair coat, Barzani said he had invited Iraqi opposition leaders last Friday to join him here and that "they will be coming in the next few days."

[Kurdish leader Jalal Talabani has returned to Iraq after three years in exile and plans to meet with Barzani this week, British Broadcasting Corp. correspondent Jim Muir reported from Zakhu, Iraq, on Tuesday, according to Reuter. Muir said Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, was greeted by thousands of cheering Kurds.]

In offering this Kurdish administrative city as a political base to the entire opposition—including Shiite Muslim fundamentalists, commu-



ASSOCIATED PRESS—1979 PHOTO

MASSOUD BARZANI

... seeks a provisional government

nists, liberals and dissident members of the ruling Baath Party—he was implicitly admitting that the Baghdad government still controls the south, where the Arab majority lives.

Barzani, the son of the late Mustafa Barzani, the most illustrious Kurdish nationalist leader of this century, insisted that Iraqi Kurds were not seeking an independent state. They want long promised autonomy and a share in central government, he said, so that Kurds "would no longer feel like second-class citizens."

The Kurdish flag was not flying in liberated Kurdistan, he said, because "we are absolutely still part of Iraq."

Independence for all 20 million Kurds, who live in a wide arc stretching through parts of Iran, the Soviet Union, Iraq, Turkey and Syria, remains a "strategic aim," he said, but one to be accomplished "maybe in the next 10 years."

He stressed that Kurds, who account for more than one-fifth of Iraq's 17 million inhabitants, are so aware of the susceptibilities of the Arab majority that his guerrillas, who now reportedly surround the oil center of Mosul, would not launch a

International Herald Tribune

WEDNESDAY, MARCH 27, 1991

Kurd Invites Foes of Saddam To Meet in Iraq

KURDS, From A25

frontal attack because Mosul is not a Kurdish city.

For similar reasons, he said, Kurdish forces would march on Baghdad only if joined by Arab troops, "because we don't want Arabs and Kurds fighting each other."

Since the Kurds joined the uprising against Saddam early this month, he said, Kurdish guerrillas—known as *pesh mergas*, or "those who walk before death"—have sustained 5,000 casualties, 3,000 of them in capturing the major oil center of Kirkuk last week.

Insisting that the war is going "very well," he said "90 percent" of Iraq's 1st and 5th armies stationed in Kurdistan had been "destroyed," with many soldiers having defected or surrendered without a fight. Barzani said his forces were not fighting the army, but only "the secret police and the Baath Party," which has ruled Iraq since 1968.

He said he asked Maj. Gen. Majid Takriti, captured chief of staff of the 5th Army, why his troops had not fought the *pesh mergas*. "Why should we fight when we are only playthings in Saddam Hussein's hands?" Takriti reportedly responded.

Nonetheless, Barzani said he expects Iraq's army to do its utmost to retake Kirkuk, and he said government helicopters were jombing the city. But he said his guerrillas would not give in easily, and any such attempt would be "bloody."

"I feel that the result of 70 years of struggle, by my father, family and people, is at hand now," Barzani said. "It is the greatest honor for me. It is what I wanted all my life."

Saddam Hussein's army walks away from defeat in Kurdistan

Martin Woollacott, in the first in-depth report from northern Iraq, talks to troops in retreat and to the Baghdad regime's lost souls

Kurdish leader seeks West's word on rule

WE saw our first Iraqi soldiers as we came over the brow of a hill in the undulating countryside north of Irbil.

In that rainswept landscape, saturated by unseasonable spring rains, they were the only figures to be seen for miles, three unshaven men in olive drab, each carrying a clear plastic bag containing a few civilian clothes.

"Where are you going?" we shouted as we churned past them in the mud. "Home" came the reply.

Saddam Hussein's beaten armies in the north are walking home through the green hills of Kurdistan in their thousands. For those who live in and around the mainly Arab city of Mosul, this route, avoiding the main road still held by Iraqi troops, is the best way to get there.

They trudge along the dirt tracks that top the hills, between vast rolling fields of new wheat sprinkled with poppies, with the broad silver band of the Zab river winding in the misty distance.

In the Kurdish villages that sit, at long intervals, amid the hills, the soldiers are given food and water.

In the village of Bichirian, a typical settlement — half wattle, half concrete — a group of 15 squatted by the path, given careful berth by the village's chickens, ducks, and turkeys and watched from a far distance by women in their embroidered dresses. They were eating dried dates and flat bread.

Most of this batch had been

captured in the first phase of the uprising in early March close to the Iranian border.

Hassan Ibrahim Ahmed, a brown-faced, broad-shouldered boy with a beard several days old, said his home was on the other side of Mosul. In this rain, it might take him another three or four days to get there by country roads. Asked what he would do if the government tried to re-muster him, which the Kurds say has happened frequently, he replied: "No, I hope to God that doesn't happen."

"We didn't want to fight the Kurds. We don't want any more fighting anywhere."

He and the other soldiers showed the passes they had been given when the *peshmerga* rebels released them. One was from the Kurdish Democratic Party, another from its principal ally and rival, the Patriotic Union of Kurdistan, and the third, properly laminated in plastic, from the Communist Party.

Nothing illustrates the odd nature of this northern war more clearly than this spectacle of thousands of soldiers, most of them Arab, all still in uniform, going home unguarded, with a pocketful of rival passes.

It shows the magnanimity with which the Kurds have resolved they will treat government soldiers, nearly all Arabs, and Arab civilians, the barely concealed divisions within the newly unified Kurdish liberation movement, and the shallowness of the regime's base, since most of these soldiers surrendered without a fight, or without much of one.

The soldiers by the path in

Martin Woollacott in Irbil, Iraqi Kurdistan

THE Iraqi opposition will establish a provisional government in rebel-controlled Kurdistan in the near future if the big powers are ready to recognise it, according to Massoud Barzani, leader of the Kurdish Democratic Party and overall Kurdish military commander.

Speaking on Sunday, at his first press conference with Western journalists, Mr Barzani said that the Iraqi Kurdistan Front, which groups seven Kurdish parties, had invited representatives of all Iraqi opposition parties to a conference in Kurdistan to consider the question of setting up a provisional government. The most important precondition was that leading countries indicated that they would recognise it.

Mr Barzani painted a picture of a Kurdish uprising that had been largely successful and would continue its tactics of subversion and persuasion in dealing with remaining government forces in Kurdistan, but which had neither the intention nor perhaps the ability to advance on Baghdad.

The fate of Baghdad, Mr Barzani implied, would be decided by Arab political forces outside or inside the regime. "We are not trying to be the central government of Iraq," he said. "We as Kurds want autonomy... we are ready to go to Baghdad but only if accompanied by Arab forces." Meanwhile, Kurdistan offered itself as a political base to the whole of the Iraqi opposition.

Mr Barzani said that 90 per cent of Iraqi Kurdistan was liberated and 30,000 Iraqis had been captured, together with large quantities of arms and equipment. Kurdish forces did not intend to fight their way

into Mosul, the remaining large centre in Iraqi hands, but would wait until the city's mainly Arab population and the army units there saw the writing on the wall and changed sides.

Everywhere the Kurds have preferred to bargain for surrenders or to persuade Kurdish auxiliaries to defect. Only in Kirkuk, and a few other places, have the *peshmerga*, the Kurdish guerrillas, gone in for serious military assaults. Mr Barzani said the capture of Kirkuk had cost the Kurdish forces 3,000 casualties, and there had been another 8,000 elsewhere.

But in many places the *peshmerga* had found they were pushing at an open door, Mr Barzani said. When he had asked Maj Gen Majid Takriti, captured chief of staff of the Fifth Army, why his troops had not fought, the general had replied that he was glad to be out of President Saddam's hands and to prevent his troops being sent to their deaths at the whim of the dictator.

Mr Barzani several times drew distinctions between the regime and the army. He has announced an amnesty for all soldiers, police and even Ba'ath Party members and secret police who come over. Captured troops are given passes to go home on an honour system.

Asked whether he thought the regime had the capacity to reverse the military situation, Mr Barzani said "we can expect him to use all his efforts to retake Kirkuk" and to counter-attack in other areas. But the regime would "not find it easy" since it had "many problems at home in Baghdad".

"I feel that the result of 20 years of struggle by my father, my family, my people, is now at hand," he said. "This is the greatest honour for me and what I have wished for all my life."

Libération 27 mars 1991

La non-ingérence de Washington

Au nom de « l'intégrité de l'Irak », la Maison Blanche a annoncé hier soir que les hélicoptères de Saddam n'étaient pas interdits de décollage.

Les hélicoptères irakiens viennent d'obtenir de la Maison Blanche l'autorisation implicite de décoller. Depuis plusieurs jours, les insurgés dénoncent les attaques aériennes répétées au-dessus du Kurdistan ou du sud chiite pour mieux inciter les Etats-Unis à intervenir. George Bush vient de leur opposer une fin de non-recevoir.

Les hélicoptères engagés contre la rébellion « ne sont pas compris dans les termes du cessez-le-feu », a déclaré hier le porte-parole du président américain, Marlin Fitzwater. A condition de ne pas menacer les forces alliées, ces appareils ne sont pas concernés par les accords de Safwan, qui interdisent notamment à Bagdad d'utiliser son aviation et en vertu desquels deux chasseurs irakiens Sukkoï ont été abattus par l'US Air Force. « Nous avons rempli le mandat des Nations unies, a expliqué Marlin Fitzwater. Nous pensons que l'Irak doit conserver son intégrité afin de maintenir l'équilibre régional, et il n'est pas approprié pour les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures irakiennes. »

Ce non-interventionnisme américain intervient alors que les insurgés remportent chaque jour de nouveaux succès. L'un des principaux dirigeants kurdes irakiens, Jallal Talabani, est retourné hier triomphalement au pays. Le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), en provenance de Damas, a été accueilli à Zakho par les acclamations de centaines de peshmergas. Selon les témoignages de plusieurs journalistes occidentaux, les insurgés, qui brandissaient des Kalachnikov et des lance-roquettes, tiennent totalement cette ville du nord de l'Irak, située à 40 km de la frontière syrienne. En mettant fin à de longs mois d'exil, Jallal Talabani entend prouver que la résistance contrôle la plus grande partie du Kurdistan ira-

kien. Dès son arrivée, il a annoncé son intention de discuter avec l'ensemble de l'opposition, « et pas seulement kurde », « la possibilité de former un gouvernement transitoire » qui s'installerait en Irak même.

Aucun combat n'est signalé autour de Zakho où, selon l'envoyé spécial de la BBC, Jim Muir, « la situation est redevenue normale ». La localité reste cependant privée d'électricité, interrompue à la suite des bombardements alliés pendant la guerre, et manque de nourriture, de médicament, et d'essence. Jim Muir estime que la rébellion va maintenant coordonner ses forces pour partir à l'assaut de Mossoul. La capitale du Nord est toujours tenue par l'armée gouvernementale. L'autre grande ville de la région, Kirkouk, où se trouvent les principaux champs pétrolifères irakiens, est maintenant aux mains des rebelles, a indiqué hier Washington, démentant des informations contraires diffusées par le Département d'Etat quelques heures plus tôt.

Au Sud, la situation paraît plus confuse. Selon le porte-parole du Département d'Etat, Margaret Tutwiler, les affrontements persistaient lundi, mais diminuaient d'intensité. L'agence officielle iranienne, IRNA, a affirmé hier que des combats continuaient « de faire rage » à Bassora et à Majar el Kabir. Les insurgés revendiquent la prise « de vastes régions (à majorité chiite) comme Diwanieh, Nasserieh, Samawa, Amara et Kut ». Enfin, d'après le parti chiite Dawa, basé à Téhéran, les pilotes d'un hélicoptère irakien, transportant des armes chimiques, se seraient posés hier en Iran et auraient demandé l'asile politique.

Des milliers de déserteurs irakiens et de civils continuent de se réfugier dans la zone occupée par l'armée américaine. Ils affirment que les troupes gouvernementales ont attaqué dimanche la ville de Souk ech-Chouyoukh,

avec des hélicoptères et des canons, et fusillent « des centaines » de gens, y compris des enfants, qu'ils ramassent dans la rue ou font sortir des maisons. Certains disent avoir vu le propre cousin et bras droit de Saddam Hussein, Hassan elMajid, commander l'offensive contre cette localité située à 160 km au nord-ouest de Bassora. Au check point américain, distant de douze kilomètres, les soldats confirment avoir entendu des fusillades incessantes en provenance de Souk ech-Chouyoukh toute la journée de dimanche et la nuit qui a suivi, mais ajoutent que le silence est revenu depuis.

La révolte gagnant du terrain, Saddam Hussein accélère le dépeuplement de son régime. Après le changement de gouvernement, c'est au tour du Conseil national irakien — l'équivalent du Parlement — d'effectuer sa mue: Il se réunira le 6 avril pour commencer l'élaboration des réformes promises par le Raïs. Selon l'agence irakienne INA, cette séance historique doit « jeter les bases de la nouvelle étape démocratique qui sera marquée par des libertés publiques, la liberté de la presse et du multipartisme ».

Bagdad reprend également l'offensive sur le plan international. A l'ONU, l'ambassadeur irakien, Abdul Amir alAnbari, a dénoncé treize incidents de frontière avec l'Iran entre le 6 et le 17 mars dans une lettre au secrétaire général Javier Perez de Cuellar. Accusations qualifiées aussitôt de « purs mensonges » par Téhéran. L'Irak a également annoncé sa participation à la prochaine réunion de la Ligue arabe, prévue samedi au Caire. Cette rencontre constituera le premier contact officiel entre représentants baassistes et ministres de pays arabes membres de la coalition anti-irakienne.

D'après AFP et Reuter

Irak : guerre civile et confusion

Les rebelles accusent Saddam Hussein d'utiliser son aviation. Washington parle seulement d'hélicoptères. Le ton monte entre Bagdad et Téhéran.

Des nouvelles invérifiables continuent de circuler, hier, au sujet de la situation en Irak. Selon des informations provenant du parti chélite Dawa, basé à Téhéran, un hélicoptère irakien chargé d'armes chimiques se serait posé hier en Iran, où son équipage a demandé l'asile.

De même source, on affirme que les quatre membres de l'équipage auraient, avant de désertir, refusé de bombarder à l'arme chimique des positions rebelles à Bassorah et à Amara. Ces allégations n'ont toutefois reçu aucune confirmation.

Dans le nord du pays, l'aviation de Saddam Hussein aurait lancé de nouvelles attaques contre Kirkouk, la capitale pétro-

lière tenue par les rebelles kurdes. Deux bombardiers et deux hélicoptères irakiens auraient ainsi attaqué la ville, hier matin, « tuant de nombreux civils », d'après l'Union patriotique du Kurdistan.

« Massacre du peuple irakien »

Les États-Unis ont admis hier que l'armée de Saddam utilisait ses hélicoptères contre les insurgés, contrairement aux injonctions de la coalition, mais Washington a indiqué que les forces américaines ne réagiraient qu'en fonction d'une menace éventuelle contre elles.

Selon les Américains, les rebelles contrôlent toujours Kirkouk, ainsi que de « vastes régions » au nord de la ville et à l'est de Mossoul.

A Bagdad, la capitale, prise entre deux foyers de rébellion, la situation paraît confuse. Selon des mouvements chélites basés à Damas, des coups de feu ont été entendus dans plusieurs quartiers de la ville, « transformée en camp militaire par une Garde républicaine omniprésente ».

De son côté, l'Irak multiplie les accusations d'ingérence et de violations de frontière contre l'Iran. Téhéran, qui soutient l'insurrection anti-Saddam Hussein, dénonce le « massacre du peuple irakien ». (AFP, Reuter.)

La ville de Zakho célèbre sa « libération »

Accueil triomphal pour le chef de l'Union patriotique du Kurdistan dans la ville frontalière conquise par les pechmergas sur les troupes de Saddam Hussein.

ZAKHO (frontière turko-irakienne) : de notre envoyé spécial **Claude LORIEUX**

Conquise le 13 mars par les pechmergas (combattants kurdes), après des combats très brefs, la ville frontalière de Zakho (70 000 habitants) a fait, hier, un accueil enthousiaste à Jalal Talabani, chef de l'union patriotique du Kurdistan, qui arrivait de Syrie.

Le souhait d'une fédération

Après avoir traversé le Tigre en crue sur un canot à moteur chahuté par les courants, Talabani arrive sur une place envahie de pechmergas armés de kalachnikov, de lance-roquettes et de mitrailleuses antiaériennes.

« C'est la première fois que je rentre dans une ville kurde



Jalal Talabani, le dirigeant historique de l'opposition kurde en Irak. (Photo Haydar/AFP.)

libre depuis vingt ans », lance-t-il à la foule qui afflue par les avenues vidées de toute trace du régime de Saddam Hussein, exception faite des mortiers et des canons abandonnés par

l'armée. En costume national, revolver au côté, chaussures de marche toutes neuves aux pieds, Talabani annonce son objectif : « Pas d'indépendance, pas de changement de frontière, un arrangement entre le mouvement national kurde et le futur gouvernement de Bagdad. Si possible, une fédération. »

Bagdad prépare une contre-offensive. Talabani accuse : « Je suis très surpris de l'indifférence des grandes puissances à l'égard de la révolte du peuple irakien contre Saddam Hussein. Les Occidentaux ne nous donnent rien. »

A Zakho, les combats n'ont duré que quelques heures, selon un médecin. Ils se sont concentrés autour du centre du parti Baas et de casernes de la police politique. L'armée irakienne a tiré quelques obus d'un fortin perché sur une colline. Un logement a été atteint, quatre personnes tuées. Impossible de savoir combien de victimes ont fait les combats. Les témoignages sont contra-

dictoires. L'armée irakienne s'est retirée rapidement vers Mossoul. A Zakho et dans toute sa région, la situation est apparemment calme. Mais les médicaments sont rares, la nourriture est chère, l'essence réservée aux combattants. Un comité politique composé des partis kurdes gère les pénuries.

Hier, c'était la fête. Les pechmergas célébraient leur victoire en tirant en l'air. Devant une caserne vide, un grand portrait de Saddam Hussein a été barbouillé de chaux. A sa place, un calicot au nom de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan, qui est sur le terrain depuis quelques semaines. Talabani, qui n'a pas toujours été d'accord avec lui, veut le rencontrer au plus vite. Une entrevue importante pour le combat des Kurdes d'Irak : ils n'ont oublié ni le gazage de Halabja ni la politique de terres brûlées conduite par les forces de Saddam Hussein en 1988.

C. L.

EL PAÍS miércoles 27 de marzo de 1991

POSGUERRA EN ORIENTE PRÓXIMO

Oçalán: "Éste será el año de la gran ofensiva kurda en Turquía"

El líder del PKK teme que Ankara intente convertir en agentes suyos a los kurdos de Irak

JUAN CARLOS GUMUCIO, Beirut

El odio a Sadam Husein une a la guerrilla kurda, pero los *peşmergas*, con objetivos a menudo dispares, están lejos de formar un frente sólido. Rivalidades políticas y el profundo recelo mutuo amenazan con desencadenar una lucha interna que podría determinar el curso de la guerra en el Kurdistán iraquí y la cruenta campaña en el sureste turco. Los primeros síntomas de la fragilidad de la guerrilla kurda emergen en una entrevista con Abdalá Oçalán, el elusivo líder de la organización kurda más violenta de Turquía, que prepara su ejército en un remoto rincón de Líbano bajo la mirada tolerante de Siria. Oçalán teme que los kurdos iraquíes sean utilizados en su contra y asegura que "éste será el año de la gran ofensiva".

Si no fuera por la enorme bandera roja adornada con una estrella, la hoz y el martillo, y las siglas PKK esculpidas en la ladera rocosa de una colina del valle libanés de la Bekaa, la academia Mashsum Korkmaz pasaría fácilmente por un campamento de *boy scouts*. Los *alumnos* son jóvenes bien uniformados que calzan zapatillas de goma para moverse con más agilidad durante el ejercicio del día: preparar una emboscada contra una patrulla imaginaria del Ejército turco.

La academia es el semillero más importante de la guerrilla kurda en Turquía. Seis mil estudiantes y campesinos del sureste turco se preparan aquí, cada año, para sumarse a la cruenta campaña guerrillera iniciada en 1984 por un ex estudiante marxista leninista llamado Abdalá Oçalán (léase Ochalán), a quien se culpa de gran parte de las 3.000 muertes de esa lucha. Más conocido por su nombre de guerra, Apo, este macizo guerrillero de 43 años es un convencido de que no habrá paz en Turquía mientras no se reconozca el derecho a la independencia de 10 millones de kurdos de Turquía.

Para el Gobierno turco, Apo

—cejas espesas, tupido bigote, ojos opacos— es un terrorista de cuidado. Muchos kurdos lo ven como un bandido. Pero para la mayoría de sus compatriotas del sureste, personifica una campaña nacionalista intransigente que reivindica los derechos políticos más elementales de una comunidad a la que la Constitución turca de 1982 prohíbe incluso usar su propio idioma.

Un dilema

La guerra del Golfo y el protagonismo kurdo en la campaña para acabar con Sadam Husein están complicando los planes del PKK. La coincidencia de intereses —derrocar el régimen de Irak— entre Turquía, el Partido Democrático de Kurdistán (PDK), de Masud Barzani, y la Unión Patriótica de Kurdistán (UPK), de Jalal Talabani, las dos principales fuerzas kurdas otrora aliadas tácticas de Oçalán, plantea ahora un serio dilema para el PKK. Al menos en teoría, el PKK debería apoyar la rebelión en el norte iraquí, algo que Oçalán dice que está dispuesto a hacer en última instancia, aunque



Abdalá Oçalán.

EL PAÍS

subrayando que su campaña estará siempre orientada fundamentalmente contra Turquía.

Las reservas de Apo a apoyar más decididamente a los kurdos iraquíes son comprensibles. El PKK ha comenzado a sospechar de Barzani y Talabani desde que representantes de ambas facciones se entrevistaron con funcionarios turcos el mes pasado. Ha habido incluso informes —tajantemente desmentidos por Ankara— de una supuesta provisión de armas turcas para el PDK en el entendido secreto de que una vez depuesto Sadam serán volcadas contra el PKK.

En su austero puesto de mando, Oçalán admite que el futuro puede ser difícil. "Turquía va a tratar de convertir al PDK y a

todos los kurdos iraquíes en agentes de Ankara. El PDK quiere ahora destruirnos", dice Apo. "Ya han comenzado a matar kurdos en Turquía". ¿Es el comienzo de una nueva lucha intestina entre kurdos? Oçalán no lo duda apenas. "Esto es lo que vemos venir, nos lo esperamos. Pero no seremos nosotros los que iniciemos el conflicto. Turquía quiere usar a los kurdos de Irak para controlar, a través de ellos, los recursos hidráulicos, petroleros y minerales del norte iraquí".

El líder del PKK está convencido de que sus guerrilleros están más preparados que nunca para intensificar la guerrilla en Turquía y hacer frente a eventuales desafíos de sus compatriotas

que, insiste, conspiran en comunión con Ankara. "Este será el año de la gran ofensiva guerrillera", dice señalando a las columnas de jóvenes armados que suben por una cañada con sigilo y rapidez asombrosa. "Pronto tendremos 10.000 guerrilleros bien entrenados y armados", agrega. "Cuanto más fuertes seamos, a Turquía no le quedará más remedio que prestar más atención a nuestras demandas".

Ankara, que se niega a considerar la idea de un Kurdistan autónomo, mucho menos independiente, ha dado algunos pasos para aplacar a los kurdos. Uno de ellos es el reciente proyecto de abolir leyes que prohíben el uso de la lengua kurda. Pero Oçalán

ve en esta idea una mera estrategia, una concesión que enmascara intenciones de erosionar los objetivos del PKK. Por lo tanto, no es fácil deducir que cuando Oçalán habla de la posibilidad de un diálogo —quizá incluso una tregua— con Turquía lo hace sólo con fines propagandísticos. "Si Turquía quiere hablar, nosotros estamos listos para hacerlo", dice. Pero inmediatamente añade: "No creo que los turcos quieran hablar en serio. Sus ofertas son sólo un ardid".

¿Podría el acercamiento entre Ankara y Damasco afectar a las actividades del PKK en el Líbano? Oçalán dice que no. Si bien él y sus guerrilleros han encontrado refugio en territorio libanés

controlado por el Ejército sirio, y se mueven a sus anchas en ambos países a pesar de las protestas turcas, el PKK no cree que el presidente Hafez Asad esté dispuesto a arriesgar sus relaciones con los kurdos de Turquía, Irak y Siria. "Si quisieran, los sirios pueden cerrar este campo de entrenamiento en 48 horas", dice, "pero eso no favorecería sus intereses. Recuerde que Siria también tiene una comunidad kurda".

El PKK ha dado a Asad una valiosa carta. Damasco sabe que puede llegar el momento en el que Asad vea conveniente recordar a Ozal que sólo Damasco puede controlar los hilos de la más aguerida guerrilla kurda.

IRAK

LA MONTAGNE 28 mars 1991

Les Kurdes entendent former un gouvernement intérimaire

Les insurgés kurdes irakiens, qui semblent désormais contrôler de vastes régions du nord pays, ont affirmé qu'il envisageaient de former un gouvernement intérimaire en Irak même.

NICOSIE. — Dans le même temps, une partie de l'opposition chiite irakienne, l'organisation Da'wa, a affirmé que « des forces palestiniennes participent aux combats contre le soulèvement dans le centre de l'Irak, notamment à Nadjaf et Kerbala », deux villes qui abritent des lieux saints chiites.

Il s'agit de la première affirmation du genre depuis le début des troubles en Irak, début mars. L'OLP a soutenu l'Irak pendant la crise du Golfe, mais n'a jamais pris position au sujet du conflit intérieur dans ce pays.

A Washington, le Pentagone a affirmé, mardi, que les troupes gouvernementales se sont retirées ou ont été chassées de la ville de Kirkouk (nord), que les maquisards kurdes affirment contrôler. Le Département d'État avait précisé que les insurgés contrôlaient de « vastes régions » au nord et à l'est de Mossoul et de Kirkouk.

« Opérations de résistance »

Un des principaux diri-

geants kurdes, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui a regagné mardi le Kurdistan après un an et demi d'exil, a déclaré, à Zakho (à 40 km de la frontière syrienne), que les dirigeants des partis d'opposition au Kurdistan discutent actuellement la possibilité de créer un gouvernement par intérim en Irak même.

Selon lui, toutes les régions du nord de l'Irak, à l'exception de Mossoul, sont aux mains des insurgés.

Il a précisé avoir reçu, lundi, un message sur la formation d'un gouvernement intérimaire de Massoud Barzani, chef d'une autre formation kurde, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui se trouverait à Erbil, dans le Kurdistan, d'où il « dirige les opérations de résistance depuis treize jours ».

M. Barzani a affirmé, dans un communiqué publié hier à Téhéran, que les « bombardements de l'armée irakienne » avaient « redoublé d'intensité sur les villes de Kirkouk, Kifri,

Tuz Khurmatu et Kallar », dans le nord, « blessant ou tuant des milliers de civils ».

Munitions au phosphore et à l'acide

Un envoyé spécial du quotidien londonien *The Guardian* a affirmé que des soldats de l'armée irakienne quittent les régions kurdes, à pied et sans combattre les rebelles.

Dans le sud de l'Irak, la situation semble avoir tourné en faveur des troupes de Saddam Hussein. Le Pentagone a indiqué, mardi, que les forces de Saddam Hussein « renforçaient leur contrôle » sur le sud du pays.

Des centaines de réfugiés irakiens arrivés aux lignes de l'armée américaine, dans le sud de l'Irak, ont affirmé, hier, que l'armée irakienne a repris le contrôle des villes de Bassora, Nassiriya, Nadjaf, Diwaniya et Samawa, dans le sud et le centre de l'Irak.

Selon des témoignages recueillis auprès de ces réfugiés, des centaines de personnes ont été tuées

sans discrimination par les troupes loyalistes qui ont utilisé dans les combats des munitions au phosphore et à l'acide, ainsi que des hélicoptères et des pièces d'artillerie lourde.

Les insurgés sont faiblement organisés et ne disposent que d'armement léger, ont précisé les réfugiés, parmi lesquels se trouvaient des déserteurs de la garde républicaine (unités d'élite de l'armée).

Le quotidien irakien gouvernemental *Al-Joumhouriya* a affirmé, hier, que « la tranquillité et la stabilité règnent actuellement dans toutes les provinces du sud de l'Irak, où les services publics ont repris normalement leurs activités ». Au nord, ajoute-t-il, « les services de sécurité poursuivent le rattachage de la province de Dohouk et de toutes ses localités ».

Enfin, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a exprimé, hier, son « inquiétude sur l'avenir de l'Irak qui, en raison des actions » des insurgés, « court le risque de se trouver en situation de partition de fait ».

● Mercredi 27 mars 1991 ●

Le Monde

IRAK : l'insurrection dans le nord

Avec l'un des chefs de la rébellion kurde dans Zakho « libérée » ...

ZAKHO
(Kurdistan irakien)

de notre envoyé spécial

« Pour la première fois depuis vingt ans, je me retrouve dans une ville kurde libérée. » Chef de l'un des principaux mouvements kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (PKK), M. Jalal Talabani vient de traverser le Tigre et est arrivé mardi 26 mars à Zakho, ville de 70 000 habitants environ, à quelques kilomètres de la frontière turque, dans ce Kurdistan « libéré » dont il veut faire l'une des provinces d'une fédération irakienne.

Ses premiers mots à son arrivée, après avoir fait état de sa joie, sont pour insister sur un point : il n'est pas question de modifier les frontières. Son choix va – par réalisme – à une fédération au sein de laquelle, dit-il, « le Kurdistan peut jouer un rôle crucial pour l'avenir de l'Irak, un rôle d'avant-garde pour la démocratisation du pays ». Au passage, il égratigne ces « grandes puissances qui ont combattu contre Bagdad

mais se montrent aujourd'hui quelque peu indifférentes à la lutte du peuple irakien ».

La prochaine étape, explique M. Talabani, « rencontrer Massoud Barzani [chef du Parti démocratique du Kurdistan] et les autres dirigeants kurdes », afin de décider ensuite des événements. M. Barzani est, lui, présent au Kurdistan d'Irak depuis plusieurs semaines. L'un des principaux sujets à l'ordre du jour : « renforcer et développer l'unité des mouvements kurdes qui luttent contre le régime de Saddam Hussein ». M. Talabani s'attend à une contre-offensive irakienne pour reprendre les zones tenues par les Kurdes et assure que les Irakiens massent des troupes à cet effet.

« Libérée » le 13 mars par les peshmergas (combattants kurdes), Zakho ne porte pas beaucoup de traces de combats, pratiquement pas de destructions. Il semble en fait qu'il n'y ait pas eu de véritables batailles, la plupart des Irakiens ayant fui avant le 13 mars. Selon un médecin de la ville, la « libération » de Zakho n'a pas duré plus de deux

à trois heures. Commencée à 20 heures, elle a consisté en l'attaque de quelques bâtiments dont le siège du parti Baas (au pouvoir à Bagdad), et le quartier général de la police, rapidement pris. Mais le lendemain un fortin irakien dominant la cité a tiré quelques coups de canon. Quant au bilan des victimes il est impossible à établir tant les témoignages sont contradictoires. Il semble que les peshmergas n'aient pas enregistré de pertes et que les seules victimes aient été des civils tués par les canons du fortin contrôlant Zakho.

L'activité ralentie de la ville (la plupart des commerces sont fermés) s'est soudain emballée vers 10 heures, lors de l'arrivée de M. Talabani dans une débauche de Toyota sévèrement gardées. Plusieurs milliers de personnes sont venues acclamer le chef kurde, qui n'avait pas foulé les montagnes du pays depuis plus d'un an, et pendant de longues minutes Zakho a crépité d'applaudissements.

Mais dans l'entourage de M. Talabani, on est conscient des difficultés

à venir. Le Kurdistan libéré, il faut maintenant le tenir. Or outre les dangers militaires d'une contre-offensive irakienne, de nombreux défis attendent les mouvements maîtres du Kurdistan, tels que l'organisation de la vie civile – dans un contexte de pénurie – confiée aujourd'hui à des comités civils et militaires regroupant tous les mouvements kurdes, en fonction de leur implantation locale. « La situation restera critique pour nous pendant deux mois encore au moins », explique un proche de M. Talabani.

Pour l'heure toutefois, joie et assurance dominent chez les peshmergas en armes, fusil d'assaut à la main et lance-roquette à l'épaule, qui déambulent dans la ville parmi quelques canons anti-aériens pris à l'armée irakienne. Ils savourent ce « moment historique » dans l'histoire du Kurdistan d'Irak qui voit les Kurdes contrôler entièrement leurs villes.

YVES HELLER

ROUGE 28 mars 1991

● Dans l'œil de la Turquie

Mais quelle mouche a donc piqué Turgut Özal, se demande une partie de son gouvernement, qui ne paraît pas avoir été tenu au courant des récentes entrevues organisées avec des dirigeants kurdes d'Irak. « Ceci pourrait constituer un tournant dans la politique de la Turquie à l'égard des Kurdes », remarque Gerd Höhler, correspondant à Ankara du *Frankfurter Rundschau*. « Jusqu'à présent, Ankara ne niait pas seulement la présence de douze millions de Kurdes sur son propre sol, elle évitait aussi tout contact avec les organisations kurdes d'Irak ou d'Iran. » Turgut Özal affirmait encore récemment, dans une interview au *Figaro*, ne pas vouloir entendre parler de la création d'un Etat kurde en Irak. Les représentants des partis kurdes irakiens, Jalal Talabani de l'UPK, Mohsin Dezayee du PDK, l'ont rassuré sur ce point, leur reven-

dication d'autonomie respectant le cadre de l'Irak. Cet engagement est d'ailleurs tout à fait discutable. Le peuple kurde lui-même choisira tôt ou tard le cadre qui convient à l'exercice de son droit à l'indépendance.

Les contacts pris avec le régime voisin se justifient en ce qui concerne l'exigence de l'ouverture des frontières turques et le libre passage des secours en vivres, en munitions et en médicaments, indispensables aux insurgés. Il faut demander au passage, à ceux qui reprochent aux insurgés kurdes de se battre avec des armes venues de Turquie ou d'Israël, où la garde républicaine a acheté ses armes... Ses hélicoptères volent en tout cas avec l'autorisation du président Bush.

Mais les représentants du Front du Kurdistan ne sont pas dupes des grâces de Turgut Özal. « Les Turcs obéissent, bien sûr, à d'autres motifs », note Falakedin Karkai, membre du bureau politique du PDK, ils ont peur que la résistance kurde au Kurdistan de Turquie ne puisse se renforcer et voulaient s'assurer que les Kurdes d'Irak ne s'immisceraient pas dans les affaires intérieures de

la Turquie. Ensuite, ils voulaient démontrer aux Kurdes de Turquie combien ils sont devenus amicaux. »

Le PKK, principal parti animant la résistance des Kurdes de Turquie, est certes le mieux placé pour juger que ces « rencontres diplomatiques » ne mettent pas en cause ses rapports actuels avec les partis kurdes d'Irak et leur projet commun d'un prochain congrès de la nation kurde. Le PKK juge en outre que l'accès des Kurdes d'Irak à l'autonomie, dans le cadre d'un Irak fédéré, constituerait également une victoire pour eux, concrétisant une transition possible vers l'indépendance du Kurdistan unifié qu'ils revendiquent.

Mais la caution de fait apportée par les partis du Kurdistan d'Irak repliés à Damas au régime d'Hafez el-Assad et les alliances tous risqués du passé avec le shah d'Iran ou le régime de Khomeiny ont déjà fait trop de dégâts pour ne pas répéter cette mise en garde. Toute alliance sans principe avec le régime turc conduirait les Kurdes aux mêmes catastrophes que les alliances contre nature précédentes. La défaite politique et militaire.

M. M

A.F.P. — A.F.P. —

FRFR

FRA0498 3 I 0438 FRA /AFP-BJ48

Kurdes-Irak lead

Le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire exprime son indignation et réclame une aide pour toutes les populations d'Irak

PARIS, 28 mars (AFP) - Le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner a exprimé jeudi soir son indignation à propos des bombardements irakiens contre les Kurdes d'Irak et a réclamé une aide humanitaire pour toutes les populations irakiennes.

"J'ai reçu ce jeudi (à Paris) des responsables kurdes irakiens ainsi qu'un coup de téléphone depuis le Kurdistan de Jalal Talabani" - un des dirigeants des principaux mouvements armés kurdes d'Irak - a déclaré M. Kouchner à l'AFP.

"Au moment où il me parlait, des Sukhoi (chasseurs-bombardiers de fabrication soviétique), des hélicoptères et de l'artillerie lourde bombardaient Kirkouk avec des bombes au napalm et au phosphore, visant bien sûr les populations civiles, toujours les populations civiles déjà des milliers de victimes".

"Ce qui m'indigne, a ajouté M. Kouchner, c'est que presque personne ne soit indigné lorsqu'on assassine des Kurdes irakiens, ce qui m'indigne c'est le retour du cynisme". "Va-t-on encore devoir employer d'horribles mots: les massacres de masse, les peuples que l'on détruit, le génocide?", s'est-il demandé.

A Washington, le Département d'Etat avait annoncé un peu plus tôt que les forces gouvernementales irakiennes avaient lancé un assaut d'envergure contre la ville de Kirkouk, tenue par les rebelles kurdes.

Les Kurdes ne réclament que la démocratie

M. Kouchner a souligné qu'il fallait "empêcher que l'on tire à nouveau sur les Kurdes irakiens qui ne veulent pas bouleverser les frontières et qui ne réclament pas l'indépendance mais la démocratie pour l'Irak".

"Mes correspondants m'ont dit, a-t-il ajouté, que la situation alimentaire allait devenir effroyable. Il faut s'employer à aider les Kurdes irakiens à ne pas mourir aussi de faim".

Le secrétaire d'Etat, médecin lui-même, qui s'était déjà rendu dans le Kurdistan irakien et iranien quand il travaillait pour des organisations non-gouvernementales, a enfin souhaité que les aides humanitaires envoyées à l'Irak parviennent à "toute la population irakienne".

M. Kouchner avait reçu ce jeudi M. Mahmoud Osman, leader du Parti socialiste du Kurdistan et membre de la direction politique du Front du Kurdistan. Ce dernier a lancé, au cours d'une conférence de presse, un appel pressant à la communauté internationale et à l'Europe pour arrêter "les massacres des populations civiles kurdes et irakiennes" par le régime de Saddam Hussein et pour l'acheminement d'une aide humanitaire.

mj/eb

AFP 282036 MAR 91

A.F.P. — A.F.P. —

Nouvelle République des Pyrénées 28 mars 1991

Les Kurdes s'installent

Le nord de l'Irak échappe à Saddam Hussein

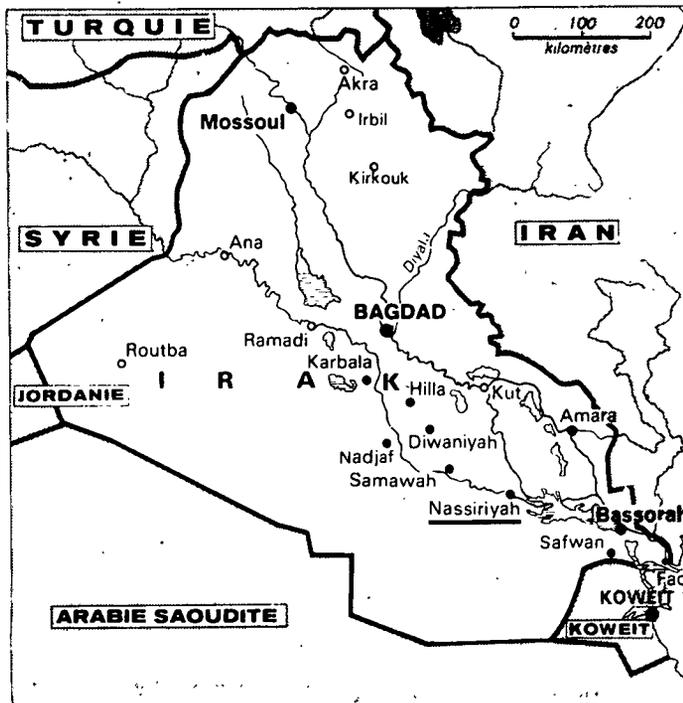
Les insurgés kurdes irakiens, qui semblent désormais contrôler de vastes régions du nord du pays, ont affirmé qu'ils envisageaient de former un gouvernement intérimaire en Irak même, alors que la situation dans le sud de l'Irak, à majorité chiite, paraissait évoluer en faveur du régime de Saddam Hussein.

Selon le président de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII), l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim, le président irakien Saddam Hussein « perd son pouvoir dictatorial de jour en jour, et il ne lui reste que deux solutions, la fuite ou la mort ».

Dans une déclaration hier à la presse à Téhéran, le chef de l'opposition chiite irakienne basée en Iran a ajouté que « Saddam Hussein est fortement affaibli et sa tentative de jouer avec la carte perdante des minorités n'a plus d'effet ».

DES PALESTINIENS

Dans le même temps, une partie de l'opposition chiite irakienne, l'organisation Da'wa, a



affirmé que « des forces palestiniennes participent aux combats contre le soulèvement dans le centre de l'Irak notamment à Nadjaf et Karbala ».

Il s'agit de la première affirmation du genre depuis le dé-

but des troubles en Irak début mars.

L'OLP a soutenu l'Irak pendant la crise du Golfe, mais n'a jamais pris position au sujet du conflit intérieur dans ce pays.

AU SUD

Dans le sud de l'Irak, la situation semble en revanche avoir tourné en faveur des troupes de Saddam Hussein.

Selon des témoignages recueillis auprès de ces réfugiés, des centaines de personnes ont été tuées sans discrimination par les troupes loyalistes.

Enfin, le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a exprimé hier son « inquiétude sur l'avenir de l'Irak qui, en raison des actions » des insurgés « court le risque de se trouver en situation de partition de fait ».

BUSH PRÉDIT LA FIN DE SADDAM

Le président George Bush a prédit hier la chute probable de Saddam Hussein à relativement court terme, estimant que le président irakien ne pourrait survivre aux rébellions auxquelles il doit faire face.

« Avec toute cette agitation, il me semble peu probable qu'il survivra. Les gens en ont marre de lui », a déclaré le président américain alors qu'il sortait de l'hôpital naval de Bethesda (Maryland) où il venait de passer sa visite médicale annuelle.

FINANCIAL TIMES-LONDON March 28, 1991

Saddam set to use Scuds say Kurds

By Mark Nicholson

KURDISH groups said yesterday they were braced for a fierce counter-offensive from Iraqi troops after claiming that President Saddam Hussein had moved 11 mobile Scud missile launchers to sites south of the rebel-held city of Kirkuk.

The Kurdish Democratic Party (KDP) said in London that Mr Saddam was also set to move up to 200,000 loyalist

troops to the area after having contained the Shia-led rebellion in the south.

Mr Hosha Zebari of the KDP said Scud missiles had moved to As Sadiya, just south of Kirkuk, where Iraqi forces have kept up daily helicopter and artillery bombardment since its capture by rebels last week.

The US, which has shot down two Iraqi jets flying over northern Iraq, said on Tuesday that it did not consider the use of helicopters in Iraq's anti-insurgency war to be in breach of the provisional ceasefire which ended the Gulf war.

Kurdish rebels, which claim to control most of Iraqi Kurdistan, said fighting intensified

yesterday around Mosul, Iraq's third city. They said rebel forces had captured Khalid airport on the outskirts of the city, destroying three Iraqi jet fighters and four helicopters.

Kurdish leaders said rebels were advancing on Mosul from the north and east, with some suggesting they would consider forming a provisional government based in Kurdistan if the city was seized.

Mr Safeen Dizayee, of the Iraqi Kurdistan Front in London, said Mr Jalal Talabani, Kurdish Democratic Party leader, had arrived in northern Iraq with leaders of a 17-member opposition alliance to discuss forming a government.

A.F.P. — A.F.P. —

FRFR
 FRA0269 4 I 0426 FRA /AFP-WA81
 Kurdes-Irak
 Appel pressant des Kurdes d'Irak à la communauté internationale et à l'Europe

PARIS, 28 mars (AFP) — Le Front du Kurdistan irakien a lancé jeudi à Paris un appel pressant à la communauté internationale et à l'Europe pour arrêter les massacres des populations civiles kurdes et irakiennes par le régime de Saddam Hussein et pour l'acheminement d'une aide humanitaire dans le nord du pays, théâtre de violents combats entre Kurdes et forces irakiennes.

"C'est une maison qui brûle, il nous faut des pompiers", a souligné au cours d'une conférence de presse à l'Institut kurde de Paris, M. Mahmoud Osman, leader du parti socialiste du Kurdistan et membre de la direction politique du Front.

M. Osman tente notamment d'organiser l'acheminement d'une aide européenne vers le Kurdistan irakien.

"Nous avons déjà l'accord de la Suède et essayons de faire le point en France et en Grande-Bretagne", a-t-il indiqué.

Médecins du Monde vient d'organiser avec l'Aide médicale internationale (AMI) l'envoi d'un avion médical et sanitaire destiné au Kurdistan irakien qui devrait arriver sur place le 3 avril, a précisé à l'AFP son président Jacques Lebas.

M. Osman qui s'exprimait en français et en anglais a précisé qu'il avait déjà rencontré à Paris le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner, des représentants d'organisations non gouvernementales et qu'il avait été reçu à l'Elysée par le conseiller diplomatique de François Mitterrand Pierre Morel.

Il s'est aussi entretenu avec l'épouse du chef de l'Etat, Mme Danielle Mitterrand qui préside la fondation France-Libertés et qui s'est beaucoup penchée sur la cause kurde.

"Beaucoup de pertes"

M. Osman a souligné que les mouvements kurdes limitaient leurs actions aux régions kurdes pour ne pas attaquer des "régions arabes". "Nous espérons qu'il y aura le plus tôt possible un soulèvement à Bagdad", a-t-il dit.

Il a par ailleurs affirmé que les combattants kurdes disposaient "de beaucoup d'armes légères prises sur l'ennemi" mais qu'ils ne possédaient pas d'armes sophistiquées.

"Ils nous bombardent y compris au napalm et il y a eu beaucoup de pertes parmi les civils", a-t-il ajouté.

Il a déclaré que des avions, avaient bombardé à deux reprises les régions kurdes mais qu'il y avait eu "beaucoup de sorties d'hélicoptères".

"Nous réclamons la reconnaissance des droits kurdes et nous demandons à la communauté internationale de ne pas nous laisser seuls comme lors des bombardements chimiques (1988)", a-t-il dit.

mj/id

AFP 281503 MAR 91

A.F.P. — A.F.P. —

Irak : un génocide organisé par Saddam Hussein

En 1988, en pleine guerre contre l'Iran, l'aviation de Saddam Hussein bombarde le village d'Halabja. Cinq mille personnes périront, victimes des armes chimiques.

VENDREDI

SAMEDI

DIMANCHE

28 mars 1991



Turquie : prisonniers des enjeux politiques

En Turquie, il y a encore peu, chanter une ritournelle kurde pouvait entraîner une peine de prison. Mais depuis les revers subis par l'Irak, Ankara autorise à nouveau l'enseignement de la langue kurde à l'école : une façon d'apporter son soutien à la rébellion anti-Saddam.



Après 70 ans d'oppression, ils veulent leur revanche

Les Kurdes sont aux portes de Bagdad

Descendus de leurs montagnes, 230 000 guerriers affrontent la garde républicaine. Leur rêve, qu'ils partagent avec leurs frères de Turquie et d'Iran : la chute de Saddam Hussein et la création d'un Kurdistan indépendant.



La révolte est un art. Pour réussir, il lui faut un terrain favorable et un climat propice. Ce qui est en train de se produire aujourd'hui. »

Ainsi prophétise, depuis sa base arrière de Damas, Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, l'une des composantes de cette rébellion kurde qui déchire actuellement l'Irak, fait planer sur le pays le spectre de l'éclatement et menace le trône de Saddam Hussein.

Le « terrain favorable » dont parle Jalal Talabani est ce croissant de terre qui couvre plus de 500 000 kilomètres carrés (l'équivalent de la Thaïlande), à cheval sur trois pays, la Turquie, l'Irak, l'Iran et, dans une moindre mesure, débordant sur le territoire

syrien et soviétique. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale et le Traité de Sèvres de 1920 qui leur promettait un Etat indépendant, les vingt-huit millions de Kurdes n'ont jamais cessé de se battre pour obtenir leur dû. En échange, ils n'ont obtenu que brimades, souffrances et indifférence. Les gouvernements iranien et syrien ont interdit l'apprentissage de la langue kurde à l'école. En Turquie, le simple fait de chanter une ritournelle kurde peut entraîner une peine de prison. La Syrie a retiré leur nationalité à de nombreux Kurdes pour les punir de leurs

mille personnes. Pour ce peuple de martyrs, chez qui l'on entre en résistance de père en fils, il ne manquait que le « climat propice ». La guerre du Golfe et la déroute de l'armée irakienne ont réveillé l'espoir des cinq millions de Kurdes irakiens (soit 25 % de la population). Depuis plusieurs années, les Turcs, les Syriens et les Iraniens avaient livré des armes légères aux rebelles irakiens dans le but de déstabiliser le régime de Bagdad. Ce sont ces armes qui font aujourd'hui reculer les troupes de Saddam depuis le nord du pays jusqu'aux portes de la capitale.

A la fin du mois de février, profitant de la débâcle générale, des dizaines de milliers de chiïtes, armés par le gouvernement iranien, lancent de leur côté une vaste campagne de rébellion dans le sud de l'Irak, notamment dans la région de Bassorah et dans les villes saintes de Karbala et Najaf. Entre l'insurrection kurde et le coup de force

RESISTANTS DE PERE EN FILS

tentatives de rébellion. Quant au gouvernement irakien, il a expulsé des dizaines de milliers de Kurdes de leurs maisons, rasé les habitations et gazé le village d'Halabja en 1988, tuant cinq

Ils ont donné au monde une civilisation, une poésie, une musique

Kurdes : Cette fois, l'espoir...

A cheval sur cinq pays, le peuple du Kurdistan n'a guère connu, depuis près d'un siècle, que des défaites et des massacres. Il tente aujourd'hui de conquérir, les armes à la main, une place dans l'Irak de l'après-Saddam

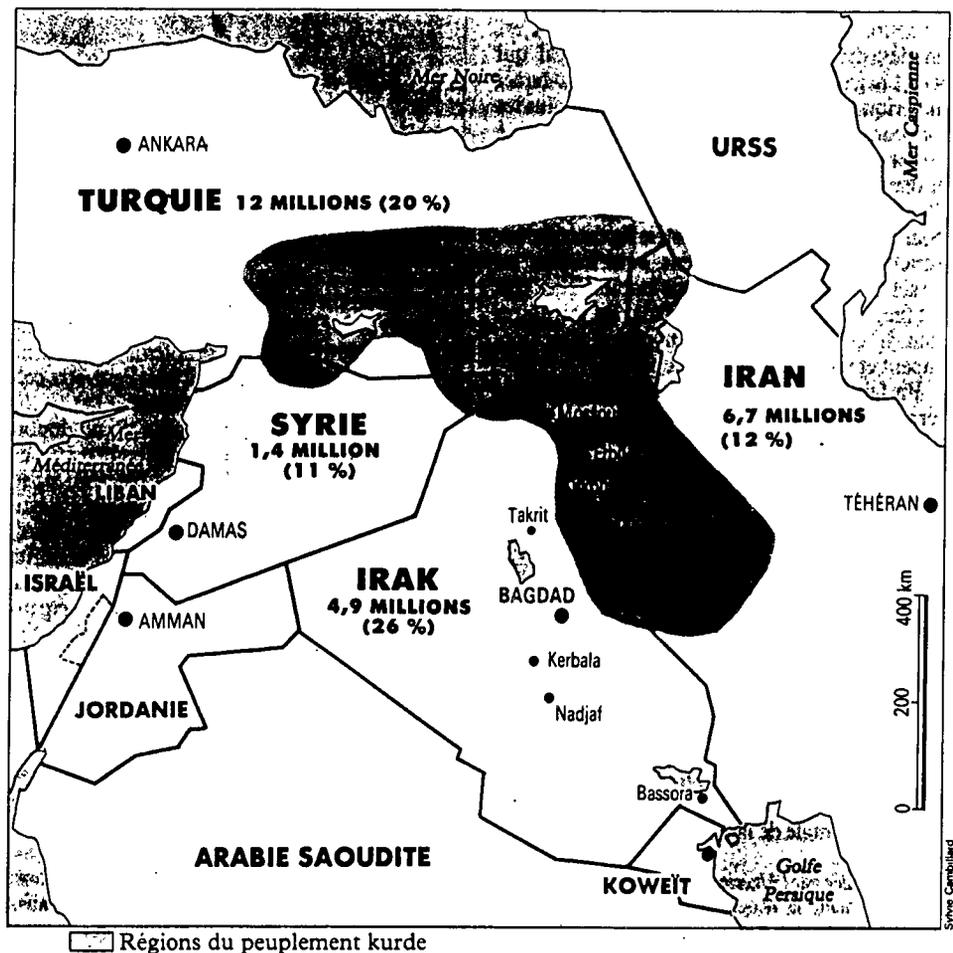
Jamais, depuis 1920, les Kurdes n'avaient eu un tel rendez-vous avec l'histoire : c'était il y a trois semaines à Damas. Le vieux leader kurde Jalal Talabani, qui a traversé un demi-siècle de convulsions et de tragédies, dont les troupes ont connu Halabja et les gaz chimiques, et qui fut lui-même un compagnon et un rival du fameux général Moustapha Barzani, nous regardait droit dans les yeux. « Jamais », répétait-il. Le lendemain, l'insurrection commençait au Kurdistan irakien. Et les grandes villes kurdes tombaient les unes après les autres : Soulaymanyeh, Erbil, Kirkouk. Occupées à réprimer la révolte chiite au sud, les troupes fidèles à Saddam Hussein n'avaient pas eu le temps de réagir. Surtout, les milices kurdes pro-gouvernementales, véritables harkis du régime, que les Kurdes appellent les « bourricots », s'étaient retournées du jour au lendemain.

Un don du ciel : aujourd'hui, Jalal Talabani, qui est rentré en Irak, dispose, avec l'Union patriotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, le propre fils de Moustapha Barzani, de 100000 hommes en armes. Triompheront-ils enfin, après des dizaines d'années de revers, d'échecs et de drames sanglants ? A moins d'un renversement subit de Saddam Hussein, une contre-offensive de la garde républicaine est prévisible. Tout dépendra, alors, de l'attitude des alliés et des grands voisins de l'Irak. Laisseront-ils un nouveau massacre se perpétrer au nom de l'intégrité et de l'intangibilité des frontières de l'Irak ? Talabani et Massoud Barzani ont beau jurer qu'« ils ne veulent pas créer un Etat kurde mais simplement obtenir l'autonomie dans le cadre d'une fédération à la tchécoslovaque », l'Occident se méfie.

Malheureux Kurdes : ils sont près de 25 millions, peuplent un territoire de 410000 kilomètres carrés qui couvre cinq pays (Turquie, Syrie, Irak, Iran et URSS), et ils n'ont nulle part ni, bien sûr, d'Etat ni même, sinon très théoriquement et paradoxalement en Irak, de véritable autonomie. En Turquie, jusqu'au mois dernier et à l'assouplissement de la politique du président Turgut Ozal, obligé de lâcher du lest pour jouer un rôle

dans la région, ils n'avaient droit ni à leur langue ni même à leur nom. Les Kurdes n'existaient tout simplement pas. On les appelait « les Turcs de la montagne » ou les « Anatoliens de l'Est ». Pourtant, Turgut Ozal vient de le reconnaître, ils sont 12 millions en Turquie, c'est-à-dire deux fois et demie plus nombreux que tous les Palestiniens réunis. Mais ils n'ont pas de pétrole, eux. Et ils n'ont jamais recouru, pour faire avancer leur cause, au terrorisme international. Alors...

On imagine, lorsqu'on parle du Kurdistan, des guerriers farouches au code de l'honneur exacerbé, vêtus d'un pantalon bouffant, le *chalwar*, coiffés d'un turban, la cartouchière en bandoulière et la vieille péttoire au poing. Le cliché ne ment pas et les *pechmergas* (littéralement : « ceux qui font face à la mort ») sont effectivement d'extraordinaires combattants, d'inlassables marcheurs connaissant depuis des temps immémoriaux la moindre vallée et la moindre grotte.



Descendant des Médes, parlant une langue indo-européenne, islamisés à la fin du VII^e siècle (Saladin, le héros de Saddam Hussein, comme lui originaire de Takrit, était kurde), les princes kurdes surent longtemps préserver cette civilisation en jouant habilement des contradictions entre l'empire perse et l'empire ottoman. Ayant à choisir, au XVI^e siècle, entre l'annexion par la Perse et l'acceptation formelle de la suzeraineté ottomane en échange d'une autonomie presque totale, les princes kurdes optèrent pour la seconde solution: qui leur permettait le mieux de préserver leur culture: « *Ce statut particulier*, dit Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, a assuré au Kurdistan près de trois siècles de paix. » Le pays est morcelé mais, à cette époque, les frontières ne comptent guère: nomade, le peuple kurde forme une entité culturelle indivisible.

Le drame du Kurdistan va commencer, en fait, avec la décomposition de l'empire ottoman au XI^e siècle. Pour faire face au déclin de son empire, le sultan de Constantinople va tenter de soumettre les principautés kurdes, d'y lever des impôts, d'y recruter des hommes pour ses armées. Au Kurdistan, tandis que l'idée de l'Etat-nation fait son chemin, les princes menacés dans leurs privilèges se révoltent. Et l'éclatement de l'empire ottoman, à la fin de la Première Guerre mondiale, va précipiter les espoirs kurdes. En 1918, le président Woodrow Wilson, dans « *son programme pour la paix du monde* », déclare que « *les minorités non turques doivent avoir droit, sans entraves, à un développement autonome* ».

Mais Wilson, prix Nobel de la paix en 1919, est un illuminé et un rêveur. Son candidat à l'élection présidentielle est battu en 1920 et lui meurt, paralysé et abandonné, avec ses rêves d'un monde plus juste, en 1924. Certes, le traité de Sévres, conclu le 10 août 1920 entre les Alliés et l'empire ottoman, prévoit la création, sur une partie du Kurdistan, d'un Etat kurde. Mais ce traité restera lettre morte. Mustapha Kemal, après avoir promis la création d'un « *Etat musulman des Turcs et des Kurdes* », interdira en 1924 l'enseignement de la langue kurde dans les écoles et fera déporter des dizaines de milliers d'hommes et de femmes en Anatolie centrale.

Les Français annexeront à la Syrie les provinces kurdes de Djezireh et de Kurd-Dagh. Sur-tout, les Britanniques, pour s'assurer de la route des Indes, attribueront la province de Mossoul, regorgeant de pétrole, à l'Irak et au roi Fayçal, l'oncle du roi Hussein de Jordanie. Quant à Reza Khan, le père du chah d'Iran, il fera plus tard, en 1930, assassiner le grand chef kurde Simko. En 1930, tout est déjà consommé pour les Kurdes. Et depuis longtemps: dès 1923, le traité de Lausanne a annulé les dispositions du traité de Sévres et, en 1925, les Kurdes vivaient déjà partagés entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Exit le Kurdistan.

Oubliés des dieux et des grandes puissances, les Kurdes continueront pourtant à se battre. L'un de leurs grands héros sera Moustapha Barzani, « *le général* » Barzani, que les journalistes découvriront, au cours de reportages que l'on effectuait alors à dos de mulet, installé dans ses nids d'aigle des montagnes kurdes d'Irak. Formidable et royal Barzani, le seul homme qui, sans doute, aurait pu unifier, au-delà des Etats, la résistance kurde. Mais quel aveuglement politique! L'un des drames des dirigeants kurdes, partagés entre plusieurs pays, sera toujours de céder à la tenta-



Combattants kurdes après la prise d'une base militaire irakienne

tion de s'allier, pour lutter contre leur propre gouvernement, au gouvernement du pays voisin, quitte à trahir leurs propres frères opprimés de l'autre côté de la frontière: L'ennemi de mon ennemi, etc.

Ce sera toute l'histoire de Barzani. Né en 1904 d'un père qui a déjà été en prison sous les Ottomans, Barzani dirige sa première révolte en 1933 au Kurdistan irakien. La révolte, alors, est sévèrement réprimée par la Royal Air Force britannique, et Barzani est envoyé en relégation par les Anglais en Iran jusqu'en 1941. Après avoir participé à de nouvelles insurrections, il se retrouve, en 1946, commandant en chef des forces de la république de Mahabad en Iran. Cette république, créée dans le no man's land compris entre la zone d'occupation soviétique et celle des Alliés, va durer onze mois. Près d'un an d'indépendance pour le petit pays kurde.

Mais le général Barzani, après une résistance héroïque contre Reza Chah et une longue marche vers l'URSS, va être de nouveau contraint à l'exil. Cette fois, il rejoint Moscou et est exilé de nouveau par... Staline qui le relègue dans le lointain Ouzbékistan. Réhabilité par Khrouchtchev en 1956, Barzani rentre en Irak en 1959 en véritable héros national. Il collabore avec le nouveau pouvoir du général Kassem. Mais cette collaboration sera de courte durée, car les Irakiens craignent les Kurdes. En 1961, Barzani rejoint de nouveau le maquis et, à la fin des années 60, il contrôle la totalité du Kurdistan irakien. Les journaux sont alors pleins de l'épopée de ces combattants au grand cœur qui accueillent chaque étranger comme un prince. Barzani obtient même, le 11 mars 1970, du numéro deux du régime irakien, un nommé Saddam Hussein, un statut d'autonomie pour son pays comme jamais les Kurdes n'en avaient obtenu jusque-là. Mais

pour Saddam Hussein, ce document n'est qu'un chiffon de papier. Et lui, Saddam, qui n'a pas l'intention (déjà) de tenir ses promesses, va jouer sur les faiblesses de Moustapha Barzani. Le chef kurde, en effet, pour mener son combat contre le Baas irakien, s'est allié au chah d'Iran qui le ravitailla en armements. Pour obtenir les bonnes grâces du chah, il est même allé jusqu'à lui livrer des résistants kurdes iraniens. Le chah, lui, se moque bien des Kurdes et du Kurdistan d'Irak: tout ce qui l'intéresse, c'est d'affaiblir son voisin. Saddam le sait. En 1975, il abandonne au souverain iranien toutes les revendications irakiennes sur le Chatt el-Arab et accepte, en signant les accords d'Alger, que la frontière entre les deux pays suive le thalweg du cours d'eau. En échange, Mohammed Reza Pahlévi s'engage à cesser toute aide aux *pechmergas*. L'accord sera appliqué à la lettre. La partie est perdue, cette fois encore, pour les Kurdes. Le général Barzani ira mourir seul, isolé et trahi, aux Etats-Unis.

On connaît la suite. Pour Saddam Hussein, les accords d'Alger n'étaient, comme le statut d'autonomie du Kurdistan, qu'un chiffon de papier. Et c'est pour revenir sur ces accords qu'il déclenche, le 22 septembre 1980, sa guerre désastreuse contre l'Iran. Une fois de plus, les Kurdes, pour tirer leur épingle du jeu, essaieront de profiter du conflit. Les Kurdes irakiens de Talabani, en particulier, se rangeront aux côtés des Iraniens. Mais la guerre finie, ils seront à nouveau trahis et lâchés par leur protecteur. C'est en effet après le cessez-le-feu de juillet 1988 que Saddam lancera ses troupes à l'assaut du Kurdistan. En toute impunité et dans l'indifférence générale, il fera raser des centaines de villages. Il faudra attendre le 2 août 1990 pour que l'histoire change et qu'une nouvelle fois les Kurdes aient rendez-vous avec leur destin.

PIERRE BLANCHET

LIBÉRATION

29 mars 1991

A l'heure où Kirkouk était libérée par les Kurdes

Il y a onze jours, la quatrième ville d'Irak était conquise par la Résistance. Mardi, l'armée irakienne prolongeait ses tirs sur les quartiers, alors que l'exode continuait et que les hôpitaux regorgeait de blessés.

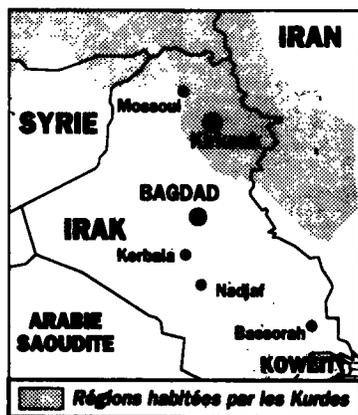
Kirkouk, envoyé spécial

L'homme est épuisé, mais heureux. Bien avant l'aube et six heures durant, mardi matin, il a combattu avec ses quatre-vingts Peshmergas quelque part dans l'enceinte de l'aéroport de Kirkouk, lui-même parti de l'immense camp Khaled, l'une des plus importantes casernes de l'armée de Saddam en Irak. La bataille a commencé vers quatre heures du matin. Huit cents Peshmergas, les combattants de la Résistance kurde, y participaient, appartenant aux divers mouvements réunis au sein du Front du Kurdistan d'Irak, que coprésident Massoud Barzani (Parti démocrate du Kurdistan-PDK) et Jalal Talabani (Union patriotique kurde-UPK).

Les quatre-vingts Peshmergas de cheïkh Zrar Haji Shekaadr ont été de la première vague d'attaque. Ils y ont laissé deux « martyrs » — deux morts — et cinq blessés. On ne connaît pas les pertes des autres groupes, ni celles de l'adversaire irakien. Mais à la fin, ils ont gagné. L'aéroport civil et son jumeau militaire sont entre les mains des Kurdes. En abandonnant le terrain, les troupes irakiennes ont dû abandonner six hélicoptères et deux chasseurs-bombardiers « Sukhoï ».

Il y a onze jours aujourd'hui, le 18 mars, donc, Kirkouk tombait entre les mains de la Résistance. Quatrième ville d'Irak, avec une population de 600 000 habitants (dont plus ou moins la moitié de Kurdes), Kirkouk est surtout une métropole économique, au centre d'une des régions pétrolières les plus riches au monde. Avant l'invasion du Koweït, Kirkouk et sa région exportaient en moyenne un million de barils/jour. Mais c'est aussi une place militaire essentielle, ceinturée de casernes regroupées autour de châteaux forts construits sous Saddam par un imitateur moderne de Vauban. Kirkouk est le siège de la 1^{re} armée d'Irak et d'une imposante base aérienne. Pourtant, dans les quatre jours de combat qui, entre le 14 et le 18 mars, ont permis la « libération » de la ville par les Peshmergas, ces troupes que l'on disait formidables n'ont quasiment pas combattu.

Seules les milices du Baas, le parti de Saddam, ou les Baasistes de l'armée ont opposé une véritable résistance. Les Peshmergas l'ont payé, disent leurs responsables, de quelque 250 « martyrs » et plus de 2 000 blessés. On



ne connaît pas les pertes du Baas, mais si l'on en croit les témoignages de réfugiés de Kirkouk recueillis à Erbil, la capitale kurde, cent kilomètres plus au Nord, des dizaines, sinon des centaines de ces miliciens ou cadres dévoués à Saddam auraient péri durant ou juste après les combats. Les responsables kurdes assurent pour leur part avoir donné des ordres très stricts pour qu'aucun mal ne soit fait aux prisonniers. Tant au siège du PDK que de l'UPK à Kirkouk, on ajoute, de plus, que nombre de ces notables baasistes ont reçu des laissez-passer leur permettant de quitter, sains et saufs, les régions kurdes.

Bien qu'aucun chiffre ne soit disponible, les pertes civiles semblent avoir été importantes, dues pour l'essentiel aux bombardements d'artillerie lourde à longue distance et aux raids d'hélicoptères de l'armée irakienne. Des milliers de civils, kurdes ou arabes, avaient fui la ville durant les combats et l'exode continue.

Mardi, alors que nous entrons dans la ville, nous croisons des groupes de cent ou deux cents personnes, le plus souvent des familles entières, chargées de ballots, tentant d'attraper l'un des rares véhicules en état de rouler, bus, mini-bus, camion ou camionnette, et s'y entassant dans un désordre indescriptible. Faute de carburant, les transports publics ne fonctionnent pas et l'essentiel du parc automobile en état de rouler transporte les Peshmergas vers l'un des fronts, ou en sens inverse, pour quelques jours de repos à l'arrière.

La « libération » de Kirkouk n'a pas, et de loin, mis fin à la guerre. Tous les

jours, à deux ou trois reprises, des raids d'hélicoptères sèment la mort notamment dans les zones kurdes de la ville, concentrées sur la rive orientale de la rivière qui la traverse. Les tirs d'artillerie à longue portée, venus des positions de l'armée retranchées à une quinzaine de kilomètres au sud et à l'ouest de Kirkouk (soit en direction de Bagdad, la capitale, et de Takrit, le fief natal de Saddam Hussein) continuent de s'abattre sporadiquement et au hasard de la malchance sur les quartiers de la ville.

A l'hôpital ex-Saddam, le plus moderne de Kirkouk dont une moitié du personnel a fui avant ou durant les combats, remplacés par des volontaires kurdes — médecins et infirmières —, les salles d'urgence sont pis que débordées. Les blessés de la veille ou du matin sont à peine soignés qu'il faut laisser la place à ceux du lendemain ou du soir. Selon le docteur Citrow, une jeune femme qui appartenait au staff de l'établissement (et son témoignage est confirmé par ses collègues nouveaux venus), plus de 500 blessés ont été admis entre les 20 et 26 mars, certains dans un état critique, dont 300 pour la seule journée du 25 mars.

Ce lundi passe pour avoir été le plus terrible de la bataille. Cinquante de ces blessés n'ont pas survécu. « Nous ne pouvons estimer le nombre de morts civils, précise un médecin, car les gens tués chez eux au cours d'un bombardement ne sont pas signalés. Les familles les gardent et les enterrent aussitôt. Nous ne connaissons que les décès survenus lors du transport vers l'hôpital ou ici même. »

Des infirmières, épuisées, nous racontent que ce matin même, une femme enceinte, près d'accoucher, était morte, peu après son admission, de multiples blessures. « Mais l'enfant était vivant, poursuit l'une d'elles. Malheureusement et pour une raison inexplicable, il portait lui aussi des traces de lésion et il est mort peu après sa naissance. » Le bébé repose sous une couverture de laine, dans une boîte en carton. L'infirmière ne retient pas ses larmes. Dehors, de l'autre côté des vitres de la salle des urgences, quatre cadavres sont alignés. « Il n'y a pas moyen de faire autrement », s'excuse un médecin. L'un des morts

semble à demi-carbonisé. « Ils utilisent des bombes au napalm », assure l'un des responsables de l'hôpital.

Plusieurs sources kurdes font également état de bombes ou roquettes au phosphore lancées depuis les hélicoptères. Nous n'avons pu vérifier ces informations. L'hôpital lui-même n'a pas été épargné. Une roquette est tombée à proximité du portail le matin de ce mardi, quelques heures avant notre arrivée. Alors que nous approchions de Kirkouk, nous avons pu apercevoir distinctement deux, puis quatre hélicoptères, manœuvrant au-dessus de la ville et, de temps à autre, sous la carlingue, l'éclair instantané du missile qui en partait.

Prendre le camp Khaled et l'aéroport revêtait pour les Kurdes une importance décisive. De là, l'armée irakienne pouvait tirer des salves meurtrières sur la ville et faire partir ses hélicoptères, les avions étant, théoriquement interdits de vol par les Américains en vertu des clauses du cessez-le-feu. Mais une partie au moins du camp semble toujours entre les mains des troupes de Bagdad.

Mardi en début d'après-midi, alors que le cheïkh Zrar, entouré de ses Peshmergas, nous racontait la bataille de l'aube, deux obus de mortier sont tombés à quelques dizaines de mètres, faisant trembler les vitres de la gare de Kirkouk, située à la périphérie de la ville, où nous avons rencontré le chef kurde.

Selon les responsables militaires du front, neuf mille hommes, dont un tiers appartenant à la garde républicaine, marcheraient en direction de Kirkouk ou seraient déjà arrivés à une dizaine de kilomètres de la ville pour préparer la contre-attaque. Nos interlocuteurs la prévoient pour les prochains jours. Alors que nous quittons la ville, des centaines de Peshmergas y descendaient en renfort croisant les groupes de réfugiés errant à pied vers d'improbables destinations. Dans le jour déclinant, la ville s'obscurcissait plus vite encore à cause des réservoirs de pétrole incendiés par les bombardements. Kirkouk est libre, mais une terrible bataille s'annonce.

Mark KRAVETZ

Libération
29 mars 1991

IRAK

BAGDAD RESSERRE L'ETAU SUR LES KURDES

La télévision irakienne a annoncé, hier, la reprise de Kirkouk, aux mains des Kurdes depuis une semaine. Au Sud, les rebelles contrôlaient Kerbala, et les combats se poursuivraient à Bassorah. A New York, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont d'accord sur un projet fixant les termes d'un arrêt total des hostilités.

La ville de Kirkouk a été totalement nettoyée des poches de la résistance menée par des agents appuyés par des régimes hostiles. C'est en ces termes que la télévision irakienne a annoncé, hier, la reprise de la capitale pétrolière du nord. Des images de la ville, sous contrôle gouvernemental, ont été montrées sur les écrans. Selon Radio-Bagdad, le vice-président du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance politique irakienne, Izzat Ibrahim, « a pu visiter la cité en milieu de journée ».

Hier, en soirée, les insurgés kurdes n'avaient pas confirmé la chute de Kirkouk qu'ils tenaient depuis le début de la semaine dernière (lire ci-dessous). Quelques heures plus tôt, Washington révélait que les forces de Bagdad avait lancé une offensive d'envergure contre la ville. L'armée régulière aurait utilisé des chars, des hélicoptères, de l'artillerie lourde et probablement des lance-roquettes, selon un porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. Dès les premières heures de l'attaque, les bâtiments du centre auraient été gravement endommagés. Les Américains ont fait état également de combats aux abords de Mossoul, principale ville du Kurdistan. Bagdad avait également annoncé, hier matin, la reconquête de Dohouk.

De leur côté, les rebelles affirment avoir repris Kerbala. Depuis un mois, les forces gouvernementales occupaient à nouveau ce haut lieu du chiisme avec Najaf, situé au sud de

l'Irak. Les islamistes du Parti Dawâ revendiquent le contrôle de la ville et de ses environs emportés « après de violents combats ». La résistance reste active à Najaf, Nassiriya et Samawa.

En revanche, selon des déserteurs irakiens, la capitale du sud, Bassorah, est toujours aux mains des troupes loyales à Saddam Hussein. Des combats sporadiques se poursuivraient dans le centre et la banlieue. Un journaliste de l'AFP a observé, à une distance d'une trentaine de kilomètres, la montée dans le ciel de balles traçantes et de lueurs d'explosion, au-dessus de la banlieue Abu-a-Khasib de Bassorah. Ces transfuges ont également aperçu deux missiles Scud transportés près de la ville et mis en position de tir vers le Nord. « Ils (les missiles) n'étaient pas là avant », a indiqué un soldat, âgé d'une vingtaine d'années, membre depuis deux ans de la Garde républicaine et passé en zone alliée.

Alors même qu'il est menacé d'éclatement, le pays se retrouve comprimé par un corset de fer. Un cessez-le-feu définitif, assorti de conditions draconiennes, pourrait intervenir la semaine prochaine. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France, et Chine) sont en effet parvenus, hier, à un accord sur un projet de résolution fixant les termes d'un arrêt total des hostilités. Le texte devait en principe être présenté dans la nuit aux autres membres du Conseil. Mais le vote n'aura pas lieu avant le début de la semaine prochaine.

La situation qui prévaut actuelle-

ment sur le terrain n'est, selon le général Norman Schwarzkopf, qu'une « suspension des opérations offensives » décidée unilatéralement par les Etats-Unis. Seule l'acceptation par l'Irak d'un grand nombre de conditions — essentiellement désarmement et dédommagements — devrait transformer la cessation des combats en cessez-le-feu permanent.

Ce texte, le plus complexe jamais mis au point par les Nations unies, prévoit la destruction de toutes les armes chimiques, biologiques et nucléaires, de même que les missiles balistiques au-delà d'une certaine portée, possédés par l'Irak. Moscou souhaiterait que les missiles à courte portée soient épargnés, cela pour des raisons purement défensives.

Bagdad devra, en outre, renoncer au terrorisme et accepter de voir ses recettes d'exportations pétrolières diminuées d'un certain pourcentage destiné à alimenter un fonds de réparation pour dommages de guerre. L'ONU sera le garant de la frontière koweït-irakienne selon le tracé de 1963, le long duquel l'Organisation internationale déploiera des observateurs. En cas de violation, le Conseil de sécurité a la possibilité de prendre toutes les mesures nécessaires pour les faire cesser.

Les milieux diplomatiques estiment que cette résolution pourrait faire de l'Irak un pays « à souveraineté limitée ». Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on n'avait imposé de clauses aussi sévères — économiques, financières et militaires — à un Etat vaincu.

Avec F. Fx à New York,
AFP et Reuter

LA REBELLION EN IRAK TROUBLE LES ALLIES

LIBERATION 28 mars 1991

Les militaires se rebiffent contre les politiques. Contrairement à l'avis de la Maison Blanche, le commandant en chef des forces britanniques dans le Golfe, le lieutenant-général sir Peter de La Billiere, estime que l'Irak viole les termes du cessez-le-feu en attaquant les insurgés avec des hélicoptères. La veille, le porte-parole du président américain, Marlin Fitzwater, soutenait l'inverse à condition que ces appareils ne menacent pas les forces alliées. «A la conférence de Safwan, les Irakiens ont demandé de pouvoir faire usage de leurs hélicoptères pour des missions administratives et pour l'évacuation de blessés. Tel est l'accord tacite auquel nous étions parvenus, explique Peter de La Billiere. Mais, bien sûr, ils vont maintenant bien au-delà en les mobilisant contre la rébellion.» Le général Norman Schwarzkopf lui-même considère dans un entretien télévisé avoir été abusé («suckered», ou «baisé» ndr) en laissant les Irakiens se servir de leurs hélicoptères.

Au-delà de ce débat, c'est l'attitude à adopter vis-à-vis de la rébellion qui se trouve en jeu. Le patron de l'opération Tempête du désert, Norman Schwarzkopf, regrette que George Bush l'ait empêché d'anéantir l'armée de Saddam Hussein, le frustrant ainsi d'une victoire totale. En épargnant une partie du potentiel militaire irakien, les Etats-Unis permettaient au régime baassiste de contenir la révolte. Des propos démentis par le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney: «Le Président et moi-même avons personnellement discuté avec le général Schwarzkopf... Pour le féliciter du succès de la campagne. Il n'a soulevé aucune objection contre l'arrêt des hostilités.»

Les alliés préfèrent-ils Saddam Hussein au chaos? Tour à tour, Américains et Français se disent préoccupés par la décomposition du pays et appellent à la conclusion rapide d'un cessez-le-feu définitif, première étape avant un retour à la normale. Le Conseil de sécurité pourrait adopter aujourd'hui la résolution mettant un terme à la guerre (voir ci-dessous).

Après la Maison Blanche, le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, a fait part hier de son «inquiétude» face au «risque de partition de fait» de l'Irak. La veille, Marlin Fitzwater se prononçait en faveur d'une préservation de l'intégrité territoriale du pays et ajoutait: «Nous n'avons pas l'intention d'intervenir dans le conflit intérieur.» Les experts de Washington ne croyant pas à un succès de la rébellion sur le long terme, ce non-interventionnisme équivaut à s'accommoder d'un maintien du parti Baas au pouvoir.

Tel est l'avis de l'opposition irakienne pour qui Washington prend le parti de Saddam Hussein. «La déclaration de la Maison Blanche prouve qu'il n'y a pas de neutralité américaine. Ils ont choisi leur camp», a lancé hier Abu Maisam al-Sagheir, membre de l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne (SARI). «Cela va encourager les Irakiens à intensifier le recours aux hélicoptères qui attaquent les civils avec ces bombes au napalm et au phosphore.» «Cette politique est erronée. Ce n'est pas l'intérêt des Etats-Unis. Nous espérons qu'ils vont la reconsidérer», a ajouté Kamal Fouad, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Mais la tournure des événements sur le terrain confirme les appréhensions des alliés: l'Irak semble partagé en deux. L'armée gouvernementale tient à nouveau la plupart des villes du Sud, alors que la rébellion kurde accroît son emprise sur le Nord. Les forces fidèles au régime de Saddam Hussein, «renforceraient leur contrôle» dans la partie méridionale, a confirmé hier le porte-parole du Pentagone, Pete Williams. Mais des combats violents se poursuivaient ces deux derniers jours à as-Samawa et as-Shuyukh, deux villes situées sur le cours inférieur de l'Euphrate. A Kerbala, une partie du quartier des affaires a été dévastée. Pete Williams a également admis que l'armée loyaliste utilisait des hélicoptères pour mater l'insurrection. «La tranquillité et la stabilité règnent actuellement dans toutes les provinces du sud de l'Irak, affirme de

son côté le quotidien gouvernemental *al-Joumhouriya*. Et des centaines de milliers d'étudiants ont commencé à se rendre régulièrement dans les écoles.»

En revanche, dans le Kurdistan irakien, les Peshmergas ont enlevé Kirkouk, la capitale pétrolière, et s'approchent de Mossoul, la troisième ville du pays. La résistance a revendiqué hier la prise de l'aéroport militaire de Khalid, proche de Kirkouk. Deux avions de chasse, un Mig et un Sukkoï, seraient tombés intacts aux mains des insurgés. «De nombreux autres appareils ont été détruits», a ajouté un représentant du Front kurde irakien. Selon des réfugiés, cités par l'agence syrienne SANA, les rebelles ne seraient plus qu'à dix kilomètres de Mossoul, pris en tenaille par l'est et le nord. Mais, de source américaine, les troupes gouvernementales semblent engagées dans des manœuvres de regroupement au Kurdistan. Ce qui pourrait laisser présager une contre-offensive. Seize divisions, soit 150000 à 200000 hommes, et des rampes de missiles Scud seraient également acheminées vers le Nord, selon le parti démocratique kurde. Enfin, au nord-est de l'Irak, des hélicoptères auraient bombardé les faubourgs de Kalar, tuant plus de 300 personnes, hier et avant-hier, a annoncé l'agence irakienne IRNA.

De leur côté, les Moudjahidin du peuple, principale force d'opposition au régime de Téhéran, ont dénoncé hier à Paris plusieurs incursions iraniennes en Irak. Selon eux, quelques milliers de Gardiens de la révolution (Pasdarans) ont lancé entre le 6 et le 17 mars des attaques contre des bases de Moudjahidin situées de l'autre côté de la frontière.

A Bagdad, le président irakien s'est déclaré «peiné» par l'insurrection qu'il qualifie de «trahison». Saddam Hussein a donné par ailleurs quatre à six mois à ses nouveaux ministres pour «faire leur preuve ou quitter leurs fonctions».

Avec AFP et Reuter

Kirkuk civilians killed in helicopter bombings • Government troops accused of using napalm

Kurd rebels braced for decisive battle

In the first British report from Iraq's northern oil capital, **Martin Woollacott** watches forces grouping for a showdown that could seal the fate of Saddam Hussein, and Iraq

SADDAM Hussein's forces are brutally bombing the civilian population of Kirkuk using helicopters and artillery, as Kurdish and government troops square up for what could be the battle that decides the fate of the regime, and the country.

The bombings are a prelude to a government attempt to retake the northern oil centre of Kirkuk — the great prize in the war for Kurdistan. Thousands of army reinforcements are reported to be closing in.

As we drove into the city we saw three helicopters hovering above. Every day they drop bombs at random on Kirkuk, including, the Kurds say, napalm. Every day casualties are brought into the overloaded main hospital.

The doctors say that on Monday, a particularly bad day, there were 350, of whom 50 died. "They come in 20s and in 30s and they are dying, dying," said a young woman doctor. "When we were there, four corpses were piled in the foyer, including that of a man whose leg had been blown off and who was charred by fire.

Sabkran Crinb is the *peshmerga* doctor in charge. "We don't sleep for seven days. I can't concentrate any more. We don't have enough surgeons."

Many Kurdish doctors, he said, had stayed away from the hospital because they feared the government would return, and they would be punished. Inside the building, which had itself been hit by an Iraqi shell early in the morning, there is a smell of pus and urine in all the wards.

At one point orderlies rushed towards us with a cardboard box containing a baby. Her mother was caught in a napalm attack two days ago and died soon after being brought to the hospital. The napalm had burned through to her womb, injuring the baby which the medical staff nevertheless tried to save. They delivered the child, amputated one of the burnt legs, and put the baby into what passes for intensive care here.

"Please take a picture of this," said Dr Crinb, pulling back the pink blanket shrouding the little body. "Show the world what Saddam does."

From the roof of the new Kirkuk railway station, a typical Iraqi construction of yellow stone, marble, and brown-smoked glass, there is a good

view of what may soon become the site of the battle that decides the fate of the country.

Sheikh Zirar Hajki Sheik-hadr, *peshmerga* company commander, descendant of one of Kurdistan's most famous families, and smoker of Dunhill Royal Yacht tobacco, sat in the deserted booking hall, and spoke of the fight just won and the bigger one to come.

The fight just won was an attack on Tuesday morning against Iraqi forces at Khalid airport, south of Kirkuk. The one to come will start when Iraqi reinforcements, with a total strength of perhaps 35,000 men, try to retake Kirkuk from the 17,500 *peshmerga* defending it.

There is a Kurdish saying that "Death does not come from the gun, but from the man who uses the gun." Sheikh Zirar, aged 54, *peshmerga* of 27 years standing, agrees. "We won [the airport attack] this morning because this is a people's war," he says, rolling his Royal Yacht tobacco into a cigarette and fixing it into a holder made from a long straight twig.

"Our aim was to take out the airfield and we succeeded. We counted six helicopters and three MiG-21s." His own company, whose rocket propelled grenades immobilised two Iraqi tanks in the attack, lost two killed and five wounded.

As he calculated these figures, an Iraqi shell slammed into the earth ramparts near the railway station, filling the marble booking hall with a frightening blast of sound. Sheikh Zirar pointed cheerily at the ceiling, indicating that there was much masonry between us and the shells.

As the oil centre of the north, Kirkuk is the most important prize in the war for Kurdistan. Its capture eight days ago was the Kurdish forces' most important achievement so far. It was also the costliest, with 3,000 military and many civilian casualties.

If the Baghdad government could wrest Kirkuk back, it would be a terrible blow to the Kurds; and if the government counter-attack fails, it could greatly hasten the regime's fall in Baghdad.

From Takrit, Saddam Hussein's home town up the road, reinforcements consisting of one infantry division and a Republican Guard brigade have moved forward in the last couple of days. Coming up behind them, says Sheikh Abdel Rahman Jabari, a socialist who is

head of the Kurdish united front in Kirkuk, is a force of 16 army divisions and a further Republican Guard division. All are well below strength, and their morale is poor, but they are well equipped and far superior in numbers to the defenders.

Particular *peshmerga* contingents, described by one Kurd as the "Republican Guard" of the Kurdish forces, and who led the attack on the town, are pulling out of Kirkuk. Weary and battered from the hard fighting to take the city, they are being replaced by other *peshmerga* and by contingents of the *jash*, the tribal service that once served the government. The *jash* changed sides at a critical moment of the Kurdish uprising, but did little fighting. Now they have been given the chance to show their mettle fighting for the Kirkuk airfield only a mile or so from the city centre, in a *peshmerga* drive to clear out the army positions before they are reinforced.

● President Bush said the turmoil in Iraq makes it unlikely that President Saddam will be able to remain in control. "It seems unlikely he can survive," Mr Bush said.

THE GUARDIAN
March 28, 1991

IRAQI LEADER MUST COPE WITH KURDISH AND SHI'ITE REBELS AND A STRICT TIMETABLE TO GET HIS ACT TOGETHER



FRANCOISE GILSON/FSP

UN imposes harsh peace on Saddam

People power: armed Kurds claim to have beaten back Iraqi attacks, but say they now need urgent Allied relief aid

● Ian Mather, Diplomatic Editor

AS PRESIDENT Saddam Hussein fought back against Kurdish and Shi'ite rebels, the United Nations Security Council was expected this weekend to approve the harshest peace terms since those imposed on Germany at the end of the First World War.

Iraq reacted violently to the proposed resolution, likely to be the most complex ever passed by the UN, but Washington, which drafted it, insists that Iraq must fulfil all its conditions before a permanent ceasefire comes into force and sanctions are partially lifted.

As drafted, the UN resolution will leave Iraq virtually defenceless. The arms embargo will continue, subject only to a regular review should the country become too weak. The resolution also sets out a stringent timetable for Iraq to comply with the Allies' demands that it destroys all its chemical and biological weapons and all its ballistic missile systems.

It also includes Iraq's recognition of the Kuwait-Iraq border drawn in 1963, and the creation of a war reparations fund financed by a percentage of Iraq's oil revenues. The chances of the US draft being approved without a veto became virtually certain this week when the Soviet Union dropped several objections and tabled a number of

amendments which European diplomats described as "helpful".

But Soviet objections to the complete humiliation of Iraq appear to have succeeded in removing a further condition that all Iraq's nuclear weapons grade uranium be taken away. Instead a compromise is that the Vienna-based International Atomic Energy Agency should be given control over the material.

China, which abstained on the original resolution which formed the basis of the coalition military action, is likely to abstain again. But the precise fate of some \$2.5 billion worth of Iraqi frozen assets remains uncertain. The US wants them declared forfeit and handed over to Kuwait and other countries which have claims against Baghdad.

Two of the Big Five, France and Britain, oppose this, fearing that it could set a dangerous precedent and destroy the credibility of the international financial institutions. Instead, they want the frozen assets to be used to settle outstanding debts from before the start of the war. This week the US moved 60,000 troops deeper into Iraq in the Euphrates Valley in a further effort to provoke a military coup against Saddam.

But Washington has rejected any direct military attempt by the coalition forces to impose a new

government on Iraq on the grounds that the Allies have no United Nations mandate for such action and that it could prove counter-productive.

Saddam's chances of survival received another boost this week when the US also decided against shooting down the helicopter gunships being used by government troops against insurgents in northern and southern Iraq. Helicopters have been the key to Saddam's successes against the rebels in the south, where his forces are now said to have regained control of all major cities.

White House spokesman Marlin Fitzwater said that their use was a violation of a verbal understanding between General Norman Schwarzkopf, the commander of US forces in the Gulf, and defeated Iraqi military leaders, but not a violation of the conditional ceasefire agreement. In the north, where Kurdish leader Jalal Talabani returned to his homeland from an 18-month exile this week, Kurdish

sources said that all Kurdish towns were under their control and that two government counter-offensives had been repelled.

But Latif Rasheed, spokesman for the Kurdish Front in London, said that the Kurds were appealing for humanitarian and other help from the Allies.

He said: "Agriculture has been destroyed by Saddam's actions and soon children will be starving. We are appealing urgently for medical supplies and other basic provisions, especially for children. We would like the Allied forces to intervene when Saddam's troops attack population centres."

He said that government tanks and artillery had formed a defensive line to protect Baghdad against Kurdish attacks from the north.

Iraq has surprised observers by announcing that it would attend an Arab League meeting scheduled for this weekend in Cairo. Iraq had been expected to boycott the meeting, the first full session since Iraq invaded Kuwait on August 2.

A.F.P. — A.F.P. —

FRA0318 4 I 0311 FRA /AFP-GM26

Kurdes-Irak

Les Kurdes appellent l'ONU au secours

PARIS, 29 mars (AFP) - Le parti démocratique du Kurdistan (PDK), un des principaux mouvements kurdes d'opposition au président irakien Saddam Hussein, a lancé vendredi, selon son porte-parole à Paris Jafar Guly, un appel pressant au Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU pour qu'ils interviennent afin de mettre fin "à l'agression des forces criminelles du régime de Bagdad contre le peuple kurde".

Cet appel intervient après l'attaque par les forces gouvernementales irakiennes de la ville pétrolière de Kirkouk dans le nord de l'Irak prise au début de la semaine par les Kurdes.

"A l'heure actuelle, le régime de Saddam Hussein mène une guerre de génocide contre le peuple kurde au Kurdistan d'Irak. Afin de les utiliser comme bouclier humain, les forces armées de Saddam Hussein ont pris 100.000 Kurdes civils en otages dans la région de Dakok, Tozkhormato et Kirkouk", affirme le PDK dont le leader Massoud Barzani préside aussi le Front du Kurdistan qui regroupe les principaux mouvements kurdes.

"Avant qu'un crime ne soit commis contre le peuple kurde, le PDK et le Front du Kurdistan d'Irak lancent un appel pressant au Conseil de sécurité des Nations-Unies et au secrétaire général M. Javier Perez de Cuellar afin qu'ils interviennent en faveur du peuple kurde et mettent fin à l'agression des forces criminelles du régime de Bagdad contre le peuple kurde", ajoute-t-il.

Selon le porte-parole du PDK, à la suite d'une offensive de grande envergure, "les forces de Saddam Hussein ont pu s'emparer de la partie sud de la ville de Kirkouk".

"Cette offensive est appuyée par 300 chars, des hélicoptères, des avions de combat, de l'artillerie lourde et des lance-roquettes et la ville fait l'objet de tirs de toutes sortes d'armes automatiques", ajoute M. Jafar Guly.

mj/soh

AFP 291712 MAR 91

FRA0366 4 I 0263 FRA /AFP-GZ62

France-Irak-Kurdes

Un responsable kurde irakien reçu au ministère des Affaires étrangères

PARIS, 29 mars (AFP) - Un responsable kurde irakien, M. Mahmoud Osman, dirigeant du Parti socialiste du Kurdistan, a fait part vendredi au ministère français des Affaires étrangères de ses préoccupations quant à la situation de la communauté kurde en Irak, a-t-on appris au Quai d'Orsay.

M. Osman, qui est également membre de la direction du Front du Kurdistan irakien, a été reçu par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay qui lui a exprimé les "préoccupations et l'émotion souvent réitérées" de la France quant à la situation des Kurdes en Irak.

M. Osman, qui se trouve à Paris notamment pour tenter d'organiser l'acheminement d'une aide européenne vers le Kurdistan irakien, avait déjà rencontré le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner et des représentants d'organisations non gouvernementales. Il avait été reçu à l'Elysée par le conseiller diplomatique du président François Mitterrand, M. Pierre Morel.

Jeudi, un membre du bureau politique du Parti communiste irakien, qui avait été reçu par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, avait interrogé Paris sur "l'alternative démocratique" proposée par le comité d'action commune qui regroupe l'ensemble des organisations de l'opposition irakienne.

On avait indiqué au ministère qu'il n'était pas anormal que la France ait des contacts avec l'opposition irakienne dès lors qu'elle a fait savoir qu'il fallait espérer que l'Irak puisse retourner un jour à un équilibre démocratique.

mn/so

idf

AFP 291836 MAR 91

A.F.P. — A.F.P. —

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE March 29, 1991

To Stop a Slaughter, Say 'Freeze!'

By William Safire

WASHINGTON — President Bush was "sickened" at the sight of a man being clubbed senseless by police while a gang of cops looked on. Yet his stomach is not turned at the spectacle of an American army standing by and watching Saddam Hussein's gunships rain death on the Kurdish people for daring to answer George Bush's call for an uprising.

Having repeatedly incited Iraqis to oust the tyrant in Baghdad; having publicly promised to clear the air of the dictator's deadly choppers — Mr. Bush suddenly choked up.

What is to explain his loss of nerve and sense of moral purpose? The answer is Brer Rabbit's fear of the "tar baby": He does not want to become involved in a genuine uprising of Shiites in the south and Kurds in the north, because that might lead to "instability."

The only outcome Mr. Bush — and his Saudi and Syrian advisers — will accept is a military dictator of the Sunni elite not named Saddam. To this inglorious end, America is ready to turn its face away from the wholesale slaughter of innocents, and to abandon the last best hope of the beginning of freedom in Iraq.

Republican Guard troops, who run from foreign armies but enjoy killing their own countrymen, have put down most of the Iran-sponsored Shiite uprising in the south; now their tanks and aircraft will move north to retake Kirkuk from the Kurds. If unhindered by American forces, these thugs will use air cover that General Norman Schwarzkopf admits was "suckered" out of him.

This will make Mr. Bush the third U.S. president to sell out the Kurds. Richard Nixon did it in the '70s, at the behest of the shah of Iran for regional stability; Ronald Reagan did it in 1988, by rewarding Saddam with greater commodity credits despite the poison-gassing of 12,000 Kurds in Halabja.

The legendary Kurdish leader Mulla Mustafa Barzani, dying of cancer, was brought to Virginia exile with his young son by the CIA in 1975 after America's betrayal. I never met a warrior with fiercer eyes or greater dignity.

He repeated with rue the central saying of his 1,000-year-old culture: "The Kurds have no friends." Since that time, I have tried to be one.

Mr. Barzani's son Massoud was interviewed this week by American correspondents reaching the Iraqi portion of Kurdistan. Unlike most of the leaders opposed to Saddam Hussein, he is a fighter on the scene, not a voice in exile. He represents his people within Iraq, not the interests of bordering nations, and comes ac-

ross as a true son of Mulla Mustafa.

His message: The 4 million Kurds who make up nearly a fourth of Iraq's population do not seek independence now; they will be satisfied with autonomy within an Iraq that respects the rights of disparate groups, religions, ideologies.

That conflicts with the desire of Iran, which wants a Shiite state; with Saudi Arabia, which wants a Sunni military dictatorship; and with Syria, which wants Iraqi anarchy.

But it will no longer upset Turkey, which has begun at last to recognize the ethnic heritage of its own 10 million Kurds. President Turgut Ozal wants his nation to be a part of Europe's economy and was undoubtedly moved by the Kurdish human-rights espousal of Danielle Mitterrand, wife of the French president.

Massoud Barzani's goal of a federated Iraq should be America's goal. After World War II, America did not re-install Nazis in Germany or militarists in Japan in the name of "stability." After Desert

Storm, we should not demand a Saddam II — "our" tyrant — as if Arabs and Kurds were too mentally backward or culturally afflicted to deserve a chance at some form of democracy.

General Schwarzkopf told David Frost he had recommended against Mr. Bush's decision to cut off the ground war at 100 hours, letting Saddam survive in Baghdad; the president disputes this, in the first shot of the campaign of '92. But this much is indisputable: The premature cease-fire, intended to save Iraqi soldiers' lives, threatens to cost hundreds of thousands of Iraqi civilian lives.

U.S. troops in Iraq should not be forced to stand idly by as anti-Saddam forces are slaughtered by tanks and gunships. The word Mr. Bush should deliver to Baghdad is "Freeze!" — no movement of armor, no northward deployment of forces.

Washington should dispatch a high-level emissary to Massoud Barzani. It should send a message to the Iraqi high command in Baghdad: Depose Saddam in 48 hours and begin negotiations with the Kurdish rebels — or else.

The New York Times.

Iraq Reports It Retook Kurdish City

Compiled by Our Staff From Dispatches

NICOSIA — Iraq said Thursday night that government forces had retaken the northern oil center of Kirkuk, the most important city held by Kurdish rebels.

"The city of Kirkuk has been totally cleared of pockets of resistance led by agents supported by regimes hostile to Iraq," the Iraqi press agency INA, quoting Iraqi television, said in a dispatch moni-

tored in Cyprus.

Kurdish rebels reported on Thursday morning that government forces had launched a major assault to retake the city 250 kilometers (150 miles) north of Baghdad. There was no immediate word from the rebels on the result of the day's fighting.

Baghdad radio said Izzat Ibrahim, vice chairman of President Saddam Hussein's governing Revolution Command Council, "visited the city at midday and toured Kirkuk's streets and lanes after utter defeat was inflicted on the cliques of subversion and robbery."

INA said that film of "liberated Kirkuk" was shown on Baghdad television on Thursday evening.

(Reuters, AFP)

LE MONDE

29 mars 1991

La poursuite des combats au Kurdistan

M. Bush critiqué pour son refus d'aider la rébellion en Irak

Alors que l'« ordre » semble avoir été rétabli dans le sud de l'Irak, et que les combats se poursuivent au Kurdistan, M. Saddam Hussein a donné, mercredi 27 mars, « six mois » à ses ministres pour opérer le redressement du pays.

A Washington, où le refus de la Maison Blanche de soutenir la rébellion en Irak est de plus en plus critiqué, la polémique sur l'arrêt des combats, déclenchée par un entretien télévisé du général Schwarzkopf, a accru le malaise de l'administration.

WASHINGTON

de notre correspondant

« Franchement, j'avais recommandé de continuer la marche... » La « marche », c'était l'avancée en Irak des troupes américaines dans la dernière phase de la guerre, et l'auteur de cette « recommandation » qui n'a pas été suivie, c'est le général Schwarzkopf. Diffusées au moment où les troupes américaines assistent passivement à la guerre civile qui ravage l'Irak et où l'attitude de la Maison Blanche suscite de plus en plus d'interrogations, les déclarations du commandant en chef de l'opération « Tempête du désert » ont touché un nerf sensible, et suscité des réactions immédiates de l'administration. Avant même que la chaîne de télévision publique PBS ne diffuse, mercredi soir 27 mars, l'interview dans laquelle le général Schwarzkopf se livre à quelques réflexions sur la guerre (*le Monde* du 28 mars), le secrétaire au Pentagone publiait une sèche mise au point.

Le Pentagone rappelait que la décision de mettre fin aux opérations offensives était non seulement « correcte et courageuse », mais qu'elle avait été prise en coordination avec le général Schwarzkopf, qui n'avait émis « aucune objection ».

De son côté, mais sur un ton plus amène, le président Bush assurait qu'il y avait eu « accord total » quant à la cessation des hostilités. Mais l'irritation du président n'en était pas moins apparente : à un journaliste qui lui demandait pourquoi dans ce cas le

général avait tenu de tels propos, M. Bush répondit : « Allez donc le lui demander. »

L'épisode a fait grand bruit dans Washington, ne serait-ce que parce qu'il paraît opposer les deux « héros » majeurs de la victoire, le président et l'incomparable « animal médiatique » qu'est « Norman la tempête ». Et aussi parce que, surtout si elles sont citées en dehors de leur contexte, les déclarations du général Schwarzkopf semblent suggérer que si une autre décision avait été prise, la victoire aurait pu être plus complète et les Etats-unis seraient débarrassés de Saddam Hussein au lieu de se trouver confrontés à des problèmes politiquement et moralement délicats.

L'administration étale ses hésitations

Pourtant, à aucun moment au cours de cette « interview » - d'ailleurs menée avec une extraordinaire complaisance par David Frost - le général Schwarzkopf ne suggère qu'il aurait fallu continuer la « marche » jusqu'à Bagdad. Et il rend amplement hommage au président Bush, pour le « courage » et « l'humanité » dont il a fait preuve en mettant un terme à des opérations qui étaient en train de virer à une « bataille d'annihilation ». Par ailleurs, le général reconnaît lui-même que « les objectifs militaires » de la campagne avaient été atteints. Reste tout de même la petite phrase, le reproche esquissé, le rappel au moins qu'une autre voie aurait été possible. C'était amplement assez pour susciter,

non seulement les réactions officielles, mais les remarques rageuses de fonctionnaires « anonymes » qui en disent long sur l'humeur réelle de la Maison Blanche : « Le général Schwarzkopf est resté trop longtemps dans le désert », ou bien « il souffre de surexposition à la caméra » (la gloire médiatique et l'immodestie notoire du général agacent depuis longtemps un certain nombre de responsables à Washington).

Mais l'essentiel est ailleurs. La « sortie » du général Schwarzkopf, même ramenée à ses justes proportions, intervient à un moment où l'administration étale ses hésitations, sinon ses contradictions, face à la guerre civile en Irak. Ne serait-ce que la manière de réagir aux activités aériennes des forces irakiennes. La Maison Blanche semble tiraillée entre des préoccupations opposées. Les positions semblent flottantes : la mise en garde lancée il y a quinze jours par le président Bush à propos de l'utilisation par l'Irak d'hélicoptères pour combattre la rébellion est oubliée. Les responsables, tout en essayant de faire valoir que leur attitude est délibérément « obscure », expliquent désormais que seuls les avions irakiens sont interdits de vol.

« La cohérence de la guerre a vécu »

Le général Schwarzkopf, dans son interview, explique pourtant qu'il s'est fait « rouler » par les parlementaires militaires irakiens, qui lui ont fait croire que ces hélicoptères seraient utilisés pour le transport des officiels dans un pays où ponts et routes sont coupés. Et son homologue britannique, le général de La Billière, présent lors de la rencontre avec les militaires irakiens, affirme pour sa part que les conditions du cessez-le-feu provisoire ont été « violées ».

Mais Washington, tout en sachant très bien quelle est l'utilisation réelle de ces appareils, paraît fermement décidé à ne rien faire. Beaucoup d'observateurs, s'appuyant d'ailleurs sur des indications données par la Maison Blanche, en concluent que l'administration préfère laisser Saddam Hussein liquider une rébellion qu'elle considère avec méfiance, tout en continuant à espérer que le maître de Bagdad tombera ensuite comme un fruit mûr. Tel était le vœu exprimé, avant même la fin des hostilités, par M. Bush lui-

même; et il semble s'en tenir à ce schéma. « Il me semble improbable qu'il puisse survivre, a déclaré mercredi le président américain, les gens en ont assez de lui. »

Mais il n'est toujours pas question d'aider les « gens » en question, ni d'essayer d'abrèger l'effusion de sang. Affirmer qu'en tout de cause les jours de Saddam Hussein sont comptés semble au contraire pour M. Bush un moyen de justifier son attitude : « Nous allons attendre et voir comment cela se passe », a-t-il expliqué. Et sa préoccupation première reste, à en croire ses déclarations, de rapatrier aussi vite que possible les troupes américaines, tout en imposant à l'Irak de très sévères conditions pour un cessez-le-feu définitif.

Si le rapatriement des « boys » est un objectif à peu près universellement partagé aux Etats-Unis, la passivité face à la guerre civile et le refus d'engager un quelconque dialogue avec ceux qui combattent Saddam Hussein commencent à susciter un certain malaise. Les critiques viennent pour une part de ceux qui considèrent que les Etats-unis ne peuvent fuir leurs responsabilités à l'égard des conséquences de la guerre.

D'autres voient dans la confusion actuelle la confirmation d'un soupçon qu'ils nourrissaient depuis longtemps : autant l'administration a soigneusement préparé les opérations militaires, autant elle a négligé la réflexion sur « l'après-conflit ». « La cohérence de la guerre a vécu », écrit le commentateur Richard Cohen, et « l'administration Bush prend désormais chaque jour comme il vient ». De son côté, l'éditorialiste du *Wall Street* regrette une fois de plus que les forces américaines ne soient pas allées jusqu'à Bagdad, mais un autre reproche apparaît aussi, plus surprenant dans ce journal « va-t-en guerre » par excellence. Etait-il vraiment nécessaire, se demande le quotidien new-yorkais, de causer des dommages « quasi apocalyptiques » à l'infrastructure irakienne, et donc de rendre la vie si difficile aux civils, sans avantage militaire évident ? : « Un nouvel ordre mondial serait plus facile à bâtir, conclut le journal, si ceux qui ont planifié la guerre avaient liquidé le causeur de troubles et laissé tranquilles les centrales électriques. »

JAN KRAUZI

THE INDEPENDENT Friday 29 March 1991

Kurds tell of Iraqi torturers' child victims

Baghdad Radio claimed last night that Kirkuk had been recaptured as Saddam Hussein's forces used Scud missiles and fixed-wing aircraft in their fierce counter-offensive. Gwynne Roberts, in Kurdistan filming for Channel 4's *Dispatches*, toured the oil city with the Kurdish rebels who captured it.

KURDISH rebels were using bulldozers to clear the streets of Kirkuk of Iraqi corpses when I arrived in this northern Iraqi oil city, and large reinforcements of irregular forces were being sent to prepare for an Iraqi counter-offensive.

I drove freely around the city and oilfields this week on the day Baghdad Radio announced that its troops had regained control of government buildings and oil wells. There was no sign of any Iraqi government presence in the city itself, but I was told a large army base was located about four kilometres south-east of here, and still operational.

Casualties sustained in the attack on Kirkuk by the Kurds were high. Some 5,000 civilians and military were either killed or wounded in the assaults.

The crump of outgoing and incoming shells was still audible as I toured the area. In the oilfields, small groups of Iraqi army deserters were visible fleeing to the Kurdish-held areas. Three Iraqi soldiers surrendered to me and my Kurdish companions, as I was filming there for Channel 4.

They told me that their unit, officers included, was totally demoralised. "Hundreds of us are deserting. There's no food and no pay; why should we fight? Saddam is finished."

The capture by the Kurds of the Kirkuk oilfields is already changing political perspectives, and the

rebels were preparing to stake all to hold on to them. Massoud Barzani, commander-in-chief of the Kurdish rebels, said: "Kirkuk is the heart of Kurdistan. Therefore we will protect it to the end.

"When the wells are functional, they can produce 300,000 barrels a day. This will have a great effect on the development of Kurdistan. Revenues, when victory is achieved, will go to the central government and be shared out jointly, but the oppression and destruction of Kurdistan should be taken into account." Kirkuk used to supply up to 60 per cent of Iraq's oil exports.

The city's capture by the Kurds followed a well-established pattern. Large numbers of Kurdish irregular forces switched loyalty to the rebels, and turned on their former colleagues with devastating effect. Soldiers were forced to surrender or die. Most gave up within hours. The most bitter resistance came from security and Baath Party officials, who knew they could expect no mercy.

In Kurdistan, a rebel force of some 15,000 men has expanded dramatically into an irregular army of 250,000 in the past three weeks. Their weapons now include tanks, armoured cars and long-range artillery.

In the city I saw several bodies of security officials sprawled in the mud, one of them with live rounds of ammunition jammed into his mouth. A local Kurd said:

"That bastard was a torturer, and God knows how many men, women and children he persecuted. He deserved what he got."

The Kurds guided me into the pitch-black vaults of the security building used as a torture centre. In one cell pieces of human flesh — ear lobes — were nailed to the wall, and blood spattered the ceiling. A large metal fan hung from the ceiling and my guide told me prisoners were attached to the fan and beaten with clubs as they they twirled. There were hooks in the ceiling used to suspend victims.

A torture victim told me that prisoners were also crucified, nails driven through their hands into the wall. A favourite technique was to hang men from the hooks and attach a heavy weight to their testicles.

Townspersons who have overrun security buildings elsewhere in Kurdistan are finding evidence of widespread torture. Photographs from security files show Iraqi agents shooting young children tied to stakes, and countless bloodied and battered corpses. I was told that these pictures were forwarded routinely to Baghdad as evidence that the case against the prisoner was complete — that the prisoner was dead.

One Kurdish mother in Arbil said she had been forced to watch the hanging of six Kurdish boys charged with writing anti-government slogans two years ago. "As they were blindfolded, they called desperately for their mothers to help them," she said. "I was sick to my stomach."

At the Security HQ in Sulaymaniyah, Kurds found photographs of 36 children aged between nine and 14 who disappeared in 1987 and are believed to have been murdered.

I talked to a 60-year-old man who said he had been taken hostage by the Iraqis a week before and then released because of his age. He estimated some 15,000 men from Kirkuk had been taken and were being held under tight security near Takrit, about 100 miles south of here.

Parliament, page 6

Further reports, page 8

Inside File, page 8

Leading article, letter, page 20

THE INDEPENDENT Friday 29 March 1991

Baghdad claims northern oil city recaptured amid reports of massive casualties, while Kurdish leaders appeal for allied help

Saddam 'fires Scuds at Kirkuk'

SADDAM HUSSEIN's forces yesterday used Scud missiles and fixed-wing aircraft in the mounting counter-offensive to recapture Kirkuk, according to leaders of the Kurdish rebels who have captured the northern oil city in the uprising against Baghdad.

A Kurdish source said that since early yesterday, a number of Scud missiles had been fired at the city in conjunction with at least three air raids by fixed-wing planes, in contravention of the provisional ceasefire terms signed by Iraq and the US on 3 March, but with no US intervention. President Saddam's forces also used tanks and long-range artillery. Casualties were believed to be very high, although there were no figures.

Last night Baghdad radio claimed government forces had retaken Kirkuk and that President Saddam's troops were in complete control of the city, but there was no confirmation of this. The radio said Izzat Ibrahim, the vice-chairman of President Saddam's ruling Revolution Command Council, toured Kirkuk at midday "after utter defeat was inflicted on the cliques of subversion and robbery". President Saddam's aim is to ensure the flow of oil from the city in the pipeline to Turkey, according to Hoshiyar Zebari, the European envoy of the Kurdish rebels' commander-in-chief, Massoud Barzani, who led the offensive to take Kirkuk.

Mr Barzani and another Kurdish leader, Jalal Talabani, issued a joint appeal to President Bush and other allied leaders to intervene against President Saddam's use of aircraft against the uprising. Although President Saddam has repeatedly used planes against the rebels, in breach of the ceasefire, US forces have shot down only two of them.

In the south, where President Saddam's troops claim to have crushed the revolt in dozens of towns along the lower Tigris and Euphrates valley, rebels said they had recaptured Karbala, 60 miles south-west of Baghdad. The claim was treated with some caution, but Iraqi opposition sources said that in concentrating his forces around Kirkuk, President Saddam had enabled the uprising in the

By Annika Savill in London,
Hugh Pope in Istanbul and
Rupert Cornwell in Washington

south to gather new momentum.

In Washington, the State Department said President Saddam's forces were using heavy artillery, multiple rocket launchers, and helicopter gunships, which Washington had originally understood would not be used in the civil war.

President Bush talked by telephone yesterday to General Norman Schwarzkopf, as the White House moved to limit the embarrassing public argument over whether the general — as he claimed — opposed the early halt called by the President to the ground war against Iraq. Mr Bush assured the popular commander of Operation Desert Storm that they were "on the same wavelength", and that General Schwarzkopf should not worry about the flurry the incident has set off in Washington.

The disagreement reflects much unease within the administration about whether the US did halt the ground offensive too quickly, thus allowing significant elements of Iraq's army to escape.

The Kurdish leaders have appealed repeatedly for internationally supervised emergency aid to be shipped directly through neighbouring countries, especially Turkey. Turkish officials have agreed to this in principle. Turkey's Foreign Ministry spokesman, Murat Sungar, said yesterday: "We want it distributed by international agencies by truck. We are in touch with the Iraqi embassy about which route is safest."

Turkey's big Habur crossing-point with Iraq is within sight of rebel-held Zakho but could be a world away, especially since an explosion blew up the two main bridges that used to carry 5,000 trucks a day. "Our army engineers could fix them in one day, but there is no decision to do that yet," Mr Sungar said.

■ President Rafsanjani of Iran yesterday assured the visiting Italian Foreign Minister, Gianni De Michelis, that Iran was not interfering in Iraq's internal affairs, writes Safa Haeri.

The US may yet help Iraq's rebels

INSIDE FILE
by Annika Savill

AT long last, there may be a hint of a shift in the US administration's ostrich-like attitude towards the Iraqi opposition movement to Saddam Hussein. Informal contacts in the past few days between Washington and the opposition's Joint Action Committee, with which the British Foreign Office has been talking for months, suggest the US may be ready to formulate a more coherent policy.

To this end, some of the more open-minded officials in Washington have asked the Iraqi opposition leaders to prove that what is going on in Iraq is genuinely an Iraqi uprising, rather than a Kurdish-Arab conflict, or, perish the thought, an Iranian-backed Shia rebellion. This the opposition feels in a position to do; as one Kurdish source said, "one reason why we have not taken Mosul, for instance, is that it is a largely Arab-populated city and we do not want it to be a Kurdish-Arab battle."

Iraqi opposition sources say they are receiving signals that the White House and the Pentagon are now amenable to some form of contact; and that it is the Arabists at the State Department who are obstructing the process. Indeed, American diplomats in London have followed closely the British contacts with the Iraqi opposition, but have come up against a brick wall when seeking to interest their superiors in Washington. Simplistic though it may sound, the State Department Arabists' reluctance appears to be based on the fact that the two big interest groups in the Iraqi opposition are the Kurds, who are not Arabs, and the Shias, who bring to mind painful memories of Iran. The claim this week by the State Department spokeswoman, Margaret Tutwiler, that the Iraqi opposition had requested no meetings so far is bewildering: senior representatives of the Joint Action Committee — the same ones who have been holding high-level talks with the Foreign Office — spent three weeks in the United States last month lobbying for an audience with at least a lowly State Department official and failed to obtain one.

The American shift is linked to developments: the wish to put increased pressure on Saddam to ensure he accepts the block-

buster UN resolution for a formal ceasefire in the Gulf; and indications that Saudi Arabia is coming to accept the legitimacy of the united opposition, including the Kurds and Shias, and acknowledging that banking on a few exiled Iraqi generals living in Riyadh as successors to Saddam will not work.

Another significant factor is Turkey's recent contacts with the Iraqi Kurdistan Front; in the words of one Western diplomat, "Ozal astounded everyone by making a bold move that clearly meant he was banking on democracy in Iraq, and realising that has to include the Kurds." However, the Iraqi opposition's progress in enlisting Turkey's help in channelling aid to the Iraqi people has hit a stumbling block after recent representations by Saddam's ambassador to Ankara, where the latter offered guarantees of a continued oil flow to Turkey in return for assurances that any aid would go via Baghdad.

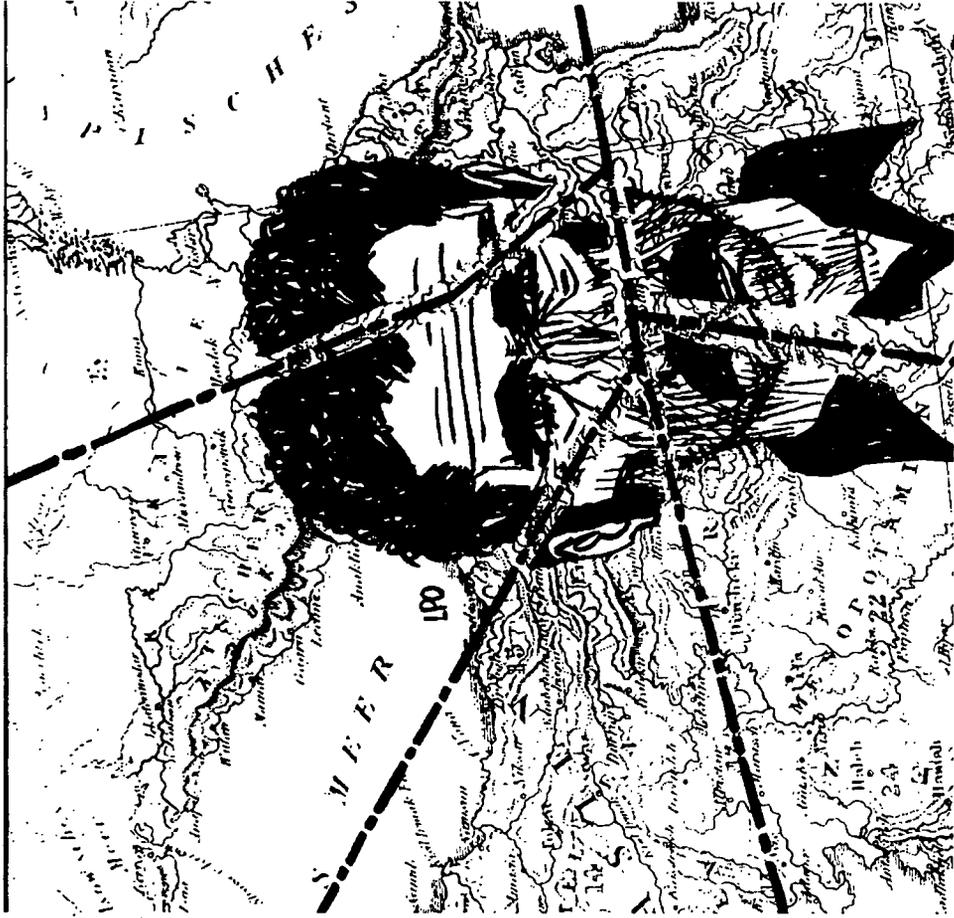
But the US transformation is a slow one; America is still failing even to prevent Saddam using aircraft against his own people in breach of the ceasefire terms, with disastrous effects for the uprising since "if he were prevented from using his aircraft, he would not be able to regain the territory he has lost," said an Iraqi opposition leader. "The American idea that the turmoil in Iraq could lead to his demise is rubbish if the US does not at least help keep his fixed-wing aircraft grounded." Still, the opposition could live with even a recapture of Kirkuk: "It would so drain Saddam's resources to hold on to it that he would not be able to keep crushing the uprising in the south," the opposition leader added.

Saddam's aim in seeking to retake the north, he said, was political rather than military. "Playing on America's fears of a fragmentation of Iraq, he is saying to the West: 'If you want me to save the country, I'll do it for you.' Yet the military risk could prove disastrous for him."

But the massive bombardment of Kirkuk spells one danger for the opposition: "It is typical of Saddam's tactics to inflict mass casualties and demoralise the population," an opposition leader said. "It risks creating a rift between the Kurdistan Front and the people, which have so far shown astounding unity and support. If we're going to win this, the aerial bombardment must stop."

El drama de los kurdos

IVES CUAU



Por qué hay silencio acerca de un pueblo cinco veces más numeroso que los palestinos? El drama de los pueblos privados de Estado es la causa de muchas tragedias internacionales. El de los palestinos, por ejemplo, todavía impedirá durante mucho tiempo el que haya una paz duradera en el Próximo Oriente. Al día siguiente de la guerra contra Irak, muchos árabes piden que no haya dos pesos y dos medidas en la aplicación de las resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

Muy bien. Desde luego que el Gobierno israelí no ha hecho bien al haber erigido al inmovilismo como doctrina política, incluso si se puede comprender su negativa a considerar a la OLP de Yasser Arafat como un posible interlocutor. El apoyo incondicional del hombre del keffiyeh a Sadam Husein no ha animado al Gobierno de Itzhak Shamir a considerar a Arafat como moderado. Admitamos que algún día Jerusalén tendrá que tratar con «los» palestinos como parece animarlos a hacer el secretario de Estado James Baker. No habrá arreglo duradero en Tierra Santa sin que se cree un auténtico hogar nacional para los hijos de la «intifada». Pero la hipocresía internacional sobrepasa los límites de la decencia cuando pretende querer evitar el famoso «dos pesos y dos medidas» comparando la liberación de Kuwait con el único caso de la Judea Samaria y de Gaza, ocupados por el Ejército israelí desde junio de 1967.

Hay otro drama internacional en la región, de mucha mayor amplitud y que deja a las buenas personas totalmente indiferentes. Los palestinos son cuatro millones. Los kurdos son más de 20 millones, fragmentados en cinco países. Hay 10 millones en Turquía, seis millones en Irán, tres millones en Irak, 800.000 en Siria y 350.000 en la URSS. Este viejo pueblo indoeuropeo, convertido en su inmensa mayoría al islam sunnita desde el 637, tiene una historia gloriosa y una lengua común. Fue

por parte del Kurdistan.
¡Pobres kurdos! Las divisiones tribales y las querrelas entre señores de la guerra no les han facilitado la tarea, naturalmente. Pero han sido víctimas del cinismo de las grandes potencias y la fatalidad los ha condenado a ser los artifices de su propia desdicha. Como son nacionalistas irreductibles, muchas veces se han visto obligados a apoyarse en el enemigo de su enemigo. Y lo han pagado. En 1975, el sha del Irán abandona de la noche a la mañana a los «peshmerga» del legendario Mustafa Barzani tras la firma del acuerdo de Argelia e Irak sobre el Chatt el-Arab y les retira su apoyo logístico. En 1988, en cuanto acaba la guerra con Irán, Sadam Husein se vuelve contra el Kurdistan con toda la ferocidad de que es capaz.

Son gaseados 5.000 civiles en plena noche en la pequeña ciudad de Halabja. Halabja, justamente, cuando acaban de ocuparla otra vez los indomables combatientes de la montaña. Pero Bagdad lanzará contra ellos los restos de su Guardia Republicana en cuanto acabe con los chitas del sur. ¿Y qué harán las grandes potencias? Nada, como de costumbre. El Eliseo y el Quai d'Orsay le han prohibido recientemente al buen doctor Kouchner, secretario de Estado para la Acción Humanitaria, que participe en un coloquio sobre la cuestión kurda organizado en Washington.

Los palestinos han mediatizado su causa utilizando el arma del terrorismo por el mundo entero. Los kurdos, a excepción de algunos grupúsculos establecidos en Turquía y en Siria, siempre se han negado a eso y han muerto por decenas de miles con el arma en la mano y ante la indiferencia general. Más vale no buscar la huella de la condena de las Naciones Unidas después del gaseado masivo de Halabja. No existe...

Ningún hombre de buena voluntad puede reprocharles a Bush, a Baker o a Mitterrand su compasión por los palestinos. Pero su silencio sobre los kurdos es estridente.

Los británicos quisieron conservar en su protectorado iraquí la región de Mosul, rica en petróleo. Los vencedores de la Sublime Puerta le concedieron a la Turquía del jacobino Kemal Atatürk la ma-

vergonzosamente traicionado al final de la Primera Guerra Mundial. El Tratado de Sévres de 1920 preveía su autonomía sobre las ruinas del imperio otomano. El de Lausana, en 1923, rompió el sueño.

LE QUOTIDIEN DE PARIS 30 mars 1991

Irak : la bataille du Kurdistan

LES forces gouvernementales irakiennes semblent avoir entrepris une vaste offensive dans le nord du pays contre les insurgés kurdes. Hier, un communiqué de l'ambassade d'Irak à Amman, citant une source officielle au ministère de l'Information à Bagdad, annonçait que les forces loyalistes marchaient « sur Erbil et Souleimanieh ». « Après avoir repris totalement Kirkouk et ses faubourgs, les forces irakiennes se dirigent actuellement en direction des provinces d'Erbil et de Souleimanieh et contrôlent déjà une grande partie des routes qui y mènent », précisait ce communiqué. Dans la soirée de jeudi, l'agence officielle irakienne INA avait annoncé que la ville de Kirkouk avait été « totalement nettoyée » des « poches de la résistance menée par des agents appuyés par des régimes hostiles à l'Irak. »

De son côté, à Washington, le Département d'Etat avait confirmé l'assaut lancé par les loyalistes contre la ville de Kirkouk, tenue depuis plusieurs jours par les rebelles kurdes. Le porte-parole du Département d'Etat avait précisé que les forces régulières utilisaient des chars, des hélicoptères, de l'artillerie lourde et probablement des lance-roquettes. De leur côté, les insurgés kurdes ont démenti avoir perdu Kirkouk mais fait état de très violents combats de rue. A Paris, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, avait, pour sa part, exprimé jeudi soir son indignation à propos des bombardements irakiens contre les Kurdes d'Irak.

« Au moment où il me parlait, avoir indiqué M. Kouchner, des Sukhoï, des hélicoptères et de l'artillerie lourde bombardaient Kirkouk avec des bombes au napalm et au phosphore. »

Pour sa part, l'opposition kurde a affirmé hier, depuis Damas, que l'armée irakienne avait « déporté plus de 100 000 Kurdes » de la région de Kirkouk, dans le Nord-Est, et arrêté « des milliers » d'autres dans ce secteur.

● Zakho, dans le Kurdistan irakien, est devenue en quelques jours le quartier général de la rébellion qui tient tête, selon ses responsables, aux contre-offensives de l'armée de Bagdad dans le nord du pays.

Cette petite ville, à 40 km de la frontière avec la Syrie marquée par le fleuve Tigre, a été la première à



Zakho attend la contre-attaque de l'armée irakienne.

Zakho, ville libérée et sinistrée

être « libérée », selon la résistance kurde, et a accueilli mardi Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) rentrant de 18 mois d'exil à Damas et à Londres.

Un groupe de journalistes étrangers, dont l'envoyée spéciale de l'AFP, s'y trouve depuis mardi à l'invitation de l'UPK.

Zakho est privée d'eau et d'électricité depuis le 17 janvier, jour du déclenchement des hostilités contre l'Irak. Une grave pénurie alimentaire y sévit et les magasins sont vides.

Ces dernières années, sa population est passée de 70 000 à 150 000 habitants après la destruction d'une trentaine de villages des environs par l'armée irakienne, lancée, selon les responsables de la résistance, dans une véritable stratégie de « terre brûlée ».

Les formations appartenant au Front du Kurdistan d'Irak — qui regroupe huit partis dont les deux principaux sont l'UPK et le Parti démocratique kurde (PDK) de Massoud Barzani — en ont fait leur principal centre opérationnel.

Dans les rues, tous les hommes sont armés, qu'ils soient vêtus de treillis militaires ou de l'habit traditionnel kurde — large pantalon bouffant, ceinture de tissu, turban sur la tête et cartouchières en bandoulière. Beaucoup de femmes sont dissimulées sous des tchadors noirs. Mardi, une foule compacte a fêté le retour de Jalal Talabani, accompagné de Sami Abdel Rahman, chef du Parti des prolétaires du Kurdistan (PPK). M. Talabani a annoncé à cette occasion que les dirigeants de l'opposition au Kurdistan discutent de la possibilité de créer un gouvernement par intérim en Irak même.

Selon des responsables de la rébellion, les combats contre l'armée de Bagdad ont duré trois jours à Zakho. Ils ont affirmé à l'AFP que « 100 000 révolutionnaires kurdes ont défait huit divisions irakiennes, soit 24 000 hommes ».

« Les violentes batailles n'ont duré que dix heures, et le nombre des victimes n'a pas dépassé les cent », assure Abou Mohamad, 35 ans, un des responsables du PDK.

Le 13 mars au matin, toutes les forces régulières irakiennes se sont rendues aux Peshmegas. « On leur a pris leurs armes, lourdes et individuelles, et on leur a dit de rentrer chez eux. La plupart sont partis pour Mossoul », ajoute Abou Mohamad qui vit depuis 20 ans dans les montagnes kurdes.

« Nous n'avons pas tué les soldats quand ils se sont rendus », raconte Abdel Samad, 30 ans, qui explique qu'il a déserté l'armée régulière pour rejoindre les rangs de la rébellion. « On les renvoyait vers Mossoul », dont la résistance assure contrôler les quartiers nord, « mais la garde républicaine les enrôlait à nouveau. C'est pourquoi depuis une semaine nous les expédions dans un camp en Syrie après les avoir fait traverser le Tigre dans des hors-bords ».

De fait, les journalistes ont constaté que des dizaines de soldats irakiens escortés de Peshmegas traversaient le fleuve en direction de la ville syrienne de Kamechli mais ils n'ont pu déterminer l'emplacement exact du camp.

Une noria de civils fuyant les combats vers la Syrie et de résistants transportant vers le Kurdistan des armes et des munitions se croise également sur le Tigre dont les eaux ont été gonflées par de fortes pluies.

Rouba KABBARA (AFP)

International Herald Tribune March 30, 1991

U.S. Turns Down Plea to Intervene As Kirkuk Falls

Compiled by Our Staff From Dispatches

DAMASCUS — Iraqi Kurds fighting the forces of President Saddam Hussein said Friday that they had been driven from the city of Kirkuk after fierce battles with government troops, the latest in a series of setbacks for the rebels.

Other Kurds, in London, later claimed that Kirkuk had been retaken from Iraqi troops. But the U.S. State Department said in Washington that the important oil-producing center was in the hands of Saddam Hussein's forces.

A White House spokesman declared that the U.S. government

The Gulf

Can Iraq still make a nuclear bomb? A 27.6-pound question.

Israel is adamant about not returning land to the Arabs.

Articles on Page 3

regretted the carnage in Iraq but would not intervene on the side of insurgents.

"We are operating in Iraq on the basis of the UN mandate," said Roman Popadiuk, the deputy White House spokesman. "Once that mandate is totally fulfilled, U.S. troops will be coming out. We have no plans for keeping our troops in Iraq or in the Gulf region one day longer than necessary."

The administration rebuff was to a request from the Iraqi Kurdistan Front that asked President George Bush to help them.

"You personally called upon the Iraqi people to rise up against Saddam Hussein's brutal dictatorship," two Kurdish leaders wrote in a statement directed to Mr. Bush. "They have now risen and are confronting the might of Saddam's tyranny."

The leaders, Jalal Talabani and Masoud Barzani, asked the United States to intervene to prevent Mr. Hussein from using "heavy weapons of mass destruction against civilians," including fixed-wing aircraft and combat helicopters.

"The issue of internal unrest in Iraq is an issue that has to be settled between the government and the people of Iraq," Mr. Popadiuk said. "It's a decision for the people of Iraq to make in terms of the leadership."

Asked if the United States might consider providing rebels with such

arms as Stinger missiles, Mr. Popadiuk said: "Our mandate was to get Iraq out of Kuwait. We fulfilled that mandate. Our next step is to get a permanent cease-fire so that our troops can be withdrawn."

The newest setback for the insurgents was announced in Damascus by a spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan. "Our forces retreated from Kirkuk," he said after communicating with rebel leaders in Iraq. "They are about two kilometers outside the city."

The report, quoted by Reuters, coincided with an admission by a major Iraqi Shiite opposition group that Mr. Hussein's troops had recaptured virtually all cities and towns in southern Iraq and that Iraqi rebel forces were now reduced to fighting mainly in rural areas.

In an interview in his headquarters in Tehran, the exiled Iraqi Shiite leader, Hojatolislam Mohammed Bakr Hakim, said opposition forces had been forced to withdraw from the cities about a week ago.

But he insisted that 10,000 rebels were in control of rural areas and were continuing guerrilla-style attacks on government forces.

"It's all in the hands of the Iraqi people now," Hojatolislam Hakim said.

Iraqi rebels fled to U.S. lines Friday after troops loyal to Mr. Hussein recaptured Samawa, which was believed to be the last major town held by the rebels in southern Iraq.

Iraqi troops used helicopters, missiles and heavy artillery to seize control of Samawa on Thursday night after five days of bitter fighting.

"Tell the world about us," said Ghazi Abdul Razzak, a rebel who escaped from Samawa. "We need help to get rid of the butcher."

Despite the discouraging news for the opposition, an allied military source in Saudi Arabia said the uprising in Iraq could drag on for months with Mr. Hussein's defeated army proving unable to match the mobility of the rebels as they switched attacks from one end of the country to the other.

The sources, speaking Friday in the Saudi capital, Riyadh, said the Iraqi Army, defeated by the allies in the Gulf war, did not have the manpower to quickly crush the Kurds.

Fighting throughout Iraq could drag on for weeks or even months with rebel resistance continuing the same way the Afghan mujahidin fought the Soviet Union, they said.

One U.S. military official said, "It seems like the rebels are one or

two steps ahead — the way the violence is moving around and the way the Iraqi forces are being moved from one end of the country to another to cope with it."

"This rebellion will drag on mainly because pressure points keep shifting from one place to another," he said. "The rebels will hold out for as long as they can, but if they have to bail out they will."

"It's a bit like the kid trying to plug three holes in the dam with two fingers — when he moves one, another hole opens," he added. "They don't have much of an army left, so they really have to scramble."

The sources said Mr. Hussein initially shifted several divisions of troops stationed at the border with Turkey, Iran and Syria to quell rebellions that broke out in the south after the bulk of his army was defeated.

"He seemed to be getting a grip on it, but when the Kurds got going he had to shift them all north," a Western military source said. "Then the fires started breaking out again in the south."

"He can't hold the Kurds and the south is nowhere near as crushed as he would have us believe," he said. "There's a lot of claim and counter-claims, but I would doubt whether his army could retake Kirkuk and hold it."

The sources said that tens of thousands of disillusioned Iraqi soldiers who deserted during the six-week war had joined the rebels with their artillery, shoulder-held anti-aircraft weapons, anti-tank weapons and other arms and ammunition.

Allied military sources put the strength of forces still loyal to the Iraqi government at about 16 divisions, or about 150,000 to 200,000 troops, mainly infantry.

Government troops launched their offensive against Kirkuk, a major oil-producing center in Kurdish territory, earlier this week, using tanks, artillery and helicopter gunships.

The official Iraqi press agency, INA said Thursday that resistance in the city crumbled swiftly and that government forces "completely and totally purged the city of agents and sabotage before noon."

In addition to Kirkuk, government troops also launched a combined tank and helicopter attack on the town of Sheikhan, between D'hok and Arbil, recapturing it, according to rebels and refugees speaking to reporters in Iraq.

(Reuters, NYT)

Kurds Say They Lost Key City To Iraqis

Liberation
30 mars 1991

IRAK

Kirkouk, la grande bataille des Peshmergas

Des semaines durant, Kirkouk, dans le nord de l'Irak, a été l'objet de violents affrontements entre les forces de Bagdad et les rebelles kurdes. Reportage dans la ville, à la veille d'une nouvelle offensive.

Kirkouk, envoyé spécial

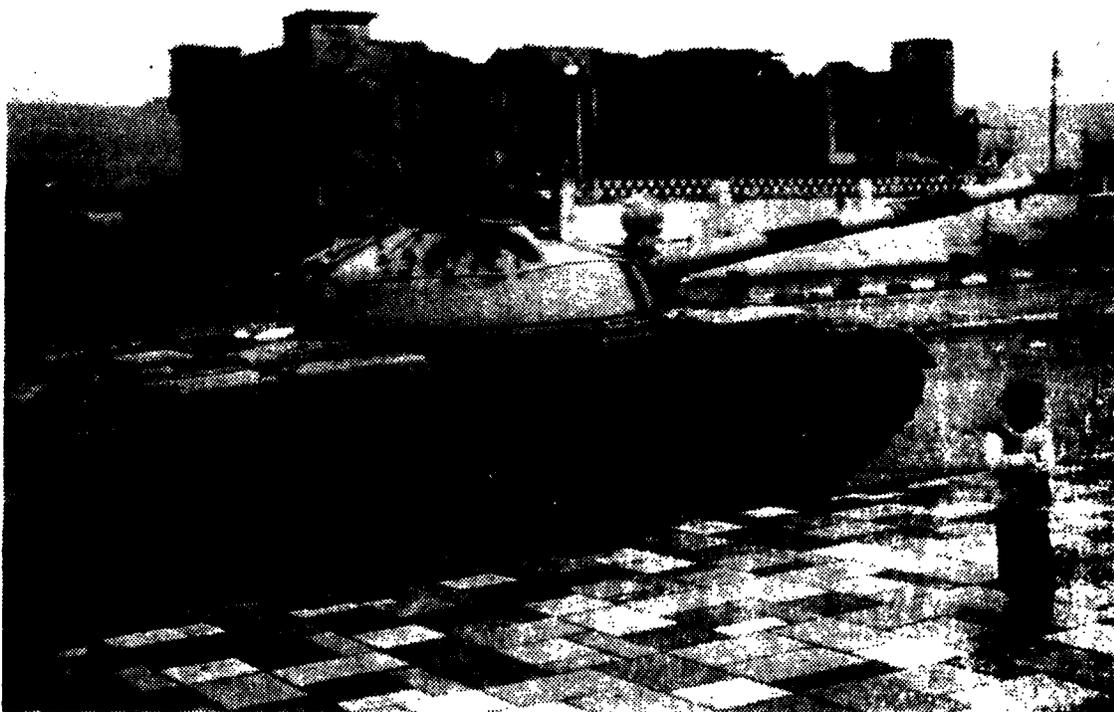
Mercredi, le Kurdistan irakien s'est cru libre. Près de quinze jours après l'insurrection déclenchée le 14 mars à l'aube, la résistance kurde contrôlait l'essentiel du pays, de Zakhia, en bordure de la frontière turque, à Rania, en bordure de l'Iran, de Amadiyah à l'extrême-nord de l'Irak jusqu'à Tuz Khurmatu, la portion la plus avancée des insurgés au Sud, à moins de 200 kilomètres de Bagdad.

Les trois chefs-lieux des gouvernorats kurdes, Dohouk au Nord, Sulaymaniah à l'Est, Arbil au centre, sont désormais autant de places fortes pour les Peshmergas. Arbil qui fut, depuis 1974, la « capitale » de la « région autonome », cette fiction décrétée par Bagdad, est la capitale du Kurdistan libre. Massoud Barzani, le fils du légendaire Mustapha Barzani, président du Parti démocrate du Kurdistan d'Irak (PDK) et coprésident avec Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique kurde (UPK), du Front kurde qui regroupe les principales organisations de la résistance, y a installé son état-major.

Kirkouk, la capitale économique et pétrolière du nord irakien, avait été libérée après quatre jours d'une bataille difficile au cours de laquelle les Peshmergas — le mot littéralement signifie « celui qui va au-devant de la mort » — avaient subi des pertes importantes (2000 blessés, 250 tués). Kirkouk était depuis lors bombardée chaque jour et chaque nuit par l'artillerie lourde de l'armée irakienne, depuis les lointains faubourgs de la ville, au Sud et à l'Ouest, ainsi que par les hélicoptères venus de Tikrit, le village natal de Saddam Hussein, à 120 kilomètres au Sud-Ouest.

Avant que la ville ne tombe aux mains des Irakiens, jeudi soir, dans la nuit de mardi à mercredi puis de nouveau mercredi à l'aube, les obus qui se sont abattus au hasard ont fait, selon les sources kurdes, au moins 45 victimes parmi la population civile. Abdelkader Jabari, membre du bureau politique du Parti socialiste kurde, nous précisait mercredi que « l'artillerie de Saddam a atteint sept endroits différents dans la ville, détruisant entièrement 22 maisons. Le but n'est pas militaire, mais politique, ajoutait-il, il s'agit de terroriser la population, de rendre toute vie impossible ».

Des dizaine de milliers d'habitants de la cité (25 % de la population selon les responsables kurdes) l'ont fuie depuis



Au Kurdistan. « Nous avons pris des dizaines de chars », affirment les rebelles kurdes.



le 18 mars et s'ils semblaient moins nombreux mercredi que la veille, c'est que les moyens de transport disponibles se sont encore raréfiés faute de carburant.

Kirkouk est une ville kurde, mais la politique d'« arabisation » forcée de Saddam Hussein, qui visait l'ensemble du Kurdistan, l'a prioritairement frappée en raison de son intérêt vital pour Bagdad. Un quart des quatre millions de barils de pétrole brut exportés par l'Irak avant la guerre Iran-Irak, partait de Kirkouk et de sa région. Cette richesse qui, selon Nashwan Amine, secrétaire général adjoint de l'UPK de Jalal Talabani, « n'appartient ni aux arabes, ni aux Kurdes, mais à toute l'humanité ». Saddam Hussein a voulu l'accaparer « pour son régime et pour les siens ».

Sur les quelque 8000 employés et cadres du pétrole dans la région de Kirkouk, « 21 seulement sont kurdes », affirmait ce responsable. Il ajoutait que « 30 ans auparavant, une bonne part des ouvriers étaient recrutés dans la population locale et de nombreux ingénieurs ou techniciens kurdes étaient employés par l'industrie pétrolière, mais après le coup d'Etat du parti Baas en 1968, l'arabisation a commencé et n'a cessé de s'accélérer ».

La libération de la ville, le 18 mars, n'a pas mis fin à la bataille militaire. Elle s'est concentrée alors sur l'immense camp militaire Khaled al Walid qui s'étend sur 250 kilomètres carrés au sud-ouest de Kirkouk. Jour après jour, les Peshmergas avaient gagné un peu plus de terrain. Lundi et mardi, ils avaient entièrement pris le contrôle de l'aéroport militaire. Mercredi, ils avaient gagné trois kilomètres en profondeur. Selon Abdelkader Jabari, l'armée irakienne n'occupait alors que 20 % du camp, d'où ses canons et ses mortiers continuent de pilonner la ville.

Nous étions mercredi dans l'enceinte de l'aéroport. Les bâtiments, qu'occupait jusqu'il y a quelques jours l'armée de l'air irakienne, portaient encore les traces des bombardements américains récents. Deux immenses hangars ont été soufflés par le tir de l'US Air force

qui a néanmoins laissé les pistes intactes. Intacts également les nombreux bunkers de béton en forme de pyramides tronquées dissimulés dans la verdure. Il n'y avait plus d'avions visibles, sinon les débris d'un Sukhoï dans l'un des hangars dévastés.

Durant l'après-midi de mercredi, la ville avait vécu quelques heures de calme quand soudain une rafale de fusées Katioucha s'est abattue sur les maisons proches de l'aéroport. Quelques minutes plus tard on entendait les sirènes d'ambulances. Selon des journalistes étrangers qui se trouvaient par hasard à l'hôpital principal de la ville, 6 blessés graves dont 2 enfants ont été débarqués dans la salle d'urgence.

Les responsables militaires du Front continuaient de prédire une contre-attaque imminente. Certains faisaient état de l'arrivée de nouveaux renforts de troupes de Saddam Hussein estimant qu'une force de près de 35000 hommes serait acheminée et pour partie au moins déjà installée à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Kirkouk. D'autres s'en tiennent au chiffre de 9 à 10000 soldats, dont 3000 appartiennent aux unités d'élite de la garde républicaine, estimation plus vraisemblable. Devant le siège du Gouvernorat de Kirkouk où le Front kurde a installé son état-major, des centaines de Peshmergas étaient ras-

semblés mercredi soir. Grimpés sur des camions autour de mitrailleuses lourdes, empilés dans des voitures ou allongés sur les pelouses du boulevard qui fait face au bâtiment, ils attendaient le moment de gagner le « Front ». « Nous allons essayer d'en finir avec le camp Khaled cette nuit, une grande bataille se prépare », expliquait l'un des commandants.

Quelque 800 Peshmergas, renforcés des miliciens venus des tribus et qui constituaient jusqu' alors les « groupes de défense patriotique » au service du régime, sont finalement partis pour la bataille qui s'annonçait. Avec l'apport de ces anciens collaborateurs du régime, que les Kurdes, traditionnellement ont baptisé « Jahch » (les mulets), désormais ralliés à la « révolution ». Les responsables du Front estimaient pouvoir mobiliser 17000 hommes pour la défense de Kirkouk en cas de contre-attaque. Les armes ne manquaient pas, Kalachnikov, mitrailleuses lourdes, mortiers de petit et moyen calibre, canons et même chars. « Nous avons pris des dizaines de chars, affirmait Nashiwan Amine. Nous en avons trop par rapport aux hommes capables de s'en servir. Après deux mois d'entraînement, nous aurons les moyens de les utiliser. »

L'armée de Saddam n'a pas attendu ces deux mois pour contre-attaquer. Si le moral de la troupe est bas, les

redditions en masse au Kurdistan l'ont prouvé, la supériorité logistique des soldats de Saddam est indiscutable. Nashiwan Amine qui est aussi l'un des responsables militaires du « Front » admettait lors de notre conversation que la résistance kurde pouvait perdre la ville. « Il arrive dans une guerre que l'ennemi puisse regagner une position perdue. Ce que n'est qu'un épisode de la bataille. Pas une catastrophe. Mais, enchaînait-il aussitôt, nous nous battons jusqu'au bout pour Kirkouk. » **Marc KRAVETZ** « Il faut empêcher que l'on tue à nouveau les Kurdes irakiens qui ne souhaitent pas bouleverser les frontières, qui ne réclament pas l'indépendance, mais la démocratie pour l'Irak. Ce qui m'indigne, c'est que personne ne soit indigné lorsqu'on assassine des Kurdes irakiens. Ce qui m'indigne, c'est le retour du cynisme », a déclaré à *Liberation* Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Les rebelles kurdes et chiïtes marquent le pas

Kirkouk, la capitale pétrolière du nord de l'Irak, au centre de violents combats depuis plus d'une semaine, ne serait plus aux mains des rebelles. Hier soir, les Kurdes de l'Union patriotique du Kurdistan

(UPK) ont eux-mêmes annoncé leur retrait de la ville, par l'intermédiaire d'un communiqué lu à Damas. « Nos forces se sont repliées. Elles sont maintenant à deux kilomètres de Kirkouk », a dit un porte-parole, avant de préciser que les rebelles avaient toutefois lancé une nouvelle offensive à « 16 heures GMT pour essayer de reprendre le contrôle » de la cité. Plus tard, à Londres, un porte-parole du Front kurde (regroupant les différents mouvements) annonçait que la ville était de nouveau « entièrement sous le contrôle des Kurdes » et que l'armée irakienne était « en déroute ». L'agence officielle irakienne INA, au contraire, réaffirmait que les forces gouvernementales « s'étaient bien emparées » de Kirkouk, « dans un mouvement d'envergure décisif ».

Au Caire, un envoyé spécial de Saddam Hussein déclarait, lui, que « la rébellion d'après-guerre contre son gouvernement était sur le point d'être contrôlée, au Sud comme au Nord ». Et apparemment, le recours de l'armée à sa force aérienne a été l'élément déterminant du conflit : dans la matinée d'hier, les rebelles kurdes étaient sous le feu d'avions Sukhoï et d'hélicoptères, dans la ville toute proche de Kharankhazajar.

A Paris, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), un des principaux mouvements kurdes d'opposition à

Saddam Hussein, a lancé un appel pressant au Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU pour qu'ils mettent fin « à l'agression des forces criminelles du régime de Bagdad ». L'UPK avait auparavant affirmé que l'armée irakienne a « déporté plus de 100000 Kurdes » de la région de Kirkouk, dans le Nord-Est, et arrêté « des milliers » d'autres.

Dans le sud du pays, chiïte, les forces irakiennes semblent également poursuivre la reprise en main. L'opposition chiïte a implicitement reconnu qu'elle ne contrôlait plus désormais la plupart des villes. Le parti intégriste ad-Da'wa a affirmé, depuis Damas, que Nassiriya, chef-lieu de la province de Zi-Qar, proche des lignes alliées, est divisé entre les partisans et les adversaires du régime. La situation à Kərbala, au sud de Bagdad, reste confuse. Selon ad-Da'wa, les insurgés chiïtes en ont repris jeudi le contrôle, mais Bagdad affirme qu'elle est toujours sous son contrôle.

Malgré ces évolutions, la Maison Blanche n'a pas réagi hier. Mettant fin à la polémique qui agitait Washington depuis quelques jours, le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef des forces US dans le Golfe, a dit avoir présenté « ses excuses » à George Bush, pour avoir déclaré que l'offensive contre l'Irak aurait dû se poursuivre. **Avec AFP, Reuter**

Samedi 30 mars 1991

Dimanche 31/Lundi 1^{er} avril 1991

LE COURRIER

Deux dirigeants de l'insurrection kurde, Jalal Talabani et Massoud Barzani, ont appelé vendredi George Bush à l'aide, devant la vaste offensive lancée par les forces gouvernementales. Mais les Etats-Unis ont réaffirmé le même jour qu'ils n'interviendraient pas dans une affaire « intérieure » de l'Irak.

Les autorités irakiennes ont affirmé jeudi soir avoir repris aux rebelles la ville de Kirkouk, dans le nord du pays. Mais les insurgés déclarent tenir encore la ville – dont ils s'étaient assurés le contrôle la semaine dernière – malgré les moyens employés par les forces irakiennes : aviation, artillerie et missiles.

Jalal Talabani et Massoud Barzani, dans un communiqué diffusé par le Front du Kurdistan irakien, notent que George Bush « a demandé au peuple irakien de se soulever contre la dictature brutale de Saddam Hussein » après sa défaite au Koweït.

Mais les Irakiens, dont les Kurdes, qui ont répondu à cet appel n'ont en fait « aucun moyen de défense efficace » contre les offensives du Gouvernement. Le peuple irakien n'a plus qu'un « seul espoir » d'éviter une « catastrophe imminente », c'est que la « communauté internationale empêche Saddam Hussein de poursuivre ses massacres barbares ».

Les deux dirigeants demandent aux Etats-Unis d'empêcher l'Irak de faire usage de ses avions, hélicoptères, missiles, artillerie lourde, bombes au napalm ou au phosphore contre les civils.

Ils invitent l'ONU à surveiller la destruction de l'arsenal irakien de missiles balistiques.

Les Etats-Unis souhaitent pourtant ne pas intervenir. « Nous opérons en Irak sur la base du mandat de l'ONU », a déclaré Roman Popadiuk, porte-parole de la Maison-Blanche. « Notre mandat consistait à sortir l'Irak du Koweït. Nous l'avons rempli. Notre objectif est maintenant d'obtenir un cessez-le-feu permanent, afin de pouvoir retirer nos troupes. »

De surcroît, « la question des troubles intérieurs en Irak doit être réglée entre le Gouvernement et le peuple d'Irak ». M. Popadiuk a démenti que George Bush éprouve de la frustration concernant la non-intervention des Etats-Unis. Le président américain « est satisfait du fait que les militaires aient bien travaillé en repoussant l'agression irakienne. En termes de souffrances humaines, que cela soit au Koweït, en Irak, ou dans tout pays, le président, bien sûr, compatit avec ces personnes ».

Selon des responsables de l'Administration Bush, les experts ont conclu que les Etats-Unis ne retireraient que peu d'avantages à aider les rebelles kurdes, au nord, ou les chiïtes pro-iraniens au sud.

L'offensive contre les positions kurdes, écrivait vendredi le journal de l'armée irakienne « Al Qadissiyah », « se déroulait bien et conformément aux plans ». L'agence officielle INA rapportait de son côté, que le commandant

adjoint des forces irakiennes. Izzat Ibrahim, a envoyé vendredi un télégramme à Saddam Hussein, pour l'informer que les loyalistes « se sont étendus dans la ville (Kirkouk) pour inspection et remettre les choses en ordre, conformément à vos vœux ».

Des journalistes occidentaux présents à Dohouk (à 40 km au sud de la frontière turque), ville aux mains des insurgés, ont par ailleurs rapporté que les civils, par dizaines de milliers, fuyaient vers les montagnes environnantes. « Dohouk est pratiquement déserte, à l'exception des combattants », témoignait Jim Muir de la BBC.

Schwarzkopf s'excuse

Enfin, le général Schwarzkopf a présenté vendredi ses « excuses » au président Bush pour avoir déclaré que l'offensive aurait dû se poursuivre.

« Je m'excuse auprès du président. Je suis absolument désolé du mauvais choix de mes termes », a expliqué le général, précisant que George Bush l'a appelé jeudi au téléphone pour lui dire « d'oublier » cet incident « pas important ».

Le général avait déclaré lors d'une interview mercredi à la chaîne de télévision américaine PBS qu'il avait recommandé de « poursuivre la marche » de l'offensive terrestre. Il a souligné vendredi qu'il soutenait à « 100% » la décision de George Bush d'avoir mis un terme aux hostilités. **(AP)**

Irak: l'insurrection semble perdre du terrain
Appel kurde à Bush



THE INDEPENDENT SATURDAY 30 MARCH 1991

Bush rejects insurgents' appeal as air power helps Saddam to regain control of oil city

Kurdish rebels give up Kirkuk to Iraqi army

KURDISH forces fighting to overthrow Saddam Hussein yesterday withdrew from Kirkuk and conceded the northern oil city to the Iraqi army, saying the civilian casualties inflicted by President Saddam's intense aerial bombardment were running too high.

At the same time, the White House rebuffed an appeal from Kurdish leaders to intervene against Saddam's use of helicopters, heavy weaponry and fixed-wing aircraft — which is in breach of the ceasefire terms signed by Iraq and the US — against the people of Kurdistan. "The issue of internal unrest in Iraq... has to be settled between the government and the people of Iraq," said a White House spokesman, Roman Popadiuk. "It's a decision for the people of Iraq to make in terms of the leadership."

A spokesman for the Iraqi Kurdistan Front said thousands of civilians had died in the bombardment of Kirkuk by fixed-wing aircraft and Scud missiles in the past two days, and large parts of the city, captured by the rebels 10 days ago, had been destroyed. If allowed to rise further, the toll risked causing a rift between the Kurdistan Front leading the fighting and the civilian population, which has so far been united behind the rebels.

The message rebuffed by President George Bush, signed by the two Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, said: "You personally called upon the Iraqi people to rise up against Saddam Hussein's brutal dictatorship. They have now risen and are confronting the might of Saddam's tyranny." Asked if President Bush did not bear some moral responsibility for having urged

By Annika Savill in London and Edward Lucas in Washington

Iraqis into rebellion, Mr Popadiuk could only respond: "I think what the President was doing was accurately portraying the role that Saddam Hussein has played in Iraqi history. He was trying to reinforce it to the Iraqi people. It is for those Iraqi people to make a decision as to their political future."

The Kurdistan Front said in a statement yesterday its "attacks on Kirkuk will continue in order to drain the resources" of Saddam's forces, adding: "the Iraqi army has a momentous task ahead to regain Iraqi Kurdistan."

Saddam had deployed at least six divisions and 300 tanks to Kirkuk, the site of the Iraqi Oil Company and one of the country's economic lifelines, according to a spokesman for the Front; he would have to keep huge numbers there to hold the city, which would allow the uprising in the south to gather new strength. There were already some indications of that: opposition sources said yesterday that the southern town of Nashwa, near Basra, had been deserted by Saddam's troops, and also reported clashes in Kut and Amara.

The Kurdistan Front said Saddam's forces had rounded up 100,000 young Kurds from Kirkuk, Tuz Khurmatu and Daqok, and that they had used Sukhoi jets — again in violation of the temporary ceasefire — to attack the town of Kharankhazajar. The reports of the use of fixed-wing aircraft failed again to prompt intervention from US forces.

Following yesterday's rebuff from

President Bush, the leadership of the Kurdistan Front sent an urgent appeal to the UN Secretary-General, Javier Perez de Cuellar, and to the Security Council: "The Iraqi Kurdistan Front appeals to you to intercede to stop this unprecedented human tragedy in Kurdish history," it said. "We call upon members of the international coalition to end this brutal massacre and to ensure urgent relief aid to the Kurdish people."

The White House's position reflects the difficulty of satisfying the competing demands of "winning the peace", bringing the US troops home quickly, and keeping the allies happy. The Kurds and Shias may be useful in destabilising Saddam, but are ultimately written off as fall guys. President Ozal of Turkey — which has a large and restless Kurdish population — is said to have urged President Bush last week to preserve stability rather than help the rebels, following contacts between Saddam's ambassador to Ankara and the Turkish government.

The US policy, which is in stark contrast to Britain's regular contacts with the Iraqi opposition, is dulling the public lustre of military victory in the Gulf; public disagreement is so far coming only from media commentators and academics, but may well spread to Congress. Columnists have drawn comparisons with the crushed uprisings in Warsaw in 1944 and Budapest in 1956.

■ BEIRUT — A human rights group yesterday accused Saudi security forces of using cattle prods and firearms to put down a demonstration in support of the uprising in southern Iraq, injuring about 50 people, AFP reports.

LE FIGARO 30 mars 1991



Du balcon de son quartier général dans le village de Zakho au nord de l'Irak, le chef des rebelles kurdes, Jalal Talabani, salue ses partisans. (Photo AFP.)

Irak : la bataille de Kirkouk continue

La rébellion kurde accuse Bagdad d'organiser des déportations massives.

La bataille pour Kirkouk, métropole du Kurdistan, continuait hier, et la situation restait confuse ailleurs en Irak.

Selon les rebelles kurdes, l'armée de Saddam Hussein aurait, dans la région de Kirkouk, arrêté des milliers d'hommes en âge de se battre, et déporté plus de 100 000 personnes, femmes, enfants et vieillards.

Après la reconquête de Kirkouk, annoncée jeudi soir par la Garde républicaine, les « opérations de nettoyage » se poursuivaient hier, d'après la presse de Bagdad. Les media officiels n'ont localisé aucune autre région ou ville du Kurdistan qui aurait été reprise aux insurgés.

Selon les Kurdes, en revanche, à Kirkouk, des combats « acharnés » continuaient hier, d'une maison à l'autre, pour repousser l'offensive lancée par l'armée régulière. Malgré des tirs d'artillerie, de missiles et de chars, la plus grande partie de la ville resterait aux mains des rebel-

les. Il n'existe aucune confirmation indépendante. Le département d'État américain a indiqué que les troupes irakiennes avaient infligé jeudi de sérieux dommages à Kirkouk. Hier soir, des dirigeants kurdes à l'étranger ont même indiqué que la ville avait été évacuée par leurs troupes, avant d'annoncer quelques heures plus tard la reprise de la cité.

La rébellion kurde a par ailleurs reconnu avoir subi des bombardements aériens dans la ville de Kharankhazajar, entre Kirkouk et Soultamaniya. Mais elle assure aussi avoir pris le contrôle de la ville de Shaykan, considérée comme une étape importante sur la route de Mossoul, la deuxième ville du Kurdistan irakien, toujours contrôlée par les forces loyales.

La situation semble tout aussi confuse au sud du pays. Karbala, ville sainte du chiisme irakien, serait toujours contrôlée par les rebelles. Des tracts lancés par

avion menaceraient la population d'un bombardement chimique si la rébellion n'a pas cessé d'ici à deux jours.

Selon un médecin américain et un pharmacien français parvenus sur place, Karbala, en partie ruinée, était quadrillée jeudi par les chars de l'armée irakienne. Celle-ci aurait également repris Samawa après cinq jours d'intenses bombardements. La rébellion signalait aussi des combats à Nadjaf et autour de Bassorah, à Zubayr, Abul Khasib et Tannuma.

Bagdad même resterait en état de siège, avec, selon des responsables chiites, des affrontements quotidiens entre une partie de la population et la Garde républicaine. Hier, des avions de la coalition alliée ont une nouvelle fois survolé la capitale irakienne à basse altitude.

En Arabie Saoudite, trois « marines » américains ont été blessés, hier, par un Arabe qui a tiré sur leur véhicule, sur une autoroute de l'est du pays. (AFP, Reuter.)

THE GUARDIAN
Saturday March 30 1991

Within the altered state

THE VICTIMS of Saddam Hussein and of the war which their country has suffered can be found in every corner of the land. But while agonised debate continues on whether the Kurdish rebellion should be assisted, there are countless other Iraqis whom the coalition allies could be helping right now: and particularly the refugees in US-controlled southern Iraq.

Reports of Wednesday's riots in the town of Safwan, the third in three days, were blotted out by the news of helicopter gunships over Kirkuk. The problem is no longer primarily one of hunger — after a very slow beginning the US and Saudi armies are trucking in enough food — but of an administration which simply tosses the boxes over the tail-gate and ignores these people's desperately uncertain future. This is no debatable middle ground occupied by "economic" refugees. All these people are fleeing from political tyranny and life-threatening danger. Yet thousands in improvised camps in Safwan and elsewhere on the Kuwaiti border are stuck, unable to go forward or safely back, while they dread the day when the US cordon is withdrawn and the Republican Guards return. In Kuwait and Saudi Arabia, tens of thousands of Iraqi soldiers also live in apprehension. Unwilling to be repatriated in a PoW exchange, they have no assurance that anyone — least of all the Saudis — is willing to look after them. The case for non-repatriation was established controversially in the Korean War. Here there can be much less argument; and yet no one wants to be responsible.

The status of the refugees in Safwan is said to be dubious in international law "because they have not left their own country". To which there is a simple answer: allow them to leave. At the moment there is a grim sort of upside-down selectivity. Fleeing Iraqi soldiers are disarmed and taken across US lines into captivity. Fleeing Iraqi civilians, often the soldiers' own families, are shunted into refugee camps in no-man's land. The legal vacuum is also ascribed to the fact that no ceasefire has yet been signed, yet this cannot be blamed for the chaotic administration of occupied southern Iraq. Before the war ended we were told that there were firm plans for army-run civil administration. Then the war aims were throttled back in circumstances still unclarified by the discordant accounts of General Schwarzkopf and Defence Secretary Cheney. Since then the only aim appears to have been to avoid acquiring any commitment which might make it more difficult for the occupying forces to get up and go when their commanders blow the whistle. There has been a singular lack of mention of the various Geneva Conventions which govern the protection of civilians by occupying forces in time of war.

The sole proposal to be heard is that the post-war UN peace-keeping force should take up the problem when the allies go home. Such a force will hardly be able to run permanent refugee camps in territory which has reverted to Baghdad's control. And this also ignores the problem of the stateless Arabs whom Kuwait now refuses to allow back. If the UN has to pick up the pieces, it must at least be properly funded to do so. A full-scale refugee programme needs to be launched now, with some of those billions of oil-dollars now sloshing around the victors' camp. It may soon be needed not only in Kuwait and Saudi Arabia, but across the borders from Iraqi Kurdistan.

Kurds struggle to recapture strategic Kirkuk

Martin Woolacott

KURDISH guerrillas yesterday struck back at Iraqi government forces who had earlier seized most of the strategic oil city of Kirkuk.

The Kurdish leader, Masoud Barzani, in an appeal for help to the United Nations, said: "Kirkuk has been devastated and a sizeable proportion of the civilians killed or driven out. What we are facing now is a campaign that has all the hallmarks of genocide."

Last night, President Saddam Hussein offered the Kurds a negotiated settlement based on a 20-year-old autonomy arrangement never previously honoured.

Kurdish sources said they were seriously considering the offer, which was relayed by a former Kurdish minister in the Baghdad government. But they said they would certainly require any settlement to be brokered and supervised by the United Nations.

In Sulaymaniyah, 75 miles east of Kirkuk, a crowd of frightened refugees gathered who had fled the city in every imaginable vehicle. Many had travelled on foot without property or even a change of clothes, carrying babies, and trailing small children.

Hussein Hamid, from a Kurdish part of Kirkuk, said the shelling was constant and people were dying every minute. There were clashes on the

road out. He and his family of 11 had no friends in Sulaymaniyah and no idea what to do or where to go.

Horrifying stories of government atrocities have begun to reach the Kurdish-held territory. Government forces which briefly took Karahanjir, 12 miles east of Kirkuk, are alleged to have killed everyone in the town, including babies.

Refugees also said the Iraqis had taken thousands of young male hostages in Kirkuk, Daku, and Tuz Kurmatu. Kurdish officials at Irbil said they believed as many as 100,000 may have been taken.

While fighting went on at Al-tun Kopri, a main supply route to Kirkuk, a greater battle raged at Kirkuk itself, 30 miles south. Kurdish sources claimed parts of the town were still in their hands but under heavy bombardment from artillery, multiple rocket launchers, tanks, and helicopters.

But, whatever the government's problems, the military weakness of the Kurds is becoming more apparent. They have few weapons and are not well trained to use those that they have.

Their difficulties are compounded by problems of organisation and command. It is an "army" of several party militias, as well as newly recruited Kurdish mercenaries who previously served the government.

JOURNAL DU DIMANCHE 31 mars 1991

Comment Saddam a constitué son magot

par Jocelyn Royer

LA SITUATION reste confuse autour de Kirkouk, la grande ville du Nord de l'Irak, au cœur du Kurdistan. Les rebelles kurdes et l'armée de Saddam Hussein assurent tour à tour avoir pris le contrôle de la ville, qui semble encore aux mains des insurgés, au moins pour partie. Tout comme le nord du pays. Mais, incontestablement, Bagdad gagne du terrain, et promet d'ailleurs d'emmener des journalistes étrangers sur place aujourd'hui.

Cependant, l'insistance avec laquelle Bagdad dénonce l'intervention de l'Iran dans le conflit semble indiquer que le régime n'a toujours pas la situation en main. Il existe « une coordination entre les alliés et les rebelles, pour fomentation des troubles en Irak », a dénoncé hier Hamed Youssef Hammadi, le ministre irakien de l'Information devant les premiers représentants de la presse étrangère. « L'Iran est impliqué. Et les alliés ont planifié les troubles. Nous avons des documents qui prouvent cette coordination. »

En attendant, la répression est féroce. Selon notre collaborateur Roland Jacquard, la Garde républicaine utilise, depuis des hélicoptères ou des avions légers d'entraînement, des munitions à l'acide et des grenades à l'ypérite. Tant sur les Kurdes que les Chiites. Dans quelques villes, notamment à Nadjaf et Nassirya, ils ont lancé des missiles sol-sol Frog améliorés, de 70 kilomètres de portée. Et il leur reste des missiles portatifs soviétiques SAM, des missiles français Roland et les désormais célèbres SCUD.

Saddam Hussein a pu payer son armée, alors que les alliés s'attendaient que, à la fin du mois, Bagdad soit à court de liquidité. *Le Journal du Dimanche* peut ainsi révéler que l'Arab Bank à Londres a reçu, le 3 août, des instructions pour virer plusieurs centaines de millions de dollars de la banque irakienne el-Rafidain, détenus à la Middle Bank, vers la banque centrale de Jordanie. Le 5 août, la Banque Arabe Internationale de l'Emirat de Bahrein a déposé d'importantes sommes à

l'Union des Banques Suisses à Zurich. C'est Tarek al-Tukmachi, l'ancien vice-président de la banque Alubaf, et l'actuel gouverneur de la banque centrale de l'Irak, qui a organisé les transferts. Au total, selon les rapports occidentaux, quatre cents millions de dollars.

Saddam Hussein a sereinement préparé l'avenir en touchant des commissions sur toutes les transactions pétrolières depuis dix ans. Selon un document secret du Conseil de sécurité de l'ONU, il a lui-même placé près de cinq milliards de dollars sur des comptes à numéros. Jules Kroll, le patron d'une agence privée new-yorkaise de renseignements, affirme que Saddam Hussein a détourné entre 1979 et 1989 environ 55 milliards de francs, soit 5 % des revenus pétroliers de l'Irak. Jules Kroll a d'ailleurs informé ses clients koweïtiens de la présence de capitaux irakien dans des sociétés étrangères, dont Hachette qui, de son côté, a diligenté une enquête sur l'origine de ces capitaux.

Des sociétés taxis dont une à Paris

Un écheveau complexe de sociétés, emboîtées comme des poupées russes, serait à l'origine du système. Roland Jacquard avance l'hypothèse, dans son prochain livre*, que des hommes d'affaires libanais et palestiniens auraient servi, notamment en France, de couverture à toutes les opérations commerciales du clan.

Une de ces sociétés taxis serait située à Paris, avenue des Champs-Élysées, avec des ramifications à Genève, Zurich et Vaduz, au Liechtenstein. Ce groupe, installé en France, aurait reversé toutes les commissions des ventes d'armes sur les comptes de Saddam Hussein, dont l'un des gestionnaires habiterait à Neuilly. Une banque en France aurait reçu de très grosses sommes d'argent depuis 1988 sur le compte de l'Al Arabi Trading Company de Bagdad, dont le directeur - Safa al-Haboby - est présenté comme l'homme d'Hussein Kamel, propre gendre de Saddam Hus-

sein. M. Safa est aussi le directeur de la firme Technology Development Group, société écran installée à Londres et qui contrôlerait le rachat de toute une série d'industries de haute technologie.

L'Irak a aussi pris le contrôle de l'importante firme britannique Matrix Churchill, spécialisée dans les outillages pour fabriquer des obus et des missiles. Chaque fois que cette société a vendu un équipement à l'Irak, grâce aux prêts d'une banque italienne (la Banca Nazionale Del Lavoro), Saddam Hussein a touché une commission de 15 %, via une banque de Neuilly, avant de disparaître sur les comptes de la Bank of Credit and Commerce International de l'île de Grand-Cairman. Pour le trafic d'armes, la société chargée des opérations est domiciliée à Londres, au 13, Duke Street, et dirigée par Anis Wadi, un autre homme de Saddam Hussein, résidant à Los Angeles.

Même sur les usines chimiques livrées à l'Irak, Saddam Hussein a touché de l'argent. Ainsi, l'un de ses hommes d'affaires, Abdoul Jebera, propriétaire d'une entreprise d'import-export à Munich, a touché pour le compte du clan plus de quatre millions de deutsche marks. Un autre homme, toujours en Allemagne, Ramzi al-Khatib, a touché des commissions sur tous les détournements de l'embargo, par une cinquantaine d'entreprises ouest-allemandes. L'argent était ensuite recueilli par des sociétés boîtes aux lettres au Panama.

Le *Washington Post* estime à 8,9 milliards de dollars le montant des détournements de Saddam Hussein. « Calomnies », réplique le ministre irakien de l'Information. Nous sommes prêts à verser 99 % de cette somme à quiconque pourra prouver l'existence de ces comptes dans quelque banque que ce soit. Saddam Hussein n'a pas un centime à la banque. Il n'a pas même une chaise à lui... »

**Les Cartes secrètes de la guerre du Golfe*, par Roland Jacquard. Editions n° 1/Gérard de Villiers. (A paraître le 8 avril.)

Outgunned Kurdish Forces Lose Ground to Saddam's Troops

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

IRBIL, Iraq, March 30—Iraqi government forces, using helicopter gunships and long-range artillery, drove lightly armed Kurdish guerrillas northward to within four miles of this rebel-held city this afternoon, according to witnesses.

Earlier, overall Kurdish military commander Massoud Barzani acknowledged to journalists that his forces failed in an overnight attempt to dislodge government troops from Altun Kopri, a town halfway between Irbil and the oil city of Kirkuk, 75 miles to the south.

Two failed guerrilla counterattacks, aimed at breaking government control of the town and Kirkuk itself, underlined the Kurds' military disadvantage when faced

with the heavy weaponry of President Saddam Hussein's military machine.

Causing particular concern was the rebels' lack of anti-tank weapons for use against Iraqi armor, guerrilla sources said.

Barzani also conceded that Iraqi armored units, working with "treasonous" former Kurdish auxiliaries from the Iraqi army, had seized control of Sheikhan, deep inside rebel-held territory.

Refugees began streaming out of this city of 1 million today as government forces continued their advance.

Confronted with the apparent retreat of his own forces and with a growing Kurdish refugee problem, Barzani was careful not to rule out a negotiated settlement with Saddam's government. Barzani and other Kurdish leaders previously have

dismissed such negotiations because of Saddam's record of unkept promises regarding Kurdish autonomy in the north.

Barzani declined comment on the state of negotiations with Baghdad on reinstituting autonomy for Kurds, but it appeared that some kind of negotiations were in progress.

"We want to achieve our aims peacefully. We do not like bloodshed," Barzani said. "We are prepared to deal with whoever gives us our rights. We are not the central government."

Nonetheless, Barzani dismissed Baghdad's claims of total control of Kirkuk. He said Kurdish rebels had recaptured some neighborhoods after being forced out during a government offensive Thursday night.

He declined to provide details, but other senior Kurdish military sources said Kirkuk was in fact in

government hands, with guerrilla activity inside the city limited to hit-and-run attacks. Barzani renewed charges that the Iraqi soldiers who seized Kirkuk were aided by the People's Mojahedin, a well-armed group of 3,000 Iranian troops opposed to Tehran government and normally stationed near the Iranian border in Iraq.

In Washington, a spokesman for the Mojahedin labeled Barzani's allegations as "absurd" and said his group has had "no presence in Kirkuk whatsoever" for at least the past month.

Barzani also warned that the Kurds would "blow up oil installations" and the key Dokan and Derbandikhan dams in southeast Kurdistan "if we feel it necessary."

Theoretically, unleashing the waters trapped behind the dams could cause major flooding in Baghdad.

El Ejército avanza en el norte de Irak

Sadam ha capturado ya a 100.000 kurdos, según los rebeldes

El Ejército regular parece tomar claramente la iniciativa en el norte de Irak. El ministro de Información, Hamed Yusef Hamadi, aseguró ayer a un grupo de periodistas occidentales que hoy podrían visitar Kirkuk, la estratégica ciudad petrolera kurda cuyo control se atribuyen tanto Bagdad como los rebeldes, para constatar personalmente que el Ejército de Sadam Husein ha ganado la batalla. Aún más significativa fue una declaración de un portavoz del Partido Demócrata del Kurdistan (PDK), uno de los dos grandes grupos rebeldes, quien admitió que al menos 100.000 kurdos habían sido hechos prisioneros.

Un portavoz del otro gran grupo rebelde, la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK), insistía ayer en que las fuerzas kurdas habían sido capaces de rechazar el masivo ataque de artillería y aviación gubernamental y habían retomado Kirkuk. "Nos retiramos ante las fuerzas de Bagdad para dejarles avanzar en profundidad antes de llevar a cabo un contraataque y empujarles hacia la frontera oeste de Kirkuk", afirmaba.

Pero las peticiones de auxilio de los kurdos indican que su situación es dramática. El líder del PDK, Masud Barsani, ha pedido a las Naciones Unidas y a la coalición multinacional abanderada por Estados Unidos vencedora de Irak que "pongan fin a la matanza" de kurdos. "A lo que nos enfrentamos ahora es a una campaña con todos los signos del genocidio, una exterminación premeditada y sistemática de nuestra población", afirmó Barsani. Testigos presenciales han testimoniado la magnitud de las matanzas.

Al parecer, Kirkuk, con una población cercana a los 300.000 habitantes, ha cambiado de manos varias veces desde el pasado jueves, cuando las tropas gubernamentales lanzaron un asalto masivo.

"Los países árabes no democráticos, como Kuwait y Arabia Saudí, han pedido a Estados Unidos que abandone a los kurdos a su suerte", asegura Fuat Atalay, diputado socialdemócrata por Diyarbakir, la ciudad de negras murallas de basalto, cuna del Tigris, que los independentistas desean ver convertida en capital de

su futuro Estado. "No quieren ver en el norte de Irak una entidad kurda y, para colmo, sobre bases democráticas, que podría dañar la base de poder de la oligarquía dominante en el Golfo", añade Atalay, cuyo hermano es el alcalde de Diyarbakir.

Sadam, inesperadamente, se ha encontrado con que el Ejército norteamericano que ocupa el sur de su país le da una implícita carta blanca para hacer el trabajo sucio y eliminar las amenazas shii y kurda, incluso empleando los medios prohibidos en el acuerdo provisional de alto el fuego. La consecuencia está siendo una matanza que puede dejar chica a la que los aviones de la coalición causaron entre las fuerzas iraquíes en los últimos días de la guerra.

A este lado de la línea fronteriza, en Turquía, la situación se ve con una enorme preocupación entre la población mayoritariamente kurda y con una calculada ambigüedad en los medios oficiales. El presidente Turgut Ozal está jugando a varias bandas, insinuando una apertura (cuyo primer paso sería autorizar el uso de la lengua kurda), acogiendo en Ankara a dirigentes de la guerrilla iraquí y, sin duda, pidiendo a George Bush que no permita un Estado kurdo en el norte de Irak.

Situación caótica

La situación es caótica en el Kurdistan iraquí, pero los *pehmergas* no han perdido totalmente la batalla. Parece que conservan Zajo, Arbil y una parte de Dahuk, y que combaten en las cercanías de Kirkuk y Mosul, la mayor ciudad de la re-

gión. Pero, si no cambian mucho las cosas, y si se confirma el aplastamiento de la revuelta shii en el sur, su derrota será solo cuestión de tiempo. De hacer caso a noticias facilitadas por fuentes próximas al PKK, no confirmadas por medios independientes, el Ejército turco no está cruzado de brazos. El pasado jueves penetró en Irak por ocho puntos diferentes, con unos 2.000 soldados y centenares de *vigilantes de los pueblos* (cuerpo de civiles armados y pagados por el Gobierno), para intentar aplastar a la guerrilla turco-kurda en sus propias bases.

En los tiempos en que Irak y Turquía eran buenos vecinos suscribieron un acuerdo que permitía a las policías de ambos países ejercer el *derecho de persecución* al otro lado de la frontera.

La frontera está cerrada. En la carretera por la que, siguiendo la antigua ruta de la seda, circulaban antes del conflicto miles y miles de camiones al día, repletos de productos petrolíferos con destino a los puertos turcos del Mediterráneo, sólo se ven ahora unos pocos vehículos. El del enviado especial de EL PAÍS hizo el ejercicio de fortuna y equilibrio de superar todos los controles militares hasta plantarse en Habur, en la misma línea de separación entre Irak y Turquía, sobre el río Hezil, afluente del Tigris. Los dos puentes que cruzaban la vía de agua fueron destruidos, probablemente por la aviación norteamericana, aunque este punto no está del todo claro.

"Antes de la guerra", asegura el delegado del Partido Socialdemócrata en Silopi, el último lugar habitado antes de la frontera, "había en la zona unos 500 soldados. Ahora hay cerca de 100.000". Adnan Kaya asegura que esa presencia militar se ha traducido en "presión sobre la población", si bien admite que empieza a disminuir al mismo ritmo que se van los hombres de uniforme. En Silopi hay todavía, no obstante, más soldados que civiles.

La 'Guernika kurda'

Existe un pequeño campo de refugiados en las cercanías de esta localidad, aunque sus ocupantes proceden de la cercana Uludere y llevan aquí tres años, exactamente desde poco después de que, en marzo de 1988, la aviación de Sadam machacara con armas químicas varias poblaciones kurdas, sobre todo en Hablabja, cuyos 5.000 muertos la

EL PAÍS

DOMINICO
31 DE MARZO
DE 1991

han convertida, con siniestra justicia, en la *Guernika kurda*.

Malayusuf Gaudani, de 45 años, es uno de estos refugiados. Luce el típico uniforme entre verde y caqui de los *pehmergas* y pertenece al grupo de Masud Barzani. Se queja de que las ayudas de la ONU, la Cruz Roja y el Gobierno turco son insuficientes. Pero sobre todo está preocupado por la suerte de sus compatriotas iraquíes.

"Diga usted a sus lectores, a su Gobierno, a Europa y a Estados Unidos que nadie, nadie, podrá vivir en Irak mientras Sadam esté vivo, ni los árabes, ni los kurdos. Que nos ayuden a acabar con él y a implantar un sistema democrático. Diga también que los kurdos necesitamos comida, agua, mantas y medicinas, que mis compatriotas están muriendo a miles de hambre, enfermedades y miseria. Pero la ayuda tiene que llegar directamente. Si se envía a través de Sadam, éste la utilizará en su propio provecho", afirma Gaudani.

Algunas fuentes periodísticas aseguran que, tras estallar la revuelta en el norte de Irak, ha habido un nuevo flujo de refugiados hacia Turquía, reforzado en los últimos días. El rumor o la media noticia habla de que son varios centenares, y de que el Gobierno de Ankara duda sobre si admitirlos o devolverlos a su lugar de origen. La avalancha de 1988 (cerca de 100.000) causó graves problemas económicos, sanitarios y sociales. Hoy sólo quedan en Turquía unos 15.000.

EL PAÍS DOMINICO 31 DE MARZO DE 1991

Los insurgentes dicen que el Ejército ha hecho 100.000 prisioneros en el Norte

Bagdad y los rebeldes kurdos se atribuyen la victoria en la batalla de Kirkuk

ÁNGELES ESPINOSA. El Cairo El ministro iraquí de Información, Hamed Yusef Hamadi, aseguró ayer a un grupo de periodistas autorizados a entrar en Irak que Kirkuk se encontraba bajo el control del Ejército regular. Para reforzar aún más sus pala-

bras, Hamadi prometió a los informadores que hoy visitarían dicho centro petrolífero. Por su parte, los rebeldes kurdos que se enfrentan a las tropas gubernamentales en el norte del país insistían en que estaban ganando la dura batalla, llena de altibajos, por esa

ciudad. La misma fuente acusó a los soldados de asesinar civiles en su retirada. Los insurgentes dicen que el Ejército ha tomado unos 100.000 hombres kurdos como prisioneros y afirman que puede producirse un genocidio si la coalición multinacional no lo impide.

"El Ejército, respaldado por los guardias leales, controla la ciudad de Kirkuk y una zona de 30 kilómetros a su alrededor. Ha retomado también Akra y Jikan, dos pequeñas localidades situadas cerca de Dohuk", declaró el responsable iraquí de Información. Añadió que los rebeldes y la coalición multinacional vencedora en la guerra "están coordinados para fomentar los problemas en Irak".

[La Casa Blanca reveló ayer en Washington un viaje secreto de dos días realizado esta semana a Oriente Próximo por el consejero de Seguridad Nacional de George Bush, Bent Scowcroft. La finalidad principal del viaje fue, al parecer, recabar información fiable sobre la situación interna de Irak, informa Efe].

En El Cairo, el enviado de Bagdad a la reunión de la Liga Árabe, Saad Kasem Hamudi, manifestó a su vez que la revuelta que estalló en su país hace un mes se encontraba casi totalmente bajo control.

Por el contrario, en Damasco, un portavoz de la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK), uno de los principales grupos rebeldes que luchan en la región, in-



Civiles kurdos, con sus posesiones a cuestas, abandonan Kirkuk, donde los combates son sangrientos. ASSOCIATED PRESS

sistía ayer en que las fuerzas kurdas rechazaron un contraataque gubernamental y habían retomado Kirkuk. "Nos retiramos ante las fuerzas de Bagdad para dejarles avanzar en profundidad en Kirkuk, antes de llevar a cabo un contraataque y empujarles hacia 100.000 kurdos", afirmó. Según la UPK, Bagdad ha tomado prisioneros a unos 100.000 kurdos.